



UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE
ÉCOLE DOCTORALE SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ (555)

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE

Discipline : Histoire

Présentée et soutenue publiquement

Par

DUPUIS Richard

Le 02/04/2015

Titre :

La patrimonialisation du monde agricole
L'exemple des musées de 1920 à nos jours

JURY

Mme VIVIER Nadine

Mme GENET-DELACROIX Marie-Claude

M. BURIDANT Jérôme

M. DENIS Gilles

M. MADELINE Philippe

M. POULOT Dominique

Présidente

Directrice de Thèse

Directeur de Thèse

Rapporteur

Rapporteur

Rapporteur

Remerciements

Au terme de ces six années de travail, mes pensées vont à tous ceux, chercheurs, professionnels, collègues, élus, qui d'une manière ou d'une autre, ont participé à ma thèse par leurs informations, conseils, remarques, mais aussi par leur amitié et leur soutien chaleureux.

Ma gratitude va tout particulièrement à mes deux directeurs de thèse, Madame la Professeure Marie-Claude GENET-DELACROIX et Monsieur le Professeur Jérôme BURIDANT pour leurs disponibilités, conseils scientifiques avisés et soutiens indéfectibles. Je rends hommage au professeur François SIGAUT († 2012), fondateur de l'AFMA, qui m'a encouragé dans cette recherche et aurait dû être ici aujourd'hui.

J'adresse mes remerciements aux autres membres du jury : Madame Nadine VIVIER, Messieurs Gilles DENIS, Philippe MADELINE et Dominique POULOT, pour l'attention et le temps consacrés à mon travail ; à l'Institut Universitaire de Technologie de Reims et l'Université de Reims Champagne-Ardenne pour leur confiance et les trois aménagements de service accordés ; au Centre d'Études et de Recherche en Histoire Culturelle (CERHIC), de sa directrice Madame Isabelle HEULLANT-DONAT, Madame Marie-Hélène MORELLE, ingénieure d'études et Monsieur Bertrand GOUJON, enseignant-chercheur pour leur aide ; la Fédération des musées agricoles et du patrimoine rural (AFMA) pour la mise à disposition de sa base de données des musées ; Monsieur Dominique PARGNY, ingénieur d'études au laboratoire Groupe d'Étude sur les Géomatériaux et Environnements Naturels, Anthropiques et Archéologiques (GEGENAA2) de l'URCA pour son efficace collaboration à la réalisation des cartes. J'exprime toute ma reconnaissance pour la relecture attentive de mon tapuscrit à Madame Mireille BONNEBAS, Monsieur Jean-François BOULANGER, doyen de la Faculté de Lettres de l'URCA, Mesdames Marielle LAHLALI, Élodie MASSOULINE (**Le Compa**), ainsi qu'à Madame Ingrid ZMÖLNIG, pour la traduction du résumé en anglais. Je remercie également les nombreux responsables et professionnels des musées, et tout particulièrement, ceux de **La Bertaugé** (Monsieur Pascal DELACOUR, président) et du **Compa** (Monsieur Jean-Marc PROVIDENCE, directeur), qui ont prêté attention et concours à ma recherche.

Je remercie mon épouse pour ses relectures efficaces.

Table des matières

Remerciements	2
Table des matières	3
Table des illustrations.....	8
Avertissement.....	12
Introduction	13
Première partie : les musées qui exposent l’agriculture, un processus de patrimonialisation en voie de constitution	23
I. De la Révolution française à 1944 : reconnaissance du travail de la terre au musée.....	24
I.A De la Révolution française aux années 1920, l’agriculture entre écoles et terroirs	26
I.A.1 Les nouvelles institutions parisiennes d’enseignement.....	27
I.A.2 Les musées de province, vitrines des cultures	36
I.B De la Reconstruction au Front populaire, l’agriculture peu exposée	47
I.B.1 Se relever, entre chevaux et tracteurs	47
I.B.2. Les sciences, le folklore et les arts au musée	49
I.C Le Front populaire : un regard ethnographique sur l’agriculture	60
I.C.1 Le nouveau rôle des musées dans l’intégration des paysans à la nation	61
I.C.2 Les musées d’agriculture exposent les territoires.....	68
I.D Les musées au service de la Révolution nationale	73
I.D.1 Valeur de la terre et maison paysanne	73
I.D.2 Une dynamique muséale encouragée	77
II. Des Trente Glorieuses au XXI ^e siècle : l’agriculture au musée.....	85
II.A 1944-1973, une agriculture en plein développement, des musées émergents	85
II.A.1 Révolution agricole et timide muséalisation.....	86
II.A.2 Nouvelles attentes, nouveaux musées.....	98
II.B 1973-1990, fin des Trente glorieuses, âge d’or des musées d’agriculture	114
II.B.1 Agriculture et culture de l’agriculture, rencontres	115
II.B.2 Le boom des musées d’agriculture.....	122
II.C 1990-2002, nouvelles voies pour l’agriculture au musée	153
II.C.1 Apogée des musées agricoles.....	153
II.C.2 Agriculture et culture, rapprochements en demi-teinte.....	156
II.D 2002-2015, musées agricoles entre tradition et modernité	162

II.D.1 2002-2008, Institutionnalisation incomplète	163
II.D.2 2008-2015 S'adapter aux nouvelles contraintes	171
Seconde partie : La patrimonialisation du monde agricole à partir de l'exemple des musées de La Bertauge et du Compa de 1976 à 2015	197
I. La Bertauge et le Compa : de la patrimonialisation à la muséification de l'agriculture des années 1976 à 2002	198
I.A. 1976-1990 : deux musées d'agriculture en terres de grandes cultures.....	199
I.A.1 Nouveaux musées d'agriculture : La Bertauge et le Compa.....	205
I.A.2 Années 1980 : projets et constructions.....	224
I.B. Reconnaissance institutionnelle et nouveaux locaux	231
I.B.1 Hangar agricole pour La Bertauge et rotonde pour le Compa	232
I.B.2 La reconnaissance et le financement	238
I.C. 1990-2002 La Bertauge dans l'attente, le Compa dans ses murs	246
I.C.1 Nouveaux locaux, nouveaux musées.....	248
I.C.2 Une évolution contrastée des collections	255
I.D. À l'ombre du patrimoine industriel, le patrimoine agricole au musée.....	264
I.D.1 Société agricole, arts populaires et technologie à La Bertauge et au Compa	267
I.D.2 L'agriculture dans le monde de la culture.....	280
II. Nouveaux enjeux de la valorisation du patrimoine culturel agricole de 2002 à 2015.....	298
II.A. 2002-2008 Une patrimonialisation de plus en plus différenciée	300
II.A.1 Loi de 2002 et évolution des muséographies agricoles	301
II.A.2 Nouvelles manifestations culturelles	305
II.B Musées agricoles et développement territorial.....	307
II.B.1 Une relation à des territoires qui changent peu	307
II.B.2 Réformes de la territorialité et développement local	314
II.C. 2008-2015 Patrimonialisation en Champagne crayeuse et en Beauce.....	321
II.C.1 Extension des collections	322
II.C.2 Gestion des collections de machinisme agricole	343
II.D. Nouvelles voies pour l'agriculture au musée.....	349
II.D.1 À la veille des réformes territoriales.....	351
II.D.2 Les chantiers des musées d'agriculture	359
Conclusion.....	377
Sources et bibliographie	382
Sources	383

I. Archives publiques.....	383
Archives nationales	383
Archives des musées de France.....	383
Archives départementales de la Marne	384
Archives départementales d'Eure-et-Loir	386
Archives municipales de Beaune (Côte d'Or).....	390
Archives municipales d'Épernay (Marne)	391
Conseil international des musées (ICOM)	391
France Culture	391
Institut national de l'audiovisuel (INA), antenne de la Bibliothèque nationale de France (sites de Paris et de Strasbourg)	391
Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS), Collège de France (Paris).....	392
Musée national des arts et traditions populaires (Paris)	393
II. Archives privées	393
Cité nature d'Arras (Nord)	393
Conservatoire de la vie agricole et rurale de l'Oise (Oise)	393
Écomusée d'Alsace (Haut-Rhin).....	393
Écomusée de la Bresse bourguignonne (Saône-et-Loire)	393
Écomusée du Perche à Sainte-Gauburge (Orne)	393
Fédération des Écomusées et des musées de société (FEMS) (Doubs)	394
Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural (AFMA)	394
Institut Olivier de Serres (Ardèche)	394
Maison du Charolais (Saône-et-Loire)	394
Maison du fromage (Vosges)	394
Musée de Beaujeu (Rhône)	394
Musée de la Bertauge (Marne)	395
Musée Calvet (Vaucluse)	397
Musée de Châlons-en-Champagne (Marne).....	397
Musée d'Épernay (Marne).....	397
Musée de plein air des Maisons comtoises à Nancray (Doubs)	397
Musée de plein air de Villeneuve d'Ascq (Nord).....	397
Musée du Compa (Eure-et-Loir)	397
Musée des Ruralies (Deux-Sèvres)	401
Musée de Tivernon (Loiret)	401

Musée du Der (Marne)	401
Musée du maraîchage (Gironde)	401
Musée Fragonard (Val-de-Marne).....	401
Musées des métiers de Saint-Laurent de la Plaine (Maine-et-Loire)	402
Musée régional du machinisme agricole de la Ferté-Milon (Aisne)	402
Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims (Marne)	402
Terra Botanica (Maine-et-Loire)	402
VECTEN, Albert, ancien sénateur, président du conseil général de la Marne	402
Entretiens, rencontres, échanges	402
Bibliographie générale	409
Ouvrages imprimés	409
Outils de travail	409
Ouvrages généraux et études spécialisées	413
Rapports et documents techniques	455
Périodiques	459
Articles	461
Témoignages, récits et romans	474
Films, documentaires	476
Annexes	478
A. Présence des musées d'agriculture dans les instruments de recherche et de documentation professionnels	479
B. Évolution de la définition du musée selon les statuts de l'ICOM, 2007-1946.....	481
C. Charte des écomusées	486
D. Programme idéologique du MNATP, 1969-2005	489
E. Convention Culture / Agriculture, 17 septembre 1990.....	490
F. Statuts de l'association La Bertauge	494
G. Lettre de collecte pour l'association La Bertauge (1/2)	497
H. Lettre de collecte pour l'association La Bertauge (2/2)	498
I. La Bertauge : inventaire Mirault, début années 1980	499
J. Messe de la septième fête des moissons, 21 août 1994	500
K. Musée agricole La Bertauge Fiche de présentation, 1998.....	501
L. Musée agricole La Bertauge Fiche de présentation, 2005	502
M. Guide du visiteur « Musée agricole La Bertauge », 2005	503
N. Musée rural et artisanal La Bertauge, 2011	504

O. Onzième fête des moissons à La Cheppe, 2014	505
P. Comité scientifique du Compa, mars 1982	506
Q. Conservatoire national du machinisme agricole, 1984.....	507
R. Fiche de présentation du Compa, début des années 2000	508
S. Arbre généalogique des musées d'agriculture	509
T. Création de collections et de musées d'agriculture, 1670-2000	509
U. Typologie des musées d'agriculture, 1920 à nos jours.....	510
V. Chronologie comparée de la Bertauge et du Compa	511
Glossaires	512
Biographies.....	512
Définitions.....	533
Institutions et organisations.....	540
Documentation	559
Musée La Bertauge.....	560
Musée du Compa.....	568
Cartes.....	582
I. Localisation du musée de la Bertauge.....	582
II. Région Champagne-Ardenne.....	582
III. Localisation du musée du Compa	583
IV. Région Centre	583
V. Musées d'agriculture, parts des surfaces exploitées en faire valoir direct, 1942	584
VI. Musées d'agriculture, parts des surfaces exploitées en fermage, 1942.....	584
VII. Musées d'agriculture, parts des surfaces exploitées en métayage, 1942.....	585
VIII. Musées agricoles et distance aux villes de plus de 40 000 habitants	585
Lois et textes réglementaires	588
Chronologies	592
Agricole, culturelle, muséographique et culturelle	592
Données, agriculture.....	640

Table des illustrations

Figure 1 : Collections d'agriculture de l'Ancien Régime à 1920 (carte)	26
Figure 2 : Cabinet d'histoire naturelle et d'anatomie comparée , Alfort, 1828-1902.....	28
Figure 3 : Ferme royale ; Laiterie de la Reine, Rambouillet	29
Figure 4 : Musée des arts et métiers , salle d'agriculture, 1823	31
Figure 5 : le Compa , Cyrus McCormick, première moissonneuse, 1831 (Copie)	34
Figure 6 : Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET) , 1878-1928.....	36
Figure 7 : « Institution des musées cantonaux », affiche	39
Figure 8 : Museon Arlaten , salle des pâtres et gardians, fin XIX ^e siècle.....	43
Figure 9 : Museon Arlaten , salle des gens de mas, 1899.....	44
Figure 10 : Musée des arts et métiers , salles d'agriculture, 1910.....	51
Figure 11 : musées créés entre fin de Première Guerre mondiale et Front populaire	54
Figure 12 : Front populaire, État français, peu de créations de musées (carte).....	61
Figure 13 : Village français, Romenay, visiteuse devant le panneau « Vie économique »	66
Figure 14 : Prieuré de Sainte-Gauburge, cour intérieure, 2009.....	76
Figure 15 : Nouveaux musées de 1946 à la fin des Trente Glorieuses (carte).....	85
Figure 16 : MNATP , galerie culturelle (plan)	104
Figure 17 : MNATP , galerie culturelle, section « du blé au pain ».....	105
Figure 18 : MNATP , galerie culturelle, section « le maréchal forgeron de village »	105
Figure 19 : Musée d'Épernay	109
Figure 20 : Musée de la civilisation paysanne , Jouarre, coiffe.....	113
Figure 21 : Musée des arts et métiers , salle d'agriculture, 1970-1980.....	120
Figure 22 : Musée d'arts et traditions populaires du Perche , Sainte-Gauburge	126
Figure 23 : Musées ayant le mot « métier » dans leur intitulé (carte).....	131
Figure 24 : Musée Lorrain , Nancy	132
Figure 25 : Écomusée d'Alsace , Ungersheim	135
Figure 26 : Musée des maisons comtoises , Nancray	137
Figure 27 : Écomusée de la Bresse bourguignonne , Pierre-de-Bresse	140
Figure 28 : Création de musées d'agriculture, Ancien Régime-2006 (carte).....	163
Figure 29 : Dynamique de création de musées agricoles, XXI ^e siècle (carte)	164
Figure 30 : Musée Fragonard , première salle rénovée, 2009.....	168
Figure 31 : Départements, 93 ans de création de musées agricoles (carte).....	172

Figure 32 : Musées ayant « agri » dans leur intitulé, 2010 (carte).....	175
Figure 33 : Musées ayant « traditions » ou « folklore » dans leur intitulé (carte)	176
Figure 34 : Museon Arlaten , fer à marquer les animaux d'élevage	176
Figure 35 : Musées d'agriculture, bâtiments remarquables, bâtiments d'agriculture (carte). 177	
Figure 36 : Musée des arts et métiers , réserves visitables, La Plaine Saint-Denis	181
Figure 37 : Cité Nature , Arras	182
Figure 38 : Maison du Charolais	185
Figure 39 : Zones de production agricole et musées d'agriculture (carte).....	187
Figure 40 : Musées viticoles, caves et zones AOC (carte).....	188
Figure 41 : Musée de la Vigne , Verzenay	193
Figure 42 : La Bertauge , localisations, 1977-2015 (carte)	200
Figure 43 : La Bertauge , la Champagne crayeuse à ses portes.....	201
Figure 44 : Compa, Conservatoire de l'agriculture , 1977-2015 (carte)	203
Figure 45 : la Beauce chartraine.....	204
Figure 46 : La Bertauge , partenaires potentiels, années 1980 (carte).....	208
Figure 47 : La Bertauge , foire-exposition, Châlons-sur Marne, 1976.....	209
Figure 48 : Le Musée agricole de L'Épine, vue extérieure.....	209
Figure 49 : Le Musée agricole de L'Épine, inauguration (1), 1977.....	210
Figure 50 : Le Musée agricole de L'Épine, inauguration (2), 1977.....	210
Figure 51 : La Bertauge , collection, 1977-1987	214
Figure 52 : La Bertauge , batteuse à tripot.....	215
Figure 53 : Musée national du machinisme agricole , bon-réponse	218
Figure 54 : Musée national du machinisme agricole , SIMA, 1979, affiche.....	219
Figure 55 : Maison du parc naturel régional de la montagne de Reims	225
Figure 56 : Le Compa , cinq sites de réserves, dont deux chartrains (carte).....	231
Figure 57 : « Agropole », un musée agricole de la Champagne d'antan	241
Figure 58 : « Agropole » (plan).....	241
Figure 59 : Le Compa , rénovation de la rotonde.....	243
Figure 60 : Le Compa , inauguration, 1990	245
Figure 61 : Le Compa , rotonde (plan de masse)	252
Figure 62 : Le Compa , vues côté entrée.....	253
Figure 63 : Le Compa , plan d'accès.....	253
Figure 64 : Le Compa , un musée d'agriculture unique en France	254
Figure 65 : Le Cybercompa, espace multimédia, 1999	255

Figure 66 : La Bertauge , locomobile Merlin	258
Figure 67 : Le Compa , charrue Didelot, collection INA-Grignon, dépôt	263
Figure 68 : Écomusée du Creusot-Montceau , Le Creusot	266
Figure 69 : La Bertauge , la vitrine de la compagnie d'assurances	271
Figure 70 : La Bertauge , 1998	274
Figure 71 : La Bertauge , inauguration, 1998	274
Figure 72 : Le Compa , galerie des inventeurs, François de Neufchâteau	277
Figure 73 : La Bertauge , cabane de berger	281
Figure 74 : Le Compa , tracteur Case, 1912.....	289
Figure 75 : Musées ayant « machin » et « méca » dans leur intitulé, 2006 (carte)	302
Figure 76 : Le Compa , atelier de réparation, Mainvilliers	305
Figure 77 : Intérieur rural champenois. Maquette de ferme beauceronne.....	308
Figure 78 : La Bertauge , croix de pays	309
Figure 79 : La Bertauge : charrues, houes, palonniers. Laiterie	312
Figure 80 : Conservatoire des meules et pavés d'Épernon	313
Figure 81 : Le Compa , ronde des tracteurs, 2003	314
Figure 82 : conseil général de la Marne, logo	315
Figure 83 : La Bertauge , plaques	316
Figure 84 : La Bertauge , charrue « la Bertauge », devant la halle.....	318
Figure 85 : conseil général d'Eure-et-Loir, logo.....	319
Figure 86 : La Bertauge , intérieur, 2014.....	325
Figure 87 : La Bertauge , « Betteraves », 2012 ; « Moulins », 2013.....	326
Figure 88 : La Bertauge , « Les Jasées », 2009	328
Figure 89 : La Bertauge , onzième fête des moissons, La Cheppe, 2011	329
Figure 90 : La Bertauge , timbre, carte philatélique (1)	329
Figure 91 : La Bertauge , timbre, carte philatélique (2)	330
Figure 92 : La Bertauge , plaque de muselet	331
Figure 93 : Le Compa , bibliothèque d'Emmanuel Le Roy Ladurie.....	334
Figure 94 : Le Compa , tracteur Lanz Bulldog 15/30	339
Figure 95 : Le Compa , 2013	340
Figure 96 : Le Compa , boutique, 2013	347
Figure 97 : Le Compa , plaquette de présentation des produits de la boutique	347
Figure 98 : Le Compa , le costume beauceron, 21 compositions de Gabriel Loire	355
Figure 99 : Le Compa , exposition permanente, 2013	355

Figure 100 : Le Compa , « Le roman d'un monde », œuvre de Jean-Luc Parant	358
Figure 101 : La Bertauge , page d'accueil, 2015	362
Figure 102 : La Bertauge , vue de la RD3, les champs	363
Figure 103 : Le Compa , maquette d'une rotonde de locomotives à vapeur.....	368
Figure 104 : Le Compa , sites internet 2008, 2012	372

Avertissement

- . Les sigles et acronymes sont développés à leur première apparition.
- . Les noms de musées apparaissent en gras.
- . L'astérisque placé après un terme renvoie à sa définition. Celle-ci figure dans un des trois glossaires : biographies, définitions, institutions et organisations. Les notices informent sur les sujets présentés, en fonction de leur pertinence, et non de leur importance historique.

- . Le **Musée de la Bertauge**, nommé de multiples fois, revêt plusieurs appellations au cours de son histoire. Dans les usages et dans le texte, il est nommé **La Bertauge**.
L'association La Bertauge est nommée l'association La Bertauge, l'association ou l'équipe.

- . Les indications kilométriques et de durée de trajet en voiture, mises entre parenthèses, sont comprises à partir du musée.

Introduction

À l'échelle nationale, voire au-delà, le musée, institution et moyen d'accès aux connaissances, est devenu depuis la Révolution française, un sujet essentiel du discours sur la société* dans sa diversité. Il expose à travers des choix successifs et datés, les objets* du patrimoine* dans la mesure où ces derniers représentent des enjeux culturels et politiques du pays. Les musées, institutions emblématiques des États, font partie de la communauté muséale mondiale. En 2007, le conseil international des Musées (ICOM)*, dans sa définition la plus récente, décrit le musée comme...

« une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation¹. L'article L410-1 du Code du patrimoine* définit le musée, comme collection permanente composée de biens dont la conservation et la présentation revêtent un intérêt public et organisée en vue de la connaissance, de l'éducation et du plaisir du public². »

Le monde muséal connaît une expansion considérable, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui a détruit une importante partie du patrimoine mondial, jusqu'aux années 1970-1990. Les musées sont devenus, l'une des institutions culturelles les mieux considérées et les plus fréquentées à travers le monde³. Identifiables dans le paysage culturel par leurs bâtiments, par la qualité et la valeur de leurs collections et leurs activités, ils nécessitent un investissement durable et conséquent, justifié par le concours qu'ils fournissent à l'intégration des citoyens à la nation⁴. Étudier les musées qui traitent de l'agriculture, nécessite de la définir. Au sens le plus large,...

« l'agriculture est le secteur de l'économie qui comprend les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture⁵. »

L'agriculture est comprise ici comme l'ensemble des activités qui sont reconnues agricoles par les pouvoirs publics, les organisations professionnelles et les acteurs eux-mêmes de ces activités. Ces activités sont prises en compte par des institutions disparates et souvent anciennes, telles les comices, les foires et les salons, le ministère et les administrations, les fédérations, les syndicats et les coopératives, sans oublier les banques et les caisses de retraite⁶.

¹ / ICOM. *Définition du musée*. [en ligne]. [Consulté le 03/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://icom.museum/la-vision/definition-du-musee/L/2/> ; Annexe B, p. 481.

² / Secrétariat général du Gouvernement. Code du patrimoine L410-1. [en ligne]. [Consulté le 10/10/2012]. Disponible à l'adresse :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074236&idArticle=LEGIARTI000006845644&dateTexte=20121010>

³ / Dominique Poulot, 2005, p. 3.

⁴ / Dominique Poulot, 2001.

⁵ / INSEE. Agriculture. Définition. [en ligne]. [Consulté le 20/01/2015]. Disponible à l'adresse :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/agriculture.htm>

⁶ / Jean Cuisenier, *in* : Claude Royer, 2002, p. 12.

L'agriculture est à la fois l'activité qui nourrit les hommes, mais aussi celle qui occupe, façonne et organise 32 millions d'hectares sur les 55 de l'espace métropolitain en 2010⁷. Elle est l'objet de rudes enjeux culturels essentiels sur la période 1920-2014, dans un contexte d'urbanisation croissante, de transformation radicale des formes d'exploitation de la terre, et d'homogénéisation des pratiques sociales et culturelles⁸. L'agriculture constitue un patrimoine immémorial de la nation et des territoires français.

Secteur productif, l'agriculture s'impose à l'historien qui étudie son évolution ancestrale et les enjeux sociétaux qu'elle génère. L'agriculture connaît d'importantes mutations depuis les années 1920 où elle mobilise encore la moitié de la population française. Le monde agricole traverse la première décennie du XXI^e siècle au cœur même des problématiques fondamentales du monde contemporain d'ordre démographique, économique, politique mais aussi culturel, qu'il s'agisse de nourrir la France, de prendre place comme grenier de l'Europe, ou de préserver la planète⁹.

Le patrimoine s'entend, au sens du Code du patrimoine (Art. L.1), comme...

« l'ensemble des biens, immobiliers ou mobiliers, relevant de la propriété publique ou privée, qui présente un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique. »

Mais le patrimoine ne prend sens et valeur collective que dans un processus historique d'identification, de sélection et de valorisation¹⁰.

Nous étudions la représentation de l'agriculture comme expression du patrimoine culturel. Le patrimoine culturel appartient, au bien commun de la Nation, à la fois témoignage physique de son histoire et image de son identité. Il représente en quelque sorte la vitrine du génie national¹¹. Le patrimoine est une construction sociale d'investissements du passé et du présent¹². La double référence au passé vécu et à l'histoire est consubstantielle de la notion de patrimoine. Pour Gracia Dorel-Ferré, il convient de distinguer le patrimoine de l'héritage. L'héritage comprend l'ensemble des biens dont on hérite et qui constitue la richesse de la génération suivante. Cependant n'est patrimoine que ce qui a de la valeur à nos yeux¹³.

⁷ / Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. Agreste. [en ligne]. [Consulté le 15/10/2010]. Disponible à l'adresse : http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_bima2010n4.pdf

⁸ / Édouard Lynch, 2011.

⁹ / Depuis la formule de René Dubos (1901-1982) « Penser global, agir local », émise au premier sommet de la Terre, organisé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) à Stockholm en 1972.

¹⁰ / Jean-Yves Andrieux, 1997, p. 23.

¹¹ / Dominique Audrerie, 2003, p. 11.

¹² / Michel Vernières, 2011, p. 8.

¹³ / Gracia Dorel-Ferré, 2005, p. 5.

Dominique Poulot définit le patrimoine comme l'expression traditionnelle de la transmission et de sa profondeur mémorielle¹⁴.

La patrimonialisation est ce processus par lequel un collectif humain s'énonce comme tel par le travail de mise en collection de ce qui, de son passé, est pour lui gage d'avenir¹⁵. Le passé est alors conservé en l'état, ou ressaisi afin de le mettre en collection, autrement dit en évidence¹⁶.

Le processus de patrimonialisation du monde agricole à l'œuvre au sein des musées s'inscrit dans le temps long de l'histoire nationale¹⁷. Cependant, les années 1970, connaissent un accroissement inédit de ce phénomène et la muséalisation de nouveaux patrimoines¹⁸. Ce processus peut être circonscrit selon trois étapes : celle de la production et de l'utilisation des biens, temps de l'action et de l'absence de conscience patrimoniale ; celle de la perception du deuil qui éveille la prise de conscience patrimoniale ; enfin celle du « temps du patrimoine », où le rôle de la collectivité publique et surtout de l'État devient prépondérant. La légitimité de l'objet patrimonial est alors reconnue¹⁹. Pour André Micoud, la patrimonialisation constitue l'ensemble des processus de collecte et de valorisation d'objets qu'un collectif social décide de sortir du commerce ordinaire à un moment particulier, pour leur donner un statut d'objets emblématiques²⁰. Le musée légitime la patrimonialisation, à condition de permettre d'accéder au bien commun hic et nunc²¹.

L'étude de l'histoire du processus de patrimonialisation permet de comprendre l'intégration du monde agricole à la nation. La patrimonialisation de l'agriculture se réalise progressivement et de manière incomplète. La valorisation du patrimoine culturel agricole constitue la phase actuelle du processus de patrimonialisation. C'est le nouvel enjeu de la pérennisation des musées d'agriculture. La patrimonialisation du monde agricole confère à l'agriculture une valeur culturelle nouvelle. Ce ne sont plus seulement les valeurs liées à la terre et à son travail qui importent mais aussi ses outils, territoires et modes de vie et représentations de ceux-ci. Observatoire par excellence du processus de patrimonialisation, le musée d'agriculture constitue l'objet même de cette recherche. Il permet d'aborder l'histoire de l'agriculture du point de vue de sa valeur culturelle et symbolique. En effet, les musées du

¹⁴ / Dominique Poulot, 2001, p. 4.

¹⁵ / André Micoud, 2004, p. 16.

¹⁶ / *Ibid.*, p. 13-22.

¹⁷ / Fernand Braudel, 1958, p. 727.

¹⁸ / André Chastel, 1996, 1984-92 ; Marie-Claude Genet-Delacroix, 2007.

¹⁹ / Michel Colardelle, *in* : Jacques Le Goff, 1998, p. 125-131.

²⁰ / André Micoud, *in* : CESER, 2013, p. 4.

²¹ / Jean-Yves Andrieux, *op. cit.*, p. 69.

monde agricole sont nés dans le creuset de la tradition régionaliste. Ils ont été confortés par la revendication identitaire qui les a légitimés. Ils sont entrés dans l'ère de la valorisation du patrimoine en intégrant de manière diversifiée l'ensemble du patrimoine matériel agricole jusqu'à incorporer territoires et paysages. Ce processus de patrimonialisation de l'agriculture est original et singulier dans les différents aspects techniques, économiques, institutionnels et juridiques à l'œuvre dans la constitution des collections et des musées.

Dès le XIX^e siècle, les artistes représentent ses paysages et terroirs puis dans les années 1930 les folkloristes, suivis des ethnologues l'investissent d'une valeur identitaire et symbolique²². Le régime de Vichy sanctuarise la campagne et glorifie agriculture et agriculteurs. La période 1920-2014 est particulièrement intéressante à étudier car elle correspond à la patrimonialisation et la muséification d'une partie du monde productif, dont l'agriculture. Dans ce processus, les musées d'agriculture répondent depuis 1920 à des enjeux circonstanciés, identitaires, culturels, territoriaux et symboliques, jusque dans le contexte nouveau du développement territorial de ce début de XXI^e siècle.

À l'instar d'autres muséalisations, celle du patrimoine agricole intervient lorsqu'une production ou un processus de production a disparu ou s'est radicalement transformé. Aussi, c'est à partir des années 1970, quand l'agriculture achève sa seconde révolution²³ que des collections et des structures muséales issues de vastes campagnes de collecte évoquent principalement l'agriculture. Par ailleurs, depuis la fin du XX^e siècle, dans une course généralisée à la préservation des patrimoines mondiaux, c'est l'ensemble des éléments naturels, matière même de l'agriculture, qui sont intégrés au patrimoine. Ce processus de patrimonialisation incorpore territoires, paysages, produits, symboles et valeurs liés à l'agriculture et à la terre. Les musées deviennent acteurs de ce processus, tandis que certains objets agricoles acquièrent le statut de trésor national* dans le cadre de la « loi relative aux musées de France » de 2002.

Relevant de la culture scientifique, technique et industrielle d'une part et de l'ethnologie d'autre part, les structures muséales agricoles intègrent de manière diversifiée dans le temps et l'espace, les objets du patrimoine matériel agricole*. Elles présentent les territoires*, les hommes et les techniques qui ont porté l'agriculture.

À travers la pluralité de leurs approches et de leurs collections, ces structures se sont multipliées à l'image de la variété même des visages de l'agriculture²⁴. Elles sont voulues par

²² / Pierre Nora *Les artistes et le paysage*. In : *Les lieux de mémoire*, 1992.

²³ / Marcel Mazoyer, Laurence Roudart, 2002.

²⁴ / Annexe T, p. 509.

les intermédiaires savants, attachés à leur territoire d'appartenance, érudits puis scientifiques, défenseurs des identités locales, bien souvent chevilles ouvrières du monde associatif, mais aussi par « ceux qui font l'agriculture » agriculteurs eux-mêmes, organisations professionnelles et industrie agroalimentaire. Pour les musées pérennes, les personnalités fondatrices sont souvent relayées par les pouvoirs publics. Ces musées constituent de véritables conservatoires* des faits sociaux, des techniques et des objets liés aux terroirs agricoles, révélateurs des parties saillantes du « système régional²⁵ », dans lesquels ils sont implantés. Ces collections agricoles sont de plus en plus présentes dans le paysage muséal.

Les musées des sciences et techniques, les musées cantonaux* et ceux d'ethnologie ont exposé l'agriculture dès le XIX^e siècle. Le phénomène de création muséale s'est lentement amplifié au cours du début du XX^e siècle. Ces musées contribuent à la construction des mémoires collectives locales. Ils portent l'identité des « petites patries » sur lesquelles ils sont implantés et qu'ils représentent. Ils sont caractéristiques d'un processus de patrimonialisation et de muséification²⁶. La plupart de ces musées continuent d'exposer les objets de l'agriculture, tandis que de nouveaux musées intègrent ceux du monde agricole dans leurs collections. Dans les années 1960, les objets de l'agriculture deviennent patrimoines culturels, accessibles sur les brocantes, marchés spécialisés et visibles chez les particuliers, les antiquaires et dans les musées.

À la différence d'autres pays, où elle a suscité la création d'institutions muséales publiques d'envergure, l'agriculture ne dispose pas de musée national de l'agriculture. Elle est principalement exposée en France dans les musées d'arts et traditions populaires, les musées de société*, les écomusées et les musées scientifiques. La plupart de ces structures sont implantées dans les espaces ruraux qui disposent d'un patrimoine bâti ou naturel conséquent. Ces musées, ouvrent continuellement leurs collections à de nouveaux objets, nécessitant une emprise géographique toujours plus large²⁷.

En 1988, l'AFMA* recense 420 musées, écomusées et collections d'agriculture²⁸ ; en 2004, 620 musées et collections d'agriculture²⁹. Bien que de plus en plus nombreux ces musées sont peu reconnus et peu labellisés par l'État. En 2014, 45 des 1 315 musées labellisés Musées

²⁵ / Isac Chiva, 1985, p. 6.

²⁶ / Anne-Marie Thiesse, 2001.

²⁷ / Jean Davallon, André Micoud, Cécile Tardy, 1997, p. 196.

²⁸ / Sylviane Cousin, Claude Royer, François Sigaut, Jean Cuisenier, 1988.

²⁹ / Claude Royer, 2004.

de France* exposent l'agriculture et sont répertoriés sur la base de données « Museofile³⁰. » En 2012, sur la « base de données ouvertes », seuls 12 musées français arts et traditions populaires et 50 écomusées évoquent l'agriculture³¹. En 2006, selon les sources de l'AFMA, un musée du monde agricole sur deux dépend du secteur associatif. En 2015, le ministère de l'Agriculture recense 34 clichés pour seulement trois musées identifiés proches de l'agriculture (**Écomusée de Marie Galante ; Moutarderie Fallot** à Beaune, **Musée Fragonard** de l'École vétérinaire de Maisons-Alfort) sur sa médiathèque en ligne³².

Malgré cette présence, les musées et objets du monde agricole sont peu reconnus³³. À l'échelle nationale, il n'existe pas de langage documentaire spécifique ou de thésaurus qui fassent référence.

En France, l'étude du monde muséal* ne constitue pas une discipline indépendante et s'inscrit dans un champ pluridisciplinaire³⁴. Celle-ci relève de l'histoire des institutions qui aborde le musée comme moyen d'accès à la connaissance et ressort de l'histoire culturelle*, en particulier dans ses dimensions de production et de réception des valeurs et des savoirs³⁵.

Le phénomène muséal national est étudié, dans la continuité de l'histoire des mentalités³⁶, par les historiens de l'histoire culturelle³⁷ ; des politiques publiques de la culture*³⁸. Cependant les nombreux travaux réalisés depuis les années 1990 sont loin d'en épuiser la compréhension. D'une part, l'histoire, défrichée, des grands établissements et particulièrement des musées nationaux*, n'obère pas la mise en perspective de l'histoire muséale nationale du point de vue des établissements privés et publics, provinciaux et ruraux³⁹. D'autre part, il serait réducteur de ne pas prendre en compte les connaissances fournies par les autres sciences humaines sur le champ muséal. À ce titre, l'histoire et la géographie rurales, que mettent à contribution expositions permanentes et temporaires, forment des sous-disciplines de référence⁴⁰. Enfin,

³⁰ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Museofile*. [en ligne]. [Consulté le 04/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/museo/>

³¹ / Open directory project. [en ligne]. [Consulté le 03/08/2012]. Disponible à l'adresse : http://www.dmoz.org/World/Fran%C3%A7ais/R%C3%A9f%C3%A9rences/Mus%C3%A9es/Arts/Art_et_traditions_populaires/France/

³² / Conseil général de Guadeloupe. **Écomusée de Marie Galante**. [en ligne]. [Consulté le 02/01/2015]. Disponible à l'adresse :

http://www.cg971.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=285&Itemid=196

³³ / Annexe A, p. 479.

³⁴ / Anne-Solène Rolland, Hannah Murauskaya, 2009, p. 8.

³⁵ / Dominique Audrerie, 2003.

³⁶ / Georges Duby, 1992.

³⁷ / Roger Chartier, 2009 ; Pascal Ory, 2004.

³⁸ / Philippe Poirrier, 2009, 2013 ; Fabrice Thuriot, 1999.

³⁹ / **Musée du Trocadéro*** : Nélia Dias, 1991 ; **Musée du Louvre** : Dominique Poulot, 1997 ; **MNATP** : Martine Segalen, 2005.

⁴⁰ / Marc Bloch, 1931 ; Anne Hertzog, 2004 ; Jean-Marc Moriceau, 2012.

d'autres sciences humaines éclairent différents aspects de cette histoire, comme les sciences de l'information⁴¹, de la gestion⁴², la sociologie⁴³, l'ethnologie⁴⁴.

Bien que le monde agricole ait été progressivement mis en scène dans l'espace du musée, puis dans l'espace paysager lui-même et enfin dans l'espace virtuel, il existe peu de monographies et d'articles consacrés aux musées qui exposent l'agriculture*⁴⁵. Ils sont peu connus et peu étudiés, bien que des banques de données réalisées, offrent des perspectives⁴⁶. Ils n'ont fait l'objet d'aucune étude d'ensemble.

Les écomusées*, les musées de société, les jardins botaniques, pour ne citer que ceux-là, proches de ces structures ou disposant de collections* agricoles, bénéficient d'études circonstanciées⁴⁷. Depuis les années 1980, le processus de patrimonialisation* est étudié par les historiens, les ethnologues, les sociologues et les économistes⁴⁸.

En conséquence, écrire l'histoire de la contribution des musées d'agriculture au processus de patrimonialisation s'impose, en tenant compte de l'apport de ces différentes sciences.

Le **Musée agricole La Bertauge** et le **Compa Conservatoire de l'agriculture**, composent les terrains d'étude privilégiés. Ils présentent des similitudes, car situés en terres de Grandes cultures*, bastion de l'innovation agricole, conçus pendant les années de l'expansion patrimoniale, conservant principalement des machines agricoles. Ils sont également très différents. La Champagne crayeuse, riche région agricole, s'adosse au froid massif argonnais, tandis que la Beauce chartraine est souvent évoquée comme « grenier de la France » ; la structure champenoise anime la région tandis que le musée chartrain expose l'agriculture comme identifiant de la société rurale.

L'étude de ces deux structures offre un intérêt d'ordre méthodologique : leurs principaux acteurs sont encore vivants et ont été interviewés, les archives sont disponibles et les musées ouverts. Ils s'attachent au machinisme agricole⁴⁹, caractéristique forte des musées issus du grand mouvement de patrimonialisation des années 1970. Le machinisme agricole concerne,

⁴¹ / Jean Davallon, 2006 ; Serge Chaumier 2003 ; 2011.

⁴² / Jean-Michel Tobelem, 2010.

⁴³ / Frédéric Poulard, 2010.

⁴⁴ / Jean Cuisenier, 1988 ; François Sigaut, 1983.

⁴⁵ / Annie Bleton-Ruget, 2003.

⁴⁶ / AFMA, 1988, 2002 ; Édouard de Laubrie, 2013.

⁴⁷ / Écomusées : Serge Chaumier, 2003 ; musées de société : Éliane Barroso et Émilie Vaillant, (dir.), 1993 ; jardins botaniques : Yves-Marie Allain, 2012.

⁴⁸ / Marc Guillaume, 1980 ; Pierre Nora, 1984-1992 ; Marie-Claude Genet-Delacroix, 2004 ; André Micoud, 2004 ; Christian Barrère, Martino Nieddu, 2004.

⁴⁹ / François Papy. Agriculture. Agriculture et industrialisation. *Encyclopædia Universalis* [en ligne]. [Consulté le 18/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/agriculture-agriculture-et-industrialisation/>

peu ou prou tout type d'agriculture intensive, extensive, d'élevage ou de culture, et donc les musées d'agriculture. C'est un objet d'étude transversal à l'agriculture. Il identifie les « musées d'agriculture », après « patrimoine muséal et monumental à dominante technique et industrielle » à la rubrique « Musée d'agriculture, du Machinisme agricole et du patrimoine rural », dans l'arborescence « Basés sur la médiation » dans les Repères de l'OCIM⁵⁰. Le **Compa** est le seul musée qui ait eu dès sa création une envergure départementale et nationale. Son projet évolutif sur la période recense une large gamme d'innovations qu'aucun autre musée n'a déployée sur la période. **La Bertaugue** est un musée associatif d'agriculteurs, créé depuis 1976. Ces deux musées n'ont pas été étudiés. D'autres musées auraient pu, au même titre d'exemplarité nationale, être pris en compte, comme les musées de vitiviniculture.

Cette recherche s'appuie sur l'étude d'un corpus inédit d'archives écrites, audiovisuelles et d'entretiens. De nombreux documents examinés ne sont pas encore versés à des services d'archives. En conséquence, ce travail a nécessité d'identifier, d'organiser et de structurer de nombreuses sources éparses. Le recueil constitué permet d'étudier la patrimonialisation du monde agricole, dans les musées d'agriculture en général, et, de manière inédite et significative à l'échelle locale, des espaces agricoles de grandes cultures de la Marne, avec **La Bertaugue** et de l'Eure-et-Loir avec le **Compa, Conservatoire de l'agriculture**. Les documents versés étudiés sont issus des archives et documentations publiques : Archives nationales, du Service des musées de France (SMF), de l'Institut national de l'audiovisuel à Paris (INA) et à Strasbourg (INA Grand Est), du fonds Isac Chiva* déposé au Laboratoire d'Anthropologie Sociale de Paris (LAS), des villes de Beaune (Côte-d'Or), Charleville-Mézières (Ardennes), Épernay et Châlons-en-Champagne (Marne). Des archives privées sont également mises à contribution, en tout premier lieu, celles de **La Bertaugue** (Marne) et du **Compa** de Chartres (Eure-et-Loir) ; puis, pour parties, celles du **Musée du Vin de Bourgogne** à Beaune (Côte-d'Or), de l'**Écomusée du Perche** à Sainte-Gauburge (Orne) et des structures muséales de la **Maison du Bûcheron** à Germaine ; du **Musée de la Vigne** de Verzenay, du Parc Naturel Régional* de la Montagne de Reims (Marne).

J'ai accédé pour **La Bertaugue** aux documents versés aux Archives départementales de la Marne ainsi qu'aux archives privées ; pour le **Compa**, j'ai consulté dans les locaux du musée celles de 1976 à 2011 avant versement aux Archives départementales de l'Eure-et-Loir, puis, celles versées après 2011. La presse nationale, locale et professionnelle ainsi que les interviews

⁵⁰ / Office de Coopération et d'Information Muséales OCIM. Arborescence. Médiation sur base patrimoniale. [en ligne]. [Consulté le 02/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.ocim.fr/arborescence/>

d'élus, d'experts et de professionnels de musées, en particulier champenois et de la région Centre de différents statuts, caractéristiques d'un type de mise en patrimoine de l'agriculture sur la période étudiée, sont analysées.

Les méthodes de l'histoire culturelle (étude des sources écrites, imprimées, iconographiques, audiovisuelles, orales) permettent d'établir l'ampleur du processus de patrimonialisation du monde agricole, de recomposer l'unité de cette « histoire en miettes⁵¹. »

Nous étudions la singularité de ces structures muséales à partir d'une typologie évolutive sur la période qui prend en compte l'analyse des dynamiques sociales à l'origine de leur création, leurs liens avec l'agriculture locale, les productions, l'artisanat et la petite industrie, leur place actuelle dans le développement des territoires.

Le monde muséal agricole national se développe depuis la Révolution française jusqu'à nos jours. Il s'affirme en fonction de l'action des hommes, de la patrimonialisation des objets agricoles et des innovations qui marquent les muséographies, en relation avec l'évolution du monde agricole. La période qui suit le premier conflit mondial jusqu'à nos jours, est caractéristique de ce mouvement de muséalisation de l'agriculture.

Pour reconstituer cette unité, nous procédons en deux parties. La première partie, indispensable pour établir le mouvement muséal de patrimonialisation de l'agriculture, dans lequel s'affirme la grande vague patrimoniale des années 1970-1990, aborde la muséographie « pionnière » de l'agriculture au musée, les grandes étapes de la création des collections agricoles dans les musées. Elle met en évidence la dynamique culturelle de patrimonialisation croissante de l'agriculture. La seconde partie caractérise, en comprenant « de l'intérieur », la nature singulière du processus de patrimonialisation de la muséographie de l'agriculture des années 1970 à 2014, dont les musées du machinisme agricole sont les exemples les plus représentatifs, selon deux sous-parties. La première sous-partie traite de la création de **La Bertauge** et du **Compa** jusqu'au tournant de la « loi relative aux musées de France » de 2002. La seconde présente l'évolution de ces deux structures muséales jusqu'à nos jours, où, face aux nouveaux enjeux, les musées d'agriculture évoluent entre permanence et nouveautés ; l'un conserve l'héritage des musées de folklore*, tandis que l'autre développe un discours en prise sur les problématiques générées par l'agriculture à l'époque du développement durable.

⁵¹ / Pour appliquer l'expression de François Dosse (1987) à la question de la mémoire et de ses rapports à l'histoire.

Première partie :
les musées qui exposent l'agriculture, un
processus de patrimonialisation en voie de
constitution

I. De la Révolution française à 1944 : reconnaissance du travail de la terre au musée

L'agriculture entre de manière diversifiée au musée. Des collections privées s'édifient, tandis que des initiatives ponctuelles favorisent la création de musées consacrés à l'agriculture. De la première mécanisation des années de crise vers 1880 à la révolution agricole des années 1950, l'agriculture confirme son entrée dans le musée sous forme de collections avant de devenir matière à établir des musées thématiques. Les collectionneurs, les scientifiques, les politiques, acteurs de ce processus, dispensent un discours sur la nation : l'agriculture, activité nourricière essentielle et symbolique, identifie les territoires* de la nation. La création des musées d'agriculture, pour une large part, situés en milieu rural, se réalise en marge du mouvement muséal national institutionnel.

De la fin de la Grande Guerre aux années 1980, la France connaît des mutations qui bouleversent ses fondements agricoles séculaires. Durant les Trente Glorieuses, le monde agricole change radicalement de physionomie. Les paysans deviennent agriculteurs, puis exploitants agricoles, signe d'une reconnaissance professionnelle de leur métier, tandis qu'ils passent de 36 % de la population nationale en 1936 à 1,3 % en 1980. Le patrimoine bâti et les structures foncières sont remodelés dans un contexte de mondialisation des échanges où les innovations technologiques transforment matériels, techniques, paysages et même produits de l'agriculture, au point que citoyens et pouvoirs publics tendent à considérer le monde agricole sous l'angle d'un patrimoine à préserver, mais aussi à développer et faire connaître.

À l'issue du traumatisme de la Première Guerre mondiale, l'intérêt pour l'agriculture en tant qu'objet muséal naît de la dynamique initiée par l'institutionnalisation de l'ethnologie, de la sociologie rurale et des enjeux liés à la valorisation du monde rural. Dès les années 1930, la disparition rapide des coutumes et du folklore liés à l'agriculture favorise une prise de conscience de la valeur du patrimoine culturel agricole. Le monde agricole et plus largement la société française déplorent la disparition des modes et moyens de production agricole qui avaient cours avant la motorisation. Des Années folles à la fin des Trente Glorieuses, l'agriculture, secteur économique fondamental, intègre le processus de muséalisation par les voies du folklore, puis des arts et traditions populaires*. Les objets et pratiques du travail entrent au musée dans les années 1930, particulièrement sous le Front populaire où la reconnaissance et l'intégration identitaires des groupes sociaux deviennent une priorité politique.

Scientifiques et professionnels des musées et de l'agriculture considèrent alors l'agriculture constitutive de l'identité territoriale⁵². Ils orientent les muséographies et présentent le monde agricole tel qu'ils l'observent. Ils se servent des musées pour affirmer la place culturelle de l'agriculture dans la société. Cet élan muséographique, encouragé et suscité par les hommes politiques a, pour objectif de s'allier la paysannerie et de promouvoir les valeurs supposées de l'agriculture que les musées sont à même de pérenniser. L'agriculture exposée dans les musées évoque alors les activités des agriculteurs et les valeurs de la nation. Pour Ernest Renan,...

« la nation est [...] la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; [...] le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis⁵³ ».

Pour Pierre Nora, ces valeurs sont avant tout des représentations, au point que la nation toute entière est elle-même une représentation qui personnifie la forme de notre être ensemble⁵⁴.

La tension entre la conservation du souvenir de l'agriculture et la volonté de faire consensus sur les problématiques contemporaines de l'agriculture est motrice de la création des musées agricoles. D'autant que l'agriculture représente, pour de nombreux Français, l'activité professionnelle qui porte à son point extrême les qualités d'attachement au terroir⁵⁵.

Les premières réalisations muséales pleinement consacrées à l'agriculture et articulées autour des questions de l'ethnologie nationale et des arts et traditions populaires concrétisent cette nouvelle aspiration. Cette éclosion muséale caractérise le passage de musées évocateurs de l'agriculture à la création de musées spécifiquement consacrés à l'agriculture. Outils et savoir-faire obsolètes entrent au musée. Le patrimoine culturel change de statut. De communautaire, il se reconnaît maintenant comme identitaire, parce qu'il devient bien de proximité et d'usage fréquent⁵⁶. Devant les nouveaux enjeux identitaires, culturels, territoriaux et symboliques, ces musées agricoles intègrent de manière diversifiée l'ensemble du patrimoine matériel agricole.

Nous étudions la progressive muséalisation de l'agriculture depuis le XVIII^e siècle jusqu'aux années 1920, à partir des héritages de la Révolution française, des permanences et des grandes ruptures observables dans la dynamique du processus de patrimonialisation. Les

⁵² / Anne-Marie Thiesse, 2001.

⁵³ / Ernest Renan, 1947, p. 904.

⁵⁴ / Pierre Nora, 1986.

⁵⁵ / Jean Cuisenier, *in* : Claude Royer, 2002, p. 13.

⁵⁶ / Jean-Yves Andrieux, 1997, p. 25.

créations de collections et de musées agricoles s'inscrivent dans deux mouvements concomitants : la progression de l'éducation et la valorisation des territoires et de leur identité.

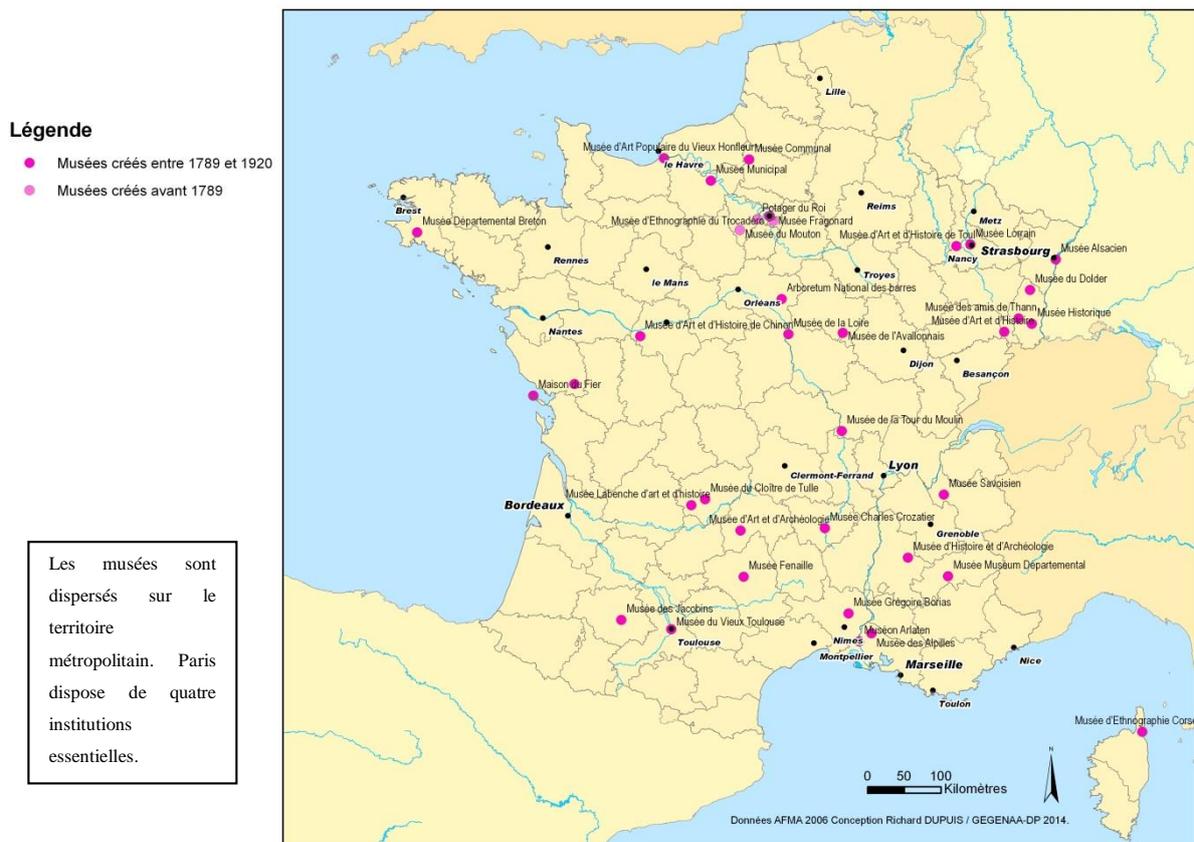


Figure 1 : Collections d'agriculture de l'Ancien Régime à 1920 (carte)

Sous l'Ancien Régime, la France possède des lieux royaux, qui évoquent l'agriculture. Ultérieurement La plupart, dans une démarche de patrimonialisation, deviennent monuments ou lieux historiques, La Bergerie royale de Rambouillet, devient **Musée du mouton**.

1.A De la Révolution française aux années 1920, l'agriculture entre écoles et terroirs

La prise en compte du temps long, celui issu de la Révolution française à 2015 se comprend dans le sens où les institutions de référence et fondatrices du processus de patrimonialisation structurent la dynamique de la muséalisation de l'agriculture jusqu'à nos jours. La culture du monde agricole se constitue à l'aulne de la reconnaissance de celui-ci par la nation. Cette culture agricole et sociale est progressivement valorisée au musée.

Le monde paysan s'organise au lendemain de la tourmente révolutionnaire. Le 4 août 1789, la suppression des ordres et des privilèges offre de nouveaux droits aux Français. Les premiers droits ruraux, qui protègent la propriété du paysan, sont établis par le code rural,

le 28 septembre 1791. La paysannerie, sa culture et ses métiers bénéficient dès lors d'une base juridique issue de la Révolution. Ce nouveau droit s'appuie sur des modifications patrimoniales et des transferts massifs de propriété dont les plus importants sont fournis par la vente des biens de l'Église, de ceux des émigrés et ceux de la Couronne.

En 1848, l'instauration du suffrage universel fait de la paysannerie une clientèle politique très convoitée. Ce n'est cependant qu'à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle que la profession agricole s'organise. Ainsi, la Société des Agriculteurs de France (SAF), localisée rue d'Athènes à Paris, naît avec la bienveillance de Napoléon III en 1867. Suite à l'adoption de la loi sur les syndicats de Waldeck-Rousseau de 1884, l'Union centrale des syndicats agricoles de France, second syndicat agricole d'importance, voit le jour en 1886. La première édition du Concours Général Agricole se déroule en 1870. Promis à un bel avenir, il permet de distinguer les meilleurs représentants de chaque catégorie de produits alimentaires. Les tarifs Méline* de 1890 et 1892 prennent en compte les crises agricoles en orientant le monde agricole vers le protectionnisme et le repli sur lui-même. La brutalité des crises agricoles amène révolte et répression. Ainsi, le 20 juin 1907, six manifestants, émules de Marcelin Albert, le cafetier-viticulteur d'Argelier, sont tués à Narbonne (Aude) par la troupe.

Devant l'instabilité du monde agricole, les représentations de l'agriculture dans les musées contribuent à fournir l'image d'un monde apaisé qui participe à la formation et l'identité des territoires.

I.A.1 Les nouvelles institutions parisiennes d'enseignement

La création des départements en janvier 1790 permet un mouvement de décentralisation territoriale organisé par les nouvelles instances politiques et administratives. Celles-ci autorisent une nouvelle socialisation pédagogique et muséale des établissements nationalisés. Les musées qui exposent et documentent les matériels et techniques des sciences sont créés ou encouragés par l'État, car ils servent à l'éducation et à la connaissance des techniques directement utiles.

I.A.1.a Révolution française : l'agriculture entre au musée

L'agriculture est une activité d'intérêt technique et pratique dès l'Antiquité. Cet intérêt ancestral trouve un nouvel écho au XVIII^e siècle auprès des physiocrates* français, soucieux d'améliorer la qualité des sols, les pratiques culturales et les rendements dans un royaume qui vit encore sous le régime des crises frumentaires.

L'Ancien Régime, se préoccupe de sciences et d'agriculture

À la veille de la Révolution, quatre institutions éduquent et familiarisent des publics nobles à l'agriculture : le **Jardin royal des plantes médicinales**, le **Cabinet d'histoire naturelle et d'anatomie comparée** d'Alfort, le **Hameau de la Reine** et la **grande ferme de Rambouillet**.

Le **Jardin royal des plantes médicinales** est fondé sous Louis XIII, par l'édit royal de mai 1635. Inauguré en 1640, il est créé par le botaniste et médecin du roi Guy de la Brosse*. C'est un jardin botanique à vocation médicale. Sa fonction de conservation, en fait l'un des tout premiers organismes de recherche français. C'est également un lieu d'enseignement. Cette institution est dirigée par le naturaliste Georges-Louis Leclerc de Buffon. 14 villes seront dotées d'un muséum à la fin du XVIII^e siècle.

Créé en 1766 par Claude Bourgelat*, fondateur des deux premières écoles vétérinaires au monde à Lyon et Alfort, le **Cabinet d'histoire naturelle et d'anatomie comparée** d'Alfort, est certainement le plus ancien parvenu jusqu'à nous⁵⁷. Ancien **Cabinet du Roi***, il conserve des préparations faites dans les Écoles à la gloire du Roi. Il est ouvert au public. Il expose de nombreuses curiosités en relation avec le monde animal et en particulier les écorchés d'Honoré Fragonard, frère du grand peintre et premier directeur⁵⁸.



Cliché © Berthaud (Créative Commons).

Figure 2 : **Cabinet d'histoire naturelle et d'anatomie comparée**, Alfort, 1828-1902

Les collections constituées, celles des salons privés, ainsi que les maquettes du botaniste et agronome parisien André Thouin*, jardinier du roi, possèdent indéniablement une valeur pédagogique. André Thouin fait exécuter avec grande précision pour ses cours du Jardin des

⁵⁷ / Christophe Degeurce, 2009, p. 5.

plantes vers 1800, des modèles d'instruments aratoires didactiques en bois de cormier et en laiton. Du fait de leur petite taille, les maquettes permettent de s'affranchir des limites de l'espace d'exposition. Une soixante de pièces est préservée, lors de la destruction du bâtiment qui les abrite en 1942.

Les réalisations royales de la fin de l'Ancien Régime ressortent d'un tout autre esprit. Sorte de musée vivant de plein air, le **Hameau de la Reine**, lieu de repos et de plaisir, mais aussi exploitation agricole, est situé au Petit Trianon dans le parc du château de Versailles. Construit entre 1783 et 1787, il exalte le goût rousseauiste de la nature.

En 1784, Louis XVI acquiert le château de Rambouillet et y crée « la grande ferme » expérimentale où le troupeau de moutons Mérinos, acquis auprès du roi Charles III d'Espagne, est élevé. Louis XVI fait réaliser en 1785 une laiterie au château de Rambouillet, pour sa femme, la reine Marie-Antoinette.



Clichés Richard Dupuis

Figure 3 : Ferme royale ; Laiterie de la Reine, Rambouillet

Améliorer la production implique de créer des lieux de réflexion sur l'agriculture en relation avec la recherche et l'éducation.

La Révolution française fait entrer sciences et techniques au musée

La Révolution française initie un mouvement de centralisation qui se traduit pour les musées par la mise en place à Paris d'institutions muséales à vocation nationale. Dès 1793, Antoine Lavoisier*, défend la place de l'agriculture dans un futur musée. Thomas Lindet et Bouquier Aîné posent les bases de la muséographie des objets technologiques dans leur *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver dans toute l'étendue de la république, tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement*, éditée en 1794. L'agriculture y figure.

En 1793, la Convention crée quatre musées représentant déjà les quatre grandes disciplines qui régissent les musées d'aujourd'hui : les beaux-arts avec le **Musée du Louvre** ; l'histoire, avec ce qui deviendra le **Musée des Monuments français** ; l'histoire naturelle avec le **MNHN** et les sciences et techniques avec le **CNAM**⁵⁹.

Le **Jardin royal des plantes médicinales** devient, le 10 juin 1793, par décret de la Convention nationale, le **MNHN**. Si aucun de ces musées nationaux n'est consacré à l'agriculture, le **MNHN** intègre cette activité dans ses collections. Les enseignements sont répartis en douze chaires. Grâce à l'exposition* de ses collections et ses enseignements, il fait connaître au peuple les sciences naturelles. André Thouin occupe la chaire d'agriculture et de culture des jardins de 1793 à 1824. À partir de 1820, le **MNHN** publie *La revue horticole*.

Sous le Consulat, Jean-Antoine Chaptal distingue deux types de musées : la collection à finalité pédagogique, documentaire et universelle, liée à l'école de dessin, et la collection d'identité locale consacrée aux génies du lieu⁶⁰. Cependant **MNHN** et **Musée des arts et métiers** constituent deux modèles pour les musées qui exposent l'agriculture, le **MNHN** pour l'étude du sol et ses systèmes, le **Musée des arts et métiers**, pour le travail du sol et ses machines.

I.A.1.b Apprendre les techniques et les coutumes

Le musée des arts et métiers expose et éduque à la technologie de l'agriculture

L'abbé Grégoire*, créateur des maisons départementales d'agriculture, demande que l'agriculture, secteur essentiel de l'économie nationale, possède « le droit d'aînesse » dans la création d'un **Conservatoire national des arts et métiers**. Le **Musée des arts et métiers** est fondé, sous le Directoire, par décret, le 19 vendémiaire de l'an III (10 octobre 1794). C'est un dépôt de machines et de modèles. Les figures de l'Agriculture conjointes à celles de l'Industrie trônent à la jonction entre la nef et le chœur de la voûte de l'ancienne église Saint-Martin-des-Champs, dans laquelle une partie du **Musée des arts et métiers** est installée depuis 1798 et où sont présentés au public les progrès des industries et de l'agriculture⁶¹. En mai 1802, la galerie d'exposition ouvre ses portes et attire bientôt un public enthousiaste. L'agriculture dispose d'une large place au sein des collections du musée. On remarque en premier, les instruments perfectionnés du labourage⁶². En 1806, un touriste relate, qu'il existe au **Musée des arts et**

⁵⁹ / Christophe Vital, 2011, p. 33.

⁶⁰ / Dominique Poulot, 2005, p. 62.

⁶¹ / CNAM. *Les lieux : du prieuré au musée*. [en ligne]. [Consulté le 05/11/2014]. Disponible : <http://www.arts-et-metiers.net/musee/les-lieux-du-prieure-au-musee>

⁶² / Alain Mercier, 1983, p. 83.

métiers, une salle destinée aux instruments nécessaires pour l'économie rurale et pour l'agriculture. Des démonstrateurs, conformément à l'idée de l'abbé Grégoire, expliquent aux visiteurs le fonctionnement des machines. Depuis 1818, le musée publie périodiquement le catalogue de sa collection, divisée d'abord par salles, puis par domaines scientifiques⁶³. Dans sa *Notice sur le Musée des arts et métiers*, préface au premier *Catalogue général des collections*, imprimé en 1818, Gérard-Joseph Christian, administrateur du CNAM, rappelle que les collections offrent aux agriculteurs, aux manufacturiers, aux artistes, de nombreuses séries d'instruments, d'appareils, de machines, soit en grand, soit en modèle réduit, usités ou propres à être employés dans les divers travaux⁶⁴.

La même préface recense plus de 50 charrues en vraie grandeur ou en maquette, des herses, extirpateurs, semoirs, faucheuses, moissonneuses, lieuses... Les collections d'agriculture et de génie rural possèdent aussi des pièces plus insolites, comme un seau à biberons pour faire boire les veaux ou l'appareil de Rueff pour l'éclosion des poissons, mais aussi des machines fabriquées dans d'autres pays, comme le moulin à blé à trois meules, selon le système anglais, pour montrer l'ouverture aux idées d'autres pays. Le catalogue décrit 504 objets agricoles présents dans la collection⁶⁵. La dernière édition qui prend en compte le patrimoine agricole date de 1910. Elle entérine le déclin de l'intérêt pour l'agriculture au **Musée des arts et métiers**.



Le Monde illustré, Paris : librairie nouvelle, 9 mai 1823.

Figure 4 : **Musée des arts et métiers**, salle d'agriculture, 1823

⁶³ / Sept éditions avant 1920 : 1851, 1855, 1859, 1864, 1870, 1882, 1905-1910. Une version non éditée couvre la période 1945-1955.

⁶⁴ / Conservatoire national des arts et métiers. *Histoire des lieux*. [en ligne]. [Consulté le 18/01/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.arts-et-metiers.net/musee.php?P=122&id=10&lang=fra&flash=f>

⁶⁵ / Conservatoire national des arts et métiers. *Catalogue général des collections du Conservatoire royal des arts et métiers. La salle d'agriculture*. [en ligne]. Paris. [Consulté le 08/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://cnum.cnam.fr/CGI/fpage.cgi?12XA29/31/100/189/0001/0001>

Dès 1830, on ferme les galeries de filature et d'agriculture, encombrées de machines jugées obsolètes. La collection continue pourtant de s'accroître jusqu'à 750 objets d'agriculture dans les années 1870. L'Institut national d'agronomie fondé en 1876 distrait l'intérêt pour l'agriculture au CNAM. L'architecte Auguste Ancelet restaure jusqu'en 1879 l'abside du prieuré Saint-Martin-des-Champs pour installer les collections de l'Institut agronomique. À partir de 1889, la salle neuf du **Musée des arts et métiers** abrite des collections de produits forestiers, dont la collection du sabotier Bertier, acquise à l'issue de l'Exposition universelle de 1889.

Pourtant, si l'agriculture demeure au XIX^e siècle un des domaines majeurs d'exposition du **Musée des arts et métiers**, les enseignements liés à cette pratique ne démarrent qu'avec l'ordonnance royale du 25 août 1836 qui crée au **Musée des arts et métiers** un enseignement public et gratuit de l'agriculture⁶⁶. Deux chaires d'agriculture sont fondées. Oscar Leclerc-Thouin, neveu d'André Thouin, est le premier chargé de cours. La chaire de chimie agricole est occupée par Jean-Baptiste Boussingault, agronome, la chaire d'agriculture est prise par Louis Moll, collaborateur de Mathieu de Dombasle*. Les cours sont donnés sous forme de conférences.

Le **Musée des arts et métiers** et le **MNHN** disposent d'une mission didactique. Au **Musée des arts et métiers**, l'introduction de matériels agricoles se fait en fonction de l'enseignement et du besoin des chaires, en particulier celle d'agronomie. Le **Musée des arts et métiers** possède la collection agricole la plus significative au niveau national. Les outils et matériels contemporains d'agriculture servent l'enseignement de l'agriculture.

Le **MNHN** et le **Musée des arts et métiers** préfigurent deux types de musées d'agriculture : ceux liés aux produits et à leurs exploitations et ceux du machinisme agricole et de sa sociabilité. Ces musées n'ont pas d'incidence directe sur l'enseignement agricole qui se structure.

Ainsi en 1830, le conseil supérieur de l'Agriculture organise la politique d'enseignement agricole nationale. Le décret du 3 octobre 1848 réforme en profondeur l'enseignement de l'agriculture. En 1849, il existe soixante-huit fermes écoles, pour 855 élèves. L'Institut national agronomique ouvre quant à lui ses portes le 20 novembre 1850 à Versailles ; situé dans les écuries à proximité du Potager du Roi et bénéficiant également de pépinières, trois fermes constituent son domaine. L'Institution Royale Agronomique de Grignon*, créée en 1826 par le roi Charles X, et l'Institut National Agronomique, établi dans les grandes écuries du château de

⁶⁶ / Élisabeth Jolys-Shimmels, 2011, p. 16.

Versailles en 1848 et installé à Paris en 1876, sont les réceptacles de matériels agricoles, en particulier de charrues. Ils font également fabriquer des maquettes didactiques de charrues. Ce mouvement de diffusion à la tête de la nation de la culture scientifique et technique se poursuit par la création de muséums tout au long du XIX^e siècle, 82 de ces structures voient le jour⁶⁷.

Devant l'unification culturelle et linguistique du territoire national et la disparition rapide des traditions liées aux terroirs au cours du XIX^e siècle, un large mouvement d'inventaires, de collections et de mise en valeur de ce qui n'est pas encore identifié sous le vocable de « patrimoine » s'initie à travers le pays. De nombreuses manifestations y contribuent sous diverses formes : développement des sociétés savantes, premières enquêtes folkloriques, Expositions universelles.

Des Expositions universelles au MET, l'agriculture au musée pour améliorer la production et diffuser le folklore

Les Expositions universelles parisiennes (1855, 1867, 1878, 1889, 1900) et leurs répliques provinciales permettent de dater le commencement de la patrimonialisation de l'agriculture et sa mise en musée à des fins mémorielles.

Les cinq Expositions universelles parisiennes du dernier quart du XIX^e siècle jouent un rôle de premier plan en France dans l'intérêt pour l'agriculture et la popularisation des modes de vie ruraux. Exaltation du progrès et de la technique, des machines agricoles y sont exposées. De nombreuses reconstitutions de scènes de travaux agricoles sont présentées et plébiscitées par les visiteurs. Les Expositions universelles constituent des lieux d'expérimentation qui stimulent au plus haut point l'imagination muséographique par l'ampleur des enjeux et l'immensité du public⁶⁸.

Celle de 1855 sur les Champs-Élysées déplace 5, 1 millions de visiteurs. La section agricole présente des machines agricoles et des techniques de préparation du sol, comme le drainage et les amendements. Cet engouement se prolonge à l'occasion des expositions suivantes, en 1867 au Champ-de-Mars avec dix millions visiteurs, en 1878 avec plus de 16 millions de visiteurs et en 1889 avec 32, 3 millions de visiteurs. Les dioramas présentés par les musées scandinaves à l'Exposition universelle de Paris en 1889 inspirent les musées de Chambéry, Niort et Quimper. L'Exposition universelle de 1900, en particulier, familiarise la France citadine à l'agriculture, sa diversité et son ancrage territorial. Elle mobilise 50 millions

⁶⁷ / OCIM. *Chronologie Quelques repères chronologiques sur la structuration muséale de la culture scientifique et technique en France*. [en ligne]. [Consulté le 09/12/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.ocim.fr/cles-de-lecture/chronologie/#des-cabinets-de-curiosits-aux-musums>

⁶⁸ / Jean Cuisenier, 1984, p. 133.

de visiteurs et dispose de musées centennaux*⁶⁹. Ces musées établis sur deux niveaux introduisent les pavillons d'exposition et composent les premières vitrines muséales de présentation systématique des métiers. L'un d'entre eux, le musée rétrospectif du groupe VII est consacré à l'activité agricole. Pour préparer cette rétrospective sur le matériel agricole, le conservateur du **Musée Carnavalet**, Georges Cain fait appel à des collectionneurs possédant « le souci du passé » afin de récupérer des objets⁷⁰. Le musée rétrospectif les présente en situation dans ce qui est intitulé très significativement « scènes » et qui préfigure les présentations du **Musée national des arts et traditions populaires (MNATP*)**. Un hangar expose les instruments aratoires de diverses provinces⁷¹. La réplique de la première moissonneuse de l'américain McCormick est une des attractions plébiscitées.



Cliché Richard Dupuis

Figure 5 : le **Compas**, Cyrus McCormick, première moissonneuse, 1831 (Copie)

La prise en compte du patrimoine culturel de l'agriculture et du monde agricole français progresse avec l'internationalisation du regard sur les techniques, amorcé avec l'organisation des Expositions universelles à Paris. Celles-ci suscitent un important développement scientifique, pédagogique, muséologique, professionnel, tant au plan national que régional.

De nombreuses Expositions universelles se déroulent en province. En 1909, l'avant-présentation de la section « Art populaire et folklore » du **Musée Lorrain de Nancy** à l'Exposition universelle de Nancy recueille beaucoup de succès. Devant ce plébiscite, cette

⁶⁹ / Anne-Marie Thiesse, 2001, p. 198.

⁷⁰ / Georges Henri Rivière, 1987, p. 269.

⁷¹ / Jules Sain, 1900.

nouvelle section est créée au musée en 1910 par Charles Sadoul, fervent régionaliste, juriste et historien nancéien *, aidé par les membres de la puissante Société lorraine d'archéologie, composée de notables et d'amateurs éclairés.

L'intérêt pour l'agriculture se confirme tout au long du XIX^e et du début du XX^e siècle : technique pour les agronomes, esthétique pour les artistes comme en témoignent les œuvres des écrivains et des peintres⁷². L'empereur Napoléon III, lui-même féru d'agriculture, organise la création de fermes modèles, dans les départements des Landes et de la Marne, en particulier sur les emprises des terrains militaires.

Les paysans forment la partie principale de la population ayant accès au droit de vote, d'autant que le suffrage universel masculin des plus de 21 ans est instauré depuis 1848. L'empereur favorise de nombreuses manifestations pour se les attacher⁷³. Léon Gambetta, président du « Grand Ministère », crée par décret le ministère de l'Agriculture le 14 novembre 1881, étape décisive d'intégration politique de la paysannerie, qu'il juge rétive à la République. Il estime en 1871 que les paysans sont intellectuellement en retard de quelques siècles sur la partie éclairée du pays⁷⁴.

En 1829, à la demande du roi Charles X, Edmée François Jomard, conservateur du dépôt de géographie à la Bibliothèque du Roi, projette de créer à Paris un musée d'ethnographie. Il établit dix classes ethnographiques, composées d'ordres pour organiser les collections. L'agriculture forme le premier ordre de la deuxième classe : objets et ustensiles propres à procurer de la nourriture. Cette classification est reprise dans ses grandes lignes par les folkloristes⁷⁵. Par l'arrêté du 3 novembre 1877, le ministère de l'Instruction publique décide sur les instances du Docteur Ernest Hamy* de « centraliser tous les objets relatifs à l'ethnographie » dans un musée dédié.

Le Muséum ethnographique des Missions scientifiques ou Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET)* s'installe le 13 janvier 1878. Il ouvre au public dans le Palais du Trocadéro de style hispano-mauresque, à la mode architecturale de l'époque, édifié par Gabriel Davioud pour l'Exposition universelle du 20 mai au 10 novembre 1878.

⁷² / Émile Zola, 1887.

⁷³ / Jacques Marseille, 1987.

⁷⁴ / Léon Gambetta, 1884, vol.2, p. 22.

⁷⁵ / Marie-France Noël, 1980, p. 142.



Source : domaine public

Figure 6 : **Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET)**, 1878-1928

Le décret attribuant son budget est signé le 19 janvier 1880. C'est la seconde exposition permanente d'un musée national qui intègre l'agriculture, après celle du **Musée des arts et métiers**. La présentation des collections ethnologiques et des catégories issues des « Instructions sommaires relatives aux collections principales d'objets ethnographiques » d'Armand Landrin et Paul Sébillot organise la muséologie du **MET**. Les préconisations consistent à classer les collections en une simple liste d'objets appelés sous de grandes rubriques : habitation, mobilier et intérieur, dépendance de la maison, agriculture, alimentation, métiers non agricoles, vêtements, vie humaine, jeux, arts populaires*, cultes, superstitions⁷⁶. Le **MET**, malgré le manque de moyens, est un des plus grands musées nationaux d'ethnologie⁷⁷.

I.A.2 Les musées de province, vitrines des cultures

La province prend une nouvelle importance culturelle au moment où s'affirme la question des identités locales. Le musée devient un véritable enjeu de connaissance des cultures régionales.

I.A.2.a Musées et collections agricoles en région, aux portes des écoles

Les écoles d'agriculture enseignent au musée

C'est à l'initiative d'écoles vétérinaires que des musées d'application agricole* voient le jour. Ainsi, à Toulouse une école vétérinaire équipée d'un musée est créée dans les années 1830.

⁷⁶ / Jean Cuisenier, Martine Segalen, 1993, p. 26.

⁷⁷ / Anne-Marie Thiesse, 2001, p. 201.

À la fermeture de ce « musée général », les collections sont réparties dans les services de l'école qui complètent ainsi leurs propres musées spécialisés⁷⁸. Les services de zootechnie et d'histoire naturelle enrichissent leur collection de pièces naturalisées (animaux empaillés, modèles fongiques en papier mâché ou cire,...). Dans les autres chaires, des musées se créent pour réaliser les travaux pratiques associés aux enseignements. Cette mesure qui préfigure la création des antennes muséales spécialisées, est prise afin d'éviter la dispersion de ce patrimoine et servir les enseignements⁷⁹. De la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle, ces musées localisés dans les services continuent de faire office de lieux de stockage pour les « modèles » fréquemment utilisés dans l'enseignement⁸⁰. Par ailleurs, la ville de Toulouse dispose d'un musée et d'un cours public d'agriculture. La chaire est occupée, depuis sa fondation par un maître reconnu. Les instruments remarquables du travail agricole figurent dans le musée, en particulier ceux ayant obtenu des distinctions ou ayant été présentés dans diverses expositions⁸¹.

En 1900, le **cabinet d'Histoire naturelle et d'Anatomie comparée de l'école vétérinaire d'Alfort**, où l'illustre Louis Pasteur* a travaillé, prend le nom de « musée ». Il joue un rôle pédagogique irremplaçable pour les élèves vétérinaires. C'est également un support promotionnel en direction des visiteurs étrangers de l'école. Les écoles vétérinaires, ont ouvert la voie à la création de musées de collections animales et agricoles dédiés à l'enseignement.

L'outil muséal joue encore un rôle mineur pour alimenter le système d'enseignement qui se met progressivement en place durant le XIX^e siècle. François Guizot, ministre de l'Instruction nationale, crée des écoles de village, au moyen de la loi du 28 juin 1833, afin d'unifier la nation. Les communes de plus de 500 habitants doivent entretenir une école de garçons. Il crée dans quelques écoles normales, comme à Bordeaux en 1837, des cours d'agriculture pour les élèves instituteurs. Les normaliens développent peu d'enthousiasme pour la condition paysanne⁸². Cependant, cette mesure se généralise à la fin du XIX^e siècle. Les instituteurs peuvent subir une épreuve liée à une matière facultative qu'ils enseignent, ainsi que stipulé dans la loi du 15 mars 1850. Dans ce cadre, ils doivent maîtriser et fournir des instructions élémentaires sur l'agriculture. Pour séduire les paysans et gagner leur confiance, les républicains adoptent une série de mesures. Des chaires d'agriculture sont installées en 1879

⁷⁸ / Marion Abdesselam, 2011, p. 76.

⁷⁹ / Vincent Blanchard, 2011, p. 98.

⁸⁰ / *Ibid.*, p. 98.

⁸¹ / Louis Théron de Montagne, 1869, p. 553 ; p. 609.

⁸² / Educagri, 1999, p. 53.

dans chaque département pour renforcer l'enseignement de l'agriculture dans les écoles normales d'instituteurs et diffuser les progrès techniques.

Des collections agricoles pour aider les hussards noirs

La III^e République prend en compte, y compris dans l'enseignement primaire, les « petites patries ». L'initiation à la géographie régionale pratiquée dans l'enseignement primaire est constamment présentée sous le double signe du sentiment effusif et de l'acquisition ordonnée de savoir⁸³. Les instituteurs doivent faire aimer le sol natal. G. Bruno édite *Le tour de France par deux enfants*, pour la première fois en 1877. De nombreux livres régionalistes d'apprentissage de la lecture paraissent : *Lectures du pays basque français* ; *Lectures alsaciennes*, écrits en 1901 et en 1917 par Christian Pfister*, futur doyen de l'Université de Strasbourg après la Grande Guerre⁸⁴. Ces lectures sont le substrat des muséographies régionalistes dans lesquelles l'agriculture est bien représentée.

Des musées se développent dans un contexte de rénovation de l'institution scolaire, selon les termes de la circulaire ministérielle du 26 avril 1881 :

« Si c'est à l'école que l'enfant et l'ouvrier reçoivent l'enseignement, c'est surtout au musée qu'ils trouvent l'exemple. La réorganisation du musée est donc le corollaire de celle de l'école⁸⁵. »

En 1905, la commission extraparlamentaire d'étude de toutes les questions relatives à l'organisation des musées de province* et à la conservation de leurs richesses artistiques, explique la multiplication des musées des départements par leur fonction enseignante⁸⁶.

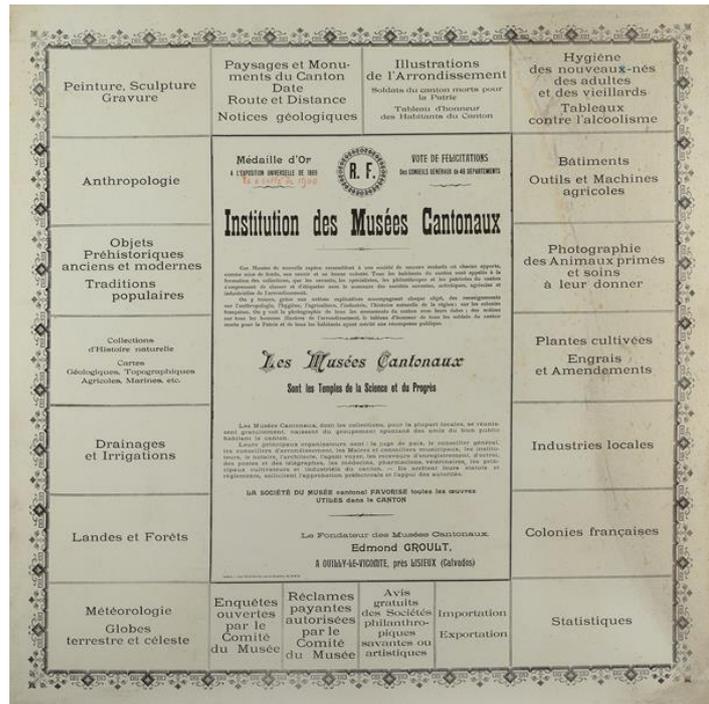
Nombre de musées qui évoquent l'agriculture émergent, créés à l'initiative d'érudits locaux. Les musées cantonaux, mis en place sous le Second Empire, exposent dans la plupart des cas l'agriculture. Le premier de ces musées ouvre en 1859, à Bagnols-sur-Cèze (Gard), sur l'initiative de Léon Alègre* pour instruire et moraliser la population. Une bibliothèque est adjointe.

⁸³ / Anne-Marie Thiesse, *in* : Jacques Le Goff, 1998, p. 74.

⁸⁴ / Jean-François Chanet, 1996, p. 291.

⁸⁵ / Circulaire ministérielle, 26 avril 1881.

⁸⁶ / Rapport présenté au nom de la commission par Henri Lapauze, 1908, cité par Dominique Poulot, 2002, p. 9.



Source : Pôle Muséal - 14106 Lisieux

Figure 7 : « Institution des musées cantonaux », affiche

L'instituteur André François, arpenteur des territoires ruraux et ethnologue à ses heures, déclare persister dans l'idée de la création d'un musée cantonal, à l'instar de ceux qui existent dans plus de quarante de nos départements. Il déplore l'étroitesse des possibilités d'implantation de certaines modestes écoles de canton⁸⁷. L'avocat Edmond Groult* est l'ardent prosélyte de ces musées, aidé en cela par les incitations gouvernementales, relayées elles-mêmes par des campagnes d'associations et d'érudits. Son objectif encyclopédique consiste à présenter l'activité humaine locale et en particulier agricole. « Moraliser par l'instruction, charmer par les arts, enrichir par les sciences », tel est le slogan de ce militant de la leçon de choses, qui parvient à susciter la création d'une cinquantaine de ces musées.

Un premier maillage de musées cantonaux présente l'agriculture depuis le début de la III^e République à l'échelle nationale, d'autant que la circulaire de 1880 en favorise la création. La plupart comportent une section agricole et industrielle. Dans celui de Lisieux (Calvados), fondé par Edmond Groult et inauguré le 17 juin 1876, la section agricole comprend tout objet se rattachant à l'agriculture et à l'industrie de la localité.

« On y trouve des gravures programmes et des modèles réduits de toutes les machines et de tous les instruments pouvant être utilisés dans le canton. Y figurent des spécimens de graines, de fruits, de racines, de produits

⁸⁷ / André François, cité par Isac Chiva, in : Marc Augé, 1992, p. 11.

manufacturés. On y trouve les objets les plus simples, [...], le bois de nos forêts, jusqu'à des échantillons du pain formant notre nourriture de chaque jour⁸⁸. »

Edmond Groult réalise ses musées cantonaux, en priorité, pour les enseignants. Il préfère les collections en nature, plus conformes à son programme, et qui ne coûtent rien. Il relaie et signale les ressources éducatives prescrites par les autorités, comme la collection en six tableaux publiée par l'imagerie d'Épinal (Vosges), éditée par ordre du ministre de l'Instruction publique, sous le titre « Les Ennemis et les auxiliaires naturels des cultivateurs. »

« Cette collection, que l'on rencontre dans un grand nombre d'écoles, donne une idée assez exacte des notices à placer à côté de chacun des objets exposés dans les musées cantonaux⁸⁹. »

Si les instituteurs sont les chevilles ouvrières de la diffusion des savoirs en relation avec les territoires dans les campagnes, ce sont les érudits influents et les sociétés savantes qui promeuvent folklore, traditions et musées afférents. Dans ces musées, l'agriculture a le droit de cité. Les paysans s'y éduquent.

« L'agriculteur y trouve des spécimens du sol qu'il cultive avec l'indication des éléments physiques et chimiques qui le composent, les plantes qu'il élève et celles qu'il s'efforce de détruire⁹⁰. »

Le laboureur qui traverse les galeries du musée ne manque pas d'en sortir pétri de respect pour la masse des connaissances possédées par les savants ; mais ce seront moins les objets eux-mêmes qui devront le frapper que l'ordre et la science apportés à leur classification, à leur regroupement⁹¹.

En 1877, on compte douze villes dotées de musées cantonaux, Edmond Groult en recense une soixantaine en début de XX^e siècle⁹². Dès 1886, le folkloriste Paul Sébillot* suscite la création de musées à l'échelle des collectivités locales. Il précise dans son *Annuaire des musées cantonaux 1896-1897* la manière de présenter les objets selon trois thèmes : la maison, les objets personnels, les métiers⁹³. Preuve de leurs spécificités, seuls le **Museon Arlaten** au Palais Castellane et le **Musée Alsacien** de Strasbourg, pionniers, s'intéressent à des objets réputés sans valeur⁹⁴.

Des musées diocésains, analogues aux musées cantonaux, voient également le jour. Ils sont financés par souscription et présentent à la manière des cabinets de curiosités du

⁸⁸ / Edmond Groult, 1877, p. 2.

⁸⁹ / Edmond Groult, 1904, p. 415.

⁹⁰ / Edmond Groult, 1877, p. 441.

⁹¹ / François Mairesse, 2000, p. 36.

⁹² / *Ibid.*, p. 36.

⁹³ / Paul Sébillot, 1885, p. 9.

⁹⁴ / Martine Mathias, 1998, p. 72.

XVIII^e siècle des objets d'ethnologie locale. Ces musées disparaissent après la séparation de l'Église et de l'État, le 9 décembre 1905.

Avec le nouveau siècle, l'agriculture entre dans les musées de quelques grandes villes de province sous l'impulsion de collectionneurs, de quelques écoles spécialisées. Les enseignants sont tenus à la fin du XX^e siècle de faire aimer pays et petite patrie. Sociétés savantes et folklore constituent un terreau favorable à la constitution de collections dans lesquelles l'agriculture prend une place croissante. Un premier développement de musées provinciaux, au sein duquel l'agriculture figure, s'inscrit dans le creuset de la mise en valeur des régions insufflée par l'État, en vue de rassembler le pays et d'unifier la nation après la défaite de 1871. C'est dans le sud de la France, à Arles que ce mouvement muséal prend sa force.

I.A.2.b Dynamisme des sociétés savantes et de folklore : l'agriculture patrimonialisée

En région, le folklore et les monuments font patrimoine

L'intérêt pour la région et le terroir s'affirme, le mot « régionalisme » apparaît en 1874. En province, la France du XIX^e siècle possède de nombreuses sociétés savantes. Depuis les physiocrates, l'agriculture représente, pour bon nombre de ces sociétés, un domaine d'études. Ainsi en est-il, dans la Marne, pour la « Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne » (SACSAM*). Le cercle poétique, le Félibrige* est emblématique du rôle déterminant joué par les sociétés savantes et littéraires dans le développement en province de musées qui évoquent l'agriculture. Plusieurs poètes (Félibres) sont à l'origine de l'essaimage de ces musées. La Société d'Ethnographie nationale et d'art populaire, fondée en 1895 dispose d'une aura nationale et participe à l'expansion du régionalisme et du provincialisme de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle⁹⁵. Ses congrès contribuent parfois à la création de musées dans les villes où ils se tiennent. Les congrès se déroulent sur un rythme rapproché, dans de nombreuses villes : en 1874 à Quimper, 1896 au **Museon Arlaten**, créé par Frédéric Mistral*, 1897 à Saint-Jean-de-Luz, 1898 à Niort avec la société du costume poitevin, au **Musée d'Ethnographie et d'Art populaire** du Vieux Honfleur, à Annecy, Châlons-sur-Marne, Digne, Luz et Vire. Tous ces musées exposent des objets en relation avec l'agriculture locale. La Société du Vieux Honfleur rassemble même la seule collection destinée à constituer un musée d'arts et traditions populaires⁹⁶.

⁹⁵ / Christian Bromberger, Mireille Meyer, 2003, p. 347.

⁹⁶ / Jean-Jacques Bertaux, 2009, p. 288.

Le **Musée des Anciens Costumes** créé en 1887 est l'un des plus anciens musées d'arts et traditions populaires de Bretagne, situé à Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique) sur le site des marais salants de Guérande. À un moment où ils commencent à être moins portés, les costumes régionaux sont recensés comme identifiant territoires et provinces. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les premiers musées qui prennent en compte le monde rural ouvrent en province avec un accent identitaire marqué. Ils s'inscrivent dans une illustration régionaliste des particularités locales. Ils présentent avant tout des collections de costumes et de coiffes. Le **Musée départemental breton** de Quimper constitue un exemple caractéristique. Le premier catalogue mentionnant la présence de collections d'ethnographie bretonne est édité en 1909. Les objets agricoles ne disposent pas d'un statut particulier, ils figurent dans les collections au titre du costume paysan, des objets du quotidien et du travail.

La loi du 30 mars 1887 pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique permet le classement des monuments présentant un intérêt national. Les collections qui se constituent et les bâtiments agricoles ne sont pas concernés par la loi. De nombreuses associations créées à la suite de la loi sur les associations du 1^{er} juillet 1901, en particulier dans le domaine culturel, militent pour la reconnaissance du patrimoine sous diverses formes. Ainsi, la Société pour la Protection des Paysages et l'Esthétique de France (SPPEF) créée en 1901, défend et met en valeur des sites naturels et le patrimoine monumental et architectural. La promulgation de la loi du 21 avril 1906, favorisée par diverses sociétés savantes dont la Société des amis des arbres, organise le classement des sites naturels pittoresques. En outre, l'appareil législatif de protection, à la veille du premier conflit mondial grâce aux lois des 31 décembre 1913 et 10 juillet 1914 de protection des monuments historiques élargit les critères de classement des biens qui répondent à l'intérêt public permettant ainsi d'intégrer le petit patrimoine local, la propriété privée sans avoir besoin du consentement du propriétaire.

Le Museon Arlaten : un modèle durable pour les collections agricoles

En 1878, Frédéric Mistral visite l'Exposition universelle de Paris, qui présente un aspect vernaculaire de l'Europe, et en 1884 le **MET**, à son ouverture⁹⁷. Il fonde ensuite un modèle de musée et de collections d'agriculture où la nostalgie domine. Le **Museon Arlaten** voit le jour en 1896, dans la cité du lion, à Arles (Bouches-du-Rhône). Il est inauguré officiellement le 28 mai 1909 et devient immédiatement une référence pour les musées de province. Frédéric

⁹⁷ / Jean-Maurice Rouquette, *in* : Jacques Le Goff, p. 158.

Mistral, secondé par le docteur Émile Marignan*, expose la société agricole et rurale provençale avec l'objectif d'agir sur les cœurs par un retour vers le passé⁹⁸. Frédéric Mistral comprend que, s'il est très médiatique de s'adresser à un paysan, comme lui, pour donner le programme du musée, ce n'est pas un groupe de paysans qui constituera le musée⁹⁹. Le choix de son adjoint, Émile Marignan, est déterminant. Ce dernier, médecin, ethnographe, préhistorien spécialiste du néolithique vient justement d'intervenir au **MET** que dirige son ami Armand Landrin, le premier conservateur. Grand professionnel et fin connaisseur de la scène muséale nationale, il réalise la vitrine consacrée à la Provence et au Languedoc et collecte de nombreux objets afin de mettre en place les collections nationales.

Au **Museon Arlaten**,...

« le costume féminin est présenté comme signe d'identification de la région et revendiqué comme marqueur de l'identité culturelle et du renouveau régionaliste par les félibres¹⁰⁰. Cependant, l'agriculture figure au cœur de la muséographie. Elle occupe une des six salles du musée : la salo meinagiero (salle agricole). L'outillage agricole est présenté en panoplies. »



Coll. Museon Arlaten, musée départemental d'ethnographie, cliché J. L. Maby

Figure 8 : **Museon Arlaten**, salle des pâtres et gardians, fin XIX^e siècle

⁹⁸ / **Museon Arlaten**. *Un parcours des mises en scènes. Lettre de Frédéric Mistral à René Taillandier de 1884. Un parcours des mises en scènes*. [en ligne]. [Consulté le 14/02/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.museonarlaten.fr/museon/CG13/pid/8>

⁹⁹ / Jean-Maurice Rouquette, *in* : Jacques Le Goff, p. 159.

¹⁰⁰ / Dominique Séréna-Allier, 2002, p. 150.



Coll. Museon Arlaten, musée départemental d'ethnographie, cliché J. L. Maby

Figure 9 : **Museon Arlaten**, salle des gens de mas, 1899

L'agriculture est exposée de manière à accréditer les valeurs identitaires plutôt que refléter les pratiques professionnelles. Les collections liées à l'agriculture illustrent une Provence mythique dans une représentation atemporelle. Reconstitués sous forme de mannequins, les laboureurs, bergers de la Crau et gardians avec leurs équipements en sont les figures emblématiques¹⁰¹. La muséographie recourt également à des maquettes, comme celle de la noria et à deux dioramas, inspirés par les présentations scandinaves de l'Exposition universelle de Paris en 1889¹⁰².

Autre démarche innovante, à l'initiative de Frédéric Mistral, la collection est constituée au moyen d'une collecte réalisée suite à une lettre circulaire expédiée par la société d'ethnographie française le 13 janvier 1895. Cette démarche permet au poète de faire connaître la structure et de favoriser l'ancrage local. Le poète provençal consacre une partie de l'argent reçu en 1904 pour récompense de son prix Nobel de littérature à développer le musée. Il offre également ses droits d'auteur de *Mémoires et récits* et ses deniers personnels. Le financement est complété par des dons privés. Il définit le **Museon** « comme complément naturel de l'œuvre félibréenne¹⁰³ » Le musée d'ethnologie acquiert aux yeux du poète militant la noblesse d'une œuvre d'intérêt public, de haut enseignement et d'éducation populaire, en un mot :

¹⁰¹ / Dominique Séréna-Allier, 2002, p. 153.

¹⁰² / Marc Maure, 1993.

¹⁰³ / Lettre de Frédéric Mistral à Paul Mariéton, 4 avril 1897.

patriotique¹⁰⁴. C'est selon le poète, la meilleure leçon d'histoire, de patriotisme, d'attachement au sol et de piété ancestrale qu'on puisse donner à tous. Prévu pour opérer le « réveil de la race » par le contact avec des objets d'autrefois, il est complémentaire du Félibrige.

Le **Museon Arlaten** rayonne jusqu'à Uzès (Gard), dont le musée municipal ouvre en juillet 1910, dans l'Hôtel de ville avec deux sections : les beaux-arts sous l'impulsion du peintre José Belon, et les traditions locales, sur le modèle du **Museon Arlaten**. L'influence du **Museon Arlaten** s'étend jusque dans le Dauphiné proche et l'Alsace plus lointaine. Hippolyte Müller, fondateur en 1906 du **Musée dauphinois** de Grenoble (Isère), décrit ce musée comme « un musée populaire reflétant les coutumes, les mœurs, les usages d'une population particulière » ou encore, comme « la somme de l'histoire d'une région par l'objet ». Les Alsaciens correspondent avec Frédéric Mistral en vue d'obtenir des conseils pour leur futur **Musée Alsacien** de Strasbourg. Second musée d'ethnologie français après le **Museon Arlaten**, le musée ouvre sur le quai Saint-Nicolas, le 11 mai 1907, à l'occasion d'une kermesse paysanne où les dames de la bonne société alsacienne endossent différents costumes traditionnels. Des drapeaux français hissés à cette occasion alertent les autorités allemandes décidées à se débarrasser de « ce repère de francophiles ». La ville de Strasbourg réussit in extremis à sauver le bâtiment en l'achetant. De manière paradoxale, la revendication régionaliste s'appuie sur une opposition déclarée au conquérant au nom de l'ancienne « grande patrie », la France. Dès 1902, les premières acquisitions se réalisent sous forme de dons de séries d'objets viticoles et fromagers, de maquettes de fermes alsaciennes et d'œuvres graphiques. Les achats se font auprès d'antiquaires. En 1908, quelques mois après l'inauguration, une salle consacrée à l'agriculture ouvre. Malgré l'intention affichée d'ouvrir un musée d'ethnologie, les choix muséographiques se portent vers les beaux objets décorés. L'ensemble est assez peu représentatif de la réalité du travail agricole en Alsace. Les Alsaciens ne se rendent à Arles qu'à la seconde inauguration du **Museon Arlaten** en 1909. On est loin, cependant, d'assister à la création de musées de pays sur l'ensemble du territoire français, comme le régionaliste Jean Charles-Brun, l'appelle de ses vœux *¹⁰⁵.

Les musées de **Chambéry**, **Quimper**, **Niort** comportent des présentations sous forme de dioramas semblables à celles du **Museon Arlaten**. À **Honfleur**, un groupe de personnalités locales se réunit à l'Hôtel de ville et décide de fonder la Société normande d'ethnographie honfleuraise. Frédéric Mistral assiste à la constitution de celle-ci le 18 août 1896. André

¹⁰⁴ / Dominique Séréna-Allier, 2000, p. 34.

¹⁰⁵ / Dominique Poulot, 2009, p. 31.

Theuriet, écrivain et président de la Société d'Ethnographie nationale, en est président d'honneur. La Société encourage la présentation du patrimoine collecté auprès de la population au sein d'un musée. La jeune société honfleuraise organise les troisièmes assises de la Société d'Ethnographie nationale en 1899. En préalable à cette manifestation, elle diffuse un questionnaire de 27 pages à destination des collecteurs, dans lequel les vies laborieuses et les sociabilités rurales sont interrogées. Les instituteurs, intermédiaires savants proches du terrain, réalisent ces enquêtes locales, monographies encyclopédiques où l'agriculture est décrite en lien avec la faune, la flore et l'alimentation. À la suite du congrès de la Tradition Normande qui se déroule 30 juillet au 1^{er} octobre 1899, le **Musée de Honfleur** est aménagé. L'exposition permanente reprend nombre de scènes de la vie rurale présentées lors du congrès.

En 1898, le docteur et érudit Octave Guelliot réalise pour la ville de Reims (Marne), une étude sur l'opportunité de la création d'un musée d'ethnographie en Champagne¹⁰⁶. Pour étayer sa proposition, il réalise un voyage d'étude dans les pays scandinaves, modèles du genre depuis l'Exposition universelle de 1878.

L'initiative particulière s'affirme avec la réalisation de collections originales et souvent prestigieuses. André Delbos, grand amateur de chevaux, édifie des écuries ultramodernes en forme de fer à cheval avec des matériaux nobles : marbre, bois précieux, en 1880 au château Lanessan à Cussac-Fort-Médoc (Gironde). Cette conception artistique du monde équin intègre une collection de calèches de la Belle Époque, ainsi que la sellerie et les outils liés (selles, harnais, guides, rênes). La dimension patrimoniale est présente dans cet hommage au cheval.

Elle l'est également chez les industriels qui créent un musée en relation avec leur entreprise et leurs produits comme celui des **Tissages catalans** ouvert en 1912 à Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales). Quelques musées des produits de bouche se créent dans un souci de développement commercial.

Le **Musée du Cognac** à Cognac (Charente-Maritime) créé en 1892 relève aussi d'une démarche folklorique. Un modèle pérenne se met en place avec une succession d'étapes qui préside à l'ouverture du musée du monde rural. Le musée voit le jour grâce à l'intervention d'un personnage fondateur emblématique qui prend la défense d'une culture rurale. Dans de nombreux cas, son action est relayée par une société savante locale, dans l'esprit de l'Académie celtique*, fondée en 1804 ou de la Société des Antiquaires, qui lui succède en 1817.

¹⁰⁶ / Octave Gueillot, 1898.

À la veille du second conflit mondial, le développement des musées d'agriculture se réalise dans deux directions, celle impulsée par les musées cantonaux et municipaux d'éduquer et celle des érudits locaux de valoriser le terroir par le folklore.

I.B De la Reconstruction au Front populaire, l'agriculture peu exposée

Par la force des crises, le monde agricole poursuit son organisation et son intégration à la République, tandis que le monde de la culture et des musées intègre marginalement l'agriculture dans ses productions et expositions. Sur la quinzaine d'années qui précèdent le Front populaire, aucune rupture dans le nombre et dans les muséographies des musées d'agriculture, n'est observable.

I.B.1 Se relever, entre chevaux et tracteurs

Paysans et campagnes bouleversées se remettent lentement des plaies de la Grande Guerre. Dans les champs, la modernisation n'est pas la priorité.

I.B.1.a Le monde agricole traumatisé

Une nation paysanne meurtrie

Les collections et les musées d'agriculture qui ouvrent font peu écho des traumatismes, des destructions et du passage d'une société paysanne rurale à une société industrielle urbaine. La nostalgie se construit dans un monde où le musée est le moyen de conserver les traditions qui disparaissent. Dans les années 1920, comme sous l'Ancien Régime, le monde agricole s'identifie aux espaces ruraux dans lesquels il travaille et vit. Durant la Première Guerre mondiale, plus de trois millions d'agriculteurs sont mobilisés, soit plus de 60 % des paysans recensés en 1911. Cette société traumatisée, qui représente encore un Français sur deux en 1930, paye le plus lourd tribut humain à la guerre. À son issue, le conflit représente une véritable hécatombe pour le monde rural. Les 3/4 des actifs masculins agricoles sont mobilisés et plus de 700 000 paysans trouvent la mort¹⁰⁷. La sortie du conflit laisse une France rurale exsangue : sols dévastés dans les zones des combats, familles décimées et fragilisées. Les ruptures démographiques et culturelles sont majeures. Dans les zones envahies et sur la ligne de front, un grand nombre de fermes sont détruites et de vastes surfaces de terres arables stérilisées pour longtemps. Ainsi la « zone rouge » s'étend sur onze départements et recense plus de 120 000 hectares impropres à la culture, du fait de guerre.

¹⁰⁷ / Jean-Luc Mayaud, 1991, p. 64-70.

Des campagnes en crise

En 1931, les campagnes vivent encore à l'heure du traumatisme de la Grande Guerre. De la Reconstruction au Front populaire, la société agricole change en profondeur, sans que les musées exposent ce traumatisme. La baisse de la natalité et l'exode rural affaiblissent un monde agricole qui voit sa population active passer de 42 % à 36 % entre 1921 et 1936. L'entre-deux-guerres prolonge la réalité d'une France agricole tournée vers le passé et fermée sur elle-même. C'est l'apogée de l'exploitation familiale et de la démocratie villageoise paysanne.

Dès la fin du conflit, le Bloc national au pouvoir, veut intensifier la production agricole dans un pays affaibli. L'État crée des offices agricoles départementaux et régionaux, alors que la crise obère durement les revenus agricoles qui, de 1929 à 1935 diminuent en moyenne de moitié. L'Entre-deux-Guerres est marqué par la reconstruction nationale à peine achevée et la crise.

De nombreuses machines agricoles sont fabriquées qui figureront comme vedettes dans les futures expositions permanentes des musées agricoles. Admirées mais peu commercialisées, elles témoignent de l'évolution technologique qui s'impose progressivement dans les champs.

I.B.1.b Améliorer la production, la lente arrivée du progrès

Le tracteur symbole du progrès

Le progrès, personnifié par les tracteurs, nouvelles machines emblématiques qui sillonnent les champs, impacte peu les pratiques professionnelles. La France ne s'en équipe d'ailleurs qu'à partir de 1915. Les premiers modèles véritablement commercialisés sont adaptés du matériel militaire utilisé au combat. Pourtant dès 1911, Titan 25 et 45 fabriqués aux États-Unis figurent bien dans le catalogue de la société Compagnie Internationale des Machines Agricoles de France, CIMA, créée en 1905. Les Mogul-16, McCormick et les Titan 10-20, importés après la guerre font une timide apparition dans les champs du nord de la France. En 1920, ils sont 2 600, en 1939 38 000. La France compte 115 constructeurs, ancêtres des fabricants de machinisme agricole moderne¹⁰⁸. Ils sont le signe que la guerre a sonné le glas d'une agriculture grosse consommatrice de travail humain¹⁰⁹. En 1929, 1 500 000 faucheuses, 400 000 moissonneuses-lieuses, soit 15 à 20 fois plus qu'en 1892 sont en action dans les campagnes françaises¹¹⁰.

¹⁰⁸ / Bernard Crochet, 2006, p. 196.

¹⁰⁹ / Georges Duby, Armand Wallon, 1992, p. 89.

¹¹⁰ / **Cité Nature**, panneau 05. « De la campagne à la ville. Les récoltes internationales. »

Le progrès arrive lentement et tardivement dans les champs au cours des années vingt. Les sols sont fertilisés chimiquement. Les paysans utilisent 1/3 d'éléments fertilisants de plus qu'en 1918¹¹¹. La France s'industrialise sans les campagnes¹¹².

L'heure est à la structuration institutionnelle et à la réorganisation de l'activité agricole

La loi qui institue dans chaque département une chambre d'agriculture élue au suffrage universel est promulguée le 3 janvier 1924, sous l'égide de Joseph Faure*. En 1926, la Caisse Nationale du Crédit Agricole (CNCA) est créée. Le monde agricole prend son destin en main dans lequel la formation prend place sans que les musées jouent un nouveau rôle. La loi du 2 août 1918 reprend et prolonge le décret de 1848 sur les trois niveaux de l'enseignement agricole qui prévoit un institut agronomique pour les cadres, des écoles régionales et un large réseau de fermes-écoles.

Au lendemain du conflit, l'amélioration des rendements est une priorité. L'agronomie se développe. Les terroirs sont ainsi reliés aux écoles, mêmes parisiennes. L'État crée un l'Institut de Recherche Agronomique (IRA) avec des stations réparties sur le territoire national. De nombreuses démonstrations de matériels agricoles contribuent à informer les paysans rétifs des bienfaits de la mécanisation, comme les concours de motoculture à Chartres, Rocquencourt et Grignon.

De son côté, après les dures années marquées par la crise phylloxérique et les révoltes vigneronnes, la profession viticole s'organise. Le 5 décembre 1927 se déroule la session constituante de l'Office international des Vins. Le contexte de changement rapide des pratiques favorise la création de musées vitivinicoles, conservatoires des traditions.

I.B.2. Les sciences, le folklore et les arts au musée

Le folklore qui disparaît des villages et des champs, revit dans les collections et musées d'agriculture. Les sciences humaines reconnaissent l'intérêt de ces structures muséales qui deviennent utiles pour étudier les sociétés rurales.

I.B.2.a Sciences et culture, une domination parisienne qui s'essouffle

Les musées parisiens, l'agriculture entre tradition et abandon

Pendant les années 1920, la capitale ne confirme pas sa prépondérance muséale dans le domaine agricole. Paris est le lieu de convergence national des produits, des techniques et des

¹¹¹ / *Ibid.*, p. 63.

¹¹² / Henri Hauser, 1917.

objets du travail agricole. Les lieux de vente et de consommation de produits agricoles, à l'instar des Halles et des abattoirs de la Villette, forment des repères alimentaires et culturels essentiels. Les manifestations folkloriques agricoles rencontrent un vif succès, d'autant qu'elles sont accompagnées de rituels ancestraux, comme la traditionnelle « balade du bœuf gras. »

En 1921, l'association des conservateurs de musée français est fondée. En 1925, dans le prolongement des comices agricoles*, la Semaine de l'Agriculture, ancêtre du Salon de l'agriculture, s'installe au Parc des Expositions de la Porte de Versailles dont elle inaugure les bâtiments. Cette manifestation familiarise les Français à l'exposition technique de l'agriculture, en particulier de l'élevage, dans l'esprit des Expositions universelles. Sur le registre du machinisme agricole et sous ses aspects les plus démonstratifs et technologiques, se déroule, tous les deux ans depuis 1922, le Salon international de la machine agricole, le SIMA au Grand Palais de Paris. La muséographie, pratique professionnelle liée à l'ethnologie est enseignée pour la première fois en France à l'École du Louvre en 1927. Dès 1918, René Verneau*, responsable du **MET**, constate le délabrement de son établissement¹¹³. La Salle de France*, créée par Armand Landrin en 1884, présentant le folklore français tombe en désuétude. En 1928, elle ferme ses portes.

Les agronomes recourent aux musées ou aux matériels du passé, en utilisant maquettes et machines didactiques dans le double objectif de formation et d'expérimentation. Ainsi, l'école de Grignon dispose de maquettes pédagogiques des matériels aratoires. Le **MNHN** et le **Musée des arts et métiers** possèdent également ces objets et les utilisent, mais leurs présentations ne sont pas valorisées au musée. Au **Musée des arts et métiers**, 1 078 relevant de l'agriculture figurent dans les collections en 1920. En 1938, la société Peugeot Frères donne 32 instruments de jardinage. Bien que l'agriculture constitue un domaine scientifique au **Musée des arts et métiers**, il s'agit du dernier versement d'un ensemble important dans la collection agricole. L'agriculture dispose encore de la vaste salle 11, principale galerie d'exposition agricole du musée. Mais la disparition des deux chaires d'agriculture au profit de la chaire de chimie contribue à l'abandon des présentations de machines et matériels agricoles. Les cours ne sont plus fréquentés que par quelques auditeurs, riches exploitants agricoles, de passage à Paris.

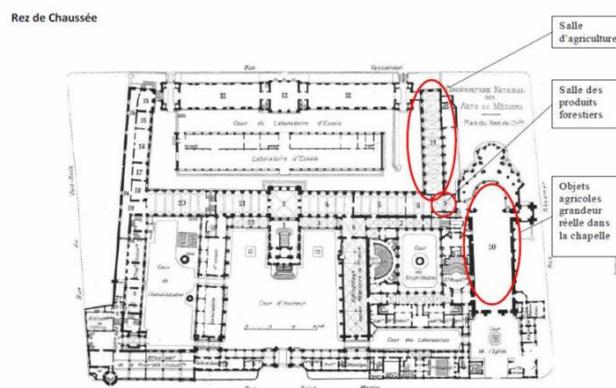
En 1933, une campagne de reclassement des collections est entreprise au **Musée des arts et métiers**, sous la direction d'Édouard Sauvage*. Des listes d'objets à retirer sont définies. Pour l'agriculture, Tony Ballu et Gaston Coupan, professeurs à l'Institut agronomique sont chargés de mettre à jour les collections, en fait, de mettre en réserve une grande partie des objets

¹¹³ / Dominique Poulot, 2001, p. 147.

agricoles. On fait même valoir que les musées agricoles de l'étranger, sont nettement supérieurs aux nôtres, en Hongrie notamment¹¹⁴.

Le **Musée des arts et métiers** et dans une moindre mesure le **MNHN**, sont à l'origine de la muséographie des objets techniques. Ces institutions sont en retrait de leur rôle de formation à la technologie qu'ils remplissaient au XIX^e siècle.

Le **Musée des arts et métiers** est cependant le plus important des musées liés à l'éducation. La salle d'agriculture présente l'histoire des techniques agricoles depuis la fin du XVI^e. Des panneaux retracent l'histoire des techniques depuis l'Antiquité, accompagnée de sections remarquables : labourage, récolte, élevage. Ses collections agricoles ne sont pas valorisées. En 1920, le **Musée des arts et métiers**, possède pourtant la collection la plus fournie.



(Repères en rouge Élisabeth Joly-Shimels). In : Élisabeth Joly-Shimels, 2011, p. 41.

Figure 10 : **Musée des arts et métiers**, salles d'agriculture, 1910

Les sciences humaines relient agriculture et province

Les thèmes étudiés par les sciences humaines en relation avec les musées d'agriculture déplacent le centre de gravité des recherches vers la province. Ruralité et agriculture bénéficient d'un intérêt scientifique nouveau. Ainsi, dès les années 1920, les travaux des ruralistes, que l'historien Marc Bloch* contribue à faire connaître, confirment et prolongent le constat établi par les folkloristes selon lequel le monde rural et agricole représente un pilier fondamental de

¹¹⁴ / Le CNAM et son musée 1882-1976. Commission de réflexion sur l'avenir du CNAM. 25 juin 1876. Fonds de l'administration générale du CNAM/152. Archives du CNAM, cité par Élisabeth Jolys-Shimmels, 2011.

l'identité nationale. Les scientifiques définissent le programme scientifique du musée et réalisent la scénographie, comme Roger Dion* au **Musée du vin de Bourgogne**.

Du côté scientifique, d'Élisée Reclus à Paul Vidal de la Blache*, les fondateurs de l'école française de géographie humaine appliquent une attention soutenue à l'étude des relations entre les hommes et leur environnement naturel, comme l'outil, l'habitat naturel et la maison rurale¹¹⁵. À partir de l'approche régionale, en plein essor, les géographes observent et décrivent l'inscription de l'agriculture sur le territoire. De nombreuses thèses de géographie rurale des années 1920-1960 de Gaston Roupnel*, Roger Dion sur le Val-de-Loire, Pierre Brunet sur la Seine-et-Oise en 1960 font ainsi date¹¹⁶.

La maison est étudiée en tant que marqueur territorial. L'approche dominante est géographique, mais d'autres sciences humaines en pleine constitution, comme l'ethnologie et dans une moindre mesure la linguistique, contribuent à cette caractérisation typologique. La maison, lieu de travail et de sociabilité constitue la pierre angulaire des musées de plein air depuis les créations pionnières des musées de plein air scandinaves. Ce nouveau thème devient récurrent dans les muséologies de la ruralité et de l'agriculture qui se développent en province.

Dans la classification de M., E., S. Foyles, professeur à l'Université de Rochester, reprise dans la revue de l'Organisation internationale des musées (OIM) *Mouseion*, du 15 septembre 1930, le musée agricole est rattaché aux musées industriels, eux-mêmes rattachés à la classe des musées de sciences (il y a trois classes : art, histoire et sciences). Il le définit comme le type de musée où sont conservés des animaux et des produits végétaux, ainsi que les matières et ustensiles employés dans l'agriculture¹¹⁷. Les musées français d'agriculture se démarquent de cette analyse, car aucun n'est dédié entièrement à l'agriculture.

I.B.2.b Province, foyer de création de musées agricoles

La province rurale et agricole exaltée, au musée

Les artistes, en particulier peintres et écrivains, se font les chantres de la ruralité, voire font de l'agriculture la matière même de leurs œuvres, tels les célèbres Jean Giono, héraut du monde paysan provençal ; Maurice Genevoix, l'écrivain régionaliste auvergnat, Henri Pourrat, Lucien Gachon, ou encore Émile Guillaumin*. Bon nombre de ces œuvres sont en prise directe avec la description de techniques agricoles et avec le cinéma qui magnifie la nature et ses

¹¹⁵ / Jean Cuisenier, Martine Segalen, 1986, p. 49.

¹¹⁶ / Martine Berger, Chantal Gillette, Marie-Claire Robic, 1991.

¹¹⁷ / Gallica. *Mouseion : revue internationale de muséographie*. [en ligne]. [Consulté le 16/01/2013]. Disponible à l'adresse : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6149965s/f101.image.r=agriculture.langFR>

travailleurs. Ainsi Marcel Pagnol réalise le film *Angèle* en 1934, d'après l'œuvre de Jean Giono, *Un de Baumugnes*, édité en 1929. Dans les représentations artistiques de la vie quotidienne, l'agriculture, ses produits, ses us et coutumes sont très présents.

Durant les années 1930, les entreprises littéraires et folkloristes qui animent le régionalisme depuis les années 1890 rencontrent l'ambitieux projet régionaliste. Ce mouvement indique la volonté de promotion d'une modernité à la française, dans laquelle l'image de la qualité est associée au savoir-faire artisanal et à des productions agricoles régionales portées par l'image d'une gastronomie de luxe¹¹⁸.

L'agriculture est exposée sous son aspect traditionnel, comme élément de différenciation régionale. Dans ce cas, les outils liés aux productions locales justifient leur présence dans les vitrines des musées locaux concernés. Le retour de la paix renforce toutefois l'intérêt pour les recherches folkloriques et stimule la volonté de sauver de l'oubli le patrimoine provincial¹¹⁹.

Avant la Première Guerre mondiale, le folklore est considéré comme vestige du passé estimable mais révolu et justiciable du seul traitement muséographique. Les références aux arts et traditions populaires sont moins marquées que dans l'entre-deux-guerres. Bien que les folkloristes du XIX^e siècle observent déjà un recul très net des traditions après la guerre de 1870, après la Première Guerre mondiale, le folklore est traité comme un patrimoine vivant, alors qu'il ne l'est déjà plus¹²⁰.

La guerre de 1914-1918, comme dans les autres domaines, accélère le mouvement. Une régression encore plus brutale des coutumes en résulte. Un sursaut semble encore se manifester dans les années 1920, une fois surmonté le choc du conflit. Puis à partir de 1925 ou 1926, c'est le déclin sans rémission¹²¹. Cependant, le folklore, expression culturelle dominante des terroirs, est à la mode, au sein duquel l'agriculture prend place et participe à la reconnaissance identitaire de terroirs.

21 musées et collections qui exposent l'agriculture ouvrent entre 1920 et 1936, à quelques exceptions près dans l'esprit du folklore.

¹¹⁸ / Annie Bleton-Ruget, 2003, p. 74.

¹¹⁹ / Jean-François Chanet, 1996, p. 314.

¹²⁰ / Anne-Marie Thiesse, *ibid.* : Jacques Le Goff, 1998, p. 82.

¹²¹ / Georges Duby, Armand Wallon, 1977, p. 355.

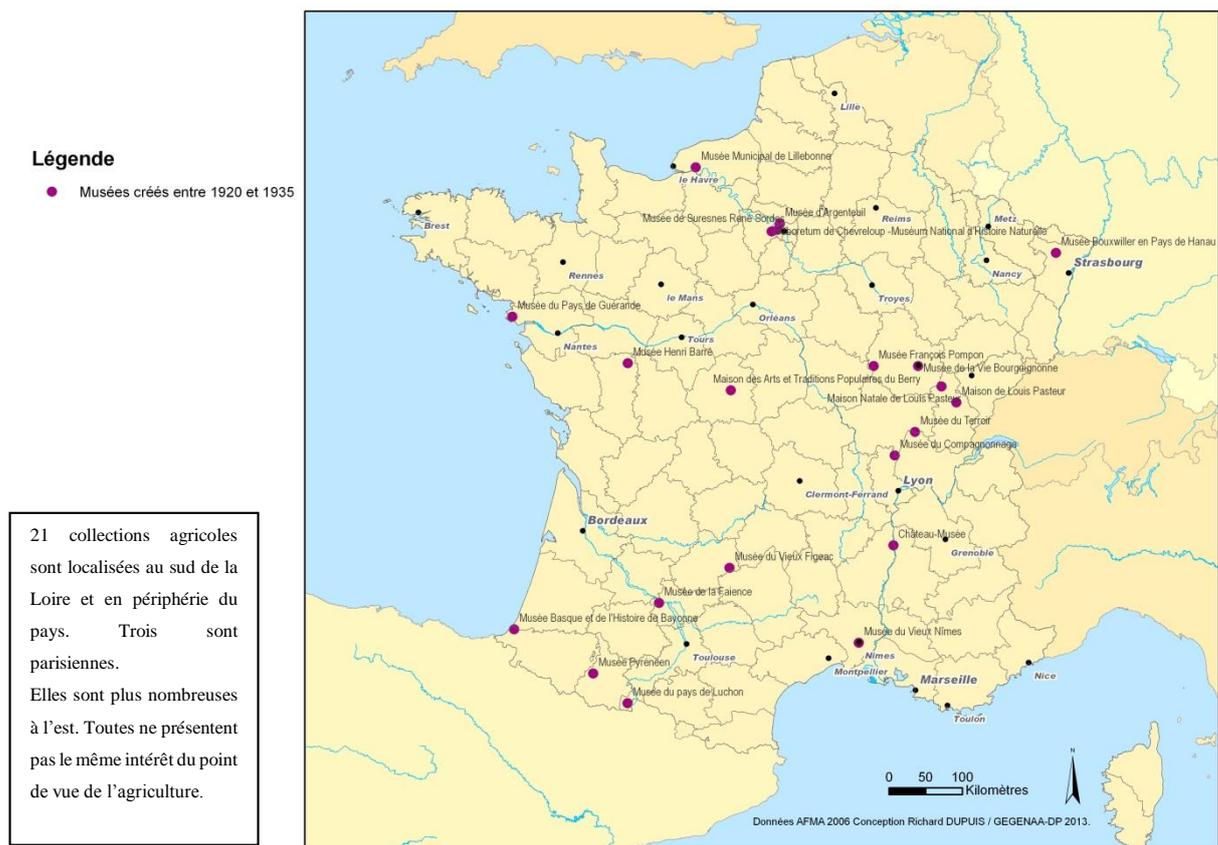


Figure 11 : musées créés entre fin de Première Guerre mondiale et Front populaire

En 1924, le **Musée de terroir** à Romenay en Bresse bourguignonne à la limite des départements de Saône-et-Loire et de l'Ain et le **Musée basque et de la tradition bayonnaise** à Bayonne ouvrent leurs portes au public. La première salle présente l'agro-pastoralisme, activité dominante dans les années 1930 en Pays basque et privilégie l'opposition entre les gros objets comme les charrettes et traîneaux avec les petits, disposés dans des vitrines de manière thématique, le berger depuis la protohistoire, les activités traditionnelles : fabrication du fromage, du chocolat artisanal, de la chasse, la vendange, la tonnellerie¹²². Le **Musée du pays de Guérande** est fondé en 1928 sur l'initiative de la municipalité et du donateur Edmond Bertho. Le musée est administré par la Société des Amis de Guérande à partir de 1930. Le 22 juillet 1934, Saulieu inaugure son nouveau **Musée régional de la vie morvandelle et bourguignonne**. Les vieux métiers et leurs outils y sont présentés : apiculteur, forgeron, Les œuvres du sculpteur animalier Joseph Pompon* y figurent.

Plus largement, l'agriculture entre au musée dans le creuset de la tradition régionaliste, représentée de la Belle Époque à la fin de l'entre-deux-guerres par de nombreuses personnalités

¹²² / Le **Musée Basque**. *Agropastoralisme*. [en ligne]. [Consulté le 26/10/2010]. Disponible à l'adresse : <http://www.museebasque.com/fr/collections-en-ligne>

de toutes tendances politiques et origines intellectuelles : Jean Bruns*, Maurice Barrès*, Charles Maurras, Frédéric Mistral, Paul Vidal de La Blache...¹²³

La revendication régionale est portée par des mouvements autonomistes, qui prennent place discrètement dans le paysage national français. Ainsi en Bretagne, province où l'identité régionale est particulièrement affirmée, le Groupe Régionaliste Breton est fondé en 1918, avec son organe de presse *Breiz Atao* (en breton *Bretagne toujours*). Cette revendication n'a pas d'incidence notable sur les musées qui présentent des collections d'agriculture.

Cette nostalgie s'inscrit dans le projet régionaliste que Jean Charles-Brun théorise : retrouver au-delà des divisions politiques et administratives une grande région originaire, unifiée par ses caractéristiques naturelles et ses traditions. Jean Charles-Brun, fondateur du mouvement régionaliste français est très actif.

Les intermédiaires savants, contribuent à cet intérêt porté aux régions et terroirs. Ils favorisent par leurs œuvres érudites, la création de musées de terroir. Aussi, les initiatives concernant les musées d'agriculture sont plus nombreuses en province. Ainsi en Bourgogne, pour Gabriel Jeanton* il importe de sauvegarder les traditions rurales, celles des « petites provinces » et des « pays » menacés par la modernisation.

Des musées s'établissent dans des régions qui possèdent des éléments distinctifs : langue, architecture ou productions agricoles locales.

Ainsi, la valorisation du poulet de Bresse représente et identifie une Bresse, celle du produit de terroir et de la région qui supporte cette activité agricole de qualité. Le vin, marqueur identitaire par excellence, est emblématique de cette nouvelle démarche de valorisation des productions agricoles de grande qualité. Les viticulteurs font mieux connaître leurs productions en participant à des musées.

En Champagne, l'aire Appellation d'Origine Contrôlée (AOC)* Champagne est délimitée en 1927. Il faut attendre les années 1930 pour qu'Edmond Henry, bibliothécaire, soit chargé de créer un département vitivinicole au musée municipal d'Épernay. Il réalise des centaines de visites auprès des viticulteurs pour collecter des objets liés au vin de champagne et sollicite par courrier les maisons de Champagne et les entreprises d'activités annexes. Le succès de l'opération dépasse les attentes. Le musée sparnacien, situé dans les locaux de l'ancien hôtel des cigales devenu en 1924 la Sous-Préfecture, est inauguré le 1^{er} juillet 1934 au son d'un chœur de jeunes filles chantant « l'hymne au vin ». Le discours d'inauguration du maire d'Épernay, Paul Dépuiset, témoigne de l'engouement et du lyrisme des élus pour valoriser leurs terroirs et

¹²³ / Jean-Michel Guieu, *in* : Marie-Thérèse Bitsch (dir.), 2003, p. 31.

les produits viticoles locaux. Il note que toutes les industries annexes du Champagne tiennent à figurer par leurs produits dans le musée et que des mannequins animent l'ensemble d'une merveilleuse couleur locale. Il s'émeut en vantant la ville d'Épernay, cité coquette, dont le musée viticole permet de faire revivre la vie des pères, de réunir dans une même pensée tous les souvenirs glorieux et douloureux de la Champagne et de la ville et qui fait mourir un cri sur les lèvres, cris de bons Champenois et de bons Français¹²⁴. Cependant, tous les aspects notamment humains et sociaux ne sont pas compris dans les musées qui exposent l'agriculture. En 1931, Augustin Chevalier, constate qu'il n'existe aucun musée d'éducation sociale agricole en France¹²⁵.

Au **Musée du Pays de Luchon**, à Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne), il s'agit de protéger les richesses dispersées dans les Hautes Vallées du Comminges et de contribuer au maintien des usages locaux et des traditions montagnardes. La collection ethnographique d'arts et traditions populaires très riche, rassemblée par Louis Saudinos comprend des objets des travaux des champs, de l'élevage, de la panification, de la fabrication du fromage ou de la chasse. Depuis la création du musée, en 1921, dons et achats se multiplient pour rassembler les plus importantes collections ethnographiques de tout le territoire pyrénéen, français et espagnol. Tous ces éléments, retraçant la vie quotidienne dans les Pyrénées sont la mémoire des cultures traditionnelles montagnardes au XIX^e siècle et début du XX^e siècle¹²⁶.

De la vie quotidienne des hommes, on recueille les objets du pastoralisme, de l'agriculture et de l'artisanat, costumes de fête mais aussi jeux, coutumes et croyances populaires. La diversité de ces collections d'arts et traditions populaires permet la compréhension à la fois du fonds commun de la vie économique et sociale dans les Pyrénées et de la différenciation identitaire de village à village, de vallée à vallée.

Albert Maumené,* professeur d'horticulture et directeur du journal *La vie à la campagne*, visite la plupart des musées d'ethnographie dans les années 1920. Il est favorable à la reconstitution d'intérieurs régionaux en raison de leur valeur attractive et de leur efficacité pédagogique. Cependant, il ne ménage pas ses critiques contre le pittoresque de convention, la surcharge et l'accumulation sans raison des mêmes objets et meubles.

L'agriculture, exposée principalement par ses outils et ses scènes laborieuses, identifie les territoires et activités productives locales. La muséographie la plus fréquente intègre accumulation et dioramas à l'instar du **Museon Arlaten**.

¹²⁴ / Épernay, catalogue du musée, 1934.

¹²⁵ / Augustin Chevalier, 1931, p. 305.

¹²⁶ / Edmond Groult, 1904, p. 415.

En 1929, le **Musée de Tournus** (Saône-et-Loire) est inauguré. Créé par le folkloriste bourguignon, Maurice Perrin de Puycousin* et organisé sous formes de scènes de la vie quotidienne, il retrace les caractéristiques de la vie rurale traditionnelle du Mâconnais et de la Bresse bourguignonne. Le collectionneur souhaite contribuer au « renouveau de l'âme bourguignonne. » Gabriel Jeanton précise, dans son ouvrage *L'art populaire en France*, que ce musée est conçu sur le plan du **Musée Arlaten** et du **Musée pyrénéen** et qu'aucune institution semblable n'existait encore en Bourgogne, sauf toutefois la salle paysanne de Brou créée par Prosper Convert*¹²⁷.

Au **Museon Arlaten** lui-même, la recherche de l'objet réellement ancien cède parfois le pas au souci de la reconstitution et à sa mise à l'échelle avec la pièce qui lui sert de cadre¹²⁸. L'influence de ce musée ne se dément pas sur la muséographie régionaliste. Le **Musée de Château-Gombert**, créé à Marseille (Bouches-du-Rhône) en 1928 par un entrepreneur en maçonnerie, est également inspiré du **Museon Arlaten**.

La **Maison des arts et traditions populaires du Berry** à Châteauroux (Indre), est créée en 1920. Y figure la collection de Pierre et Renée Paris, constituée d'un ensemble de coiffes et de costumes dont la présentation est proche de celles des expositions de collections de vêtements provinciaux du XIX^e siècle. Ce musée expose également des instruments aratoires et des outils artisanaux. Le **Musée Pyrénéen**, consacré aux montagnes pyrénéennes, est installé dans le château fort de la ville de Lourdes (Hautes-Pyrénées), par le moyen d'un bail de 99 ans signé avec le Touring club de France*. Créé par Louis et Margalide Le Bondidier, couple lorrain amoureux des Pyrénées, il est inauguré en 1921. Il dispose d'une salle consacrée à l'agriculture et à l'industrie laitière, la sellerie et les surjouis. Le **Musée vendéen** de Fontenay-le-Comte (Vendée) ouvre également en 1921. Émile Boutin, architecte, ancien inspecteur des palais nationaux, y est nommé conservateur en 1922.

Le projet d'un musée du folklore, prévu par l'ethnologue Paul Rivet* au **MET**, futur **MNATP**, et les créations de musées d'arts et traditions populaires en région incitent le **Museon Arlaten** à se renouveler. Fernand Benoit, collaborateur régulier, entre 1933 et 1941, de l'organe de la Société du folklore français, *la Revue de Folklore Français* (1930-1942), propose extension et reclassement des collections en 1937.

¹²⁷ / Gabriel Jeanton, 1931.

¹²⁸ / Jean Cuisenier, Martine Segalen, 1986, p. 28.

Protéger et conserver pour éduquer

Dans un contexte de conquête des campagnes, l'intention éducative est plurielle, elle consiste à reconnaître et protéger ce qui mérite d'être transmis et enseigné aux nouvelles générations, bâtiments, monuments et sites, grands destins mais aussi agronomie et technologie agricole.

Les pouvoirs publics développent l'éducation dans les campagnes afin d'en limiter la désertification. Ils diffusent les informations sur les orientations agricoles nationales, les nouvelles techniques de culture et d'élevage. Alors que l'illettrisme est encore important, le cinéma agricole devient un véritable outil pédagogique de cohésion nationale. Pour ce faire, le ministre de l'Agriculture Henri Queuille* crée en 1923 le « cinématographe agricole ». Le recours à ce nouveau média renforce, par sa diffusion dans les campagnes, la cohésion professionnelle et rurale.

La protection des bâtiments agricoles, si présents dans les campagnes, contribue également à la patrimonialisation de l'agriculture. Depuis la publication du décret d'application de la loi du 31 décembre 1913, le 18 mars 1924 sur la protection des monuments historiques, l'État peut se substituer au propriétaire pour restaurer des monuments par le moyen de la procédure du classement d'office. Cette législation relaie la prise de conscience de la valeur du patrimoine bâti. L'association « La Demeure Historique » créée en 1924, par le docteur Joachim Carvalho avec ses amis, Boni de Castellane et Henri de Luynes contribue à patrimonialiser les bâtiments historiques. Les musées d'agriculture sont rarement installés dans des bâtiments historiques, mais ils présentent l'habitat rural dans leurs expositions. Le **Musée d'Histoire et d'Art local** de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) bénéficie de la restauration de l'hôtel du Ranquet dès 1923 et c'est le Touring Club de France qui, en 1924, subventionne la salle des costumes auvergnats. Le maire, le docteur Philippe Marcombes, inaugure les premières salles. Le musée devient municipal à la dissolution de l'association « Ancienne Auvergne. »

La loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque permet de protéger de nouveaux biens. La patrimonialisation du monde agricole s'étend à de nouveaux objets : maison, petit patrimoine bâti vernaculaire... Mais l'identification de nouveaux domaines patrimoniaux, comme les produits agricoles, induit une reconnaissance culturelle de ceux-ci, des techniques et des hommes qui prennent part à leur fabrication et s'inscrit dans un mouvement culturel large où l'identité régionale est déterminante.

Les grands hommes de l'agriculture font partie de l'histoire nationale. La reconnaissance par les pouvoirs publics de leurs maisons ou domaines participe à la patrimonialisation du monde agricole.

Le Pradel, domaine historique des expérimentations du grand agronome Olivier de Serres*, sur la commune de Mirabel en Ardèche, est acquis par l'Office agricole de l'Ardèche (Offices départementaux, organismes créés après la Première Guerre mondiale, fonctionnant sur des fonds publics), après aménagement des locaux, et installation des différents centres de formation agricole¹²⁹. En 1935, le domaine est vendu à l'État qui l'affermé à la société ardéchoise d'encouragement à l'agriculture¹³⁰. Dans cette progressive appropriation du domaine, l'État crée le musée quatre ans plus tard, en 1939.

Politiciens et érudits locaux, sollicités au premier chef, président aux destinées des collections d'agriculture. Il s'agit bien souvent d'instituteurs pour lesquels le musée est un bon outil pédagogique. Ces pédagogues sont les principaux relais de cette culture encyclopédique mise en scène par les musées locaux, qu'ils soient cantonaux ou d'arts et traditions populaires. Ils sont d'autant plus impliqués que l'enseignement agricole ne couvre pas tous les besoins nationaux. Le nouvel enseignement ménager pour les futures femmes d'agriculteurs et les informations commerciales délivrées par les fournisseurs de produits destinés au monde agricole ne comblent pas les besoins. Les instituteurs forment leurs élèves aux grandes règles de l'exploitation agricole, en utilisant des vignettes à projeter en classe, publiées dès 1905 par les éditions Mazo à Paris¹³¹.

Sur le même registre de la pédagogie, la France possède de nombreux agronomes précurseurs : Mathieu Dombasle, Césaire Nivière*, Jules Rieffel*... La plupart d'entre eux initient des écoles d'ingénieurs agronomes, en fin de XIX^e siècle¹³². En 1898, les écoles d'agriculture moins prestigieuses, de Toulouse, issue de l'école des Dombes et d'Angers sont créées. Ces écoles, qui reçoivent et font étudier les matériels agricoles, relaient peu d'informations à destination du grand public et des professionnels de l'agriculture. Elles évoquent peu le passé de l'agriculture dans les matériels et outils agricoles présentés aux étudiants : les nouveaux matériels l'amélioration de la production priment.

¹²⁹ / Pierre Cornet, p. 113.

¹³⁰ / Raymond Gras, *in* : Revue du Vivarais, 2010, p. 18.

¹³¹ / Jean-Michel Lecat, Michel Toulet, 2009, p. 260.

¹³² / Gilles Denis, 2007.

Les musées qui traitent d'agriculture sont rarement localisés dans ces grandes écoles et n'entretiennent pas de relations avec elles, sauf à Toulouse. Ils identifient plutôt les territoires dont ils exposent les caractéristiques agricoles.

En 1908, il existe trois écoles nationales habilitées à délivrer le diplôme d'ingénieur agricole : Grignon, Grandjouan à côté de Rennes et Montpellier.

Après les grandes ruptures humaines, matérielles et culturelles de la guerre de 1914-2018, des collections d'agriculture se constituent en relation avec la prise en compte des terroirs. Les musées privés et leurs collections souvent conséquentes, consacrées aux terroirs ne sont pas relayés par les pouvoirs publics. La période d'entre-deux-guerres connaît cependant une collecte nouvelle, ouverte largement aux objets de la civilisation matérielle et de la vie domestique, qui se rattache au contexte politique et social jusqu'aux années du Front populaire¹³³.

La politique culturelle mise en œuvre par le Front populaire à partir de 1936 crée une nouvelle dynamique. Le nouveau **MNATP** et les musées de province, entrouvrent leurs portes à l'agriculture et lui donnent un nouveau statut culturel.

I.C Le Front populaire : un regard ethnographique sur l'agriculture

Le monde agricole souffre de la crise mondiale. La culture est un des moyens utilisés par l'État pour mieux le valoriser. Le **MNATP**, nouvelle institution, concourt à ce projet dans un contexte scientifique rénové.

¹³³ / Annie Bleton-Ruget, 2006, p.68.

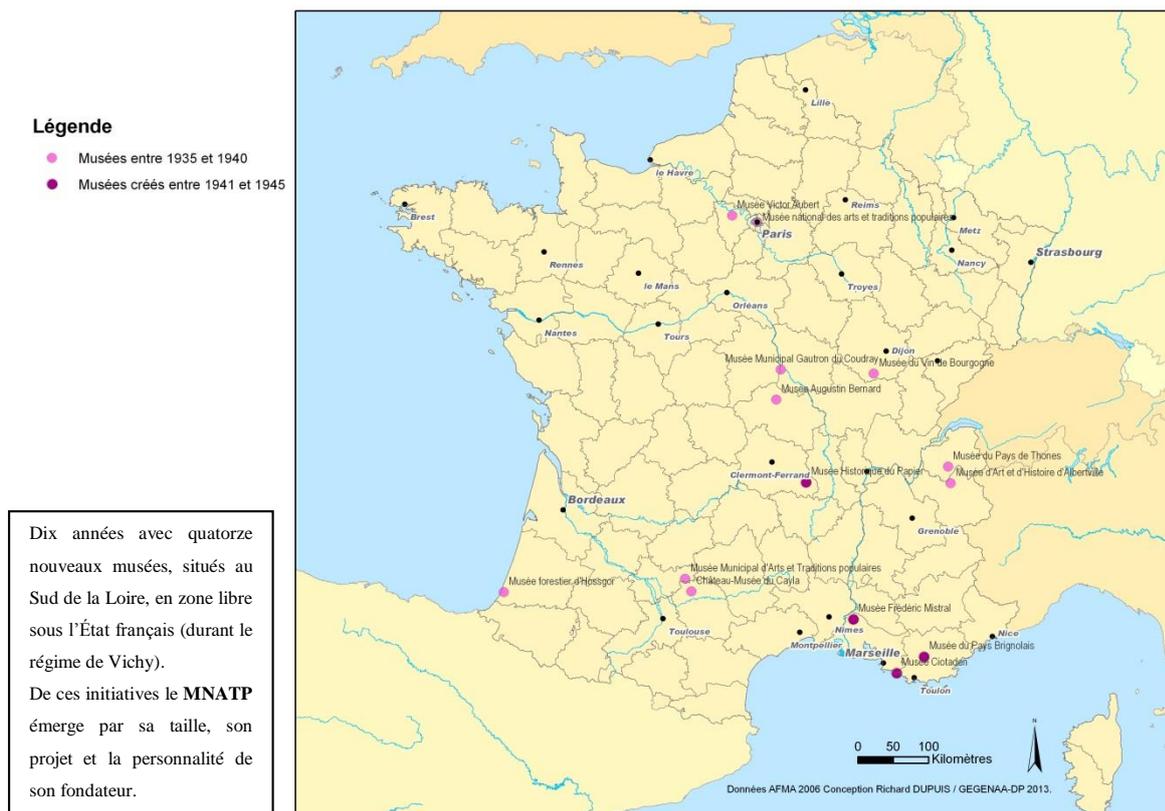


Figure 12 : Front populaire, État français, peu de créations de musées (carte)

I.C.1 Le nouveau rôle des musées dans l'intégration des paysans à la nation

Le Front populaire met au point une ambitieuse politique éducative et culturelle qu'il n'a pas le temps de faire aboutir. Pour l'agriculture, les musées constituent, en partie, le fer de lance dans une nouvelle conjonction Paris-province.

I.C.1.a Le monde paysan, sous l'œil des nouvelles sciences entre au musée

Le monde paysan en crise, premiers apports des sciences humaines

Dans le contexte de la crise économique mondiale de 1929 partie des États-Unis, le monde paysan français, fort de ses huit millions de chefs d'exploitation en 1931 est fragilisé à partir de 1933. Les revenus agricoles chutent entre 1929 et 1935. Des grèves rurales et agricoles éclatent en Beauce dès 1936¹³⁴. Devant la sévérité de la crise mondiale, la question paysanne devient une réalité pressante que le ministre de l'Agriculture du gouvernement de Front populaire, Georges Monnet*, s'empresse de traiter. Il met en place la première politique agricole nationale d'ensemble et crée l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB). Les mesures prises consolident l'exploitation familiale et organisent les relations avec le système économique.

¹³⁴ / Édouard Lynch, 2002, p. 79-94.

En 1938, le parc national de matériels agricoles se compose de 30 000 tracteurs et 250 moissonneuses-batteuses¹³⁵. Entre 1935 et 1938, la paysannerie voit son revenu augmenter de 54 %. Une partie non négligeable du monde paysan opte d'ailleurs pour le progrès et espère en tirer le meilleur profit. Ainsi, en 1939, le congrès du mouvement progressiste de la Jeunesse Agricole Catholique (JAC)* rassemble 25 000 jeunes à Paris. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la JAC entreprend de « ramener la joie au village ¹³⁶ ».

Cependant, il faut conquérir cet électorat par tous les moyens, économiques certes, mais aussi culturels, et lui donner une meilleure image sociale afin de concourir à l'identité et à l'unité de la nation.

Par l'arrêté du 22 mai 1937, Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et son équipe fondent un espace de libre initiative le samedi après-midi dans les établissements secondaires. D'octobre 1937 à juillet 1939, dans le cadre de ces loisirs dirigés, les clubs, les associations, les troupes théâtrales, organisent activités artistiques, sorties et visites de musées, fermes ou d'usines¹³⁷.

La reconnaissance et la valorisation de l'identité paysanne s'imposent par l'inscription de la communauté agricole et villageoise dans les manifestations culturelles et les programmes de recherches ethnologiques qui connaissent un essor sans précédent. Le monde scientifique bénéficie d'institutions de recherche qui font date. L'ethnologie entre à l'université en décembre 1925 avec la création de l'Institut d'ethnologie de l'université de la Sorbonne qui réunit anthropologie et ethnologie. Les sujets principaux d'études sont les mondes extra-métropolitains. Les études folkloriques sont écartées. Les fondateurs orientent l'ethnologie vers les sociétés sans machines, laissant le domaine français aux folkloristes, dont Arnold Van Gennep* est le représentant le plus connu.

En 1929 la fondation de la revue des *Annales, histoire, sciences sociales* par Marc Bloch et Lucien Febvre, deux universitaires de Strasbourg, opère une ouverture épistémologique entre histoire et sciences sociales¹³⁸. De nouveaux thèmes et objets sont étudiés. La maison est un objet de recherche et d'intérêt partagé par plusieurs sciences. À propos de muséographie et de collections, Marc Bloch, note en 1930 que les « musées de civilisations provinciales », comme le **Museon Arlaten** et le **Musée Alsacien** de Strasbourg, s'intéressent plus au mobilier, au

¹³⁵ / Pierre Coutin, 1963, p. 625.

¹³⁶ / Thème développé par la JAC en 1937 (cf. archives Albert Vecten).

¹³⁷ / Jean-Marie Condette, 2011, p.5.

¹³⁸ / Dominique Poulot, *in* : *Musées en quête d'identités*. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003, p. 23.

costume, à l'art populaire qu'aux types de maisons et aux techniques rurales ou agricoles¹³⁹. L'étude de la maison rurale et paysanne s'impose. L'exposition « la maison rurale en France », réalisée à l'instigation d'Albert Demangeon*, commissaire, et de Georges Henri Rivière cocommissaire, dans le cadre de l'Exposition Internationale au nouveau Palais de Tokyo, est inaugurée le 19 juin 1937. Cinq types de maisons y sont présentés en relation avec les travaux d'Albert Demangeon.

Les grands organismes de recherche et de vulgarisation scientifique comme le Centre National de Recherche scientifique (CNRS) et le Palais de la Découverte, créé par le prix Nobel de physique Jean Perrin, voient le jour. Les sciences humaines bénéficient de l'ouverture du **Musée de l'Homme** à Paris qui, dans ses collections ethnologiques, expose des objets appartenant à différentes cultures mais pas du domaine français. En 1938, recherche, enseignement et documentation sont réunis au **Musée de l'Homme**.

Le MNATP institutionnalise l'agriculture au musée

Afin de refonder la salle de France du **MET**, trop exigüe et mal entretenue, le gouvernement de Front populaire demande dès 1936 aux ethnologues André Varagnac* et Georges Henri Rivière*, de présenter des projets de « musées de plein air ». Pour asseoir cette future politique muséale, Georges Henri Rivière réalise la même année deux missions à l'étranger et visite ainsi Pays-Bas, Allemagne et Danemark, Norvège. Il part à la recherche de collections et de sites en France pour installer les musées en plein air¹⁴⁰.

À l'échelle mondiale, l'Égypte seule, dispose d'un musée d'agriculture d'envergure, le **Musée agricole et de la vie rurale**, créé en 1930 au Caire par le roi Fouad I^{er}. Sous l'impulsion de Jean Zay, la France se dote du **MNATP**, inauguré le 1^{er} mai 1937. Ce musée national est isolé institutionnellement dans le paysage muséal contemporain, placé sous la tutelle de la Direction des musées de France du ministère des arts et lettres, futur ministère de la Culture, qui gère principalement des musées des beaux-arts. Installé dans l'aile gauche du palais de Chaillot, le **MNATP** est à l'étroit. En conséquence, Georges Henri Rivière conçoit le projet de l'installer sur un site adapté et indépendant.

L'action de Georges Henri Rivière, son directeur, est déterminante. Dans cette nouvelle institution, il met au point la formule du « musée laboratoire », à la fois centre de recherche, de conservation, de documentation et par ses expositions et présentations, établissement éducatif à l'intention des publics les plus variés. Initiée le 9 février 1937 avec sa première visite en

¹³⁹ / Marc Bloch, 1930, p. 249.

¹⁴⁰ / Catherine Velay Vallantin, 1999, p. 482.

Bresse afin d'enquêter et de collecter en province le matériel ethnographique, il généralise la démarche et fait procéder, avant qu'il ne soit trop tard, à des collectes d'ensembles d'objets de la vie quotidienne de l'agriculture non mécanisée et de l'artisanat. Ces pièces sont appelées à devenir un précieux patrimoine, témoignage sur les modes de vie et les croyances de ceux qui, dans la société, n'ont jamais eu la parole¹⁴¹.

Le **MNATP** est conçu pour devenir l'élément central du développement des arts et traditions populaires en France. Il se voit confier de nombreuses missions. Inspiré du mouvement des musées de plein air, alors associé à l'essor des parcs nationaux et en vogue aux États-Unis et au Canada, il est prévu que le **MNATP** s'associe à « différents musées de plein air dans des domaines de l'État, sur différents points du territoire¹⁴² ». Le premier prévu doit être créé dans le parc du château de Chambord. Le jeune **MNATP** doit prendre contact avec les musées locaux de Romenay pour l'exposition universelle de 1937, de Barbentane-en-Provence pour le pavillon français de l'exposition universelle de New York¹⁴³.

La mise en place d'un développement culturel associant Paris et la province est laborieuse. Georges Henri Rivière, l'organisateur du congrès, fixe trois objectifs muséographiques essentiels : choisir les objets, si l'on ne veut pas aboutir à un invraisemblable dépotoir ; expliquer, si l'on veut retenir l'attention du visiteur, et enfin se renouveler, parce que tel objet choisi il y a dix ans doit céder la place à un meilleur spécimen¹⁴⁴.

Les dirigeants du Front populaire mettent en œuvre une politique éducative et culturelle autour d'une société intégrant les loisirs, la culture populaire et le folklore. Une commission des arts et traditions populaires s'installe dès 1937. Elle a pour mission de mettre en relation musées de plein air et musées scientifiques (muséums) afin de réaliser des inventaires de pratiques linguistiques et folkloriques régionaux. Le linguiste Albert Dauzat* se voit confier cette tâche, sur le modèle des atlas déjà réalisés en Allemagne et en France avant 1914.

La création du **MNATP** et d'une commission des arts et traditions populaires au sein de ministère de l'Éducation nationale, doit favoriser l'essor des musées de plein air et de terroir. La commission des arts et traditions populaires est composée de trois sections, présidées par Albert Demangeon le géographe, Lucien Febvre l'historien et Jean Charles-Brun le délégué général de la Fédération régionaliste française¹⁴⁵.

¹⁴¹ / Michel Colardelle, 1999, p. 5.

¹⁴² / Dominique Poulot, 2001, p. 147.

¹⁴³ / Marcel Maget*, 1993, p. 92.

¹⁴⁴ / Georges Henri Rivière, cité par Catherine Velay Vallantin, 1999, p. 496.

¹⁴⁵ / Anne-Marie Thiesse, *in* : Jacques Le Goff, 1998, p. 85.

Georges Henri Rivière devient le premier titulaire de la chaire d'ethnographie française créée en 1937 à l'École du Louvre. Par ailleurs, les médias relaient le lancement du **MNATP**. Du 25 janvier au 15 avril 1938, Georges Henri Rivière diffuse une série d'émissions sur la station Radio-Paris. Il donne la parole aux meilleurs scientifiques sur le thème de « la civilisation paysanne ». Marcel Maget est le commissaire de l'exposition « Les travaux et les jours dans l'ancienne France », organisée de juin à septembre 1939, à la Bibliothèque nationale à Paris, par celle-ci et le **MNATP**, pour le IV^e centenaire d'Olivier de Serres. Les outils visibles sur les miniatures ou les gravures exposées, sont présentés dans les vitrines avec des commentaires précis ¹⁴⁶. La collaboration entre Bibliothèque nationale et **MNATP**, institutions jamais réunies pour travailler sur les questions rurales, représente également un intérêt de premier plan, que la réalisation du dossier scientifique atteste.

La coopération entre Paris et province s'initie sous la houlette du **MNATP**, confirmant le renouveau du rôle central de la capitale.

I.C.1.b Le Musée de terroir de Romenay à l'Exposition internationale

Le musée d'agriculture sert la politique agricole

Les dirigeants du Front populaire mènent une politique culturelle et scientifique qui cherche à faire la synthèse entre les différentes disciplines des sciences humaines, comme en témoigne la réalisation de l'Exposition internationale des arts et techniques appliqués à la vie moderne, qui se déroule du 25 mai à 25 novembre 1937 à Paris. Deux espaces présentent la France des campagnes : le Centre régional à l'ouest du champ de Mars, sur le quai de Seine, présente de manière pittoresque les 25 régions françaises et le Centre rural, qui dépend du ministère de l'Agriculture, expose la société rurale. À la demande de l'État, Georges Henri Rivière et André Varagnac présentent de manière expérimentale, au sein du « village 37 » du Centre rural, le **Musée du terroir de Romenay-en-Bresse** (Saône-et-Loire). Sa collection comprend 120 objets originaux et des reproductions, en particulier d'outils de travail, consacrés à la vie quotidienne rurale et aux volailles de Bresse. La collaboration du directeur des services agricoles, Delorme est centrale. Ce dernier dresse l'inventaire, entre 1886 et 1936, des ressources agricoles du finage. Les méthodes de classification des objets rassemblés proviennent des sciences naturelles (spécimens, types).

¹⁴⁶ / Marc Bloch, 1939, p. 447-448.

Le comité d'agriculture de l'Exposition, géré par le monde de l'agriculture « républicaine », est présidé par Joseph Faure, sénateur corrézien, devenu président du Sénat et président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Michel Ange-Laribé, alors représentant de la France à l'Institut international d'agriculture est le père du centre rural qui mobilise les Romenayous¹⁴⁷. Le 23 août 1937, plusieurs de ceux-ci partent à la « capitale » présenter leur village et leurs traditions à l'Exposition. Romenay est désigné « village rural de France » et représente les terroirs. Cet ensemble promeut une vision moderniste de la vie agricole en adéquation avec les objectifs d'amélioration de la production nationale de Georges Monnet.



(Ph.1939.32.6) Cliché © MuCEM - Duchemin

Figure 13 : Village français, Romenay, visiteuse devant le panneau « Vie économique »

Plébiscité et très démonstratif, le musée occupe une surface réduite de 50 m², dans une reconstitution de la salle de la mairie du Centre rural, situé en bordure de l'Exposition à la porte Maillot. Le **Musée de terroir** d'origine est créé en 1935 par François Pépin, vivant dans la communauté rurale et sensible au sauvetage nécessaire des témoins de la ruralité en voie de mutation. Il est entièrement remanié par André Lagrange* pour l'Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne de Paris. Le collectionneur bourguignon, Maurice Perin

¹⁴⁷ / Pierre Barral, 1968 ; Annie Bleton-Ruget, *in* : Jacqueline Christophe, Denis-Michel Boëll, Régis Meyran, 2009, p. 333-345.

de Puycousin, contacté par Georges Henri Rivière, aide à reconstituer deux intérieurs bourguignons. Le Centre rural expose la vie agricole à partir d'un village idéal typique du futur qui relie les formes de vie traditionnelles avec des formes de vie modernes et citadines¹⁴⁸. Ce musée combine la présentation de panneaux avec des outils pour travailler le chanvre et de vieux instruments agricoles.

Depuis 1920, une collection d'objets a été rassemblée dans ce village par de bons connaisseurs de la culture paysanne bourguignonne : François Pépin, géomètre et André Lagrange, jeune agrégé de grammaire, fils d'instituteurs ayant enseigné sur place¹⁴⁹. La collaboration de spécialistes de l'agriculture, comme celle de Claudius Delorme, directeur des Services agricoles de Saône-et-Loire, permet de comparer les caractéristiques agricoles de Romenay à travers le temps. La muséographie retenue s'inspire du style des monographies de village de l'école républicaine, réalisées par les instituteurs dans le cadre de leur formation à l'École normale depuis les années 1890.

Le Musée de terroir et consécration éphémère du folklore

Le musée éphémère, transporté à Paris, connaît une véritable renommée internationale et à l'égal du **Musée du Louvre** reçoit le Grand prix, la plus haute distinction décernée dans une exposition internationale. Après l'Exposition internationale, le **Musée de terroir** est reconstitué dans la mairie du village de Romenay¹⁵⁰. Le gouvernement du Front populaire valorise ainsi la profession agricole en faisant monter à Paris la muséographie d'un village français. Il s'agit de séduire les agriculteurs en vue des prochaines élections. Cette démarche est également celle de la reconnaissance de la culture populaire et de l'institutionnalisation des foyers ruraux dont la Ligue de l'enseignement expose le projet au Centre rural. Les pouvoirs publics intègrent la paysannerie au monde culturel dont les associations sont les dynamiques relais.

Cette nouvelle articulation entre capitale et province se réalise sous l'action énergique du directeur du **MNATP**. Le folklore, expression dominante de l'intérêt pour la ruralité et l'agriculture, est alors en plein essor. La Confédération nationale des groupes folkloriques français, créée en 1935, rassemble toutes les associations et les groupes folkloriques, soucieux de préserver tout un pan de notre patrimoine : les arts, la culture et les traditions populaires sous toutes leurs formes. L'équipe du **MNATP** répond à la commande de l'État d'organiser le premier congrès international de folklore à Paris du 23 au 28 août 1937. La création de musées

¹⁴⁸ / Nina Gorgus, Véronique Chabaud, 2000, p. 62.

¹⁴⁹ / Annie Bleton-Ruget, 2006, p. 6.

¹⁵⁰ / Nina Gorgus, Valérie Chabaud, 2000, p. 17-18.

de plein air, pressentis difficiles à réaliser, du fait de la diversité culturelle et régionale de la France, reste en suspens. Le congrès résonne d'appels à la multiplication de musées régionaux, musées de terroir, ce qui ne se vit pas sans tension avec le jacobinisme républicain et laïque du Front populaire¹⁵¹.

En 1938, suite à la mission et à la collecte de documentation sur l'agriculture, l'architecture rurale par Georges Henri Rivière et son équipe en Provence, le musée en préfiguration de Barbentane-en-Provence, pensé dans l'esprit du **Museon Arlaten**, dédié au folklore et à la danse est choisi pour représenter la France à l'exposition internationale de 1939 à New York. Ce musée, prévu pour être permanent, doit être testé sous la forme d'une exposition. Il est sélectionné en fonction des objets représentatifs du terroir. Il doit exposer techniques agricoles et milieux de Provence. Il est l'ambassadeur du monde paysan français de la section française du tourisme et du régionalisme.

Tous les Barbentanais qui espèrent être du voyage sont sollicités pour prêter des objets. Les notables locaux qui font partie du comité du musée les encouragent à ce prêt. Malheureusement, un ensemble important d'objets destinés à l'exposition coule en rade du Havre dans l'incendie du paquebot « Paris ». À New York, on s'efforce d'organiser une exposition minimaliste avec les quelques objets arrivés intacts¹⁵².

Le Front populaire met l'accent sur l'égalité d'accès de tous à la culture, l'éducation et les loisirs et contribue à relancer les mouvements d'éducation populaire grâce à l'action de Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux Sports et à l'organisation des Loisirs auprès d'Henri Sellier, ministre de la Santé publique.

I.C.2 Les musées d'agriculture exposent les territoires

Dans l'effervescence des arts et traditions populaires et l'héritage du folklore, une vision régénérée de l'agriculture au musée émerge à la fin des années 1930. Les thèmes, les objectifs et matière des collections se transforment.

I.C.2.1 Les musées d'arts et traditions populaires et les musées de produits

Musées d'arts et traditions populaires se développent avec le MNATP

¹⁵¹ / Catherine Velay Vallantin, 1999, p. 493.

¹⁵² / Laurent Sébastien Fournier. *Le musée avorté de la farandole à Barbentane*. [en ligne]. [Consulté le 03/10/2012]. Disponible à l'adresse : <http://bne.lagramillere.free.fr/barbentane-le-musee-avorte-de-la-farandole.htm>. ; Frenchlines. Paquebot Paris. Compagnie Générale Transatlantique, 1921-1939. [en ligne]. [Consulté le 01/03/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.frenchlines.com/ship_fr_368.php

Les collections d'agriculture se développent principalement au sein de deux familles de musées : les musées d'arts et de traditions populaires et les musées de produits. L'appellation « arts et traditions populaires », alors peu usitée, regroupe des musées de natures différentes. La majorité de ceux-ci évoque le terroir et son folklore.

Le **MNATP** dispose de missions nouvelles et ambitieuses. Dès 1937, Georges Henri Rivière tisse, en relation avec les missions du **MNATP** et ses équipes d'ethnologues parisiens, un réseau de partenaires en province afin de créer, d'organiser et de développer des musées de terroir. Il y a urgence à étudier cette société agricole qui se transforme. Le monde rural intègre le processus de patrimonialisation par le classement de bâtiments agricoles et de fermes. Les premiers classements au titre du patrimoine rural portent la reconnaissance de la ruralité dont les musées constituent la mémoire. La commission, présidée par Georges Huisman*, directeur général des beaux-arts depuis février 1934, se prononce pour le classement de deux fermes bressanes. Ces classements s'inscrivent dans la constitution d'un inventaire des vieilles maisons paysannes françaises et du choix des plus remarquables. Certaines figurent à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques redéfini en 1927. Des acquisitions sont envisagées pour la création de musées de plein air. Georges Henri Rivière est nommé membre de la première section de la commission des Monuments historiques afin d'étudier ces questions.

Des musées de terroir se créent dans les capitales des anciens pays, comme dans les modestes villages¹⁵³. Dix musées évoquant le monde rural et agricole ouvrent leurs portes entre 1936 et mai 1940¹⁵⁴. Ces musées s'appuient sur les prosélytes du folklore, avec des réussites diverses. Paul Dufournet, architecte passionné par la Savoie, tente de constituer de petits musées municipaux, mais il réunit seulement quelques collections éparses. Quelques musées fondés par d'acharnés érudits voient le jour. Modeste et lié à la passion et l'énergie de son fondateur, le **Musée Victor Aubert** à Maule (Yvelines) doit son originalité à ce que les collections sont toutes issues de Maule même. Le **Musée Augustin Bernard** à Bourbon-L'Archambault (Allier) est sur une logique proche. En 1937, Augustin Bernard, géographe y expose des outils agricoles et artisanaux et du mobilier utiles à la reconstitution d'un intérieur bourbonnais. En 1935, la donation de costumes et d'objets du quotidien rural faite à la ville de Dijon par Maurice Perrin de Puycousin, admirateur de Frédéric Mistral permet en 1938 l'ouverture d'un musée. Dans les quatorze salles, la présentation fait la part belle au folklore à travers des reconstitutions de scènes, sans explications, à l'aide de mannequins exposés en costumes traditionnels

¹⁵³ / Georges Duby, Armand Wallon, 1977, p. 354.

¹⁵⁴ / Fig. 12, p. 61.

bourguignons. La collection est installée au **Musée de la Vie Bourguignonne** dans le monastère cistercien des Bernardines du XVII^e siècle en vue de créer un musée d'ethnographie régionale. Il est inauguré en 1938.

Dans l'esprit du **MET** et du **Museon Arlaten**, mais aussi comme dans de nombreux autres musées européens, l'intérieur paysan est le plus représenté. Inspiré par les musées d'arts et traditions populaires, le **Musée Agathois Jules Baudou** (Hérault), du nom du fondateur, est inauguré le 3 août 1935. Deux salles, une de la vigne et une seconde des vigneronnes, présentent les matériels de la viticulture languedocienne, plus vaste terroir viticole au monde. Véritables musées-laboratoires, les musées du vin sont les plus nombreux à évoquer l'agriculture, alors que le vin constitue le produit alimentaire identitaire par excellence, relayé par la culture scolaire. Le vin local, élément du patrimoine local, fait aussi l'objet d'une importante promotion au sein des manuels¹⁵⁵.

Les musées de valorisation de produits

Des produits très variés sont accueillis et valorisés dans les musées dès lors qu'ils présentent un intérêt d'ordre économique et culturel. Il en est ainsi pour le bois et le vin.

Le **Musée forestier d'Hossegor** est issu d'un projet du conseil municipal de la commune de Seignosse (Landes)¹⁵⁶. Le 2 juin 1937, la municipalité cède un hectare de terrain à l'administration des Eaux et Forêts afin de réaliser un musée forestier. La collecte est réalisée de manière originale. Les écoliers du département des Landes, sont sollicités afin qu'ils rassemblent pour le musée tous les objets qui rappellent le passé pastoral et les landes d'avant les pinèdes. Le projet évolue vers la création d'un musée de plein air. Michel Druhen se rapproche de Georges Henri Rivière et s'attache les conseils de Pierre Toulgouat, photographe et ethnologue. Le projet prend un caractère scientifique et interdisciplinaire pour l'ensemble boisé du département. L'implantation du musée proche de la côte basque et des Pyrénées assure une fréquentation touristique importante. Michel Druhen inspecteur principal des Eaux et Forêts, en assure la responsabilité. Le musée est conçu pour servir les intérêts des résiniers, des propriétaires, des industriels. Il instruit également les Landais sur la production et les diverses activités forestières locales. Il est prévu pour informer le touriste de l'emploi qui peut être fait des bois et papiers locaux. Le musée est une vitrine d'exposition des produits ligneux landais¹⁵⁷.

¹⁵⁵ / Anne-Marie Thiesse, *in* : Jacques Le Goff, 1998, p. 81.

¹⁵⁶ / AN 1SF26.

¹⁵⁷ / Jean Tucoo-Chala. 2002, p. 24-31.

En Bourgogne, les viticulteurs incitent les élus à faire aboutir le projet municipal des années 1920 de création d'un **Musée du Vin de Bourgogne**. Premier du genre de cette importance, il est installé en décembre 1937 et inauguré en juin 1938 dans le beffroi municipal, après une vaste collecte organisée par André Lagrange¹⁵⁸. Un poste de conservateur est créé et confié à Joseph Délissey par délibération du conseil municipal le 9 novembre 1938. Afin de faire mieux connaître le vignoble bourguignon, dans un contexte de lutte pour la labellisation des vins de Beaune et la mobilisation des traditions à des fins politiques, le musée présente une collection consacrée à la viticulture et à la viniculture. Georges Henri Rivière, dont c'est le premier aménagement muséal en province souhaite prouver le rôle de catalyseur du nouveau **MNATP** et réalise la muséographie. Le **Musée du Vin de Bourgogne** devient un modèle du genre.

Environ un millier d'objets sont rassemblés, dont les plus rares comme les taste-vin, petites tasses plates, servant à examiner et à goûter le vin, sont exposés. Le **Musée du Vin de Bourgogne** offre une approche raisonnée de la collecte et de l'exposition grâce à la mise en place de « séries typologiques », ainsi celles des verres à boire, et « de séquences fonctionnelles ou évolutives », ainsi celle présentée dans la salle consacrée à la fabrication des fûts¹⁵⁹. Le **Musée du Vin de Bourgogne** est un des tout premiers musées qui voient la conception et la mise en place de collections spécifiquement consacrées à une activité agricole : la viticulture et la vinification¹⁶⁰.

Un autre **Musée du Vin** ouvre ses portes à Béziers en 1939, tandis que le **Musée Alsacien** de Strasbourg développe sa collection viticole. Haus Haug, directeur des Musées, précise dans son *compte rendu d'activité des Musées de Strasbourg 1927-1931*, que la section des objets se rapportant à la culture de la vigne, si caractéristiques en Alsace, est complétée par différents ustensiles et outils de vigneron, ainsi que par des devants de tonneaux sculptés¹⁶¹. Une salle agricole expose les instruments aratoires, de fenaison, de la moisson, de la meunerie et enfin de l'industrie laitière et fromagère alsaciens.

¹⁵⁸ / AM Beaune, fonds Rateau, manuscrit Duchet, p. 27.

¹⁵⁹ / Gérard Collomb, 1993, p. 156.

¹⁶⁰ / *Ibid.*, p. 157.

¹⁶¹ / Hans Haug, 1950.

I.C.2.b Musées de grands hommes et expansion du folklore et de l'ethnologie

Les grands hommes de l'agriculture entrent au musée

L'histoire de la vie paysanne, en particulier sous l'angle des techniques, est revitalisée à la suite du nouvel attrait que lui accordent les historiens ruralistes. En 1923, la maison familiale de Pasteur à Dole (Jura) est transformée en musée. En 1925, les descendants de Louis Pasteur lèguent à la Société des amis de Pasteur sa maison familiale à Arbois (Jura) afin de la transformer en musée. Enfin, le 20 mai 1936, un troisième musée lui est dédié dans l'appartement qu'il occupe à Paris les dernières années de sa vie. Dans la **Maison de Louis Pasteur** à Arbois, l'agriculture y est très présente par le biais des recherches autour de la vigne, plante et vin emblématiques d'Arbois.

Sollicités par des admirateurs de l'œuvre d'Olivier de Serres qui souhaitent fêter le 400^e anniversaire de sa naissance, les représentants de la Chambre d'agriculture de l'Ardèche créent à Paris le comité national Olivier de Serres. Le ministre de l'Agriculture, Henri Queuille, inaugure le 9 juillet 1939 les festivités, qui se déroulent à Lyon, au Pradel et à Villeneuve les 7, 8, 9 et 10 juillet 1939. Le musée, préparé par Georges Henri Rivière et Luce Prault, directeur de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture, expose, dans les salons de la bastide, la centaine de pièces des collections offertes, dont une édition de 1804 du *Théâtre de l'agriculture* en quatre volumes. L'ensemble entretient la mémoire, les écrits et les travaux d'Olivier de Serres¹⁶².

Les nouveaux musées de sciences, comme le Palais de la Découverte, ou les musées des grands hommes de l'agriculture, comme ceux de Serres, Dombasle, Pasteur ouvrent la muséographie des musées qui présentent l'agriculture à de nouvelles fonctions : commémorer, expérimenter.

Par ailleurs, l'ouverture de nouveaux musées, dans un contexte où la reconstitution dans lesquelles l'approche par le folklore domine peut être interprétée comme un « symptôme de résistance, voire de renaissance » des coutumes liées à la société rurale¹⁶³.

Le folklore est reconnu

Le ministère de l'Agriculture encourage la fondation de nombreux groupes folkloriques avec l'appui des syndicats d'initiative, des sociétés hippiques rurales. Les fêtes agraires et artisanales sont remises en honneur par la JAC¹⁶⁴. Les pouvoirs publics et les Chambres

¹⁶² / Institut Olivier de Serres. Du Comité national à l'Institut. *Les 70 ans de l'association Olivier de Serres* [en ligne]. [Consulté le 14/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.olivier-de-serres.org/vieinstitut.php>

¹⁶³ / Georges Duby, Armand Wallon, 1992, p. 354.

¹⁶⁴ / *Ibid.*, p. 355.

d'agriculture informent chaque mois des manifestations culturelles paysannes, au moyen de la revue *Folklore paysan**, réalisée en collaboration avec le département des arts et traditions populaires. Cette revue fait appel aux contributions des cultivateurs et des artisans aussi bien que des chercheurs, moins familiers avec le maniement de la charrue ou de l'outil.

Dans les collections, les objets techniques et professionnels occupent une place croissante. Signe des temps, costumes, meubles, outils et ustensiles déchus sont recueillis dans ces musées « où les populations viennent contempler leur histoire¹⁶⁵ ». L'outil, voire l'objet domestique, identifie l'agriculture et les paysans. À côté de la conservation des outils et techniques agricoles à des fins d'éducation, coutumes et dans une moindre mesure, savoir-faire et outillage agricoles, sont considérées en voie de disparition rapide. Il faut les conserver pour garder la mémoire des territoires et renforcer le sentiment d'appartenance des paysans à la nation et ses valeurs.

L'ethnologie préside aux nouveaux choix muséographiques qui évoquent l'agriculture. L'agriculture, présentée comme l'activité ancestrale, fondatrice de l'identité territoriale et régionale occupe progressivement les vitrines des musées.

I.D Les musées au service de la Révolution nationale

Vichy favorise les musées qui sont partie prenante de sa politique culturelle. Bien que des liens unissent le régime avec le folklore paysan et artisanal, aucun nouveau musée dédié à l'agriculture ne voit le jour.

I.D.1 Valeur de la terre et maison paysanne

Le projet culturel du régime de Vichy place la terre et le paysan au premier plan. Le thème de la maison est régénéré.

I.D.1.a La terre et les traditions paysannes

Agriculture et paysannerie avant tout

Après l'armistice du 22 juin 1940, les lois et actes constitutionnels des 10 au 12 juillet 1940 donnent les pleins pouvoirs à Philippe Pétain et installent le régime de Vichy. Le nouveau pouvoir prescrit régionalisme, développement de l'artisanat et de l'agriculture, excluant les Juifs de la propriété de la terre, comme remèdes nécessaires au redressement du pays.

¹⁶⁵ / *Ibid.*, p. 355.

Pour la société française et le monde paysan, auquel manque 13 % des siens, absents des exploitations, les quatre années du gouvernement de Vichy constituent un épisode paradoxal à plus d'un titre¹⁶⁶. Philippe Pétain, le maréchal-paysan, place la terre et les paysans au centre de la Révolution nationale. Il annonce dans son discours radiodiffusé du 25 juin 1940, inspiré par l'intellectuel Emmanuel Berl*, que la terre ne ment pas.

« Elle demeure votre recours, elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de la France qui meurt ».

Louis Salleron*, figure du syndicalisme conservateur met en place la Corporation paysanne par la loi du 2 décembre 1940. Le retour à la terre est prôné. Le maréchal visite des exploitations, comme en Gascogne, en septembre 1941.

Des campagnes de propagande promeuvent l'établissement de centres ruraux de formation des jeunes et l'instauration d'un service civique rural. L'État français encourage la jeunesse à venir contribuer aux travaux des champs.

Des fêtes du battage ou des moissons sont organisées, parfois solennelles en présence de personnalités parisiennes, voire du Maréchal, avec allocution devant des gerbes de blé. Elles connaissent même une diffusion croissante pendant le second conflit mondial, ainsi dans le département de l'Orne, Gérard Bourdin en recense douze en 1941, 14 en 1942 et 16 en 1943¹⁶⁷.

L'État français encourage le folklore

L'action culturelle de l'État français vise alors une exaltation des valeurs mythiques de la terre. La terre, le sol entrent comme valeurs nobles dans le patrimoine et deviennent objet d'étude¹⁶⁸. Le régime de Vichy favorise le renouveau du folklore dans le cadre d'une politique de régionalisation. La culture paysanne, en voie de disparition, dont les folkloristes s'étaient fait les chantres, devient soudain l'alliée idéologique du régime pour servir d'antidote à la dégénérescence spirituelle et culturelle que connaît la France des villes. Ce retour à la terre devient une façon d'expié la faute que la défaite condamne cruellement. Le folklore sert en ces temps d'occupation à affirmer l'identité culturelle¹⁶⁹. L'équipe de Georges Henri Rivière, travaille directement avec la Corporation paysanne, dans le but de développer théories et pratiques du folklore. La méthode recourt à l'étude de « terrain » par des « spécialistes », formés à un « objet d'étude spécialisé » et à des « méthodes propres »¹⁷⁰.

¹⁶⁶ / *Ibid.*, 1977, p. 98.

¹⁶⁷ / Gérard Bourdin, 1992, p. 493.

¹⁶⁸ / Christian Faure, 1987, p. 77.

¹⁶⁹ / Jean Cuisenier, Martine Segalen, 1986, p. 36.

¹⁷⁰ / Régis Meyran, 2002, p. 36.

Le Comité National de Propagande par le Folklore organise travaux et manifestations à partir de deux missions. La première est consacrée à la paysannerie, tandis que la seconde s'attache à « préserver et développer les traditions et arts et métiers traditionnels ». Les associations culturelles locales sont encouragées, prémices d'une décentralisation à venir. Elles sont chargées de faire redécouvrir dans chaque région les arts et traditions délaissés. Georges Henri Rivière et Jean Charles-Brun, président de la Fédération régionale française, participent à la commission nationale chargée du futur découpage territorial français. Il s'agit de construire une France des paysans et des terroirs ainsi que de ranimer les traditions qui disparaissent, comme celles des feux de Saint-Jean.

Mais tout cela reste à développer. Georges Henri Rivière précise aussi que ces moyens doivent avant tout viser les paysans, qui sont selon lui les Français les plus « imprégnés » de folklore :

« C'est donc sur la paysannerie que s'exercera le plus fructueusement une action en faveur de la préservation et la rénovation du folklore¹⁷¹. »

I.D.1.b Village et maison paysanne au cœur de l'État français

La maison rurale et agricole

Le chef de l'État français, dans son discours du 8 décembre 1940, reprend la formule des pédagogues de la III^e République et déclare que l'attachement à la petite patrie, non seulement n'ôte rien à l'amour de la grande, mais contribue à l'accroître. La patrimonialisation de l'espace local, s'inscrit dans la propagande de la Révolution nationale¹⁷². Albert Dauzat publie *Le village et le paysan de France* en 1941. Il consacre deux chapitres à l'agriculture, vecteur de développement culturel des campagnes et « à l'âme du paysan ». Cet ouvrage est en accord avec les projets de la Corporation paysanne, qui valorise le retour à la terre et la sacralisation de la vie rurale dans un contexte de désertification des campagnes.

La maison paysanne, vecteur d'identité et objet d'études depuis les années 1920 reste au centre de la scène culturelle. L'exposition « La France européenne », est une des plus grandes expositions que Paris ait connues depuis 1937. Inaugurée le 6 juin 1941 au Grand Palais, elle est mise en scène par Georges Henri Rivière. Elle propose la reconstitution d'une ferme normande en grandeur nature. L'agriculture est évoquée par des présentations animalières : basse-cour, défilés de chevaux et de manière allégorique à travers le thème de la « maison »,

¹⁷¹ / Georges Henri Rivière. 1942, p. 294.

¹⁷² / Anne-Marie Thiesse, *in* : Jacques Le Goff, 1998, p. 85.

dans la continuité des travaux commencés par les géographes comme Albert Demangeon, dans les années 1930¹⁷³. La politique du retour à la terre s'appuie sur une réhabilitation de l'habitat rural dans la fidélité aux traditions architecturales régionales.

Études et restaurations sous l'occupation

Des restaurations du patrimoine bâti se déroulent sous l'Occupation. En 1943, dans le Perche, le monastère de Sainte-Gauburge connaît une première consolidation par la JAC qui œuvre, en plein conflit, à la modernisation des campagnes, tout en agissant pour maintenir les traditions.



Cliché Richard Dupuis

Figure 14 : Prieuré de Sainte-Gauburge, cour intérieure, 2009

L'architecte et folkloriste Paul Dufournet, ami d'Arnold Van Gennep, participe à la reconstruction du village du Bosquel (Somme) sur le plateau picard avec le soutien du régime de Vichy. Il s'agit de favoriser l'idéologie de la propagande du retour à la terre¹⁷⁴.

Du 13 au 17 juin 1944 à Paris, se tiennent « les Journées de l'habitat rural ». Cette volonté justifie, dès 1941, une meilleure connaissance du monde rural et agricole grâce à la reprise d'enquêtes ethnographiques, dénommées « chantiers intellectuels », en particulier celle consacrée à l'architecture rurale, intitulée « EAR - chantier 1 425 ». Sous l'impulsion d'Albert Dauzat, d'Albert Demangeon et de l'architecte Le Corbusier, 1 759 monographies d'habitations rurales sont rédigées par une cinquantaine de jeunes architectes entre 1942 et 1945 selon des règles uniformes. Charles Parain* travaille sur la maison vigneronne. Le patrimoine rural, n'est d'ailleurs pas négligé dans le projet culturel de l'État français¹⁷⁵. Les « chantiers intellectuels » constituent une rupture épistémologique, en systématisant la collecte d'informations, d'objets

¹⁷³ / Albert Demangeon, 1939, p. 78-79.

¹⁷⁴ / François Calame, Vintilia Mihailescu, Marie-Christine Zelem, 1991, p. 153.

¹⁷⁵ / Isac Chiva, 1985, p. 8.

et le traitement scientifique de ces matériaux, entérinant le passage méthodologique du folklore aux sciences sociales.

La maison et le folklore constituent des thèmes dominants du projet culturel du régime de Vichy qui sont repris dans les réflexions autour de la mise en place de musées valorisant l'agriculture. Muséologie et régionalisme deviennent des patrimoines culturels.

I.D.2 Une dynamique muséale encouragée

L'État français porte toute son attention à la culture et l'éducation¹⁷⁶. Les musées disposent d'une place, que le régime favorise.

I.D.2.a Réorganisation des musées

Un statut durable

Le projet idéologique qui sous-tend ces réalisations valorise la dimension agricole et rurale du folklore et de l'ethnologie afin d'attacher les paysans au régime et de promouvoir les valeurs supposées de l'agriculture que les musées sont à même de pérenniser. Cet élan ne se traduit pas, faute de moyens, par l'ouverture significative de musées, mais plutôt par un intérêt renouvelé pour la question de l'agriculture au musée.

La loi du 10 août 1941 relative aux Musées des beaux-arts considère comme Musée toute collection, permanente et ouverte au public, d'œuvres présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique. Elle définit deux catégories, celle des musées nationaux classés (dont le nombre est inférieur à 20) et celle des musées contrôlés. Une commission des musées de province est instituée. Cette même loi réorganise pour plus d'un demi-siècle les musées de province. Le statut des musées, auparavant souvent départemental, devient national, classé et ou contrôlé*.

Acquisitions agricoles en temps de guerre

Les musées nationaux réalisent de nouvelles acquisitions entre le 2 septembre 1939 et le 2 septembre 1945. Elles sont exposées au **Musée du Louvre**, à la Libération, dès le 28 septembre 1945. Le **MNATP** présente dans une salle unique plusieurs vitrines consacrées à l'Alsace, la Saintonge, les enquêtes ethnographiques sur le mobilier traditionnel de la France « EMT - chantier 909 », sur l'architecture rurale « EAR - chantier 1 425 » ainsi que l'enquête sur les techniques artisanales, baptisée « chantier-810 ». Georges Henri Rivière rédige le texte

¹⁷⁶ / AN. Principes de la Communauté, affiche de propagande, imprimé le 20 juillet 1943.

du catalogue et insiste sur « la civilisation prémachiniste¹⁷⁷ ». 4 127 objets ethnographiques entrent dans les collections sur la période, hors estampes. Le musée acquiert de nombreux autres documents qui permettent de comprendre et d'expliquer chaque objet. À l'exemple du **Muséum national d'histoire naturelle**, le **MNATP** est un musée-laboratoire.

Le **Musée des arts et métiers** publie périodiquement le catalogue de sa collection. En 1945, il réalise le dernier volume en date, non publié.

I.D.2.b L'État favorise l'agriculture au musée

Des musées de terroir avec des collections agricoles pour diffuser la Révolution nationale

Dans la continuité du maillage existant avant-guerre et de la nouvelle dynamique favorable à la culture du monde agricole, encouragée par l'État français, les conservateurs de musées sont favorables à la création de musées régionaux d'arts et traditions populaires et sur le plan communal, à un réseau de petits musées locaux ou de terroir de plus faible envergure¹⁷⁸. Ces prises de position ont l'heur de répondre aux souhaits de la Corporation Nationale Paysanne. Celle-ci favorise la création de musées susceptibles de rendre attractives les campagnes. Il faut revitaliser les communes rurales menacées de désertification.

Le **Musée des arts et traditions populaires cévenoles** est créé dans le château de Roquedol à Meyrueis (Lozère). Il abrite des collections de musées nationaux de 1940 à 1944. D'autres musées de terroir et de folklore ouvrent leurs portes dans les communes des Gets (Haute-Savoie), de Luchon et de Tevel (Haute-Garonne), musées de statut régional à Millau et à Lille, Centre de documentation du vin et de la pierre au **Musée du Vin de Bourgogne**.

Le **Musée de Marzy**, « premier musée de village nivernais » fondé en 1938 par Victor Gautron du Coudray*, autour d'une salle consacrée à la viticulture traditionnelle en Nivernais, est proposé en exemple par l'État français pour prôner la fierté légitime de la terre. Musée de village par la volonté de son fondateur, il abrite une collection d'objets ayant tous Marzy pour origine. L'exemple de Marzy, de créer son musée local doit être étendu à chaque village de France. Les éléments ne manquent pas, épars sur le sol ou oubliés dans les recoins des demeures... Cette tâche émouvante et instructive, répond au mieux aux vœux du maréchal en faveur du retour aux traditions locales, à l'amour de la terre et à la reconstitution sociale de la cellule villageoise¹⁷⁹.

¹⁷⁷ / George Henri Rivière, 1945, p. 99-103.

¹⁷⁸ / Christian Faure, 1987, p. 80.

¹⁷⁹ / Henri Gasquet, 1942, in : Christian Faure, 1987, p. 79.

Joseph Vaylet*, folkloriste et Majoral du Félibrige, fonde le musée éponyme des **arts et traditions populaires d'Espalion** (Aveyron), au rez-de-chaussée de l'ancienne demeure du capitaine Bernardin de la Valette. Cet infatigable érudit collecte, grâce à une large campagne d'information réalisée par voie de presse, de nombreux objets agricoles qui constituent un véritable patrimoine rouergat. Georges-René Borias précise les avantages attendus des musées régionaux dans l'ancien journal socialiste lyonnais « L'Effort », devenu organe socialiste de reconstruction nationale rallié à Vichy comme l'éclosion de l'esprit d'unité, d'une unité basée sur des fonds communs, sur des choses tangibles, visibles sur les murs du musée communal. Cet objet devrait occuper une place particulière dans un effort nouveau et urgent, vers l'Unité Nationale¹⁸⁰.

Le **Musée folklorique de Beaujeu**, fondé vers la fin de 1938 par Marius Audin*, maître imprimeur à Lyon, historien régional et conservateur des traditions populaires, est réalisé en pleine guerre. Le musée présente l'agriculture et la viticulture dans la rage de n'avoir pas fécondé les terres de sa vieille ville natale de ses propres sueurs¹⁸¹.

La salle de l'Agriculture, « immense pièce de huit mètres sur 15 » est inaugurée en présence de Georges Henri Rivière, par le délégué du Ministère des beaux-arts, le 22 septembre 1943¹⁸². De plus, quatre autres de ses dix salles sont en relation directe avec l'agriculture : intérieur paysan beaujolais du XIX^e, vieux métiers disparus ; cave beaujolaise ; introduction à l'agriculture, salle agricole avec « loge » beaujolaise.

Le **Musée historique du Papier « la Feuille Blanche »** est inauguré au Moulin à papier Richard de Bas en 1943, à Ambert (Puy-de-Dôme), en présence de Georges Henri Rivière. Marius Péraudeau, le fondateur y relance la fabrication manuelle du papier feuille à feuille. Il propose de manière, tout à fait nouvelle, des animations et des ateliers pratiques autour du papier. Des projets innovants de musées itinérants sont abandonnés devant les pénuries croissantes.

Sous l'action de professionnels passionnés et de chantiers de jeunes, un office des matériaux des Monuments Français doit être construit au **Musée du Vin de Bourgogne**. En 1940, à Épernay, l'ancien Hôtel de sous-préfecture, qui héberge le musée, est réquisitionné par l'occupant. Il faut déménager les collections. En 1941, Ketty Van Gennep* la fille de l'illustre folkloriste, est recrutée pour gérer la bibliothèque municipale. Elle est également chargée des collections du **Musée du vin de Champagne** et de celui d'arts et de curiosités.

¹⁸⁰ / Georges-René Borias, 1943, p. 2.

¹⁸¹ / Lettre du 24 juin 1940.

¹⁸² / Musée cantonal folklorique de Beaujeu, 1947, p. 3.

Le 16 septembre 1943, la ville d'Épernay acquiert le château Perrier situé sur l'avenue de Champagne où siègent les grandes maisons de champagne. L'ouverture du musée vitivinicole renforce l'image de la ville et de son identité viticole.

Le maire estime indispensable de rouvrir au plus tôt le musée, censé attirer dans la ville de nombreux visiteurs, et constituer pour tous les étudiants une remarquable leçon de choses. De fait, la région d'Épernay, non seulement produit, mais élabore plus de la moitié du champagne qui est consommé dans le monde et il semble bien qu'à ce double titre la Ville se doive de posséder un musée spécialisé qui puisse lui faire honneur et qui soit en rapport avec l'importance de ce commerce¹⁸³. À la sortie de la guerre, la nouvelle prise en compte du rôle de la province et de ses infrastructures par l'État représente un facteur du développement du musée d'Épernay. Georges Salles*, directeur des musées de France entre 1945 et 1957, insiste sur l'importance qu'il attache aux musées de province qui doivent contribuer à l'enseignement d'une façon efficace et vivante, et le rôle qu'ils doivent jouer dans la renaissance du tourisme, source de prospérité locale, autant qu'apport considérable à l'économie¹⁸⁴.

L'action de l'abbé Jean Garneret*, fondateur de l'Association « Folklore Comtois » en 1937 est originale à plus d'un titre. Elle a pour but principal d'étudier la civilisation traditionnelle de la Franche-Comté, ses us et coutumes et, éventuellement, participer au fonctionnement de musées¹⁸⁵. L'abbé veut « rendre au peuple son butin » et réaliser un musée de plein air qui lève le voile sur la condition paysanne. Il acquiert dès 1943 avec l'aide de l'association « Folklore comtois » l'ancienne abbaye cistercienne de Corcelles-Ferrières (Doubs), dans le but d'ériger un **Musée paysan de folklore** « pour cette grande région qui n'en eut jamais » avec des collections agricoles et un laboratoire de recherches ethnographiques. Il souhaite restituer l'identité franche comtoise. Le musée est conçu comme un musée-laboratoire en vue d'effectuer le travail d'analyse et de réalisation de séries en relation avec un musée urbain destiné à la visite. Il ouvrira seulement en 1955. Il veut faire œuvre d'éducation paysanne et de conservation du patrimoine rural, raviver le souvenir des anciennes choses et des vieilles mœurs, enraciner davantage à la terre aux frères paysans, leur donner raison des grandeurs de leur métier¹⁸⁶.

¹⁸³ / Lettre du maire d'Épernay à Louis Budin, président de la Commission de propagande du CIVC, le 10 janvier 1949.

¹⁸⁴ / Lettre de Georges Salles au maire d'Épernay, le 10 juillet 1946.

¹⁸⁵ / Association Folklore comtois. [en ligne]. [Consulté le 26/01/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.folklore-comtois.fr/>

¹⁸⁶ / Jean Garneret, curé de Lantenne, 15 novembre 1943.

Cependant, les créations de toutes pièces se réalisent principalement en zone libre à l'initiative de particuliers. Ainsi, Horace Chauvet*, folkloriste catalan poursuit l'objectif des sociétés savantes catalanes qui ont déjà avant-guerre réalisé un embryon de musée perpignanais. Il crée en mai 1941 le **Musée du Roussillon**, dans les locaux historiques du Castillet, à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Une salle est consacrée à l'agriculture et au pastoralisme. L'inauguration du musée se déroule le même jour que la Maintenance du Félibrige. Ce musée est bien accueilli dans les milieux régionalistes.

En 1942, les musées et collections d'agriculture sont peu établis en terres de fermage, globalement situées dans la partie nord-ouest de l'espace métropolitain, sauf sur le sillon de la Seine. Les musées et collections agricoles sont surtout localisés dans les terres de faire-valoir direct et sont moins présents sur celles où le métayage domine¹⁸⁷.

Cette relation entre propriété et patrimonialisation de l'agriculture au musée, peut se comprendre en termes d'héritage symbolique, en regard de la transmission matérielle de la terre.

En 1942, le **Musée camarguais** est créé aux Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône) et le **Musée bonnevallais** à Bonneval (Eure-et-Loir). Le Musée de **Vulliod-Saint-Germain** à Pézenas (Hérault) présente des salles de la vigne et des outils. Les travaux de construction au **Musée de la forêt d'Hossegor** sont définitivement arrêtés le 22 avril 1942. En avril 1943, les militaires allemands font évacuer le littoral et minent le terrain, sans que le musée en souffre. En 1942, le prix Sully-Olivier de Serres est créé sur proposition de Jacques Le Roy Ladurie, ancien ministre de l'Agriculture. En 1943, Fernand Lequenne, secrétaire général de l'association Olivier de Serres, remet au ministère de l'Agriculture un projet de création des jardins Olivier de Serres avec utilisation de l'eau du ruisseau Gazel grâce au canal, toujours fonctionnel, construit par le grand agronome¹⁸⁸. En 1943, les Assemblées générales du Comité National, tenues à Paris et au Pradel, mettent en place un conseil de perfectionnement du **Musée du Pradel**. En 1942-1943, Georges Henri Rivière et Luce Prault, secrétaire général au ministère de l'Agriculture franchissent la ligne de démarcation pour se rendre épisodiquement de Paris au **Musée du Pradel**.

En avril 1943, à l'invitation de l'Escola Carsinola et sous la direction de son conservateur, un **Musée du Terroir à Saint-Antonin-Noble-Val** (Tarn-et-Garonne), est inauguré. Ces nouveaux musées sont souvent, ainsi qu'avant-guerre, l'œuvre d'associations régionalistes,

¹⁸⁷ / Carte V. p. 584 ; VI, p. 584.

¹⁸⁸ / Institut Olivier de Serres. Histoire de l'Institut. [en ligne]. [Consulté le 14/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.olivier-de-serres.org/historiqueinstitut.php>

comme pour le **Musée Ciotaden** de La Ciotat (Bouches-du-Rhône). Ces établissements disposent de riches collections d'ethnologie régionale qui présentent l'agriculture et le terroir.

En 1944, le **Musée Frédéric Mistral** est créé et en 1945 le **Musée du pays Brignolais**, ouvre dans le palais des comtes de Provence à Brignoles (Var). Ce musée de terroir présente les métiers d'autrefois en relation avec l'outillage agricole local. Créé par le Majoral du Félibrige, le docteur André Jaubert, il décrit l'agriculture, marqueur identitaire du terroir. Ces musées sont la plupart du temps installés dans des locaux municipaux.

La muséographie de Frédéric Mistral au **Museon Arlaten** fait plus que jamais figure de modèle. Fernand Benoit, conservateur, succède en 1934 au docteur Marignan à la tête du musée. Il introduit une nouvelle approche de la « civilisation matérielle provençale » et envisage, entre 1936 et 1941, de doubler la superficie des présentations muséographiques. Il intègre les métiers annexes de l'agriculture à la muséographie, ce qui fait école dans de nombreux musées. Il imagine ainsi une galerie des petits métiers du terroir mise en place avec le concours de l'École des Métiers d'Arles. Tourné vers un passé considéré comme immémorial et qui légitime son savoir-faire et sa créativité, l'artisan rejoint le laboureur, le berger, le gardian ou l'Arlésienne au répertoire des archétypes d'une culture régionale qui ne cesse de regarder derrière elle¹⁸⁹. Il va même jusqu'à évoquer la vie des bergers de Crau ou des gardians de la Camargue, immuables comme leur élevage, les métiers du terroir avec leurs vieilles techniques qui n'ont guère changé depuis Caton, Palladius et Columelle¹⁹⁰. Le maréchal Pétain en personne inaugure l'ensemble le 6 juillet 1941. Cette cérémonie légitime le recours aux valeurs régionalistes et rurales par le régime de Vichy¹⁹¹.

Le monde rural et ses métiers sont valorisés, mais aucun musée consacré exclusivement à l'agriculture n'est créé sous l'État français, bien que l'acquisition du château de Sully-sur-Loire (Loiret) soit envisagée en vue d'y implanter un **Musée vivant de la paysannerie** proposant animations culturelles et festives.

Muséologie et régionalisme

La muséologie sous Vichy, remarquable surtout par la proposition d'exemplarité de savoir-faire paysans et artisans, montre à l'évidence la volonté du pouvoir de créer des modèles¹⁹². Les scènes de vie paysanne, où l'artisanat règne, dans le cadre clos du terroir sont les plus appréciées.

¹⁸⁹ / Dominique Séréna-Allier, 2001, p. 157.

¹⁹⁰ / Fernand Benoit, 1945, p. 8.

¹⁹¹ / Dominique Séréna-Allier, 2001, p. 155.

¹⁹² / Christian Faure, 1987, p. 77.

Le régionalisme, relayé par les tenants de la Révolution nationale, constitue un des motifs principaux de création des musées dans lesquels l'agriculture est présentée. L'État français crée des « maisons régionalistes », comme à Tulle (Corrèze). Le terroir et la région sont valorisés par ces structures capables de « revivifier ces lieux trop verrouillés¹⁹³ ». Privilégiant la vie paysanne, ces structures ont une valeur patrimoniale de défense des régions que l'État français valorise.

La muséographie s'éloigne progressivement du souci d'évoquer par la reconstitution, qui animait les premiers conservateurs des musées ethnographiques ou folkloriques, pour rassembler les objets en les confrontant au sein de séries typologiques, ou de séquences fonctionnelles ou évolutives. Ces nouvelles modalités d'exposition, résolument pédagogiques, seront développées et mises en œuvre ultérieurement dans les galeries et vitrines consacrées à l'agriculture du **MNATP**. Après la Seconde Guerre mondiale de nombreuses collections agricoles sont présentées dans les grands musées régionaux selon ces modalités.

Le cinéma qui évoque l'agriculture, contraint au repli pendant le conflit, contribue à la patrimonialisation du monde agricole et rural et magnifie les terroirs et l'agriculture. Georges Rouquier* réalise des courts et des longs-métrages à la fois pédagogiques et artistiques comme *Le tonnelier* tourné à Lunel (Hérault) sorti sur les écrans en 1941, *Le charron* en 1943 et surtout *Farrebique* en 1944. Ces films font date et sont régulièrement présentés dans les musées d'agriculture, comme vibrants témoignages des savoir-faire liés au monde agricole.

Sous le Front populaire, puis sous la Révolution nationale, l'intérêt pour les collections agricoles se confirme par la volonté politique d'intégrer les agriculteurs à la nation et de les ériger en modèles. Il s'agit d'inventorier et de valoriser les signes identitaires d'une France qui se reconnaît autant dans ses terroirs que dans la nation. La poussée patrimoniale se précise à travers chantiers ethnographiques, reconstructions, fêtes et glorification des campagnes et des paysans. Les attentes vis-à-vis de l'agriculture changent de manière radicale avec la Libération.

Le besoin de nourrir le pays recouvre l'identification du pays à ses agriculteurs, tandis que la motorisation bouleverse en quelques années paysages et pratiques agricoles. Le monde agricole connaît des succès incontestables. Il nourrit le pays, mais au prix d'une disparition de ses pratiques, de ses outils, de ses traditions et de ses agriculteurs. Cet effacement rapide d'un monde motive connaisseurs et érudits pour obtenir relais, audience et participation des citoyens à la muséification de l'agriculture.

¹⁹³ / François Dagonnet, 1984, p. 12.

Les Trente Glorieuses concrétisent ce mouvement d'entrée de l'agriculture dans les musées. L'agriculture devient patrimoine culturel. Il faut sauvegarder ce qui peut l'être. L'agriculture est progressivement patrimonialisée et muséifiée.

II. Des Trente Glorieuses au XXI^e siècle : l'agriculture au musée

Les musées d'agriculture se multiplient lorsque la génération de rénovateurs de l'immédiat après-guerre quitte progressivement l'activité et que les outils et pratiques d'avant la motorisation disparaissent des champs.

II.A 1944-1973, une agriculture en plein développement, des musées émergents

L'agriculture nationale connaît une révolution technologique que les collections et musées agricoles ne prennent pas encore en compte. Les muséographies marquées par le folklore et les arts et traditions populaires perdurent. De nouvelles formes muséographiques émergent. Elles concernent en premier lieu, la présentation des objets de l'agriculture et la reconnaissance patrimoniale des territoires agricoles.

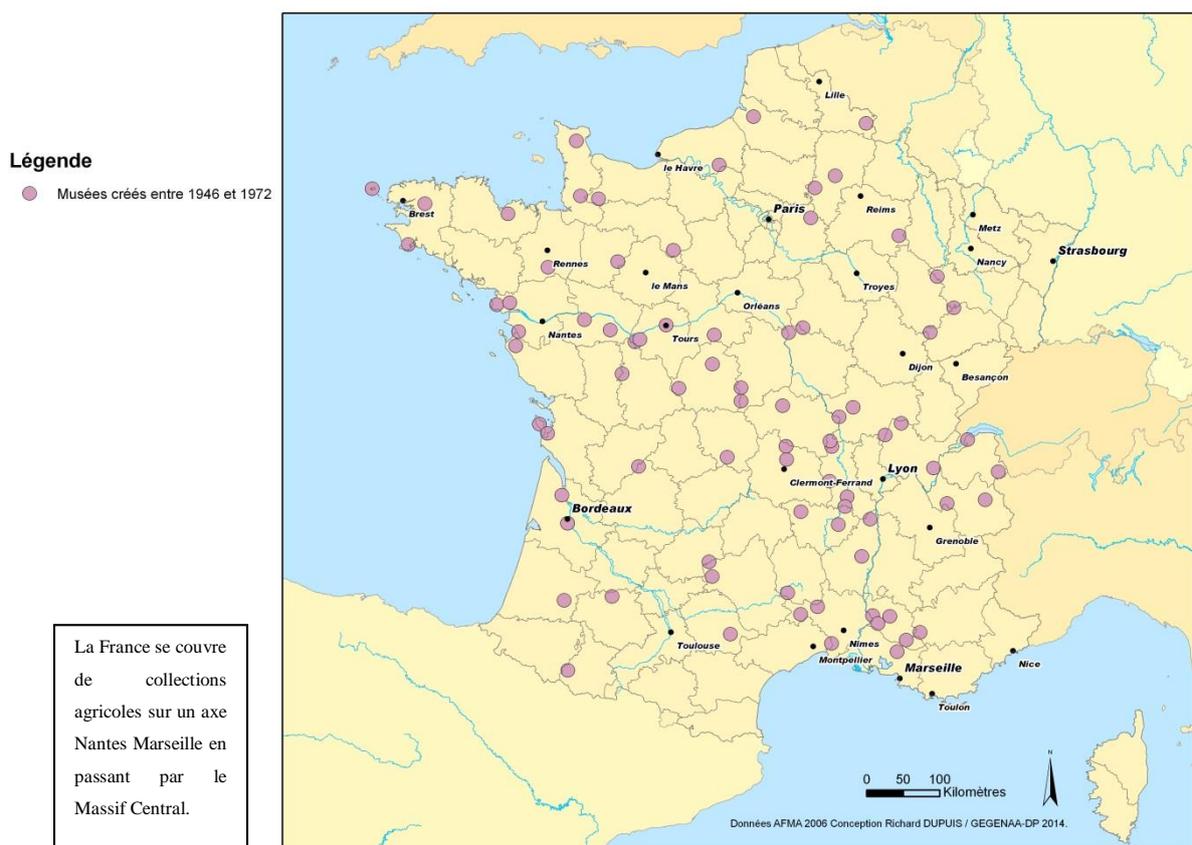


Figure 15 : Nouveaux musées de 1946 à la fin des Trente Glorieuses (carte)

II.A.1 Révolution agricole et timide muséalisation

La France meurtrie par le second conflit mondial, se relève au rythme de la motorisation des champs et d'un renouvellement des musées qui, après 1959, dépendent majoritairement du ministère de la Culture. La prise de conscience de la disparition de l'agriculture traditionnelle émerge.

II.A.1.a Planifier l'agriculture et le développement des musées

Une agriculture à l'écart de la culture

Les modifications rapides du paysage productif et culturel de l'agriculture mettent en mouvement la prise de conscience patrimoniale de l'agriculture. En 25 ans, l'agriculture française a changé plus qu'elle ne l'avait fait pendant les 70 ans qui séparent la fondation de la Troisième République de la fin de la Seconde Guerre mondiale¹⁹⁴.

Les Trente Glorieuses se caractérisent par la continuité de la pensée agrarienne*, une productivité agricole inégalée, l'organisation et la régulation des marchés par l'État et l'Union européenne¹⁹⁵. Le monde rural change en profondeur : la population paysanne agricole active est de 7, 4 millions en 1946 sur un total de 40, 5 millions d'habitants. La production agricole double entre 1946 et 1974¹⁹⁶. Tandis que les campagnes se vident, les villes se gonflent et les modes de vie paysans tendent à s'uniformiser. La césure créée par la Libération est totale : matérielle, économique, institutionnelle et culturelle. Le Gouvernement provisoire de la République française, puis les dirigeants du début de la IV^e République gouvernent un pays à reconstruire.

La création du Commissariat au Plan dirigé par Jean Monnet et le « Plan Monnet » (1947-1950), premier plan quinquennal de modernisation et d'équipement (dont l'un des six secteurs de relance concerne le machinisme agricole) sont destinés à moderniser au plus vite la France, incapable de nourrir sa population. Le Programme de Reconstruction Européenne (European Recovery Program ou ERP), « plan » du Secrétaire d'État américain Georges Catlett Marshall annoncé le 5 juin 1947, à l'Université de Harvard, relaie le « plan Monnet » et permet l'arrivée de matériels agricoles états-uniens. L'acceptation de ce plan, qui s'étale jusqu'en 1952, soulève une certaine inquiétude concernant la mainmise des États-Unis sur l'économie nationale. Sa mise en œuvre trace la ligne de partage entre les pays qui acceptent l'aide, dont la France, seconde bénéficiaire après le Royaume-Uni, et ceux qui la refusent.

¹⁹⁴ / Georges Duby et Armand Wallon, 1977, p. 120.

¹⁹⁵ / Pierre Barral, 1968.

¹⁹⁶ / Mélanie Gambino, Céline Laisney, Julien Vert, 2002, p. 20.

L'agriculture française et les industries liées consomment 32 % des 1 340 milliards de dollars alloués à 90 %, sous forme de dons en nature. L'introduction massive de matériels états-uniens modifie en profondeur les modes de vie et les paysages agricoles. Ce matériel agricole importé en France figure en bonne place dans les musées du machinisme agricole. La mécanisation s'installe durablement dans les champs : le parc de tracteurs s'accroît considérablement et passe de 37 000 unités en 1945 à 1 010 000 en 1964, soit un accroissement de 2 729 % en une vingtaine d'années ! En 1955, 65 000 tracteurs sont construits en France dont, 60 % de marque américaine. 70 % des paysans ne sont pas encore équipés.

La création de l'Union européenne par la signature des traités de Rome le 25 mars 1957 modifie le monde agricole en profondeur. Ces traités permettent en 1962 de fonder la Politique agricole commune (PAC), sujet récurrent de mécontentement de la part de la profession. La France se voit confier la mission de nourrir les pays membres. La même année, l'État encadre ce processus par la loi d'orientation agricole, voulue par Edgar Pisani*. L'agriculture fait un bond dans le mouvement mondial qui pousse à participer toujours plus intensément aux circuits de production et d'échange des marchandises.

De nouveaux organismes sont créés, afin d'accroître la productivité des sols. C'est le cas de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) fondé en 1946 afin de rendre le pays autosuffisant sur le plan alimentaire. Les agriculteurs, par les institutions professionnelles créées à la Libération, influent sur les décisions et les projets qui les concernent, qu'ils soient techniques, économiques ou culturels. Le monde agricole poursuit sa structuration. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA*) est créée le 27 mars 1947, dans un climat de retour au conservatisme. Aucun ministre de l'Agriculture n'est issu de la gauche entre François Tanguy-Prigent en 1944-1947 et Édith Cresson en 1981-1983.

La société rurale française mue, au rythme de l'exode rural, de la mécanisation et de l'intensification globale de la production. La jeune génération du développement rural passe pour sa fraction la plus dynamique, par le giron de la JAC. Cette génération, mûrie à l'ombre de la FNSEA, trouve dans le cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA)*, créé en 1947, l'outil syndical à même d'encadrer le mouvement social dont elle est porteuse et de se faire le porte-parole d'un projet agricole « syndicaliste, coopératif et mutualiste » autour de l'exploitation familiale viable¹⁹⁷.

Pour moderniser le monde agricole, les initiatives culturelles présentent un caractère militant. Plus de 70 000 jeunes viennent au meeting de la JAC au Parc des Princes à Paris, lieu

¹⁹⁷ / Annie Bleton-Ruget, 2002, p. 29.

prestigieux des grands rassemblements populaires, notamment sportifs, les douze, treize et 14 mai 1950. Toujours à l'initiative de la JAC, de septembre 1947 à décembre 1950, l'exposition ambulante « La maison rurale » circule dans 24 départements de l'ouest de la France, depuis le Finistère jusqu'à l'Eure-et-Loir, et convainc les agriculteurs de moderniser leurs habitations dans un esprit d'efficacité et d'intégration sociale¹⁹⁸.

Le passage de la traction animale à la motorisation se réalise en une seule génération. Les tracteurs Fergusson, « Petits gris », venus avec le plan Marshall arrivent dans les nombreuses exploitations françaises. En 1950, toujours fidèle à la Porte de Versailles, le salon de l'agriculture, renaît de ses cendres et prend progressivement sa forme actuelle.

Les années 1960 connaissent de nouvelles prises de conscience. Les mouvements progressistes doivent se réorganiser, comme la JAC en 1965. La fragilité de l'espace rural inquiète une partie de l'opinion publique, lorsqu'il devient patent que celui-ci est menacé par l'extension des villes et plus encore par le développement des infrastructures nécessaires à cette urbanisation¹⁹⁹. Est-ce « la fin des paysans » comme le prédit le sociologue Henri Mendras en 1967 ? Les efforts fournis par l'État en direction du monde agricole sont motivés par la volonté d'adapter les modes de vie ruraux à la modernisation du pays.

Les musées relèvent du nouveau ministère des Affaires culturelles

Les musées qui exposent l'agriculture se font l'écho de l'évolution du pays en promouvant l'histoire de l'agriculture et des paysans. Ces musées s'inscrivent dans une évolution institutionnelle favorable, mise en œuvre par l'ordonnance du 17 avril 1945 qui définit l'organisation provisoire pour les musées nationaux. L'ordonnance du 13 juillet 1945 répartit les musées des beaux-arts en deux statuts : classés ou contrôlés. La Direction des Musées Nationaux devient la direction des musées de France (DMF*). Ce changement d'appellation traduit une réforme d'attribution et de structure. Aux 26 musées nationaux*, presque tous situés à Paris ou aux environs, se trouvent rattachés les 1 000 musées de province.

L'État se dote d'un corps de conservation à la mesure des nouveaux besoins professionnels des musées. Les conservateurs* des musées nationaux et les inspecteurs des monuments historiques contrôlent l'ensemble et acquièrent le statut de fonctionnaire. Les conservateurs des musées classés, fonctionnaires d'État, sont nommés par le ministre de l'Éducation nationale. Ceux des musées contrôlés ne sont pas fonctionnaires d'État, mais nommés par le ministre et sous son contrôle. Cette réforme stimule les initiatives privées et

¹⁹⁸ / Danielle Barres, 1985.

¹⁹⁹ / Georges Duby, 1992.

favorise une décentralisation technique. Si l'Inspection des Musées de province siège toujours à Paris, elle a pour but d'irriguer la province en matière de muséographie novatrice. L'Inspection des musées d'histoire naturelle dépend du Muséum national d'histoire naturelle, tandis que les musées techniques sont du ressort du **Musée des arts et métiers**. L'ensemble est dirigé par un inspecteur général et trois inspecteurs principaux. Ils visitent les musées et les animer²⁰⁰.

Le ministère des Affaires culturelles est créé par le décret fondateur du 24 juillet 1959, avec pour mission...

« de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français²⁰¹. »

André Malraux structure les institutions culturelles aux niveaux national et régional. En janvier 1961, dans le cadre de la préparation du IV^e plan (1962-1965) la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique est constituée. Elle est reconduite en 1966 dans le cadre du V^e plan (1966-1970) sous forme de tranches régionales. En 1963, sur la préconisation de Jacques Delors, chef du service des Affaires sociales et culturelles du Commissariat général au plan (1946-2006), le service Études et Recherches est créé au sein du ministère des Affaires culturelles. Il est confié à Augustin Girard²⁰².

Les premiers jalons de la décentralisation sont posés en matière culturelle, le 23 février 1963, par la circulaire d'André Malraux relative aux conditions de coordination administrative pour la préparation et la mise en œuvre des programmes de caractère culturel se rattachant au plan d'équipement qui institue auprès de chaque préfet coordinateur, un Comité régional des affaires culturelles (CRAC). Ces Comités constituent la première forme de représentation transversale du ministère en région et sont associés à la préparation des plans régionaux d'équipement. Le bureau de la programmation et de l'animation régionale, selon l'arrêté du 12 mars 1969, est chargé d'impulser et suivre la politique de déconcentration²⁰³. En 1969, Malraux adresse une lettre de mission aux trois premiers « directeurs régionaux des Affaires culturelles » (DRAC). Ce sont les précurseurs des 22 autres DRAC qui sont créées au cours des dix années suivantes. Celles-ci deviennent effectives en 1977 avec la signature du

²⁰⁰ / Guy Gaudron, 1947, p. 368-372.

²⁰¹ / Olivier Todd, 2001, p. 428.

²⁰² / Ministère de la Culture et de la Communication. *Histoire du Ministère. André Malraux*. [en ligne]. [Consulté le 06/08/2014)]. Disponible à l'adresse : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Ministere/Histoire-du-ministere/Les-ministres/Andre-Malraux>

²⁰³ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Histoire du ministère. André Malraux*. [en ligne]. [Consulté le 16/07/2014)]. Disponible à l'adresse : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Ministere/Histoire-du-ministere/Les-ministres/Andre-Malraux>

décret d'existence des DRAC par Françoise Giroud, ministre de la Culture. Elles encadrent dorénavant les initiatives muséales grâce aux conseillers-musées. La relation Paris province se fait plus harmonieuse.

Le nouveau ministère des Affaires culturelles s'édifie principalement à partir des services de l'Éducation nationale (direction générale des Arts et Lettres, direction de l'Architecture, direction des Archives de France). Le statut des musées est modifié. Du ressort de l'Instruction publique depuis Jules Simon, ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement provisoire formé le 4 septembre 1870, jusqu'en 1959, ils passent sous la tutelle du ministère des Affaires culturelles. Le ministère de l'Éducation nationale continue de gérer les musées scientifiques, **MNHN** et **Musée des arts et métiers**, tandis que les autres musées publics dépendent du ministère des Affaires culturelles. Le monde muséal bascule d'une problématique d'éducation culturelle à celle de l'accès pour tous à la culture. Les premiers services éducatifs voient le jour dans les années 1950. En 1962, la création des maisons de la Culture sert l'objectif de la démocratisation culturelle. Les transferts de pouvoir permettent l'organisation d'expositions, de manifestations et de créations de musées agricoles sur tout le territoire.

En 1963, la déconcentration des services est actée avec la mise en place de correspondants permanents chargés de coordonner les projets culturels en s'appuyant sur les conservations régionales des bâtiments de France. Le 13 septembre 1963, un décret permet de mettre en place un corps de la conservation des musées de France* avec un nouveau statut. La diversification des tutelles permet la spécification du monde muséal. André Malraux crée le 4 mars 1964 l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France, institution majeure de patrimonialisation qui recense, canton par canton, tous les éléments du patrimoine historique national « de la petite cuillère à la cathédrale ». L'inventaire élargit ainsi la reconnaissance des objets et biens non pris en compte à cette date. Le 3 février 1977 un décret porte création des directions régionales dans chaque région. Le premier directeur est nommé en Champagne-Ardenne, un an plus tard²⁰⁴.

À partir des années 1970, de nouveaux patrimoines sont reconnus en tant que tels. Ce processus concerne les matériels agricoles produits et utilisés, de 1850 à 1950, époque qui mène de la révolution industrielle à celle de la motorisation de l'agriculture. Ce patrimoine est constitué d'objets vernaculaires, utiles dans le travail et l'espace domestique. C'est la matière

²⁰⁴ / Direction des Affaires culturelles Champagne-Ardenne. [en ligne]. [Consulté le 20/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.culture.gouv.fr/champagne-ardenne/1drac/nav2_mission.html

même de nombreux musées d'arts et de traditions populaires et de terroirs qui maillent progressivement le territoire. La patrimonialisation se complexifie.

D'un ensemble de lieux (monuments, cathédrales, sites,...) séparés, entités individuelles, que le visiteur rencontrait brutalement, « photographiquement », nous passons à la perception d'un patrimoine fait de lignes, de pans et de volumes. Entre ces points augustes d'antan, nous distinguons maintenant d'autres points à l'infini, autres objets, autres pratiques, autres projets aussi²⁰⁵.

Sur la scène mondiale, dans le prolongement de la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de ses organismes affiliés, l'ICOM créé en 1946 fait bénéficier les musées d'une visibilité nouvelle et d'une reconnaissance accrue. Les résolutions et recommandations adoptées par la cinquième assemblée générale de l'ICOM de Genève (Suisse) du 9 juillet 1956 concernant le développement des musées de plein air en témoignent. Ces structures sont à même de conserver les ensembles ou éléments authentiques d'architecture, caractéristiques des genres de vie, de l'habitat, des activités agricoles, artisanales [...] de cultures en voie de disparition²⁰⁶.

Georges Henri Rivière dirige l'ICOM de 1948 à 1966. Il fait valoir la présence française, l'ethnologie et les musées d'agriculture et organise pour les membres de l'ICOM la visite du **Musée du Vin de Bourgogne**. Les musées qui évoquent l'agriculture s'insèrent modestement dans la politique culturelle.

²⁰⁵ / Christian Dupavillon, 1992, p. 13.

²⁰⁶ / ICOM. *Geneva 1956*. [en ligne]. [Consulté le 03/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://icom.museum/la-gouvernance/assemblee-generale/resolutions/geneva-1956/L/2/>

II.A.1.b Floraison des musées de terroir

Les musées de produits se développent avec l'aide du MNATP

Les musées autres que de beaux-arts sont peu reconnus par l'État. 85 musées ruraux et agricoles ouvrent leurs portes entre 1945 et 1973. Ces nouveaux venus sont en majorité implantés dans des régions de production viticole ou d'élevage²⁰⁷. Ces créations sont très diversifiées et relèvent de l'initiative privée ou des pouvoirs publics locaux. Elles sont souvent favorisées par le relais parisien du **MNATP**.

Dans le prolongement des actions entreprises avant-guerre, la promotion de l'action économique, par le biais des sciences de l'homme et de la nature, s'avère particulièrement audacieuse à la création du **Musée de la forêt d'Hossegor**.

Cependant, bien que l'État ait investi 2 585 207 francs de 1938 à 1944, le musée qui traite de la forêt n'est plus soutenu. L'administration des Eaux et Forêts du ministère de l'Agriculture renonce à l'achèvement du projet muséal et refuse les crédits d'entretien²⁰⁸. Seul musée d'État (avec le **MNATP**), pour lequel les archives sont versées aux Archives nationales, son activité naissante innovante cesse.

Malgré cette exception d'envergure, de nombreux grands musées de province enrichissent progressivement leurs collections d'arts et de traditions populaires. Le **Musée Alsacien** de Strasbourg édite entre 1946 et 1948 une série de recueils d'études, *Artisans et paysans de France* et ouvre une salle d'agriculture en 1952-1953, puis une seconde salle consacrée aux vallées vosgiennes en 1965. Il dispose alors de 1 700 objets et outillages d'agriculture.

Le vin est un produit alimentaire pionnier de la patrimonialisation et de la muséification de l'agriculture. Ainsi, le décret du 16 juillet 1947 de création de l'Institut National des Appellations d'Origine des vins et des eaux-de-vie présente une double portée : économique en confortant une filière agricole dans son exigence de qualité, mais aussi culturelle.

Les musées qui présentent les productions vitivinicoles s'appuient sur une filière structurée et des produits identifiés. Le **Musée du Vin de Bourgogne**, décidé par Georges Salles, est inauguré le 8 juin 1949 dans l'ancien Hôtel des ducs de Bourgogne. Musée contrôlé par la DMF, il constitue une référence pour les musées vitivinicoles. Les collections proviennent essentiellement de dépôts : de l'ancien **Musée des métiers bourguignons**, du **MNATP** et de collectes régionales menées par André Lagrange (environ 650 objets). La plupart

²⁰⁷ / AFMA, 2006.

²⁰⁸ / Jeannine Falcou-Rivière, 2004, p. 30.

des objets présentés dans la salle des travaux de la vigne et dans celle des travaux du vin sont déposés par le **MNATP** dès 1946 et jusqu'en 1960. Plus de 600 documents, outils et œuvres le sont, grâce à l'intervention de Georges Henri Rivière, en liaison avec le conservateur Joseph Délissey. Georges Henri Rivière développe une muséographie de l'ethnologie du domaine français, qu'il ne peut effectuer à Paris faute d'espace au **MNATP**. Depuis les années 1950, les musées se multiplient sur les terroirs de tradition viticole dans de nombreuses localités produisant déjà du vin avant le phylloxéra.

L'Armagnac est une eau-de-vie fabriquée par distillation de vins blancs secs. En 1954, le **Musée de l'Armagnac** est créé à Condom (Gers), par Henri Polge, archiviste départemental. Ce musée est alors installé dans une galerie qui surmonte un cloître de style gothique flamboyant attenant à la cathédrale. Les nombreuses salles sont dédiées aux différents aspects de la production de l'Armagnac : travail des sols, taille, traitement de la vigne, protection des récoltes, vendange et pressage, distillation, tonnellerie, poteries et verreries, arts et folklore dans l'esprit du **Musée du Vin de Bourgogne**.

Les produits dérivés du lait, et en particulier, les fromages occupent une place croissante dans la muséographie agricole du fait de leur présence ancestrale dans l'activité agricole et l'alimentation quotidienne. La fabrication de la fourme de Montbrison (Loire) est présentée dans une ferme traditionnelle du Forez du XV^e siècle, avec salle commune, étable, grange, cave à fourme et saboterie. Au **Musée de la Fourme et des traditions populaires**, la maison Sauvagnarde à Sauvain (Loire) propose l'explication de la fabrication de la fourme et la vie rurale dans les jasseries de Pierre-sur-Haute. Des objets caractéristiques de métiers locaux sont exposés : sabots, chapelets. Le travail de la laine est présenté depuis l'élevage des moutons jusqu'au tricotage ; le chanvre de la culture au filage. Les métiers forestiers caractéristiques, comme les scieurs de long figurent dans les vitrines.

Une grande diversité préside aux thèmes et aux objets présentés. Ces musées sont les prémices des musées de produits et maisons qui font florès dès les années 1990.

Nombre de musées de terroir sont créés en 1969. Certains, comme le **Musée agricole et archéologique de Jonvelle** (Vosges), installé près de vestiges gallo-romains recourent à l'archéologie pour constituer leur muséographie. Les outils et le matériel artisanal et agricole exposés illustrent la vie de la campagne sous-vosgienne depuis le XIX^e siècle. Une fruiterie est reconstituée grandeur nature. Les changements produits par la mécanisation ne sont pas oubliés.

Paysans dans les musées

Ce mouvement de création de musées se concrétise dans une conjonction d'actions patrimoniales qui trouvent audience auprès d'un vaste public. Ces musées s'implantent sur des territoires ruraux qu'ils contribuent à identifier et à valoriser. La plupart sont issus d'initiatives personnelles, comme le **Musée Paul Pastre**, situé dans le château de Marsillagues en 1949. Ils constituent l'œuvre d'une vie, comme le **Musée de la Paysannerie et de l'Artisanat forézien**, à Ambierle (Loire). Ce musée est réalisé grâce à la passion et l'acharnement d'Alice Taverne et de son père et grâce à l'aide de l'historien local, l'abbé Robert Bouiller. Alice Taverne ne sollicite aucune aide officielle pour préserver toute son indépendance.

Ce musée est d'abord le résultat d'une passion qui se réalise, à l'époque où le folklore devient ethnographie, avec le souci de rigueur que sa créatrice puise dans son idéal scientifique²⁰⁹. Inauguré en 1952 par le préfet Pierre Dumont, il présente un thème qui deviendra classique : « l'âge d'or des campagnes entre 1840 et 1950²¹⁰. »

Alice Taverne agit en ethnologue et observe le monde paysan et note les rites qui accompagnent le travail de la terre : bénédiction des champs, implantation de croix, observation des lunaisons et de tous ces frémissements de la terre que sait déchiffrer le paysan²¹¹. La collection agricole ne comprend alors guère qu'un van, deux fléaux, une pelle à grain, et quelques accessoires symboliques du même genre. Cela s'explique par le fait que dans les années trente, tout ce matériel est encore utilisé et que peu de personnes pensaient alors à conserver les modèles obsolètes. Dès que le machinisme agricole des années cinquante s'impose, on brûle sans états d'âme les herbes en bois et les vieux araires. La créatrice préserve deux de ceux-ci, dont l'un lui est envoyé par Claude Javelle, le paysan-poète d'Apinac²¹². La collection agricole se développe surtout à partir des années 1970. L'initiative, nouvelle dans la région, conquiert habitants et visiteurs. La collection purement agricole est cependant quantitativement limitée. Alice Taverne est une des rares femmes à créer un musée et à le diriger. Les recherches ethnologiques seront poursuivies à partir du musée²¹³.

Des musées de plus petite taille se développent également. Occupant différentes parties d'une ancienne ferme, dont l'ancienne grange, le **Musée des Traditions paysannes de Bourgogne Nivernaise** de la Celle-sur-Loire (Nièvre) présente la vie rurale ancienne des

²⁰⁹ / Robert Bouiller, 2003, p. 5.

²¹⁰ / **Musée Alice Taverne**. *Ce qui vous attend dans notre musée*. [en ligne]. [Consulté le 17/04/2012].

Disponible à l'adresse : <http://www.museealicetaverne.fr/>

²¹¹ / Robert Bouiller, 2003, p. 23.

²¹² / *Ibid.*, p. 24.

²¹³ / Robert Bouiller, 2009.

habitants de Cadoux. Diverses machines agricoles, présentes bien avant l'ère de la motorisation, permettent de comprendre l'évolution des moyens d'exploitation du sol. Fruit d'une mobilisation exemplaire des villageois, il est inauguré le 1^{er} août 1971.

La plupart des promoteurs des musées agricoles veulent que les agriculteurs prennent conscience de la valeur culturelle de leur métier. C'est le cas de l'abbé Jean Garneret, lorsqu'il consulte Georges Henri Rivière afin de créer un musée qui évoque et réhabilite les paysans francs-comtois²¹⁴. Cette démarche militante nécessite, à ses yeux, de conserver l'essentiel de la culture paysanne franc-comtoise. C'est dans ce but qu'il entreprend d'intéresser le directeur du **MNATP** à cette singulière entreprise qui veut être une réalisation nettement paysanne et décentralisée²¹⁵.

Lors de l'inauguration le 26 octobre 1952 du **Musée paysan** dans l'abbaye de Corcelles-Ferrières, l'abbé estime que...

« la maison de Corcelles sera une maison de famille pour tous les Comtois ».

Il veut affirmer l'identité Franc-Comtoise. Le **MNATP** y dépose alors divers objets, dont des métiers à tisser. Le **Musée paysan** doit éduquer la paysannerie à son histoire et à celle de l'agriculture.

L'approbation et l'aide de l'échelon parisien favorisent les décisions d'ouverture et de pérennité de musées. Le **Musée paysan** est lié à la mission que le ministère de l'Éducation nationale confie à Jean Garneret en 1948 : créer le **Musée comtois d'arts et traditions populaires à Besançon**. Celui-ci est tout d'abord installé au palais Granvelle sous la direction de la conservatrice du musée des beaux-arts. Georges Henri Rivière encourage le projet. Puis, le musée est déplacé dans le Front Royal de la prestigieuse citadelle de Vauban dès que l'Armée la cède à la ville, le 21 juin 1960. Une salle est consacrée aux ruminants et au lait. Une autre salle expose la cuisine comtoise. La profession agricole apporte son concours, ainsi les établissements fromagers Migeon. La même année, l'association « Folklore comtois » est créée sous l'impulsion de l'abbé. En 1968, l'abbé acquiert une maison à Petite-Chaux (Doubs), dont il fait un musée, reconstitution d'un véritable intérieur comtois. Cette habitation est détruite huit ans plus tard par le feu. Pour chacune de ces institutions, l'abbé sollicite les décideurs avec succès. Le **Musée comtois** est soutenu par les maires bisontins successifs : Jean Minjoz, Robert Schwint et Jean-Louis Fousseret, par plusieurs adjoints en particulier Raymond Vauthier, originaire de Clerval comme l'abbé et camarade de lycée, mais aussi par le conseil général du

²¹⁴ / Lettre du 27 novembre 1943.

²¹⁵ / Pierre Bourgin, 2002, p. 33.

Doubs, avec ses présidents et adjoints, en particulier Albert Migeon, maire de Lanterne-Vertières, paroisse de l'Abbé et promoteur de la Saline royale d'Arc-et-Senans.

La sensibilisation de la population à la culture agricole et rurale répond à l'urgence de conserver un monde qui disparaît.

L'approche par le folklore imprègne la plupart des choix des objets et des discours muséographiques. Cependant, sous l'influence du **MNATP** et de l'ethnologie, les expositions présentent les collections de manière organisée, et plus étayée.

Devant l'exode rural et la modernisation des fermes, Félicie et Albert Demard, amateurs éclairés, partant de rien, constituent avec ténacité une première collection d'objets agricoles en Haute-Saône dès 1952. Cette collection est réalisée au prix d'un démarchage et d'une prospection inlassables. Aussi, en 1957, l'appui de Jean Vergnet-Ruiz, inspecteur des Musées et de Georges Henri Rivière qui se déplacent à l'occasion de la première exposition au château de Champlitte (Haute-Saône), nouveau siège du musée, permet au couple Demard d'affirmer que désormais la machine est en route et qu'ils travaillent avec beaucoup d'enthousiasme²¹⁶ ! Le château de Champlitte et son **Musée Albert et Félicie Demard** devient propriété du conseil général de Haute-Saône en 1963. La muséographie évoque la vie paysanne et artisanale d'un bourg au XIX^e siècle. Il est caractéristique de la conjonction d'un terroir et d'une volonté. Leur fils Jean-Christophe devient conservateur du musée.

Les associations d'Amis favorisent l'émergence de musées de terroir. Ainsi, en 1959, dans la Loire, l'association des Amis du Vieux Crozet et de la Pacaudière installe, un **Musée d'arts et traditions populaires** dans un intérieur typique. Celui-ci présente des objets et des histoires locales. Des ateliers de métiers anciens, sabotier, maréchal-ferrant, métiers du bois et un intérieur paysan, animé par les objets de la vie courante d'autrefois sont accessibles.

Les musées des beaux-arts exposent depuis le XIX^e siècle la paysannerie dans leurs galeries. Dorénavant, les œuvres d'art sont également exposées dans quelques musées d'agriculture innovants. À Chens-sur-Léman en Haute-Savoie, dans le bâtiment des Granges-de-Servette le 1^{er} juillet 1962 le **Musée Milouti**, qui rapproche art contemporain et outils anciens ouvre ses portes. Le docteur Jacques Miguet et l'association Art et Culture sont les chevilles ouvrières de cette grange d'une exceptionnelle beauté, à la fois berceau et mausolée, qui présente la fin de la civilisation agricole millénaire avec ses outils sacerdotaux et qui expose

²¹⁶ / *Des gens et des choses : Albert et Félicie Demard : une passion haut-saônoise* : [exposition, Vesoul], Archives départementales de la Haute-Saône, 4 décembre 2003-17 avril 2004, p. 20.

les artistes de la figuration contemporaine les plus prometteurs de leur temps²¹⁷. Ce musée préfigure les rapprochements d'activités artistiques dans les musées d'agriculture.

Le monde rural magnifié de la III^e République devient le sujet de nombreuses muséographies. Le **Musée d'arts et traditions populaires de Treignac** (Corrèze) retrace la vie familiale corrézienne. L'intérieur de la maison traditionnelle avec outils à tisser, carder et filer la laine constitue le cœur de la présentation. L'exposition est organisée à partir des tâches du monde rural : travaux des champs, moissons, sans oublier les métiers : scieur de long, sabotier, vannier avec paillassous et paniers, laveuse, tisserand. On y trouve aussi la reconstitution d'un « travail », utilisé autrefois pour ferrer les bœufs et les outils de l'apiculteur. Le docteur Querouil, maire de Bourgneuf-en-Retz (Loire-Atlantique), crée en 1966 l'association des « Amis du pays de Retz », pour rassembler les objets témoins du passé, puis le **Musée des pays de Retz de Bourgneuf-en-Retz**, afin de sauvegarder et promouvoir le patrimoine naturel et culturel du pays de Retz. Ce musée comprend deux salles du travail de la terre. La **Maison du village d'Offwiller** (Bas-Rhin), le **Musée associatif des Vallées cévenoles** à Saint-Jean-du-Gard (Gard) mettent en situation et en valeur le travail agricole en relation avec les territoires. Le **Musée des arts et traditions populaires de Haute-Loire** à Lavaudieu, constitué d'une ancienne boulangerie et d'une maison vigneronne restituée, la vie des habitants d'un village brivadois du XIX^e siècle au travers des objets et outils du quotidien. La perspicacité des amateurs éclairés du patrimoine agricole autorise la création de structures originales qui permettent souvent la conservation de biens et de pratiques négligés : granges, corps de fermes, mais aussi outils et savoir-faire.

Ces structures muséales témoignent de l'agriculture, dans des musées implantés sur des terroirs de forte tradition agricole. Ils sont plus nombreux éloignés de Paris, là où les traditions rurales ont fait l'objet de recherches et de démarches conservatoires. Ce mouvement de muséification des terroirs agricoles s'amplifie dans les années 1970.

L'initiative privée rencontre le soutien public, comme en Normandie avec l'action exemplaire du professeur d'allemand Daniel Lavallée, ardent défenseur des maisons à pans de bois du vieux Rouen. Également, la vaste collection d'arts et traditions populaires qu'il constitue est abritée dans le château de Martainville à partir de 1961. Ce château, initialement destiné après sa rénovation par le conseil général de la Seine-Inférieure (Seine-Maritime) en 1955 à devenir un lycée agricole, abrite dès 1965 le **Musée des traditions et arts normands**.

²¹⁷ / **Musée des granges de Servette**. Association art et culture [en ligne]. [Consulté le 17/04/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.granges-de-servette.com/Livre.html>

Il présente l'ethnographie des régions de Haute-Normandie sous l'aspect d'intérieurs de fermes reconstitués avec meubles et objets de la vie quotidienne des XVIII^e et XIX^e siècles. Le dernier étage évoque l'histoire du textile et du costume en Normandie en présentant tableaux, coiffes et bijoux régionaux du XIX^e siècle. Dans les communs, une riche collection agricole est visible par les visiteurs. L'initiative privée, inscrite dans une démarche du grand patronat est aussi à l'origine de réalisations surprenantes, à l'instar du **Musée de la Chasse et de la Nature** « presque île ardennaise », qui accueille depuis 1964 la collection de Jacqueline et François Sommer, rue des Archives à Paris.

La province avec ce qu'elle possède de plus typique, s'installe dans la capitale, préfigurant ainsi les nombreuses « maisons régionales » à Paris. L'interaction entre la capitale et la province est constitutive du développement du processus de patrimonialisation de l'agriculture. Par ailleurs, les conservations départementales sont instituées en France à partir des années 1950. Elles contribuent aux premiers échanges entre les musées ruraux.

Les gestionnaires et salariés des musées s'investissent dans la structure pour laquelle ils ont œuvré toute leur vie professionnelle. Ainsi le **Musée du Pradel** bénéficie des soins du couple de régisseurs du domaine. Avant leur départ à la retraite en 1964, un nouveau bâtiment est construit pour l'école d'agriculture, au Sud-Ouest de la cour. En 1972, après l'abandon d'un projet de restauration de la bastide, on refait la toiture des quatre salles du musée²¹⁸.

Faire connaître les grands hommes de l'agriculture, comme le **musée** de l'écrivain **Émile Guillaumin** à Ygrande (Allier) créé en 1973, place également l'agriculture sous l'angle de la culture.

Les acteurs locaux des musées d'agriculture dynamisent par leur action acharnée les territoires d'implantation des musées. Un système original et pérenne de construction de structures muséales locales se met en place, préfigurant les mouvements nationaux des écomusées et des musées de société des années 1970-2000.

II.A.2 Nouvelles attentes, nouveaux musées

La célébration culturelle de la terre n'est plus de mise depuis Vichy. Le nouvel engouement des Français se porte sur la nature et le patrimoine rural.

²¹⁸ / Institut Olivier de Serres. *L'institut Olivier de Serres. L'historique*. [en ligne]. [Consulté le 07/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.olivier-de-serres.org/historiqueinstitut.php>

II.A.2.a Préserver le travail, la nature et le patrimoine bâti

L'outil trouve son musée

C'est sur le registre de l'éducation et dans l'esprit de la découverte et de la diffusion des métiers « de façonnage à main » du bois, du fer, du cuir et de la pierre et de leurs savoir-faire que le Père jésuite Paul Feller entreprend depuis 1958 la collection d'outils. Il constitue le **Musée de l'Outil et de la Pensée Ouvrière** à Troyes (Aube), dont l'animation est confiée aux Compagnons du Devoir depuis 1969. Paul Feller, influencé par la présentation des métiers dans *l'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* de Denis Diderot et de Jean le Rond d'Alembert, insiste sur la place et le rôle essentiel du livre dans le cadre de la transmission des savoir-faire. Sa bibliothèque possède le deuxième fonds technique de France après la bibliothèque Forney à Paris. Elle conserve 32 000 ouvrages, traitant en particulier des outils, de l'histoire des métiers, des techniques, et des paysans écrivains²¹⁹.

Le goût de la campagne et la création des Parcs naturels

La socialisation du patrimoine naturel se poursuit dans les années 60-70 avec la création des Parcs naturels nationaux* (PNN) et des Parcs naturels régionaux (PNR). Inscrite au cœur de préoccupations environnementales croissantes, la politique de protection du patrimoine naturel est confirmée dans la création des PNN par la loi du 22 juillet 1960. À l'occasion du colloque fondateur de Lurs-en-Provence (Alpes de Haute-Provence), du 25 au 30 septembre 1966, Georges Henri Rivière propose que les PNR en préfiguration, soient le cadre de musées de maisons extraites de leur milieu et transférées dans des enceintes permettant d'exploiter leurs capacités afin de présenter des expositions permanentes et temporaires²²⁰.

Les PNR créés par le décret du 1^{er} mars 1967 protègent et valorisent espaces et patrimoine. Structures juridiques d'accueil implantées dans des espaces disposant d'abondantes richesses naturelles et patrimoniales, les PNR s'avèrent, du fait de leurs missions, des institutions d'accueil adaptées à la réalisation de musées ruraux, d'agriculture exposant hommes et territoires. Ils protègent et mettent en valeur de grands espaces ruraux habités. Un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité peut dès lors être classé « Parc naturel régional »²²¹. Le 7 janvier 1971,

²¹⁹ / Maison de l'outil et de la pensée ouvrière. *Collection bibliothèque*. [en ligne]. [Consulté le 22/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.maison-de-l-outil.com/index.php?page=Accueil>

²²⁰ / Fonds Isac Chiva, Laboratoire d'anthropologie sociale, collège de France.

²²¹ / Fédération des Parcs naturels régionaux de France. *Qu'est-ce qu'un parc ?* [en ligne]. [Consulté le 23/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr/fr/approfondir/qu-est-ce-qu-un-parc.asp>

Robert Poujade* est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, fonction nouvelle de l'État instituée l'année même où le Conseil de l'Europe lance la première Année européenne pour la conservation de la nature. Le 5 juillet 1972, la loi installe les Parcs naturels régionaux, qui dès leurs créations, entretiennent des relations étroites avec les musées ruraux. Leurs mises en place incitent les pouvoirs publics à créer enfin des musées de plein air, inexistant sur le sol national, malgré les vellétés des années 1930. Le projet est d'autant plus d'actualité que l'opinion publique s'émeut des destructions massives du patrimoine immobilier. La Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux (FNASSEM) est créée en 1967. Le secteur associatif intervient dans de nombreux dossiers de défense et de sauvegarde du patrimoine, qui intéressent, lorsqu'il s'agit de corps de ferme ou de bâtiments agricoles, les musées agricoles comme possible bâtiment muséal ou comme témoin de l'activité agricole et de ses modes opératoires révolus.

La France, diverse dans ses terroirs et cultures, semble peu apte à disposer d'un musée de plein air retraçant la variété des habitats régionaux sur un seul site. De plus, la doctrine constante des techniciens de l'État de conserver *in situ* les bâtiments représente un frein à l'édification de ce type de musées. Dans les pays scandinaves, où ces musées font florès dès le XIX^e siècle, la majorité des bâtiments sont en bois, ce qui facilite les opérations de démontage et remontage.

Le nouvel engouement pour la campagne est multiforme, d'autant que ce désir manifeste chez les Français depuis les années 1970, recouvre des aspirations multiples²²². Mais la place de l'agriculture et des agriculteurs dans la société française en est interrogée. Replacés dans la durée, les tâtonnements contemporains autour de la fonction des espaces ruraux et de la place des paysans ne sont qu'un moment historique dans la longue histoire de la France et d'un groupe précocement entré dans un projet global d'intégration nationale²²³.

Dans ce cadre, les musées qui exposent l'agriculture constituent de précieux recours pour conserver et mettre en images et en mots ce qui reste des pratiques et objets de l'agriculture d'avant la motorisation. Le **MNHN** et les musées d'histoire naturelle ont un statut qui évolue, comme les autres musées. Ils sont régis par le décret 48-734 du 27 avril 1948 relatif à l'organisation du service national de muséologie des sciences naturelles.

L'histoire du **MNATP** s'en démarque.

²²² / Bertrand Hervieu et Jean Viard, 1996.

²²³ / *Ibid.*

II.A.2.b La recherche et le MNATP

Le MNATP pépinière de chercheurs sur la ruralité et l'agriculture

En 1951, lorsque le **MNATP** ouvre à nouveau ses portes, à l'étroit dans les murs du **Musée de l'Homme** au Palais de Chaillot, Georges Henri Rivière souhaite le rénover. Un projet de construction de bâtiment est déposé dès 1958. Le 20 février 1963 on célèbre la pose de la charpente du nouveau bâtiment, au bois de Boulogne à Paris. Après 1945, le **MNATP** est le deuxième musée, après celui du Havre qui sort de terre, mais le premier à disposer d'une véritable programmation.

« Le musée représente une œuvre admirable, car il s'agit de bâtir un musée à partir de rien, mais aussi avec ce qu'on ne pouvait croire n'être rien²²⁴ ».

Claude Lévi-Strauss*, dont la réputation internationale rejaillit sur l'ethnologie nationale, précise que l'ethnologie de la France, désormais épine dorsale du **MNATP**, s'axe sur le passage de la société traditionnelle à la société industrielle.

Les ethnologues constituent sur la société traditionnelle de vastes archives écrites et audiovisuelles et coopèrent avec d'autres disciplines, notamment l'histoire et la sociologie, l'anthropologie sociale et l'agronomie, en vue d'une connaissance rétrospective et prospective de notre pays²²⁵. La recherche en sciences humaines tisse des relations étroites avec les musées d'agriculture. Les anthropologues sociaux, tels André Leroi-Gourhan*, André-Georges Haudricourt* et Charles Parain proposent une analyse matérialiste des modalités de production agricole qui place l'objet au centre des recherches et des muséographies. Charles Parain renouvelle la vision des outils associés à diverses techniques agricoles, en dépassant la simple description technologique et classificatoire. Il prend en compte les capacités productives de l'homme dans les différentes formes historiques d'organisation sociale²²⁶. Par ailleurs, avec l'entrée des sciences humaines dans les musées d'agriculture, les muséographies s'enrichissent de moyens et d'outils de présentation renouvelés : blocs-diagrammes, cartes, graphiques²²⁷. Les ethnologues, en particulier Mariel Jean-Brunhes Delamarre*, alimentent les vitrines du **MNATP** à l'occasion des enquêtes de terrain qu'ils réalisent²²⁸.

L'année 1960 marque une étape dans la reconnaissance du monde rural comme objet d'étude. La revue *Études rurales* est éditée en 1960 par Isac Chiva, Georges Duby et Daniel

²²⁴ / Jacques Vallerant, s.d.

²²⁵ / Contribution de Georges Henri Rivière au rapport de conjoncture de la section 20 du CNRS (ethnologie), 1965.

²²⁶ / Jean Cuisenier, Martine Ségalen, 1993, p. 40.

²²⁷ / Annie Bleton Ruget, 2006, p. 85.

²²⁸ / Jean Cuisenier, Marie-Chantal de Tricornot, 1987.

Faucher, tandis que le Laboratoire d'Anthropologie Sociale du Collège de France fondé par Claude Lévi-Strauss propose un nouvel enseignement en histoire rurale. Les historiens et les ethnologues élaborent leurs recherches à partir des collections des musées agricoles.

Les collections se constituent autour de la représentation de la France rurale. Elles accueillent les témoignages de la vie sociale et de la culture matérielle essentiellement rurale²²⁹. Les ethnologues enrichissent le **MNATP** d'objets collectés au gré de leurs enquêtes et de la demande des laboratoires et de Georges Henri Rivière en particulier. Ces enquêtes sont réalisées sur le terrain rural. Les lieux étudiés entrent dans le cadre d'études extensives menées sur le domaine français : Châtillonnais, Bretagne, Queyras... L'étude réalisée en Aubrac (1964-1970) est exemplaire des campagnes-collectes, où l'acquisition des objets se réalise par unité écologique. Mariel Jean-Brunhes Delamarre et André-Georges Haudricourt établissent l'importance de l'étude du labour et des outils qui s'y rapportent pour comprendre les phénomènes d'évolution des techniques agraires²³⁰. L'observation des outils et des savoir-faire liés à ces outils renforce l'intérêt de conserver des exemplaires significatifs de ceux-ci à des fins d'étude et de mémoire.

Le **MNATP** de 1951 à 1964 réalise 20 expositions consacrées à l'agriculture qui ont une portée nationale et valorisent l'agriculture. En 1962, la plus importante a pour thème « Bergers de France. » Elle décrit l'élevage ovin et s'appuie sur les travaux de Mariel Jean-Brunhes Delamarre. Cette exposition de référence reçoit la médaille du Mérite agricole en 1963. Ces expositions participent magistralement à la patrimonialisation de l'agriculture.

L'État, par la DMF, appuie ces initiatives muséales qui présentent un intérêt patrimonial et symbolique.

Les chercheurs et les professionnels de musées élaborent des outils de description de matériels agricoles historiques. Ainsi, un catalogue s'appuie sur l'étude des collections aratoires de dix musées francs-comtois qui présentent l'agriculture dans leurs collections. Les données issues de cette recherche permettent également de servir de catalogue pour la nouvelle présentation de la section « labours » du musée agraire de la Citadelle à Besançon²³¹.

Une telle coopération inaugure des travaux de recherche et des publications, menés conjointement avec la réorganisation du musée agraire, annexe du **Musée Populaire Comtois** de Besançon, l'aménagement du **Musée de plein air de Nancray** et la mise en valeur

²²⁹ / **MuCEM. Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.** Histoire des collections. [en ligne]. [Consulté le 17/12/2014]. <http://www.mucem.org/fr/collections/presentation-generale/histoire-des-collections>

²³⁰ / Claude Royer, 1988.

²³¹ / *Ibid.*

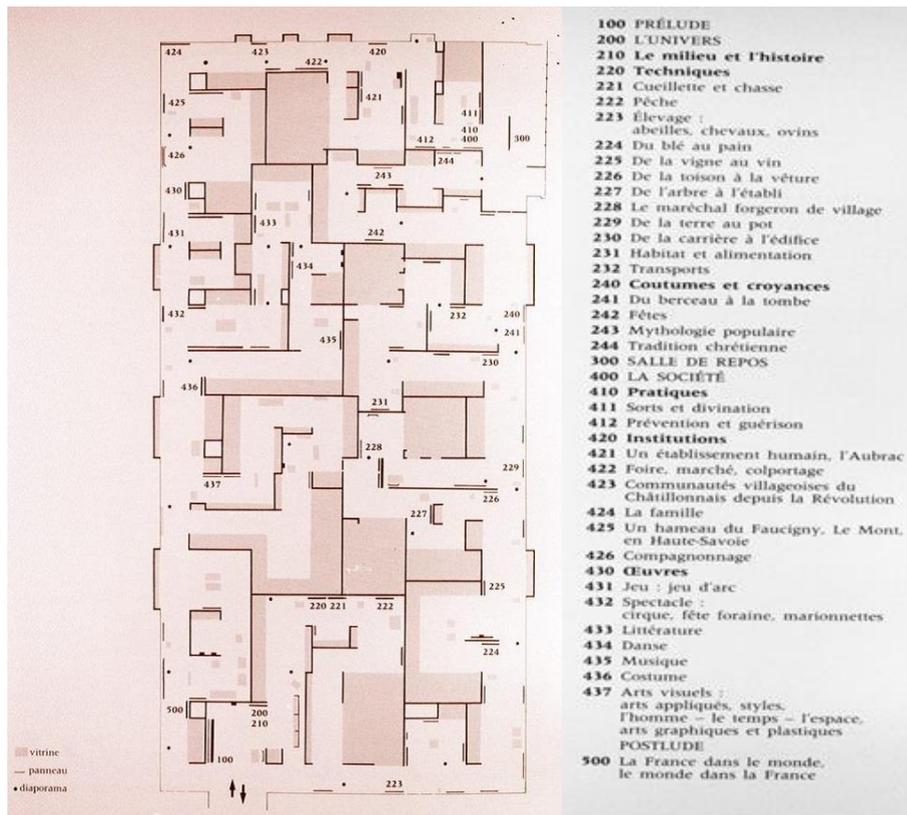
coordonnée des collections d'outillage agricole de tous les musées comtois concernés. Cette coopération répond à la fois au souhait des chercheurs et à l'attente d'un public soucieux de mieux faire connaître la vie rurale franc-comtoise²³². Par ailleurs, la participation de chercheurs aux activités muséales peut garantir la qualité des muséographies agricoles. Enfin, les collections des musées agricoles constituent une mine d'informations primaires uniques pour la connaissance de métiers et de pratiques agricoles.

Les Sciences Humaines contribuent aux muséographies qui traitent de l'agriculture. L'ethnologie prend le pas sur les autres sciences dans les muséographies qui évoquent l'agriculture. Le Centre d'Ethnologie Française adossé au **MNATP** donne le ton. Le **MNATP** tisse de nombreux liens avec plusieurs musées de province. Robert Henninger, responsable du **Musée Alsacien de Strasbourg**, réalise des enquêtes de terrain pour le **MNATP**.

En 1969, le **MNATP** ouvre dans de nouveaux locaux voulus et conçus par Georges Henri Rivière, sur le programme idéologique et les plans de Claude Lévi-Strauss²³³. Le bâtiment, conçu et réalisé par Jean Dubuisson, sur l'emplacement de l'ancien palmarium du Jardin d'Acclimatation au bois de Boulogne à Paris dispose de 14 180 m² et 2 510 m² de réserves. Il est consacré à l'ethnologie, aux métiers et aux arts populaires français, les objets sont majoritairement issus de la période qui suit la révolution industrielle.

²³² / *Ibid.*

²³³ / Annexe D, p. 489.



In : Base de données des collections photographiques du **MuCEM** La galerie culturelle du **Musée national des arts et traditions populaires** (Ph.1988.5.1)

Figure 16 : **MNATP**, galerie culturelle (plan)

À la suite du succès des travaux de Claude Lévi-Strauss, la notion de patrimoine immatériel des langages, coutumes et des pratiques, moins directement accessibles aux visiteurs des musées devient un thème important des muséographies. La muséographie du **MNATP** résolument moderne s'appuie, pour l'exposition des objets de l'agriculture, sur l'étude du travail et la présentation des outils et de la sociabilité du monde agricole et rural. Le 1^{er} février 1972, le **MNATP** est inauguré²³⁴.

Deux galeries distinctes forment l'exposition permanente : la galerie d'étude et la galerie culturelle. La galerie d'étude, sorte de réserve visitable, accorde une place centrale à l'agriculture et à l'élevage²³⁵. La galerie culturelle présente également l'agriculture mais elle s'adresse au grand public²³⁶. Sa perspective est synthétique et aussi proche de la vérité écologique que possible. Elle est largement consacrée à la technique comme rapport structurant

²³⁴ / France Culture, 20 octobre 2014.

²³⁵ / Michel Colardelle, 1999, p. 5.

²³⁶ / Georges Henri Rivière, Jean Cuisenier, in : *Museum*, 1972, p. 181.

de son milieu²³⁷. La mise en scène sur fond noir avec des fils de nylon et la reconstitution des activités agricoles, déjà visibles dans les nombreux musées où est intervenu Georges Henri Rivière, le « magicien des vitrines », sera reproduite, dans des formes plus ou moins personnalisées, à de nombreuses reprises dans les musées qui traitent d'agriculture.



Adam, Danièle. PhP.2005.3110 ©MuCEM. Réf.00171687

Figure 17 : MNATP, galerie culturelle, section « du blé au pain »

Sous-section « préparation du sol ».



Adam, Danièle. PhP.2005.3181 ©MuCEM. Réf.00771758

Figure 18 : MNATP, galerie culturelle, section « le maréchal forgeron de village »

Une forge du Queyras vers 1945 (Unité écologique).

²³⁷ / Édouard de Laubrie, 2011, p. 166.

Les collections sont présentées selon trois dispositifs complémentaires, reproduits ultérieurement, en partie plutôt qu'en totalité, par de nombreux musées relevant de l'agriculture et du ruralisme. Le plus imité est « la chaîne opératoire », dont la plus célèbre exposée au **MNATP**, « du blé au pain », présente le cycle de la fabrication de cet aliment de base. Le cycle du « grain au pain », est un des thèmes vedettes. Le pain, aliment essentiel des campagnes, est le symbole de la suffisance alimentaire sous l'Ancien régime.

Second dispositif mis au point au **MNATP**, « l'unité écologique » constitue l'un des points forts de la muséographie des techniques. Il s'agit de l'exposition d'un ensemble d'objets nécessaire à la réalisation d'un matériel ou d'un service finalisé (tonneau, sabots,...). Chaque unité écologique présente un lieu précis et localisé qui rassemble un ensemble d'objets replacés dans son contexte d'origine. Les thèmes concernent au premier chef l'agriculture : le labour, l'habitat, le monde pastoral. Caractéristiques d'un terroir particulier, les unités écologiques sont permises lors de l'acquisition d'une collection homogène d'objets d'un métier ou d'une activité professionnelle donnée²³⁸.

Enfin, moins connues, « les présentations intermédiaires » sont consacrées à un thème, comme la présentation de la transhumance dans la Crau dans la section consacrée à l'élevage. Une place est faite aux travaux d'Arnold Van Gennep, et assure l'héritage du folklore, dans les vitrines consacrées à l'alimentation, aux rites de passage et aux fêtes saisonnières et calendaires²³⁹. L'essentiel de la muséographie des galeries s'inscrit dans le cadre des acquis de la recherche ethnologique contemporaine, celle des travaux d'André Leroi-Gourhan, d'André-Georges Haudricourt et de Charles Parain qui se rapportent directement aux techniques exposées. Ces trois chercheurs ont principalement étudié la culture matérielle et les techniques comme éléments de la compréhension des communautés rurales, avant et après la Seconde Guerre mondiale²⁴⁰.

Développer les musées d'arts et traditions populaires en province

Selon son concepteur, le **MNATP** doit se développer en relation avec des antennes régionales établies dans les grands musées provinciaux déjà dotés de collections rurales et agricoles. Cependant la structure ne couvre pas tous les besoins d'expertise occasionnés par l'ouverture en province des nombreuses collections d'agriculture. Avec l'expérience acquise au **Musée du vin de Bourgogne**, Georges Henri Rivière utilise les compétences d'érudits et de

²³⁸ / *Ibid.*, p. 169.

²³⁹ / *Ibid.*, p. 170.

²⁴⁰ / *Ibid.*, p. 165.

conservateurs locaux. Ces spécialistes régionaux savent par leurs initiatives personnelles faire connaître et reconnaître la spécificité de leur terroir. Au milieu de nombreuses créations de collections d'agriculture, le **MNATP** fait référence pour étudier, inventorier et mettre en musée le monde agricole. Il dispose d'une dizaine de départements d'études, dont ceux de l'agriculture et l'élevage. Comme le constate André Desvallées, le **MNATP** donne le « la », non seulement des musées, mais dans une certaine mesure de la culture populaire elle-même. Il se souvient qu'en 1960, dans le cadre d'une exposition intitulée « dix ans d'acquisitions », trois jougs différents étaient exposés au **MNATP**, et que, peu de temps après, des jougs apparurent chez les marchands de puces et qu'un magazine en montra des adaptations en portemanteaux et en lampadaires²⁴¹

Georges Henri Rivière, âme et cheville ouvrière du **MNATP** est de tous les combats. Nombre de musées régionaux, comme ceux de Rennes, Caen, Bordeaux, se développent sur de nouveaux registres intégrant histoire et ethnologie grâce à l'intervention directe des pouvoirs publics et l'aide technique du **MNATP**. Ainsi, plusieurs de ces structures muséales possèdent des sections agropastorales importantes. Elles sont fondées sur le conseil du **MNATP** : le **Musée populaire de Franche-Comté** à Besançon ; le **Musée d'Aquitaine** à Bordeaux ; le **Musée de Normandie** à Caen ; le **Musée de la Catalogne française** à Perpignan ; le **Musée de Bretagne** à Rennes ; le **Musée des arts et traditions populaires d'Auvergne** à Riom ; le **Musée des landes de Gascogne** à Sabres ; ainsi que deux musées du vin, le **Musée du vin de Bourgogne** à Beaune et le **Musée du vin de Champagne** à Épernay²⁴².

Les musées du vin jouent un rôle phare dans la muséographie agricole du **MNATP**. Si les crises phylloxériques appartiennent au passé, la production viticole reste toujours un enjeu économique et culturel local et national. Les musées thématiques viticoles et vinicoles constituent des vecteurs culturels et économiques indissociables des terroirs sur lesquels ils sont édifiés. Une salle des réserves du **MNATP** sur la vitiviniculture est accessible au public. Le **Musée du Vin de Bourgogne**, devient la référence muséographique de la viticulture et plus largement de l'agriculture. Georges Henri Rivière l'élabore sous la forme d'un musée laboratoire, réalisé en coordination avec les érudits locaux. Il doit constituer un modèle pour de futurs musées thématiques de province.

²⁴¹ / André Desvallées, *in* : Jacques Battesti, 2012, p. 389.

²⁴² / Georges Henri Rivière, Jean Cuisenier, *in* : *Museum*, 1972, p. 184.

Cette démarche est conduite à la demande de la ville d'Épernay pour le futur **Musée du Vin de Champagne** et n'aboutit que partiellement. Au **Musée d'Épernay**, Ketty van Gennep, bibliothécaire et faisant fonction de conservateur, soumet un rapport le 20 mars 1950 sur la réorganisation du musée. Ce rapport prescrit de confier au Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne (CIVC)* la gestion de la section vitivinicole. En 1951, François Dargent, délégué à la Propagande du CIVC envisage, pour enrichir la collection du musée d'Épernay, une collecte d'objets auprès de tous les habitants de la Champagne et plus particulièrement les vignerons, qui possèdent encore dans leurs vendangeoirs, celliers, greniers ou locaux d'habitation, des richesses insoupçonnées susceptibles d'être exposées dans le cadre du Musée. Il souhaite que chaque commune dresse une liste des outils, instruments, meubles, ... se rattachant à l'histoire de la culture de la vigne ou de la production du vin²⁴³. Cette campagne entreprise par les vignerons connaît un succès relatif. Seules certaines maisons de champagne répondent favorablement à la collecte. La collection d'environ 3 500 outils et objets vitivinicoles retrace l'histoire du champagne de l'origine à 1950. Ketty Van Gennep réalise un second rapport pour la réunion de la commission municipale des beaux-arts du 24 juillet 1954 en vue d'un réaménagement du musée. Elle constate que le musée actuel ne dispose ni des moyens ni de la place pour faire un **Musée du vin**. Par ailleurs, elle note qu'il n'en existe pas dans la région et que ce musée a donc une importance considérable pour le vin de Champagne. Elle préconise de présenter le travail de la vigne, les soins donnés au raisin et la vendange. Les aspects historiques et techniques, doivent, selon elle, prédominer afin de rendre chaque objet compréhensible²⁴⁴.

Jean-Louis Hegly, ingénieur EDF, propose de regrouper les trois sections en un seul musée. Il constate que depuis des années, le **Musée du vin** attend sa réalisation. Pour relancer ce projet, il réactive le groupement des « Amis du musée », fondé en 1931 par l'abbé Pierre Favret. Il espère ainsi qu'une dynamique autour du musée se crée. Jean-Louis Hégly suit en cela les propositions de Jean-Jacques Hatt, archéologue et professeur strasbourgeois, qui se charge de la création du musée d'archéologie inauguré en 1955. Jean-Jacques Hatt prévoit d'implanter le **Musée du vin** dans les caves du château Perrier, projet que la Ville refuse. Arnold Van Gennep, sollicité, participe alors aux études préparatoires à la conception d'un musée d'ethnographie viticole champenois à Épernay. Il décède peu après.

²⁴³ / Lettre de Jacques Dargent, délégué à la propagande du CIVC à monsieur le maire d'Épernay, le 13 août 1951.

²⁴⁴ / Mairie d'Épernay. Rapport de la Conservatrice des musées du vin de Champagne et des Beaux-Arts. 28 juillet 1954, p. 2.

En 1955, à la mort de l'illustre folkloriste, la municipalité confie alors à Georges Henri Rivière, fort de son expérience du **Musée du Vin de Bourgogne**, la rénovation de la muséographie sparnacienne. Les contraintes de la restructuration du musée d'Épernay limitent cependant la présentation des collections à deux thèmes : le vin et l'archéologie celtique, dont la Champagne constitue une terre d'élection. Le 26 février 1955, la séance municipale de la commission des musées se tient en présence de Georges Henri Rivière qui travaille sur le plan global du musée et de la section vitivinicole qui doit être incorporée et occuper tout le premier étage. Sa proposition est également validée par Georges Salles. Trop onéreuse, elle est ramenée à deux salles qui n'ouvriront qu'en 1961.

La municipalité décide, en 1958, après une décennie d'hésitations, à aménager le **Musée du Vin** au Château Perrier, construit en 1854 dans un style Louis XIII. Georges Henri Rivière délègue à François Barré, membre de l'équipe du **MNATP** la finalisation du **Musée d'ethnographie viticole de la Champagne**. Deux salles au premier étage sont inaugurées en 1961. Le **Musée du Vin** comporte alors trois salles, dont une annexe, la salle dite des Pressoirs, où est installé en 1971 le pressoir à écureuil du XVIII^e siècle d'Orbais-l'Abbaye, acquis au début des années 1950. Dans le corps du bâtiment, une seconde salle est consacrée au travail de la vigne suivant l'évolution saisonnière, enfin une dernière salle présente le travail du vin.



Cliché Richard Dupuis

Figure 19 : **Musée d'Épernay**

Émile Moreau, directeur de l'Association Viticole Champenoise (AVC)* propose que l'on collecte dans toutes les localités du vignoble les outils anciens avant que leurs usages ne soient tout à fait perdus. Une souscription est lancée auprès des industriels du Champagne. La prestigieuse maison de Champagne Moët et Chandon est sollicitée et verse la somme de 200 000 francs. Le CIVC participe également. En 1965, la même maison offre cinq affiches consacrées au vin de champagne, dont certaines signées Leonetto Capiello et Jules Chéret. Elle met en place en 1972 une salle audiovisuelle. Le musée ne répond alors pas à tous les critères

de gestion d'un musée de cette nature, en particulier il n'y a pas de politique suivie d'acquisition des collections vitivinicoles depuis 1934, faute de volonté et de recrutement d'un conservateur chargé de ce domaine²⁴⁵. Ce n'est qu'en 1970 que Jean Châtelain, alors directeur des musées de France, met en publication un poste de conservateur du **Musée du vin de Champagne**, devenu musée contrôlé de 2^e catégorie.

Dans la même veine, installé depuis 1968 dans le couvent des Ursulines, le **Musée des Ursulines** à Mâcon (Saône-et-Loire) présente la tradition locale séculaire du travail de la vigne à travers un parcours au milieu de vieux outils, pressoirs, reconstitution de plants de vignes. Les diverses étapes du travail viticole avant les vendanges sont évoquées.

Les musées de grandes villes de province constituent un enjeu de premier ordre pour le développement de l'agriculture au musée. Entraînés par le dynamisme de Georges Henri Rivière et des orientations scientifiques du **MNATP**, les musées des métropoles régionales ouvrent leurs collections ethnographiques à l'agriculture.

Dès juillet 1945, dans le cadre d'une mission de l'Inspection générale des Musées de province en déplacement à Caen (Calvados), Georges Henri Rivière déclare en visitant le château de Caen : « Pourquoi ne créerait-on pas ici un **Musée Normand** ? » En 1946, à Caen, avec le soutien du maire Yves Guillou, le grand archéologue médiéviste Michel de Boüiard* fonde avec le soutien de Georges Henri Rivière le **Musée de Normandie**. Les premières collectes, débutent suite à la visite de Georges Henri Rivière le 13 octobre 1946²⁴⁶. Elles concernent l'agriculture et sont réalisées par Michel de Broüiard lui-même. Il recherche des traces d'un outillage prémachiniste et acquiert de nombreux outils auprès des paysans : fléaux, râteaux, fourches de bois qui sont acquis par la DMF et mis en dépôt au **Musée de Normandie**²⁴⁷. Le musée, dans lequel une salle est dédiée aux paysans, ouvre au public en décembre 1963. Le contenu des salles illustre alors uniquement les principaux aspects de l'ethnologie normande²⁴⁸. Les maquettes s'avèrent précieuses pour représenter l'habitat des plaines et des bocages normands, en reproduisant des fermes dans leur contexte paysager, entre ferme à cour ouverte du Cotentin et ferme à bâtiments dispersés du Pays de Caux. Une salle présente les techniques agricoles et les travaux des champs, dans laquelle figure la charrue, outil aratoire incontournable des campagnes jusqu'au XIX^e siècle. Enfin, les animaux et produits alimentaires normands : vaches, lait et cidre disposent d'une salle entière. La vache normande

²⁴⁵ / Interview de Jean-Jacques Charpy, conservateur du **Musée d'Épernay**, 2012.

²⁴⁶ / Michel de Boüiard, 2009, p. 49.

²⁴⁷ / *Ibid.*, p. 47.

²⁴⁸ / Jean-Jacques Bertaux, 2009, p. 16.

et ses productions laitières sont emblématiques de la région. Primées dans les concours régionaux et nationaux, représentants des qualités professionnelles de leurs éleveurs, elles génèrent objets et pratiques dont la présentation occupe une place non négligeable dans les vitrines : barattes, bidons à lait,.... Georges Henri Rivière note à ce propos qu'il n'existe qu'un très petit nombre de musées ou de fonds muséographiques consacrés à un sujet non spécialement géographique. L'agriculture figure au **Musée de Normandie** comme un des aspects de l'ethnologie régionale²⁴⁹.

À la conception du **Musée de Bretagne** à Rennes en 1957, l'infatigable Georges Henri Rivière met au point un programme interdisciplinaire qui tient compte de la chronologie, dans lequel une synthèse de l'histoire bretonne est présentée. Il croise les apports de l'ethnologie et de l'histoire et indique que ces deux thèmes vers lesquels doivent tendre les présentations muséales s'imposent alors : le temps et l'espace autour d'un territoire donné, les rapports de l'homme et de la nature²⁵⁰. Cette conception préfigure les écomusées.

Autre capitale régionale, Bordeaux, réorganise en 1960 le **Musée des Antiques**. Les 251 objets, provenant de la collection remise par François Dalleau de Bourg-sur-Gironde, ethnologue régional avant l'heure, constituent le noyau de la section d'histoire contemporaine et d'ethnologie régionale²⁵¹. La même année, et dans la même ville, le **Musée d'Aquitaine** ouvre ses portes à l'instigation de Georges Henri Rivière. Les nombreux objets agricoles sont exposés dans différentes salles. « Les travaux et les jours » présentent le travail du blé et le tissage ; « Une région et ses produits », le pastoralisme et les fromages ; les « Landes de Gascogne », les différents métiers agricoles, comme l'apiculture, enfin la salle consacrée à la « Viticulture girondine » présente les terroirs et les caractéristiques des vins de Bordeaux. Ces objets constituent autant d'éléments pointant la diversité des cultures locales de l'Aquitaine, dont le musée réalise une synthèse autour du fonds identitaire gascon. Les activités traditionnelles, comme la viticulture, le pastoralisme, l'apiculture, l'ostréiculture et la pêche sont largement présentées. Le musée s'enrichit des dépouilles de l'outillage rural que les percées nouvelles, l'évolution du goût, les transformations des techniques vouent à une disparition certaine²⁵². En janvier 1969, Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, initie un Centre de Documentation d'Ethnographie d'Aquitaine et un plan d'Ethnographie pour la Région Aquitaine, dans l'esprit des réalisations du **MNATP**.

²⁴⁹ / Michel de Broüard, 2009, p. 150.

²⁵⁰ / Georges Henri Rivière, 22 janvier 1980, 9 p.

²⁵¹ / **Musée d'Aquitaine**, 1986, p. 145.

²⁵² / Louis Valensi, 1967, p. 26-39.

Dans des agglomérations de moindre importance, les musées d'identité régionale ouvrent également. En 1962, les séries ethnographiques berrichonnes entrent au **Musée du Berry** à Bourges. C'est aussi la création en 1963, sous l'impulsion de Georges Henri Rivière, du **Musée Cévenol** du Vigan (Gard) installé dans une tannerie convertie en filature. Il dispose d'une section ethnologique consacrée à l'agriculture, la sylviculture et l'élevage.

Conçu également sur le modèle du MNATP, le **Musée Régional d'Auvergne** à Riom (Puy-de-Dôme), inauguré le 17 mai 1969, est créé grâce à l'aide du ministère des Affaires culturelles. Comme pour la plupart des créations de musées, une décennie est nécessaire pour la réalisation. En 1956, Jean Reynouard, Sénateur Maire, conçoit le projet dans un splendide hôtel particulier que son successeur achève en 1969²⁵³. Le rez-de-chaussée est consacré à l'agriculture. Il reflète la vie rurale auvergnate de la fin du XVIII^e au début du XX^e siècle. Les collections évoquent l'Auvergne historique par les thématiques de l'outillage agricole, des travaux des champs et de l'artisanat. Le modèle de l'intervention ethnographique « d'urgence » évoqué par Isac Chiva est opérant. Les recherches ethnographiques, montrent à quel point il était temps de travailler en ce domaine, avant que tout ne disparaisse irrémédiablement²⁵⁴.

L'identification du terroir d'appartenance motive les créateurs de musées à présenter l'agriculture, à l'instar des premiers musées de folklore du XIX^e siècle. Bien avant la Beauce, la Brie agricole dispose d'un musée qui présente l'agriculture. Le **Musée de la civilisation paysanne** à Jouarre (Seine-et-Marne) est installé dans une ancienne charreterie. Suite à de nombreux dons et à l'initiative de Georges Goetz, l'association des Amis des arts et traditions de la Brie fonde un musée présentant l'histoire de la vie paysanne et des savoir-faire briards. À l'origine, l'ensemble figure sous forme d'une exposition temporaire dans la ville voisine de la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne). Les coiffes et costumes briards du XIX^e siècle, symboles du terroir, sont exposés comme dans les collections de folklore.

²⁵³ / Pierre-François Aleil, Pierre Sabatier, 1973, p. 1.

²⁵⁴ / *Ibid.*, p. 1.



Cliché Richard Dupuis

Figure 20 : **Musée de la civilisation paysanne**, Jouarre, coiffe

L'agriculture est présentée en tant qu'activité ancestrale de la région. Une salle est consacrée au travail de la terre. La Brie, « grenier à blé de Paris » est réputée pour sa charrue depuis le XVIII^e siècle. Au début du XX^e siècle, le terroir briard connaît une mutation des pratiques agricoles locales assises jusqu'alors sur la polyculture et la viticulture. La céréaliculture et la production laitière s'imposent. Le visiteur contemple les outils nécessaires à la fabrication du fromage de Brie. Le musée témoigne de l'importance historique des transformations agricoles en pays briard

Le **MNATP** fait figure de modèle et son nom est décliné au niveau local. C'est grâce à des initiatives locales et militantes que la défense du patrimoine rural et agricole se constitue dans les années cinquante. Le mouvement « Alpes de Lumière » lancé par Pierre Martel en Haute-Provence en 1953, est suffisamment fécond, ainsi que le « centre culturel provençal » et « l'Association pour la sauvegarde des arts et traditions populaires » créés par Yves Fattori pour générer des structures muséales. Créé en 1983, le **Musée conservatoire de Salagon**, fruit de la réflexion d'Alpes de Lumière, a pour objet de constituer un fonds documentaire. Le centre culturel qui héberge le fonds documentaire se prolonge dans la création du **Musée des arts et traditions populaires** de Moyenne Provence. « Alpes de Lumière » l'anime pendant 15 ans.

Tout aussi déterminée, dans l'Orne, la Fédération des Amis du Perche, créée en 1947 par Georges Massiot, féru d'élevage et d'histoire du cheval percheron, s'attache à protéger le patrimoine architectural en péril, comme le château Saint-Jean de Nogent-le-Rotrou, l'église prieurale de Sainte-Gauburge et les outils du monde agricole, le patrimoine paysager et naturel du Perche, haies, chemins creux et forêts. La Fédération, inspirée également par la muséographie de Georges Henri Rivière, installe le **Musée des arts et traditions populaires du Perche** dans le prieuré de Sainte-Gauburge. Alain Morin, constate, au début des années

1970, la mutation sans précédent du monde rural percheron²⁵⁵. Tout ce qui est vieux semble d'un temps que l'on veut oublier, comme si la honte envahit soudain la campagne. On détruit, on vend les témoins du passé récent dont se servaient quotidiennement les anciennes générations. C'est la conjonction de ces deux constats qui risque, à terme, de porter une atteinte irréparable à l'identité culturelle du Perche. Cette réflexion prélude à la construction du bâtiment du **Musée des arts et traditions populaires du Perche** qui jouxte le prieuré. À son ouverture en 1972, les fondateurs affichaient près de 1 500 objets collectés, sauvés de l'oubli au mieux, de la destruction au pire²⁵⁶. Les sections agricoles au sein de musées régionaux constituent de nouvelles formes de reconnaissance de l'agriculture et des terroirs. Une nouvelle définition du patrimoine émerge qui prend à son compte les patrimoines ruraux et agricoles. Les intermédiaires savants locaux, instituteurs et auxiliaires des mouvements de jeunesse, souvent bien connus localement, sont primordiaux dans cette reconnaissance. Ils sont impliqués dans de nombreuses tâches essentielles : collecte d'information, d'outils, repérage de lieux, fouilles archéologiques²⁵⁷.

À la fin des Trente glorieuses, le regain d'intérêt pour l'agriculture permet à de nombreux musées et collections d'agriculture de voir le jour, souvent dans les formes muséographiques héritées du folklore, des arts et traditions populaires et de la diffusion des technologies. Favorisées par ces changements sociaux, culturels et muséographiques, de nouvelles voies de patrimonialisation de l'agriculture se développent, fin de XX^e siècle.

II.B 1973-1990, fin des Trente glorieuses, âge d'or des musées d'agriculture

C'est dans ce contexte de patrimonialisation et de muséalisation que les années 1970 connaissent un nombre de créations de musées sans précédent²⁵⁸. Progressivement, en région, l'État aide financièrement et sous forme d'expertise au développement des musées, pour citer les plus importants : Villeneuve d'Ascq (1983), Bordeaux (1984), Nantes (de 1984 à 1993), Saint-Étienne (1987)²⁵⁹. Cette période connaît un accroissement inégalé de structures muséales traitant de l'agriculture. Ces musées se multiplient, nés de l'initiative privée ou encouragés et aidés par l'État. Outre l'expansion en province du **MNATP**, des réalisations importantes voient le jour : **Écomusées de la Bresse bourguignonne** (1981), d'**Alsace** (1984), **Musée des arts et**

²⁵⁵ / Alain Morin sera président en 1992 de la Fédération.

²⁵⁶ / Discours d'Alain Morin, président de la fédération des Amis du Perche, au quarantième anniversaire de l'Écomusée, 13 mai 2012.

²⁵⁷ / Michel de Broüard, 2009, p. 47.

²⁵⁸ / *Le Monde*, « La révolution culturelle des musées », 26 février 1976.

²⁵⁹ / Philippe Poirrier, 1984, p. 15.

traditions populaires du Perche (1985), du **pays de Rennes** (1987), **Musée des maisons comtoises** (1987), ouverture du **Compa**. C'est aussi le début de la structuration du mouvement muséal agricole avec la création de l'AFMA.

II.B.1 Agriculture et culture de l'agriculture, rencontres

Avec la prise de conscience de la disparition d'un monde agricole s'ajoute la volonté de préserver et de montrer.

II.B.1.a Culture agricole en question, musées en expansion

Agro-industrie et tourisme qualifient les territoires agricoles

À la fin des années 1960, la France devient autosuffisante sur le plan alimentaire. En 1974, c'est le deuxième pays exportateur de produits agricoles derrière les États-Unis. Le monde agricole intègre de nouvelles dimensions, celles des rendements, de l'obligation de la qualité, de la valeur ajoutée, mais aussi de la transformation des « matières premières » agricoles à son activité séculaire de production. L'agriculture cesse de servir de simple soubassement au développement capitaliste. Elle est totalement incluse dans la circulation du capital²⁶⁰.

En 1972, 1,5 million d'exploitants agricoles, soit près de six millions de Français vivent de l'agriculture. Dans ce contexte, les organismes d'État et les réseaux professionnels poursuivent leur structuration, comme l'Institut national de recherche agronomique (INRA) qui se développe en régions. Aujourd'hui comme hier, l'équilibre économique repose en partie sur l'austérité du mode de vie des paysans et sur leur acharnement au travail même si ces « vertus paysannes ont changé²⁶¹ ». L'industrialisation de l'agriculture s'impose, alors même que l'aspiration des Français à préserver l'environnement s'accroît. Jacques Chirac, ministre de l'Agriculture et du développement rural depuis le 5 juillet 1972, a l'oreille de la profession et déploie une politique favorable au secteur. Tandis que dès les années 1970, l'Europe est autosuffisante sur le plan alimentaire et que le revenu des agriculteurs s'améliore, le rôle de l'agriculture au service de la nation est remis en cause.

L'expansion des musées d'agriculture trouve son origine dans ce contexte de transformation. La protection de l'environnement, la disparition des techniques agricoles d'avant la motorisation, l'arrivée de nouveaux acteurs et la montée en puissance de la territorialisation de la culture constituent le nouvel horizon des mondes agricole et rural.

²⁶⁰ / Georges Duby et Armand Wallon, 1977, p. 169.

²⁶¹ / *Ibid.*, p. 173.

Cependant, la culture paysanne, malgré l'industrialisation des pratiques professionnelles, semble figée dans l'imaginaire national. Bien que les agriculteurs bénéficient d'une conjoncture politique favorable, la redéfinition de leur rôle économique et culturel interroge leur histoire et leur identité, au point de les amener à chercher de nouveaux repères. Ces contradictions éclatent en 1973, sur le plateau du Larzac dans le sud du Massif central, lorsque l'extension du camp militaire, prévue par Michel Debré, ministre de la Défense, au détriment des terres agricoles vouées au pastoralisme provoque une crise qui surprend pouvoirs publics et monde agricole acquis à la productivité. Les manifestations médiatisées suscitent une prise de conscience des risques impliqués par l'intensification des pratiques culturelles et un mouvement de retour à la terre²⁶². Pour une partie de l'opinion publique, l'environnement et l'écologie rejoignent la question agricole. Les années 1970 voient alors l'arrivée de néoruraux en Ardèche, en Ariège et plus globalement dans les départements français au sud de la Loire. Ces citoyens portent un intérêt culturel aux régions et territoires où ils ont choisi de s'installer. Dans certains cas, ils sont acteurs de la conception de musées ruraux et agricoles. Face à cette conjoncture historique nouvelle, l'histoire des paysans français est désormais celle des stratégies d'intégration que peut engager un groupe minoritaire dans des configurations sociales à base locale²⁶³.

Dans les années 1970, l'agriculture n'est plus seule à qualifier les territoires, les industries agroalimentaires et le tourisme marquent leur présence dans les paysages ruraux, tandis que les Parcs naturels récemment ouverts valorisent l'environnement.

Dès les années 1980, de nombreuses décisions modifient le cadre législatif et économique du secteur à différents niveaux, le 3 août 1982 le décret d'obligation de constitution de chambres régionales agricoles est adopté, les quotas laitiers sont mis en place le 2 avril 1984. L'État complète l'appareil législatif qui définit, qualifie et protège les espaces naturels par les lois « Montagne » en 1985 et « Littoral » en 1986. Ces lois ont un impact sur les musées agricoles. Montagne, littoral et espaces géographiques remarquables sont ainsi mieux identifiés et protégés. Les musées d'agriculture font écho dans leur muséographie de l'évolution des territoires et des paysages qu'ils exposent.

Le rôle des musées s'étoffe

Ces structures accroissent missions et moyens. En 1972, Jacques Duhamel*, ministre des Affaires culturelles, prononce une allocution favorable à l'évolution du rôle des musées et leur

²⁶² / Christian Rouaud, 2011.

²⁶³ / Annie Bleton-Ruget, 2002, p. 30.

nécessaire intégration dans le système culturel et éducatif²⁶⁴. Les budgets et les lois concernant les musées ne prévoient pas de financer l'agriculture dans les musées. En 1976, Michel Guy*, secrétaire d'État à la Culture, obtient le premier effort financier en faveur des musées. La loi de programme sur les musées du 11 juillet 1978 octroie pour la première fois un budget significatif de 1 400 millions de francs sur cinq ans, dont 287 millions pour les musées classés et contrôlés relevant des collectivités territoriales. Par ailleurs, la collaboration entre État et collectivités territoriales se développe par le biais de « chartes culturelles », devenues ensuite « conventions de développement culturel ». Jean-Philippe Lecat*, ministre de la Culture et de la Communication, succède le 5 avril 1978 à Michel Guy. Événement de première importance, il traite la question patrimoniale en prenant en compte les écomusées naissants et en soutenant la création d'un futur musée d'agriculture nationale. François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, s'affiche pendant la campagne électorale de mai 1981 sur fond de village français. La campagne et l'agriculture fondent-elles le pacte républicain ? Le patrimoine est reconnu par l'Éducation nationale, les premières « classes patrimoine »* voient le jour en 1982. Cette évolution en faveur de la culture et des musées prend corps tandis que la régionalisation se met en place. Le 3 août 1982, un décret organise la constitution de chambres régionales agricoles. Les lois de décentralisation des 7 janvier et 22 juillet 1983 répartissent les compétences entre communes, départements, régions et État, réservent un chapitre à la protection et à la gestion du patrimoine : les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP). À partir de ces lois et de celle de 1986 de décentralisation, la Région devient collectivité territoriale à part entière. La décentralisation permet de prendre en compte de nouveaux patrimoines, en particulier ruraux. Les circuits de décision se rapprochent des citoyens et des espaces à traiter.

Depuis la loi, entrée en vigueur le 2 mars 1986, les départements deviennent compétents en matière de culture. Ils jouent un rôle de proximité de producteur de culture. Ainsi, en 1986, le département de l'Ain choisit de valoriser le patrimoine départemental en créant une conservation au service de ses quatre ethnomusées. Mais pour l'essentiel, les lois de décentralisation n'ont qu'un impact extrêmement limité sur les musées. La politique impulsée par l'État s'apparente, dans bien des cas, à la prise en compte de débats et de propositions qui émergent au niveau local²⁶⁵.

²⁶⁴ / Frédéric Poulard, 2010, p. 81

²⁶⁵ / *Ibid.*, p. 71.

Si la part de l'État dans le financement de la culture ne cesse de diminuer par rapport à celui des collectivités entre 1978 et 1986, en 1983, le Sénat ouvre une ligne budgétaire pour subventionner le patrimoine rural non protégé²⁶⁶.

Les lois de décentralisation de 1981 et de 1983, amplifient la politique de transfert des pouvoirs de l'État aux collectivités locales tandis que la démocratisation des pratiques culturelle des citoyens bénévoles est soutenue par un mouvement associatif en expansion.

II.B.1.b Reconnaissance du patrimoine agricole

Paris s'endort, la province s'éveille

L'action de l'État s'inscrit dans le concept nouveau de « développement culturel.* » En 1971, Jacques Duhamel, ministre des Affaires culturelles, met en place le Fonds d'intervention culturelle (FIC), en référence à une recommandation du VI^e plan pour soutenir l'innovation, répondre à des « besoins nouveaux » et dépasser les cloisonnements des administrations de l'État intervenant dans le champ culturel.

En 1977, la Journée internationale des musées est instituée par l'ICOM. Au niveau national, en 1978, la création de la Direction du patrimoine au ministère de la Culture prolonge et institutionnalise le terme « Patrimoine », tandis que les collections des musées relèvent de la DMF. La loi de programme du 11 juillet 1978 sur les musées, promulguée pour la période 1978-1982, profite peu aux musées qui exposent l'agriculture du fait de la faible intégration de ceux-ci aux circuits de reconnaissance et de légitimation institutionnelle.

Le patrimoine devient une institution, dès la fin des années 1970. Le 9 août 1978, le Conseil des ministres déclare l'année 1980 « année du Patrimoine ». Cet événement majeur institutionnalise le patrimoine, mais sous l'angle monumental. Cette nouvelle politique se traduit par une grande exposition « Hier pour demain : arts, traditions et patrimoine », organisée par le **MNATP** au Grand Palais de Paris. L'attrait du patrimoine rural et agricole se confirme. Cette conjonction de décisions majeures crée un terrain propice pour l'éclosion des musées d'agriculture.

L'État reconnaît l'engouement sans précédent des Français pour le patrimoine. En 1978, la réflexion sur une politique nationale de l'ethnologie veut répondre classiquement à la crainte de disparitions dues à la...

« transition rapide induite par l'urbanisation, l'industrialisation, les vagues de migrations internes et externes²⁶⁷ ».

²⁶⁶ / Catherine Lephay-Merlin, 1985, *in* : Frédéric Poulard, 2010, p. 71.

²⁶⁷ / Isac Chiva, 1994.

Jean-Philippe Lecat, dans le cadre de l'année du Patrimoine, institue la Mission du Patrimoine ethnologique qui prépare les travaux du Conseil du patrimoine ethnologique au sein de la Direction du Patrimoine du ministère de la Culture en avril 1980. La Mission encourage les organismes de recherche et de mise en valeur des cultures techniques liées à des activités artisanales et industrielles. Elle axe ses travaux sur la connaissance du patrimoine matériel, immatériel et vivant, dont les savoir-faire. Originalité nationale, elle étend le domaine d'étude de l'ethnologie des cultures paysannes aux autres cultures urbaines et industrielles. Entre 1980 et 1986, elle coordonne plus de 140 recherches. Les démarches de patrimonialisation privilégient le patrimoine industriel, probablement plus sensible à l'opinion publique devant les premières vagues de désindustrialisation que connaît le pays²⁶⁸.

Cependant, face au faible engagement de l'État, le ministre encourage les initiatives locales relayées par les conseillers pour l'ethnologie auprès des DRAC, dans la mesure où elles s'intègrent aux priorités patrimoniales et de développement culturel national.

De manière paradoxale, alors que l'agriculture se patrimonialise et que « l'agriculture et l'élevage en été, de tout temps, sont des sujets d'élection pour ce musée²⁶⁹ », le **MNATP** manque de visiteurs et de reconnaissance, malgré l'organisation de manifestations d'envergure, comme le premier festival du film rural le 23 octobre 1980, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture. Dans cette effervescence patrimoniale locale et provinciale, la prééminence scientifique et muséographique du **MNATP** ne semble pas assurée. Les 20 000 visiteurs du **MNATP** en 1990 ne suffisent pas pour justifier la réussite de l'institution, si bien que l'année suivante, le **MNATP** figure sur la liste des musées prévus pour être délocalisés en province. Jacques Sallois, directeur des Musées de France ne peut se résigner à ce que « le message du musée ne soit plus compréhensible²⁷⁰. » Bien qu'en 1992, Jack Lang* le ministre de la Culture et de la communication, soutienne le musée, Jean Guibal*, conservateur au **MNATP**, préconise de libérer le musée de son « carcan rural » pour passer aux « sociétés de la France, dans leur dimension historique et contemporaine²⁷¹ ». Jean Cuisenier*, ancien directeur du **MNATP**, propose de son côté, de changer le nom du musée et de rompre avec les principes de collecte et de présentation des œuvres à l'identique des musées des beaux-arts.

Le faible écho dans le public des activités du **MNATP** fragilise l'institution. Les propositions muséographiques du **MNATP** plaisent moins devant la vague d'ouverture

²⁶⁸ / François Portet, 2004, p. 87.

²⁶⁹ / George Henri Rivière et Jean Cuisenier *in* : *Museum*, 1972, p. 181.

²⁷⁰ / *Le Figaro*, Juillet 1990.

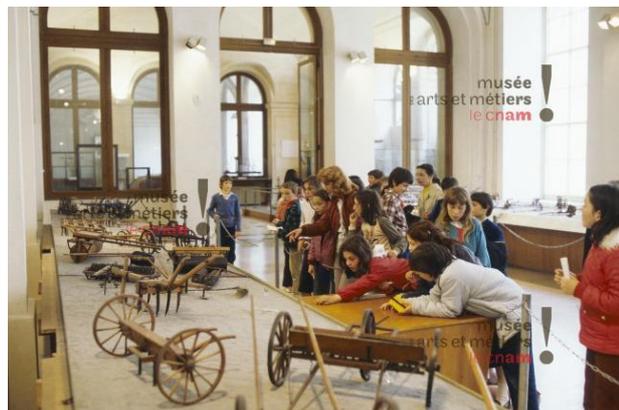
²⁷¹ / Nina Gorgus, 1999, p. 286.

d'écomusées des années 1980-1990, dont les collections sont localisées sur le lieu même où les objets servaient. La part des budgets du **MNATP** consacrée à l'enrichissement des collections agricoles sur la période 1985-1998 est faible. Ainsi, en 1985 des objets de la fabrication du cidre sont acquis à hauteur de 50 000 francs sur un budget annuel de 887 425 francs ; en 1989 des outils forestiers pour 36 000 francs sur 1 575 851 francs ; en 1998, 350 000 francs sur 1 784 440 francs.

Pour l'histoire des techniques, le **Musée des arts et métiers** est le musée national qui dispose de la plus vaste surface dans les années 1970-1990, pour présenter le machinisme agricole.



Présentation des collections agricoles & Maquette de la Deering Harvester Company en salle d'agriculture, salle onze de 1970 à 1980.



Clichés © Musée des arts et métiers **Cnam** / Jean-Claude Wetzel, in : Élisabeth Joly-Shimels, 2011, p. 41.

Figure 21 : **Musée des arts et métiers**, salle d'agriculture, 1970-1980

Nouvelle sociabilité de la ruralité et de l'agriculture

Si les grandes institutions exposent peu dans les années 1973-1990 l'agriculture, des initiatives muséales agricoles locales sont encouragées par les pouvoirs publics. En 1980, Jean-Philippe Lecat inaugure à Champlitte au sein du **Musée Albert et Félicie Demard**, le **Musée des pressoirs**, conçu par la famille Demard, destiné à illustrer la fabrication du vin et de l'huile. Les citoyens s'emparent des caractéristiques culturelles et identitaires locales afin de les revitaliser. D'anciennes pratiques culturelles liées à l'agriculture sont réactualisées. Admirer des outils et des objets du monde agricole au musée ne vaut pas tant que les voir remis en fonction dans le cadre naturel de leurs usages : le champ, l'estive ou encore la ferme. De nombreuses manifestations sont revivifiées ou élaborées, dans l'objectif de valoriser la vie sociale rurale. Elles ont pour effet d'animer un territoire agricole, de mettre en place des moyens de conserver en l'état les machines et d'étendre le souci patrimonial aux espaces qui les reçoivent. Au premier chef, ce sont les moissons qui, en plein été, mobilisent dans les régions de céréaliculture les parades de tracteurs. Elles représentent l'occasion de faire tourner les vieilles bielles et de revitaliser la sociabilité rurale. Le musée agricole fait le lien avec ces manifestations. Il en constitue bien souvent le support logistique. En 1979, à l'occasion du Comice Agricole de Cosne-sur-Loire (Nièvre), de vieilles machines sont remises en état, tant et si bien que la manifestation motive de nombreux passionnés. La première fête de la moisson se déroule en 1982. Grâce à l'organisation de nombreuses fêtes des battages et des moissons, les adhérents des musées agricoles associatifs font revivre les traditions agricoles locales. Entre reconstitutions théâtralisées et restitutions réalistes, l'époque du passage du cheval au tracteur est la plus mise en scène.

Ces fêtes rencontrent un tel succès qu'elles permettent la constitution de musées. En effet, le musée, structure pérenne, dispose de nombreux atouts pour mener à bien ces activités d'animation. Son existence juridique et institutionnelle permet de conserver, d'abriter et d'exposer le matériel agricole entre deux fêtes et de recevoir des subventions. C'est le cas du **Musée de la moisson**, deuxième antenne de l'**Écomusée du Parc naturel du Vexin français** à Sagy (Val-d'Oise). Il conserve la collection d'outils et de machines agricoles réunis par l'association des Moissonneurs, après que l'association ait animé des fêtes des moissons de 1985 à 2000. Nombre de musées de machinisme agricole sont issus d'associations de conservation de matériels et d'organisation de fêtes des battages comme le **Musée du vieux matériel agricole du château de Didonne** à Cozes (Charente-Maritime). En 1970, le comité

d'organisation de la fête des battages veut redonner vie à un moment fort d'autrefois²⁷². Cette première fête permet de constater que « ça marche encore ». Il faut cependant onze ans pour que la collecte de matériel agricole, lancée par voie de presse, réussisse. La nostalgie préside à la sauvegarde du matériel « qui peut encore servir ».

L'achat opportun, en 1980, année du patrimoine, du Château de Didonne à Semussac près de Royan, par une coopérative agricole permet d'y loger le musée. Les bâtiments sont rénovés grâce à un chantier estival de jeunes. Le **Musée du vieux matériel agricole du château de Didonne** ouvre en 1982. Depuis 1975, la fête des battages de Fontaine-Guérin (Maine-et-Loire) se déroule selon un ordonnancement bien fixé : concours de labour, puis présentation des métiers artisanaux, enfin spectacle nocturne et feu d'artifice financés par la municipalité. L'évocation des métiers d'autrefois rassure et rappelle le bon sens des anciennes pratiques sur lequel est bâti le monde industriel productif actuel.²⁷³.

De nouvelles thématiques concernent le secteur des fruits et légumes, des produits issus de la récolte et des moissons. L'engouement pour les fêtes folkloriques, si prisées dans la France de l'entre-deux-guerres se prolonge sous la forme de fêtes agricoles, déjà en pleine expansion sous l'État français. Travaux et objets de l'agriculture y occupent une place de choix, symboles du passage d'une France traditionnelle à une France moderne. L'animal de labour ou d'embouche est très présent. Ainsi, se déroule depuis 1984, tous les quatre ans à Sommepey-Tahure (Marne) « la fête du mouton », devenue en 1988 « Salon régional du mouton et de l'espace rural ». Le village de Sommepey-Tahure compte encore 1 500 brebis à la première édition du Salon.

Cette muséification d'une agriculture en cours de patrimonialisation est d'autant plus appréciée que d'aucuns constatent que les musées de province possèdent leurs collections de hallebardes et de canons, mais que rares sont ceux qui disposent de collections de gros matériels agricoles. La scène muséale consacrée à l'agriculture se caractérise par une floraison de petites structures, en majorité privées, qui alliée à de nouveaux concepts muséaux renouvelle l'intérêt pour l'agriculture au musée.

II.B.2 Le boom des musées d'agriculture

La reconnaissance institutionnelle du processus de patrimonialisation entraîne une structuration plus large du mouvement muséal agricole. L'expansion des musées est générale

²⁷² / Le **Musée agricole de Didonne**. [en ligne]. [Consulté le 31/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.claude-moinet-memoires-et-histoire.com/astcm04.php3>

²⁷³ / Plaquette de présentation de la 37^e fête des battages de Fontaine-Guérin, 14 août 2011.

en province où 60 musées sont en rénovation en 1976²⁷⁴. 120 musées d'agriculture, de muséographies, de tailles et de statuts différents, voient le jour entre 1985 et 1995²⁷⁵. Les particuliers, relayés par les pouvoirs publics, jouent un rôle important dans la patrimonialisation de l'agriculture au musée. Les nouveaux musées agricoles ouvrent, dans la plupart des cas, à l'initiative du secteur associatif, motivé par la valorisation du patrimoine agricole local et loin des métropoles.

En 1973, le **Musée départemental de l'abbaye de Saint-Riquier** (Somme) ouvre et propose en 1975 des collections d'objets agricoles évoquant les semailles, les moissons et l'élaboration du cidre. Deux vastes granges picardes sont reconstruites dans le parc. Les collections volumineuses du **MNATP** y sont conservées, en particulier une série complète d'instruments aratoires, dans les premières réserves externalisées de France. La constitution d'une collection est dans de nombreux cas le premier pas vers la création d'un musée agricole, car il n'existe toujours pas de musées, hormis le **MNATP**, destinés à recevoir ces nouvelles collections du patrimoine agricole.

II.B.2.a Diversification des modèles muséaux

Le modèle du musée de folklore présentant des accumulations de matériels organisées thématiquement, domine et se fonde dans une des interprétations muséographiques locales du **MNATP**. Héritiers de l'attention portée au patrimoine bâti, environnemental et social, trois nouveaux modèles de musées présentant l'agriculture émergent sur notre sol : le musée de plein air, l'écomusée, les Centres de culture scientifique et technologique.

Peu de musées valorisent alors les grands sites patrimoniaux de l'agriculture. Ainsi, dans le cours des années 1980, Michel Chevalier, géographe, relate les propos de Pierre Cornet élu, à propos du domaine d'Olivier de Serres du Pradel que la reconstruction de l'école d'agriculture n'empêche pas, le demi-abandon du musée. **Le Pradel** devrait, selon lui, posséder le grand musée de l'ancienne agriculture française²⁷⁶.

La plupart des musées privés, présentent leurs objets sans programme déterminé scientifiquement, aussi les expositions relèvent majoritairement des présentations héritées des salles de folklore ou de simplification des dispositifs de la galerie culturelle du **MNATP**.

Le docteur André Voulgre, fidèle à son Périgord natal, lègue en 1971 à la ville de Mussidan (Dordogne) sa maison familiale ainsi que ses collections.

²⁷⁴ / *Le Monde*, 20 décembre 1976.

²⁷⁵ / AFMA, 2006.

²⁷⁶ / *Revue de géographie alpine*, 1986, p. 351.

Une association, les « Amis du musée », prend en charge l'entretien et l'enrichissement du fonds. Par décision testamentaire, le musée porte le nom de son fondateur²⁷⁷. Sur ce registre, en 1986, le couple Raymond et Jacqueline Humbert, émus de la disparition dans l'indifférence de la mémoire artisanale fondent le **Musée rural des arts populaires de Laduz** (Yonne). Raymond Humbert cherche et collectionne des objets, témoins du patrimoine rural. Il milite pour une muséographie renouvelée. Le musée d'art populaire offre une réflexion sur le passé et sa diversité. Raymond Humbert souhaite qu'il ouvre, loin de tout passéisme, sur le présent et l'avenir²⁷⁸. Le musée situé dans la Ferme des frères Perrel fait découvrir deux siècles d'histoire du massif du Mezenc et des sources de la Loire. L'aménagement de la ferme, le mobilier, les objets usuels et les outils témoignent de la vie paysanne entre 1748 à 1974.

Nouveaux musées de folklore, d'arts et traditions populaires, de produits et de métiers

Les musées de terroirs qui expriment l'identité locale se multiplient. Les érudits et les associations impulsent une dynamique de constitution de collections agricoles dont l'enjeu majeur est la préservation des mémoires paysannes locales. Ces collections sont la raison même de la réalisation de musées agricoles. Ces établissements accroissent leur valeur patrimoniale par le maillage territorial des structures où l'image du terroir domine. Ce type de musée tend vers l'exhaustivité monographique dans la présentation des facettes agricoles de terroirs spécifiques. Les collections sont souvent constituées par collectage auprès des populations. Ce procédé, initié dès les premiers musées de folklore, comme le **Museon Arlaten**, se généralise lors des années 1970-1980. Les salles sont souvent remplies d'objets accumulés.

Pour le **Musée des traditions populaires Marius Audin**, l'objectif reste celui fixé par le fondateur : « présenter tout ce qui devait être connu de sa terre natale ». Bien que la surface au sol soit moins importante qu'à ses débuts, le musée s'enrichit au moment où disparaissent dans les années 1970 les derniers artisans : sabotier, tanneur, taillandier. L'agriculture et la viticulture à l'origine de la création du musée occupent le troisième étage. La collection agricole s'est étoffée de matériels et de documents émanant de la Maison Vermorel de Villefranche remis au musée par l'Union Interprofessionnelle des Vins de Beaujolais (UIVB) en 1982²⁷⁹. En janvier 1983, le **Musée des arts et traditions populaires de Moyenne Provence de Draguignan**, ouvre avec une collection qui présente les travaux agricoles, la culture des céréales,

²⁷⁷ / **Musée André Voulgre. Musée des arts et traditions populaires du Périgord**. [en ligne]. [Consulté le 08/10/2012]. Disponible à l'adresse : http://musees-aquitaine.com/musees/fiche_musee.php?id=6

²⁷⁸ / Musée de Laduz. *La naissance du musée*. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://laduz.com/musee/la-naissance-du-musee>

²⁷⁹ / **Musée de Beaujeu**, *Le contenu du musée*, doc. Ronéoté, s.d.

la viticulture, l'oléiculture, l'élevage des moutons, l'artisanat grâce à la reconstitution de deux moulins d'un atelier de fabrication de bouchons. Le District Urbain de l'Agglomération Saint-Loise (Manche) réalise le **Musée du Bocage normand** dans un domaine remarquable acquis en 1980. L'association « la Normandie Traditionnelle » fondée par Jacques Monthulé offre une partie de sa collection. L'autre partie est acquise grâce au soutien du Fonds Régional d'Acquisition des Musées (FRAM). En 1986 et 1987, 1 600 objets viennent enrichir le patrimoine de la ville. Le musée ouvre en 1989 pour une exposition de préfiguration dans les bâtiments d'habitation restaurés.

Cependant, les musées qui présentent les produits de l'agriculture ne sont pas les seuls à présenter la spécificité de leurs terroirs. Y contribuent également les musées présentant un animal emblématique, comme le cheval. En 1983 à Sacy-le-Grand (Oise), Marcel Vincent ouvre le **Musée du cheval de trait**²⁸⁰. Le **Musée des arts et traditions populaires du Perche** « conservatoire de modes de vie révolus²⁸¹ » consacre ses collections au patrimoine agricole percheron et traite du monde équin, de la pomiculture et de la céréaliculture. Le musée installé dans l'église connaît rapidement le succès et atteint les 10 000 visiteurs dès les premières années. La valeur identitaire des objets patrimoniaux explique cette réussite²⁸². Le bâtiment muséal construit en 1983 permet de préserver les collections et d'abriter l'équipe du musée, logée auparavant au-dessus d'une étable ! Le prieuré attenant abrite alors une unité agricole. Cette unité agricole revêt un intérêt patrimonial, caractéristique de l'agencement des bâtiments agricoles traditionnels percherons. La qualité de l'ensemble agricole autorise la réhabilitation du prieuré à partir d'une thématique agricole. Le musée présente des pratiques agricoles ayant un impact sur l'environnement social et naturel²⁸³. Les Amis du Perche souhaitent pérenniser la collection avant sa passation au conseil général de l'Orne. Celle-ci est contrôlée par la DMF, par arrêté de classement en 1985. La même année, le conseil général de l'Orne prend en charge le musée, toujours géré sous forme associative. Les recherches de Françoise Lecuyer Champagne, directrice du musée de 1978 à 1988, permettent de réaliser l'exposition permanente en 1985.

²⁸⁰ / Château Garreau. *Présentation*. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.chateau-garreau.fr/gp/Presentation/9>

²⁸¹ / L'**Écomusée du Perche**. *Un musée de territoire sur un site historique*. [en ligne]. [Consulté le 17/01/2015]. Disponible à l'adresse :

http://ecomuseeduperche.com/dossiers/dossier_9_musee+territoire+sur+site+historique.html

²⁸² / Évelyne Wander, 2010, p. 3.

²⁸³ / *Ibid.*, p. 28.



Cliché Richard Dupuis

Figure 22 : **Musée d'arts et traditions populaires du Perche**, Sainte-Gauburge

Certains musées intègrent des collections nouvelles comme celles de photos. C'est le cas du **Musée de Cucuron** (Vaucluse) qui ouvre en 1970 dans l'Hôtel des Bouliers du XVII^e siècle, sur une initiative associative et communale visant à valoriser les fouilles archéologiques locales. Les héritiers de Marc Deydier, félibre, notaire, féru d'histoire, d'archéologie, d'entomologie, de photographies, déposent au musée plus de 2 800 plaques photographiques prises entre 1890 et 1920. Ces documents, dont certains sont d'une qualité exceptionnelle, retracent la vie au quotidien de Cucuron et de ses environs, en particulier des travaux des champs²⁸⁴.

Ces musées présentent en majorité l'agriculture dans leurs terroirs. Les musées vitivinicoles sont implantés sur les nombreux terroirs viticoles nationaux. Leurs muséographies présentent dans la plupart des cas le vin en relation avec le terroir. La viticulture est exposée dès l'origine du **Musée Alice Taverner**. Dès 1950, le vignoble de la côte roannaise, mais aussi ceux du Forez et des rivages du Rhône, bénéficient d'une présentation²⁸⁵. Cependant, dans la muséographie, ce thème gagne en importance. Grâce à la dotation des Pays de France, dans l'espace arrière du **Musée Alice Taverner**, où la créatrice rêvait de reconstituer la cour d'une ferme, des hangars sont construits en 1983 pour abriter le gros matériel agricole : araires, charrues, herses, chars et charrettes²⁸⁶.

La reconnaissance du vin alsacien au-delà des frontières régionales motive la fondation du **Musée du Vignoble et des vins d'Alsace**, localisé à Kientzheim (Haut-Rhin). Ce musée rassemble tous les outils du vigneron pour les travaux de l'exploitation. L'association des Amis

²⁸⁴ / Évelyne Crégut, Claude Guérin, 2005, p. 96 ; p. 143.

²⁸⁵ / Robert Bouiller, 2003, p. 27.

²⁸⁶ / *Ibid.*, p. 23.

du **Musée du Vignoble et des vins d'Alsace** est fondée le 22 septembre 1974. Elle regroupe quelques amis passionnés par l'histoire de la viticulture, elle se donne pour but de créer un musée à la gloire des vins d'Alsace²⁸⁷.

Ces structures s'inscrivent dans un paysage muséal dans lequel les caves d'exploitants exposent parfois du matériel agricole en appui à leur politique commerciale et jouent ainsi un rôle patrimonial. L'action des sociétés locales est encore plus déterminante, car le vin bénéficie de nombreuses représentations culturelles, littéraires, artistiques et techniques. Par ailleurs, il développe un imaginaire inégalé. Ainsi, la dynamique Confrérie Saint-Etienne met à la disposition de l'association une dépendance du château. Plusieurs organismes professionnels et financiers soutiennent l'opération, en particulier le Conseil Interprofessionnel des Vins d'Alsace qui représente les vignerons. De nombreux particuliers déposent objets et outils, permettant ainsi l'ouverture du musée fin juin 1980²⁸⁸. Le musée se voit confier deux missions : vanter les mérites des vins d'Alsace et faire connaître aux Alsaciens, eux-mêmes, le travail du vigneron et des métiers annexes. Mais il s'agit aussi de relancer l'économie traditionnelle centrée sur le vin.

Le **Musée de la Vigne et du vin d'Anjou** naît dans un contexte de crise lié à la mécanisation des travaux viticoles et d'exode rural. Habitants et passionnés se mobilisent, par le moyen d'une association « les Amis de la Vigne et du Vin » qui installe une première exposition en 1978 dans une maison de la Nourairie, mais il faut attendre 1983 pour que le musée prenne ses quartiers dans les celliers de la Coudraye, à Saint-Lambert-du-Lattay (Maine-et-Loire). L'exposition permanente restitue le travail du raisin en Anjou et investit le cellier, édifice utilitaire, à l'architecture fonctionnelle. En 1986, il est labellisé « musée contrôlé ». Sans revendiquer l'appellation d'écomusée, ce musée s'adresse avant tout aux habitants du territoire, comme témoins de pratiques vigneronnes en pleine évolution²⁸⁹.

Le **Musée du Vignoble nantais**, à Pallet qui s'intitule « musée de territoire », est créé en 1979 par l'Association culturelle Pierre Abélard, dans la chapelle du Pallet, pour commémorer le neuvième centenaire de la naissance de Pierre Abélard (1079-1142), philosophe natif de la commune. Il propose une collection de 1 100 objets. Le domaine privé du château Garreau à

²⁸⁷ / Le **Musée du vin et du vignoble d'Alsace**. [en ligne]. [Consulté le 09/10/2012]. Disponible à l'adresse : http://www.musee-du-vignoble-alsace.fr/fr_presentation.php

²⁸⁸ / Le **Musée des Vins et du Vignoble d'Alsace**. Présentation. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : http://www.musee-du-vignoble-alsace.fr/fr_presentation.php

²⁸⁹ / Entretien avec Karine Chevalier, 2011.

Labastide d'Armagnac (Landes) présente un ensemble comprenant le **Musée du Vigneron d'Armagnac** installé dans une grange gasconne du XVII^e siècle et un musée des alambics.

Le **Musée du Vin** de Paris n'est pas adossé à une cave ou un groupement de producteurs, mais au Conseil des Échansons de France, dont il est la propriété depuis 1984. Cette Confrérie bachique, fondée en 1954, défend et promeut les meilleures appellations viticoles de nos terroirs. Le musée est le siège de la Fédération Internationale des Confréries Bachiques (F.I.C.B). Les collections exposées appartiennent aux Échansons²⁹⁰. Elles concernent notamment la viticulture, la tonnellerie, la vinification et le service du vin²⁹¹. Il recèle des séries d'objets rares comme les tire-bouchons²⁹². Situé rue des Eaux, dans des celliers historiques de l'ancien couvent des Minimes, il bénéficie de la notoriété incomparable de la capitale ainsi que de l'héritage culturel de l'ensemble du vignoble national. Les musées d'alcool reposent sur une tradition industrielle, celle des capitaines d'industrie du XIX^e siècle. Les boissons alcoolisées occupent une place particulière dans les musées d'agriculture du fait de l'importance économique du secteur et de la familiarité du produit. Il en est ainsi pour le vin et dans une moindre mesure la bière. Le **Musée européen de la bière** de Stenay (Meuse) est fondé en 1986 par Jean-Marie Volder, dans l'ancien magasin aux vivres de la citadelle de Stenay du XVII^e siècle. Il se démarque des musées d'entreprises, car il présente le produit dans un contexte plus large que celui proposé par un seul fabricant.

L'**écomusée de Fougerolles** constitue un projet exemplaire d'intégration à une culture locale qui se redynamise, celle de la cerise. En 1979, la commune de Fougerolles, grande productrice de cerise et de kirsch au XIX^e siècle achète l'ancien domaine Aubry, avec la Société d'Agriculture, Lettres, Sciences et Arts de la Haute-Saône (SALSA) pour en faire un écomusée et l'intègre au réseau des Musées des techniques et cultures comtoises. En 1984, conjonction réussie d'une démarche patrimoniale et d'une démarche économique et touristique, la distillerie est inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

Les musées qui exposent les productions laitières se multiplient. Le **Musée de La Fruitière** (Haute-Saône) propose la découverte d'une ancienne salle de fabrication du Beaufort avec des explications sur l'élaboration de ce fromage. Les musées qui exposent l'histoire et la production de produits alimentaires, du fait de la popularité des produits et des marques exposés

²⁹⁰ / Entretien avec Claude Josse, 2011.

²⁹¹ / Le Conseil des échansons de France. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.conseil-des-echansons-de-france.com/>

²⁹² / Le **Musée du vin**. *Les objets du vin*. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.museeduvinparis.com/francais/les-objets-du-vin>

contribuent à patrimonialiser l'agriculture. Les musées d'ethnologie intègrent majoritairement l'agriculture dans leur muséographie, déjà mise en scène dans les musées d'arts et traditions populaires et ceux qui privilégient la présentation de terroirs. Ils exposent des objets agricoles et du quotidien et les nouveaux patrimoines, à l'instar du patrimoine immatériel. Enfin, ils font la part belle à l'investissement de l'homme dans l'activité agricole. Ils sont dispersés en un semis de petites structures sur le territoire métropolitain. Ils présentent des matériels très variés selon leurs lieux d'implantation. Quelques aspects de l'agriculture ne sont cependant pas évoqués, comme les compléments de subsistance générés par le braconnage²⁹³.

Peu de musées offrent la démonstration *in situ* du travail de la terre dans des reconstitutions ou des mises en service fidèles. Les musées agricoles fournissent alors de nombreuses informations sur les productions agricoles du terroir, mais aussi sur les machines fabriquées localement. De plus, les objets du travail de la terre occupent une place plus importante et plus visible dans les musées d'arts et traditions populaires et les nouveaux musées du machinisme agricole.

En 1981, le Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF) est créé par la fusion Centre National d'Étude du Machinisme Agricole (CNEMA) et du Centre Technique du Génie Rural des Eaux et Forêts (CTGREF) au terme de quatre ans d'efforts avec l'appui Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture de l'époque et ingénieur agronome. L'impulsion de l'État pour le machinisme agricole se réalise dans un contexte de course à la productivité et d'automatisation des tâches liées au métier agricole.

Le concept de métier influence d'ailleurs les muséographies qui présentent l'agriculture. Inauguré en 1977 grâce à l'initiative de l'érudit Georges Dubouchet, le **Musée de Saint-Didier-en-Velay** en Auvergne rassemble un choix de matériel agricole susceptible d'incarner les sociétés préindustrielles du Massif Central. L'évocation des travaux agricoles constitue d'emblée le fondement du musée²⁹⁴. La collection comprend de grands pressoirs du XVIII^e ou du début du XIX^e siècle rassemblés en fonction de leur provenance régionale, de leurs caractéristiques et de la nature, de l'ancienneté des matériaux et du type de serrage adopté. Les pièces rassemblées témoignent d'une grande diversité. L'organisation de la collecte et la présentation répondent alors à une tentative d'exhaustivité dans la description d'un processus agricole. Georges Dubouchet s'emploie, dans l'ombre de Paul Feller qui exerce alors un

²⁹³ / Claude Rivals, 2006, p. 252.

²⁹⁴ / Georges Dubouchet. *Le musée des campagnes. Historique du musée*. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://georges.dubouchet.free.fr/museedescampagnes/mapage/index.html>

véritable magister en la matière, à rassembler un maximum d'outils. Il recueille des « fonds complets » d'ateliers plutôt que des pièces d'Art populaire²⁹⁵.

La quête des objets guide la conservation, mais aussi la volonté de restituer les méthodes de travail disparues. Saint-Laurent-de-la-Plaine (Maine-et-Loire) est un village rural des Mauges où le **Musée des métiers** est installé depuis 1974 dans un ancien presbytère. Il accueille la collection constituée en 1968 par Victor Perrault, charpentier, et Abel Delaunay, forgeron. Le musée conserve les objets et outils d'antan. Un important ensemble de machines agricoles, araires et charrues, chariots et charrettes, tombereaux, tracteurs, motoculteurs est présenté dans la grange du musée. Il expose quelques spécimens, comme le premier modèle de moissonneuse ou le tracteur Renault de 1920 fabriqué à seulement 500 exemplaires. Il expose la culture du blé, des semailles au battage dans la salle du « Grain au Pain²⁹⁶ ». Le musée intègre aussi des salles régionales spécialisées pour la viticulture. La ville proche de Chalonnes-sur-Loire (Maine-et-Loire) est le siège social de l'un des premiers fabricants au monde de pressoirs viticoles. Le **Musée des métiers** possède une intéressante collection illustrant les différents types de pressoirs anciens à long fût ou levier, à vis centrale. Il propose également des pièces récentes à axe horizontal²⁹⁷.

Les musées des métiers recouvrent un réel besoin en relation avec l'insertion professionnelle des jeunes et l'artisanat. Les métiers qu'ils exposent et parfois forment sont des métiers traditionnels et des métiers d'art. La liaison avec l'enseignement suit rarement.

²⁹⁵ / *Ibid.*

²⁹⁶ / Le musée des métiers. La Matière, l'Homme et l'Outil. *L'agriculture, la viticulture et le monde rural*. [en ligne]. [Consulté le 22/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.musee-metiers.fr/?L-agriculture-la-viticulture&lang=fr>

²⁹⁷ / *Ibid.*

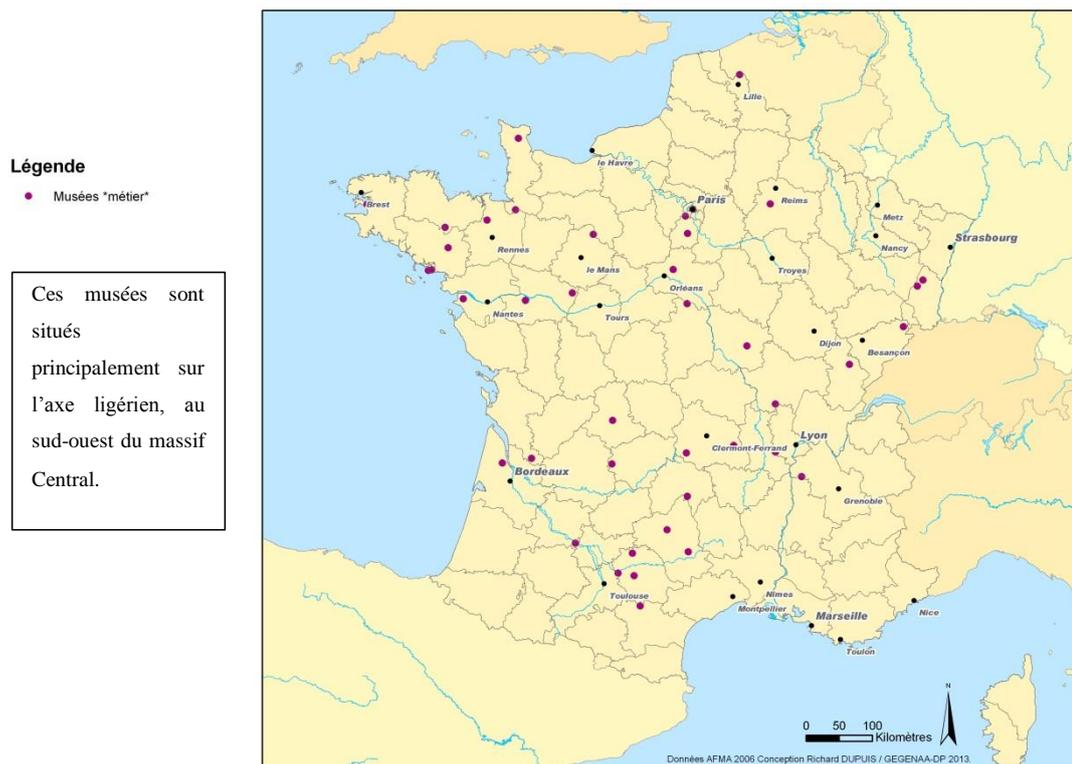


Figure 23 : Musées ayant le mot « métier » dans leur intitulé (carte)

Des initiatives muséales publiques et privées nombreuses revivifient les pratiques agricoles traditionnelles. Elles permettent la remise en activité des machines, outils, lieux et manifestations de sociabilité rurale et agricole anciens.

Nouvelles expositions de l'agriculture grâce aux musées de plein air, écomusées et CCSTI

Un vent nouveau souffle sur l'agriculture au musée avec la réalisation de trois grands musées de plein air : l'**Écomusée d'Alsace**, le **Musée de plein air du Quercy-Cuzals** et le **Musée des maisons comtoises**. Ce phénomène est neuf en France.

L'implantation de musées de plein air s'inscrit dans l'héritage de la politique des loisirs mise en place par le Front populaire. Sur le registre de la mise en scène de l'habitat, plusieurs grands musées régionaux, comme le **Musée Lorrain** de Nancy, possèdent déjà des intérieurs de maisons régionales intégrés à leurs expositions permanentes. Ainsi dès 1981, celui-ci expose des reconstitutions d'intérieurs dans sa section Art populaire.



Cliché Richard Dupuis

Figure 24 : **Musée Lorrain**, Nancy

Les bâtiments transplantés sont dans la plupart des cas patrimoniaux et typiques de leurs terroirs d'origine. Cette voie muséographique permet de restituer et de comprendre l'habitat régional rural et agricole à partir d'institutions muséales urbaines. Cependant, ce choix ne peut combler toutes les attentes, dans la mesure où les intérieurs présentés sont extraits de leurs contextes et de leurs environnements. Les musées de plein air présentent l'avantage d'exposer sur une vaste surface et en conditions quasi réelles, maisons et intérieurs régionaux. Ils ressuscitent, à l'image du musée de plein air Skansen à Stockholm en Suède et de ses déclinaisons scandinaves, à partir des structures agraires et des méthodes d'exploitation d'une période historique donnée, la vie et la culture rurales traditionnelles. Leur orientation est nettement ethnographique²⁹⁸.

En France, la préservation des maisons rurales, thème de nombreuses recherches, expression historique des terroirs et de la muséographie rurale, trouve en différentes régions l'aboutissement d'actions bien souvent militantes, par la création de musées de plein air. Ces actions trouvent un écho favorable auprès du public et des décideurs, car elles s'inscrivent dans la continuité des modalités d'exposition du patrimoine folklorique puis ethnologique du XIX^e siècle. De l'intérieur paysan mis sous vitrine à la maison intégralement transposée au musée, il n'y a qu'un pas à franchir. Cette orientation présente deux limites : il faut que l'exposition maintienne entre l'observateur et les réalités observées une distance assez grande

²⁹⁸ / Suse Zahrisson, 1984, p. 121.

pour que l'analyse et le goût puissent s'exercer. Par ailleurs, le visiteur est amené à faire fonctionner deux systèmes de référence dans l'espace, alternativement, selon qu'il cherche à se repérer dans le tout ou à pénétrer la partie, ce qui stimule sa propension à prendre une distance critique par rapport aux réalités qu'il observe²⁹⁹.

Le patrimoine bâti est l'écrin idéal pour organiser une structure patrimoniale dans laquelle des fonctions muséales prennent corps. Il permet d'exposer et animer en situation et dans un décor réaliste le matériel et les savoir-faire paysans et agricoles. C'est une patrimonialisation de la reconstruction. La restauration de villages entiers, comme Saint-Dégan (Morbihan), « musée rural vivant », restitue au public la vie rurale des XVII^e au XIX^e siècle, avec des chaumières en amphithéâtre sur la vallée du Loch³⁰⁰.

Les années 1970 portent des idées neuves qui favorisent le développement des musées de plein air. Le tourisme vert et le développement local, trouvent avec la décentralisation naissante, une opportunité sinon de réalisation idéale, du moins d'expérimentation concrète. De ce fait, les projets muséaux de Nancray et de Ungersheim (Haut-Rhin) montent en puissance simultanément³⁰¹. Par ailleurs, l'architecture est reconnue par la loi du 3 janvier 1977 « expression de la culture d'intérêt public ». Dans la foulée, les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) sont institués. L'intérêt pour le patrimoine bâti monumental s'élargit à de nouveaux registres patrimoniaux, comme le petit patrimoine de pays et les jardins.

Le 17 décembre 1975, la Convention de l'UNESCO pour la protection du patrimoine mondial entre en vigueur. En 1981, la « Charte des jardins historiques de Florence » est adoptée par le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS), en additif de la « Charte de Florence ».

Dans les années 1970-1980, très peu de bâtiments agricoles bénéficient de protection. L'architecture rurale, faiblement spectaculaire et mal valorisée, est lentement et tardivement protégée. Longtemps condamnée à l'invisibilité, elle passe de 0 % de bâtiments classés à 17 % entre 1922 et 1982 tandis que l'architecture industrielle, évolue de 0 % à 5,5 %. C'est dans ce contexte de protection croissante du patrimoine bâti, que l'engouement patrimonial investit les campagnes. En 1983, l'association « Maison paysannes de France » est reconnue d'utilité

²⁹⁹ / Jean Cuisenier, 1984, p. 134-135.

³⁰⁰ / **Écomusée de Saint-Dégan**. Historique. Saint-Dégan, un village restauré en « village vivant ». [en ligne]. [Consulté le 28/05/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.ecomusee-st-degan.fr/histPresse/00hist700725Tel.php>

³⁰¹ / Marc Grodwhol, 2002, p. 113.

publique, tandis que le Touring club de France, fondé en 1890, est liquidé. Les militants associatifs de la défense du patrimoine utilisent la double dimension culturelle et économique comme argument pour le défendre. Ainsi se révèle-t-il judicieux de reconstituer et de rassembler des ensembles significatifs de bâtiments afin de les valoriser dans une optique scientifique et muséographique.

En 1971, l'association des « maisons paysannes d'Alsace », fondée par un groupe d'étudiants tenaces, lutte contre les destructions récurrentes de bâtiments. Le risque qu'un pan entier du patrimoine bâti alsacien soit détruit est grand. En l'espace d'une ou deux générations un tiers du parc immobilier ancien est irrémédiablement gelé, sans avenir ou intégré à des propriétés plus vastes³⁰². Ce militantisme préfigure par ses actions de sauvegarde le rôle et l'activité de l'**Écomusée d'Alsace** qui ouvre en 1984 à Ungersheim. Dès que le musée prend de l'importance, les pouvoirs publics prennent le relais des associations et des bénévoles. Le conseil général apporte les premiers concours financiers. Premier musée de plein air français, son projet initial novateur rencontre en partie le succès et propose de greffer le musée de plein air en prolongement d'un village existant³⁰³. L'écomusée agglomère des maisons reconstituées en village, sur le terrain de la friche de l'entreprise des « Mines de Potasse d'Alsace ». Dans l'espace de l'écomusée, ces bâtiments sont regroupés par quartiers, correspondant chacun à une provenance géographique³⁰⁴. Les différents sous-ensembles représentent le Sundgau, la plaine de Haute Alsace, le vignoble sous-vosgien, le Rid et la plaine agricole des environs de Strasbourg, le Kochersberg et l'Outre-Forêt. Ils sont organisés sur un cercle d'environ 150 m de rayon³⁰⁵. La période de reconstitution, matière même du projet muséographique, porte sur les années 1920-1930. Ce choix permet aux visiteurs de lire et comprendre la globalité d'un terroir³⁰⁶. À l'accueil du musée, des panneaux, citent Claude Lévi-Strauss et présentent le programme scientifique qui préside à l'exposition permanente de l'agriculture. « Les champs de Morand » un parcours avec des stations d'interprétation sous cabanes retrace les successions des travaux agricoles. L'activité agricole structure la muséographie. Une ferme reconstituée, du début du XX^e siècle, présente la culture des céréales et plantes avec les outils et méthodes d'époque. Les principaux bâtiments d'une exploitation agricole type, depuis la ferme-cour

³⁰² / Marc Grodwohl, 1987, p. 1.

³⁰³ / *Ibid.*, p. 2.

³⁰⁴ / Marc Grodwohl, *in* : « Les trente ans de l'écomusée. » 31 mai 2014.

³⁰⁵ / Marc Grodwohl, 1994, p. 11.

³⁰⁶ / Marc Grodwohl, *Le paysage des musées d'agriculture en 2007*. [en ligne]. [Consulté le 13/10/2012].

Disponible à l'adresse : <http://www.marc-grodwohl.com/m%C3%A9moires-de-1%E2%80%99ecomus%C3%A9-d%E2%80%99alsace/une-mus%C3%A9ographie-vivante-de-lagriculture-1986-2006>

jusqu'à la ferme-bloc, sont présents. Chaque bâtiment est expressif d'un mode constructif déterminé³⁰⁷. Installer une activité agricole, avec les moyens et conditions de l'époque, fait partie intégrante du projet muséal.

Une activité de polyculture-élevage, nécessaire à la mise en mouvement des collections est créée ex nihilo. Elle permet l'expression publique des savoirs d'anciens agriculteurs et leur transmission à de jeunes amateurs et professionnels³⁰⁸.

Le recours aux professionnels par le biais du bénévolat offre la possibilité de faire un pont patrimonial entre le passé et le présent. Il s'agit d'élaborer, à l'aide de leur concours :

« Un espace de récits d'agriculture vivante dans un grand musée généraliste³⁰⁹ ».

Le témoignage direct d'agriculteurs et d'éleveurs est nécessaire au musée, dans sa mission de lien social et intergénérationnel³¹⁰. Les agriculteurs interviennent bénévolement dans les animations et donnent des objets. Les organisations professionnelles sont d'abord quelque peu réticentes devant la coloration historiquement écologiste du projet, car elles craignent la diffusion d'une image rétrograde de l'agriculture. Néanmoins, elles participent dans un premier temps à la réflexion puis soutiennent la démarche³¹¹.



Cliché Richard Dupuis

Figure 25 : Écomusée d'Alsace, Ungersheim

Un spectacle intitulé « le grand battage » sert de support pour présenter les techniques. Puis, après un nécessaire apprentissage bref, mais efficace des techniques, les visiteurs battent

³⁰⁷ / Marc Grodwohl, 1987, p. 3.

³⁰⁸ / Marc Grodwohl. Mémoires de l'Écomusée d'Alsace. *Une muséographie vivante de l'agriculture (1986-2006)*. [en ligne]. [Consulté le 29/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.marc-grodwohl.com/m%20C3%A9moires-de-l%20E2%80%99ecomus%20C3%A9-d%20E2%80%99alsace/une-mus%20C3%A9ographie-vivante-de-lagriculture-1986-2006>

³⁰⁹ / *Ibid.*

³¹⁰ / Marc Grodwohl, *Le paysage des musées d'agriculture en 2007* [en ligne]. [Consulté le 13/10/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.marc-grodwohl.com/m%20C3%A9moires-de-l%20E2%80%99ecomus%20C3%A9-d%20E2%80%99alsace/une-mus%20C3%A9ographie-vivante-de-lagriculture-1986-2006>

³¹¹ / *Ibid.*

le blé. Le monde agricole est ambivalent devant l'image de l'agriculture que véhicule l'écomusée. Il s'interroge sur la perception par l'opinion publique du travail agricole présenté dans l'Écomusée. Il préconise de ne pas donner une image trop esthétique de l'agriculture passée. Les agriculteurs contemporains s'associer difficilement à des représentations qui critiquent les interventions du monde agricole sur le paysage, la société et l'écosystème. Les partenariats souhaités restent lettres mortes. Industries et organisations professionnelles ne s'impliquent pas dans le musée, pensant figurer sur le banc des accusés³¹². Malgré ces réticences, la muséographie vivante de l'agriculture à l'**Écomusée d'Alsace** fournit probablement les réalisations les plus convaincantes en termes de patrimonialisation de l'agriculture.

L'architecture et le petit patrimoine ruraux sont conservés dans les musées de plein air, sous forme « d'exemples typiques ». En 1972, à Cahors (Lot), l'association « Quercy Recherche », emmenée par Jean-Luc Obereiner, ingénieur et ethnographe, met en place une dynamique favorable à la réalisation du **Musée de plein air du Quercy-Cuzals** à Sauliac-sur-Célé (Lot) qui ouvre en 1982 sur 50 hectares. Le programme muséographique documente l'évolution des campagnes face à l'industrialisation et met en scène fermes et bâtiments ruraux. Le musée se développe progressivement. La maison rénovée de la fin du XVIII^e siècle offre une interprétation historique de l'agriculture sur une période peu présentée. Les visiteurs sont au rendez-vous les premières années : 25 000 en 1985, 50 000 en 1986 et plus de 60 000 en 1987.

En 1976, l'abbé Garneret, fort de ses diverses expériences muséographiques, entame les démarches administratives, afin de faire sortir de terre un **Musée des maisons comtoises**, inspiré du musée de maisons de Sorgenfrei qu'il visite au Danemark. La Préfecture du Doubs donne son accord au chantier le 22 juin 1983 et le **Musée des maisons comtoises** de Nancray ouvre ses portes à quelques kilomètres de Besançon en 1988. L'association « Folklore Comtois » gère le site sous la direction du bras droit de l'abbé, le conservateur Pierre Bourgin, qui participe à l'aventure muséographique de l'abbé depuis ses débuts. L'agriculture est centrale, avec fermes et fruitières, activités et matériels agricoles. Les professionnels du monde agricole prêtent leurs concours à l'abbé.

³¹² / Marc Grodwhol, *Ibid.*



Cliché Richard Dupuis

Figure 26 : Musée **des maisons comtoises**, Nancray

La réalisation de musées de plein air n'est pas aisée. Il semble préférable de conserver *in situ* les maisons dignes d'intérêt patrimonial, dans la perspective de les intégrer à un parcours de visite. Malgré la difficulté de les démonter lorsqu'elles sont en pierre, les préserver et les intégrer à un vaste ensemble architectural régional visitable, s'imposent à nombre de décideurs, tels l'abbé Garneret.

Cette muséalisation du patrimoine architectural renforce l'attrait et la reconnaissance de l'agriculture au musée. Les musées d'agriculture bénéficient de l'engouement des Français pour les bâtiments patrimoniaux. Les musées de plein air, très suggestifs, s'inscrivent dans la tradition des fermes vivantes. Par ailleurs, favorisant la promenade, proches par certains aspects des parcs, émergents, de loisirs à thèmes, ils rencontrent un succès familial. Ils nécessitent cependant de nombreux intervenants, d'importants capitaux, de larges surfaces et l'appui des pouvoirs publics.

Les écomusées*, nouveaux espaces muséaux, présentent de nombreux points communs avec les musées de terroir, les parcs et musées de plein air. Ces nouveaux musées sont construits à partir des concepts élaborés par Georges Henri Rivière et l'enthousiasme des citoyens. L'État encourage ces structures au service des territoires, qui incarnent dès les années 1980 l'innovation muséographique et la diversification des formes muséales, au moment où émerge l'idée d'un patrimoine lié à la communauté et à un environnement³¹³. Au printemps 1971, à Grenoble, le terme et le concept d'écomusée, définis par Hugues De Varine* et Georges Henri Rivière, sont adoptés à la neuvième conférence générale de l'ICOM, en présence de Serge

³¹³ / Dominique Poulot, 2005, p. 37.

Antoine, conseiller du ministre de l'Environnement, créateur des Parcs régionaux³¹⁴. En raison de leurs dispositifs scénographiques très ouverts, qui comprennent le patrimoine naturel, les écomusées constituent souvent des outils privilégiés de promotion et de développement des territoires. En 1972, la déclaration de Santiago du Chili, issue du congrès de l'ICOM et de l'UNESCO fait connaître le concept de « musée global au service d'une société globale et de son développement ». L'écomusée est une des voies de ce nouveau concept muséal. Les écomusées ouvrent en majorité sur des territoires ruraux, en retard de développement. Ils exposent souvent l'agriculture. En 1980, année du patrimoine, la France compte neuf écomusées ; en 1986, 27 et en 1990, 60 !

Cette progression correspond aux objectifs de la DMF. L'Instruction du 4 mars 1981 du ministre de la Culture et de la Communication institutionnalise leurs missions en partant du constat que l'écomusée répond au désir de plus en plus vif des Français de s'approprier pleinement leur patrimoine ethnographique et de rechercher le sens du territoire sur lequel ils vivent, dans toutes ses dimensions spatiales et temporelles³¹⁵.

En Bretagne, dans le Finistère, le hameau des **Moulins de Kerouat**, composé de deux moulins et de plusieurs fermes, est acquis en 1971, puis ouvert partiellement à la visite quatre ans plus tard. En 1982, l'association des Amis de l'Écomusée est spécialement créée pour gérer la structure et développer les services au public. Cette action permet le démarrage de l'Écomusée implanté sur le territoire du Parc naturel régional d'Armorique. Se trouvent ainsi réunies trois formes qui permettent une mise en exploitation d'une structure muséale agricole : un Parc naturel, un ensemble bâti, une association.

Trois événements portent sur les fonts baptismaux le mouvement des écomusées. Le colloque « Écomusées en France » de 1986 de L'Isle-d'Abeau permet de relancer la réflexion sur le concept de l'écomusée et de poser les bases d'une Fédération des écomusées qui se concrétise deux années plus tard³¹⁶. À l'occasion du premier Salon des Musées et des Expositions (SIME), inauguré le 14 janvier 1988 par François Léotard, ministre de la Culture et de la communication, 28 écomusées s'organisent et fondent le 20 décembre 1988 la Fédération des écomusées et des musées de société (FEMS*) sur une proposition de Jacques Duclos du **Musée dauphinois**. Enfin, en 1991, à l'occasion du colloque de Mulhouse que la FEMS organise, Émilie Vaillant, chargée de mission pour la DMF, propose de qualifier les

³¹⁴ / **Écomusée Creusot-Montceau**. *Définitions de l'écomusée d'après Georges Henri Rivière*. [en ligne]. [Consulté le 30/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.ecomusee-creusot-montceau.fr/riviere/>

³¹⁵ / Jean-Philippe Lecat, 1981, p. 1.

³¹⁶ / Nina Gorgus, 1999, p. 267.

nouveaux musées d'ethnologie évoquant le vivre ensemble, de « musée de société ». La DMF adopte et pérennise l'expression. La FEMS répond favorablement à la demande de la DMF de faire adhérer les musées de société, mais aussi ceux du patrimoine technique, industriel, d'anthropologie et d'arts et traditions populaires³¹⁷.

Les liens entre écomusées et Parcs Naturels Régionaux se matérialisent. Deux écomusées voient le jour en Bretagne et dans les Landes au sein des PNR. L'ouverture du Parc naturel régional d'Armorique (PNRA) permet de réaliser un musée de plein air ancré dans son environnement, sur le modèle formulé dès 1937 par Georges Henri Rivière. Située sur l'emprise du PNRA, la **Maison des techniques et traditions ouessantines**, sur l'île d'Ouessant dans le Finistère, devient un écomusée en juillet 1968. L'**Écomusée de la Grande Lande**, conçu par Georges Henri Rivière expose depuis 1967 les activités agrosylvopastorales* sur le site de Marquèze dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne. L'**Écomusée de la Grande Lande** s'inscrit dans la dynamique de la première mission d'aménagement de la côte d'Aquitaine, afin de préserver des témoignages authentiques de la vie du siècle dernier, de ses mutations, de ses équilibres successifs. Ses collections se répartissent en quatre types : des biens immobiliers (maisons d'habitation, poulaillers perchés, atelier de distillation de la résine), des biens mobiliers (meubles et ustensiles, tissus, documents dessinés, gravés et peints, outils), des biens fongibles (races de brebis, variétés de pains, de néfliers) et des biens immatériels (histoires de vie, savoir-faire, pas de danse, commandements aux animaux³¹⁸).

En 1972, le colloque de l'ICOM « Musée et environnement » à Lourmarin (Vaucluse) fait converger les missions des écomusées et des PNR. L'**Écomusée de la Grande Lande** est cité en exemple. Dans l'esprit des chartes des PNR naissants, le concept d'écomusée vise à valoriser le patrimoine dans son contexte, renforçant les relations entre habitat et environnement. Le 5 novembre 1975, Marcel Antonioz, secrétaire d'État au tourisme, à l'équipement et au logement estime que l'expérience des écomusées est digne de se multiplier dans de nombreuses régions de France³¹⁹. En février 1981, Jean-Philippe Lecat signe la charte des écomusées qui vaut reconnaissance par l'État³²⁰. Plusieurs écomusées voient le jour, dans ce nouveau contexte d'attention aux territoires.

³¹⁷ / Richard Dupuis, à paraître en 2016.

³¹⁸ / Les Musées d'Aquitaine. *Écomusée de la Grande Lande. Musée géré par le PNR des Landes*. [en ligne]. [Consulté le 08/10/2012]. Disponible à l'adresse : http://musees-aquitaine.com/musees/fiche_musee.php?id=79

³¹⁹ / *France 3 région*, 5 novembre 1975.

³²⁰ / Annexe C, p. 486.

Le mouvement de la culture populaire développe de son côté la patrimonialisation des territoires ruraux et de l'agriculture. Sur les conseils de Georges Henri Rivière, Jean Cartier et la Maison des Jeunes et de la Culture fondent en 1978 l'**Écomusée du Beauvaisis**. Promoteur d'études ethnologiques et historiques, organisateur d'expositions et de colloques, l'**Écomusée du Beauvaisis** s'agrège des antennes, dont le **Conservatoire de la vie rurale et agricole** d'Hétomesnil (Oise), installé dans l'aile d'une ancienne ferme-école du XIX^e siècle. Le 19 juillet 1978, l'**Écomusée de Vendée** au château du Puy-du-Fou, « musée de l'Homme et de son milieu », est conçu pour étudier et préserver le patrimoine vendéen. Il reçoit d'emblée au titre du mécénat une importante dotation de la part de la Caisse d'aide aux équipements collectifs. Initiée par l'exposition consacrée à Romenay en 1937 dans le « village français », lors de l'exposition internationale des « Arts et des Techniques appliqués à la Vie moderne », une longue tradition ethnographique imprègne la Bourgogne et en particulier la Bresse louhannaise.

Ainsi, l'**Écomusée de la Bresse bourguignonne** à Pierre-de-Bresse (Saône-et-Loire) est voulu et créé en 1981 par Pierre Joxe*, ministre, président du conseil régional de Bourgogne qui rend ainsi légitime la Bresse louhannaise à représenter et exposer la Bresse. Le 4 juillet 1981, la première exposition « mémoires d'un territoire » est inaugurée. Elle présente l'écomusée en devenir et ses objectifs après une première collecte d'objets. L'Écomusée siège au château départemental de Pierre-de-Pressé, mis à disposition par le conseil général de Saône-et-Loire.



Cliché Richard Dupuis

Figure 27 : **Écomusée de la Bresse bourguignonne**, Pierre-de-Bresse

L'agriculture caractéristique de la Bresse bourguignonne constitue le socle muséographique de plusieurs salles qui s'intitulent « milieu naturel », « vie traditionnelle », « pêche », « élevage. » Les caractéristiques architecturales bressanes sont décrites et valorisées

au moyen d'une riche « galerie de l'architecture bressane ». Une des originalités des écomusées est de répartir sur le territoire des antennes spécialisées en fonction des productions locales et de fournir au « chef-lieu » espace central, les moyens de compréhension de la globalité du territoire et de ses spécificités. En 1981, l'**Écomusée de la Bresse bourguignonne** prend la direction scientifique de la « **Maison du Blé et du pain** » fondée en 1974 par Félix Brunand, président du Groupe d'études verdunois, première étape vers l'ouverture d'un musée à Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire). Depuis 1983, une seconde antenne, la **Maison de la Forêt et du Bois**, située à Saint-Martin-de-la-Bresse (Saône-et-Loire) est installée dans une ancienne école. Musée d'agriculture à part entière, l'antenne de Saint-Germain-du-Bois (Saône-et-Loire), la **Maison de l'agriculture** expose les travaux de la ferme bressane du XIX^e siècle à nos jours. L'exposition permanente « le bœuf, le cheval, le tracteur », consacrée à l'évolution de la traction, de l'attelage hippomobile aux premiers tracteurs, évoque le rôle déterminant des animaux de trait dans les travaux des champs et dans l'amélioration de la productivité. Les métiers associés : marchand, hongreur, bourrelier, étalonnier, maréchal-ferrant sont également présentés. L'antenne accueille du matériel et des machines agricoles de fabrication locale, des plus archaïques aux plus performantes. Les productions traditionnelles, le maïs et le célèbre poulet de Bresse figurent au cœur de la muséographie. L'aviculture, production bressane phare, constitue le cœur de l'exposition, dans sa dynamique historique, de la culture du maïs à la particularité du poulet bressan, d'Appellation d'Origine Contrôlée depuis 1957. Un poulailler avec ses volailles évoluant sous les yeux du visiteur convainc de l'excellence du produit³²¹. La volaille de Bresse, dont on trouve la première trace en 1591 dans les archives de la ville de Bourg-en-Bresse (Ain), voit sa consécration établie en 1864 au concours international de Paris. Elle est présentée comme le produit spécifique de l'histoire de la culture bressane³²². Cet emblème local est investi d'une forte valeur symbolique, affective et économique.

L'**Écomusée de la Bresse bourguignonne** participe dès 1985 à la préfiguration des pays d'accueil touristiques*, avant d'être maître d'œuvre de l'élaboration du Plan vert de la Bresse bourguignonne en 1991. Cet outil inventorie les actions de préservation et d'amélioration de l'environnement à l'échelle d'une microrégion.

En 2002, la Municipalité, ouvre le **Musée du blé et du pain** à Verdun-sur-Doubs (Haute-Saône) sur la plaine céréalière de 600 km², là où sont édifiés, dès 1930, les premiers silos à grains coopératifs de France. Le site devient antenne de l'**Écomusée de la Bresse**

³²¹ / Christine Helfrich, Dominique Rivière, 1993, p. 64.

³²² / Dominique Janin, Dominique Rivière, 1998, p. 33.

bourguignonne. Sa muséographie développe la « chaîne opératoire » allant du sol au produit autour des techniques agricoles : labourer, moissonner, battre, la civilisation du pain, la meunerie, la boulangerie. La diversité du territoire bressan et de son agriculture est présentée au moyen d’antennes thématiques. L’antenne de Cuiseaux (Saône-et-Loire), **Le vigneron et sa vigne**, située dans la cour du château des princes d’Orange, expose l’activité viticole autrefois réputée, mais disparue sur le finage communal. Les écomusées sont des relais pour interpréter et mettre en place des politiques d’aménagement des territoires en particulier appuyées sur les productions traditionnelles de l’agriculture.

Les écomusées rencontrent un succès indéniable, d’autant que les projets culturels locaux sont encouragés par la puissance publique. Les écomusées, centrés sur la vocation sociale des musées, sont alors porteurs des expériences les plus significatives du développement culturel³²³. Dès mai 1981, le mouvement écomuséal bénéficie de la politique culturelle entreprise par Jack Lang et attendue par les professionnels. Celle-ci investit de nouveaux secteurs, en partie sous la pression des revendications locales relayées par les professionnels des musées³²⁴. L’État accompagne les politiques locales en faveur de la valorisation culturelle de l’agriculture. Sur le terrain, les écomusées représentent une opportunité pour de nombreuses sociétés savantes et personnalités scientifiques de développer et pratiquer leurs recherches dans un cadre statutaire et financier adéquat. Les écomusées prolifèrent, en particulier lorsqu’ils sont localisés sur des territoires favorables à leur implantation. Les Parcs sont alors des partenaires privilégiés. Certains Parcs naturels régionaux s’équipent ainsi d’écomusées. Celui des Boucles de la Seine normande fédère les équipements muséographiques sur son territoire et installe en 1983 l’**Écomusée de la Basse Seine**, doté de six antennes présentant les caractéristiques agricoles et patrimoniales du territoire : pomme, pain et lin. En 1984, de nombreux écomusées qui présentent l’agriculture ouvrent leurs portes : **Écomusée d’Alsace** à Ungersheim, de **Margeride** à Ruynes-en-Margeride (Cantal), du **Mont Lozère** à Le-Pont-de-Monvert (Lozère). En 1987, celui du **Pays de Rennes** en Ille-et-Vilaine dédié à l’agriculture dans la **Ferme de la Bintinais** est installé en proche périphérie de la ville de Rennes.

La structure comprend un « musée du temps », sur le modèle de l’**Écomusée de Marquèze**. Il présente la particularité d’être en secteur urbain dans les bâtiments d’une ferme, dont le dernier fermier a pris sa retraite en 1982. Les transformations agricoles depuis l’Ancien Régime constituent l’âme même de la muséographie.

³²³ / Frédéric Poulard, 2010, p. 79.

³²⁴ / *Ibid.*, p. 92.

L'**Écomusée de la Bentinais** conserve plusieurs races d'animaux de ferme en voie de disparition. L'**Écomusée de la Brenne**, ouvre en 1986 dans le château Naillac dans la commune de Le Blanc (Indre). L'exposition permanente « des hommes, un pays, une histoire » présente les territoires de la Brenne. La mise en scène du pays renvoie aux antennes spécialisées sur le territoire dont le **Musée du machinisme agricole** avec une collection de 500 pièces allant de la traction animale, la vapeur au moteur à explosion³²⁵. L'**Écomusée du Montmorillonnais** (Vienne) expose « l'identité de ce territoire très rural marqué par l'agriculture³²⁶ ». Cependant, aucune révolution muséographique de l'agriculture n'accompagne la multiplication des écomusées. L'approche de l'agriculture au musée s'inscrit dans la continuité des musées d'arts et de traditions populaires, tournée vers le passé. À partir de l'analyse du monde rural, des traces sont collectées : images, objets, témoignages, paysages, constructions³²⁷.

Ces nouvelles structures réalisent pourtant une rupture dans le mouvement muséal français en développant de nombreuses et nouvelles activités autour de l'agriculture et ouvrent leurs programmations aux manifestations artistiques. L'essentiel de ces structures est implanté en espace rural. Les écomusées constituent le premier réseau muséal dans lequel l'agriculture est souvent exposée.

Les directions des écomusées associent les habitants du territoire d'appartenance de l'écomusée à leurs décisions de constitution de collections, d'organisation d'expositions et à l'animation du territoire. Les nombreux écomusées couvrent et maillent une grande partie du territoire, mieux que les structures publiques. Enfin, ils jettent un pont entre les représentations culturelles résiduelles du XIX^e siècle inscrites dans le folklore et les arts populaires et celles issues des nouvelles réflexions et recherches des sciences sociales.

Ainsi reformulées, les collections d'agriculture écomuséales renouvellent la vision du travail agricole et de l'artisanat rural au musée.

De nouvelles catégories d'objets intègrent des collections qui se spécialisent, dont de nombreux matériels motorisés fabriqués après la Seconde Guerre mondiale.

Le matériel lourd, est le plus menacé de disparition du fait de son encombrement et du recyclage potentiel de ses composants. Il est représentatif du machinisme agricole, qui est mis en vedette à partir des années 1975-1980, par la présentation de machines dans les expositions

³²⁵ / **Écomusée de la Brenne**. *Des hommes, un pays, une histoire*. [en ligne]. [Consulté le 20/12/2012].

Disponible à l'adresse : http://reseau.ecomusee.brenne.over-blog.com/pages/Les_membres_du_reseau_ecomusee_de_la_Brenne-3018171.html

³²⁶ / **Écomusée du Montmorillonnais**. *Le Pays Montmorillonnais*. [en ligne]. [Consulté le 22/05/2012].

Disponible à l'adresse : http://ecomusee-montmorillonnais.org/c_3_2_Le_Pays_Montmorillonnais.html

³²⁷ / Isac Chiva, in : Marc Augé, 1992, p. 12.

et la création de musées dédiés. Le machinisme agricole se développe avec la Révolution industrielle de la vapeur et l'automatisation de tâches manuelles harassantes, comme la moisson, le battage³²⁸. Les machines de cette génération, locomobiles, batteuses sont coûteuses et rares dans les musées d'agriculture. La seconde génération du machinisme agricole de la motorisation thermique se développe avec les moyens de traction et de transformation autonomes : moissonneuses-batteuses, tracteurs,...

Ces matériels sont les fleurons de musées comme ceux de **La Bertaube** à L'Épine (Marne) créée en 1976, du **Musée de la machine agricole**, à Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire), créé en 1980, de **Agrivap**, à Ambert (Puy-de-Dôme), créé en 1981. Le 22 juin 1985, le **Musée régional du machinisme agricole** de la Ferté-Milon (Aisne) est inauguré par le recteur de l'académie d'Amiens au sein d'une ancienne ferme école fondé par Évelyne Coppin, avec la participation des élèves du lycée professionnel public Château-Potel, spécialisé en maintenance des véhicules industriels et des matériels agricoles³²⁹. Dans la cour extérieure, une large place est faite aux matériels aratoires tractés par les chevaux. La présentation d'un atelier de bourrelier permet de connaître l'histoire caractéristique des vastes exploitations axonaises de la fin du XIX^e à la moitié du XX^e siècle. Celles-ci disposent alors d'autant de personnels spécialisés dans la confection des équipements pour les chevaux que de charretiers. Une salle est dédiée à la vingtaine de tracteurs laissés en dépôt par des particuliers et les établissements Primault, distributeurs régionaux de matériel agricole³³⁰. Plus de 87 marques de tracteurs sont commercialisées en France entre 1940 et 1959 ! Le musée présente des pièces uniques réalisées pour les besoins particuliers des agriculteurs, comme c'est l'usage en Picardie dans les années 1950. Le musée reçoit seulement de 800 à 1 000 visiteurs par an³³¹. Par ailleurs, les actions de formation entreprises par le lycée font long feu, suite aux changements successifs de direction du lycée³³². Les extensions du Musée sont inaugurées les 22 juin 1991 par le président du conseil régional.

Dans le prolongement des muséographies des technologies, accessibles dans les grands musées nationaux comme le **MNATP**, le **Musée des arts et métiers**, le Palais de la Découverte, et du constat de la désaffection des jeunes pour la science et du retard de la France en la matière,

³²⁸ / Catherine Rousset, 2011, p. 78.

³²⁹ / La Ferté Milon. **Musée régional du machinisme agricole**. [en ligne]. [Consulté le 10/03/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.lafertemilon.fr/Accueil/Mus%C3%A9R%C3%A9gionalduMachinismeAgricole.aspx>

³³⁰ / Établissements Primault. *Historique*. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.primault.fr/info-concessionnaire-3128/primault-depuis-1919.html>

³³¹ / Source : **Musée régional du machinisme agricole de la Ferté-Milon**, 2009.

³³² / Académie d'Amiens. *Lycée des métiers château Potel*. [En ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://etablissements.ac-amiens.fr/0020025s/Histoire.htm>

de nouvelles structures dédiées à la diffusion scientifique exposent l'agriculture : les Centres de Culture Scientifique Technique et Industrielle (CCSTI*). La mise en œuvre de cet héritage muséologique de l'expérimentation renouvelle l'intérêt des présentations agricoles grâce à de nouveaux thèmes et moyens didactiques. Les CCSTI, essaient sur le territoire national. Ils ne conservent pas ou peu d'objets et disposent rarement de personnels liés à cette mission fondamentale des musées. En revanche, leurs services de médiation sont importants et servent, à terme, de modèle. Ces centres généralistes font le lien entre les sciences humaines et exactes, la culture, mais aussi l'éducation, les acteurs sociaux et le monde de l'économie. Les CCSTI créent les conditions d'un débat science-société, à partir d'une approche territoriale transversale et multipartenariale. Ils sont largement soutenus par les collectivités locales et territoriales³³³.

Le premier CCSTI ouvre à Grenoble en 1979. La loi d'orientation de la recherche du 16 juillet 1982 stipule que les métiers de la recherche doivent assurer la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique dans toute la population. Elle contribue au développement des CCSTI. L'emblématique Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette (CSI), plébiscitée dès son inauguration le 13 mars 1986 par François Mitterrand, incarne le modèle des CCSTI. Elle reçoit depuis son ouverture 3,2 millions de visiteurs³³⁴. En 1988, la seconde exposition de la CSI consacrée à « la vigne et au vin » fait date.

Les CCSTI rénovent les modalités d'exposition et placent le visiteur en situation active. Ils mettent en scène des thèmes transversaux, comme l'alimentation. Ainsi **Agropolis-Museum, Musée des nourritures et des agricultures du monde**, conçu à partir de 1986 par Louis Malassis* et ouvert en 1992 à Montpellier (Hérault), est le premier musée d'anthropologie de l'alimentation et de la santé. Ce musée, outil de dialogue avec le public, est un « hommage aux paysans et paysannes du monde qui, par leur savoir et à la sueur de leur front, produisent les aliments des hommes ». Il intègre un bâtiment à l'architecture avant-gardiste. Selon Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la technologie :

« la raison majeure d'un tel musée, est d'être un lieu privilégié où s'établissent de nouvelles relations entre le scientifique et le citoyen et un haut lieu de débat sur notre devenir alimentaire et agricole³³⁵ ».

Agropolis-Muséum « mariage de la science et de la culture³³⁶ » résulte de la conjonction de plusieurs facteurs favorables : la proximité du monde de la recherche, une dimension

³³³ / La Réunion des CCSTI. Association nationale des Centres de culture scientifique, technique et industrielle. [en ligne]. [Consulté le 07/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://science-societe.fr/la-reunion-des-ccsti-association-nationale-des-centres-de-culture-scientifique-technique-et-industrielle/>

³³⁴ / Chantal Lacroix, 2010, p. 5.

³³⁵ / **Agropolis-Museum**, Agropolis international, 2008, p. 15.

³³⁶ / *Ibid.*, p. 11.

internationale et la décision ministérielle. À l'instar du **MNATP**, les collections s'étoffent au gré des contributions des nombreux chercheurs montpelliérains, qui constituent un exceptionnel réseau de collecte d'objets muséographiques et de diffusion d'expositions itinérantes³³⁷.

Le processus de patrimonialisation intègre de nouveaux objets du monde agricole, matériels lourds de travail de la terre, savoir-faire, mais aussi maquettes, modèles réduits, affiches en lien avec l'élargissement de l'intérêt porté par le public aux biens immobiliers ruraux comme les corps de ferme, les hangars et silos. La pérennisation du modèle productiviste agricole concomitant de la disparition des agriculteurs, est partie prenante de cette dynamique nouvelle de patrimonialisation des matériels du travail agricole. Les musées qui présentent l'agriculture sont, au tournant des années 1980, les structures qui évoquent la nostalgie des terroirs et qui contribuent à une représentation de l'agriculture, dans une nouvelle relation entre Paris et la province, entre la nation et ses agriculteurs.

De nouvelles manières d'appréhender le patrimoine agricole et de penser le musée dans sa relation aux territoires et à ses habitants autorisent un élargissement du champ muséographique. Ce mouvement inclut de surcroît de nouveaux patrimoines où la ruralité agricole est valorisée : bâtiments vernaculaires, patrimoniaux, biens matériels et immatériels liés au travail, mais aussi jardins, sentiers, champs, bois, vergers ou animaux. Pendant les Trente Glorieuses, les éléments matériels et symboliques des provinces, en prise avec la ruralité et l'agriculture, sont reconnus au musée comme patrimoine culturel. Le musée agricole, lieu de renaissance des anciennes pratiques professionnelles, offre aux citoyens le moyen de renouer avec l'histoire agricole locale et nationale.

L'agriculture au musée connaît depuis les années 1920 les temps du folklore, des arts et traditions populaires, des terroirs, des métiers et enfin celui des CCSTI. Le musée agricole, institution dédiée à la seule agriculture, constitue à l'orée des années 1990, un nouveau type de musée qui connaît un succès indéniable avec des structures telles le **Compa** de Chartres, le **Musée des Ruralies** et l'**Écomusée d'Alsace**, pour ne citer que les plus emblématiques.

³³⁷ / *Ibid.*, p. 11.

II.B.2.b Acteurs et réseaux

Les intermédiaires savants créent de nouvelles collections d'agriculture

Les intervenants auprès des musées d'agriculture sont de plus en plus nombreux et divers : scientifiques, agriculteurs, journalistes. Des réseaux anciens et nouveaux contribuent à structurer le monde muséal.

Dans les années 1970-1980, les professionnels de la muséographie de l'agriculture interviennent au **MNATP** ou dans les musées publics accueillant des collections agricoles. Cependant, érudits, amateurs et collectionneurs font connaître et reconnaître leur volonté d'édifier des musées d'agriculture. Différents modes de vivre la patrimonialité s'éprouvent, de manière successive ou simultanée. L'objet agricole, présenté du point de vue technique, historique, mais aussi esthétique au sens des arts et traditions populaires, motive la constitution de collections agricoles. Sa présentation offre parfois des trésors d'ingéniosité. Certains objets relèvent d'une intense patrimonialisation publique, tandis que d'autres participent d'une idiosyncrasie³³⁸. Il est gratifiant de confier au musée le matériel qui ne sert plus et encombre. Voir son nom inscrit sur un cartel, près d'une machine ou d'un objet professionnel dans un lieu patrimonial, procure un sentiment de fierté. Pour le grand public, le patrimoine est un moyen d'accéder à la culture. De nouvelles couches sociales accèdent ainsi à la connaissance et à la reconnaissance culturelle par le biais du travail, en l'occurrence celui de la terre. Dans les années 1970-1980, les constitutions de collections et les ouvertures de musées sont principalement dues aux particuliers.

Les agriculteurs continuent de participer par leur intérêt et leurs actions à la patrimonialisation de l'agriculture. Dans le Doubs, ils enrichissent les collections agricoles et proposent des édifices ruraux, lors de la mise en chantier du musée de plein air des **Maisons comtoises**, à Nancray, dans les années 1970-1980.

Très actif, le secteur associatif contribue à la patrimonialisation et la muséification de l'agriculture. À la veille des années 1980, les musées associatifs représentent la moitié des musées qui évoquent l'agriculture³³⁹. Le statut associatif des musées permet à leurs responsables de s'adjoindre les compétences de nombreux adhérents et bénévoles, sensibles au patrimoine local. Les banques ne sont pas en reste. En 1979, la fondation du Crédit Agricole Mutuel participe aux financements de la rénovation du patrimoine local. La recherche légitime

³³⁸ / Dominique Poulot, *in* : Martine Regourd, 2013, p. 39.

³³⁹ / AFMA, 2006.

la patrimonialisation de l'agriculture d'autant que de nouvelles postures scientifiques justifient et consolident l'essor des musées qui exposent l'agriculture.

Les médias favorisent la connaissance et la défense du patrimoine à l'échelle nationale. La télévision, présente dans la plupart des foyers, exerce une influence majeure sur l'opinion. Le thème de protection de l'environnement est alors un des plus populaires. L'émission de Pierre de Lagarde « Chefs-d'œuvre en péril », diffusée sur la deuxième chaîne de l'O.R.T.F de 1962 à 1975, puis jusqu'en 1992 sur Antenne 2, défend la cause de nombreux sites menacés. Le concours « Chefs-d'œuvre en péril » institué en 1969, récompense les actions de sauvegarde du patrimoine français, comme la « Ferme de Pierre Allègre » créée en 1975 par des bénévoles pour préserver le patrimoine cantalien. Cette ferme présente la vie des Margeridiens de la fin du XIX^e siècle. Jack Lang, futur ministre, atteste qu'il y a un progrès dans la conscience de l'utilisation des bâtiments historiques³⁴⁰. Archétype de l'amateur éclairé de vieilles pierres et de vieux outils agricoles, Marcel Brès réhabilite une ferme champenoise et reçoit le deuxième prix de l'émission en 1979. Il constitue un musée original dans sa ferme rustique à Saint-Léger-Près-Troyes (Aube). Il présente une collection, en grande partie constituée par les dons, de plus de 1 000 vieux outils aratoires et réalise de nombreux échanges avec des passionnés. Le journal télévisé « la France défigurée » de Michel Péricard et Louis Bériot, diffusé sur la deuxième puis sur la troisième chaîne à 18 heures sans interruption de 1971 à 1978 est consacré à la défense de l'environnement, mais « sans recherche de passéisme ».

C'est dans ce contexte de passion pour le patrimoine et de l'influence de la télévision, qu'un projet majeur voit le jour à la fin des années 1970, à l'initiative du Syndicat National des Entreprises de Service et de Distribution du Machinisme Agricole (SEDIMA*) et d'Antenne 2 : former un **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles**. Deux antennes muséales voient le jour : les **Ruralies** à Niort et le **Compa** à Chartres. La réalisation de l'antenne du **Compa** constitue un exemple unique de patrimonialisation de l'agriculture au musée qui fait l'objet d'une analyse historique comparative avec le musée champenois de **La Bertaube** dans la seconde partie de cette recherche.

Ces opérations médiatisées à visée nationale popularisent et encouragent la sauvegarde du patrimoine agricole et rural.

³⁴⁰ / « Question de temps », Antenne 2, 19 juillet 1978.

Les réseaux popularisent les musées d'agriculture

L'expansion des musées d'agriculture s'observe également grâce à la création et la structuration de réseaux muséaux. Ils stimulent les initiatives, recensent et fixent de nouveaux objectifs, comme le renforcement du rôle éducatif et l'amélioration des ressources alimentaires dans le monde. Les réseaux permettent de diffuser un modèle de musée en prise avec les besoins actuels. En Europe et en Amérique, certains musées agricoles et les musées des arts et traditions populaires contribuent à l'effort éducatif³⁴¹. Ils enregistrent et exposent les changements qui se produisent dans la société, la technologie, les idées, les croyances et les traditions. Ils maintiennent un lien entre les générations futures et leur passé, font connaître à la population, techniques, méthodes et coutumes de la société dans laquelle elle vit. Ils présentent des collections comparatives d'objets et de documents qui montrent la façon dont s'effectuent les travaux agricoles. Ils devraient jouer un rôle important dans la bataille pour la sauvegarde de l'environnement et constituer un prolongement efficace des services de vulgarisation qui mettent les agriculteurs au courant des nouveaux progrès³⁴².

Les musées se structurent à différentes échelles, indépendamment des services de l'État. Au niveau mondial, l'ICOM reconnaît l'Association internationale des musées d'agriculture (AIMA)*, fondée par les responsables des musées d'agriculture de Tchécoslovaquie et de Hongrie et affiliée le 28 juillet 1968. Ces musées fondateurs disposent d'une importante antériorité dans la patrimonialisation de l'agriculture au musée, en relation avec l'histoire nationale et les techniques agraires. L'AIMA agrège des musées qui souhaitent échanger de chaque côté du rideau de fer sur la muséographie de l'agriculture et ses enjeux. La revue de l'ICOM *Museum* fait l'écho des travaux et réflexions qui orientent les pratiques et les muséologies. L'agriculture est reconnue objet pleinement patrimonial et muséal dans deux numéros fondateurs.

Le Musée hongrois de Budapest, le plus ancien et l'un des plus complets, initie lors du congrès de 1971 de l'AIMA* le numéro trois du périodique *Museum* consacré à « Musées et agriculture ». Les articles de cette livraison essentielle de 1972, soulignent la place de l'agriculture dans les musées, que ceux-ci en traitent de manière intensive ou extensive, exclusivement ou partiellement, globalement ou spécialement³⁴³. Les Congrès internationaux (CIMA) ont lieu tous les trois ans. Ils font date dans l'orientation muséographique de musées

³⁴¹ / John Higgs, John Drake, *in* : *Museum*, 1972, p. 140.

³⁴² / *Ibid.*, p. 141.

³⁴³ / *Museum*, Musées et agriculture, 1972, p. 127.

d'agriculture³⁴⁴. En septembre 1984, la France, propulsée par l'activité de Georges Henri Rivière qui décède en 1985, accueille le VII^e Congrès international de l'AIMA, à Paris et au **Musée départemental de l'abbaye de Saint-Riquier**. Ce musée présente une salle dédiée à la vitiviniculture issue du **MNATP**. Le congrès est consacré à :

« l'agriculture et au rôle des populations rurales dans le développement de l'agriculture et la préservation de l'environnement depuis le XVIII^e siècle ».

Il reçoit le soutien des ministères de l'Agriculture, de la Culture, de banques et du département de la Somme. Consécration pour le jeune **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles**, les 23 et 24 octobre 1986, le VIII^e congrès, mais second sur le sol français, de l'AIMA, est organisé par le **Musée des Ruralies**, sous l'impulsion des ministères de l'Agriculture et de la Culture³⁴⁵. 150 responsables de musées d'agriculture se réunissent sur les 300 recensés. Lorand Szabo, président de l'AIMA et directeur général du Musée national hongrois, préside alors. Cinq commissions travaillent sur des thèmes d'actualité : les collections (inventaire, restauration...), le programme muséographique, la gestion des musées et des publics, les musées agricoles et le développement local, les musées agricoles et la recherche. Ces thèmes constituent les voies de développement pour la muséologie agricole française. Le relais et les transferts d'information se réalisent au niveau national.

Au niveau international, les musées d'agriculture sont principalement identifiés par l'utilité de leur fonction éducative. En 1970, la Conférence mondiale sur l'enseignement et la formation agricoles est organisée en commun, par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'organisation internationale du travail (OIT). Elle réclame un effort d'innovation et d'imagination dans les pays en voie de développement et recommande que l'enseignement ait un rapport plus étroit avec les besoins particuliers des pays intéressés. C'est un appel à une initiative directe de la part du monde des musées³⁴⁶.

Dans le numéro de l'année 1972 de la revue *Museum* consacrée à l'agriculture, Ivan Balassa observe trois types principaux de musées d'agriculture : ceux dédiés à l'agriculture dans son ensemble (A), qui n'existent pas en France ; ceux spécialisés en agriculture, comme ceux consacrés à la sylviculture, multiples en particulier du fait de la richesse et de la variété de l'agriculture nationale, les sections ou unités d'agriculture dans d'autres musées (B) et enfin les

³⁴⁴ / François Sigaut, notes inéd.

³⁴⁵ / *France 3 Poitou-Charentes*, 23 octobre 1986.

³⁴⁶ / John Higgs, John Drake, op. cit., p. 145.

musées régionaux, d'entreprises et les musées commémoratifs (C)³⁴⁷. Cette typologie fondatrice, liée à l'orientation générale des collections agricoles, ne prend pas en compte la muséographie. Huit musées français répondent à l'enquête consacrée à la muséographie de l'agriculture, dont se fait écho la même livraison de la revue *Museum*³⁴⁸. Les résultats permettent de valider la typologie d'Ivan Balassa : pour la catégorie B : le **Château des Pêcheurs** à La Bussière (Loiret), le **Musée de l'olivier** à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), le **Musée du Vin de Bourgogne** à Beaune ; C : le **Musée de Normandie** de Caen, le **Musée de plein air des Landes de Gascogne** à Sabres, le **Musée du Cognac** à Cognac (Charente), le **MNATP** à Paris et le **Musée régional folklorique d'Auvergne** à Riom.

À l'aube des années 1970, des sections d'agriculture rompent, par leurs dimensions et leurs muséologies, avec la tradition des musées de folklore du XIX^e siècle. Sur la scène internationale, deux musées font référence pour exposer l'agriculture. D'une part, le **Musée hongrois de l'agriculture** à Prague en Tchécoslovaquie présente toute l'évolution de l'agriculture et de la production des denrées alimentaires jusqu'à nos jours. D'autre part, le **MNATP** possède une importante section consacrée à l'agriculture, exposée de manière particulièrement innovante³⁴⁹.

En 1972, les musées d'agriculture se voient confier la mission de transmettre l'histoire de l'agriculture et de ses problématiques actuelles en vue de contribuer au progrès de l'agriculture dans le Tiers-Monde. Dans ce cadre, ils jouent un rôle d'aide à l'amélioration des ressources alimentaires dans le monde³⁵⁰.

La crise mondiale qui prolonge le choc pétrolier des années 1975, les aléas climatiques et la permanence de la faim dans le monde portent à renouveler le regard sur la place de l'agriculture dans les musées et l'urgence d'utiliser ces structures, comme outils d'aide à la décision. En 1984, Jean Cuisenier, alors président de l'AIMA, dans son éditorial de la revue *Museum*, enrichit et élargit la perspective d'intérêt en faveur des musées d'agriculture. Il précise les nouvelles missions qu'il leur attribue depuis 1972. Tout d'abord collecter outils et ustensiles, dont l'ensemble forme une immense réserve de variabilité technique pour l'intérêt scientifique d'une histoire comparée des techniques, mais aussi et surtout pour stimuler une adaptation progressive de ces techniques, seule compatible, dans les pays en développement, avec une

³⁴⁷ / Ivan Balassa, 1972, p. 146.

³⁴⁸ / Andrew Jewell, John Creasey, 1972, p. 150.

³⁴⁹ / *Ibid.*, p. 151.

³⁵⁰ / John Higgs, John Drake, op. cit., p. 138.

évolution des agro-écosystèmes qui ne soit pas destructrice.³⁵¹ Il s'agit également de maintenir vivants des savoir-faire que l'industrialisation de l'agriculture rend obsolètes et de rétablir la continuité entre un passé incroyablement dépassé et un avenir proche mais encore inimaginable³⁵².

Musées d'agriculture et musées de plein air sont complémentaires, bien qu'en France ces derniers soient peu développés. Leurs fonctions évoluent depuis la Deuxième Guerre mondiale et s'élargissent. Ils se renforcent à mesure que l'agriculture se développe et que la situation sociale dans les pays industrialisés devient plus complexe³⁵³. Cependant, les responsables des musées d'agriculture ne semblent pas avoir pris la mesure des évolutions environnementales. Seules de rares propositions nouvelles, comme « l'agriculture vivante » de John T. Schlebecker de la **Smithsonian Institution**, absente en France, alimentent de manière sporadique les nouvelles interrogations sur la place de l'agriculture dans le musée³⁵⁴. En 1984, l'agriculture contemporaine n'est pas un thème porté par les musées d'agriculture, même si ces derniers jouent la carte de l'ouverture thématique de leurs expositions et établissent des monographies et des anthologies³⁵⁵.

Les organisations internationales du monde agricole ont besoin d'un relais national pour que les collections et musées d'agriculture puissent se développer. Les chercheurs et conservateurs du **MNATP**, ainsi que plusieurs acteurs du monde de l'ethnologie et des musées fondent le 19 juin 1982, en présence d'une centaine de personnes et de René Souchon, secrétaire d'État à l'agriculture à Chartres, ville du futur Conservatoire national de l'agriculture, l'Association française des musées d'agriculture et du Patrimoine rural (AFMA)³⁵⁶. Elle siège à la **Bergerie nationale** de Rambouillet (Yvelines) puis au **MNATP** à Paris. Les musées français d'agriculture possèdent dorénavant un outil de réflexion et de communication. Au niveau national, l'heure est également à la structuration en réseaux. L'AFMA est née, d'un double constat. D'une part, il existe une Association internationale des musées d'agriculture (AIMA), lieu de rencontre de chercheurs s'intéressant au patrimoine rural. D'autre part, il se crée, souvent à l'initiative d'agriculteurs, de nombreux musées de la vie rurale, mais il n'y a

³⁵¹ / Jean Cuisenier, 1984, p. 119.

³⁵² / *Ibid.*, p. 120.

³⁵³ / Sune Zachrisson, *in* : *Museum*, 1984, p. 122.

³⁵⁴ / John T. Schlebecker, 1984, p. 146-150.

³⁵⁵ / Wolfgang Jacobeit, *in* : *Museum*, 1984, p. 125.

³⁵⁶ / François Sigaut, *in* : *Études rurales*, avril-juin 1982, 86, p. 107-110.

pas de structure qui rassemble les deux versants de l'intérêt pour l'agriculture au musée³⁵⁷. L'AFMA répond ainsi au besoin d'échange entre chercheurs, professionnels des musées, érudits et amateurs³⁵⁸. Si les mondes de la culture et de la recherche répondent présents, le monde agricole est plus réticent à adhérer.

Institution plus généraliste, l'Office de Coopération et d'Information Muséographiques (OCIM), fondé en 1985 fournit de l'information sur les musées, le patrimoine et les cultures scientifique et technique.

Acteurs et structures muséales agricoles développent avec une grande vitalité collections, expositions et recherches sur l'agriculture alors que techniques et concepts de la muséologie évoluent et que l'agriculture, elle-même, est en mutation profonde, avec le Traité de Maastricht.

II.C 1990-2002, nouvelles voies pour l'agriculture au musée

Aux niveaux européen et national, dans un contexte de reconnaissance de la culture, le Traité de Maastricht sur l'Union européenne est signé le 7 février 1992. L'article 128 précise que la culture devient une compétence communautaire. Pour sa part, l'État par le décret du 16 mai 1990, réforme le statut des conservateurs. Celui-ci réunit les conservateurs des musées, archives, archéologie, inventaire, inspecteurs des Monuments historiques en un corps unique, celui des conservateurs du Patrimoine. Il crée en 1990 l'École nationale du Patrimoine (qui devient Institut national du Patrimoine) et en 1991 une filière culturelle territoriale, en revalorisant les statuts des conservateurs³⁵⁹. L'État accroît sa contribution financière et son expertise au développement des musées, en région : Lyon (depuis 1992), Rouen (1992-1994), Caen (1994), Marseille (1994), Grenoble (1994), Valenciennes (1995). Lyon et Grenoble bénéficient de la politique des « Grands travaux en province »³⁶⁰.

II.C.1 Apogée des musées agricoles

Tandis que le monde agricole est pris dans la spirale productiviste et la mondialisation, la conjonction de la disponibilité d'agriculteurs actifs, de pouvoirs publics à l'écoute et d'un vaste plébiscite populaire permet la concrétisation de structures muséales agricoles.

³⁵⁷ / AFMA. Fédération des Musées d'Agriculture et du Patrimoine rural. *Fédération des Musées d'Agriculture et du patrimoine rural, Observatoire du patrimoine rural AFMA* [en ligne]. [Consulté le 22/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.afma.asso.fr/afma.htm>.

³⁵⁸ / François Sigaut, n. p., 1991.

³⁵⁹ / Philippe Poirrier, 2003, p. 15.

³⁶⁰ / Philippe Poirrier, 1984, p. 15.

II.C.1.a L'agriculture, déstabilisation et tentatives culturelles de maintenir les continuités

Incertitudes économiques

Le monde agricole, dans lequel le secteur de l'agroalimentaire représente une puissance économique et politique croissante possède et gère une vaste proportion du sol national. Dès les années 1980, en dépit d'une organisation remarquable pour défendre leurs droits et faire aboutir ses revendications, les agriculteurs semblent fragilisés devant les nombreuses incertitudes qui pèsent sur le système économique et culturel agricole.

La culture au secours de l'agriculture

Le monde agricole passe des certitudes, celles des rendements, des remboursements et de la cogestion avec les pouvoirs publics, aux doutes et aux remises en cause liés aux nouvelles contraintes environnementales, économiques et de mise sous condition des financements de la PAC. En fin de XX^e siècle, le nombre d'agriculteurs continue de diminuer jusqu'à ne plus représenter que 1,2 % de la population active. Les agriculteurs s'intéressent à la culture rurale et la valorisent, en particulier lorsqu'elle exprime la permanence des campagnes. Intérêt opportun, car l'image de l'agriculture est ternie, en 1992, par la crise sanitaire et morale majeure de « la vache folle ». Les musées agricoles, pour ceux qui traitent des problématiques contemporaines de l'agriculture comme le **Compa** exposent ces fragilités.

II.C.1.b L'agriculture, ruptures

Un monde fragilisé

En 1987, la Confédération paysanne, un nouveau syndicat emmené par le médiatique José Bové, voit le jour. Signe du malaise de la profession : le 29 septembre 1991, la manifestation « Dimanche des terres de France » réunit 300 000 manifestants à Paris. Le 8 juillet 1992, la PAC institue la jachère obligatoire, la baisse du niveau des prix et le gel des terres en fonction du surplus. Le 17 janvier 1995, les chambres régionales d'agriculture sont instituées. Le 9 juillet 1999 voit la promulgation de la loi d'orientation agricole et de son article un qui affirme le rôle de l'agriculture dans le développement des territoires ruraux. Sur le registre sanitaire, l'usure de la confiance avec les citoyens consommateurs, est rompue à l'occasion des épizooties successives et du questionnement sur les OGM.

Les agriculteurs occupent une place de plus en plus limitée numériquement et territorialement, par ailleurs, leur image longtemps favorable se trouve altérée par les crises alimentaires récentes et les critiques émises sur leur rapport à l'environnement³⁶¹. La

³⁶¹ / Annie Bleton-Ruget, 2002, p. 19.

mécanisation et l'utilisation généralisée des intrants agricoles sont mises en cause devant la nouvelle attention que portent citoyens et pouvoirs publics à l'écologie. Les chocs économiques, rehaussés par la volatilité des cours des produits agricoles marquent durablement les esprits. Le coût de la PAC, qui représente pourtant 42 % du budget de l'Union européenne, soit 53 milliards d'euros par an, est loin de faire l'unanimité. Dans ce contexte, des remises en cause se font jour. Le paysage agricole évolue de manière contrastée. La crise de l'élevage, de l'arboriculture et parfois de la viticulture n'obère pas les réussites de la céréaliculture. Les changements de générations et de technologies induisent une coupure avec l'image ancestrale rassurante de la profession.

Pour pallier cette déprise massive, les exploitants s'orientent vers la plurifonctionnalité. En 2001, les ministères chargés de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme et la Conférence permanente du Tourisme Rural émettent des avis et formulent des propositions concourant à l'orientation et au renforcement d'une politique nationale du tourisme en espace rural.

Fêtes agricoles animalières ou des moissons

Ces mesures incitatives concourent à la consolidation des structures muséales rurales et agricoles. Certaines animations rurales présentent un caractère récurrent, comme depuis 1991 « La fête de la transhumance à Die » organisée par l'association « Drailles ». L'opération relève de nouvelles pratiques du tourisme de randonnée en relation avec les éleveurs qui proposent de suivre les troupeaux sur le chemin de l'alpage.

Les fêtes des moissons, sous leurs diverses appellations, connaissent un engouement inégalé. Elles se multiplient dans les arrière-pays. Elles procurent des emplois, en partie aidés par les collectivités territoriales ! Ces fêtes se développent alors que nombre de repères sociaux, famille, ruralité sont moins structurants et que la crise devient un invariant des années qui suivent les Trente Glorieuses. Elles s'inscrivent alors dans une tendance à la diffusion des manifestations festives, qu'elles soient foraines, religieuses ou historiques³⁶².

Ces fêtes, organisées par les agriculteurs, valorisent, dans un contexte de défense des filières, un produit agricole, un animal ou une pratique comme l'estive. De nombreuses fêtes de ce type voient le jour en France, dans lesquelles les musées associés exposent des matériels agricoles anciens. Ces manifestations s'appuient sur le savoir-faire acquis à l'occasion des

³⁶² / *La Croix*, 15-16 août 1996.

traditionnels comices agricoles, établis depuis le XIX^e siècle³⁶³. La culture populaire ancestrale de l'agriculture se rapproche de la culture savante des musées.

II.C.2 Agriculture et culture, rapprochements en demi-teinte

La prise de conscience de la valeur du patrimoine rural est relayée par les scientifiques. Jack Lang commande à l'ethnologue Isac Chiva, collaborateur de Claude Lévi-Strauss, un rapport sur le patrimoine rural. Pour lui, la patrimonialisation de l'agriculture s'inscrit dans l'institutionnalisation des faits culturels des mondes ruraux et agricoles au sein desquels musées et collections représentent les aspects saillants.

II.C.2.a Rôle moteur de l'État et des collectivités territoriales

Le ministère de la Culture lance une politique nationale du patrimoine rural

L'État soutient cette dynamique et coordonne au moyen de l'action culturelle les apports des différents ministères, dont celui de l'Agriculture, dans une optique d'aménagement des territoires. À partir des années 1980, le développement culturel devient un fondement de la politique globale du ministère de la Culture³⁶⁴. Dans les années 1990, l'État soutient les territoires dans le cadre du développement culturel et des protocoles d'accord interministériels. Des conventions et accords sont signés entre les ministères chargés de l'Agriculture, de la Défense, de l'Éducation, de la Jeunesse et des sports, de la Famille, de la Justice, du Handicap, de la Santé et du Tourisme. Les premières conventions de développement culturel, conclues avec les collectivités territoriales, présentent le double objectif de veiller à une répartition équilibrée de l'offre culturelle sur les territoires et de faciliter l'accès des publics à la culture³⁶⁵.

La convention signée le 17 juillet 1990, entre les ministères de la Culture et de l'Agriculture et de la Pêche, autorise la mise en œuvre d'opérations culturelles concrètes. Ainsi l'article 1 « la valorisation culturelle et artistique du patrimoine » prévoit dans le premier de ses « axes essentiels » de restituer au public des objets et des œuvres du patrimoine rural, à travers une politique de musées et d'écomusées, mais aussi d'expositions et d'animations³⁶⁶.

Dès la loi de finances de 1981, l'État met en place un chapitre budgétaire qui permet de subventionner les travaux entrepris sur le patrimoine rural non protégé. Dotée de 15 millions de francs lors de sa création, cette enveloppe s'élève à 25,5 millions de francs en 1991. Les

³⁶³ / Philippe Madeline, Jean-Marc Moriceau, 2012, p. 10.

³⁶⁴ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Développement culturel*. [en ligne]. [Consulté le 26/09/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/accueil.htm>

³⁶⁵ / <http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/accueil.htm>

³⁶⁶ / Annexe E, p. 490.

interventions concernent dans un premier temps les édifices cultuels de petites communes, puis l'habitat et les bâtiments agricoles.

En 1991, sous le ministère de Jack Lang, le Conseil de l'Europe institue les Journées européennes du patrimoine. L'Union européenne s'y associe en soutenant le bureau de coordination dans sa mission de promotion internationale. Cette manifestation connaît un grand succès et permet de populariser l'intérêt pour le patrimoine. L'État encourage le développement rural par le moyen d'action du ministère de l'Agriculture et de celui du Développement rural et du Tourisme, grâce au plan pour le Tourisme rural du 18 février 1993. Ce plan regroupe des mesures destinées à aider les opérateurs locaux à mettre en valeur le patrimoine des campagnes. Il s'agit de procurer des sources complémentaires d'activités et d'emplois aux habitants des espaces ruraux et de valoriser le patrimoine en milieu rural : itinéraires à thème, villages et cités de caractères, points forts d'animation existants (écomusées, sites archéologiques), patrimoine méconnu (arts et traditions populaires...). L'annexe technique de ce Plan spécifie que les écomusées par leur effort de valorisation du patrimoine ethnographique, technique, architectural, artisanal de la civilisation paysanne représentent non seulement des pôles touristiques mais des lieux de la transmission de l'héritage³⁶⁷. Les projets éligibles précisés dans l'annexe « patrimoine culturel de la civilisation paysanne » doivent intégrer trois composantes : musée ou centre d'interprétation*, visite des ateliers, boutique si possible en self-service à la sortie. Il s'agit donc d'insérer le musée dans l'économie locale en utilisant la capacité de valorisation des divers patrimoines, notamment gastronomiques.

La Mission du patrimoine ethnologique de la Direction du Patrimoine lance un programme pluriannuel de recherche et de valorisation de la recherche sur le thème « Tradition ». Il porte sur la production de la tradition à partir des processus de relance et de revitalisation³⁶⁸. En 1992-1993, grâce à la Mission pour le patrimoine ethnologique, une étude est menée par l'AFMA et le **MNATP** sur les véhicules utilisés dans les campagnes françaises. Une cellule Inventaire scientifique des collections ethnographiques est créée au sein du **MNATP** par le ministère de la Culture et de la Francophonie dans le but d'une meilleure connaissance de l'histoire de France.

« Il s'agit de convaincre les autorités universitaires d'ouvrir plus largement leurs enseignements à l'étude de l'ethnographie et de former de nouveaux conservateurs³⁶⁹. »

³⁶⁷ / *Plan pour le tourisme rural* présenté au CIDAR, Annexe technique « patrimoine culturel de la civilisation paysanne. » 18 février 1993.

³⁶⁸ / Tradition 96. Programme coordonné par Denis Chevallier, Mission du patrimoine ethnologique.

³⁶⁹ / Plaquette de présentation de la cellule « Inventaire scientifique des collections ethnographiques », 1994.

Relancé par la rédaction du *Corpus de l'architecture rurale* en 1976, toujours en cours de réalisation par le **MNATP**, le patrimoine bâti de l'agriculture prend une nouvelle valeur. Bien que non classés, des biens communs sont gérés par une pluralité d'acteurs, en particulier publics. Ils sont représentatifs des identités locales. De fait, à côté de la muséification des objets dont l'usage est perdu, une nouvelle vie peut assurer la transmission des biens patrimoniaux s'ils sont traités en tant que tels. Tout dépend du regard porté sur eux par les usagers du territoire rural. La patrimonialisation en milieu rural est moins affaire de réglementation, encore qu'elle soit nécessaire, que de prise de conscience des habitants des territoires. L'émergence de la notion de patrimoine rural, « primitif », est récente (Denis Chevallier* parle de son « invention ») et appelle à de nouvelles formes d'intervention publique pour l'identifier et le gérer³⁷⁰.

L'État relayé par les collectivités territoriales

La société française réagit à la situation de crise en se tournant vers le passé, avec une aspiration vers la nature et en regroupant une partie de ses ambitions de développement sous la bannière du local³⁷¹. Il faut donner aux populations rurales les moyens de maîtriser et de s'approprier les bénéfices de la mise en valeur de leur patrimoine, ainsi que les retombées économiques et symboliques qui y sont liées³⁷². Pourtant patrimoine rural et agricole sont encore peu protégés, sauf en ce qui concerne certains bâtiments jugés identifiants d'un territoire, progressivement rénovés et en partie patrimonialisés : églises, fermes, puis bâtiments agricoles.

Aussi, l'État prend-il en compte l'intérêt croissant des Français pour le passé et le patrimoine culturel, ainsi que l'urgence de conserver les traces de ce passé. Commandé par Jack Lang au professeur Isac Chiva, le rapport remis en avril 1994 à Jacques Toubon, nouveau ministre de la Culture, atteste et porte au plus haut niveau la question de la relation du citoyen à l'environnement et à l'agriculture³⁷³. Bien que relativement peu connues, quelques actions en découlent plus ou moins directement, comme l'originale « opération patrimoine rural ». Œuvre des ministères de la Culture et de l'Agriculture, elle est placée sous la direction de Jean Moulias, Inspecteur général de l'Agriculture et met en œuvre les recommandations du rapport Chiva. Elle unit des représentants de six ministères, des organisations professionnelles agricoles et des associations impliquées dans la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine rural. Un *guide*

³⁷⁰ / Jean Moulias, s.d., p. 2.

³⁷¹ / Isac Chiva, *in* : Marc Augé, 1992, p. 13.

³⁷² / Jean Glavany, *in* : Didier Bouillon, Denis Chevallier et Jean-Claude Rouard, [et al.], 2001, p. 4.

³⁷³ / Jean Moulias, s.d., p. 2.

d'observation du patrimoine rural et un *guide de valorisation du patrimoine rural* sont édités³⁷⁴.

Relançant le débat sur les rapports ville/campagne, l'État organise la prise en compte d'un monde rural en mutation en s'appuyant sur la logique des plans d'aménagement et de rééquilibrage du territoire, d'autant que d'après le sondage IPSOS réalisé en 2002, 93 % des Français s'intéressent au patrimoine rural. Sous la houlette de Jean Glavany, ministre de l'Agriculture, un forum, intitulé « créativité des générations futures et passées » regroupe les acteurs impliqués et en particulier ceux des musées ruraux et agricoles. La démarche, sans créer une dynamique nationale durable, favorise de nouvelles initiatives locales et une diffusion du concept de « patrimoine rural » dans la population.

Les recherches sur le rôle de la culture et du patrimoine comme vecteur de modernisation du secteur rural renforcent cette approche³⁷⁵. Ce mouvement est accompagné par l'ouverture, au plus près des besoins locaux, de conservations départementales. Certains départements, comme le Lot-et-Garonne, la Dordogne pour ne parler que de départements méridionaux, se dotent de conservations départementales, constituent des collections agricoles et coordonnent les musées³⁷⁶.

Les collectivités territoriales interviennent plus fréquemment auprès des musées, comme pour le **Musée de l'Agriculture Auvergnate** inauguré en 1998 à Coltines (Cantal). Un parcours ludique et pédagogique dans une ferme traditionnelle du XVII^e siècle, l'Ostal de la Marissou, explique la vie à la ferme et aux champs au fil des saisons³⁷⁷. Les Conservations départementales coordonnent souvent les musées dans les départements ruraux.

Dans le territoire bressan partagé entre l'Ain et la Saône-et-Loire, chaque entité territoriale revendique identité et légitimité bressane, en lien avec la célèbre volaille bressanne. Le **Musée de la Bresse** est implanté sur le site de l'ancien domaine des Planons, à Saint-Cyr-sur-Menthon (Ain), au sein d'un ensemble classé au titre des Monuments historiques le 25 juin 1928, comprenant un parc de 20 ha. Après la restauration des cinq corps de fermes habités de 1490 à 1992 et exploités jusqu'en 1984, le domaine est racheté en 1989 par le conseil général de l'Ain, en vue d'y installer un musée. L'état des bâtiments nécessite trois ans de

³⁷⁴ / Mission 2000 en France, 1999 ; 2001.

³⁷⁵ / Isac Chiva, 1994.

³⁷⁶ / François Moniot, 2006, p. 44.

³⁷⁷ / Coltines. *Le musée*. [en ligne]. [Consulté le 25/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.coltines.com/fr,1,992.html>

restauration. Le **Musée de la Bresse-domaine des Planons** ouvre au public en 1995, pour les Journées du patrimoine. Les bâtiments historiques agricoles deviennent objets de musée.

II.C.2.b Diversification des concepts et des collections agricoles

Enrichissement des présentations

Bien que rénové en 1994 et disposant d'une collection de 80 000 objets, le **Musée des arts et métiers**, n'expose plus l'agriculture comme au XIX^e siècle. Devant le succès des écomusées, des collections et musées d'agriculture et du machinisme agricole, le musée met en réserve ses collections agricoles. Dans l'album qui présente les matériels les plus emblématiques de la collection permanente, l'agriculture figure dans la section « mécanique »³⁷⁸. Seulement trois maquettes de matériels agricoles sont exposées : la moissonneuse Smith de 1811, la charrue guimbarde de Pâris de 1831 et le scarificateur Bataille et la herse à dents de fer de 1838. Ces modèles illustrent quelques étapes importantes de la mécanisation agricole du début du XIX^e siècle. L'agriculture ne dispose plus de section ni de salle d'exposition.

Le monde muséal évolue, alors que de peu musées d'ethnologie assume la nouvelle vision « interculturelle et cosmopolite » qui émerge³⁷⁹. Une crise épistémologique, mais aussi budgétaire, débute qui permet à de nouveaux dispositifs de voir le jour. Les réalisateurs de musées qui évoquent l'agriculture s'emparent de nouveaux concepts muséographiques : « centre d'interprétation³⁸⁰ », « ferme historique vivante³⁸¹ », « muséotente*³⁸² ». Ce dernier concept permet, au dynamique **Musée dauphinois** de Grenoble, de faire circuler de manière légère et rapide des expositions ethnographiques. De 1990 à 2002, les musées d'agriculture s'installent dans le paysage muséal français tandis que les cercles de décideurs culturels se diversifient et se rapprochent du local.

Les écomusées, en plein développement, sont les porte-flambeaux de la muséification de l'agriculture. Le mouvement écomuséal connaît son apogée entre 1992 et 2004 lorsque le nombre d'écomusées double, tissant des liens avec de nombreux partenaires de l'aménagement touristique, comme les pays d'accueil touristiques* (PAT) et les Parcs naturels.

³⁷⁸ / Bruno Jacomy, Diane d'Ormesson, 1990, p. 41.

³⁷⁹ / Camille Mazé, Frédéric Poulard, Christelle Ventura, 2013, p. 19.

³⁸⁰ / Tilden Freeman, 1957.

³⁸¹ / John T. Schlebecker, *in*: *Museum*, 1984, p. 146.

³⁸² / Jean-Claude Duclos, 1987, p. 108.

De nouveaux acteurs culturels associatifs contribuent à l'extension du processus de patrimonialisation et se rapprochent des filières agricoles. Ils créent des musées exposant des fruits et des produits de bouche, valorisant les territoires « historiques » de production.

En 1980, à Plougastel-Daoulas (Finistère), l'association de sauvegarde « Les Amis du Patrimoine de Plougastel » (A.P.P.), œuvre à la préservation du patrimoine architectural de la presqu'île, berceau de l'importation au XVIII^e siècle de la fraise Blanche du Chili par Amédée-Antoine Frézier. Une association de préfiguration du musée met rapidement un projet de musée sur pied. En 1992, le **Musée de la Fraise et du patrimoine de Plougastel** ouvre ses portes³⁸³. La fraise est associée au patrimoine historique. Le bâtiment muséal appartient à la commune. Cependant la présentation de l'activité agricole en l'occurrence fraisicole, comme dans de nombreux musées arts et traditions populaires, ne constitue qu'un des volets de ce musée d'arts et de traditions populaires. Costume, lin, mobilier, activités maritimes et patrimoine bâti représentent l'essentiel de la collection permanente³⁸⁴.

L'initiative privée, plus souple, permet d'ouvrir de nouveaux horizons à la muséographie de l'agriculture, comme la création par le pâtissier Serge-Gustave Sender Wayntraub, au château de Grignon, du premier **Musée de la gastronomie**. Ce musée original est inauguré le 30 novembre 1989 par trois ministres, dont Jack Lang et de grands cuisiniers. C'est l'occasion de découvrir une bibliothèque culinaire patrimoniale, avec des pièces montées sous vitrines, d'assister à la réalisation de « chefs-d'œuvre » pâtisseries. En 2000, le musée ferme faute de financement³⁸⁵.

Le siècle s'achève néanmoins sur de nombreuses ouvertures de musées, avec l'intérêt porté aux musées ruraux et agricoles par l'État et les collectivités territoriales.

Le machinisme dans le centre de la France

De nombreuses collections trouvent une seconde vie sous la forme de musées, dans la plupart des cas associatifs. Aux confins de la Puisaye nivernaise et des plaines ligériennes, la construction du **Musée de la machine agricole ancienne** de Saint-Loup-des-Bois (Nièvre) s'impose dès lors que la collection prend de l'ampleur. Le 1^{er} mai 1993, le musée ouvre ses portes et organise une fête reconduite chaque 15 août, baptisée « Rétromoisson ». Il s'agit de

³⁸³ / **Musée de la Fraise et du patrimoine de Plougastel**. *Éditorial*. [en ligne]. [Consulté le 25/02/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.musee-fraise.net/>

³⁸⁴ / **Musée de la Fraise et du patrimoine de Plougastel**. *Exposition permanente*. [en ligne]. [Consulté le 25/02/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.musee-fraise.net/pages/expoperm.html>

³⁸⁵ / AGROPARISTECH **Musée du Vivant**. Expositions téléchargeables. *AGROPARISTECH une longue histoire*. [en ligne]. [Consulté le 09/08/2014]. Disponible à l'adresse : http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=article&id_rubrique=26&id_article=510

préserver, valoriser et faire découvrir le patrimoine agricole afin de partager la passion du machinisme agricole. Les tracteurs, locomobiles, javeleuses, batteuses, moissonneuses-lieuses sont en état de marche. Le musée, fruit de la passion d'un groupe féru de vieilles mécaniques, permet, à travers l'exposition de plus de 100 machines agricoles datant de la fin du XIX^e siècle aux années 1960 - période clé du machinisme agricole - et exposées dans de nombreux musées du machinisme agricole, de découvrir, les différentes techniques, souvent sophistiquées, d'un monde rural parfois méconnu³⁸⁶. Le musée et cette grande manifestation annuelle permettent à l'association de participer activement au développement touristique du nord nivernais.

Machinisme agricole et fête des moissons sont associés dans un concept, qui tend à se diffuser sur les terres de culture en cette fin de siècle.

II.D 2002-2015, musées agricoles entre tradition et modernité

Le nouveau siècle s'ouvre sur des changements dans les mondes de l'agriculture et de la culture.

L'adoption de la « loi relative aux musées de France » de 2002 détermine une réorganisation du monde muséal. La circulaire du 2 mars 2004 crée un « Code du patrimoine » qui regroupe les lois relatives au patrimoine culturel. Ce nouveau code a pour but de « souligner la cohérence de l'action des pouvoirs publics en faveur du patrimoine. »

³⁸⁶ / Communauté de communes Loire et Nohain. *Le musée de la machine agricole ancienne*. [en ligne]. [Consulté le 25/02/2013]. Disponible à l'adresse : http://www.cc-loire-nohain.fr/musee_agricole.htm

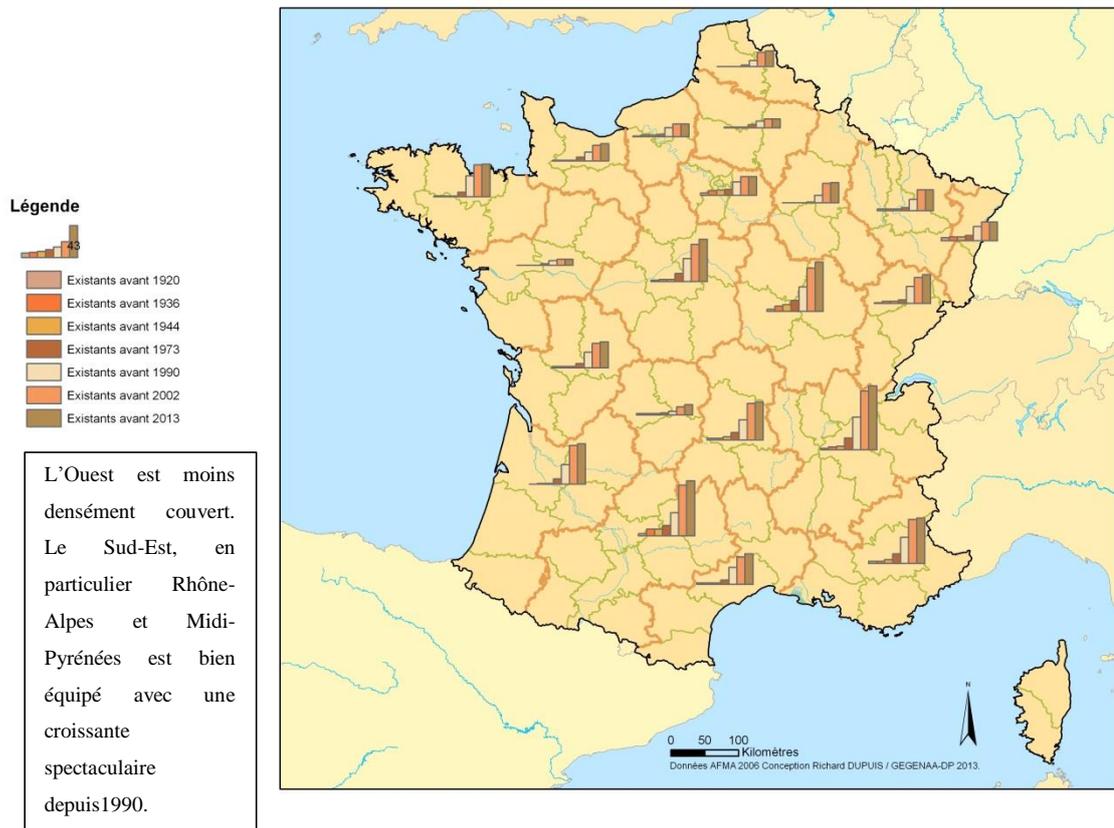


Figure 28 : Création de musées d'agriculture, Ancien Régime-2006 (carte)

Par régions administratives (base loi de décentralisation 2002).

II.D.1 2002-2008, Institutionnalisation incomplète

L'agriculture, arrimée à la globalisation des échanges marchands, cristallise moins la nostalgie. Les questions de société qu'elle soulève prennent le pas dans de nombreuses muséographies sur les questions technologiques et identitaires, en particulier celles des CCSTI. Ce mouvement de fonds s'accompagne d'un renouvellement des générations qui affecte les prosélytes et les animateurs, souvent bénévoles des musées d'agriculture.

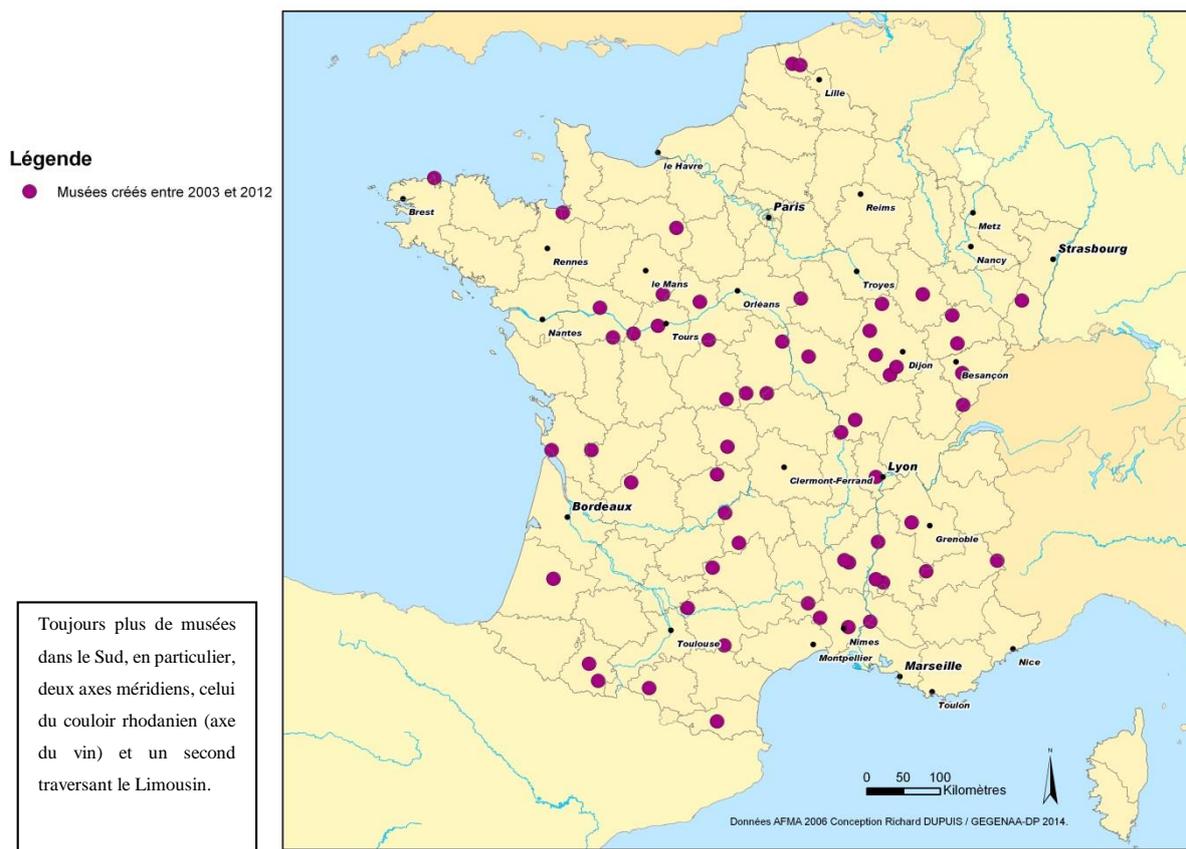


Figure 29 : Dynamique de création de musées agricoles, XXI^e siècle (carte)

II.D.1. « Loi musée » et muséification

La « Loi musée »

Si le patrimoine bâti est largement reconnu, celui du monde rural l'est de manière incomplète. L'Inventaire général du patrimoine culturel consacre deux numéros de sa revue *InSitu* en 2004 et 2006 à la question du patrimoine rural, mais déplore, en 2004, dans l'éditorial que, devant la multiplication d'aménagements aux conséquences paysagères de plus en plus lourdes, les réflexions menées ici et là ne permettent pas encore, en dépit de l'urgence qu'il y a à le faire, de fixer les principes d'une action véritablement concertée pour la préservation des patrimoines³⁸⁷.

Les expositions permanentes des musées d'agriculture évoquent cette déprise agricole par le choix des objets « du bon vieux temps » d'avant la motorisation et alimentent le courant de nostalgie qui motive encore de nombreux anciens agriculteurs à collectionner et exposer les vieilles machines agricoles. De nouveaux patrimoines naturels entrent dans le champ de

³⁸⁷ / Pascal Liévaux, 2004, p. 3.

recherche et d'intérêt du public et des scientifiques et sont progressivement intégrés aux muséographies des collections d'agriculture.

La « loi relative aux musées de France » promulguée le 4 janvier 2002 est le fruit d'une large concertation avec les professionnels des musées. Elle se substitue à l'ordonnance de 1945, clarifie le champ institutionnel et représente une évolution majeure pour les musées français. La loi apporte trois grandes avancées.

Elle pose une définition juridique du musée français. Ainsi, aux termes de son article premier, le musée est considéré comme toute

« Collection permanente composée de biens dont la conservation et la préservation revêtent un intérêt public, et constituée en vue de la connaissance, de l'éducation, et du plaisir du public ».

Cette définition est proche des positions successives de l'ICOM. Elle confirme la vocation de service public du musée³⁸⁸.

Elle concerne tous les musées, quels que soient leurs statuts, fixe l'inaliénabilité des collections qui étaient jusqu'à présent un usage sans fondement législatif réel, enfin accorde une réelle place au public³⁸⁹.

« Elle met ainsi dans une logique de réseau des institutions qui détiennent des œuvres majeures. Les musées nationaux et les musées classés, déjà soumis à un ensemble de règles contraignantes en vertu de l'ordonnance de 1945, sont d'office déclarés Musées de France. Le label est en principe consenti aux musées contrôlés, mais ceux-ci, peuvent manifester dans un délai d'un an à compter de la publication de la loi leur refus d'endosser le label³⁹⁰. »

La « loi relative aux musées de France », perçue comme prenant peu en compte les musées ne relevant pas du ministère de la Culture et de la Communication, fait réagir le monde muséal³⁹¹. Dans la première vague de labellisation « Musée de France » des musées, les musées d'État, ceux classés et les musées retenus, après avis du Haut conseil des musées de France, sont labellisés.

« Les collections des musées de France sont qualifiées de trésors nationaux, et ne peuvent être exportées. Les biens privés non classés sont ainsi protégés. L'imprescriptibilité des biens des collections « labellisées », protège face aux risques de trafic puisque la revendication d'un bien pourra se faire sans limite de temps³⁹². »

³⁸⁸ / Claire Bosseboeuf. [en ligne]. [Consulté le 17/10/2014]. Disponible à l'adresse :

[http://www.asrdlf2013.org/IMG/pdf/C - Bosseboeuf -](http://www.asrdlf2013.org/IMG/pdf/C_-_Bosseboeuf_-_)

[Les musees territoriaux un enjeu de structuration et de developpement des territoires.pdf](#)

³⁸⁹ / Christophe Vital, 2011, p. 16.

³⁹⁰ / Marie Cornu, Statut des Musées de France. Encyclopædia Universalis [en ligne]. [Consulté le 15/12/2014].

Disponible à l'adresse : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/statut-des-musees-de-france/>

³⁹¹ / Christophe Vital, 2011, p.16.

³⁹² / Marie Cornu. Statut des Musées de France, Encyclopædia Universalis [en ligne]. [Consulté le 15/12/2014].

Disponible à l'adresse : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/statut-des-musees-de-france/>

Même si la recherche est prise en compte dans la loi : le « Musée de France » « contribue aux progrès de la connaissance et de la recherche ainsi qu'à leur diffusion³⁹³ », aucun article n'intègre la recherche aux activités obligatoires des musées.

Le **MNATP**, qui dispose d'un centre de recherche intégré, et les rares musées avec collections d'agriculture disposant de liens serrés avec la recherche, sont en situation de faiblesse. Peu de musées ou de collections agricoles bénéficient de la labellisation « Musée de France. »

La FEMS, sollicitée comme partenaire institutionnel lors de l'élaboration de la loi, réfléchit sur le sens de son action et organise à Besançon les 6 et 7 novembre 2002 un colloque international sur le thème : « Écomusées et musées de société : pour quoi faire ? ». Seuls, les écomusées les plus importants et quelques rares musées traitant de l'agriculture sollicitent alors la labellisation³⁹⁴.

Les structures muséales qui ne sont pas financées par les pouvoirs publics doivent prendre position pour concourir à l'acquisition de la labellisation. Celle-ci contraint les musées candidats à concevoir ou mettre à jour leurs programmes scientifiques et culturels. Les musées bénéficiant du label national « Musée de France », se voient offrir les services publics attachés et la reconnaissance de la qualité scientifique de leurs collections. La « loi relative aux musées de France » agit comme un filtre où seuls les musées disposant de collections et de moyens professionnels pour répondre au cahier des charges peuvent prétendre à la labellisation. Enfin, l'essentiel des musées labellisés relève du secteur public. Ces structures publiques développent des missions patrimoniales de protection des collections, d'éducation et de recherche que ne réalisent pas souvent les structures privées faute de moyens ou d'ambition.

Les collections et musées d'agriculture n'ont jamais été aussi nombreux ! En 2002, il existe en France, 600 musées et collections d'agriculture, soit une augmentation de 50 % par rapport à la première enquête réalisée en 1995³⁹⁵.

La mutation des musées accueillant des collections agricoles

Le début du XXI^e siècle présente un paysage contrasté de l'agriculture au musée. Le nombre de propositions muséographiques incluant l'agriculture explose. De nombreuses expositions temporaires, impossibles à recenser dans leur ensemble, présentent l'agriculture et les territoires. Par exemple, l'**Écomusée du Perche** organise en 2003 une exposition consacrée

³⁹³ / Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, article 2.

³⁹⁴ / Richard Dupuis, à paraître en 2016.

³⁹⁵ / AFMA, 2002.

à l'élevage bovin, dont l'image, brouillée par la récente crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), subit la charge négative des médias. Cet univers, négligé dans les collections et le fonds documentaire du musée, est ainsi réhabilité³⁹⁶.

L'Écomusée noue un partenariat avec l'Union apicole ornaise (UAO) et contribue à relancer l'apiculture et la production de miel par les particuliers qui viennent se former au musée³⁹⁷.

Cependant, nombre de structures muséales qui évoquent l'agriculture, et non des moindres, connaissent des difficultés allant jusqu'à la fermeture. C'est le cas du **MNATP**, dont l'agriculture constitue un des neuf départements de recherche et de conservation. Ce département regroupe depuis sa création toutes les techniques d'acquisition mises en œuvre par l'homme pour assurer sa subsistance : agriculture, élevage, pêche, chasse et cueillette. Les activités professionnelles voisinent avec les pratiques contemporaines de loisirs liées aux différents modes d'appropriation de l'espace rural et naturel (jardinage, pêche...) ³⁹⁸. En 2003, la fermeture du **Musée national des arts africains et océaniques** et en 2005, la disparition dans l'indifférence générale du **MNATP** coïncident avec un bouleversement des musées d'ethnologie affectés par l'éclatement du **Musée de l'Homme**. L'ouverture en 2006 du **Musée du quai Branly, Musée des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques**, encouragée par Claude Lévi-Strauss ne comble pas le vide laissé par la disparition de ces institutions majeures. Le **Musée du quai Branly** possède de nombreux outils agricoles, mais qui n'occupent aucune section dédiée. Michel Colardelle, dernier directeur du **MNATP** projette, sans succès, de réaliser un musée des civilisations de la France et de l'Europe depuis l'an mil au palais de Tokyo, à Paris. Il constate que, si l'agriculture et la ruralité sont plus ou moins muséifiées au niveau local, il n'en est plus rien au niveau national. Par ailleurs, la France des musées intègre le monde muséal mondial, en ne prenant plus en compte la globalité des spécificités nationales, souvent nommée « domaine français ». À se demander si les traditions populaires ne constituent pas un sujet pour la France des régions, pour les territoires locaux, plutôt que pour le pays tout entier ³⁹⁹. Conséquence indirecte de la régionalisation et de l'attention portée aux régions par l'Union européenne, l'ethnologie du domaine français disparaît en 2005 avec le Centre d'Ethnologie Française, rattaché au **MNATP**.

³⁹⁶ / Évelyne Wander, 2010, p. 22.

³⁹⁷ / *Journal des maires*. Juin 2009, p. 37-38.

³⁹⁸ / Michel Colardelle, 1999, p. 7.

³⁹⁹ / *Ibid.*, p. 3.

Pourtant, l'analyse de la patrimonialisation des terroirs et de la muséification de l'agriculture, avec l'action de chercheurs comme Claude Royer, auteur de l'étude sur la renaissance des vignobles de l'est de la France, conserve toute sa nécessité. Elle augure même d'une réappropriation culturelle des patrimoines agricoles dans une orientation ethnologique⁴⁰⁰. Les collaborations entre les musées d'agriculture et les centres de recherche confirment l'utilité des collections et des structures muséales dédiées.

Les musées sont des réservoirs de sources pour les chercheurs et les étudiants, vétérinaires (**Musée Fragonard** de Maisons-Alfort), agronomes (**Musée comtois**, collections charentaises), historiens ou ethnologues⁴⁰¹.



Cliché Richard Dupuis

Figure 30 : **Musée Fragonard**, première salle rénovée, 2009

Ces musées focalisent l'intérêt pour la science et promeuvent la qualité des collections agricoles. Cette implication est un héritage méthodologique du modèle mis en place par Georges Henri Rivière sous le Front populaire. Cependant, pour l'essentiel, la recherche sur l'agriculture, l'ethnologie et la muséologie, s'estompe. Aucune institution à l'échelle nationale ne joue plus ce rôle central dans la relation objets-terroirs-musées. La recherche ethnologique, en prise avec les musées d'agriculture, s'affaiblit.

Aucun établissement public ne joue plus le rôle de modèle ou de coordonnateur, tant au niveau des recherches que de l'animation d'un réseau de musées, ce qui pénalise le développement de la présentation de l'agriculture au musée. Le nouveau **Musée des**

⁴⁰⁰ / *Ibid.*, p. 7.

⁴⁰¹ / Jean-René Trochet, 1987 ; Christophe Degeurce, 2005.

Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) ne peut prendre cette place du fait de ses missions. Après les études préalables de Michel Colardelle, en mai 2000, le Comité interministériel d'Aménagement durable du Territoire (CIADT) confirme la délocalisation du **MNATP** à Marseille et sa transformation en **MuCEM**. En décembre 2000, la ministre de la Culture et de la Communication, Catherine Tasca, annonce la construction du **MuCEM** à Marseille⁴⁰². Le projet controversé de délocalisation entérine la disparition du « domaine français » du patrimoine muséologique national⁴⁰³. La France ne retrouve pas, à cette occasion, son seul musée national qui traite de l'ethnologie des régions françaises et d'agriculture. Cette disparition semble d'autant moins importante, aux yeux des décideurs, que les musées d'agriculture et les écomusées se multiplient en métropole.

Il n'empêche que la santé et l'attractivité des écomusées restent à prouver. L'**Écomusée d'Alsace** subit le contrecoup de la retombée de la vague patrimoniale de l'après-2002. Il accueille 280 000 visiteurs en 2003, dispose de 110 hectares, de 70 maisons transportées, pour un chiffre d'affaires de 7,5 millions d'euros ! Il fédère 900 adhérents à son association d'amis et génère 150 emplois directs. Structure unique en France, l'écomusée revendique un grand nombre de bénévoles, dont des éleveurs et des agriculteurs. La mobilisation, au cœur du projet, de ces bénévoles garantit l'authenticité de la démarche muséographique. Celle-ci suscite la sympathie et attire un nombreux public⁴⁰⁴.

L'**Écomusée d'Alsace** présente pendant vingt ans, entre 1986 et 2006, un des projets les plus aboutis d'exposition de l'agriculture vivante avec les caractéristiques d'une exploitation agricole comprenant prés, vergers, soles travaillées grâce aux animaux et à l'équipe de l'écomusée. Très présent dans le paysage culturel et identitaire alsacien, l'**Écomusée d'Alsace** fait l'objet de 17 documentaires de FR3 Alsace. Il est à la fois objet et sujet du patrimoine alsacien. Objet, dans ce qu'il représente au travers des bâtiments et des collections qui le composent, sujet, parce que l'écomusée est acteur de la médiation culturelle de ces éléments et qu'il agit à la poursuite de la construction du patrimoine de demain⁴⁰⁵.

En 2006, il constitue la plus importante structure muséale qui évoque l'agriculture en France, mais souffre d'un manque de financement de la part des collectivités territoriales et

⁴⁰² / Michel Colardelle. *Le Musée et le Centre interdisciplinaire d'études des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée : étude préalable pour un projet de « délocalisation » du MNATP-CEF de Paris à Marseille (site d'Euroméditerranée)*. [en ligne]. [Consulté le 08/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/004000151/index.shtml>

⁴⁰³ / Martine Segalen, in : Camille Mazé, Frédéric Poulard, Christelle Ventura, (dir.), 2013.

⁴⁰⁴ / Pascal Schmitt, 2009, p. 5.

⁴⁰⁵ / *Ibid.*, p. 4.

locales. La région investit alors dans le Bioscope, parc de loisirs consacré au thème de la santé et de l'environnement, qui ouvre dans son voisinage. L'**Écomusée d'Alsace** semble alors remis en cause par un vaste plan de restructuration, d'autant plus dommageable qu'au-delà de l'impact touristique, la sauvegarde de savoir-faire présentés, devenus rares, est un véritable enjeu régional mais aussi sociétal⁴⁰⁶.

Dans les années qui suivent la « loi relative aux musées de France », la modification de la structure des financements publics, ainsi que l'attention portée de manière prioritaire à la fréquentation des musées d'agriculture, fragilisent nombre de structures qui présentent l'agriculture.

Si, au niveau local, l'agriculture au musée n'est plus un enjeu culturel et identitaire, il n'en est pas de même au niveau international ou dans d'autres pays. Cette observation constitue un argument pour un nouveau déploiement de musées d'agriculture en France.

II.D.1.b Présence internationale du patrimoine agricole

Les institutions internationales valorisent les produits agricoles et les grands sites

Les institutions internationales disposent d'un pouvoir d'exemplarité et de conviction inégalé. L'ICOMOS organise, depuis 1983, chaque 18 avril, la journée internationale des monuments et des sites. L'institution précise que contrairement à ce qui est accompli pour d'autres catégories de patrimoine, tel le patrimoine industriel ou vernaculaire, l'absence de reconnaissance, spécifique et distincte du patrimoine agricole, engendre un manque de considération et de mésestime, dont il souffre⁴⁰⁷. En 2010, dans le cadre de l'année internationale pour la biodiversité, proposée par l'ONU, le thème retenu est « le patrimoine de l'agriculture ». Ces incitations et manifestations n'ont pas de retombées directes sur le monde muséal agricole. Seules, la Juridiction de Saint-Emilion (1999)⁴⁰⁸, les Causses et les Cévennes (2011) sont inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO au titre des Paysages agricoles et sites mixtes⁴⁰⁹. Ce dernier site n'est pas relié directement à un musée thématique⁴¹⁰.

⁴⁰⁶ / Évelyne Wander, 2006, p. 8-9.

⁴⁰⁷ / ICOMOS. *Journée internationale des monuments et des sites*. [en ligne]. [Consulté le 03/08/2012].

Disponible à l'adresse :

http://www.international.icomos.org/18thapril/2010/18_April_2010_Agricultural%20Heritage_FR_20100326.pdf

⁴⁰⁸ / UNESCO. Convention du patrimoine mondiale. *Juridiction de Saint-Emilion*. [en ligne]. [Consulté le 26/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://whc.unesco.org/fr/list/932>

⁴⁰⁹ / ICOMOS. *Les Causses et les Cévennes, paysage culturel de l'agro-pastoralisme méditerranéen*. [en ligne]. [Consulté le 26/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://whc.unesco.org/fr/list/1153>

⁴¹⁰ / Richard Dupuis, 2010, p. 6.

Au XXI^e siècle, dans un contexte de pression démographique accrue, l'agriculture est au cœur d'enjeux, à différentes échelles géographiques, de plus en plus cruciaux, comme la répartition des produits alimentaires et la préservation de la ressource aquifère. Le choix de l'intensification des modes de production agricole se réalise au risque de la destruction totale des savoir-faire et des outils productifs ancestraux. Les musées d'agriculture remplissent une fonction essentielle d'aide à la décision publique.

Musée agricole et FAO

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prend en compte depuis 2002, les systèmes ingénieux du Patrimoine Agricole Mondial⁴¹¹. Des sites pilotes sont identifiés hors d'Europe. Le musée constitue une ressource documentaire inégalable pour présenter un produit ou une filière⁴¹². Le **Musée de l'olivier**, vitrine de l'oléiculture française, est le point d'appui de la Présentation des politiques de qualité et du cadre juridique et institutionnel français et du Service de la stratégie agroalimentaire et du développement durable⁴¹³. La visibilité de ce site muséal est d'autant plus importante que les politiques de protection françaises pionnières, mises en œuvre par l'Institut National d'Origine et de Qualité (INAO) sont objets d'étude. Le musée illustre l'histoire de ce fruit, emblématique de la civilisation méditerranéenne. Il contribue à sa valorisation.

II.D.2 2008-2015 S'adapter aux nouvelles contraintes

Le patrimoine constitue un secteur culturel et économique de plus en plus présent dans les politiques de développement local. En 2010, les dépenses publiques pour le patrimoine atteignent 1,5 milliard d'euros.

Le secteur génère plus de 100 000 emplois directs, parmi les 492 100 salariés du secteur culturel. Avec ces chiffres, la France se situe légèrement en dessous de la moyenne européenne⁴¹⁴.

⁴¹¹ / FAO. *Systèmes ingénieux du Patrimoine Agricole Mondial*. [hors ligne]. [Consulté le 03/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/nr/giahs/giahs-home/fr/>

⁴¹² / <http://fr.gastronomie.com/specialites/france/bonnes-adresses/musee-gastronomique?page=2>

⁴¹³ / Côte d'Azur. La station et villages. *Musée ethnographique de l'olivier*. [en ligne]. [Consulté le 26/02/2013]. Disponible à l'adresse : http://www.cotedazur-tourisme.com/ou-aller/musee-ethnographique-de-l-olivier-cagnes-sur-mer-N4fiche_PCUPAC0060000248-rub_5.html

⁴¹⁴ / Françoise Benhamou, David Thesmar, 2011, p. 155.

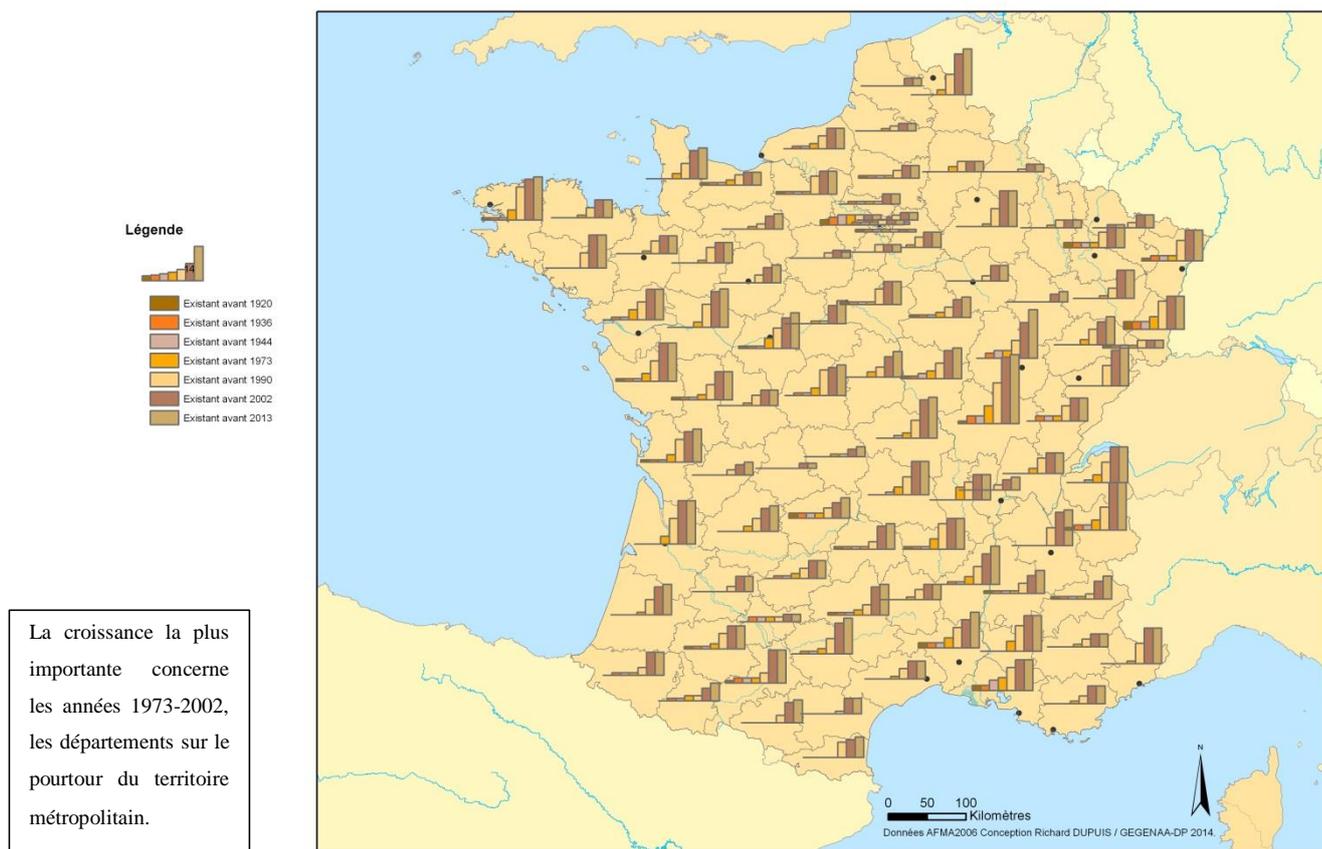


Figure 31 : Départements, 93 ans de création de musées agricoles (carte)

Dans ce secteur, les musées d’agriculture représentent une part peu visible dans les statistiques publiques (DEPS). Ils sont cependant nombreux et maillent le territoire rural national⁴¹⁵.

II.D.2.a Nouvel attrait pour la ruralité dans les enjeux territoriaux

Monde agricole et musées agricoles peu en contact

Le monde agricole est en mutation permanente. La surface agricole utile diminue de manière importante et régulière depuis les années 1950⁴¹⁶. Le nombre d’exploitations agricoles chute selon les dernières estimations du recensement agricole de 2010, de 26 % en dix ans⁴¹⁷. Depuis la Libération, ces transformations permanentes de l’agriculture deviennent structurelles. L’agriculture connaît un attrait culturel inédit, d’autant que la ruralité s’avère constituer un

⁴¹⁵ / DEPS, 2006.

⁴¹⁶ / Maurice Desriers, 2007, p. 17.

⁴¹⁷ / Ministère de l’Agriculture, de l’agroalimentaire et de la forêt. Agreste. *Recensement agricole 2010*. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l’adresse : http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_primeur266-2.pdf

refuge pour échapper à la pression urbaine⁴¹⁸. L'agritourisme s'inscrit dans les nouvelles formes de la multifonctionnalité agricole et de la réhabilitation de l'image des espaces ruraux, envisagés comme réservoirs touristiques dans lesquels l'agriculteur joue de nouveaux rôles, ceux de jardinier du paysage, d'hôtelier et de guide touristique⁴¹⁹.

Cependant, une partie de la profession estime que la culture du monde agricole a disparu. José Bové pense que l'agriculture française n'existe plus culturellement. Depuis les années 1990, la question agricole semble déconnectée de la réalité des gens. Il enregistre une coupure entre la société civile, « qui mange tous les jours » et le monde agricole qui produit ces aliments. Les politiques agricoles auraient toujours mis de côté les paysans, sans jamais les intégrer dans une problématique plus globale⁴²⁰.

Les musées font peu écho de ce nouveau cadre professionnel, même si dans un contexte de demande de relocalisation, les musées d'agriculture valorisent le territoire local et l'exposition de la typicité des terroirs et de leurs productions.

Les agriculteurs plus concernés par les associations d'animation rurale, que par les musées

Le groupe social des agriculteurs est en mutation profonde. La patrimonialisation de la profession et de ses outils représente un puissant moyen d'identification et de (re) constitution d'une identité professionnelle⁴²¹. Les agriculteurs abondent les collections d'agriculture, machines en particulier, avec lesquelles ils se sentent libres de faire ce qu'ils souhaitent : restaurations, fêtes de moissons, rondes de tracteurs. Les musées d'agriculture impliquent de nombreux partenaires hors du monde agricole. Aussi, les agriculteurs, peu au fait du monde muséal, rechignent à s'impliquer dans les choix muséographiques. Les musées de produits et de terroirs renforcent en particulier l'image des territoires d'implantation. Les musées d'agriculture présentent au début du XXI^e siècle des statuts, des collections et des projets très diversifiés. Certaines catégories de ces musées se repositionnent, comme les écomusées, d'autant que certaines structures relèvent parfois de plusieurs catégories⁴²².

Sur le registre de l'animation des territoires ruraux, les fêtes agricoles perdurent. Elles trouvent toujours de nombreux amateurs. Là aussi, le secteur associatif continue d'être force de proposition dans l'organisation de fêtes des moissons. Par exemple, depuis 2003, l'association

⁴¹⁸ / Le Monde. *Portraits : ils ont quitté la ville pour aller vivre à la ferme*. [en ligne]. [Consulté le 26/02/2013]. Disponible à l'adresse : [http://www.lemonde.fr/economie/visuel/2013/02/22/portraits-ils-ont-quitte-la-ville-pour-vivre-a-la-ferme_1834997_3234.html#xtor=EPR-32280229-\[NL_Titresdujour\]-20130223-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/economie/visuel/2013/02/22/portraits-ils-ont-quitte-la-ville-pour-vivre-a-la-ferme_1834997_3234.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20130223-[titres])

⁴¹⁹ / Jean-François Poncelet, Claude Belot, 2008, p. 85.

⁴²⁰ / José Bové, propos recueillis par Charlotte Chabas, *Le Monde*, 31 janvier 2012.

⁴²¹ / Céline Laisney, 2010.

⁴²² / Annexe U, p. 510.

du « Patrimoine agricole de Normandie » regroupe les amateurs de tracteurs, d'outils, de machines agricoles anciennes, de miniatures et d'animaux de trait⁴²³. Elle organise des expositions, des démonstrations et des défilés. Elle échange avec les organismes analogues pour faciliter l'acquisition de pièces mécaniques et de documents. Progressivement, la création et le déploiement des réseaux sociaux contribuent à la visibilité et à l'échange d'information entre passionnés et structures muséales.

Les associations sont aussi multiples que les centres d'intérêt pour l'agriculture. De nombreux domaines de l'agriculture sont investis, comme les fruits, les marques de tracteurs,...⁴²⁴. Cependant, l'intérêt pour les collections agricoles relève principalement du monde rural, en particulier des professionnels de l'agriculture que l'on retrouve comme bénévoles ou membres de musées agricoles. Le maillage de collections privées et des musées liés aux collectivités territoriales se resserre et se diversifie, tandis que de nombreux musées urbains à rayonnement régional, voire national, mettent progressivement en retrait ou en réserve leurs collections agricoles, comme c'est le cas pour le **MuCEM**, le **Musée d'Aquitaine** de Bordeaux et le **Château des ducs de Bretagne** à Nantes⁴²⁵.

II.D.2.b Nouvelles dimensions des musées d'agriculture

Les musées d'agriculture, un nouveau souffle muséographique

Entre tradition, sauvegarde de la mémoire paysanne et prise en compte des questions environnementales et sociales de l'agriculture, les musées d'agriculture présentent un paysage diversifié, à l'image des régions françaises et des problématiques agricoles.

Partant des représentations que le public se fait de l'agriculture et de ses produits, ils revêtent une pluralité de formes qui évoquent la tradition et la modernité.

⁴²³ / Patrimoine agricole du Patrimoine de Normandie. *L'association du patrimoine agricole*. [en ligne]. [Consulté le 09/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.patrimoine-agricole.fr/presentation>

⁴²⁴ / Site officiel du comité régional du Tourisme. *Musée de la machine agricole*. [en ligne]. [Consulté le 18/09/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.tourisme-lorraine.fr/a-voir-a-faire/visites/musees/F798000158_musee-de-la-machine-agricole-sainte-genevieve?produit=798000158#.VBry7xaqJi0

⁴²⁵ / Édouard de Laubrie, 2011, p. 30.

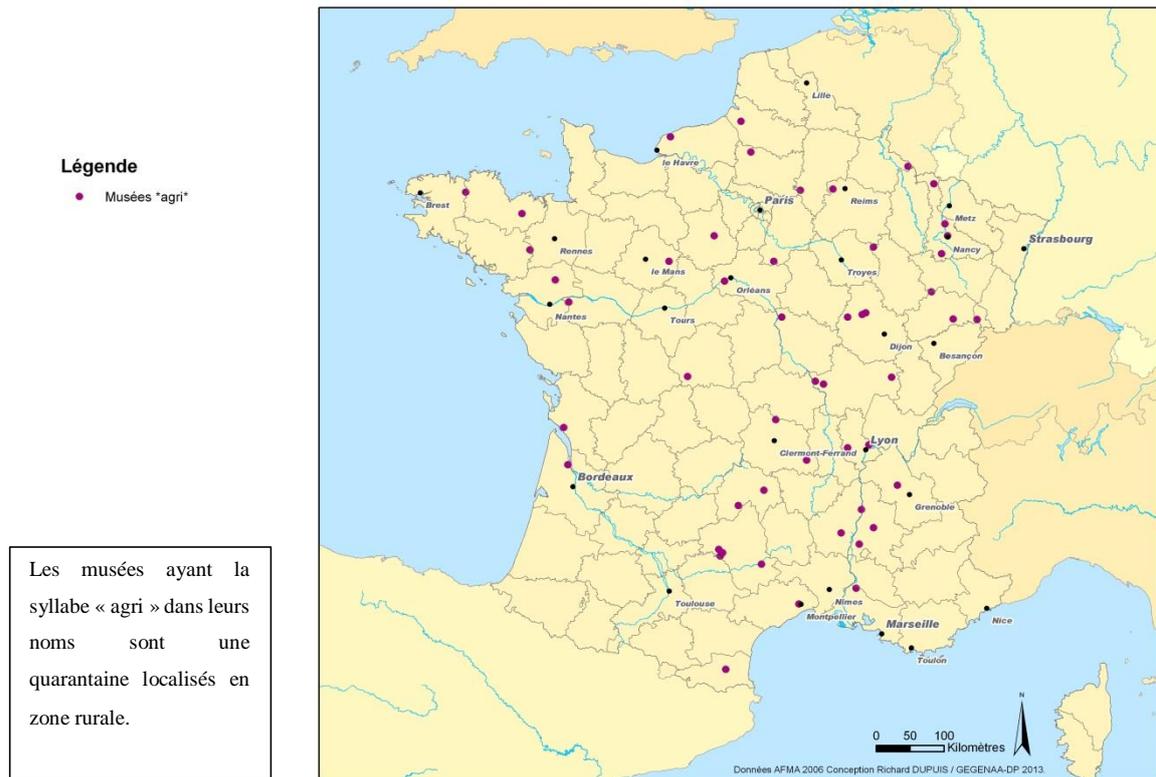


Figure 32 : Musées ayant « agri » dans leur intitulé, 2010 (carte)

Dans les années 2010, la scène muséographique nationale conserve l'héritage des musées d'arts et traditions populaires et de terroirs. Ces structures muséales s'organisent autour de petites unités, centrées sur un territoire identifiable, bien souvent rural. Leurs muséographies présentent la vie quotidienne des habitants à partir de traces matérielles ou immatérielles. Ils souffrent de ne pas disposer de programmes scientifiques solides.

Ainsi, pour Annie Bleton-Ruget, ce type de musée rural peut jouer un rôle touristique mais non scientifique. Il évoque le passé, offre un dépaysement chronologique, mais n'enseigne pas et renseigne peu⁴²⁶. L'héritage des musées de « tradition » ou de folklore est très présent sur le territoire, ainsi qu'en témoigne le nombre important de structures ayant le mot « tradition » ou « folklore » dans leurs intitulés.

⁴²⁶ / Annie Bleton-Ruget, 2003, p. 66.

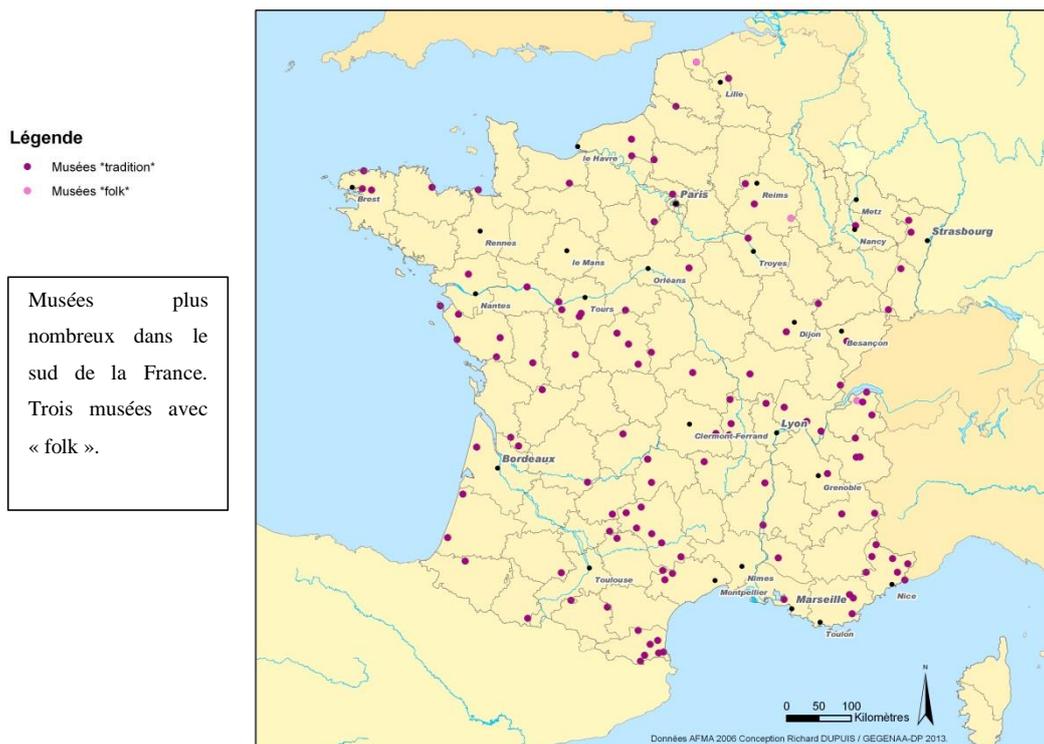


Figure 33 : Musées ayant « traditions » ou « folklore » dans leur intitulé (carte)

Cependant, quelques musées emblématiques, labellisés « Musées de France » issus des traditions folkloriste du XIX^e siècle ou arts et traditions populaires, connaissent une revalorisation de leurs collections dans le cadre de réaménagements, pour l'essentiel, financés par les collectivités territoriales. Des musées de la génération du folklore, celle du tournant du XX^e siècle, du fait de l'ancienneté, du prestige et de la qualité de leurs collections bénéficient de rénovations importantes. C'est le cas du prestigieux **Museon Arlaten**, fermé depuis le 25 octobre 2009. Un projet architectural et muséographique d'envergure se met en place. La scénographie prévue met en abyme la muséologie d'hier et de demain, sorte de « musée du musée⁴²⁷ ».



Coll. Museon Arlaten, musée départemental d'ethnographie, cliché J. L. Maby

Figure 34 : **Museon Arlaten**, fer à marquer les animaux d'élevage

⁴²⁷ /**Museon Arlaten** [en ligne]. [Consulté le 05/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.museonarlaten.fr/museon/CG13/cache/offonce/pid/255>.

Un nouveau souffle est espéré au prix d'une ouverture à la muséographie des musées de société. Au **Musée Alsacien de Strasbourg**, les matériels du travail de la terre dominent les sections agricoles « les hommes au travail », « les viticulteurs », bien loin de l'esprit des premières collectes commencées par la bourgeoisie intellectuelle strasbourgeoise du début du XX^e siècle, dont le choix se porte à l'époque sur des objets esthétiques, magnifiant l'art populaire alsacien⁴²⁸. Ce qui n'est plus le cas en 2013⁴²⁹.

Les bâtiments muséaux de qualité et classés, représentent un argument supplémentaire de visite et d'intérêt pour les structures muséales agricoles, souvent éloignées des centres urbains⁴³⁰.

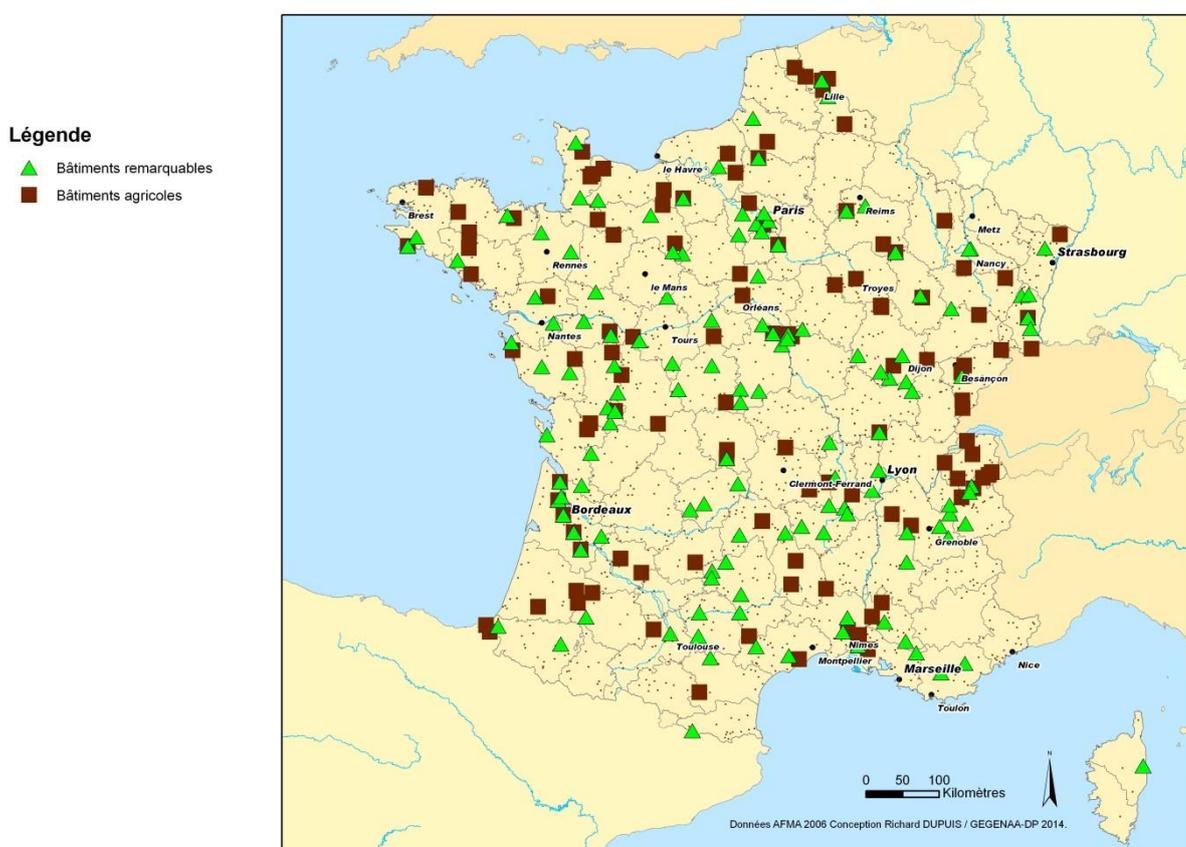


Figure 35 : Musées d'agriculture, bâtiments remarquables, bâtiments d'agriculture (carte)

Les musées qui bénéficient de bâtiments remarquables sont créés principalement dans les années 1970-1990. Ils sont répartis sur le territoire métropolitain, tout autant dans des bâtiments remarquables qu'agricoles.

⁴²⁸ / Malou Schneider, 2006, p. 124-137.

⁴²⁹ / Entretien avec Malou Schneider, conservatrice du **Musée Alsacien de Strasbourg**, 10 août 2012.

⁴³⁰ / Carte VIII, p. 585.

Les nouvelles questions de société en prise avec l'agriculture concernent l'habitat, les manières de travailler le sol, le développement durable, la sécurité alimentaire. Les muséographies intègrent certaines dimensions humaines et sociales de l'agriculture.

En ce début de XXI^e siècle, les musées de plein air semblent réussir cette synthèse. Partant du constat qu'en dix ans, de 1996 à 2006, plus d'un tiers des constructions rurales des anciennes provinces d'Artois, de Flandre, du Hainaut, du Cambrésis et de Picardie disparaissent, l'opiniâtre Monique Teneur-Van Daele organise la construction du **Musée de plein Air de Lille Métropole**, grâce au soutien des pouvoirs publics lillois. Le musée est implanté dans la vallée de la Marque, sur 16 hectares proposés par la Communauté Urbaine de Lille à Villeneuve-d'Ascq (Nord). Les démontages et remontages de maisons s'effectuent à la demande de la DRAC de Lille. Dans la plupart des cas, les propriétaires veulent raser leur « ruine » pour vendre rapidement le terrain. Devant le constat de bâtisses typiques qui se dégradent, la solution de sauvegarder des bâtiments les plus spécifiques dans un musée de plein air s'impose⁴³¹. L'installation du musée s'effectue alors avec d'efficaces partenariats, en particulier, grâce à une convention signée entre les ministères de la Défense et de la Culture. Les missions du musée sont multiples, dont celle de conservatoire génétique, pour « retrouver et regrouper les races en sursis, afin d'éviter leur disparition⁴³² ». Le musée, outre le fait de rassembler des fermes, des chaumières, possède également des bâtiments agricoles rares : germoir à tubercules, chartils, granges à pans de bois, fournils, chapelle-chaumière. Le musée entreprend des reconstructions sur site et la mise en place en 2010 pour la première fois d'une exposition temporaire consacrée aux « transports à la campagne ». Le **Musée de plein air de Lille Métropole** possède 22 bâtiments représentatifs des territoires du nord de la France et s'inscrit dans la filiation de l'**Écomusée d'Alsace**. Les maisons paysannes rassemblées témoignent de l'histoire et de l'évolution de l'architecture villageoise⁴³³.

Voie de pérennisation de la structure et de patrimonialisation des objets et savoir-faire agricoles du nord de la France, l'association « Monique Teneur Sauvegarde du Patrimoine rural », cède en 2009 la gestion du site et le transfert du personnel à Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) afin d'enrichir la programmation et de promouvoir le musée. Celui-ci devient un des 34 musées de la LMCU. Un musée du terroir est également situé dans la même commune de Villeneuve-d'Ascq, ainsi qu'un musée de la vie rurale dans la proche commune de Fretin. L'intégration de ce musée dans le patrimoine public témoigne de la

⁴³¹ / Monique Teneur-Van Daele, 2004, p. 64.

⁴³² / *Ibid.*, p. 85.

⁴³³ / *Ibid.*, p. 11.

pérennisation de musées associatifs. Les collectivités territoriales, sont à ce titre les acteurs publics de la patrimonialisation de l'agriculture et du monde rural les plus actifs.

Après 40 ans d'existence, afin d'éviter que l'écomusée ne devienne un mémorial, l'**Écomusée d'Alsace** recentre son projet sur la valorisation de son patrimoine bâti et le vivre ensemble⁴³⁴. Les musées de plein air constituent des entreprises importantes du fait de l'espace qu'ils occupent et des compétences qu'ils nécessitent pour se développer. Leurs projets muséographiques doivent s'accorder au mieux avec les collectivités territoriales sur lesquelles ils sont établis et desquelles ils reçoivent l'essentiel de leurs financements.

Paradoxalement, les écomusées connaissent une apparente bonne santé dans le même temps où le **MNATP** disparaît. Ils aspirent à être le « miroir qu'une société se tend à elle-même ». Pourtant, le terme et le concept « d'écomusée » non protégés, sont largement employés, mais vidés de leurs sens. La participation des citoyens est rarement effective, tendant à prouver que la réalité des écomusées est floue. C'est une des raisons pour laquelle la FEMS ne rassemble pas toutes les structures qui se nomment écomusées. 82 sur 133 adhérents possèdent l'appellation « Musée de France⁴³⁵ », ce qui représente plus d'un adhérent sur deux. Pour autant, ces structures accueillent de multiples manifestations en prise avec leurs territoires. Les adhérents à la FEMS accueillent quatre millions de visiteurs.

C'est grâce à l'originalité des expositions et des médias utilisés, que les collections d'agriculture ou les antennes agricoles des écomusées, se rapprochent de la scène muséale contemporaine.

Les exemples caractéristiques concernent ici la photographie, les fruits ou l'exploitation durable du territoire. Ainsi, la photographie se prête à un travail de mémoire que l'**Écomusée du Perche** convie à l'occasion de ses 40 ans avec une exposition « des voix, des visages, Perche, 2012 ». L'identité du territoire est rendue « vivante et attachante », grâce aux photos d'habitants en relais du magazine *Pays du Perche*, qui publie en 2011 un hors-série, sur les « 100 qui font le Perche⁴³⁶ ». L'écomusée multisites de l'**Avesnois** expose la mémoire rurale grâce à des collections agricoles et artisanales dans la **Maison du bocage** à Sains-du-Nord (Nord). Cette maison de maître, devenue exploitation agricole, dédiée aux composantes de

⁴³⁴ / Éric Jacob, La voix est libre à l'Écomusée d'Alsace. *France 3 Alsace*. 31 mai 2014.

⁴³⁵ / Courriel de Delphine Grisot, directrice de la FEMS, le 22 février 2010.

⁴³⁶ / Fédération des Amis du Perche. Société percheronne d'histoire, art et environnement. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.amisduperche.fr/boutique-2/hors-serie-100-qui-font-le-perche/>

l'Avesnois et de son bocage, expose la fabrication du fromage de Maroilles⁴³⁷. Un sentier d'observation permet de comprendre et interpréter le paysage et le rôle des haies en appui de la filière bois déchiqueté. Nombre d'écomusées présentent des produits alimentaires en relation avec leurs territoires. L'**Écomusée de la pomme au Calvados** au Sap (Orne) est établi dans les locaux d'une ancienne cidrerie⁴³⁸. Le **Musée de Martizay**, antenne de l'**Écomusée de la Brenne** (Indre), propose la visite de l'exploitation laitière d'un troupeau de près de 350 bêtes. L'installation comprend des espaces consacrés à la traite, au nourrissage et à la reproduction, répondant aux obligations de qualité de l'Appellation d'Origine Protégée (AOP)* du Pouligny-Saint-Pierre, premier fromage de chèvre à recevoir l'Appellation d'Origine Contrôlée en 1972⁴³⁹. En 2011, la FEMS s'allie au journal gratuit *Paru/vendu* afin de faire connaître l'offre régionale des écomusées adhérents. Les écomusées valorisent les territoires grâce à leur organisation en réseau. Un écomusée-type dispose d'un établissement principal (chef-lieu) et d'antennes thématiques.

Les jardins conservatoires et les potagers se développent en relation avec des niches muséographiques, comme le nouvel intérêt pour le maraîchage, relayé par les politiques de santé préventive et les techniques du faire soi-même. C'est le cas de l'**Écomusée du maraîchage**, dans la commune des Eysines (Gironde), surnommée le « potager de Bordeaux », en raison des exploitations légumistes qui alimentent la métropole tout au long du XIX^e siècle. Aujourd'hui la ville préserve et valorise ce patrimoine⁴⁴⁰. Cet écomusée associatif, localisé dans un pigeonnier classé à l'inventaire des monuments historiques, comprend hangar, potager pédagogique, marais, cabane du maraîcher et parc. Le jardinage est valorisé comme alternative à la consommation de produits agricoles impersonnels, sans saveur et d'une traçabilité incertaine. En outre, il permet de relocaliser la production et de contrôler la qualité des produits.

L'exposition et la patrimonialisation du machinisme agricole, important domaine d'intérêt et de réalisation de musées dans les années 1980, évolue dans quatre directions principales : les présentations héritées de la muséologie des arts et traditions populaires, de la technologie des machines, les activités culturelles des CCSTI et les musées de société.

⁴³⁷ / Les musées de l'Avesnois. *Maison du bocage à Sains-du-Nord*. [en ligne]. [Consulté le 19/03/2014]. Disponible à l'adresse : <http://museesavesnois.voila.net/museesainsdunord/maisonbocagesainsdunord.htm>

⁴³⁸ / Le Grand jardin. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.le-grand-jardin.asso.fr/>

⁴³⁹ / **Écomusée de Brenne**. *Des chèvres et des légumes*. [en ligne]. [Consulté le 20/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://reseau.ecomusee.brenne.over-blog.com/5-index.html>

⁴⁴⁰ / Plaquette de présentation du **Musée du maraîchage d'Hier et d'aujourd'hui**, aux Eysines.

Le **Musée des arts et métiers**, structure phare des musées technologiques français, malgré la rénovation de ses locaux et de sa muséologie en 1995, ne trouve pas suffisamment son public. Sa fréquentation, en hausse constante (de 155 000 visiteurs en 2006 à 230 000 en 2010), reste relativement faible pour une structure parisienne de cette taille. Inscrit dans ses missions, le **Musée des arts et métiers** joue un rôle primordial de diffusion des savoirs et des techniques sous deux formes. La première concerne la collection et la sauvegarde du patrimoine scientifique et technique au travers du musée et de ses réserves, le développement d'actions de culture scientifique et technique (CST), principalement ciblées vers le grand public. La seconde, moins médiatique, consiste à piloter le réseau « patrimoine scientifique et technique contemporain » (PSTC)⁴⁴¹. À ce titre, la demande des pouvoirs publics vise à favoriser le débat avec la société sur les grands enjeux scientifiques et techniques. Cette mission constitue un potentiel de développement considérable pour le **Musée des arts et métiers**⁴⁴². Cependant, le musée présente toujours aussi peu l'agriculture. D'une part, ses collections agricoles s'accroissent peu. En 1920, 1 078 objets relèvent de l'agriculture. Ils sont 1 273 en 2012, soit 199 objets acquis en 92 ans. D'autre part, lors de sa rénovation des années 1990 et devant l'expansion du mouvement des écomusées, l'agriculture disparaît des vitrines pour rejoindre les réserves visitables du musée à la Plaine-Saint-Denis, en région parisienne⁴⁴³.



Clichés Richard Dupuis

Figure 36 : **Musée des arts et métiers**, réserves visitables, La Plaine Saint-Denis

Les muséums connaissent un nouveau succès. En particulier, le **MNHN**, dont la « Galerie de l'Évolution » compte 731 000 visiteurs en 2010⁴⁴⁴.

Ouvertures, fermetures : pluralité d'initiatives des CCSTI, des musées de produits en région

⁴⁴¹ / *Ibid.*

⁴⁴² / *Ibid.*

⁴⁴³ / CNAM. *Les réserves*. [en ligne]. [Consulté le 05/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.arts-et-metiers.net/musee/les-reserves>

⁴⁴⁴ / AERES, 2011, p. 13.

L'innovation concernant l'agriculture vient des CCSTI, dans le prolongement muséographique de la technologie des machines. L'équipe d'**Agropolis-Museum**, présente une exposition permanente de référence à partir du Programme Scientifique et Culturel (PSC), élaboré avec le professeur Jacques Barrau du **MHNH**, autour du concept de « système alimentaire » et de nombreux objets prêtés par les musées de la région Languedoc-Roussillon, En 1993, la collection de 347 objets seulement est inaugurée. Mêlant patrimoines industriel et agricole, **Cité Nature** à Arras, installée dans une ancienne usine de lampes de mineurs réhabilitée par l'architecte Jean Nouvel, a pour slogan « On a tant à apprendre de la nature ». **Cité Nature** est consacrée à l'agriculture, la nature, l'alimentation et la santé⁴⁴⁵. L'agriculture est mise en scène en relation avec les problématiques contemporaines qui relient les écosystèmes productifs aux contraintes du développement durable⁴⁴⁶. Malgré les 1 000 objets exposés pour illustrer 10 000 ans d'agriculture et de nourriture, de gestes et de techniques, **Cité Nature** possède peu d'objets. Sa collection est constituée de fac-similés et de nombreux dépôts, dont ceux du **Musée des arts et métiers**⁴⁴⁷. Ce CCSTI propose sur 4 000 m² d'expositions et 15 000 m², un ensemble large d'outils de médiation : ferme, roseraie, pommiers des terrils, jardins des rhizomes, vigne, mare, potager, labyrinthe, station météo, canaux d'irrigation, prairie, bassins de récupération des eaux pluviales.



Clichés Richard Dupuis

Figure 37 : **Cité Nature**, Arras

Le **Musée du vivant**, musée international sur l'écologie et le développement durable de **AGROPARISTECH***, grande école française d'ingénieurs spécialisée en sciences du vivant et

⁴⁴⁵ / **Cité Nature** [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.citenature.com/new>

⁴⁴⁶ / Association des Jardins et des Parcs du Nord Pas-de-Calais. *Parcs et jardins du Nord Pas-de-Calais*. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.parcsetjardins-npdc.fr/accueil.html>

⁴⁴⁷ / **Cité nature**, 2008.

questions environnementales, qui regroupe les anciennes écoles d'ingénieurs du monde agricole dispose pour sa part d'une collection où les objets banals voisinent avec des objets rares⁴⁴⁸. Ce musée, créé en 2005, rassemble dans les locaux de la vénérable école de Thiverval-Grignon (Yvelines) ses collections patrimoniales afin de préserver les richesses de l'institution. Le **Musée du vivant** possède notamment, les importantes donations des familles des fameux agronomes René Dumont et René Dubos. La collection est constituée d'œuvres d'art, dessins, gravures, sculptures, mais aussi affiches, objets scientifiques ou de la vie quotidienne, photographies, illustrations, cartes postales, films. Il couvre la période allant de la fin du XVIII^e siècle à nos jours.

Les musées de produits élaborés de l'agriculture ont des propositions diverses et plus nombreuses. Ces structures se développent souvent à partir des produits agricoles locaux, fabriqués dans le cadre artisanal ou industriel. La demande de produits alimentaires et gastronomiques de qualité stimule l'installation de maisons de produits alimentaires qui possèdent rarement de collections et de professionnels des musées. Ces structures recourent souvent à des expositions temporaires et sont financées en partie par les communautés territoriales en partenariat avec les agriculteurs concernés. Par ailleurs, l'initiative individuelle, permet souvent l'amorce d'une aventure muséale fragile, parfois pérenne.

Le **Musée du gâteau basque** est créé par la passion de deux personnes, l'une pour la pâtisserie et l'autre pour l'architecture basque, dans une vallée du village de Sare (Pyrénées-Atlantiques), classé un des « Plus Beaux Villages de France », au cœur d'un parc verdoyant bordé de petits cours d'eau⁴⁴⁹. Le **Musée du pain d'épices**, abrité dans un bâtiment datant de 1756, avec sa boutique en ligne est une entreprise artisanale établie depuis 1977 à Gertwiller la capitale du pain d'épices (Bas-Rhin)⁴⁵⁰. Toujours sur le registre de l'alimentation, le concept de « Maison » est développé en relation avec les produits transformés de l'agriculture et les métiers afférents, en particulier laitiers et carnés. Il est souvent présenté comme caution culturelle de secteurs économiques locaux, en particulier sur des territoires peu mis en tourisme. Le **Maison des Truffes et de la Trufficulture** de Boncourt-sur-Meuse (Meuse), située dans une ancienne ferme lorraine, à proximité d'une grande truffière expérimentale, répond à ce

⁴⁴⁸ / **Musée du vivant** *Présentation*. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?page=rubrique_main&id_rubrique=2

⁴⁴⁹ / Le **musée du gâteau basque**. *Visite découverte*. [en ligne]. [Consulté le 08/10/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.legateaubasque.com/>

⁴⁵⁰ / Lips, l'artisan du pain d'épices. [en ligne]. [Consulté le 09/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.paindepices-lips.com/accueil.html>.

modèle⁴⁵¹. L'espace rassemble producteurs, pouvoirs publics autour d'une riche documentation et des activités truffières⁴⁵². La Maison est le fer de lance d'une politique de promotion de la qualité des produits et la sauvegarde de spécificités alimentaires en regard des contraintes de la PAC. Elles représentent un moyen de lutte contre la concurrence, les contrefaçons. La **Maison du Fromage de la Vallée de Munster** (Haut-Rhin) est portée par la Communauté de Communes de la Vallée de Munster. La Maison présente sur 2 000 m² la fabrication du Munster, la race bovine Vosgienne, la richesse du patrimoine et des savoir-faire traditionnels de la vallée de Munster⁴⁵³. Construit en avril 2011 sur le site d'une ancienne coopérative agricole de sélection génétique, le « centre d'interprétation sur la fabrication du Munster traditionnel » est intégré dans le paysage grâce à des bâtiments réalisés avec des matériaux traditionnels, évoquant l'activité pastorale. Cette marcairerie reconstituée dispose d'une étable et propose dégustation de lait et de fromage dans une cave d'affinage. L'Association des Éleveurs laitiers de la vallée de Munster contribue au financement de la structure. Les agriculteurs commercialisent ici les fromages de la vallée. Intégrée dans le pôle touristique de la Communauté de communes de la Vallée de Munster, la **Maison du fromage de la vallée de Munster** s'inscrit dans le projet de développement touristique et économique pour la vallée en particulier en terme agricole.

La plupart des zones de production AOC, bénéficient sur leur territoire de musées avec collections d'agriculture. Nombreux de ceux-ci évoquent les produits du terroir. Cependant, ils ne sont pas tous identifiés en tant que musée. La plupart sont intégrés dans les parcours de visites des entreprises, en l'occurrence fromagères, comme c'est le cas pour un des plus illustres fromages, le Roquefort Société⁴⁵⁴. Ce site agro-industriel est le plus visité de France. Le musée est un des neuf points de visite des caves d'affinage.

Les 45 territoires de terroirs de dénomination reconnus AOC hors vins et produits laitiers disposent de musées d'agriculture, mais globalement dans la moyenne des autres espaces du territoire métropolitain, sauf pour le Charollais, nettement au-dessus de la moyenne. Ces musées exposent la singularité des terroirs, origine de qualité des produits labellisés. Ils se

⁴⁵¹ / Maison des Truffes et de la Trufficulture. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.commercy.org/Truffe.html>

⁴⁵² / *Ibid.*

⁴⁵³ / *La maison du fromage. Vallée de Munster. Quand la tradition se vit au futur.* 2011, p. 3.

⁴⁵⁴ / Roquefort Société. *Entrez dans la légende de Roquefort.* [en ligne]. [Consulté le 22/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.visite-roquefort-societe.com/fr/visite-detaillee#>

distinguent ainsi des musées de terroir, issus des traditions et revendications régionalistes, mis en scène à la suite du **Museon Arlaten**⁴⁵⁵.

La **Maison de la Salers** à Saint-Bonnet-de-Salers (Cantal) est installée dans une ancienne grange du XVII^e siècle rénovée, avec un point de vue remarquable sur le Grand Pays de Salers⁴⁵⁶. La structure est dirigée par les instances de gestion de la race Salers⁴⁵⁷. L'espace muséographique de la **Maison du Charolais** situé à Charolles (Saône-et-Loire) valorise le territoire d'origine de la race bovine charolaise, emblème de son territoire d'origine, le Charolais Brionnais. La filière, les métiers et débouchés sont présentés dans l'espace muséographique, centre d'information sur l'animal et sa consommation. La Maison participe au développement touristique du bocage charolais. Charolaise, Limousine et Blonde d'Aquitaine contribuent à l'exportation génétique nationale⁴⁵⁸.



Photos libres de droits. Maison du Charolais

Figure 38 : **Maison du Charolais**

Tout autre est l'objectif de la **Maison du Chasselas de Thomery** (Seine-et-Marne). La commune de Thomery fournit du raisin de qualité au marché parisien de 1730 à 1970. Cet

⁴⁵⁵ / Serge Chaumier, *in* : *Musées en quête d'identités*. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003, p. 15.

⁴⁵⁶ / La Maison de la Salers. *Espace scénographique*. [en ligne]. [Consulté le 24/08/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.maisondelasalers.fr/fr/il4-maisondelasalers_p10-espace-scenographique.aspx

⁴⁵⁷ / Groupe Salers évolution. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.salers.org/>

⁴⁵⁸ / Maison du Charolais. *Espace muséographique*. [en ligne]. [Consulté le 10/03/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.maison-charolais.com/espace-museographique.html>

espace muséographique présente le passé agricole local oublié, celui « des murs » qui servait à la production de raisin jusqu'à une période avancée de l'année. Cette maison offre des services et des propositions touristiques : circuit de découverte des bords de Seine d'où partait le chasselas vers la capitale, organisation de concours de taille de vignes. Ces espaces muséographiques diffusent un discours professionnel sur les produits et permettent d'accroître notoriété et ventes. Le nom et le concept de « Maison », sont prétextes à aménager des espaces dédiés à des fonctions plurielles de valorisation des produits alimentaires du terroir. L'espace muséographique favorise la vente et la consommation sur place. Les Maisons proposent des parcours scénographiques proches de ceux des musées d'entreprises. Ces dernières, bien souvent dans le cadre de stratégies de communication, ouvrent également des musées. Les musées de produits très connus du grand public, disposent de la notoriété et de la pérennité de la marque support. C'est le cas du secteur des entreprises laitières avec le **Lactopôle** de l'industriel André Besnier, situé en secteur urbain, à Laval (Mayenne) ouvert en 1999⁴⁵⁹. En juin 2007, année de son centenaire, la société de pâtés Hénaff inaugure la **Maison du Pâté Hénaff** à Pendreff (Finistère), dans l'ancienne ferme familiale, à deux pas du site de production actuel, tandis qu'elle édite « Hénaff, 100 ans d'histoire »⁴⁶⁰. La **Maison de la Verveine du Velay-Espace Pagès**, implantée au cœur de la ville du-Puy-en-Velay (Haute-Loire), est le support muséographique et touristique de la visite de la distillerie du Velay⁴⁶¹. Elle propose un parcours de découverte des plantes qui parfument la fameuse boisson, de leur lente transformation en liqueur et de leur vieillissement en fûts de chêne. L'espace muséographique expose objets, affiches et documents anciens appartenant à la collection privée de la Distillerie⁴⁶². L'agriculture et les plantes au musée sont d'autant plus patrimonialisées que la distillerie de la **Verveine du Velay Pagès** bénéficie de plusieurs classements : « Site Remarquable du Goût* » en association avec la Lentille verte du Puy et « Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV)*. » Les Maisons sont au croisement des objectifs de connaissance, de publicité et de vente de produits labellisés.

Les musées de produits émanent souvent d'une branche professionnelle*. Les musées d'entreprises agroalimentaires jouent un rôle important dans la patrimonialisation de

⁴⁵⁹ / Lactopôle. [en ligne]. [Consulté le 07/09/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lactopole.com/>

⁴⁶⁰ / Maison du pâté Hénaff. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.henaff.com/fr/l-essentiel/la-maison-du-pate-henaff/>

⁴⁶¹ / Distillerie du Velay. *La Verveine du Velay, emblème gastronomique de l'Auvergne depuis 1859 !* [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.verveine.com/fr/distillerie.htm>

⁴⁶² / Distillerie du Velay [en ligne]. *La distillerie. La Verveine du Velay, emblème gastronomique de l'Auvergne depuis 1859.* [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.verveine.com/fr/visitexpo.htm>

l'agriculture. Ils représentent une marque, un produit, pour lesquels l'agriculture locale cultive des plantes et élève des races anciennes ou préservées. Les musées de produits se distinguent des musées de marques par un traitement muséographique plus universel. De manière plus générale, la plupart des musées d'agriculture sont situés dans les zones de production agricoles, du fait des productions, des traditions et du nombre de professionnels potentiellement impliqués.

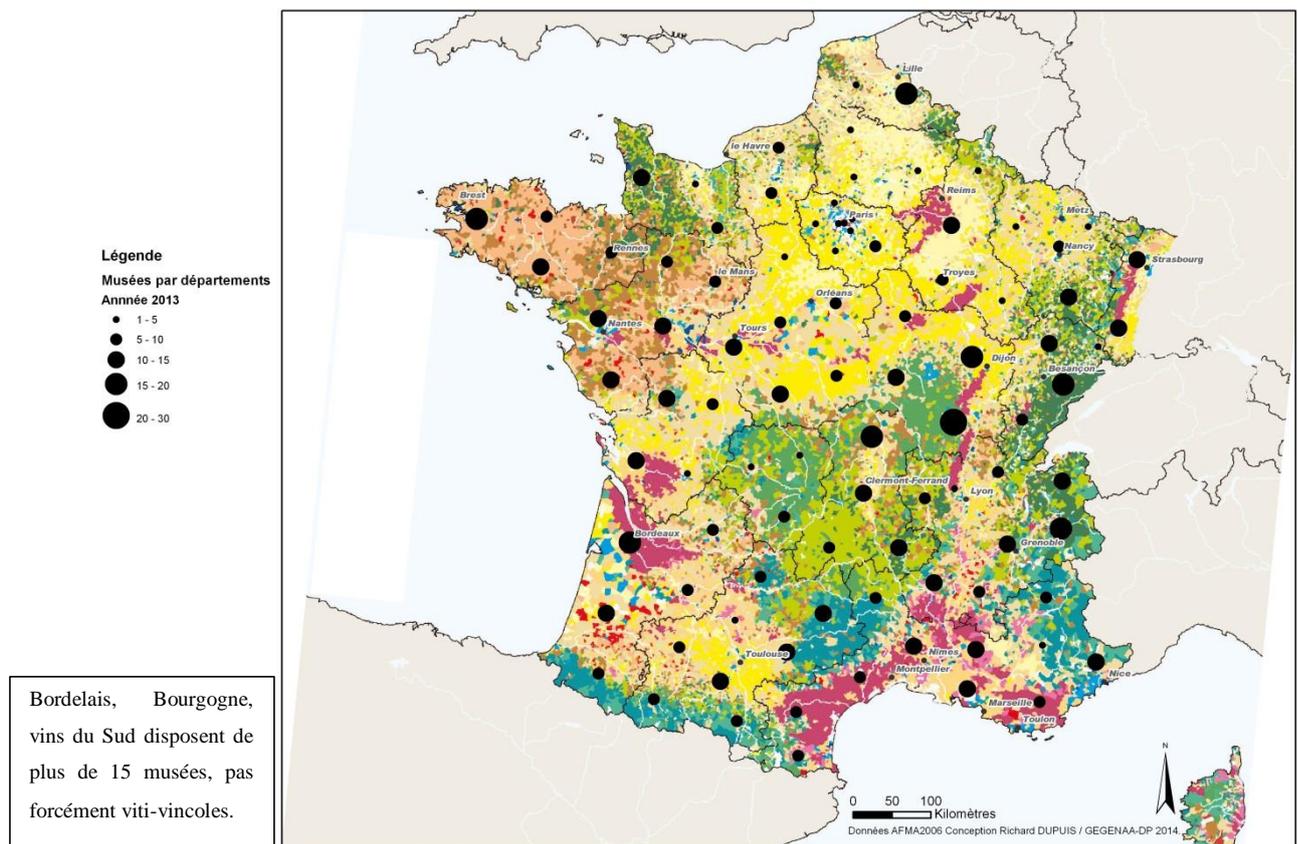


Figure 39 : Zones de production agricole et musées d'agriculture (carte)

Les musées vitivinicoles sont révélateurs des tendances de fonds des musées d'agriculture.

Les musées d'alcool et vitivinicoles conservent la dynamique novatrice initiée dans les années 1950-1960 par le MNATP.

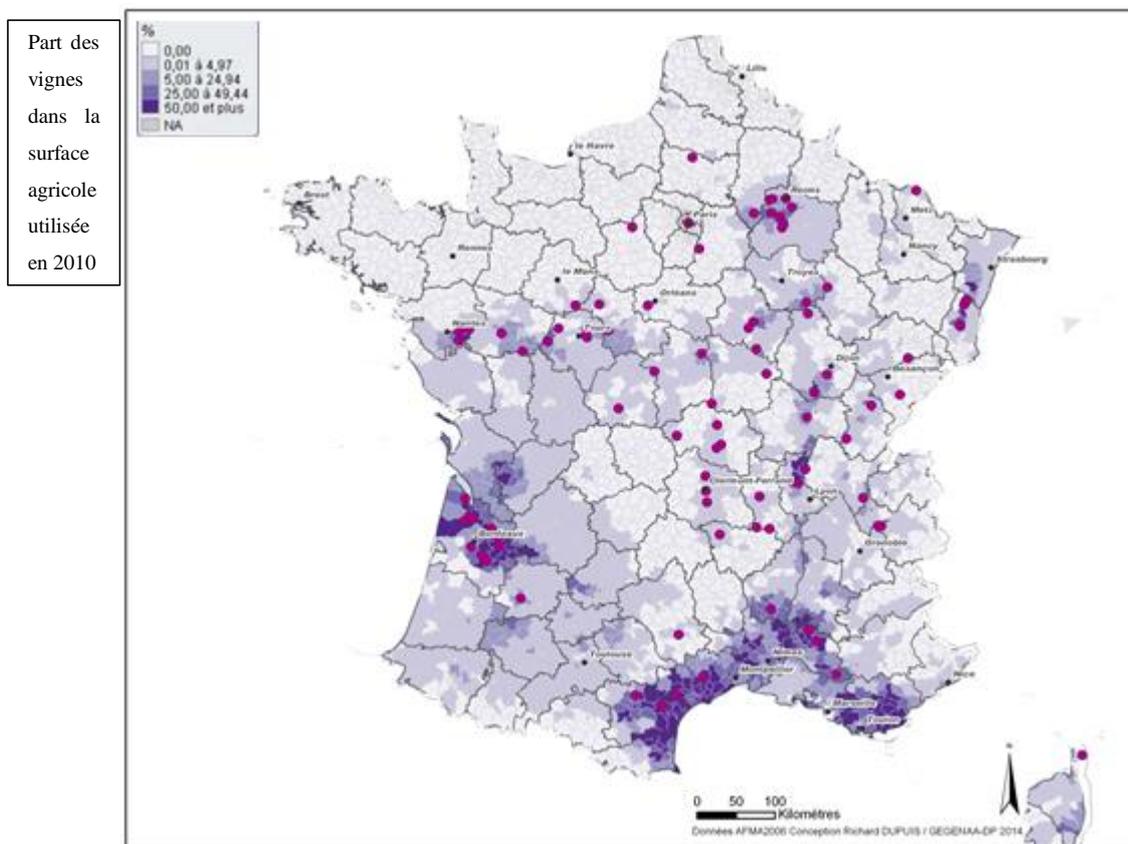


Figure 40 : Musées viticoles, caves et zones AOC (carte)

De nombreux musées d'agriculture dans les zones de production vitivinicoles.

Le vin est historiquement le produit qui dispose le plus de collections multiples et de musées privés, propriétés de viticulteurs, qu'ils destinent à leurs clientèles comme complément des dégustations. Les visiteurs apprécient ainsi également leur savoir-faire, dans une vision patrimoniale de leur métier. Parfois confidentiels, ils sont peu répertoriés.

Le prestigieux **Musée du vin de Bourgogne**, conserve la muséographie réalisée par Georges Henri Rivière, mais ne connaît pas d'évolution du nombre de ses entrées. De nombreux musées de la vigne et du vin sont implantés dans les villages viticoles très typiques, comme le **Musée de la Vigne et du Vin** à Lods (Doubs), un des plus beaux villages de France⁴⁶³.

Sous la pression de la concurrence pour écouler les productions et l'ouverture à l'international, des structures muséales rénovent leurs propositions muséographiques, tandis

⁴⁶³ / Commune de Lods. *Le musée de la vigne et du vin*. [en ligne]. [Consulté le 23/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.village-lods.fr/musee.html/>

que d'autres naissent. C'est la notion de terroir qui guide le dynamisme de ces structures. L'**Écomusée du Libournais**, établi à Montagne Saint-Emilion (Gironde), est un équipement pionnier qui, dès les années 1980, expose la cohérence d'un Pays, dont l'identité est fortement marquée par la vigne et le vin, puisque détenteur, entre autres, des prestigieuses appellations Saint-Emilion et Pomerol. Le musée est situé face au paysage viticole de l'ancienne juridiction de Saint-Emilion classé au patrimoine mondial par l'UNESCO. Au cœur du jardin, un espace dédié à l'ethnobotanique présente des savoirs et des savoir-faire locaux en relation au monde végétal environnant⁴⁶⁴.

Les manifestations culturelles liées aux métiers de la vigne et du vin, comme celles organisées par la mairie d'Aubière (Puy-de-Dôme), suscitent la création de musées. Le **Musée de la vigne et du vin de Basse-Auvergne** ouvre le 1^{er} octobre 1995, avec l'appui de la Conservation Départementale du Patrimoine Ethnologique et du conseil général⁴⁶⁵. La récolte des objets du fonds est le fruit d'une collecte auprès des Aubiérais qui participent très activement. Il s'appuie, comme de nombreux musées viti-vinicoles, sur une longue tradition, celle d'Aubière, « cité du bon vin », première commune viticole du département du Puy-de-Dôme au XIX^e siècle, véritable capitale du vignoble auvergnat. La Municipalité installe le musée dans la « Cave à Madame », site chargé d'histoire, composé d'un ensemble de salles souterraines (caves et cuvage) en partie creusées dans la roche et qui constituait autrefois une partie du domaine seigneurial d'Aubière⁴⁶⁶.

De nouvelles structures hybrides connaissent une grande fréquentation. Elles privilégient les activités ludiques et commerciales. **Cassisium**, à Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or) valorise la crème de cassis de son unité de production locale. L'espace muséographique est intimement lié à la liquoristerie⁴⁶⁷. Le concept composite de « parc à thèmes », assez proche sur certains aspects des musées de plein air, investit le monde de la muséographie agricole, comme au **Hameau du vin** réalisé par le viticulteur Georges Dubœuf, à Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire). Ce vaste parc est un des sites les plus visités de Bourgogne⁴⁶⁸. Il reconstitue à l'aide de

⁴⁶⁴ / **Écomusée du Libournais**. *Les jardins de l'écomusée*. [en ligne]. [Consulté le 22/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.ecomusee-libournais.com/que-voir-que-faire-%C3%A0-l-ecomus%C3%A9e/jardins-de-l-ecomus%C3%A9e/>

⁴⁶⁵ / Ville d'Aubière. Musée de la vigne et du vin de basse Auvergne. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.ville-aubiere.com/cave.asp>

⁴⁶⁶ / Courriel du 8 octobre 2012.

⁴⁶⁷ / **Cassisium**. *L'espace muséographique*. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.cassisium.fr/content/lespace-mus%C3%A9ographique>

⁴⁶⁸ / Le Hameau du vin. Premier œnoparc. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.hameauduvin.com/#/fr/>

3 000 objets, d'attractions, de spectacles, la viticulture en Beaujolais et se démarque des musées en présentant une collection unique de tire-bouchons artistiques.

Les terres viticoles sont fertiles en expériences muséales valorisées par les entreprises locales. La structure muséale, les **Confidences de DOM Caudron**, ouverte en septembre 2010, est intégrée à la coopérative viticole du village de Passy-Grigny (Marne). L'écomusée doit son nom au curé, qui en 1929 permit par sa générosité la conception de la coopérative locale. La scénographie s'appuie sur les expositions temporaires, la présentation de pressoirs manuels récents et anciens, les dispositifs multimédias. L'écomusée avec son parcours de visite valorise le savoir-faire de la coopérative. Les présentations parallèles du musée et de l'entreprise permettent une confrontation entre outils traditionnels exposés et machines sophistiquées en action, visibles dans les salles de production.

La valorisation de la région viticole du Bordelais motive l'ouverture d'une **Cité des civilisations du Vin** à Bordeaux, centre culturel et touristique du vin « dans leur universalité et leur diversité ». La structure est conçue comme porte d'entrée du vignoble bordelais et atout touristique indéniable. La localisation urbaine, sur les quais bordelais, les moyens engagés et l'hypothèse du pouvoir d'entraînement de la structure sur l'économie viticole régionale, voire nationale, constituent des arguments de premier ordre pour pérenniser le projet. Musée doublé d'un parcours de découverte des civilisations des vins, d'une salle de dégustation, d'un belvédère ouvrant sur la ville et le vignoble, le site « concrétise son titre de capitale mondiale du vin », selon Alain Juppé, maire de Bordeaux. Avec son architecture qui évoque le mouvement ondoyant du vin, il ambitionne d'attirer entre 400 000 et 600 000 visiteurs par an, de créer 750 emplois durables et de susciter 40 millions d'euros de retombées économiques, de manière directe ou indirecte⁴⁶⁹. Le projet muséographique semble dissous dans une scénographie où le concept de musée, de collection et d'objet s'efface⁴⁷⁰.

Proches dans l'esprit de la présentation d'un thème lié à l'agriculture au musée, mais très différent dans les moyens et les origines, les musées de filières professionnelles permettent une exploitation pédagogique de grande qualité. C'est le cas du **Musée du Trot**, au Château de Grosbois (Val-de-Marne) inauguré, en 2010⁴⁷¹.

⁴⁶⁹ / Le Moniteur. [en ligne]. [Consulté le 17/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.lemoniteur.fr/155-projets/article/actualite/852368-visite-du-futur-centre-culturel-du-vin-a-bordeaux?14551605=14551602#14551605>

⁴⁷⁰ / Cité des Civilisations du vin. [en ligne]. [Consulté le 09/02/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.citedescivilisationsduvin.com/le-batiment.html>

⁴⁷¹ / Alain Pagès, 2012.

Toute autre est la visée des musées d'ethnologie qui traitent de questions agricoles. En partenariat avec les agriculteurs, le **Musée départemental ethnologique de Haute-Provence**, situé dans le prieuré de Salagon à Mane, expose le monde botanique et agricole local. Les collections, à caractère ethnographique, regroupent des milliers d'objets, des plus spectaculaires aux plus humbles, témoins de la vie quotidienne et domestique, du monde du travail agricole ou artisanal. Le musée propose animations, comme les cours de jardinage⁴⁷².

Les Parcs Naturels, structures idéales pour l'accueil de musées, amplifient les partenariats entre les musées et les territoires, dont certains exposent l'agriculture. En 2015, plusieurs des 51 Parcs Naturels Régionaux possèdent un musée évocateur de l'agriculture sur leurs territoires : Avesnois, Boucles de la Seine normande, Brière, Camargue, de la forêt d'Orient, Gâtinais, Haut Jura, Landes de Gascogne, l'écomusée des Landes, du Marais du Cotentin et du Bessin, du Périgord Limousin, du Morvan. Ces structures proposent des actions en relation avec leurs territoires.

Innovant et ouvert en 2008 dans le « jardin de la France », initié et mis en œuvre par le conseil général de Maine-et-Loire, le parc de loisirs **Terra Botanica** à Angers, expose le monde végétal dans des serres et des espaces aquatiques, sur onze hectares, grâce à un concept ludique et pédagogique⁴⁷³. Il propose de découvrir 275 000 végétaux, dont plus de 1 000 arbres « remarquables » et 400 sujets dits « exceptionnels » par leur taille ou par leur âge. Plus de la moitié de ces derniers proviennent de pépinières localisées dans la région des Pays de la Loire⁴⁷⁴. **Terra Botanica** émane du Pôle de compétitivité à vocation mondiale Végépolys. rassemble entreprises, centres de recherche et de formation, dans le domaine du végétal⁴⁷⁵. En convention avec « Terre des Sciences », centre de vulgarisation de la culture scientifique, il développe des activités éducatives, culturelles, et touristiques sur le végétal en Pays de la Loire. **Epicurium** « le musée vivant des fruits et des légumes », à proximité d'Avignon (Vaucluse), au cœur de la Provence, est le premier musée en Europe consacré aux fruits et légumes⁴⁷⁶. Il propose, à l'instar de **Terra Botanica** une approche culturelle et ludique. Il est également une émanation du Pôle de Compétitivité Européen de la filière fruits et légumes, Terralia, sur une logique de centre culturel et scientifique entièrement dédié aux fruits et légumes. Les musées

⁴⁷² / **Musée départemental ethnologique de Salagon**. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://musee-de-salagon.com/>

⁴⁷³ / **Terrabotanica**. [en ligne]. [Consulté le 15/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.terrabotanica.fr/>

⁴⁷⁴ / Dossier de presse. Spécial Salon du végétal. Février 2009.

⁴⁷⁵ / Végépolys. Pôle de compétitivité. [en ligne]. [Consulté le 15/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.vegepolys.eu/>

⁴⁷⁶ / **Epicurium**. [en ligne]. [Consulté le 15/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.epicurium.fr/>

reliés à des pôles de compétitivité sont des outils de promotion des nouvelles voies de l'agriculture et de développement touristique.

Le 30 novembre 2009, Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, pose la première pierre du **MuCEM** à Marseille. À l'échelle nationale, le transfert des collections et d'une partie du personnel du **MNATP** dans une grande capitale régionale constitue une rupture majeure sur la scène muséale et dans la muséographie de l'agriculture, du fait de l'implantation méridionale du nouveau musée et par le choix de sa thématique consacrée à la Méditerranée. Installé à l'entrée du Vieux Port de Marseille, le **MuCEM** se différencie du **MNATP** dont il hérite des collections, soit 250 000 objets⁴⁷⁷. Enrichie de dons et d'acquisitions, sa collection d'environ un million d'objets inventoriés et conditionnés provient pour l'essentiel des collections de l'ancien **MET** et du **MNATP**⁴⁷⁸. L'exposition semi-permanente se développe autour « La Galerie de la Méditerranée ». Il présente quatre thèmes majeurs, dont l'invention de l'agriculture. La scénographie, justifiée par des raisons scientifiques et pratiques, s'organise autour de la gestion de l'eau, la classique « chaîne opératoire du blé », héritée de la muséographie de Georges Henri Rivière, ainsi que les modes d'élevage méditerranéens. Dans une période marquée par la fragmentation thématique et géographique des muséographies de l'agriculture et la fermeture du **MNATP**, le monde agricole et rural français n'est plus exposé dans son unité et ne bénéficie plus d'une référence nationale.

Les musées de la grande vague patrimoniale des années 1970-1980 qui évoquent l'agriculture voient leurs concepteurs disparaître de la scène professionnelle, tandis que les missions et muséographies de ces structures ne s'imposent plus aux acteurs locaux concernés. Les nouveaux défis liés au financement de la culture, à la contrainte de fréquentation, à la pression de l'économie du tourisme et de l'emploi incitent élus et décideurs à hiérarchiser les priorités en fonction de leurs territoires. Aussi, un certain nombre de projets et de musées connaissent une fin souvent peu médiatisée.

Le projet de rénovation du **Musée des Ruralies** de Niort, sans concours extérieurs de l'État, de la Région ou du Département, est abandonné en raison de son coût. Le musée ferme en 2008. Après bien des atermoiements, ses collections de matériels agricoles sont finalement déposées en 2012 au **Compa**⁴⁷⁹. Le **Maison du bûcheron** à Germaine (Marne), sur le territoire du Parc naturel de la montagne de Reims (PNRMR), ferme ses portes en 2009, faute de

⁴⁷⁷ / **MuCEM**, lettre d'information, avril-mai 2012, p. 1.

⁴⁷⁸ / Édouard de Laubrie. 2014, p. 14.

⁴⁷⁹ / Le musée des matériels agricoles aux oubliettes. *La Charente libre*. 30 novembre 2011 ; Michel Coutelle. Silence on ferme. *Agrimuse*, n°14, 2014, p. 10.

fréquentation et de volonté de la part des élus locaux⁴⁸⁰. **Agropolis-Muséum** ferme ses portes en 2010, par défaut de financement des collectivités territoriales. Sa collection est transférée au **Compa**, comme celle des **Ruralies** en 2012. Le **Musée de l'attelage** à Vonnas (Aisne) ferme en raison du coût de la nécessaire mise en conformité⁴⁸¹. À Séez (Savoie), le **Musée de la Faune et de la nature**, inauguré en 1996, met la clé sous la porte le 30 août 2012. Les 1 200 outils et ustensiles issus de 22 métiers, de la collection arts et traditions populaires du **Musée de Saint-Didier-en-Velay** (Cantal), sont également dispersés.

Il en va ainsi des collections privées muséifiées, hors du soutien des pouvoirs publics. D'autres sont en difficultés structurelles, mais soutenues par des élus indéfectibles, comme le **Musée de la Vigne**, établi sur le flanc nord de la Montagne de Reims à Verzenay (Marne)⁴⁸². Ce musée dispose d'un bâtiment exceptionnel : un phare publicitaire construit au début du XX^e siècle, racheté par la commune de Verzenay où la Communauté de communes Vesle-Montagne de Reims décide d'installer un écomusée ouvert le 3 octobre 1999. Il offre une vue sur le vignoble et les activités économiques du bassin de la rivière Vesle.



Cliché Richard Dupuis

Figure 41 : **Musée de la Vigne**, Verzenay

Depuis son ouverture, il accueille 260 000 visiteurs dont 19 000 par année⁴⁸³. **Le Phare**, sa nouvelle appellation, accuse un déficit de 60 000 à 80 000 euros sur un budget de deux

⁴⁸⁰ / Les Musées de France en Champagne-Ardenne. *Écomusée de la Montagne de Reims. Maison du bûcheron*. [en ligne]. [Consulté le 25/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://musees-de-france-champagne-ardenne.culture.fr/ecomusee.html>

⁴⁸¹ / Attelage patrimoine. Fermeture définitive du musée de l'attelage de Vonnas. [en ligne]. [Consulté le 15/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.attelage-patrimoine.com/article-fermeture-definitive-du-musee-de-l-attelage-de-vonnas-91117229.html>

⁴⁸² / Le Phare. **Musée de la vigne**. *Le musée*. [en ligne]. [Consulté le 01/03/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.ccvmr.com/lepharedeverzenay/visites-2/le-musee/>

⁴⁸³ / La Champagne viticole. Le Phare : un écomusée de la vigne et un lieu privilégié d'exposition, n°806, novembre 2014, p. 47.

millions d'euros, mais il a pris sa place dans le paysage touristique champenois et constitue un facteur d'attractivité⁴⁸⁴.

Dans les années 2010, les musées d'agriculture exposent l'agriculture dans toute sa pluralité et ses différents registres. Ils sont localisés plutôt dans le sud de la France, en régions Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. La croissance est spectaculaire entre 1970 et 1990, grande époque de patrimonialisation de l'agriculture.

Au niveau international, la dynamique de l'AIMA, impulsée dans les années 1970-1980 par les équipes françaises de direction est déjà bien essoufflée lorsque le président roumain de l'AIMA est mis à l'écart de la direction de son musée, avant même d'avoir pu organiser le XVI^e congrès en 2010⁴⁸⁵. Cet affaiblissement de l'AIMA intervient tandis que François Sigaut pointe le désintérêt depuis les années 1990 du monde académique pour l'agriculture, même si musées, collections privées, fêtes des moissons continuent de se multiplier dans les départements ruraux⁴⁸⁶. L'assemblée générale de l'AIMA et le XVI^e Congrès International des Musées d'Agriculture (CIMA) se déroulent à Slobozia en Roumanie en septembre 2011. Un nouveau bureau présidé par François Sigaut relance congrès, revue et activités et redynamise les échanges internationaux.

En 2015, l'Association européenne des musées de plein air (AEOM*) compte parmi ses membres les grands musées ruraux et agricoles⁴⁸⁷. L'association, dont aucun musée français n'est membre, comprend depuis sa création, surtout des musées des pays du Nord et de l'est de l'Europe. En Norvège, 80 % des 350 musées répertoriés et ouverts au public en 2012 sont des musées de plein air.

Les musées français, relais du patrimoine agricole, sont moins visibles que pendant les Trente Glorieuses, auprès des instances internationales chargées de le valoriser. Les collections d'agriculture se développent et se muséifient particulièrement durant le XX^e siècle. Elles connaissent deux grandes périodes de patrimonialisation, celles de la fin des années 1930, sous l'impulsion des politiques sociales et éducatives du Front populaire et de la personnalité

⁴⁸⁴ / *L'Union*, 21 août 2012.

⁴⁸⁵ / Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural de Loire-Atlantique. Patrimoine rural 44 René Bourrigaud. *François Sigaut est décédé le 2 novembre. Le CICPR et la FDMA 44 viennent de perdre un ami précieux*. Lettre de la Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural de Loire-Atlantique (FDMA 44) n°7, novembre 2012, p. 3 [en ligne]. [Consulté le 09/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.patrimoinerural44.fr/images/stories/lettres/fdma44-lettre%20n7-automne2012.pdf>

⁴⁸⁶ / François Sigaut, éditorial de la lettre électronique n°1 de l'AIMA, été 2012.

⁴⁸⁷ / Association of European Open Air Museums. AEOM. [en ligne]. [Consulté le 18/12/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.aeom.org/?Home>

emblématique de Georges Henri Rivière, puis celle des années 1970 aux années 1990 sous la pression de la démocratisation et la popularisation des cultures rurales et patrimoniales.

Ce développement de la patrimonialisation du monde agricole s'effectue par la constitution de collections d'agriculture et l'ouverture de musées. Ce processus de patrimonialisation se réalise tardivement et de manière partielle. Il se détache des objets en présentant moins d'expositions permanentes, en virtualisant les collections et connaît une répartition diversifiée sur le territoire national⁴⁸⁸.

La multiplicité des propositions muséographiques offre les conditions de développement d'une conception de la patrimonialisation unifiée et vivante, axée sur la mémoire identitaire des territoires ruraux et sur l'exposition de l'agriculture dans toute sa pluralité. En 2015, le contexte international de la muséographie de l'agriculture se caractérise également par la diversité des approches, ainsi qu'en témoigne le colloque de l'AIMA qui se déroule au **MuCEM** « Collections de l'agriculture : nouvelles dynamiques⁴⁸⁹ ».

La configuration nationale des musées d'agriculture tend à se rapprocher, pour partie, de types muséographiques étrangers. Ainsi, les musées de valorisation de produits relèvent d'une même approche que les économusées québécois imaginés par Cyril Simard, outils de développement local et de création d'emplois, liés à l'artisanat et au patrimoine⁴⁹⁰. Les musées d'entreprises ou du secteur agroalimentaire sont plus présents à l'étranger, ainsi en Suisse avec l'**Alimentarium** de Vevey⁴⁹¹. Les musées de plein air français reprennent sous certains aspects, l'esprit ou les pratiques, des fermes vivantes anglo-saxonnes. L'intégration d'activités agricoles autour de thèmes culturels et éducatifs, comme au **Hameau du vin** ou à **Epicurium** hérite des mises en scènes des expositions universelles des siècles passés, mais aussi des parcs de loisirs à thèmes. Nouveaux rapports à la nature, insertion du rural dans l'urbain sont également présents. Cependant peu de musées exposent des collections entières d'agriculture, alors que de nombreux musées, locaux et nationaux d'histoire, présentent les aspects liés à l'agriculture, comme au **Deutsches Historisches Museum** de Berlin, dans la section des années 1850, où maquettes de charrues et illustrations sont présentées à l'appui de l'explication de la rationalisation contemporaine de l'agriculture⁴⁹².

⁴⁸⁸ / Annexe S, p. 509.

⁴⁸⁹ / **MuCEM**, AFMA AIMA. XVII^e congrès international d'agriculture. [en ligne]. [Consulté le 07/02/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.mucem.org/sites/default/files/asset/document/mucem_livret_v2.pdf

⁴⁹⁰ / Cyril Simard, 1986.

⁴⁹¹ / Nestlé. **Alimentarium. Musée de l'Alimentation**. [en ligne]. [Consulté le 14/03/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.alimentarium.ch/fr>

⁴⁹² / **Deutsches Historisches Museum**. [en ligne]. [Consulté le 14/03/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.dhm.de/>

L'histoire de **La Bertauge** et du **Compa**, caractéristique de la grande vague de patrimonialisation des années 1970-2002, permet d'apprécier l'évolution du processus de patrimonialisation de l'agriculture dans deux départements où les grandes cultures concourent à l'économie et à l'identité territoriale.

Seconde partie :
La patrimonialisation du monde agricole à
partir de l'exemple des musées de La
Bertauge et du Compa
de 1976 à 2015

I. La Bertauge et le Compa : de la patrimonialisation à la muséification de l'agriculture des années 1976 à 2002

La **Bertauge** et le **Compa** naissent à l'issue des Trente Glorieuses, alors que de nouvelles présentations et réalisations de l'agriculture apparaissent au sein d'un monde qui se constitue, celui des musées d'agriculture. Le patrimoine devient une réalité culturelle reconnue et soutenue par l'État.

Ces deux musées héritent, dans des régions périphériques, de traditions enfouies sous les bouleversements des guerres et du progrès mais se démarquent dans la création muséale des années 1970. Ils sont situés sur des territoires où la mémoire agricole a laissé la place à la productivité et l'industrialisation des pratiques professionnelles. L'un fait œuvre de conservatoire du matériel de travail des ancêtres, et l'autre développe son projet autour de la technologie de l'agriculture.

Le développement du processus de patrimonialisation de l'agriculture s'inscrit dans « le fantastique renouveau des musées à partir des années 1970⁴⁹³ ». Ainsi, les musées du machinisme agricole beauceron et champenois constituent des exemples particulièrement typiques du grand mouvement de patrimonialisation et de muséification de l'agriculture des années 1970. Beauce et Champagne, bien que terres historiques de l'agriculture et de la céréaliculture, restent à l'écart de la valorisation culturelle de l'agriculture jusqu'à la création de ces deux musées. Les collections constituées sont en partie comparables, relevant toutes deux du machinisme agricole, sur la période essentielle allant de la fin de l'autosubsistance du XIX^e siècle à la seconde révolution agricole des années 1960. Il est donc particulièrement pertinent d'étudier les musées de **La Bertauge** et du **Compa**. Ils sont fondés dans la seconde partie des années 1970, et s'intègrent différemment dans le processus de patrimonialisation de l'agriculture et de sa muséalisation⁴⁹⁴.

Tous deux implantés dans des régions de grandes cultures et animés en partie par des professionnels de l'agriculture, ils sont cependant distincts dans leurs projets, réalisations, muséographies, publics et emprises sur leurs territoires.

Cette seconde partie, présente l'histoire de ces deux musées, révélatrice de l'ampleur et des spécificités du processus de patrimonialisation sur la période allant de 1976, année

⁴⁹³ / Marie Cornu, Statut des Musées de France. Encyclopædia Universalis [en ligne]. [Consulté le 15/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/statut-des-musees-de-france/>

⁴⁹⁴ / Annexe V, p. 511.

d'ouverture de **La Bertaugue** à L'Épine, jusqu'à 2015. Nous montrons que le processus de patrimonialisation de l'agriculture conserve des permanences, celles du folklore, des arts et traditions populaires et du machinisme agricole à **La Bertaugue**, et dans une certaine mesure au **Compa**. Le processus de patrimonialisation inscrit dans la culture scientifique et technique, intègre des ruptures muséographiques surtout observables au **Compa**, sensible aux questions sociétales liées à l'agriculture.

La première période de 26 ans s'étend de 1976 à 2002, année de la promulgation de la « loi relative aux musées de France » qui infléchit à terme la destinée des musées français. Elle présente des singularités au-delà des héritages institutionnels et culturels. La seconde période de treize ans s'étend de 2002 à 2015. Elle présente pour ces deux structures muséales une intégration différenciée à leurs espaces d'appartenance. L'histoire de ces deux musées permet de caractériser et comprendre, le processus de patrimonialisation de l'agriculture.

I.A. 1976-1990 : deux musées d'agriculture en terres de grandes cultures

Ces deux musées sont implantés sur des territoires de la France agricole : la Champagne crayeuse et la Beauce chartraine. Champagne crayeuse et Beauce appartiennent toutes deux aux confins du Bassin parisien. Ils héritent de l'histoire, des particularités et de l'image de deux grandes régions agricoles : la Champagne et la Beauce.

En 1977, lors de l'ouverture de **La Bertaugue**, il existe 354 musées d'arts et traditions populaires recensés par le ministère de l'Agriculture, mais aucun d'envergure régionale et seulement deux dans la Marne : la **Maison du Bûcheron** de Germaine, créée en 1977, consacrée aux activités forestières de la Montagne de Reims et le **Village Musée de Sainte-Marie-du-Lac** à Sainte-Marie-du-Lac-Nuisement qui rappelle les traditions du bocage champenois. Le **Musée folklorique de l'Argonne** à Sainte-Menehould ne semble plus actif.

En 1977, **La Bertaugue** est établie à L'Épine (Marne), aux confins nord-est de la « Champagne sèche » ou « crayeuse », région qui s'étend sur trois départements champardennais : Ardennes, Marne et Aube.

La construction de l'autoroute A4, (dit de l'Est) commence au début des années 1970, aux abords de Paris. Une première section parisienne de l'autoroute A4 ouvre en 1974. La totalité du tracé est mis en service en 1976 et passe à une dizaine de kilomètres au nord des implantations successives du musée. Peu emprunté dans les années 1980, il est longtemps déficitaire.

À partir de 1998, le musée s'installe à Somme-Vesle, à quelques kilomètres de son site d'origine de L'Épine. Il est alors localisé à 19 km et 20 minutes de voiture, de Châlons-sur-

Marne, ville qui reprend son nom historique, Châlons-en-Champagne, grâce à Jean Reyssier et Bruno Bourg-Broc, maires successifs de la ville, suite au décret du 16 décembre 1997⁴⁹⁵.

La ville est connue pour l'action contestée du précédent maire de 1965 à 1973, Jean Degraeve, négociant en machines agricoles, ancré à droite, qui fait disparaître le théâtre du XVIII^e siècle et une partie du quartier médiéval⁴⁹⁶. La capitale départementale et régionale bénéficie d'une expansion relative pendant les Trente Glorieuses mais souffre dès lors de plus en plus de la proximité et de la domination de Reims.

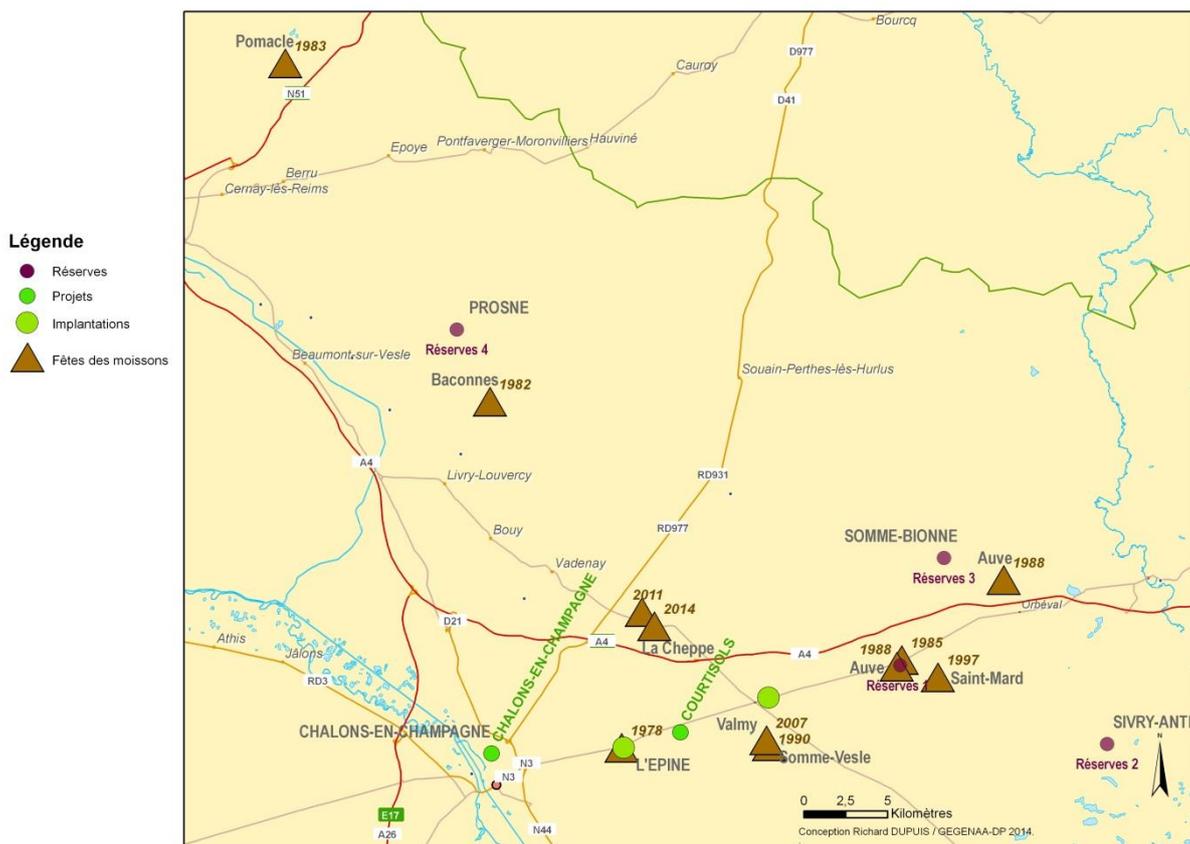


Figure 42 : **La Bertauge**, localisations, 1977-2015 (carte)

La Bertauge est située à L'Épine, puis à 2 km au nord de Somme-Vesle sur la D3.

Les paysages agraires caractérisent par leurs champs ouverts, les alentours du **Musée agricole** de l'Épine.

⁴⁹⁵ / Parution au Journal officiel le 3 janvier 1998.

⁴⁹⁶ / Cabu, Jean Marie Boëglin. 1977.



Cliché Richard Dupuis

Figure 43 : **La Bertaug**, la Champagne crayeuse à ses portes

Au nord-est, les sols légers de la Champagne crayeuse, développés sur la craie du crétacé, qui s'étendent sur 6 600 km² cèdent progressivement leurs places aux terres plus lourdes, de la Champagne humide des confins de l'Argonne. Les communes d'implantations successives du musée, L'Épine et Somme-Vesle, sont situées sur le bas plateau champenois, légèrement vallonné, d'environ 150 mètres d'altitude⁴⁹⁷. Les sols de labour sont peu profonds, et très calcaires. Ils ne mesurent que 30 à 40 cm d'épaisseur. Ces rendosols connaissent cependant une bonne rétention d'eau et produisent principalement luzerne, betteraves sucrières, pommes de terre et céréales⁴⁹⁸. Les territoires agricoles, sources d'une activité agroalimentaire dynamique, moins médiatique que la viticulture champenoise, sont visibles à perte de vue et structurent l'environnement du musée⁴⁹⁹. C'est une région agricole ancienne. À Reims (Marne), à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest, la Porte de Mars, arc de triomphe romain du III^{ème} siècle, présente sur l'intrados de la voûte du passage central, la sculpture de la moissonneuse gauloise.

Après un siècle de plantations de pins décidées par l'empereur Napoléon III, la Champagne crayeuse est redevenue, une des régions les plus déboisées de France, suite aux grands défrichements des années 1950⁵⁰⁰. Alors modèle de la révolution agricole, elle se transforme, 20 ans avant l'ouverture du **Musée agricole**, et passe de région pauvre, vivant

⁴⁹⁷ / Somme-Vesle. Lycée de la nature et du vivant. [en ligne]. [Consulté le 22/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://lycee-somme-vesle.fr/>

⁴⁹⁸ / « Le rendosol est un sol peu évolué sur roche-mère calcaire, c'est le sol le plus fréquent en France. On y trouve une végétation calcicole (Ph basique, dû au calcaire actif) telle que les genévriers, orchidées. » in : Wikipedia. Rendosol. [En ligne]. [Consulté le 23/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Rendosol>

⁴⁹⁹ / CESER, 2013, p. 5.

⁵⁰⁰ / Yves Chevalier, 1972, p. 303.

d'élevage extensif ovin, que les nombreux lapins arpentent, en terres riches, modèle social, berceau du coopérativisme agrarien et seconde région céréalière nationale.

Pourtant, les espaces agricoles fortement remodelés entourant le musée sont peu valorisés culturellement et touristiquement. Il ne reste aucun souvenir de la Champagne crayeuse d'avant les défrichements. L'ouverture du musée semble combler un manque culturel et touristique.

En 1990, lorsque le **Compa, Conservatoire de l'agriculture** ouvre dans des locaux dédiés, il existe 453 musées et collections d'agriculture en France⁵⁰¹. Parmi cet ensemble, la région Centre compte des musées publics qui exposent la vie rurale, comme le **Musée régional de l'Orléanais** à Beaugency (Loiret), le **Musée du Berry** de Bourges (Cher), des structures plus spécialisées mais toutes aussi prestigieuses, comme le **Musée de la Pailleterie**, le **Musée des Tanneurs et des arts et traditions du Gâtinais** de Montargis (Loiret).

Au nord de la région, dans le département d'Eure-et-Loir, sont situés le **Musée vivant du vignoble drouais** à Dreux et l'**Écomusée de la vallée de l'Aigre**, installé depuis 1989 dans l'ancien presbytère de la Ferté-Villeneuve et le **Moulin Pelard** géré par une association depuis 1976 à Bouville, dans le pays dunois.

Le terme **Compa** est l'acronyme de sa première appellation **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles**. La structure est implantée en zone urbaine, à Mainvilliers, commune limitrophe de la ville de Chartres, chef-lieu du département d'Eure-et-Loir, siège de la préfecture départementale et du conseil général, en Beauce chartraine au nord de la vaste région agricole.

L'Eure-et-Loir, où les fermiers dominent au début du XX^e siècle, mécanisation et motorisation s'imposent, afin de réduire les charges de main-d'œuvre liées aux grandes exploitations. La Beauce, compte pour le seul département d'Eure-et-Loir, environ 420 000 hectares de surface agricole utile. Les services centraux et le siège du conseil général d'Eure-et-Loir, ainsi que les Archives départementales jouxtent le bâtiment muséal.

⁵⁰¹ / AFMA, 2005.

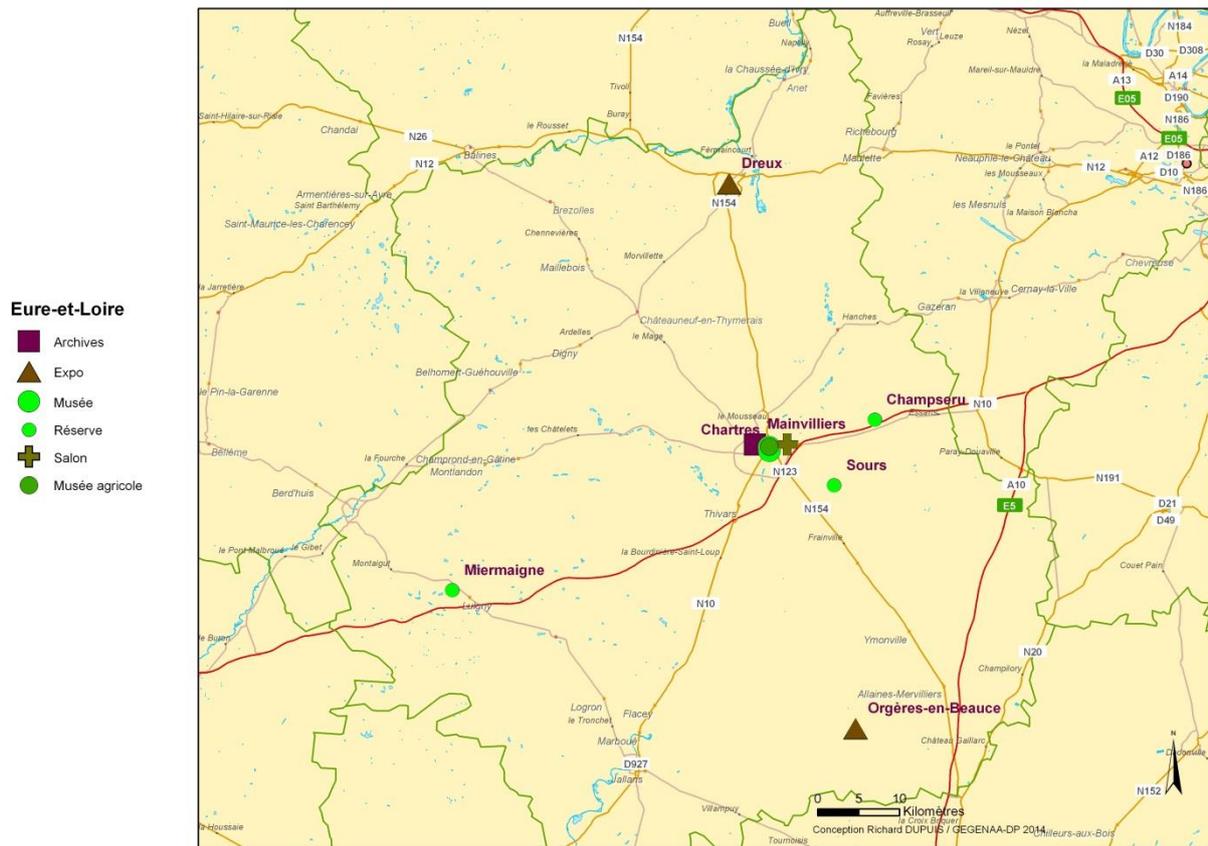


Figure 44 : **Compa, Conservatoire de l'agriculture, 1977-2015** (carte)

La Beauce est située au sud-ouest de Paris. Elle est constituée de plateaux et s'étend sur cinq départements : l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher, une partie du Loiret, de l'Essonne et des Yvelines. La Beauce dispose d'une vaste zone d'affleurement calcaire tertiaire, sur le versant sud du bassin parisien. Son sol est recouvert de loess d'environ un mètre d'épaisseur. Ce bas plateau culmine à 140 mètres d'altitude⁵⁰².



Cliché Richard Dupuis

⁵⁰² / « Le loess (ou loess) est une roche sédimentaire détritique meuble formée par l'accumulation de limons issus de l'érosion éolienne (déflation), dans les régions désertiques et périglaciaires. » *in* : Wikipedia. « Loess. » [En ligne]. [Consulté le 23/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://fr.wikipedia.org/wiki/L%C5%93ss>

Figure 45 : la Beauce chartraine

Cette région, la plus sèche de France, est à la conjonction de deux bassins-versants, celui de la Loire-Bretagne et celui de Seine-Normandie. Le sous-sol aquifère alimente la nappe phréatique de la Beauce, la plus étendue d'Europe. Les agriculteurs beaucerons produisent céréales, oléagineux, betteraves et pommes de terre. Grenier de la France, c'est la première région céréalière de France et d'Europe, prototype de la spécialisation des cultures : le blé y règne en maître. La Beauce est une terre d'innovation, en particulier dans le secteur du machinisme agricole. La mécanisation des travaux agricoles permet alors, de réduire les charges de personnel, nécessitées par les vastes surfaces agricoles à travailler. L'invention de la « prise de force » résulte de l'ingéniosité et des brevets beaucerons. Vierzon, une des portes méridionales beauceronnes, ancien siège du fameux fabricant de tracteurs « Société française », reste dans les mémoires des passionnés du machinisme agricole, dont se fait l'écho le **Compa**⁵⁰³.

Ces deux régions sont peu mises en tourisme, ancrées pour l'essentiel, sur des identités liées à la céréaliculture. Les deux musées créés la même décennie présentent dans une large mesure le machinisme agricole et héritent en partie de la patrimonialisation de l'industrie, en cours de reconnaissance à la fin des années 1970. À leurs débuts, ces deux musées valorisent le patrimoine agricole et la technologie en se référant à l'histoire, partiellement au folklore, aux signes identitaires des territoires ou des spécificités agricoles des espaces exposés. Le **Compa** est né d'une épopée médiatique à échelle nationale impliquant les pouvoirs publics au plus haut niveau. **La Bertauga** est issue de l'énergie d'agriculteurs champenois que rien ne destine à créer et animer un des musées français les plus fournis en machines agricoles. **La Bertauga** évoque par son nom, l'agriculture, les productions et les métiers locaux. La Bertauga est un modèle de charrue utilisée autrefois en Champagne, s'écrivant « Bertauche » probablement prononcée « Bertauga » à l'origine⁵⁰⁴.

La Bertauga et le **Compa** conservent des biens professionnels du monde agricole qui devenant biens culturels sont progressivement patrimonialisés. Figures de proue des expositions permanentes, les tracteurs et les charrues sont les matériels agricoles les plus symboliques et les plus répandus dans ces musées.

⁵⁰³ / Amicale Société française Vierzon. [en ligne]. [Consulté le 14/12/14]. Disponible à l'adresse : <http://www.amicalesocietefrancaisevierzon.com/histoire.php>

⁵⁰⁴ / Comité départemental de tourisme de la Marne, 1987, p. 4.

I.A.1 Nouveaux musées d'agriculture : La Bertauge et le Compa

Témoins du processus de patrimonialisation de l'agriculture, ils se démarquent de structures qui valorisent également le territoire, comme les musées du patrimoine industriel. Ils sont tous deux à proximité du chef-lieu départemental, siège des institutions départementales et préfectorales.

I.A.1.a La Bertauge : dynamique locale de sauvetage de la mémoire

Des agriculteurs sauvent l'histoire de leur profession

La scène muséale de l'agriculture des années 1970, qui voit les deux musées naître, enregistre des faits notoires. Les écomusées sont reconnus par l'État, tandis que le 14 avril 1974 la création de l'**Écomusée du Creusot-Montceau** paraît au Journal officiel. La Galerie d'étude du **MNATP** ouvre en 1972 et présente diverses technologies. La Galerie culturelle du **MNATP**, ouvre au public en 1975. Le 10 juillet 1976, la loi qui définit le cadre juridique de la protection de la nature et des réserves naturelles, est promulguée.

En 1974, l'association La Bertauge naît d'un constat et d'une volonté, celle de l'agriculteur champenois Jean-Marie Galichet sensibilisé à la création d'un musée en Champagne crayeuse, à proximité de son domicile de Auve (Marne) par le bourguignon Charles Pommeau. Le 23 avril 1976, Jean-Marie Galichet diffuse avec quelques sympathisants la lettre constitutive de l'association loi 1901, La Bertauge. Il s'agit de rassembler une collection champenoise et de faire adhérer les autochtones afin de réagir à l'état de délabrement et à la destruction des outils anciens du travail de la terre⁵⁰⁵.

L'association est fondée le 13 mai 1976. Jean-Marie Galichet est élu premier président. L'assemblée constitutive de l'association se tient en compagnie des associations folkloriques de danses traditionnelles, les « Jolivettes » et les « Catalaunes⁵⁰⁶ ».

Les assemblées générales se déroulent à l'Épine, commune d'implantation du futur musée, dans la salle paroissiale « l'abri du Pèlerin ». Déclarée le 15 juin 1976 au Journal Officiel, l'association est essentiellement composée d'exploitants agricoles en activité de tous âges, qui connaissent et ont pratiqué le matériel agricole ancien. C'est une association de spécialistes, une des premières en France, tournée en priorité vers la sauvegarde du matériel

⁵⁰⁵ / *L'Union*, 23 avril 1976.

⁵⁰⁶ / Les Jolivettes de Reims. *Les Jolivettes de Reims. Ensemble traditionnel champenois*. [en ligne]. [Consulté le 22/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.jolivettes.fr/>

agricole lourd⁵⁰⁷. Le volume des matériels recueillis et collectionnés entraîne des problèmes de locaux⁵⁰⁸. L'objet de l'association consiste en la :

« conservation et la mise en valeur des objets d'arts et traditions populaires, matériel lourd et hippomobile ».

De fait, ses collections comprennent des objets à usages divers : travail de la terre, véhicules hippomobiles et à traction bovine, artisanat.

« Certains matériels sont rares, comme, notamment la batteuse à tripot « Dupuis », qui date du début du XX^e siècle et qui participa à l'exposition universelle de Lille en 1902, ainsi qu'à celle de Reims en 1903, où elle reçut à deux reprises le diplôme d'honneur⁵⁰⁹. »

Les outils collectés ont servi en Argonne et en Champagne crayeuse⁵¹⁰. Avant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux particuliers et maréchaux-ferrants, fabriquent et réparent localement, charrues et instruments aratoires. Peu de ceux-ci subsistent.

Les présentations et expositions de matériels agricoles constituent une activité ancienne en Champagne crayeuse, ainsi les 8 et 9 juillet 1894 à Châlons-sur-Marne, sur la place de la République, se tient une « exhibition » très visitée, organisée par le comice agricole local⁵¹¹.

L'organisation compte une centaine d'adhérents (130 en 1985), pour la plupart issus des communes avoisinantes : Châlons-sur-Marne, Dommartin-Varimont, Somme-Vesle, Somme-Yèvre, et Valmy. Les membres initiateurs habitent le village de Auve (29 adhérents en 1979)⁵¹².

L'association, sur le conseil de Jean-Pierre Ravaux, conservateur du **Musée des beaux-arts et d'archéologie** de statut municipal de Châlons-sur-Marne et membre de l'équipe, prévoit dans sa convention de constitution, qu'en cas de dissolution, les collections seront dévolues au **Musée des beaux-arts et d'archéologie de Châlons-sur-Marne**. Ce dernier aurait alors à les répartir dans ses propres collections, ou entre les différents musées régionaux susceptibles d'en assurer la conservation⁵¹³.

L'association se développe à une époque d'effervescence folklorique locale. Les « Jasées » (nom donné aux veillées en patois champenois), autre association, dont le but est la conservation et la renaissance des us et coutumes d'autrefois de la région de Châlons-sur-Marne, danses en particulier, se constitue le 16 novembre 1976. Les Jasées, participent

⁵⁰⁷ / Comité départemental du tourisme de la Marne, 1987, p. 4.

⁵⁰⁸ / *Ibid.*, p 4.

⁵⁰⁹ / *L'Union*, 24 mars 1976.

⁵¹⁰ / Annexe H, p. 498.

⁵¹¹ / Bulletin de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne, n°26, 2009, p. 8-9. [en ligne]. [Consulté le 01/01/2015]. Disponible à l'adresse :

<http://academie.chalons.free.fr/images/bulletins/Bulletin%2026%20septembre%202009.pdf>

⁵¹² / **Musée de la Bertaugue**. Entrées au musée.

⁵¹³ / Annexe F. Article 14, p. 494.

régulièrement aux manifestations organisées par l'association. Le projet de musée, pour se développer doit gagner en crédibilité.

L'association prend contact avec « des groupements d'activités parallèles », pour obtenir un concours scientifique⁵¹⁴. Il s'agit des trois principales sociétés savantes qui étudient le folklore champardennais et la culture de la Champagne crayeuse.

La Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne (SACSAM), est fondée en 1798, à une époque où l'agriculture intéresse tout érudit⁵¹⁵. La SACSAM devenue association, siège à Châlons-en-Champagne. Elle étudie principalement l'histoire de la Marne⁵¹⁶.

Le Comité de folklore champenois est fondé en 1930, sous l'impulsion d'André Varagnac, professeur de philosophie à Châlons-sur-Marne et acteur de la prise en compte du folklore dans les années 1930 au **MNATP**⁵¹⁷. En 1937, il impulse une enquête sur l'ancienne agriculture pratiquée dans la Marne, dans le cadre du projet de l'*Atlas folklorique de la France* réalisé par le **MNATP**, mais resté inachevé. L'activité du Comité décroît dans les années 1970.

Active depuis 1959, la Société des Amateurs de Folklore et des Arts Champenois (SAFAC*), partenaire des fêtes des battages de l'association de La Bertauge, promeut les danses folkloriques champenoises, adhère à l'association et concourt à sa documentation muséographique⁵¹⁸.

Ces deux dernières associations contribuent à la réflexion muséographique de l'équipe de La Bertauge, avec laquelle elles partagent des objectifs communs. Ce partenariat permet d'approfondir l'étude des traditions populaires locales en relation avec l'agriculture⁵¹⁹.

⁵¹⁴ / Expression entendue, lors des échanges avec l'équipe de La Bertauge.

⁵¹⁵ / Folklore de Champagne. *Historique de la Société des Amateurs et Animeurs de Folklore Auboïs (SAFAC)*. [en ligne]. [Consulté le 02/10/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.folkloredechampagne.fr/web/5-presentation.phprce>

⁵¹⁶ / Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne (SACSAM). [en ligne]. [Consulté le 22/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://academie.chalons.free.fr/societe/societe.html>

⁵¹⁷ / Régis Meyran, 2009, p. 236.

⁵¹⁸ / La Bertauge. Assemblée générale. 1980.

⁵¹⁹ / La Bertauge. Assemblée générale. 1978.



Source : La Bertaube.

Figure 46 : **La Bertaube**, partenaires potentiels, années 1980 (carte)

La présence de nombreux lycées agricoles augure de riches partenariats. Les Parcs naturels régionaux, de la Forêt d'Orléans et de la Montagne de Reims ouvrent en 1970 et en 1976.

Des liens sont également établis avec les structures touristiques de l'Argonne proche, afin de mieux faire connaître les traditions argonnaises. Cette région naturelle de forêts et d'étangs, dont le bourg principal est Sainte-Menehould (Marne), s'étend aux confins des départements de la Marne, des Ardennes et de la Meuse, à l'est du bassin parisien⁵²⁰.

Dès avant l'ouverture du musée, l'association se fait connaître localement en tenant un stand à la foire de Châlons-sur-Marne, seconde manifestation économique agricole nationale, après le salon de l'agriculture de Paris.

⁵²⁰ / Site officiel de l'Office du tourisme du Pays d'Argonne. *Les visites thématiques. Musée de la Bertaube*. [en ligne]. [Consulté le 05/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.argonne.fr/visite-de-patrimoine.php>

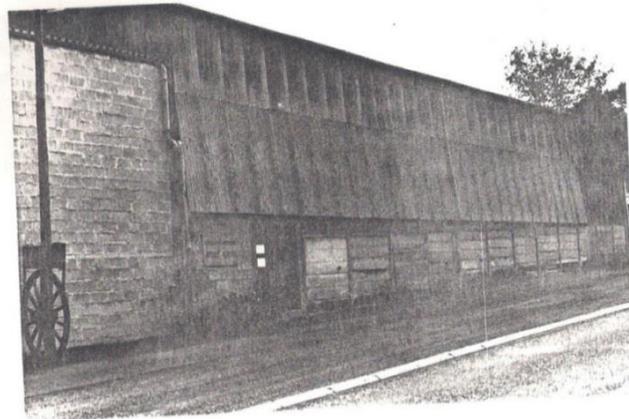


Source : La Bertauga.

Figure 47 : **La Bertauga**, foire-exposition, Châlons-sur-Marne, 1976

L'appui de la première dame de France, Anne-Aymone Giscard d'Estaing, en visite, le 6 octobre 1976 au lycée agricole de Somme-Vesle où l'équipe de La Bertauga expose du matériel agricole importé.

En 1977, l'association ajoute à ses statuts « l'étude des objets ».



Cliché Association La Bertauga, in : CDT de la Marne, 1987, p. 8.

Figure 48 : **Le Musée agricole** de L'Épine, vue extérieure

Dès sa création le musée est à l'étroit dans ses locaux, un hangar métallique de 400 m² est inauguré à L'Épine le 14 mai 1977 par Marcel Turon, secrétaire général de la Préfecture de la Marne, représentant le Préfet de Région⁵²¹. Des personnalités locales, en particulier des élus,

⁵²¹ / Courrier de l'association La Bertauga au maire de Châlons-sur-Marne, 29 octobre 1977.

l'entourent, Robert Chaboudé, maire de Courtisols (Marne) Conseiller général et Jean-Paul Pérardel, maire de L'Épine.



Cliché Association La Bertauge

Figure 49 : **Le Musée agricole** de L'Épine, inauguration (1), 1977

Le Secrétaire général de la préfecture coupe le lien de seigle qui remplace le traditionnel ruban avant de visiter le hangar de 400 m² où sont présentées 300 pièces, témoins de l'extraordinaire développement de l'agriculture champenoise. Il précise que :

« c'est une riche idée qui vient en son temps, car depuis quelques années nous vivons dans une frénésie de progrès, nous coupant du passé. Cela nous permet un retour vers celui-ci, ce qui répond à la tendance actuelle du rétro⁵²². »

Philippe Mothé, conseiller municipal représente le maire de Châlons-sur-Marne. M. Mathieu, directeur du lycée agricole de Somme-Vesle souligne l'intérêt de rendre vie à certaines de ces machines inanimées.



Cliché Association La Bertauge

Figure 50 : **Le Musée agricole** de L'Épine, inauguration (2), 1977

⁵²² / *La Marne agricole*, juin 1977.

Inaugurations et vernissages sont les temps forts de l'affirmation de l'engagement des élus locaux et des pouvoirs publics au côté de la structure. Ces manifestations jouent un rôle fédérateur, rassembleur, et sont des temps où l'on « cause de la campagne ». L'investissement immédiat des élus locaux indique l'attachement et l'intérêt porté au musée, dès sa création.

C'est un musée privé, sans contrôle de l'État, au titre de l'ordonnance de 1945. Il est installé route nationale 3, près de la basilique Notre-Dame de L'Épine, magnifique édifice de style flamboyant, classé monument historique en 1840. Cet ancestral lieu de pèlerinage marial sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, reçoit dans les années 1970, environ 120 000 pèlerins et 40 000 visiteurs par an de manière stable⁵²³.

Le **Musée agricole** de L'Épine reste 21 ans à cet emplacement. Il assure deux fonctions : exposer l'agriculture et reconstituer des fêtes des moissons. Les objets et les matériels du musée servent à l'exposition permanente, lorsque leur état et leur intérêt le permettent et aux animations où ils sont mis en fonction.

L'association déploie son activité et explique sa mission à travers les campagnes et villages avoisinants. En 1978, l'association étudie la muséographie qu'elle souhaite adopter à l'aide des planches de l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*. Ces nécessaires recherches documentaires perdurent difficilement en raison du peu de temps que ces actifs peuvent consacrer à cette tâche et de l'absence de professionnels des musées. La remise en état des matériels et leur exposition priment leur documentation. Les agriculteurs, fondateurs de **La Bertaugé**, constituent la collection muséale à partir de la conception de leurs pratiques professionnelles du travail de la terre⁵²⁴. L'exposition permanente présente à l'aide des matériels agricoles de la collection, la succession des tâches que reçoivent le sol et ses productions. Cette présentation est proche de celle des « chaînes opératoires » du **MNATP**⁵²⁵.

Le musée est dès sa création, et ce, pour plus de quinze ans confronté à des soucis de locaux et de pérennité. Le 20 février 1978, avant son départ de la région, Charles Pommeau contacte en vain le FIC pour financer le jeune musée⁵²⁶.

De nombreuses actions voient le jour. Pour l'essentiel, en 1977 à la Maison de l'Argonne à Grigny-en-Argonne (Marne), en 1978, l'association expose du matériel à l'occasion du

⁵²³ / Notre-Dame de L'Épine. [en ligne]. [Consulté le 18/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://sanctuaire-lepine.cef.fr/>

⁵²⁴ / *L'Union*, 12 octobre 1977.

⁵²⁵ / Catherine Durepaire, 1995.

⁵²⁶ / Courrier du FIC à Charles Pommeau, secrétaire de l'association La Bertaugé. 20 février 1978.

concours national de labour à Belleville-et-Châtillon-sur-Bar (Ardennes), (76 km, 1h) et en 1979, au sein de l'exposition d'arts et traditions populaires à la Maison de la Culture de Reims, dans le cadre de la « semaine verte ». Elle collabore à l'exposition sur la ferme champenoise au Centre Départemental de Documentation Pédagogique (CDDP) de Châlons-sur-Marne⁵²⁷. Cette pluralité de contributions répond à une demande nourrie et nouvelle dans la Marne.

L'association La Bertaube commence ses deux missions : exposer et animer.

Une collection constituée en quelques mois

Un appel à collecte accompagne la lettre du 23 avril 1976, constitutive de l'association loi 1901 de La Bertaube⁵²⁸. Les dons affluent : machines, véhicules, outils, instruments, objets de l'agriculture, de l'élevage, de la viticulture, de la laiterie, de la préparation du pain, de l'artisanat. En raison de la quantité importante de dons, il n'est pas possible d'en réaliser l'entretien systématique⁵²⁹. Cette collecte rencontre un succès inespéré. Elle présente des caractéristiques identiques à celle organisée à l'échelle nationale par le SEDIMA les mêmes années⁵³⁰. En particulier, les donateurs sont, pour la grande majorité d'entre eux, issus de l'agriculture. L'équipe encourage ainsi les amateurs à apprécier les initiatives de mise en valeur de ces objets par des particuliers ou à l'occasion d'expositions.

Dès sa constitution, l'association souligne que l'intérêt suscité en Champagne et en Argonne, pour les arts de la France d'autrefois, ne peut être soutenu et amplifié, que si de nouvelles bonnes volontés motivées viennent renforcer l'équipe⁵³¹. D'autant que cette volonté de sauvegarde amène les adhérents, témoins du passé, à créer le musée⁵³². La sauvegarde du matériel agricole en vue de restituer pratiques et savoir-faire agricole locaux, ne peut s'affranchir de la disparition de la plupart du matériel local, et...

« en examinant les collections avec des bénévoles d'un musée, on constate qu'au moins 20 % des objets proviennent d'autres localités, et que parmi ceux restant, un grand nombre n'a que peu de particularités locales⁵³³. »

Le 20 mai 1978, le vernissage de l'exposition « le matériel d'une ferme champenoise entre-deux-guerres » donne l'occasion d'admirer 200 nouveaux objets donnés par les visiteurs⁵³⁴.

⁵²⁷ / Wikipédia. Comédie de Reims. [en ligne]. [Consulté le 25/08/2014]. Disponible à l'adresse : http://fr.wikipedia.org/wiki/Com%C3%A9die_de_Reims#Maison_de_la_Culture_.22Andr.C3.A9_Malraux.22

⁵²⁸ / Annexe G, p. 497.

⁵²⁹ / La Bertaube. Assemblée générale. 1976.

⁵³⁰ / Courrier de l'association La Bertaube au maire de Châlons-sur-Marne. 29 novembre 1977.

⁵³¹ / *L'Union*, 20 décembre 1977.

⁵³² / Annexe F, p. 494.

⁵³³ / *Musées en quête d'identités*. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003, p. 16.

⁵³⁴ / L'association La Bertaube. Assemblée générale. 1978.

À sa création, le **Musée agricole** de L'Épine est un des rares musées de matériel agricole lourd, non seulement en Champagne, mais aussi au niveau national⁵³⁵. Sa collection est d'autant plus typique, qu'elle est composée d'objets agricoles, utilisés localement. Dans les terres de grandes cultures, comme en Champagne crayeuse, aucune tradition culturelle ne préserve les objets de l'agriculture. Les matériels obsolètes pourrissent à l'extérieur et au mieux sous des hangars battus par les vents.

Seul, le musée de Châlons-sur-Marne dispose de 3 334 objets ethnologiques, dont la moitié environ concerne l'agriculture⁵³⁶. La plupart sont alors en réserve. La salle à manger champenoise est le clou de l'ethnologie champenoise dans l'exposition permanente. Aucune structure muséale ne conserve du matériel mécanique lourd.

Comme l'évoque l'architecte Christian Dupavillon, le patrimoine se compose de ces gestes, de ces œuvres, de ces témoignages. La modestie de ces biens professionnels, leur caractère quotidien et prosaïque ne préjuge en rien de leur puissance d'évocation, d'émotion, de restitution⁵³⁷. Ces objets que l'on garde difficilement chez soi pour des raisons d'encombrement et de vétusté, trouvent toute leur place dans une collection accessible à tous.

Ainsi, l'essentiel des objets présents dans les musées associatifs d'agriculture, limités par leurs faibles budgets, provient de dons, voire de prêts, et dans une moindre mesure de dépôts. Dès le début de l'aventure, l'équipe animée par des agriculteurs doit développer son réseau de donateurs pour se constituer une collection digne d'intérêt et représentative de l'agriculture champenoise du début de la mécanisation. Les ruraux et les cultivateurs possèdent des matériels obsolètes et non encore patrimonialisés. Sur le temps long, ils restent les premiers et plus réguliers donateurs. Cependant, le don n'est pas spontané. L'équipe sollicite les agriculteurs locaux et envoie 600 lettres aux visiteurs du musée qui résident dans le canton, La plupart de ces courriers ne reçoivent ni réponse, ni suite.

Preuve de leur motivation, les membres de l'association La Bertauge font alors du porte-à-porte, dans les fermes, après le travail. Dépasant toute attente, le groupe obtient 325 dons avant l'ouverture du musée, tandis que onze personnes prêtent 65 pièces. De plus, en 1978, 200 pièces nouvelles, pour la plupart données, agrémentent la collection. L'association compte 83 membres adhérents⁵³⁸. Les dons et prêts continuent d'affluer. 150 personnes confient ainsi 550

⁵³⁵ / AFMA, 2006.

⁵³⁶ / **Musée des beaux-arts et d'archéologie** de Châlons-en-Champagne. Inventaire. 2008.

⁵³⁷ / Christian Dupavillon, 1992, p. 13.

⁵³⁸ / L'association La Bertauge. Assemblée générale. 1978.

pièces au musée, ce qui en un an double la collection⁵³⁹. Par ailleurs, en 1980, 600 des 650 pièces du musée sont offertes par des visiteurs. La conservation, la mise en valeur et l'étude de ce matériel agricole hippomobile constituent les objectifs de l'équipe de La Bertauge au seuil de l'année 1980, année du patrimoine⁵⁴⁰. En 1981, ce travail animé et tenace porte ses fruits. La collection comprend près de 1 000 pièces dont 250 seulement, en raison de leur état, peuvent être exposées⁵⁴¹. Tous types de matériels sont déposés, mais en si grande quantité qu'il n'est pas possible de les entretenir. L'organisation de la collection nécessite un travail pionnier d'inventaire, car au musée, l'agriculture ne dispose pas de catégories descriptives normalisées. Aussi il faut adapter les méthodes muséographiques.

Plusieurs inventaires sont dressés. En 1976, année de fondation du **Musée agricole**, 325 dons sont catalogués. Au début des années 1980, René Mirault* l'abbé de la paroisse de Dommartin (Marne), complète l'inventaire et dénombre 1 200 pièces existantes⁵⁴². 362 de celles-ci occupent une surface de 1 500 m² au sol.

Années	Somme des Pièces données, prêtées
1977	325 65
1978	500
1979	550
1980	600 115
1981	1 000, dont 250 exposables
1987	1 500, dont 330 exposées

Figure 51 : **La Bertauge**, collection, 1977-1987

Le musée présente 330 pièces sur le thème du « grain, source d'énergie », ossature de l'exposition permanente. Ce choix est d'autant plus important en Champagne crayeuse que la région connaît dans les années 1950 une reconversion vers la production céréalière. L'exposition fait ainsi le lien avec le passé agricole de polyculture d'avant les pinèdes. La collection est originale et unique en Champagne par sa nature, sa variété et le volume des machines conservées, comme la batteuse à tripot, appelée aussi trépigneuse.

⁵³⁹ / *Ibid.*

⁵⁴⁰ / L'association La Bertauge. Assemblée générale. Courrier de convocation. 1980.

⁵⁴¹ / *La Croix*, 26 septembre 1980.

⁵⁴² / Annexe I, p. 499.



Cliché Richard Dupuis

Figure 52 : **La Bertauge**, batteuse à tripot

L'exposition permanente fait la part belle au caractère typique des objets plutôt qu'à l'étude de leurs fonctionnalités et de leurs usages. Le visiteur intéressé par les outils de travail de l'agriculteur d'hier suit aisément l'évolution du matériel depuis le début du XX^e siècle jusqu'à la dernière guerre. Le musée expose peu d'objets en bois. La plus grande place est réservée aux instruments et machines en fer, mieux conservés. En Champagne, l'agriculture s'est modernisée plus rapidement qu'en d'autres régions, et le fer remplace le bois de manière anticipée⁵⁴³.

La réflexion des membres de l'association concernant le patrimoine s'inscrit dans la définition posée par Michel Vernières :

« ensemble de biens, matériels ou immatériels, dont l'une des caractéristiques est de permettre d'établir un lien entre les générations, tant passées que futures. Le patrimoine est ainsi lié à un héritage à transmettre, issu de l'histoire, plus ou moins ancienne du territoire⁵⁴⁴. »

Les fondateurs et adhérents de l'association de La Bertauge, conscients de l'oubli dans lequel ce patrimoine qui disparaît au fil des ans est tombé, sélectionnent les matériels pour témoigner du travail et des techniques agricoles du siècle dernier. L'équipe du musée veut tisser un lien entre le passé et l'avenir et démontrer de façon concrète, aux jeunes, aux élèves de l'enseignement agricole, et de l'enseignement général, pourquoi et comment l'évolution des techniques s'est développée en Champagne-Ardenne⁵⁴⁵.

⁵⁴³ / *L'Union*, 12 octobre 1976.

⁵⁴⁴ / Michel Vernières, op. cit., p. 8.

⁵⁴⁵ / Folklore de champagne. *Le grain source d'énergie*. N°93, 1985, p. 3.

De nombreux contacts réguliers avec les détenteurs de matériels agricoles permettent de motiver ceux-ci à conserver dans de bonnes conditions, à documenter et mettre en valeur leurs matériels⁵⁴⁶. L'équipe leur propose de s'investir et de présenter leurs objets au musée. Certains outils stimulent les rapprochements avec la tradition agraire antique⁵⁴⁷.

La collection, par sa nature et sa qualité constitue le principal motif des échanges avec la DRAC de Champagne-Ardenne. Cette dernière demande le 23 juin 1986, d'informer la DMF de la composition des collections⁵⁴⁸.

En 1987, l'équipe, sous l'impulsion de l'abbé Mirault décide de dresser l'inventaire de la collection, afin de répondre au mieux aux exigences des services publics et d'ouvrir une nouvelle structure de qualité. L'ecclésiastique crée un fichier de 1 200 lots d'outils et d'entrées descriptives des objets du musée⁵⁴⁹.

Le projet de **Musée agricole** de L'Épine, dédié au machinisme agricole et au matériel hippomobile est unique dans le département et singulier sur le territoire national. Pressenti pour collaborer comme antenne locale avec le **Conservatoire national du machinisme agricole** de Chartres, il est mis en attente pour redimensionner la proposition⁵⁵⁰.

Le projet, ambitieux ne prend pas en compte l'arrière-plan touristique et économique, défavorable à la création d'un musée d'envergure.

I.A.1.b Le Compa : une mobilisation nationale

Industriels du machinisme agricole et télévision

Autant le projet de **La Bertauge** paraît ancré dans la terre champenoise, autant celui du **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles** se construit dans une double dynamique locale et nationale. Le **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles**, futur **Compa** bénéficie de solides appuis chartrains.

À la différence du musée porté par l'association La Bertauge, le **Compa** naît sous les auspices d'une institution muséale reconnue. Le **Musée des beaux-arts et traditions populaires**, structure municipale depuis 1939, logé dans l'ancien palais épiscopal classé Monument Historique le 15 octobre 1906 de la cité chartraine, entreprend le projet de création d'un musée d'agriculture à partir de 1974.

⁵⁴⁶ / L'association La Bertauge. Assemblée générale. 1978.

⁵⁴⁷ / Jacques Terrisse

⁵⁴⁸ / AD51. Courrier du directeur régional de la Culture en Champagne-Ardenne au président de l'association La Bertauge. 23 juin 1986.

⁵⁴⁹ / Comité départemental du tourisme de la Marne, 1987, p. 12.

⁵⁵⁰ / *L'Union*, 9 janvier 1979.

Ce choix est d'autant plus légitime que le musée dispose, au sein de son exposition permanente, d'une section arts et traditions populaires que sa conservatrice promeut. L'action du musée se prolonge fin des années 1970 par de nombreuses expositions temporaires où l'agriculture et le monde rural figurent en vedette. À ce titre, plusieurs expositions ; en 1975, « les sabotiers », en 1976 « les scènes agricoles dans la peinture française au XIX^e siècle », « les scènes agricoles à travers les cartes postales en Beauce » ; en 1978, « archéologie du mouton et bergers et moutons en Beauce » marquent la vie culturelle chartraine. La charrue constitue le thème de deux expositions spécialisées : « Sur un modèle régional de charrue » en 1979 et en 1981, « la charrue Mahot ».

« Dans cette salle, on a reconstitué les étapes de la culture, puisque vous avez ici une charrue Mahot, une charrue de Chartres, une herse en bois à dents de fer, et les outils du fauchage du blé » explique Sylvie Douce de la Salle dans un reportage télévisé⁵⁵¹.

En novembre 1977, le Syndicat National des Entreprises de Service et de Distribution du Machinisme Agricole (SEDIMA) monte le projet d'un **Musée national du machinisme agricole** afin de développer et de rendre publique sa collection de machines agricoles anciennes. Plus généralement, il milite afin de préserver, d'exposer les machines et outils en voie de disparition d'une société rurale en pleine mutation. Le SEDIMA possède déjà plus de 200 machines, dont une quarantaine entreposée dans sa concession chartraine. Il organise grâce à son réseau une collecte nationale qui dure de 1978 à 1985.

Bien que la motorisation de l'agriculture, remonte aux applications du début du XIX^e siècle de l'utilisation de la force motrice générée par la vapeur, le syndicat collecte matériels et machines agricoles fabriqués à partir de 1860 jusqu'aux années 1950. Celles-ci entérinent le passage de la traction animale à la motorisation⁵⁵². Le syndicat s'allie à la chaîne de télévision nationale Antenne 2. Les deux institutions décident de promouvoir ensemble la création d'un **Musée national du machinisme agricole**⁵⁵³. Ce projet est novateur sur plusieurs aspects. Dès 1977, le projet inclut la contribution des agriculteurs et des industriels du machinisme agricole. Cette dimension innovante recoupe des contributions disparates : aide au montage d'expositions, réparation, entretien du matériel, médiation lors des visites, participation aux instances de décision du musée.

Il s'agit d'une proposition inédite en France et à l'initiative du secteur privé professionnel. Dans le monde occidental des années 1970, l'innovation de cette création est

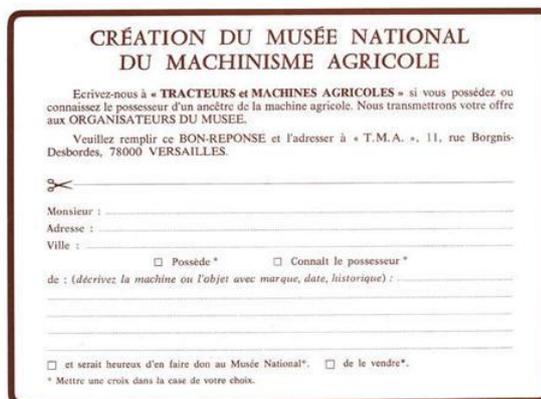
⁵⁵¹ / France 3 Orléans. « Centre Actualités ». 24 juin 1982.

⁵⁵² / Pierre Dellenbach et Jean-Paul Legros, 2001, p. 5.

⁵⁵³ / André Deffontaines, 18 janvier 1982.

celle de l'alliance privé/public, impensable également de l'autre côté du rideau de fer où les musées d'agriculture sont dynamiques.

L'intitulé de la boîte postale du formulaire de création du **Musée national du machinisme agricole** insiste déjà sur les tracteurs, machines représentatives du machinisme agricole.



CRÉATION DU MUSÉE NATIONAL
DU MACHINISME AGRICOLE

Ecrivez-nous à « TRACTEURS et MACHINES AGRICOLES » si vous possédez ou connaissez le possesseur d'un ancêtre de la machine agricole. Nous transmettrons votre offre aux ORGANISATEURS DU MUSÉE.

Veuillez remplir ce BON-REPONSE et l'adresser à « T.M.A. », 11, rue Borgnis-Desbordes, 78000 VERSAILLES.

✂

Monsieur : _____
Adresse : _____
Ville : _____

Possède * Connait le possesseur *

de : (décrivez la machine ou l'objet avec marque, date, historique) : _____

et serait heureux d'en faire don au Musée National*. de le vendre*.
* Mettre une croix dans la case de votre choix.

© N. Bernard, le Compa, Chartres

Figure 53 : **Musée national du machinisme agricole**, bon-réponse

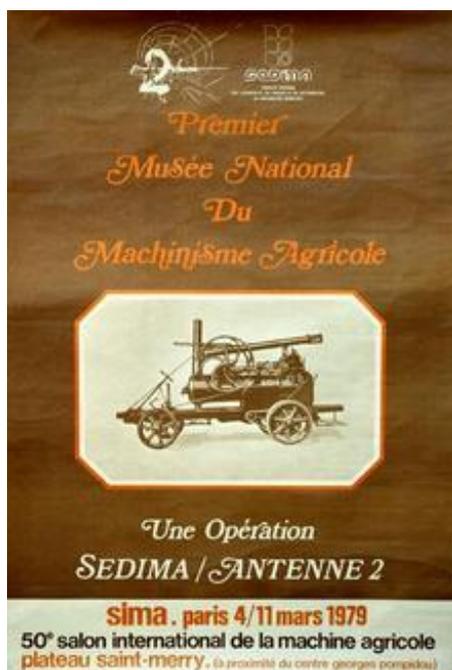
Appel à Collecte du SEDIMA pour le Musée national du machinisme agricole

La fondation d'une structure de cette envergure se justifie alors dans la cohérence d'une politique nationale du SEDIMA concernant le machinisme et les pratiques agricoles sur l'ensemble du territoire. La force de cette proposition s'appuie sur un réseau de proximité rural bien établi. Chaque exploitant agricole est en contact avec un concessionnaire proche de chez lui. Il est donc facile d'être informé et de déposer les matériels sollicités, souvent difficiles à déplacer du fait de leur vétusté.

Fait de première ampleur, pour la première fois, un ministre français promeut un musée national d'agriculture. Jean-Philippe Lecat confirme l'intérêt de l'État pour la création d'un **Musée du machinisme agricole** à l'occasion de l'exposition de machines agricoles sur le stand du SEDIMA, au 50^e Salon international du machinisme agricole (SIMA) qui se déroule de concert avec le 16^e salon de l'agriculture du 4 au 11 mars 1979. Il souhaite des locaux suffisamment vastes, après que 15 000 amateurs se soient déplacés pour visiter l'exposition. Il promeut à cette occasion d'autres actions de valorisation du monde agricole, comme l'édition d'un timbre-poste sur le thème du machinisme agricole. Ce timbre évoque la première moissonneuse, une des trois inventions agricoles gauloises essentielles, selon le ministre, avec

le tonneau et le saucisson⁵⁵⁴. Le timbre s'avère un support de communication adapté à la médiatisation du monde agricole.

Les mêmes jours, le SEDIMA et Antenne 2* organisent une grande exposition de machines agricoles, sur le plateau Beaubourg, face au nouveau Centre Georges Pompidou, ouvert deux ans plus tôt, à Paris⁵⁵⁵. Le lieu qui n'est pas destiné à ce type de manifestation renforce l'intérêt de la manifestation. Le public de la France entière est au rendez-vous, d'autant que les agriculteurs commencent à bénéficier de la politique de loisirs qui se développe avec la société de consommation : service cinématographique du ministère de l'Agriculture, foyers ruraux.



© N. Bernard, Le Compa, Chartres

Source : Compa

Figure 54 : **Musée national du machinisme agricole**, SIMA, 1979, affiche

Les agriculteurs ont progressivement accès aux loisirs urbains, comme le musée. Enfin, la télévision est présente dans la plupart des foyers des agriculteurs. Suite au salon de l'agriculture et de l'exposition sur le plateau Beaubourg, l'ethnologue François Sigaut*, impliqué dans le projet reçoit une centaine de propositions de machines agricoles à louer ou à vendre.

⁵⁵⁴ / *C'est la vie*, 8 mars 1979.

⁵⁵⁵ / Le **Compa**. Une histoire : 1978-1980. Un projet médiatisé. [en ligne]. [Consulté le 25/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/une-histoire>

Du 2 au 9 mars 1980, au SIMA un concours national de maquettes et de modèles réduits agricoles avec plus de 50 modèles anciens, est organisé. En mai 1980, la chaîne de télévision publique Antenne 2 alliée au SEDIMA, lance un appel d'offres national en vue de recueillir les candidatures de villes intéressées par la création sur leur territoire, d'un **Musée national du machinisme et des pratiques agricoles**. Noël Mamère*, journaliste populaire, se passionne pour l'écologie. Il relaie l'appel d'offres du SEDIMA à la création d'un **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles** et à la collecte de matériels et machines agricoles dans le magazine d'Antenne 2 « C'est la vie », duquel il est rédacteur en chef. Cette campagne est également diffusée par les concessionnaires du réseau SEDIMA auprès des particuliers et des entreprises sollicités à déposer prêts, dons ou legs. C'est un succès, l'émission réalise des scores d'audience importants avec plus de dix millions de téléspectateurs pendant deux ans, de 1980 à 1982.

Pour la Ville de Chartres, c'est la conjonction inédite des médias et d'un organisme commercial bien connu localement qui motive la candidature. Cette volonté constitue l'amorce d'un processus de patrimonialisation de l'agriculture qui mobilise les citoyens.

En octobre 1980, l'association ainsi qu'un groupe de travail présidé par Louis Perrin, confie l'élaboration d'un document à Henri-Louis Barnèdes, urbaniste programmeur, créateur de la ville nouvelle de Melun-Sénart (Seine-et-Marne)⁵⁵⁶. L'« Association des Amis du Musée de Chartres et des arts et traditions populaires » adresse en novembre 1980, un document de présentation du projet de Conservatoire au SEDIMA. La candidature de la ville de Chartres se justifie par la longue tradition agricole beauceronne, sa situation géographique de chef-lieu, en regard de ses principaux pôles de formation agronomiques locaux, l'attractivité de la ville et la poursuite d'actions déjà engagées et visant à la mise en valeur du patrimoine agricole⁵⁵⁷.

La proposition de la ville de Chartres, soutenue par Jean Lecoq* et son réseau de revendeurs de matériels agricoles, ainsi que l'importance agricole de la Beauce pèsent dans le choix de la ville.

Niort et Chartres, le Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles

En mars 1981, au SIMA de Paris, le résultat du concours est annoncé. Le jury composé de représentants des ministères de la Culture, Agriculture, Éducation nationale retient les villes de Chartres et de Niort, parmi une dizaine de propositions, au titre de la qualité de leurs projets

⁵⁵⁶ / André Deffontaines. Historique. 18 janvier 1982.

⁵⁵⁷ / Le **Compa**. Note de présentation générale. S.d.

muséaux. La dénomination définitive de **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles** est arrêtée.

À Niort, en 1982, les années d'études préliminaires sont lancées pour concevoir le musée. À Chartres, l'Association du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles (COMPA) fondée le 10 mars 1981 joue un rôle actif dans la vie du futur musée⁵⁵⁸. Louis Perrin, président de la Chambre d'Agriculture, préside l'association, assisté de Georges Lemoine, maire de Chartres, secrétaire d'État à l'énergie, puis auprès du ministre de la Défense en 1981, de Robert Huwart, président du conseil général d'Eure-et-Loir et de Sylvie Douce de la Salle, conservateur du musée de Chartres, secrétaire de l'association⁵⁵⁹. Son siège est à Sours (Eure-et-Loir), dans la Ferme de la Saussaye, proche de la ville de Chartres. Les membres se partagent entre « technologues », comprenant François Sigaut et Laurence Chabert pour Niort, et les sociologues et les ethnologues pour Chartres avec Jean-Marc Providence⁵⁶⁰.

André Deffontaines, directeur départemental de l'Agriculture est en charge du montage du dossier. L'association assiste l'équipe recrutée dans ses démarches professionnelles⁵⁶¹. Réunis autour d'une passion commune pour le machinisme agricole, les membres de l'association assurent l'essentiel de la restauration des engins. L'association, propriétaire des collections, a pour projet de collecter, répertorier, conserver, entretenir, sauvegarder les machines et objets grâce à son expertise en mécanique. Dès 1981, elle soutient le projet qui vise à ouvrir le futur musée du **Compa**.

L'association du Compa mène alors une campagne de sensibilisation à la conservation de vieilles machines, sous la forme d'un musée itinérant qui se déplace dans plusieurs grandes villes de province : Avignon, Beaune, Bordeaux, Bourges, Montpellier, Nantes, Tarbes, Tours. Jean-Louis Calmejane, journaliste déclare à l'antenne :

« 14 000 tracteurs qui travaillent les terres de la Beauce premier grenier de France. C'est dans cette région que va s'installer une partie du premier musée national du machinisme agricole. Peut-être y a-t-il eu ici le premier tracteur Albaret, ce premier tracteur à prise de force que nous n'avons toujours pas réussi à trouver⁵⁶² ».

Comme dans la Marne, l'association loi 1901, est la structure adaptée pour créer un musée d'agriculture. Ce type d'organisation est suffisamment ouvert et non contraignant, pour permettre la participation active des professionnels et des bénévoles de l'agriculture.

⁵⁵⁸ / Jean-Marc Providence, Bernadette Legrand, Pierro Grasso. *Étude préparatoire implantation du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles*. Chartres, 1977.

⁵⁵⁹ / Convention de création de l'association du Compa entre le département d'Eure-et-Loir et l'association du Compa présidée par Louis Perrin. 9 mars 1981.

⁵⁶⁰ / Anonyme, historique manuscrit du Compa, manuscrit, 1995, 1 p.

⁵⁶¹ / Association des Amis du Compa, statuts.

⁵⁶² / *C'est la vie*, 12 mars 1981.

Le profil des adhérents est très différent entre la Marne et l'Eure-et-Loir. Dans la Marne, ce sont surtout des exploitants agricoles individuels qui se tournent vers les institutions et partenaires agricoles, pour consolider le projet alors que dans l'Eure-et-Loir, ce sont majoritairement des institutions et des industriels de l'agriculture.

En 1982, Jack Lang, successeur de Jean-Philippe Lecat, favorable aux écomusées s'intéresse au projet de création d'un **Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles**. Sous ses auspices, le projet du Conservatoire national, dans laquelle sont parties prenantes les ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et de la recherche, est reconnu. Le premier inventaire des collections du SEDIMA est effectué tandis que la répartition des matériels est réalisée entre les deux sites.

À Chartres est prévue une « présentation permanente basée sur une typologie des machines et des pratiques associées⁵⁶³. » Deux premiers thèmes d'étude sont lancés : l'agriculture à bras au Népal pour 1982 et le moissonnage battage pour 1984. Un comité scientifique est mis sur pied. Le 13 mars 1982, le rapport du Préfet d'Eure-et-Loir précise les objectifs du Conservatoire et organise un concours d'architectes. Le nouvel établissement s'intitule **Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles (CMPA)**. Chaque terme est mûrement choisi.

« Les vocables de « Conservatoire », en référence aux activités d'un musée : conservation, et exposition de collections, « machinisme » qui évoque des inventions diverses et une technologie avancée, « pratiques » terme plus riche, qui évoque des savoir-faire et des fonctions⁵⁶⁴. »

« Lors de sa conception la population est consultée et intervient dans les choix muséaux. Une étude, qui a pour thème la participation des populations à la réalisation de l'**Écomusée de la Beauce**, par le biais des associations locales est disponible⁵⁶⁵. »

Le projet avorte, par manque d'adhésion des habitants sondés.

La muséographie du **Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles** est le fruit d'une longue maturation élaborée par son conseil scientifique⁵⁶⁶.

La première assemblée générale de l'AFMA se tient à Chartres, le 19 juin 1982, ville où le **Conservatoire national d'agriculture et des pratiques agricoles** est en cours d'installation. L'essentiel de la discussion porte sur les statuts de l'association. Les 15 et 16 septembre 1983, la deuxième assemblée générale de l'AFMA se déroule à Niort avec une

⁵⁶³ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Rapport scientifique. 2 mars 1982.

⁵⁶⁴ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. 1983.

⁵⁶⁵ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Réunion du bureau. 11 octobre 1982, p. 2.

⁵⁶⁶ / Annexe P, p. 506.

intervention consacrée à « L'introduction du machinisme agricole en Beauce au XIX^e siècle⁵⁶⁷. »

Les institutions muséales dont l'objet est l'agriculture, initiées dans les années 1970 se mettent en place en ce début des années 1980, années de rupture sur le registre de la politique nationale, avec l'avènement de la gauche.

En 1983, dans son projet de développement, le **Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles** se pose en instance de conservation d'un patrimoine en cours de disparition, dans un contexte de valorisation du passé rural et de l'affirmation des cultures populaires. Vieux outils obsolètes et pratiques professionnelles reçoivent un nouveau statut culturel. Les ruraux prennent conscience tardivement de ce patrimoine familial, élargi à la machine agricole, prise en tant que symbole de l'histoire et du mouvement irréversible de modernisation de l'agriculture. Ils souhaitent ainsi visiter « un musée du machinisme agricole ». Les agriculteurs constituent les premiers conservateurs de machines agricoles et de la culture technique, dont ils sont la mémoire⁵⁶⁸.

La Bertaug se développe dans une dynamique locale, celle d'agriculteurs qui prennent leur histoire en main, sur un territoire champenois qui présente peu d'aménités touristiques et patrimoniales, ravagé par la Première Guerre mondiale, entouré de camps militaires inaccessibles et en marge des flux économiques et culturels dans un bassin de vie marqué par la ruralité.

Le **Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles**, naît d'un élan national de conservation et de patrimonialisation qui croise la demande des pouvoirs publics, des industriels et des techniciens. Bicéphale, s'établissant sur deux territoires agricoles, il présente une large vocation à exposer l'agriculture dans ses spécificités nationales. Des désaccords scientifiques apparaissent cependant à Chartres et entre les équipes chartraines et niortaises.

Localement en Eure-et-Loir, des initiatives privées perdurent, comme au château de Montigny-Ganelon qui ouvre un musée d'une centaine de machines agricoles en 1985. La scène patrimoniale eurélienne s'étoffe localement, comme dans toute la France.

⁵⁶⁷ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Rapport d'activités. Chartres. 1982.

⁵⁶⁸ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Projet de recherche-action. Chartres. Mars 1983, p. 5.

I.A.2 Années 1980 : projets et constructions

En 1983, dans un contexte politique national renouvelé, dans lequel les Régions jouent un nouveau rôle, les DRAC sont créées. Cette politique de décentralisation et de déconcentration ne profite pas au patrimoine rural et agricole. Au niveau national, dans le cadre d'une attention accrue envers le patrimoine rural non protégé, le Sénat ouvre une ligne budgétaire, afin de le subventionner.

Les années 1980 connaissent un élan de création écomuséale inégalé. Alors que Georges Henri Rivière, père du concept des écomusées, s'éteint le 24 mars 1985, ce mouvement, a peu d'impact sur nos deux musées. En revanche, la dynamique de mobilisation des habitants, « troisième collègue » des écomusées à côté de ceux des institutions et des professionnels, constitue le moteur véritable de la création de l'association La Bertauge. Seule la solidité des engagements institutionnels manque à ce musée. Ce qui n'est pas le cas du **Compa**, porté sur les fonds baptismaux par des scientifiques et par les pouvoirs publics locaux et nationaux. Le développement et la reconnaissance des deux musées nécessitent l'attribution de locaux muséaux. Le destin du musée de **La Bertauge** repose surtout sur le dynamisme de son équipe, alors que le **Compa** bénéficie d'appuis variés.

I.A.2.a La Bertauge, d'un hangar agricole à un autre

Patrimoine agricole sans toit

Le président de l'association constate que le patrimoine bâti agricole champenois n'est pas connu, ni reconnu. Certes, l'agriculture dispose de bâtiments de travail anciens et de qualité, malheureusement ils sont souvent détruits dans l'indifférence dès qu'ils sont vétustes ou qu'ils ne servent plus, du fait de leur faible valeur économique. Même debout et de quelque valeur architecturale, ils ne sont pas entretenus. Leur fonctionnalité prime. Peu bénéficient du classement au titre des monuments historiques. Depuis le Front populaire, les maisons paysannes font exception.

Cependant, la protection, la conservation et la muséalisation de bâtiments et de matériels significatifs pallient la disparition d'un monde productif et de sa société, partie prenante de l'histoire régionale. À Pourcy (Marne) la Maison du Parc naturel régional de la montagne de Reims créée en 1976, primée au niveau national, présente une architecture de ferme du Tardenois.



Cliché Richard Dupuis

Figure 55 : Maison du parc naturel régional de la montagne de Reims

Elle est prévue pour accueillir le chef-lieu de l'écomusée, avec une exposition permanente agricole sous le toit. Même si le projet d'écomusée « sous toit » ne voit pas le jour pour des raisons économiques, le bâtiment participe à la reconnaissance de l'agriculture.

Sur le territoire du même parc, la **Maison du bûcheron**, ouvre en 1979, à Germaine (Marne). Elle expose, les métiers de la forêt, à partir d'une collecte également réalisée auprès des habitants.

Le 5 décembre 1977, Charles Pommeau secrétaire de l'association, informe le conservateur régional des Bâtiments de France de l'exiguïté du musée qui vient d'ouvrir à L'Épine.

Dès 1979, l'équipe envisage de déménager la collection à Châlons-sur-Marne dans l'ancien parc militaire à fourrage, à l'entrée de la ville⁵⁶⁹. Le **Musée agricole** de l'Épine utilise déjà ces locaux pour ses réserves⁵⁷⁰. L'association préserve un important matériel exposé ou mis en réserve dans trois hangars. Dès sa création, le musée souffre de locaux en tôle, non chauffés et inadaptés.

En 1981, l'association sollicite la municipalité châlonnaise afin de louer un local sur son territoire⁵⁷¹. Le 25 juin 1981, la DRAC Champagne-Ardenne adresse un courrier qui obère le développement du projet muséal, alors que l'association, souhaite créer le musée dans des locaux neufs. Dès le 25 août 1981, l'État partenaire indispensable de la reconnaissance institutionnelle du musée, par la voie de la DRAC, s'insurge encore contre la réalisation de nouveaux locaux. L'association persévère à trouver la reconnaissance des pouvoirs publics⁵⁷².

⁵⁶⁹ / *L'Union*, 22 novembre 1979.

⁵⁷⁰ / Association La Bertauge. Avant-projet sommaire. 1981, p. 1.

⁵⁷¹ / Courrier du président de l'association La Bertauge au Préfet de la Marne, 2 mars 1981.

⁵⁷² / Courrier du directeur régional de la Culture en Champagne-Ardenne à l'association La Bertauge, 25 juin 1981.

L'association et son objet ne répondent pas aux nouvelles orientations politiques, issues des suffrages du 10 mai 1981. Pour ne pas céder au découragement, Jean-Marie Galichet dans sa présentation de l'exposition « Le grain, source d'énergie » reprend en mai 1985, la harangue fondatrice de la lettre d'invitation à la réunion constitutive de l'association, vieille de neuf ans. Il espère ainsi motiver à l'œuvre de l'association La Bertaugue et incite ses collègues agriculteurs à se regrouper pour transmettre aux générations futures les témoins de l'agriculture champenoise d'autrefois.

En 1985, Bernard Stasi*, président de la Région Champagne-Ardenne et de l'ORCCA*, apporte sa contribution à l'association La Bertaugue et à la revue *Folklore de Champagne*, dans le but de rapprocher la Champagne-Ardenne des campagnes, de celle des villes. La culture est décrite comme grain indissociable de la vie quotidienne des hommes⁵⁷³.

Le 15 février 1986, pour convaincre les pouvoirs publics réticents, l'énergique président Galichet précise à la DRAC, que grâce à l'ORCCA et la SAFAC, une édition de la revue *Folklore de Champagne* présente le thème principal de l'exposition permanente « le grain, source d'énergie ». En retour, trois mois après le début de la première cohabitation, avec François Léotard, nommé ministre de la Culture et de la communication, le 20 mars 1986, la DRAC Champagne-Ardenne, sollicite le 23 juin 1986, l'association afin de connaître le public visé, la nature du projet muséal et l'éventuelle coordination avec le centre de Brienne-la-Vieille (Aube). Ce musée est en cours de conception, près du lac de la forêt d'Orient. Il évoque également l'agriculture champenoise. Les partenaires du musée relaient largement l'information⁵⁷⁴.

Jean-Marie Galichet estime avoir réalisé une grande partie des objectifs de l'association. « Il ne s'agit pas de se bercer de nostalgie mais de réagir face à la destruction du patrimoine. »

Le président précise que ce matériel ancien revit et il espère prouver que la présentation des techniques agricoles anciennes et modernes justifie, en plein cœur de la Champagne-Ardenne, la construction d'un bâtiment muséal de premier plan⁵⁷⁵.

⁵⁷³ / Jack Riou, *in* : S.A.F.A.C., juin 1985, p. 6.

⁵⁷⁴ / AD 51. Courrier du directeur régional de la Culture en Champagne-Ardenne au président de l'association La Bertaugue. 23 juin 1986. ; Crédit agricole. Petit journal d'information du Crédit agricole de la Champagne. N°23, septembre 1986, p. 2.

⁵⁷⁵ / S.A.F.A.C., op. cit. p. 3.

Une région agricole sans musée d'agriculture

Le temps de la patrimonialisation est pluriel : celui des citoyens et celui des pouvoirs publics. L'association, support du musée agricole, ne dispose pas du soutien d'une municipalité importante.

Cette région, dont l'agriculture, avec ses outils, méthodes et productions évolue plus vite qu'aucune autre, s'est en partie coupée de ses racines culturelles et identitaires⁵⁷⁶. Le département de la Marne est marqué par la ruralité. Son économie est soutenue par la production du vin de champagne et la céréaliculture. Il n'existe toujours pas de musée dans le département qui expose l'agriculture. Le conseil général, qui représente tous les territoires, et en particulier les territoires ruraux du département, est la collectivité territoriale la mieux placée pour défendre et faire aboutir le projet muséal. Le soutien du Département est d'autant plus déterminant que les manifestations organisées par la structure sont importantes et diverses. Le musée représente une nouvelle image patrimoniale de la Marne.

« Marne, depuis toujours nous puisons en ton sol le produit nécessaire à notre vie, et ces liens que nous avons tissés au fil des siècles ont fait ton histoire... et constituent notre économie. [...] Marne, ta deuxième richesse - la production végétale, au rayonnement international, pourrait bientôt être mise en valeur dans un complexe muséologique de grande envergure. Qui d'autre que La Bertaube, et ses hommes fiers de leur terre, peuvent mieux servir l'intérêt et l'apport culturel et touristique de cette entreprise⁵⁷⁷ ? »

Albert Vecten*, membre de l'Union centriste, président du conseil général, cultivateur et sénateur, est le premier à favoriser le projet du musée agricole. Il souhaite un établissement muséal pérenne et ambitieux. Pierre-Yves Jardel, conseiller général de la Marne félicite l'association pour son dynamisme et précise que le nouveau musée doit être animé, vivant avec un projet culturel, tout en restant simple. L'équipe muséale doit s'adjoindre des partenaires capables de financer ce projet muséographique et culturel. Créer un musée nécessite une part d'investissement⁵⁷⁸.

Ce constat permet de porter l'argument de la création du musée. Pourtant, au conseil général, ce projet ne fait pas l'unanimité. L'investissement pour faire sortir de terre un bâtiment muséal est important, mais nécessaire, aux yeux du président du conseil général, élu central pour toutes décisions liées à la territorialité locale. Le débat s'inscrit dans les clivages politiques.

⁵⁷⁶ / Jean-Marie Galichet, *in* : S.A.F.A.C., op. cit. p. 5.

⁵⁷⁷ / Pierre-Yves Jardel, président du Comité départemental du tourisme. *In* : Comité départemental du tourisme : 1987.

⁵⁷⁸ / L'association La Bertaube. Assemblée générale. 1986.

Le projet de l'association La Bertaube n'est pas agréé par la DRAC. Le fossé entre la vision de la culture rurale tournée vers l'agriculture, voulue par des agriculteurs du cru et celle de l'administration semble insurmontable. Le **Musée agricole**, ouvert dix ans (un 1/5 de l'existence de l'association La Bertaube), sur le site de L'Épine ferme ses portes définitivement dès la saison 1986-1987 en vue d'une nouvelle implantation hypothétique. Le bâtiment est vendu l'année suivante. La collection est dispersée dans les hangars de réserve...

« Avec amertume, les machines ont regagné les nombreux dépôts fournis par les bénévoles. Comme on arrache un enfant à sa mère, ces belles machines ont été séparées de cette grande famille qu'était « le grain source d'énergie⁵⁷⁹. »

En 1987, le conseil d'administration de l'association est composé de dix agriculteurs, sur dix-huit membres. Il n'y a pas de femmes dans cette instance. L'association n'a évolué ni en nombre de membres, ni dans la composition de son équipe, majoritairement agricultrice. Le nombre d'adhérents connaît même une baisse de 10 % entre 1988 et 1986, passant de 176 à 154 cotisants, imputable à la fermeture du musée.

« Une sensibilisation accrue du monde rural serait nécessaire dans les communes⁵⁸⁰. »

I.A.2.b le Musée des Ruralies au bord de la route, le Compa sur les rails

Les Ruralies ouvrent en premier

Le **Conservatoire de l'agriculture et des pratiques agricoles** est établi à Niort et à Chartres. Le projet d'un établissement national avorte, car deux sites sont choisis au lieu d'un seul. Cette séparation va s'affirmer. Chaque site développe sa propre politique d'acquisition, sans tenir compte de l'autre.

L'antenne niortaise, **Musée des Ruralies**, est la première réalisation muséale des deux et s'établit sur l'aire autoroutière Poitou-Charentes de l'A10, « l'Aquitaine », aux Ruralies. Le musée est également accessible par la départementale D174 Niort-Limoges. Il jouxte un ensemble administratif intégrant différentes institutions, dont la Chambre départementale d'agriculture, dirigée par Pierre Pasquier, agriculteur du nord des Deux-Sèvres.

Ce projet d'ensemble est voulu et créé par Jean Millier, président des Autoroutes du sud de la France (ASF), spécialiste de l'architecture et ancien président du centre Georges Pompidou à Paris. Il est conçu...

« sous forme de mécénat, afin de laisser une trace positive du passage de l'autoroute dans la région⁵⁸¹. »

⁵⁷⁹ / La Bertaube. Assemblée générale. 1989.

⁵⁸⁰ / *Ibid.*

⁵⁸¹ / Michel Coutelle, 2014, p. 10.

Il fait référence à l'implantation réussie de l'**Archéodrome de Beaune** au bord de l'autoroute A 6, sur l'aire de Beaune-Tailly (Côte-d'Or) qui reçoit 120 000 visiteurs par an, depuis 1978. Le site muséal niortais dédié à la polyculture, la viticulture et l'élevage est soutenu par Jacques Fouchier, maire de Saint-Maixent-l'École (Deux-Sèvres) et secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture Pierre Méhaignerie ; par Pierre Guérin, concessionnaire John Deere à Mauzé (Deux-Sèvres), par les collectivités locales, le département des Deux-Sèvres et la Région Poitou-Charentes.

Le projet de Conservatoire de l'agriculture, en raison de son envergure nationale attire les financements⁵⁸². La reconnaissance patrimoniale est en marche. Dès 1982, l'État, représenté par le Préfet de la région Centre, finance l'antenne de Chartres, par le biais de crédits alloués par le ministère de l'Agriculture, au titre du Patrimoine en milieu rural, à hauteur de 500 000 francs⁵⁸³. Le FIC finance alors la réalisation d'une première tranche de travaux⁵⁸⁴. Lors de la réunion du 2 juin 1983, une subvention du FIC est également accordée à l'antenne niortaise⁵⁸⁵. C'est le premier musée des techniques agricoles aidé et contrôlé par l'État. Son budget s'élève à cinq millions de francs. Cette somme ne finance pas le volet muséographique.

En 1981, l'autoroute est mise en fonction, tandis que le restaurant et le magasin de produits régionaux, la « Vitrine », situés également à proximité du musée ouvrent leurs portes au public. Une « Maison des Ruralies », indépendante du musée, abrite une exposition sur l'histoire de la région. Elle est le siège de l'association poitevine « Union pour la culture populaire en Poitou-Charentes » (UPCP-Métive) qui valorise le patrimoine immatériel régional grâce à un travail de collecte d'archives et d'animation. Il est inauguré par le ministre de l'Agriculture en 1985. L'aire autoroutière se développe progressivement. Un second hôtel s'installe. Bien que le **Conservatoire national de l'agriculture et des pratiques agricoles** soit reconnu premier musée agricole national, le site niortais souffre d'un manque de visibilité dans les médias. Par ailleurs, son emplacement n'est pas repérable lors du passage sur l'autoroute, ce qui décourage les visiteurs potentiels. Enfin, la coordination avec son homologue chartrain est aléatoire. Dans ces conditions, le **Musée des Ruralies** renforce difficilement son audience.

⁵⁸² / Ministère de la Culture, Mission du développement culturel. Compte rendu de réunion au Fonds d'Intervention Culturel, 27 juillet 1982.

⁵⁸³ / Courrier du ministère de l'Agriculture au Préfet de la région Centre. 1^{er} mars 1982.

⁵⁸⁴ / Compte-rendu de la réunion concernant le financement FIC du Conservatoire du machinisme agricole à la Mission du développement culturel du Ministère de la Culture. 27 juillet 1982.

⁵⁸⁵ / Association de préfiguration du conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Compte-rendu de la réunion. 2 juin 1983.

L'antenne chartraine se met lentement en place.

Les collections appartiennent, dans leur grande majorité, à l'association du **Compa**. Des dépôts proposés par une dizaine de particuliers, ou issus d'institutions font exception. Plusieurs institutions : l'INA-Paris-Grignon (en 2015 AgroParisTech) ; le SEDIMA ; la Direction départementale de l'agriculture d'Eure-et-Loir (DDA) ; l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ; l'Amicale du tracteur Renault ; le **Musée des Beaux-arts** de Chartres ; l'Association du Château des forêts de Senonches et du Perche ; les trois Musées départementaux de Haute-Saône prêtent des machines à l'antenne de Chartres⁵⁸⁶. En 1983, plus de 200 machines intègrent la collection initiée en 1979. C'est un succès.

Pour l'heure, le **Conservatoire national de l'agriculture et des pratiques agricoles** concentre l'intérêt des pouvoirs publics. L'État, en la personne de Jack Lang, participe le 4 juin 1983 à Chartres à une réunion concernant la création de la structure. La Direction du Patrimoine souhaite définir une structure nationale, destinée à coordonner les différentes opérations dans le domaine de la recherche et de la conservation du machinisme et des pratiques agricoles, et en particulier celles prévues à Chartres et à Niort⁵⁸⁷. Pour ce faire, Denis Chevallier* est chargé de mission scientifique, sous tutelle de la Mission au Patrimoine ethnologique.

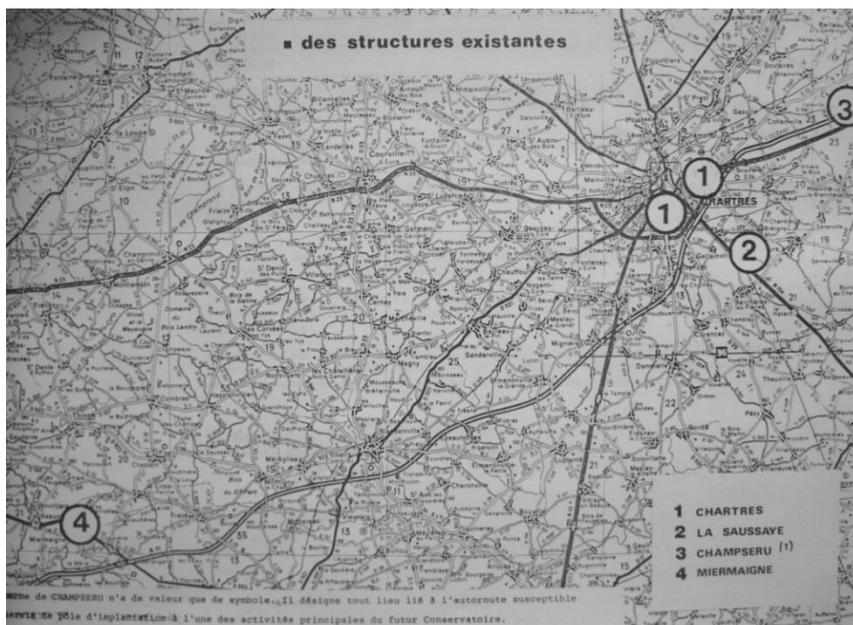
Le musée agricole fonde sa destinée sur de pertinents contacts professionnels et de solides et durables partenariats. L'équipe de conception souhaite intégrer et faire participer au projet l'ensemble du monde agricole⁵⁸⁸. Les responsables institutionnels agricoles et agro-industriels sont les plus représentés.

Le 5 avril 1983, l'association de préfiguration du **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles** est créée. En mai 1983, Antenne 2 réalise des reportages sur l'infrastructure de Vouillé-Aiffres sur l'autoroute A10, à cinq kilomètres de Niort où les **Ruralies** sont installées. Les deux antennes, le **Musée des Ruralies** et la future antenne de Chartres, coopèrent au sein du **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles**. L'association fait l'inventaire des collections de Niort, Chartres et du SEDIMA.

⁵⁸⁶ / Il s'agit des musées d'arts et traditions populaires fondés par Albert et Félicie Demard, propriété du conseil général de la Haute-Saône. *Les musées départementaux de Haute-Saône*. [en ligne]. [Consulté le 16/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://musees.cg70.fr/>

⁵⁸⁷ / Convocation à la Direction patrimoine ethnologie au ministère de la Culture, 11 janvier 1983.

⁵⁸⁸ / Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles, 1983, p. 4.



Source : Le Compa, 1981

Figure 56 : Le Compa, cinq sites de réserves, dont deux chartrains (carte)

Le musée chartrain ne dispose pas de locaux dédiés. Les collections sont entreposées dans différents sites. Le plus important est alors la ferme de la Saussaye (commune de Sours) en banlieue chartraine.

Devant le constat de la dispersion des infrastructures, le 19 décembre 1983, le conseil général d'Eure-et-Loir décide d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la construction des locaux muséaux. Le futur musée sans murs est pourtant très actif. Il contribue à l'exposition et la patrimonialisation de l'agriculture en réalisant des expositions itinérantes. La question des locaux, sept ans après la grande collecte nationale, est en voie d'être résolue.

I.B. Reconnaissance institutionnelle et nouveaux locaux

Les structures institutionnelles patrimoniales absorbent de manière différenciée la production ininterrompue de nouveaux patrimoines. Les objets patrimonialisés de l'agriculture s'inscrivent partiellement dans les missions de sauvegarde, d'exposition, d'éducation à l'œuvre dans les formes muséales. La reconnaissance de l'agriculture en tant que patrimoine culturel nécessite d'intégrer de nouveaux partenaires issus du monde agricole : exploitants, propriétaires de biens, élus du monde⁵⁸⁹.

La gauche arrive au pouvoir en 1981 et marque durablement la scène culturelle, avec le ministère de Jack Lang et l'accroissement du budget de la Culture qui doublé en 1982, puis

⁵⁸⁹ / Jean-Yves Andrieux, op. cit., p. 188.

progressivement mis à niveau afin de tendre vers 1 % du budget de l'État, passant de 2,6 milliards de francs en 1981 à 13,8 milliards en 1993.

Les réformes liées au territoire, adoptées depuis la loi du 7 janvier 1983 de décentralisation, renforcent réalité administrative et compétences culturelles des territoires. Cependant, elles bénéficient peu à **La Bertauge** et au **Compa**. Différents niveaux administratifs et politiques sont concernés par la création d'un musée d'agriculture, qu'il soit implanté en secteur rural ou urbain.

Au premier chef, l'État, par ses financements et ses procédures de classement détermine la patrimonialisation des biens. Les collectivités territoriales ancrent localement le projet de création de musée⁵⁹⁰. Le Sénat, qui assure la représentation des collectivités territoriales de la République est concerné par le projet d'aménagement rural. Ainsi, le sénateur Jacques Machet, promeut l'association La Bertauge⁵⁹¹.

Les Conseils généraux jouent aussi un rôle important en créant des conservations départementales. Ce choix, dépasse le simple octroi de subventions. Ce service départemental met en cohérence un réseau de musées et apporte à ces derniers une aide scientifique et technique et, au-delà, valorise le patrimoine local⁵⁹². Ni la Marne, ni l'Eure-et-Loir n'en disposent. Néanmoins, l'implication des élus locaux, particulièrement celle des Conseillers généraux est déterminante dans la création de nouvelles structures culturelles, comme les musées. Pionnières, ces assemblées dans les départements de tradition agricole et rurale participent aux musées d'agriculture.

Cela se traduit pour **La Bertauge** et le **Compa**, premier musée des techniques agricoles aidé et contrôlé par l'État, par l'octroi de locaux neufs.

I.B.1 Hangar agricole pour La Bertauge et rotonde pour le Compa

Tout bâtiment muséal revêt plusieurs fonctions : pratique, esthétique et symbolique. Le choix architectural intègre la conservation, l'exposition des objets, mais aussi les bâtiments et espaces environnants. Il n'existe plus alors vraiment de hiérarchie entre le contenu et le contenant. L'édifice du musée justifie l'intérêt du visiteur au même titre que les œuvres qui y sont exposées⁵⁹³.

⁵⁹⁰ / Jean-Yves Andrieux, op. cit., p. 37.

⁵⁹¹ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1987.

⁵⁹² / Christophe Vital, 2011, p. 11.

⁵⁹³ / Catherine Donzel, 1998, p. 25.

I.B.1.a La Bertaube, la raison d'être des animations

Fêtes agricoles à l'ancienne

Association La Bertaube met en place des animations très circonstanciées. Dans les années 1980-1990, l'équipe se déplace dans le Maine-et-Loire, sous la conduite du directeur de la maison rurale de Aube, natif de ce département pour découvrir les très populaires fêtes agricoles locales, en vue de les transposer dans la Marne⁵⁹⁴. Rapidement, l'association participe à plusieurs animations culturelles dans la région châlonnaise et l'Argonne marnaise.

Les fêtes agricoles présentent des battages à l'ancienne et s'installent dans le paysage culturel⁵⁹⁵. Grâce à sa capacité à animer ces fêtes, l'association pérennise son activité. Ces contributions répondent aux objectifs de l'association de présenter et partager la mémoire de l'agriculture. La vie associative se construit en grande partie dans le village de Aube, où habitent la plupart des agriculteurs, membres du bureau de l'association⁵⁹⁶. L'intégration à l'équipe d'animation d'un musée de l'agriculture se réalise souvent comme une seconde vie professionnelle.

En fait, le musée agricole porté par les agriculteurs est conçu pour des agriculteurs. L'association rassemble une vaste documentation sur les objets, techniques, coutumes agricoles, tant par des enquêtes orales (et ses membres, qui sont agriculteurs, sont mieux placés que quiconque pour le faire) que par ses recherches bibliographiques dans les ouvrages anciens et en particulier les livres et revues professionnelles du XIX^e siècle⁵⁹⁷.

Les visiteurs, principalement agriculteurs connaissent ou savent à quoi sert le matériel exposé. L'agriculteur de permanence dans le musée, commente les matériels uniquement pour les gens de la ville ! Les cultivateurs visiteurs sont sollicités pour donner les matériels dont l'association manque⁵⁹⁸.

Les fêtes des moissons commencent à se développer au niveau national. Elles constituent des animations structurantes, permettent de transmettre la vie du monde rural champenois et de faire connaître l'action de l'association⁵⁹⁹. Elles mobilisent toute l'équipe et de nombreux bénévoles. Elles se déroulent, dans la Marne, dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de la commune de L'Épine. Elles sont dépendantes, en amont, de la météorologie qui

⁵⁹⁴ / Entretien avec Françoise Galichet et Dominique Delacour, 2014.

⁵⁹⁵ / Gérard Collomb, 1984, p. 156.

⁵⁹⁶ / Entretien avec Dominique Delacour, 2012.

⁵⁹⁷ / Comité départemental du tourisme de la Marne, 1987, p. 9.

⁵⁹⁸ / *La Croix*, 26 septembre 1980.

⁵⁹⁹ / Comité départemental du tourisme de la Marne, 1987, p. 15.

influe sur la pousse des blés fauchés et mis en bottes à l'occasion, et le jour même sur le nombre d'entrées.

Ce concept de manifestation existe aussi dans la Beauce, qui dispose d'un passé céréalier ancestral. La céréaliculture de la Champagne crayeuse date des années 1950, c'est-à-dire une vingtaine d'années seulement avant la création de l'association.

Ces animations se déroulent irrégulièrement, en fonction des opportunités et des capacités de l'association.

Ainsi, le 13 septembre 1981, quatre ans après la création de l'association, 4 000 personnes assistent au transport et au battage des blés à la première fête des moissons à L'Épine, au son de l'accordéon des Jasées.

La deuxième fête des moissons se déroule l'année suivante, le 15 août 1982 à Baconnes (Marne), commune de 123 habitants⁶⁰⁰, située à 31 kilomètres au nord-ouest de L'Épine. Elle rassemble 10 000 personnes !

La troisième, se déroule le 21 août 1983, à Pomacle (Marne), commune située à 61 kilomètres au nord-ouest de L'Épine et distante de Reims de 15 kilomètres. Cette édition, qui mobilise 4 000 visiteurs intègre la finale départementale du concours de labours.

La quatrième fête se déploie le 25 août 1985, à Auve, village du président Galichet. À nouveau, plus de 10 000 visiteurs découvrent l'agriculture à l'ancienne.

La suivante du 6 février 1988, qui est la cinquième, se déroule à nouveau à Auve. C'est aussi celle des vieux métiers. L'association offre un repas élaboré par leurs soins aux nombreux participants bénévoles⁶⁰¹. Les thématiques saisonnières sont l'occasion de présenter la diversité des travaux agricoles.

Un modèle de fête des moissons quasi immuable se met en place durant cette décennie. Les curés des communes proches du musée assurent une continuité culturelle et religieuse et célèbrent les offices. La moitié des fêtes réalisées par l'association se déroule entre 1981 et 1988, c'est-à-dire sur sept années, pour une durée de vie du musée de 38 ans. La fréquence de la manifestation prouve la vitalité de l'association et de ses relais dans les années 1980, âge d'or de la patrimonialisation de l'agriculture. Des fêtes de moindre envergure sont organisées à l'intersaison, comme celle de la fenaison, le 31 mai 1984.

Lors de la première décennie de vie du musée, le succès de ces fêtes est considérable : 25 000 personnes découvrent les fêtes des moissons, et 20 000 visitent le musée, qui n'est

⁶⁰⁰ / Chiffres du recensement de 1975.

⁶⁰¹ / Wikipédia. « Potée champenoise. » [en ligne]. [Consulté le 22/09/2014]. Disponible à l'adresse : http://fr.wikipedia.org/wiki/Pot%C3%A9e_champenoise

pourtant ouvert que les dimanches et jours fériés, après-midi. L'engouement populaire engendre de telles réussites. La patrimonialisation de l'agriculture repose avant tout sur le plébiscite d'un public passionné de ruralité et de fêtes à l'ancienne.

Vernissages et commémorations

Les inaugurations et les vernissages, temps forts de la vie culturelle rurale, constituent des signaux de réussite de l'association qui œuvre sur les terres électorales des élus locaux. Les assemblées statutaires et les assemblées générales des musées représentent des moments de reconnaissance et d'implication des élus dans les projets muséaux. Jacques Machet, sénateur et Robert Chaboudé Conseiller général et maire de Courtisols, assistent à l'assemblée générale de l'association du 25 janvier 1985. Jacques Machet relaie les besoins du musée et prend une leçon d'humilité quand, simple visiteur il se déplace au **Musée agricole** de L'Épine. Il transmet sur le journal adressé tous les deux mois aux maires des 619 communes du département la matière même de sa visite et les informations que l'équipe lui fournit.

Le siège de l'association La Bertaugue est proche du village de Valmy (Marne), où se déroule le 20 septembre 1792, la bataille éponyme, qui permet le lendemain, la proclamation de la République. En 1989, les festivités du Bicentenaire de la Révolution française à Valmy, au pied du moulin reconstruit, en présence de François Mitterrand, président de la République et de Jean-Pierre Chevènement ministre de la Défense, représentent un événement particulièrement médiatisé qui ne déclenche pas de retombée directe pour le musée. Au pied de la butte, se déroule un parcours spectacle mis en scène par de grands architectes metteurs en scène. Les créateurs et scénaristes du spectacle, pourtant célèbres, comme Sarkis, Daniel Buren, Ange Leccia, Jean-Luc Vilmouth et Bartabas n'obtiennent qu'un succès d'estime malgré le coût de leurs installations avoisinant les 25 millions de francs⁶⁰². Cette manifestation n'a aucun pouvoir d'entraînement sur le processus de patrimonialisation local et sur l'activité de l'association. Ces mondes patrimoniaux ne se rencontrent pas à cette occasion.

Le processus de patrimonialisation de l'agriculture intègre alors reconstitutions et animations. Ces actions se mettent en place dès la création du musée, dans une Champagne crayeuse, où peu de traditions agricoles perdurent.

⁶⁰² / Gilles Déroche. 2014, p. 89.

I.B.1.b L'Association des Amis, public et expositions temporaires

Une association efficace

La réussite du système muséographique implique la présentation qualitative de la matière muséale, mais le succès se mesure à la fréquentation du public. Dans ce contexte, l'association d'Amis du musée dispose d'une influence importante, en particulier par le nombre de ses adhérents. Levier potentiel de développement du musée, elle joue un rôle dans les relations avec l'environnement social et économique du musée. Cette communauté enthousiaste participe aux solutions pour financer et faire connaître les initiatives de l'équipe muséale.

Comme dans les écomusées, adhérents, amateurs et bénévoles du **Compa** ne veulent plus que le patrimoine soit réservé aux seuls spécialistes⁶⁰³. Premiers prosélytes du futur musée, les adhérents de l'association des « Amis du musée de Chartres et des arts et traditions populaires », présidée Georges Lemoine présentent un dossier soutenu par Sylvie Douce de la Salle⁶⁰⁴.

Dès 1983, le projet muséographique du **Compa** fait une large place aux objets. La collectivité perçoit mieux son propre passé et s'interroge sur des valeurs qui ont tendance à se disloquer ou à être remises en cause. L'intérêt porté aux objets anciens relève, d'un goût pour la reconnaissance du passé, mais aussi d'une tentative de réappropriation de l'histoire et de recomposition d'une identité culturelle⁶⁰⁵.

Dans cette réflexion, hormis les passionnés et les collectionneurs, le public attendu d'anciens agriculteurs n'est pas susceptible de visiter à nouveau l'exposition permanente, après avoir vérifié qu'il connaît et reconnaît les objets présentés. Les ruraux non-agriculteurs, peuvent développer des réactions de défense devant des matériels perçus comme appartenant définitivement à la sphère laborieuse et qui ne sont pas encore patrimonialisés⁶⁰⁶. Aussi, est-il important d'élargir le public à l'ensemble de la société : scolaires, retraités et d'offrir une offre conséquente d'animations.

L'implantation chartraine du Conservatoire est accessible à un vaste public, dans lequel il convient de distinguer, les publics familiaux chartrains, de la région Centre, les visiteurs français, étrangers et les spécialistes. Les visiteurs attendus au **Compa** ne peuvent être que plus nombreux, dans la mesure où les richesses touristiques chartraines exercent une attraction qui

⁶⁰³ / Christian Dupavillon, 1992, p. 13.

⁶⁰⁴ / SODEREC. Août 1985, p. 2

⁶⁰⁵ / Conservatoire du Machinisme agricole et des pratiques agricoles. *Projet de recherche-action*. Chartres, mars 1983, p. 3.

⁶⁰⁶ / *Ibid.*, p. 2.

ne cesse de se renforcer⁶⁰⁷. En attendant de futurs locaux pour présenter l'exposition permanente, l'équipe promeut le projet.

En 1983 l'association de préfiguration du **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles** participe au 54^e SIMA. Elle organise des démonstrations de tracteurs, de machines anciennes, présente une exposition sur les « Comices agricoles d'antan » et leur rôle dans la diffusion des innovations. Un montage audiovisuel montre l'utilisation d'anciens matériels.

Expositions temporaires

Dès le début de l'aventure, le site chartrain organise des expositions, du 10 au 31 décembre 1983, celle itinérante « histoires de labour et de laboureurs » proposée dans une galerie d'art chartraine « le Grenier de Loëns », en 1984, « Moissons et battages».

La muséologie de la technologie correspond aux caractéristiques de la collection et aux attentes d'une partie de ses promoteurs. Les ethnologues du machinisme et de l'innovation technique, au centre de la réflexion sur la constitution du Conservatoire, s'appuient sur la pensée d'André Leroi-Gourhan qui estime que la réflexion sur l'outil est primordiale pour comprendre l'activité humaine. Le geste de l'homme qui fabrique est au centre du processus civilisationnel. L'étude de l'outil permet d'appréhender la société globale, son évolution agricole et industrielle⁶⁰⁸. L'équipe du **Conservatoire national de l'agriculture et des pratiques agricoles** s'étoffe ainsi d'ethnologues, comme l'ethnolinguiste Pierro Grasso⁶⁰⁹. Elle accueille également un jeune sociologue, disciple d'Henri Mendras⁶¹⁰.

Dès 1984, le **Compa** définit une politique d'acquisition de pièces, axée sur les manques constatés lors de la collecte initiale⁶¹¹. Celle-ci consiste à conserver l'objet réel, inscrit dans les pratiques agricoles et rurales, passées et présentes. Trois critères sont retenus pour sélectionner les nouveaux matériels : l'exemplarité, la représentativité et la rareté. En 1984 l'association acquiert 40 pièces qu'elle remet en état. Une bande dessinée sur l'agriculture est réalisée.

En 1986, le **Compa** lance d'autres actions hors les murs, comme l'exposition « Paysan, la Terre et leurs images⁶¹² » et « La Terre », pour le centenaire de la parution du roman d'Émile

⁶⁰⁷ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Projet de création du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Octobre 1983.

⁶⁰⁸ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Projet de recherche-action, mai 1983, p.6.

⁶⁰⁹ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Réunion de bureau. 11 octobre 1982, p. 01-04.

⁶¹⁰ / Courrier de candidature proposée par Sylvie Douce de la Salle au ministère de la Culture (FIC). 4 août 1982.

⁶¹¹ / Le **Compa**. Conseil d'administration. 5 mars 1984.

⁶¹² / Le **Compa**. Principales expositions temporaires.

Zola. Le principe des expositions temporaires délocalisées, permet de faire connaître la structure et de s'inscrire sur le territoire, avant l'ouverture de locaux muséaux dédiés.

Les professionnels des musées sont impliqués dans la présentation et l'exposition des territoires sur lesquels ils interviennent.

L'équipe produit ainsi les fondements scientifiques de la muséographie de la future structure et teste l'intérêt porté par le public à ses réalisations.

I.B.2 La reconnaissance et le financement

Dans les années 1980, la légitimation et le financement des nouvelles initiatives muséales par les pouvoirs publics s'effectuent principalement grâce à l'intervention du FIC et des fonds prévus par la loi de programme du 11 juillet 1978 sur les musées, promulguée pour la période 1978-1982. Le budget consacré au patrimoine augmente dès les années 1980. L'État finance l'enrichissement des collections des musées. De 1982 à 1990, les crédits consacrés aux acquisitions des musées nationaux et des musées régionaux dépassent les deux milliards de francs⁶¹³.

L'engouement des Français pour la muséalisation du travail, de son contexte social et humain, s'accompagne d'initiatives et de politiques nationales de clarification du paysage muséal et de création de musées spécialisés.

La plupart des musées qui exposent l'agriculture, comme **La Bertaue**, du fait de leur statut associatif et de leur faible intégration aux circuits de légitimation institutionnelle de la culture, en profitent peu.

I.B.2.a Un musée de matériels lourds, sans bâtiment, en Champagne

Agropole, un projet controversé

En 1987, dix ans après l'inauguration du premier musée, au moment où le site de l'Épine ferme, « en bon paysan », Jean-Marie Galichet déclare disposer d'un terrain pour y construire le futur musée. De son côté, l'association est prête à financer le projet à hauteur des 250 000 francs glanés au fil des fêtes des moissons où citadins et ruraux se rendent par milliers⁶¹⁴. Le dossier est remis au président du conseil général de la Marne, favorable à cette construction, d'autant qu'elle concerne un département agricole.

La rencontre du conseil d'administration de l'association La Bertaue, du comité départemental du tourisme et du conseil général permet d'établir un dossier complet. Dès le

⁶¹³ / Jack Lang, *in* : Christian Dupavillon, 1992, p. 8.

⁶¹⁴ / *L'Union*, 29 avril 1987.

2 mars 1987, les responsables et hommes politiques concernés sont réunis pour formuler le projet.

De mai à septembre 1987, sous l'égide de Pierre-Yves Jardel, après la réunion constitutive d'un groupe de réflexion de 14 professionnels de la culture, de l'agriculture, du tourisme, s'ouvrent d'intenses échanges sur l'avenir du musée. Le groupe comprend l'ethnologue Gilbert Roy, le DRAC, le directeur de l'ORCCA, le directeur du comité régional du tourisme en Champagne-Ardenne, le directeur régional à l'architecture et à l'environnement, la représentante du directeur départemental à l'agriculture et les membres du bureau. Les thèmes évoqués concernent la nécessité d'un musée agricole pour la Marne et la région, L'Épine et son site touristique, le public du Musée et le spectacle, la recherche d'une identité agricole, le programme muséographique original et le budget.

Le conseil général dans sa délibération du 13 novembre 1989, donne un accord de principe pour la construction du musée⁶¹⁵. Le coût du projet est estimé à 7 853 465 francs TTC (1 180 972 euros) pour un bâtiment central comprenant sur 2 160 m² le musée, des salles de documentation, des vitrines, ainsi qu'un hangar de stockage équipé d'ateliers aménagés pour l'entretien et la réparation des pièces de collection⁶¹⁶.

La Champagne crayeuse a la réputation de terre à blé, dans un environnement aux technologies de pointe. La profession agricole se trouve bien représentée dans la Marne avec une collection unique dans un contexte où les musées agricoles à thèmes sont peu nombreux. L'association La Bertauge a pour ambition de devenir référence nationale sur le grain⁶¹⁷. Consciente de ses limites, l'équipe propose un partenariat avec toute structure intéressée et solidaire, et l'ouverture au monde agricole, la plus large que possible. Le ministère de la Culture n'est pas inclus dans le projet.

Le 6 février 1988, forte des conseils du groupe de réflexion, l'assemblée générale décide l'acquisition d'un terrain de 2 hectares 78, situé à Courtisols. Ce bourg de 2 202 habitants en 1982, plus long village de France avec ses sept kilomètres, est bâti le long de la rivière Vesle, dont la source est située à Somme-Vesle, trois kilomètres en amont⁶¹⁸. Ce terrain est distant de 700 mètres du **Musée agricole** de L'Épine.

Le musée de L'Épine ferme en raison de l'exiguïté des locaux et de l'échéance du bail fixé au 21 août 1988. L'équipe constate que le musée doit non seulement changer de

⁶¹⁵ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1989.

⁶¹⁶ / Conseil général de la Marne. Délibération. 13 octobre 1989.

⁶¹⁷ / Souligné dans le texte ; Comité départemental du tourisme de la Marne, 1987, p. 34.

⁶¹⁸ / Référence de 1982.

dimensions, mais aussi de projet, d'autant que la collection s'accroît sans surfaces pour conserver les objets. Les réserves sont alors nombreuses, assez éloignées et difficiles à gérer du fait du volume des matériels conservés. L'équipe loue des locaux à des particuliers, qui se révèlent meilleur marché à la campagne. Les matériels sont dispersés dans les communes marnaises proches de Somme-Vesle, Auve, Moncetz-Longevas et Courtisols.

Le 8 janvier 1989, le conseil général de la Marne élabore un rapport de faisabilité donnant lieu à un projet d'architectes. L'assemblée départementale assure de son soutien et s'engage à cofinancer le projet muséal. Le terrain de Courtisols semble répondre au besoin. Le 22 février 1989, la DRAC Champagne-Ardenne adresse un courrier à l'association indiquant qu'elle ne soutiendra pas financièrement le musée. Le 1^{er} mars 1989, le préfet de la Marne, confirme le non-engagement de l'État, suite à l'avis négatif de la DRAC Champagne-Ardenne. Elle souligne que le ministère de la Culture ne s'engage pas financièrement auprès de l'association La Bertaugue. Effectivement, les lignes budgétaires relevant de la DMF sont subordonnées au respect de conditions administratives et techniques liées au statut des collections et aux modalités de fonctionnement du musée, que le projet de **La Bertaugue** ne présente pas ⁶¹⁹. Le projet bénéficie de l'enthousiasme de 1 200 donateurs. Le 19 décembre 1989, un accord est trouvé entre le département, la profession et l'association, afin que les organismes coopératifs professionnels participent au fonctionnement et à la gestion du musée⁶²⁰.

Agropole, un projet pharaonique

L'avis favorable sans inscription budgétaire adoptée à la majorité, compte tenu de l'importance du projet est assorti d'une demande de révision des budgets d'investissement et de fonctionnement.

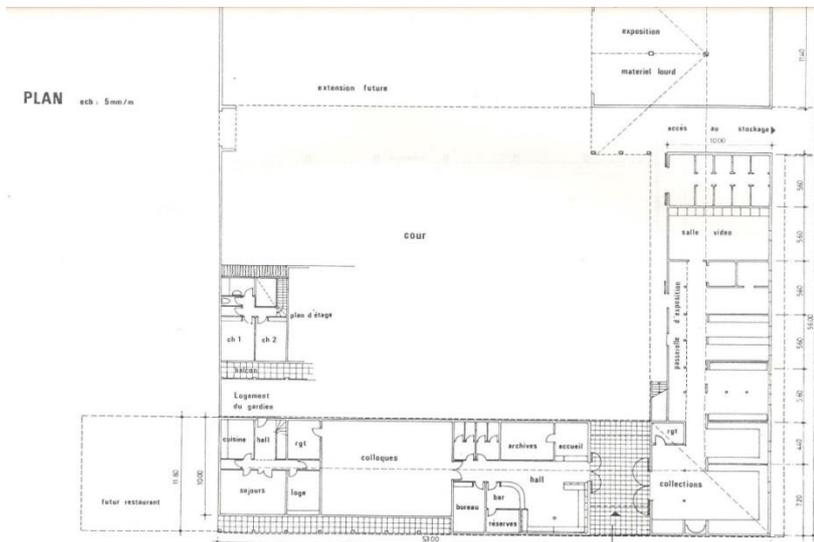
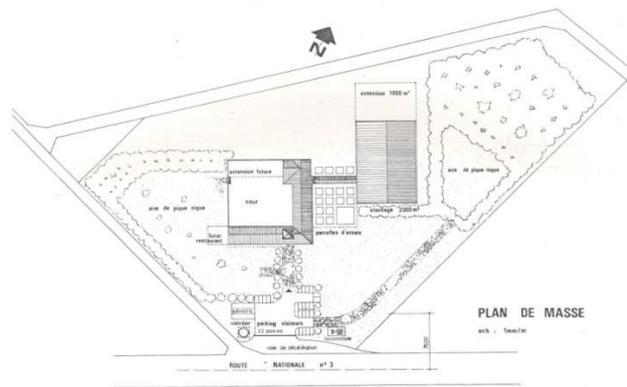
⁶¹⁹ / Courrier du directeur régional aux Affaires culturelles au préfet de Région pour la création d'un musée destiné à la mise en valeur et la conservation du patrimoine agricole, référence à la délibération du conseil général et arrêté du président et convention, 2 mars 1993.

⁶²⁰ / Association La Bertaugue. Assemblée générale. 1989.



Source : cabinet Gouzien

Figure 57 : « Agropole », un musée agricole de la Champagne d'antan



Source : cabinet Gouzien

Figure 58 : « Agropole » (plan)

Ce projet audacieux prévoit la construction d'un bâtiment central pour le musée et des salles de réunion et de documentation. Le département sera propriétaire du bâtiment ; l'association, locataire des lieux assurera le fonctionnement du musée et son entretien. La gestion du musée est assurée par la société d'exploitation récemment constituée en Société Anonyme « Agropole », dont le capital de 275 000 francs est réparti en actions de 100 francs entre les actionnaires suivants : filières agroalimentaires régionales, en particulier coopératives de céréales, négociants de grains, SEDIMA national et local, Crédit agricole, Chambre de commerce et d'industrie⁶²¹.

Pionniers, les Conseillers généraux des départements de tradition agricole cofinancent les musées d'agriculture. Si le conseil général de la Marne finance le projet muséal de l'association La Bertauge, aucune commune, même dans l'arrondissement rural de Marson, celui où l'équipe souhaite établir le nouveau bâtiment muséal ne s'implique financièrement. Ce projet de musée est pourtant identifié comme porte-parole de la cause agricole départementale et locale. L'agriculture marnaise est au centre du projet muséal :

« Nous voulons montrer l'évolution de la Champagne. La Marne est un pays de tradition agricole. Les matériels qui composent notre collection sont les témoins visibles de l'évolution de l'agriculture régionale et nous permettent de retrouver nos racines ethnologiques⁶²² ».

Les grandes cultures de la Champagne crayeuse sont reconnues patrimoine culturel, par les élus départementaux. En Beauce, l'agriculture va disposer d'un musée d'envergure.

I.B.2.b Compa, la concrétisation du projet

Un bâtiment industriel pour un musée d'agriculture

En Beauce, réaliser le projet de création du musée nécessite d'établir une muséographie et de trouver enfin des bâtiments. L'équipe du **Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles**, constituée de Jean-Marc Providence, Pierro Grasso et Bernadette Legrand réalise une recherche sur les « méthodes d'inventaire et d'analyse des sources de l'histoire du machinisme et des pratiques agricoles ». Celle-ci est financée par la Mission du patrimoine sous la responsabilité de Denis Chevallier et la direction de François Sigaut⁶²³. Le rapport d'activité de l'association impulse en mars 1984 une orientation au projet scientifique⁶²⁴.

⁶²¹ / *Le Betteravier français*, 22 mars 1990.

⁶²² / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1989.

⁶²³ / Conservatoire du machinisme agricole. Réunion. Mission du développement culturel du ministère de la Culture. 27 juillet 1982.

⁶²⁴ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Conseil d'administration. 5 mars 1984.

Le 21 février 1984, le préfet d'Eure-et-Loir alerte les services fiscaux du conseil général de la mise en vente prochaine par la SNCF de bâtiments industriels préexistants : l'ancienne rotonde* d'une surface de 3 000 m² servant à la réparation des locomotives à vapeur⁶²⁵.

Situé à Mainvilliers, datant de 1905, ce bâtiment constitue un témoin rare du patrimoine industriel chartrain. Cet édifice, hangar de treize alvéoles juxta la gare de Chartres qui est située sur la ligne Paris-Le Mans, électrifiée en 1937. Elle est en fonction jusqu'en 1961, puis désaffectée à partir de 1968. Son pont tournant est vendu à la ferraille en 1980. Promise à la démolition, cette rotonde est une des trois préservées en France, avec celle de Mohon (Ardennes) et de Chambéry (Savoie). Elle est semi-circulaire. Ses charpentes métalliques sont ouvertes, scandées par d'immenses baies vitrées. Des études techniques sont lancées pour investir ce site.



© Le Compa Chartres

Figure 59 : **Le Compa**, rénovation de la rotonde

Le conseil général d'Eure-et-Loir acquiert celle-ci en mars 1985 et se porte maître d'ouvrage de construction du musée.

En septembre 1985, le document définitif de constitution de la société d'économie mixte (SEM)*, support du **Compa** est remis aux financeurs potentiels⁶²⁶.

L'antenne chartraine attend cinq ans avant de voir le jour, tandis que celle de Niort est inaugurée et ouverte en avril 1985, sur un terrain de dix hectares. Le musée niortais est bâti en style néorural. Il est géré par Sylviane Cousin, directrice, en relation avec la Chambre régionale d'agriculture et Michel Coutelle, sous-directeur. Destiné à témoigner auprès des urbains de la « formidable évolution des campagnes », il dispose d'un centre de documentation. Enfin, il nourrit une réflexion sur les pratiques agricoles contemporaines et futures en vue de devenir

⁶²⁵ / Annexe Q, p. 507.

⁶²⁶ / Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Réunion de bureau. 14 juin 1985.

pôle d'animation. Pour sa part, l'association des Ruralies acquiert directement quelques objets, pour le site niortais.

La collecte initiale, réalisée par le SEDIMA et Antenne 2, bénéficie surtout au site chartrain en raison de la nature des matériels recueillis, principalement des machines agricoles liées au monde céréalier. L'antenne chartraine détient ainsi 84 charrues anciennes, dont 43 prêtées au titre de la convention avec l'école d'agriculture de Grignon du 1^{er} juillet 1985 et 41 stockées à l'école. Elle reçoit néanmoins du matériel de la France entière, grâce à l'écho que rencontre la création du **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles**. Afin de compléter la collection permanente, l'équipe chartraine réalise une collecte à l'échelle régionale. Les dons et la participation du monde agricole permettent de rassembler plus de 250 machines provenant de la France entière.

Le nouvel établissement fait figure de tête de réseau des musées d'agriculture. L'essor des CCSTI, suite à l'inauguration le 13 mars 1986 et l'ouverture de la Cité des Sciences et d'Industrie de la Villette à Paris, premier grand Centre de Culture Scientifique et technologique national inspire la muséologie du **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles**. La Cité des Sciences, qui n'est pas un musée et ne dispose pas de collection permanente, présente les problématiques culturelles et sociales dans un ensemble architectural et paysager inédit⁶²⁷. Le directeur du **Compa** depuis 1994, est également commissaire d'expositions à La Villette.

Le 27 mars 1986, une réunion concernant le **Conservatoire du Machinisme et des pratiques agricoles** se déroule à la préfecture d'Eure-et-Loir à Chartres. Emilia Vaillant de la DMF, confirme que le projet chartrain requiert toute l'attention du ministère de la Culture⁶²⁸. Cependant, pour que l'État soutienne le projet, celui-ci doit répondre au cahier des charges légal.

Au premier chef, le musée doit être dirigé par un conservateur. Cette clause est nécessaire pour que le musée soit contrôlé par le ministère de la Culture. Également, le musée, lieu de loisirs, doit s'adjoindre un espace de plein air et des surfaces de réserve. Un inventaire de la collection doit être réalisé, une clause d'inaliénabilité prévue tandis que la collection dans son ensemble doit être homogène. Le statut du musée doit être public⁶²⁹.

⁶²⁷ / Serge Chaumier, 2012.

⁶²⁸ / Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles. Réunion tenue à Chartres, sous la Présidence de monsieur le Préfet, commissaire de la République du département d'Eure-et-Loir. 27 mars 1986.

⁶²⁹ / *Ibid.*

Ces conditions s'appliquent à toutes structures muséales voulant être reconnues par l'État. Elles préfigurent la loi « musée de France » de 2002.

Nouveau statut pour un nouveau musée

En 1987, la Société d'Économie Mixte (SEM COMPA) du **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles** se constitue enfin et se substitue à l'association de gestion du futur Conservatoire. Le conseil général d'Eure-et-Loir devient l'un des principaux investisseurs (51 % des parts) avec 15 autres actionnaires, à côté des organismes bancaires et agricoles, les syndicats de constructeurs (SYGMA) et de distributeurs de machines agricoles (SEDIMA), des entreprises privées et une personne physique. Le président du conseil général, Martial Taugourdeau, en est le PDG. La constitution de cette structure souple, initiée au début du projet en 1977, nécessite dix ans pour voir le jour. En 1988, le Département d'Eure-et-Loir et la SEM **Compa** signent une convention afin que la SEM puisse exploiter la rotonde, à condition de la mettre en valeur à ses frais.

En 1989 le **Musée agricole et industriel Stella Matutina** ouvre dans les anciens locaux de l'usine sucrière de Piton Saint-Leu de la Réunion. Il s'agit de la première réalisation d'un bâtiment muséal du cabinet d'architectes Reichen et Robert⁶³⁰. Le chantier de réhabilitation de la rotonde chartraine commence en 1989 sous la direction de ce cabinet.

Le 17 juillet 1990, Jack Lang, ministre de la Culture, inaugure le **Compa**, en compagnie d'Henri Nallet ministre de l'Agriculture et de plus de 700 personnes. Situé à 800 mètres de la cathédrale de Chartres, le **Compa, Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles**, musée consacré aux machines agricoles, ouvre enfin ses portes au public.



© Le Compa, Chartres, 1990

Figure 60 : **Le Compa**, inauguration, 1990

⁶³⁰ / **Muséum Stella Matutina**. *Musée et jardins*. [en ligne]. [Consulté le 27/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.iledelareunion.net/stella-matutina>

Dès sa création, le **Compa** place la muséographie de l'agriculture sur le registre de la diffusion de la culture scientifique, à l'image de la CSI de la Villette tandis que le **Musée des arts et métiers**, modèle national des musées de sciences et de technologie, est en rénovation de 1992 à 2000. Le **Compa** enregistre un afflux de 21 000 visiteurs lors de sa première année d'existence.

Outre leurs caractères symboliques et emblématiques, les bâtiments muséaux doivent répondre aux contraintes liées à l'exposition des objets agricoles.

Le **Compa** ouvre les portes de ses nouveaux locaux en 1990 et **La Bertaugue** en 1998. L'activité et les orientations prises, lors de la dernière décennie du XX^e siècle, sont particulièrement déterminantes du destin exemplaire, pour la muséographie de l'agriculture, de ces deux structures.

I.C. 1990-2002 La Bertaugue dans l'attente, le Compa dans ses murs

Tous les secteurs du travail agricole disposent progressivement de matériels qui facilitent les tâches professionnelles. L'industrie du machinisme agricole se développe dès la Révolution industrielle et particulièrement au XX^e siècle, avec la généralisation du travail à la chaîne. Le marché du machinisme est marqué par des évolutions permanentes, avec des phases de concentration et d'internationalisation.

Concernant la France, seules les sociétés Renault et Braud, pour les tracteurs et les moissonneuses-batteuses continuent leur activité de production jusqu'à la fin des années 1990, tandis que le marché est dominé par les multinationales américaines⁶³¹.

Les expositions de machinisme agricole se construisent en référence à cette expansion séculaire et tiennent compte des débats muséographiques qui se développent pendant la dernière décennie du XX^e siècle, à propos des musées d'ethnologie et des écomusées. Dans les années 1990, les approches muséographiques sur les machines agricoles, sans renier les présentations technologiques, intègrent les dimensions de l'homme au travail et de l'homme en société.

Au niveau de l'État, de nouvelles relations interministérielles se mettent en place entre les ministères de la Culture et de l'Agriculture. Le 17 juillet 1990, la Convention culture/agriculture est signée par Jack Lang, et Henri Nallet. Elle stipule de privilégier des opérations de réutilisation culturelle et artistique du bâti et des édifices ruraux de qualité afin de restituer au public des objets et des œuvres du patrimoine rural, à travers une politique de

⁶³¹ / **Musée Agri-rétro**. Exposition de machines agricoles du début du siècle à nos jours *Les « Bleues » de Braud, un siècle d'histoire*. [en ligne]. [Consulté le 23/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://agriretro.unblog.fr/le-centenaire-des-bleues-de-braud/>

musées et d'écomusées. Elle préconise expositions et animations ainsi que le développement de la dimension culturelle du tourisme dans les zones rurales, en liaison avec les professionnels du tourisme et les collectivités locales. Il s'agit de favoriser l'existence des musées et écomusées et de permettre la découverte des ressources culturelles naturelles et artistiques locales⁶³². Par ailleurs, en 1993, Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et du Développement rural et Jean-Michel Baylet, ministre du Tourisme, mettent en place un plan pour le tourisme rural. Cette initiative comporte une annexe technique destinée à stimuler les initiatives des écomusées et fêtes de terroirs et les traces vivantes d'un patrimoine paysan⁶³³.

« Depuis les années 1990, l'État recentre son intervention en faveur des musées des collectivités locales sur quatre domaines : une responsabilité à l'égard des collections, une définition de la filière culturelle, une politique d'équipement, et une action réaffirmée en faveur des publics⁶³⁴. »

Ces nouvelles orientations ne se font pas sentir directement dans les musées agricoles. Dès son ouverture, le **Compa** oriente expositions et animations autour du concept de machinisme agricole. La même année, l'équipe du **Compa** repense et rénove sa muséographie. De fait, le patrimoine a explosé dans tous les sens.

« Il s'est échappé du notarial et de l'artistique pour envahir tous les domaines dont il était précisément exclu : le vécu traditionnel, le contemporain encore en usage et, même, la nature. [...] Révolution silencieuse et pourtant décisive. On est passé d'un patrimoine étatique et national à un patrimoine de type social et communautaire où se déchiffre une identité de groupe ; et, donc, d'un patrimoine hérité à un patrimoine revendiqué⁶³⁵. »

De musée des techniques, le projet s'élargit à celui de musée de société, dans le droit fil du concept élaboré quatre ans plus tôt par Émilie Vaillant. L'homme et le « vivre en société », constitue la dimension structurante des collections et de leur muséographie. Cette transformation résulte de la nécessité de rapprocher le musée de son public et de ses préoccupations. De nouvelles approches de l'agriculture et de nouvelles médiations sont proposées. Elles intègrent de manière directe plusieurs thèmes, comme l'artisanat, les arts, médias, sciences au profit d'une approche renouvelée du monde agricole. Il s'agit de présenter les enjeux actuels et futurs de l'agriculture auxquels le public est confronté⁶³⁶.

Plusieurs musées du machinisme agricole conçus entre 1970 et 1990, ouvrent dans les années 1990. Le **Musée de la Machine Agricole et de la Ruralité à Saint Loup** (Nièvre)

⁶³² / Annexe E, p. 490.

⁶³³ / Les Échos. *Le gouvernement veut doper le tourisme vert*. [en ligne]. [Consulté le 11/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.lesechos.fr/19/02/1993/LesEchos/16333-051-ECH_le-gouvernement-veut-doper-le-tourisme-vert.htm#oOpLz3GevWCtBC8i.99mettent

⁶³⁴ / Philippe Poirrier, 2004.

⁶³⁵ / Pierre Nora, *in* : Marie-Anne Sire, 1996, p. 1.

⁶³⁶ / François Mairesse, André Desvallées, 2007.

ouvre en 1993 et le **Musée de Neuvy-Grandchamp** (Saône-et-Loire), dont la construction du bâtiment est décidée en 1988, est également inauguré en 1993⁶³⁷. Ils procèdent tous deux d'une même dynamique municipale⁶³⁸.

En 1999, alors que le **Compa** vit sa seconde année de son nouveau projet muséal, l'association La Bertauge perd, coup sur coup, ses deux fondateurs et sa halle d'exposition. L'équipe endeuillée et affaiblie retarde l'ouverture du musée.

I.C.1 Nouveaux locaux, nouveaux musées

De nombreux musées, essentiellement d'art contemporain, ouvrent dans les années 1990⁶³⁹. Les bâtiments muséaux constituent des enjeux économiques, esthétiques et culturels de premier ordre. Plusieurs musées d'agriculture sont situés dans des bâtiments agricoles, principalement des fermes. Ils allient esthétisme et réalisme, comme la ferme des Planons à Saint-Cyr-sur-Menthon (Ain) réalisée en 1995⁶⁴⁰. Très peu de bâtiments agricoles caractéristiques ou typiques sont classés au titre des Monuments historiques. Dans la Marne avant 1992, seuls sont classés le Pigeonnier-porche de la ferme de la Colombière (IMH : 31 mars 1992) ; en Eure-et-Loir, la ferme de la Recette à Fresnay-L'Évêque (IMH : 19 octobre 1928), la ferme du Rouvray à Maillebois (IMH : 30 octobre 1963) la ferme d'Ollé (IMH : 25 octobre 1971), l'église Saint-Léger et la ferme attenante à Néron (IMH : 6 juin 1977).

Le musée qui bénéficie d'un bâtiment remarquable au titre du patrimoine monumental est d'autant plus apprécié par les visiteurs. Il accroît ainsi potentiellement son public. Ce n'est pas le cas de la vaste halle d'exposition avec charpente métallique de **La Bertauge**. Le bâtiment muséal est caractéristique des nombreux hangars visibles à la périphérie des villages agricoles avoisinants. Au **Compa**, les collections sont présentées dans un lieu attractif : l'ancienne rotonde entourée de vastes espaces extérieurs.

Pour les musées d'agriculture, à l'instar de **La Bertauge** et du **Compa**, la maîtrise du foncier environnant les bâtiments muséaux permet de disposer de larges surfaces extérieures

⁶³⁷ / Conseil général de la Nièvre. *Musée de la Machine Agricole et de la Ruralité à Saint Loup*. [en ligne]. [Consulté le 16/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.cg58.fr/la-nievre/curiosites-nivernaises/patrimoine-en-devenir/musee-de-la-machine-agricole-a-saint-loup.html>

⁶³⁸ / Le **Musée de Neuvy-Grandchamp**. *L'histoire du musée de Neuvy-Grandchamp*. [en ligne]. [Consulté le 16/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://musee-neuvy-grandchamp.fr/une-histoire>

⁶³⁹ / André Desvallées, François Mairesse, 2011, p. 207.

⁶⁴⁰ / ICOMOS. La ferme des Planons dans l'Ain. Études et restauration d'un patrimoine vernaculaire. [en ligne]. [Consulté le 28/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://openarchive.icomos.org/1167/1/II-1-Article5_Pallot.pdf

afin d'exposer les techniques de production, les modes culturels spécifiques ou disparus, ainsi que des animaux liés à l'agriculture.

I.C.1.a L'Agropole de Courtisols ne se réalise pas

Appui du conseil général

À l'orée des années 1990, l'association La Bertaube, forte de son enthousiasme, de sa reconnaissance locale et appuyée par le secteur agro-industriel développe l'ambitieux projet « Agropole ». Il s'agit d'établir sur quatre hectares, un musée qui présente les filières agroalimentaires régionales, les produits fermiers et un point de rencontre touristique qui informe sur la région mais pas seulement⁶⁴¹. À l'occasion d'une conférence de presse organisée par l'équipe et avec le concours du Crédit Agricole, Jean-Marie Galichet invite la presse champardennaise, afin de présenter et faire connaître le projet d'ouverture du musée agricole d'ampleur régionale. « Agropole » doit voir le jour au printemps 1992, à quelques centaines de mètres de la basilique de L'Épine. Grâce à la passion d'agriculteurs, de collectionneurs et de bénévoles, ce projet ambitieux reste l'initiative du monde agricole. Par ailleurs, afin de pérenniser l'intégrité de la collection pour une utilisation la plus judicieuse possible, toute modification de statut est envisageable⁶⁴².

La réussite de l'ambitieux projet ne va pas de soi. La construction d'un musée à la charge des collectivités territoriales inquiète élus et responsables, en raison du financement du fonctionnement. Par ailleurs, le coût des bâtiments envisagés est élevé, comme l'atteste Bernard Rocha, maire de Vienne-le-Château (Marne), surpris par l'importance de l'investissement. La délibération du conseil général du 17 mai 1990 inscrit un crédit de 100 000 francs (18 975 euros) pour la réalisation d'un concours d'architectes⁶⁴³.

Le projet de construction de **La Bertaube**, pourtant défendu par le président Albert Vecten, ne bénéficie pas d'une majorité suffisante pour être réalisé. L'opposition se montre résolue contre le projet et souhaite intégrer la réalisation du musée dans une réflexion touristique plus large ou privilégier d'autres secteurs touristiques.

Les sociétés savantes, grâce à leurs connaissances scientifiques pointues du terrain constituent des partenaires précieux, peu consultés à cette occasion, pourtant cruciale. Les scientifiques donnent un crédit incontestable aux projets de musées agricoles. Ces deux types de partenaires participent peu à la vie de l'association et ne disposent pas de pouvoirs technique

⁶⁴¹ / *Le Betteravier français*, 22 mars 1990.

⁶⁴² / Comité départemental du tourisme de la Marne, 1987, p. 7.

⁶⁴³ / Conseil général de la Marne. 17 mai 1990.

ou décisionnel suffisants. Pour que le projet soit viable et reconnu, il manque un conservateur, professionnel des musées. La profession de conservateur gagne en légitimité au tournant des années 1990⁶⁴⁴. Ces professionnels scientifiques sont d'autant plus indispensables que leurs missions très larges sont mieux reconnues et que l'État soutient le processus de professionnalisation de ces acteurs des musées⁶⁴⁵.

Ni reconnu, ni financé par l'État

Sur les différents plans techniques, les professionnels de musées sont également essentiels. Outre leurs connaissances scientifiques de la constitution et de la gestion des collections, ils connaissent et savent utiliser les leviers du financement des musées. Ces financements, dans bien des cas, ne peuvent se réaliser que si l'initiative de création d'un musée émane de l'État, de professionnels des musées ou de la communauté territoriale d'appartenance. Ainsi, un musée d'ampleur ne peut fonctionner, et encore moins voir le jour, s'il n'est pas l'œuvre de professionnels de musées capables de rédiger et d'argumenter le programme muséographique, de scientifiques capables de valider et garantir les orientations prises, la valeur des collections et des politiques capables de décrocher les décisions concernant le lieu d'implantation et les financements nécessaires. C'est sous le coup de cette équation, que tombe **La Bertauge**, musée sans professionnels des musées salariés.

La DMF ne veut pas apporter son soutien financier au projet de l'association, car elle ne respecte pas cette contrainte. L'institution est extrêmement réservée quant au succès de l'initiative. En effet, il n'est guère d'exemple de musée (surtout de musée à caractère ethnologique) ayant réussi à drainer un public suffisamment nombreux sans qu'un programme muséographique précis ait été établi par un conservateur professionnel, préalablement à tout projet de construction ou d'aménagement des locaux⁶⁴⁶.

Le choix et le financement des locaux déterminent la reconnaissance culturelle de l'agriculture en Champagne. La question des locaux mêle des aspects financiers, politiques, muséographiques et identitaires. Elle représente un enjeu pour l'existence et la visibilité du musée. L'association La Bertauge, pour obtenir des locaux, met ainsi 14 ans entre la date de fermeture du premier site à L'Épine, et l'ouverture du musée sur son emplacement actuel. L'agriculture ne trouve pas aisément la reconnaissance de son importance culturelle.

⁶⁴⁴ / Christophe Vital, 2011, p. 17.

⁶⁴⁵ / Association générale des conservateurs des collections publiques de France. Référentiel métier. [en ligne]. [Consulté le 02/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.agccpf.com/uploads/referentiel_metiers.jpg

⁶⁴⁶ / Courrier de la DRAC Champagne-Ardenne au président du conseil général de la Marne, 22 février 1989.

Le Musée rencontre de nouvelles difficultés pour ouvrir dans un bâtiment digne des ambitions de ses concepteurs. La délibération du conseil général du 17 janvier 1991, ne donne pas suite aux propositions des quatre architectes consultés, dont les projets s'inscrivent dans une fourchette allant de 32 millions à 35 millions de francs⁶⁴⁷. Charge aux partenaires du projet, de rencontrer les professionnels du tourisme et les associations concernées, pour établir un nouveau cahier des charges.

De plus, le président constate vingt ans après la fondation de l'association, le relatif désintérêt de la profession agricole pour le musée. Effectivement, une vaste consultation des agriculteurs marnais mobilise un envoi de 400 courriers. Seuls 20 % des sondés donnent leurs points de vue à cette occasion. Heureusement, l'association compte encore de nombreux appuis dans la profession agricole. Outre les adhérents, les bénévoles qui aident lors des animations, le Crédit agricole cofinance régulièrement les manifestations culturelles du musée. L'équipe est également appuyée par la presse professionnelle et syndicale, comme *la Marne agricole*, très lue par la profession.

Devant la crainte des élus départementaux qu'Agropole devienne rapidement un gouffre financier, ce vaste complexe ne voit pas le jour. Au début des années 1990, **La Bertauge** est en panne, tandis que le **Compa** ouvre.

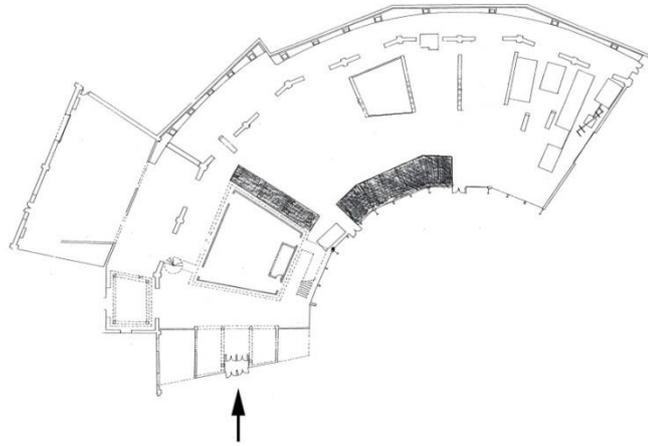
Le contraste est grand, entre une création locale, à visée locale, et une opération à visée départementale et nationale.

⁶⁴⁷ / Conseil général de la Marne. Extrait du Compte-rendu des délibérations, séance du 17 janvier 1991. Objet : construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

I.C.1.b Le Compa dans ses habits neufs

Une réhabilitation exemplaire

Les locaux du **Compa** dans la rotonde ferroviaire présentent une surface plus importante (3 000 m²) que celle du projet Agropole de l'association La Bertauge.



Source : Le Compa

Figure 61 : **Le Compa**, rotonde (plan de masse)

Dans les années 1990, le cabinet d'architectes Reichen et Robert, spécialisé dans la rénovation du patrimoine industriel des XIX et XX^e siècles s'illustre dans de nombreuses reconversions de bâtiments industriels, comme la Grande halle de La Villette, le Pavillon de l'Arsenal (Paris) ou encore l'usine de chocolat Menier à Noisiel (Seine-et-Marne). Il rénove ultérieurement plusieurs bâtiments muséaux, comme le **Musée de l'Art américain** à Giverny (Eure), ou encore le **Musée du Papier d'Angoulême** (Charente).

Le chantier de réhabilitation de la rotonde du **Compa** coûte quatre millions d'euros au conseil général d'Eure-et-Loir.

Le musée d'agriculture prend ses quartiers dans un bâtiment rénové, rencontre inédite des patrimoines industriel et agricole. Jean-Marc Providence, son directeur à partir de 1994, précise que le **Compa** est un musée des techniques, et que le choix d'un bâtiment qui évoque le patrimoine industriel est cohérent avec une collection de machinisme agricole⁶⁴⁸.

La charpente métallique est repeinte en bleue. La lumière naturelle des larges fenêtres permet de voir de l'extérieur les collections. La rotonde est complétée à l'arrière du bâtiment d'une galerie, à l'intérieur, côté entrée du musée d'un espace d'accueil et d'une structure qui

⁶⁴⁸ / Les Échos. *Chartres le deuxième souffle de la rotonde industrielle*. 16 août 2007. [en ligne]. [Consulté le 19/10/2014]. Disponible à l'adresse : www.lesechos.fr/16/08/2007/LesEchos/19983-023-ECH_chartres---le-deuxieme-souffle-de-la-rotonde-sncf.htm#sefc6e174QBMAhkF.99

permet des diffusions et des conférences. L'aménagement modulable s'organise autour de trois alvéoles d'exposition⁶⁴⁹. L'exposition permanente présente 60 machines.

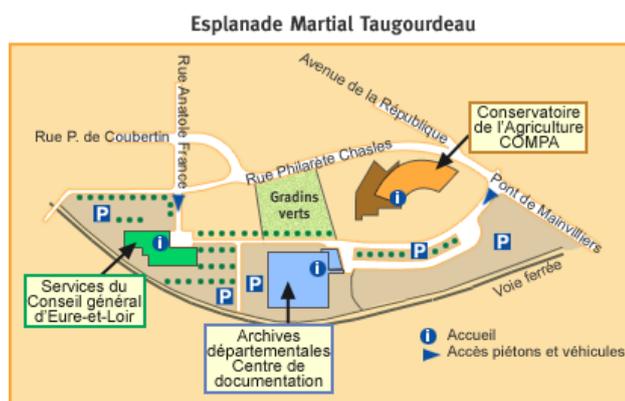


Cliché Richard Dupuis



Cliché Richard Dupuis

Figure 62 : **Le Compa**, vues côté entrée



Source : Compa

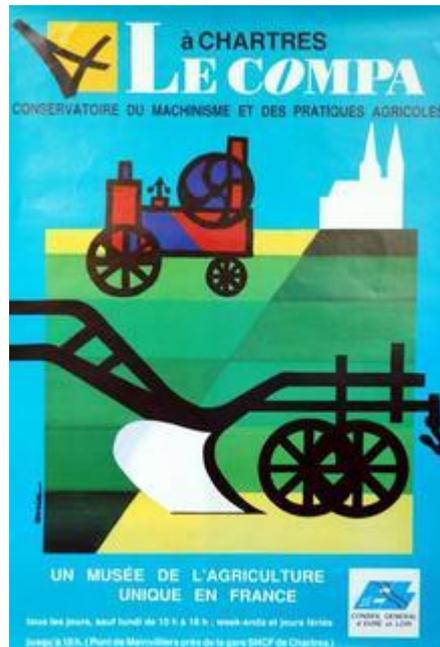
Figure 63 : **Le Compa**, plan d'accès

Un musée des techniques aux multiples possibilités

Sa rénovation nécessite un an et demi de travaux. Les pouvoirs publics accordent une attention accrue à l'environnement et à sa patrimonialisation. La création d'un hectare de jardins et de parkings extérieurs s'inscrit dans ce mouvement de conservation des paysages, jardins et territoires remarquables. Le musée bénéficie également de financements liés à l'opération « Banlieue 89 ». Cette mesure, adoptée en 1983, est destinée à réaménager les quartiers en difficulté. De 1991 à 1994, Jean-Pierre Pierre-Ivan, est directeur du **Compa** et directeur de

⁶⁴⁹ / Musées Région Centre. Conservatoire de l'agriculture. **Le Compa**. [en ligne]. [Consulté le 17/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.musees.regioncentre.fr/Les-musees.php?navID=&lang=FRA&preprod=0&idcat=C&idmusee=AABA&idarticle=AABAB>

cabinet du président du conseil général d'Eure-et-Loir, ce qui renforce le rôle du conseil général dans la structure.



© Auriac, collections Le Compa, Chartres

Figure 64 : **Le Compa**, un musée d'agriculture unique en France

Le paysage muséal en relation avec l'agriculture est en constante évolution. En 1995, l'**Écomusée du Grand-moulin** (Eure-et-Loir) ouvre, témoin de la patrimonialisation croissante des bâtiments de travail en lien avec l'agriculture. La même année, **Agropolis-Muséum** constitue sa collection par enquête et collecte, avec des méthodes proches du **MNATP**. La structure traite, de thématiques proches de celles du **Compa**, comme l'alimentation.

L'équipe du **Compa** rénove la muséographie de manière significative, dans la continuité de celle conceptualisée par Jacques Hainard, directeur du **Musée d'ethnographie de Neufchâtel** (Suisse). Cette muséographie confère à l'objet un sens nouveau, en relation avec les autres objets avec lequel il est exposé. Le **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles** change d'intitulé et se dénomme le **Conservatoire de l'agriculture**, musée de société. Il est désormais plus ouvert aux débats contemporains. Le changement d'appellation cristallise un nouveau projet muséal moins orienté sur les collections du machinisme et davantage centré sur l'homme en relation avec l'agriculture. Il conserve cependant le terme **Compa**, fruit de son histoire et bien identifié dans le paysage culturel chartrain.

Le fossé se creuse entre les **Ruralies**, orientés vers les technologies du machinisme agricole et le **Compa**, où domine dès lors une lecture sociologique des problématiques générées

par l'agriculture. Par ailleurs, le monde muséal, à l'image de la société de la culture entre dans le monde numérique, mis à disposition par internet depuis le début des années 1990.

De fait, de nouveaux moyens liés à la digitalisation de la société sont mis en œuvre pour étudier, protéger, conserver, animer et mettre en valeur le patrimoine muséal⁶⁵⁰. Le projet muséographique s'enrichit ainsi de propositions innovantes et d'activités inédites, comme en témoigne l'ouverture en 1999 d'un espace soutenu par le ministère de la Culture et de la Communication, le Cybercompa, Espace Culture Multimédia (ECM).

La disposition des bâtiments muséaux, modulables, permet l'ouverture aux technologies, consommatrices d'espace. Sur la mezzanine, au-dessus de l'auditorium près de l'accueil et du début de l'exposition permanente, 20 ordinateurs sont mis en service pour le secteur animation et ses usagers. Une programmation adaptée propose aux visiteurs initiations à Internet, créations artistiques et multimédia.



© Le Compa, Chartres, 1999

Figure 65 : Le Cybercompa, espace multimédia, 1999

Ce nouvel aménagement, fait partie de l'offre d'animation du musée⁶⁵¹. Au **Compa**, la patrimonialisation de l'agriculture intègre l'ère numérique.

I.C.2 Une évolution contrastée des collections

Indépendamment de la valeur et des spécificités des bâtiments muséaux, le processus de patrimonialisation de l'agriculture se développe par la pertinence et l'accroissement des collections de matériels agricoles. Celles-ci représentent la préoccupation majeure des équipes muséales. Au tournant du siècle, les objets du quotidien laborieux revêtent un intérêt

⁶⁵⁰ / Christian Dupavillon, 1992, p. 225.

⁶⁵¹ / Le Compa. 1999. *Internet entre au musée*. [en ligne]. [Consulté le 20/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/une-histoire/%28content_block%29/44198#44198_anchor

patrimonial, grâce aux diverses prises de conscience et ouvertures de musées ruraux et agricoles des années 1970-1990. L'intérêt de certaines pièces versées aux collections, est revisité à l'aune de la critique de la société de consommation, de l'entrée en patrimoine d'objets banals mais évocateurs et de la nouvelle vision apportée à des biens qui évoquent l'agriculture.

Les concepts de rareté, d'authenticité, d'usage prennent une consistance inédite concernant les objets du monde rural et agricole. Par ailleurs, la dimension ethnologique de l'objet lui procure un sens nouveau et une valeur accrue. François Sigaut fait ainsi remarquer son rôle civilisationnel essentiel. Que serions-nous sans nos objets ? Des singes un peu plus doués que les autres peut-être⁶⁵² ?

Cette patrimonialisation confère de nouvelles fonctions aux objets agricoles. D'utiles et laborieux, ceux-ci deviennent éducatifs, décoratifs, en même temps que les musées adjoignent à l'exposition permanente expositions temporaires, médiation et animation. Pour le grand public, les objets agricoles se parent d'une valeur esthétique. Ainsi, nombre de charrues sont « exposées » devant des maisons de particuliers.

Sous l'impulsion du **MNATP**, les collections ethnologiques des principaux musées régionaux s'accroissent. Cependant, il n'existe toujours pas en cette fin de XX^e siècle, de musée ou de collections publiques dédiés intégralement aux outils de la céréaliculture. Les musées existants ne sont pas à la hauteur de l'importance de la céréaliculture dans l'agriculture. Ce constat renforce la légitimité de créer des musées publics représentatifs.

Les revues ethnologiques comme *Folklore de Champagne* valorisent le passé rural, confortent l'affirmation de l'existence de cultures populaires, confèrent un statut culturel à des objets et des pratiques vernaculaires. Les vieux meubles paysans, les vieux outils font le bonheur des antiquaires depuis maintenant une trentaine d'années. Les ruraux, les agriculteurs et les amateurs après la prise de conscience des années 1970, investis dans des activités mémorielles, lassés de se laisser déposséder de leur histoire, structurent et amplifient les manifestations liées au machinisme agricole, symbole de l'histoire et du mouvement irréversible de modernisation de l'agriculture⁶⁵³.

⁶⁵² / François Sigaut, *in* : Marc Augé, 1992, p. 38.

⁶⁵³ / Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. *Projet de recherche-action*. Chartres. Mars 1983, p. 5.

Les collections privées prolifèrent, motivées par la passion ou la nostalgie d'anciens savoir-faire disparus. Les propriétaires prennent conscience de la valeur marchande d'outils, machines et objets agricoles. L'âge, ou la difficulté de les conserver, poussent nombre de collectionneurs à céder ou disperser leurs collections.

Ainsi en 2000, l'association Agrirétro, fondée dans l'Aisne, à Lesdins, disperse sa collection, faute de pouvoir construire le musée agricole espéré⁶⁵⁴. La constitution d'une collection représente dans bien des cas la première étape de l'élaboration d'un musée agricole, but affiché dès la collecte, pour les musées du **Compa** et de **La Bertaue**. Ces initiatives de collectes et de constitutions de collections motivent les donateurs, les vendeurs d'objets agricoles, soucieux de les céder à des institutions spécialisées et renommées.

La Bertaue et le **Compa** constituent, sur la période 1976-1990, des collections de machines agricoles. Ces ensembles de machines représentent l'essentiel de leurs collections et la partie la plus connue des publics.

I.C.2.a La Bertaue, objets et quête d'inventaire

L'objet agricole, trésor de la campagne

L'intérêt porté aux objets agricoles anciens relève d'une tentative de réappropriation et de recomposition de l'histoire culturelle agricole champenoise. Les objets et matériels exposés ne sont pas conservés « dans leur jus », mais remis en état et fonctionnels. Ce motif, alimenté par la passion de la mécanique des adhérents justifie les longues heures de sauvetage et de rénovation des matériels. Les machines sont exposées en fonction des tâches pour lesquelles elles sont destinées et qu'elles permettent d'identifier. Les agriculteurs champenois, adhérents de l'association, sont capables d'expliquer leur fonctionnement. Faire revivre ces pièces, en assurant visites et médiations, c'est revivre une histoire professionnelle recomposée⁶⁵⁵.

Les objets agricoles deviennent patrimoine en fonction de leur intérêt historique, scientifique, technique mais aussi de leur utilité sociale. Le recul manquant, il est difficile d'évaluer l'intérêt patrimonial des objets les plus contemporains. L'objet fait partie d'une lignée démontrant une évolution technologique, un moment de création unique d'une innovation, comme le développement d'un prototype. Il peut s'intégrer dans un ensemble d'instruments largement utilisés qui doivent être conservés, car spécifiques de la période⁶⁵⁶.

⁶⁵⁴ / *L'Union*, 10 mai 2000.

⁶⁵⁵ / Entretien avec l'équipe, 2014.

⁶⁵⁶ / Catherine Cuenca, *in*: Gérard Battesti, 2012, p. 260.

L'objet, « trésor » du musée, préservé des aliénations, prend une valeur patrimoniale plus importante lorsqu'il est catalogué dans l'inventaire du musée, ce qui n'est pas le cas à **La Bertauge**.

L'équipe de la Bertauge est confrontée à la réalisation de l'inventaire de sa collection. Ces préoccupations ne rencontrent alors, ni celles de l'Inventaire général du patrimoine, qui recense et décrit l'ensemble des constructions présentant un intérêt culturel ou artistique et l'ensemble des œuvres et objets d'art créés ou conservés en France depuis les origines, ni celle de musées ayant pour contraintes ordinaires, la tenue du registre des biens déposés.

Le 16 juin 1987, à l'occasion de la réunion « Pour un musée original » au comité départemental du tourisme de la Marne, l'abbé Mirault présente l'inventaire partiel, qui n'est pas aux normes des musées, réalisé en 1976. À cette réunion, sont présents les professionnels du tourisme, les membres du bureau et le conseil général de la Marne. La collection comprend alors 1 500 pièces.

Depuis, la commission d'acquisition du matériel continue d'être très active, et examine toutes les offres, mêmes modestes. Le musée acquiert certains matériels du fait de leurs usages ou de leurs images emblématiques, même s'ils constituent des sources de dépenses importantes, comme la locomobile Merlin⁶⁵⁷.



Cliché Richard Dupuis

Figure 66 : **La Bertauge**, locomobile Merlin

De nouvelles acquisitions entrent régulièrement au musée. Elles évoquent le travail de la terre : tracteurs Massey Ferguson, Farmall, chariot ancien, grue à fumier, semoirs à betteraves,

⁶⁵⁷ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1997.

moteur de marque Bonnet, semoir à pommes de terre, semoir pour expérimentation avec moteur auxiliaire et batteuse⁶⁵⁸.

En mai 1993, six ans après la fermeture du **Musée agricole** de L'Épine, les 2 000 objets du musée sont dispersés sur cinq sites privés, faute de bâtiment adapté⁶⁵⁹. L'ethnologue de la Mission à l'ethnologie et à la culture scientifique, technique et industrielle de Champagne-Ardenne constate qu'après avoir collecté et entreposé les matériels depuis 15 ans, l'équipe doit désormais documenter et organiser les machines stockées dans les divers hangars.

À Saint-Loup des bois dans la Nièvre, le **Musée de la machine agricole** ouvre sur une dynamique proche de celle de **La Bertaugé**⁶⁶⁰.

La même année encore, le comité départemental du tourisme de la Marne, la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF), la DRAC et l'ORCCA précisent les orientations souhaitables du musée et insistent sur la réalisation préalable d'un nouvel inventaire, exhaustif et normalisé de la collection. Ce travail est nécessaire pour localiser et documenter les objets afin que la collection prenne sens auprès des visiteurs. Outil essentiel, il permet de comprendre, localiser et organiser la collection, mais nécessite des compétences spécialisées. La Mission à l'Ethnologie émet une offre de services afin de faire réaliser cet inventaire et de mettre ainsi l'association La Bertaugé en situation de répondre aux critères d'éligibilité de financement par l'État de la nouvelle structure muséale.

L'impossible inventaire

L'association organise une réunion en juillet 1994 pour collaborer au mieux à cette offre de services. Le conseil général vote en août 1994, une attribution de 300 000 francs, pour financer la réalisation d'une étude de faisabilité indispensable pour connaître le contenu culturel de la collection et caractériser le public potentiel du musée.

En juillet 1995, Catherine Durepaire ethnologue, qui travaille en 1992-1993 à la réalisation d'un programme de recherche sur la fonte et les fonderies en Haute-Marne, pour le ministère de la Culture et de la Francophonie, sous l'égide de la Mission du patrimoine Ethnologique et de la DRAC Champagne-Ardenne, intervient dans ce cadre, auprès de l'association La Bertaugé. L'inventaire, réalisé en 1976 par l'abbé Mirault, n'est ni repris ni documenté à cette occasion.

⁶⁵⁸ / *Ibid.*

⁶⁵⁹ / Comité départemental du tourisme de la Marne. 1994.

⁶⁶⁰ / **Musée de la machine agricole et de la ruralité de Saint-Loup**. [en ligne]. [Consulté le 07/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.mairie-saint-loup-des-bois.fr/musee-de-la-machine-agricole>

Assistée des bénévoles de l'association, avec l'aide de l'ORCCA et les finances du conseil général, Catherine Durepaire se déplace sur les sites de réserve du musée et recense 400 matériels sur l'ensemble de la collection. Elle constitue un riche catalogue documentaire en consultant, entre autres, le **Musée des Ruralies** à Niort. Elle collecte également, un corpus d'enquêtes orales, inexploité à ce jour, sur les pratiques agricoles de la Champagne crayeuse, des années 1930 à 1995, en vue de documenter les matériels de la collection. Ce travail exige neuf mois, à mi-temps, entre le 15 février 1995 et le 15 novembre 1995. L'ethnologue réalise un premier repérage qui consiste à visiter les sites où sont entreposés les objets et à réaliser un pré-inventaire. Il ne suffit cependant pas de localiser et de consigner chaque matériel sur une fiche, il faut également retrouver les sources écrites, orales ou iconographiques afférentes.

Ces informations sont restituées dans l'étude « Valorisation d'un patrimoine rural, La Bertaige⁶⁶¹. » L'ethnologue remet également un inventaire détaillé de la collection. L'étude comprend quatre parties : *le terrain*, où sont présentés les lieux de stockage du matériel ; *le travail d'inventaire* avec la méthodologie, le classement des objets et machines, par types et thèmes, enfin des fiches inventaires. Les collections de matériels agricoles sont ainsi classées thématiquement en fonction des activités agricoles qui comprennent : le travail du sol, les pseudo-labours, les semailles, la fertilisation, la récolte, la moisson, les foins et fourrages, les plantes sarclées, le battage, l'entraînement de machines, le transport, l'entretien des cultures, la préparation de la nourriture des animaux, la laiterie, la meunerie. L'étude présente également les *sources* ainsi que des *travaux de recherches documentaires complémentaires* assortis d'une programmation pour l'année 1996. Elle préconise :

« des pistes de réalisations préalables permettant d'affiner une préprogrammation muséographique⁶⁶² ».

Le travail ne semble pas assez complet aux membres de l'équipe. Les financeurs ne mettent pas en place d'aide à la finalisation de l'inventaire. De plus, sans accompagnement d'un professionnel des musées, il est difficile de réaliser une muséographie pertinente.

L'équipe ne reçoit aucune formation, ni accompagnement technique malgré l'aide de l'ORCCA et la présence ponctuelle du conservateur du musée de Châlons-sur-Marne dans les activités de l'association. Les bénévoles et adhérents du musée accroissent leurs compétences liées à la conservation et à la mise en valeur des objets de manière informelle, grâce à des lectures d'articles de presse, le recueil de témoignages et d'échanges entre collègues. Le savoir-

⁶⁶¹ / Catherine Durepaire, 1995, p. 53.

⁶⁶² / *Ibid.*, p. 53.

faire professionnel d'hommes à tout faire de la terre est le plus utile, en particulier pour ce qui concerne les réparations et les restaurations mécaniques.

L'étude des objets ainsi que la constitution d'une documentation sont bien inscrites dans les statuts de l'association⁶⁶³. Cependant, cette tâche préliminaire à toute exposition pose problème, du fait du manque de disponibilité et de compétences professionnelles documentaires des adhérents et de l'insuffisance des sources répertoriées et accessibles.

Dans le cas de musée associatif, la patrimonialisation du monde agricole est le fait d'amateurs qui investissent leurs compétences liées au matériel professionnel qu'ils connaissent bien. Des biens matériels ou immatériels, se trouvent patrimonialisés grâce à l'institutionnalisation culturelle de nouveaux domaines patrimoniaux⁶⁶⁴. Ces biens sont réévalués du fait de leur nature, identité, position économique ou de leurs situations sur le territoire dont les musées se font l'écho, voire le symbole, comme **La Bertauge** et l'agriculture champenoise. Bien que produits en séries industrielles, les objets agricoles triviaux, anciens et inconnus des visiteurs gagnent leur place au musée.

Pourtant la collection n'a de sens que si un projet scientifique structure les choix. Dans les années 1980, époque des grands chantiers de rénovation des musées classés et contrôlés, le ministère de la Culture et de la Communication prévoit la méthode pour que les musées expriment leurs projets et les planifient. Aussi s'agit-il, non seulement de faire et maintenir l'inventaire, mais également de documenter les objets, de connaître leurs propriétaires et de définir la meilleure manière de les valoriser et de les présenter au public. Il faut donc organiser la collection avant d'ouvrir le musée.

De nombreuses machines ne sont pas en état. La collection comporte des lacunes, des objets manquent. Le choix des matériels présentés dans le musée n'est pas déterminé par un programme scientifique. Il faut définir rigoureusement la période que présente l'exposition permanente. Les choix didactiques ne sont pas arrêtés. Faut-il aligner les machines avec un unique cartel pour chacune d'entre elles, ou les faire découvrir en relation avec une documentation fournie ? Faut-il simplement évoquer les sols de la Champagne crayeuse ou les faire découvrir au moyen de la documentation⁶⁶⁵ ?

La Bertauge conserve deux types de matériels, celui exposé et celui qui sert aux animations et aux fêtes des moissons⁶⁶⁶. Dans certains cas, il s'agit du même, pourvu qu'il soit

⁶⁶³ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1995.

⁶⁶⁴ / Henri-Pierre Jeudy, 1990.

⁶⁶⁵ / *L'Union*, 26 novembre 1995.

⁶⁶⁶ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1997.

en état de fonctionner. La collection s'enrichit principalement grâce à des dons. Par exemple, en 2 000, un particulier du village viticole de Mesnil-sur-Oger (Marne) donne un tripot de la célèbre marque Baudry. Le musée se procure une batteuse Vierzon TOM à pneus. Divers objets entrent dans la collection : tracteur Lanz, chariot et faucheuse à cheval. Ces dons qui paraissent hétéroclites sont acceptés dans la mesure où ils viennent combler un manque manifeste. Le musée reçoit un nombre croissant d'objets vernaculaires.

Le public plébiscite le musée comme instance de patrimonialisation de l'agriculture. Donner un objet au musée est l'occasion de légitimer une activité professionnelle, la sienne ou celle d'un ancêtre et de conforter une identité professionnelle et sociale.

I.C.2.b Le Compa, machines et objets

Dons et dépôts pertinents

⁶⁶⁷. La collection permanente de machinisme agricole constitue l'épine dorsale de la muséographie. Les industriels de l'agriculture, initiateurs du **Compa**, adhèrent à l'association du **Compa**. Ils siègent également dans les instances du musée, comme Jean Lecoq, industriel influent du machinisme agricole et participent aux animations. Aussi, la collection de machinisme agricole a-t-elle tout son sens, auprès des adhérents, mais aussi du public, maintenant habitué à ces présentations.

Le **Compa** bénéficie de deux importantes campagnes de dons, en 1986 et en 1998. Par ailleurs, il reçoit régulièrement de très nombreuses propositions de dons ou de ventes de matériels agricoles. Des achats ciblés permettent d'accroître les collections. Depuis 1983, le musée se procure 51 objets⁶⁶⁸. Les acquisitions répondent à la logique du marché.

En 1990, le **Compa** compte 520 objets, composés de 250 machines et 170 œuvres graphiques et 100 autres objets⁶⁶⁹. En 1991, Mireille Bonnebas, intègre l'équipe. Elle est nommée, directrice adjointe, conservatrice responsable des collections et de l'animation. Jean-Pierre Pierre-Ivan, conserve la direction de l'établissement. Le mode de gestion de l'établissement, fondé sur une direction bicéphale : conservation d'un côté, administration finances de l'autre, est novateur pour l'époque, dans les musées⁶⁷⁰.

⁶⁶⁷ / Fiche descriptive de matériel agricole : herse en bois, prix 800 euros.

⁶⁶⁸ / Liste des donations de matériels depuis 1983. S.d, 4 p.

⁶⁶⁹ / Conseil général de l'Eure-et-Loir. Le **Compa**. *Venez fêter les 20 ans du Compa !* Dossier de presse. 2010, p. 7.

⁶⁷⁰ / Précisions d'Élodie Massouline. Janvier 2015.

Le **Compa**, dont la vocation de centre de ressources pour la muséographie de l'agriculture nationale tend à être reconnue, signe trois conventions de dépôt de charrues échelonnées sur 15 ans avec l'INA-Paris Grignon.



Clichés Richard Dupuis

Figure 67 : **Le Compa**, charrue Didelot, collection INA-Grignon, dépôt

L'ensemble des charrues déposées s'élève ainsi à 44 unités et comprend une variété de charrues françaises et étrangères, adaptées à des contraintes diverses : pente, nature du sol et cultures⁶⁷¹. L'INA-Paris Grignon dépose également des maquettes d'outils, de machines agricoles et de supports pédagogiques inventoriés par Mariel Jean-Brunhes Delamare.

En 1995, le premier prêt de charrues de l'école Paris Grignon, se transforme dix ans plus tard en dépôt (la convention de prêt de 1985 fait office de convention de dépôt en 1995). Un second dépôt est effectué en 1995. L'école d'agronomie de Paris-Grignon dépose en tout 84 charrues en deux versements. Les liens avec la prestigieuse école permettent de compléter la convention existante à l'ensemble des charrues se trouvant à Grignon. Elles sont ainsi déposées au **Compa** dans de bonnes conditions de conservation.

Pour une collection technologique

Jusqu'en 1995, le programme muséographique du **Compa**, élaboré par l'équipe du musée, s'inscrit dans l'intérêt porté par les Français aux machines agricoles⁶⁷². Présenter une machine dans l'exposition permanente, prend sens, en relation avec les autres machines exposées⁶⁷³. L'histoire et la chronologie guident la muséographie. Cette approche, est permanente. La nouvelle orientation du musée complète l'ancienne, orientée vers une approche technologique de l'exposition permanente.

⁶⁷¹ / Conventions **Compa**/INA Paris-Grignon de dépôts de charrues. 1985, 1995 et avenant de 2000.

⁶⁷² / Le **Compa**. Conseil d'administration. 9 novembre 1984.

⁶⁷³ / Entretien avec Jean-Marc Providence. 2013.

En 1995, le **Compa** élargit ses thèmes d'exposition à l'écologie, l'alimentation et l'environnement. Cette approche est novatrice, car pluridisciplinaire. Le nom du musée évolue en **Conservatoire de l'agriculture**, au lieu de **Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles**, musée pluriel de société, des sciences et techniques, ouvert aux débats contemporains.

La maquette est un des objets qui attire l'attention du public et sensibilise à l'agriculture. Une bonne partie des amateurs de modèles réduits agricoles sont d'ailleurs issus de l'agriculture. Depuis 1996, le **Compa** organise chaque année, dans ses locaux, avec l'association « Agri Coll Association » le Salon européen de la Miniature qui rassemble les passionnés de miniatures agricoles, et de nombreux exposants venus de toute l'Europe.

Le processus de patrimonialisation de l'agriculture se construit au **Compa** et dans les musées du machinisme agricole en marge de celui du patrimoine industriel. La frontière entre patrimoine industriel et agricole est ténue, dès lors que les outils et les techniques d'exploitation agricole se standardisent et s'industrialisent. Mis en exergue par le retour aux valeurs rurales des années 1960, le patrimoine agricole connaît une patrimonialisation renouvelée et distincte du patrimoine industriel. Il intègre de nouveaux objets et un projet muséal en prise avec les questions agricoles contemporaines.

En 2000, le **Compa** fête ses 20 ans et pour la première fois, il enregistre plus de 50 000 visiteurs dans l'année.

I.D. À l'ombre du patrimoine industriel, le patrimoine agricole au musée

Le patrimoine agricole dispose de biens qui relèvent également du patrimoine industriel. Il en est ainsi des bâtiments et matériels de la production, de la transformation et du stockage des produits de la terre qui représentent des objets d'ailleurs peu étudiés, du point de vue des sciences sociales et de l'histoire en particulier. Ils constituent cependant une part visible, non négligeable, du patrimoine agricole.

Par ailleurs le machinisme agricole, celui en partie exposé à **La Bertaugue** et au **Compa**, relève également sur de nombreux aspects du patrimoine industriel. Le machinisme agricole et les biens fabriqués par l'agro-industrie servent à la pratique professionnelle agricole. Ils sont fabriqués en fonction des besoins de l'agriculture, dans des locaux, selon des méthodes, avec des outils industriels.

Denis Woronoff, historien du patrimoine industriel, estime que l'association du patrimoine rural au patrimoine industriel constitue une dérive⁶⁷⁴. Cependant, entre l'étude du patrimoine agricole et du patrimoine industriel outre les objets, certaines visées sont communes, comme celles de décrire et analyser le travail, ses conditions, ses productions et ses moyens.

Le patrimoine industriel, constitue un des objets d'étude de l'histoire des techniques, qui prend en compte le paradigme de l'industrie, dans toute son extension culturelle et associe l'étude du bâti, du milieu géographique et humain, des processus techniques de production, des conditions de travail, des savoir-faire, des rapports sociaux, des modes de vie et des expressions culturelles⁶⁷⁵.

L'intérêt pour le patrimoine industriel se construit principalement autour du sauvetage de bâtiments industriels laissés en friche ou en voie de destruction. Dans les années 1950, ce courant patrimonial voit le jour dans le monde anglo-saxon, lorsqu'un nouvel âge technique, fait de reconversion industrielle, se profile.

Dans les années 1970, le patrimoine industriel enregistre une reconnaissance institutionnelle en lien avec la disparition de l'industrie nationale, victime de la crise liée au choc pétrolier et l'arrêt brutal de nombreux sites. L'activité industrielle bénéficie, maigre consolation, de la reconversion d'une infime partie de ses professionnels dans des activités liées à l'histoire du travail. L'usine devenant musée, déplace le principe de conservation de la collection, objet traditionnel du musée, vers le bâtiment lui-même, considéré à la fois comme contenant et contenu⁶⁷⁶. Le bastion de la révolution industrielle et des Trente Glorieuses, localisé dans la France septentrionale, est frappé de plein fouet par la désindustrialisation des années 1975.

Dans les années 1980, la réhabilitation du pont d'Ironbridge et de l'ouverture du musée de plein air *in situ* à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Birmingham au Royaume-Uni le met sur le devant de la scène⁶⁷⁷. Le patrimoine industriel, nouveau domaine disciplinaire, est reconnu par les institutions dans les années 1980. Il utilise les résultats de l'archéologie industrielle dont les méthodes permettent d'établir descriptions, inventaires et reconstitutions, *in situ* ou sur des sites adaptés à la muséalisation. Les architectes, attentifs aux qualités esthétiques des usines anciennes s'attachent à les réhabiliter sous la commande d'élus motivés.

⁶⁷⁴ / Denis Woronoff, 1994, p. 456, cité par Jean-Yves Andrieux, 1992, p. 21.

⁶⁷⁵ / Gracia Dorel-Ferré, 2005, p. 4.

⁶⁷⁶ / Bernard Reichen, 1994, p. 11.

⁶⁷⁷ / The Ironbridge Gorge Museum Trust. *Ironbridge, birthplace of industry*. [en ligne]. [Consulté le 28/09/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.ironbridge.org.uk/>

En 1981, l'État décide la mise en place d'une structure spécifique au sein de la Sous direction chargée de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France : la « Cellule du patrimoine industriel » finalement créée en 1983⁶⁷⁸. Cette Cellule repère et étudie les lieux de production industrielle, dignes d'intérêt patrimonial au niveau national. De nouvelles structures muséales accompagnent cette rétraction industrielle.

L'**Écomusée du Creusot-Montceau** représente particulièrement bien ce mouvement de patrimonialisation de l'industrie. Pensé et conçu par Georges Henri Rivière et Hugues De Varine, légitimé par la parution de ses statuts au journal officiel le 15 avril 1974, il évoque le passé industriel de la ville dans les usines Schneider. L'écomusée est une des toutes premières structures muséales à exposer ce patrimoine⁶⁷⁹.



Cliché Richard Dupuis

Figure 68 : **Écomusée du Creusot-Montceau**, Le Creusot

L'écomusée présente des similitudes avec la dynamique de patrimonialisation à l'œuvre au **Compa** en impliquant les professionnels, et dans une certaine mesure à **La Bertaugue**, où les habitants sont moteurs.

La Bertaugue et le **Compa**, dès l'origine, musées consacrés au machinisme agricole, relèvent partiellement du patrimoine industriel, par leurs collections, mais aussi par leurs bâtiments. Les bâtiments du patrimoine afro industriel font l'objet d'études circonstanciées.

Le **Compa** en même temps qu'il réoriente son projet, lance une activité de production et de communication scientifique à travers des colloques annuels. Il lie ainsi la réflexion muséologique avec l'activité de diffusion scientifique. En 1995, le premier colloque, « les silos

⁶⁷⁸ / Ministère de la Culture, 1992, p. 90.

⁶⁷⁹ / L'**écomusée de la Communauté le Creusot-Montceau**. [en ligne]. [Consulté le 23/09/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.ecomusee-creusot-montceau.fr/>

à grains, éléments paysagers patrimoniaux grandioses, incontournables de l'économie agricole beauceronne », sous la présidence de François Sigaut, traite d'un bâtiment symbolique de l'agriculture beauceronne. En effet, l'Eure-et-Loir est le premier département céréalier de France. Les silos y apparaissent dans le courant des années 1930. Près de 260 silos parsèment le territoire d'Eure-et-Loir et 1 500 dans la région Centre⁶⁸⁰.

Ce colloque est en résonance avec la réalité économique agricole locale⁶⁸¹. Plusieurs ténors de l'agro-industrie eurélienne interviennent, comme le directeur général de la Coopérative Agricole de Bonneval (Eure-et-Loir) et le président de la Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) qui livrent leurs analyses de la conjoncture économique agricole. Ces interventions techniques et professionnelles crédibilisent le rôle documentaire et scientifique du **Compa**.

À l'occasion du colloque, le musée expose la maquette du premier silo à grain français localisé à Denainvilliers, sur le domaine de Duhamel de Montceau l'illustre agronome, près de Pithiviers (Loiret). Le colloque rend aussi compte de l'actualité économique du secteur agricole, rôle innovant et rare, prévu dans le projet fondateur de l'institution.

I.D.1 Société agricole, arts populaires et technologie à La Bertaube et au Compa

Dans le processus de patrimonialisation de l'agriculture, les musées recyclent les héritages du folklore et des arts populaires, tandis que les démonstrations technologiques s'intègrent dans une vision sociétale de l'agriculture.

À **La Bertaube**, les médiations sont réalisées par des agriculteurs ou des professionnels du machinisme agricole. Au **Compa**, les expositions temporaires ciblées, les animations, les spectacles enrichissent la muséographie.

I.D.1.a La Bertaube, vitrine éphémère de la Champagne crayeuse agricole

La construction d'un musée agricole marnais

Un an après l'abandon de la construction du bâtiment « Agropole » de Courtisols, l'association relance un projet de musée, dans un format moins ambitieux et moins coûteux. Le choix du site d'implantation est crucial. Il faut arbitrer entre la pertinence d'une installation rurale, les contraintes financières et l'opportunité de concrétiser des partenariats. Le cabinet rémois, Études et Stratégies, dans ses conclusions de l'étude de faisabilité de construction du

⁶⁸⁰ / La France agricole, 1995. p. 74.

⁶⁸¹ / Archéologie Industrielle en France. N°28, juin 1996.

musée commandée par le conseil général, privilégie une implantation en mitoyenneté du lycée agricole de Somme-Vesle, et la recherche de partenaires.

Les bonnes relations entre l'équipe du musée et celle du lycée agricole de Somme-Vesle, ainsi que les incitations légales aident à trouver une solution d'implantation pertinente.

Heureusement, la conjoncture législative fournit une opportunité qui réunit culture et agriculture. De fait, un protocole d'accord signé en 1984, entre les deux ministères vise à favoriser la création, la diffusion, la pratique culturelle en milieu rural, notamment par le moyen d'un programme d'éducation artistique et culturelle mis en œuvre dans les établissements agricoles⁶⁸². Une convention, rendue publique en 1990, revitalise ce dispositif. Il s'agit d'aider aux projets culturels des établissements, d'encourager à la participation des professionnels de la culture aux enseignements et activités, d'appuyer le développement des centres de documentation et d'information. La convention encourage l'ouverture sur l'environnement, les jumelages et les coopérations entre établissements d'enseignement agricole et institutions culturelles⁶⁸³.

Les options dans les filières et l'éducation socioculturelle dispensées au lycée permettent, en effet, d'offrir des prestations pédagogiques à l'association La Bertauge, comme la réparation de matériel et de machines réalisée par les élèves.

À l'assemblée générale du 29 février 1992, le président Galichet précise que la société anonyme Agropole possède en actifs 50 000 francs « actions Agropole »⁶⁸⁴.

Le 22 mai 1992, le conseil général de la Marne décide un crédit de 100 000 francs pour lancer les premières études de la construction d'un hangar non évolutif de 3 900 m² destiné au stockage du matériel au lycée de Somme-Vesle⁶⁸⁵. Le département confirme sa position de premier et de pratiquement seul financeur⁶⁸⁶. Différentes hypothèses sont étudiées, dans la continuité des implantations autoroutières de l'Archéodrome de Beaune et du **Musée des Ruralies**, un projet de construction du bâtiment de **La Bertauge** est envisagé sur l'aire autoroutière Reims Champagne Sud au Mont de Billy à hauteur du tronçon commun A26 et A4. Il n'est pas adopté en raison des incertitudes sur le succès de cette localisation. En novembre 1992, l'emplacement géographique actuel du musée est réservé sur la parcelle dite

⁶⁸² / Véronique Castagnet-Lars, 2013, p. 16.

⁶⁸³ / Annexe E, p. 490.

⁶⁸⁴ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1992.

⁶⁸⁵ / Délibération du conseil général de la Marne. 22 mai 1992.

⁶⁸⁶ / Décision du conseil général de la Marne. 19 mai 1994.

pédagogique, près du lycée agricole de Somme-Vesle, après échange de parcelle entre le conseil général et le conseil régional. Un bail emphytéotique est accordé à l'association La Bertauge.

Date importante dans l'histoire de l'association, le 13 janvier 1993, la cinquième commission du conseil général donne un avis favorable pour construire **La Bertauge** près du lycée agricole de Somme-Vesle⁶⁸⁷.

« La synthèse du dossier présentée par le Cabinet conseil montre que l'implantation au lycée agricole de Somme-Vesle, répond à toutes les conditions de mise en valeur du Musée⁶⁸⁸. ».

Le coût de l'investissement est estimé à 10, 67 millions de francs, soit 2, 81 millions de plus que l'estimation du conseil général de 1989. Les élus, favorables au projet, participent à son montage, afin de dynamiser le tissu social et économique rural local.

Cependant, le ministère de l'Éducation nationale ne peut s'engager à la création d'un musée destiné à la mise en valeur et à la conservation d'un patrimoine agricole, encore peu reconnu par les instances du monde de la culture, et que les membres de l'association La Bertauge garantissent seuls. Le projet tombe sous le coup d'un manque de partenariats. Les échanges avec la DRAC durent jusqu'en 1993⁶⁸⁹. Le 2 mars 1993, le directeur des Affaires culturelles de Champagne-Ardenne, alors rattaché au ministère de l'Éducation nationale, confirme au Préfet de la Région Champagne-Ardenne, que les :

« éventuelles aides financières susceptibles d'être accordées... relèvent de la Direction des Musées de France pour la construction d'un « musée du patrimoine agricole » sont subordonnées au respect d'un certain nombre de conditions tant administratives que techniques liées au statut des collections et aux modalités de fonctionnement du musée. C'est ainsi que seuls les musées contrôlés et les collections dont la responsabilité scientifique est assurée par un conservateur de musée, recrutée selon les conditions réglementaires peuvent bénéficier de subventions au titre des crédits gérés par la DMF⁶⁹⁰. »

Les pouvoirs publics locaux, régionaux et nationaux ne sont pas en concordance. Le musée voulu par les habitants, supporté financièrement en investissement par le conseil général, n'est pas éligible aux aides de l'État, en la matière. Il faut nouer un partenariat crédible avec un organisme d'enseignement pour, enfin, faire sortir le bâtiment muséal de terre.

⁶⁸⁷ / Conseil général de la Marne. Procès-verbal des délibérations. Séance du 13 janvier 1993.

⁶⁸⁸ / Association La Bertauge. Assemblée générale. Intervention de Robert Ravillon, conseiller général. 1993.

⁶⁸⁹ / Courrier d'invitation du 23 mars 1993 à une réunion de travail pour approfondir le dossier « Musée agricole La Bertauge » et élaborer une stratégie globale à Jean-Claude Heymann dans les locaux de la DRAC.

⁶⁹⁰ / Courrier du ministère de l'Éducation nationale et de la Culture. Direction Régionale des Affaires culturelles à monsieur le préfet de la Région Champagne-Ardenne. 2 mars 1993.

Musée et enseignement agricole

L'opportunité de relier enseignement et patrimoine relance le projet muséal. Les lycées agricoles publics relèvent, depuis les lois de modernisation agricole de 1962, de la compétence du ministère de l'Agriculture. Les objectifs du musée sont

« conservation du patrimoine, valorisation de la collection, maintien d'une culture rurale et des traditions agricoles, prise en compte des besoins culturels, pédagogie. »

Le lycée agricole de Somme-Vesle, intéressé puis concerné par le projet de création de musée agricole à sa porte, noue un partenariat avec l'association. Sans cet accord, le bâtiment muséal ne peut voir le jour⁶⁹¹.

Le 1^{er} septembre 1993, le lycée agricole de Somme-Vesle confirme qu'il est candidat pour accueillir le musée. Le Préfet de la Marne confirme que le fonctionnement du musée est géré par le lycée⁶⁹². De son côté, le ministère de l'Agriculture cadre la collaboration entre institutions. Le projet muséal de **La Bertauge** reçoit un avis très favorable, car il est censé exposer l'avenir de l'agriculture⁶⁹³.

Les attermoiements du projet de création de **La Bertauge**, restituent les difficultés du monde agricole, pour mener à bien un projet culturel le concernant. À l'assemblée générale du 19 février 1994, les membres de l'association soutiennent l'initiative, d'autant que le président Galichet estime que ce sera « son dernier essai⁶⁹⁴. »

Le 1^{er} avril 1994, Albert Vecten est réélu président du conseil général. Il symbolise la ruralité et l'appui à l'agriculture.

Dans sa délibération du 19 mai 1994, ayant pour objet « La Bertauge - Construction d'une halle d'exposition pour le musée agricole », et après que le président de Région Champagne-Ardenne a donné son avis favorable pour l'implantation d'une halle d'exposition au lycée agricole de Somme-Vesle, le conseil général emploie le terme de « halle » pour désigner la salle d'exposition⁶⁹⁵. Le mot « halle » signifie « vaste emplacement couvert où se tient un marché » et n'évoque pas le monde muséal⁶⁹⁶. Le terme « halle d'exposition », est retenu par le conseil général qui finance le bâtiment pour le stockage du matériel à protéger. Ce terme, place le futur

⁶⁹¹ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1995.

⁶⁹² / Courrier du Préfet de la Marne au proviseur du lycée agricole de Somme-Vesle. 9 novembre 1993.

⁶⁹³ / Courrier de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt au proviseur du lycée agricole de Somme-Vesle. 23 novembre 1993.

⁶⁹⁴ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1994.

⁶⁹⁵ / Conseil général de la Marne. Délibérations. 19 mai 1994.

⁶⁹⁶ / CNRTL. *Halle*. [en ligne]. [Consulté le 26/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.cnrtl.fr/definition/halle>

musée de **La Bertauge**, entre un lieu de stockage et un espace d'exposition. L'agriculture céréalière marnaise est en voie de patrimonialisation dans le projet de **La Bertauge**.

L'association s'engage à regrouper tous les matériels sur le nouveau site muséal, pour en conserver au mieux ce patrimoine, le valoriser, maintenir la mémoire rurale des traditions agricoles, animer le musée, accueillir les écoles, assurer des activités en collaboration avec le Lycée agricole tout au long de l'année, et réaliser une fête des moissons tous les deux ans.

En août 1994, le conseil général de la Marne vote un crédit de quatre millions de francs et 300 000 francs sont dégagés, en sus, pour financer une étude de faisabilité de création du bâtiment de **La Bertauge** et un inventaire de ses collections.

Le même mois, le 21 août 1994, l'association organise, dans la ferveur religieuse, sa traditionnelle fête des moissons à Somme-Vesle qui sera « la renaissance de l'association ou son enterrement⁶⁹⁷. » Elle intervient également dans la ville et anime les devantures d'enseignes partenaires du musée.



Cliché La Bertauge

Figure 69 : **La Bertauge**, la vitrine de la compagnie d'assurances

Le Conseiller musée de la DRAC ne participe pas à la réunion de concertation du 4 octobre 1994 du projet de mise en valeur du patrimoine agricole de l'association⁶⁹⁸.

Le 14 novembre 1994, 18 ans après la création de l'association La Bertauge, le département de la Marne dépose l'avis d'appel public à la concurrence pour la maîtrise d'œuvre de l'opération de construction d'une halle d'exposition, pour le musée agricole de l'association

⁶⁹⁷ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1996 ; Annexe J, p. 500, en particulier le credo du paysan, en bas de page.

⁶⁹⁸ / Courrier du conseiller pour les arts plastiques et les musées au proviseur du lycée d'enseignement général et technologique de Somme-Vesle. 4 octobre 1994.

La Bertauge, au lieu-dit « La Poste » à Somme-Vesle, sur une surface pour le bâtiment de 3 000 m² au sol. L'inventaire de la collection est financé par le conseil régional pour 30 000 francs, par le conseil général pour 35 000 francs⁶⁹⁹ et par l'association pour 50 000 francs⁷⁰⁰.

Le lieu conserve la mémoire de la « Poste aux Chevaux de Pont de Somme-Vesle », établie sur la voie réalisée grâce à la corvée royale, future route nationale 3, qui relie Paris à Metz. En juin 1791, ce relais voit le passage de Louis XVI en fuite. Le 27 août 1944, il est détruit par les flammes. Le site muséal est accolé au lycée, inauguré en juin 1968. Le Golf de la Grande Romanie, créé en 1987, est à quelques centaines de mètres du musée. Il est situé au bord de la route départementale 994, surnommée « La grande Romanie », qui relie Reims à Bar-le-Duc et qui suit l'ancienne voie romaine Reims-Metz.

Entre la décision de création du musée et son ouverture deux ans plus tard, l'activité de l'association La Bertauge est intense. La commission « réalisation du musée » se réunit très souvent. Le 25 août 1996, Jean-Claude Heymann proviseur du lycée agricole de Somme-Vesle, souhaite bénéficier d'un outil pédagogique performant en accord avec les lois sur l'enseignement agricole, informe que le projet de création du musée est entièrement financé par le conseil général à hauteur de 3, 5 millions de francs. Le musée va enfin pouvoir sortir de terre ! Sans le tandem constitué par le président de La Bertauge et le proviseur du lycée agricole de Somme-Vesle, il n'y aurait pas de musée. Les besoins réciproques des deux partenaires, trouvent intérêt à collaborer à la création du musée.

Le 6 juin 1997, l'arrêté d'ouverture des locaux est enfin publié. Dès lors, devant la prise en mains par les pouvoirs publics de la construction du musée, la société anonyme « Agropole » créée pour la circonstance ne se justifie plus, l'association s'intitule désormais **La Bertauge, Musée agricole champenois**⁷⁰¹. Le musée génère un coût total de 3 310 385 francs. Le conseil général de la Marne signe avec l'association La Bertauge une convention d'occupation des locaux avec mise à disposition pour une durée de vingt ans.

Les sommes réunies pour le projet à Courtisols, sont reversées au nouveau projet de musée. Éric Taron architecte à Sainte-Menehould est retenu pour la construction du musée.

Outre le lien avec les nouvelles générations, que sous-tend le projet de partenariat avec le lycée, le musée permet de maintenir une sociabilité des campagnes champenoises, en voie de disparition, autour du travail et de ses objets. Il donne l'occasion aux agriculteurs de se réunir

⁶⁹⁹ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1996.

⁷⁰⁰ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1997.

⁷⁰¹ / *Ibid.*

pour partager la vie de l'association. Avant tout, il s'agit d'une aventure humaine dans laquelle la passion des objets et leurs souvenirs cimentent l'amitié⁷⁰². Le projet repose toujours sur la volonté des habitants du bassin argonnais dont l'épicentre est le village de Auve. Quinze ans après la création de l'association, Jean-Marie Galichet, consacre encore l'essentiel de son temps et de son énergie au musée. L'association La Bertauge s'adresse à des passionnés, qui aiment chercher et découvrir des origines, expliquer la transformation, la modernisation des matériels au fil des ans, déceler la trouvaille qui a fait évoluer, faire le parallèle avec le matériel moderne⁷⁰³.

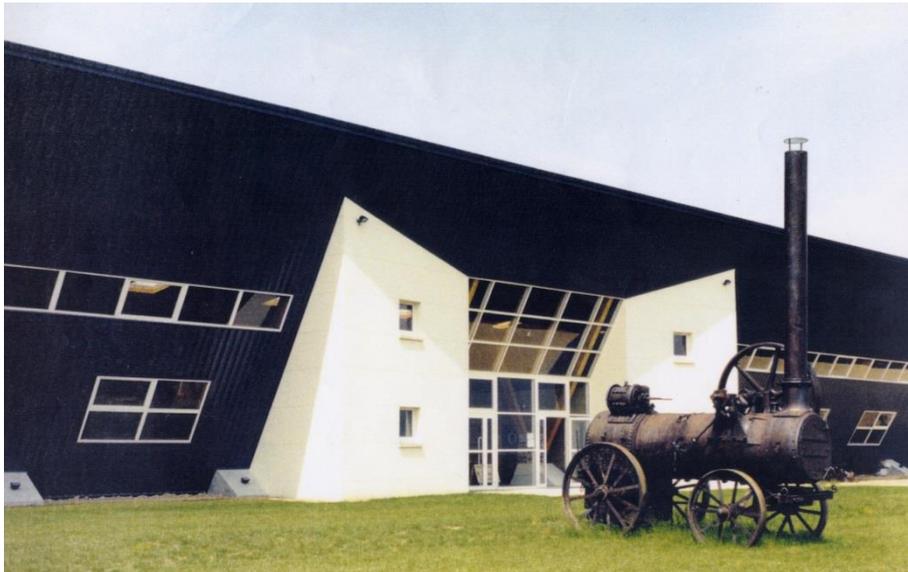
L'équipe est alors endeuillée par trois drames qui compromettent gravement son activité : les décès de son président fondateur, de son cofondateur et l'effondrement de la halle d'exposition lors de la tempête de 1999.

Le sort s'acharne sur les fondateurs du musée, qui ont tant œuvré pour sa réalisation. Le 4 mai 1997, Jean-Claude Heymann, proviseur du Lycée agricole de Somme-Vesle, meurt victime d'un accident de voiture, tandis que le 15 mai de la même année, c'est-à-dire onze jours plus tard, Jean-Marie Galichet décède à son tour. Ils ne voient pas le musée, œuvre d'une partie de leurs vies, ouvert. Ce double décès porte un coup fatal à une rénovation muséographique que les deux hommes portaient. L'association organise le musée sur son nouvel emplacement dans la continuité du **Musée agricole** de L'Épine. L'épouse de Jean-Marie Galichet, Françoise, continue son œuvre. Elle explique que ce qui lui tient à cœur, c'est de garder la mémoire de la profession, de protéger le matériel champenois, de le transmettre aux enfants et aux petits-enfants. Elle ajoute qu'au musée, les parents sont vraiment heureux d'expliquer à leurs enfants ce qu'ils ont pu connaître, dans leur jeunesse.

Le bâtiment est un hangar métallique de 1 500 m² adossé au Lycée d'Enseignement Technologique Agricole (LEGTA) de Somme-Vesle.

⁷⁰² / Association La Bertauge. Assemblée générale. 1980.

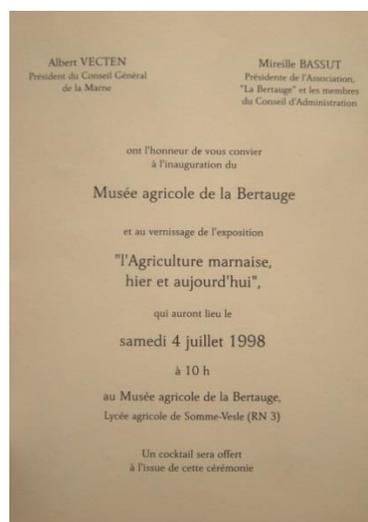
⁷⁰³ / *Ibid.*



Source La Bertaube

Figure 70 : **La Bertaube**, 1998

En 1998, la scène muséale agricole nationale compte plus de 700 musées et collections d'agriculture⁷⁰⁴. Date capitale, le 4 juillet 1998 le musée est inauguré par le président du conseil général Albert Vecten et la nouvelle présidente de l'association La Bertaube, Mireille Bassut en même temps que se déroule le vernissage de l'exposition permanente « L'agriculture marnaise, hier et aujourd'hui ».



Source La Bertaube

Figure 71 : **La Bertaube**, inauguration, 1998

⁷⁰⁴ / AFMA, 2006.

L'agriculture marnaise est à l'honneur, dans le seul musée d'agriculture financé par le conseil général de la Marne. La partie viticole, rivale muette, n'est pas exposée. Paradoxe dans un département dont l'image et une grande partie de l'économie agricole reposent sur le vin de champagne qui n'est présentée par aucun musée public champardennais. Le seul, celui d'Épernay est fermé au public pour rénovation. En 1998, le musée agricole ouvre dans une configuration proche de celle du musée du **Pradel**, avec un « espace de restitution » auquel le conseil général de l'Ardèche attribue une subvention annuelle sur trois ans pour assurer le démarrage de cet équipement touristique et culturel⁷⁰⁵.

La Champagne, si peu connue en dehors de ses productions viticoles, dispose d'un riche patrimoine immatériel, en particulier dansé. Les groupes folkloriques, compagnons de route de l'association La Bertauge, comme le groupe châlonnais « Les Jasées » mettent à l'honneur les danses champenoises, exhumées, par Gilbert Roy à l'occasion des manifestations du musée. Cette compagnie figure au programme de nombreuses fêtes des moissons organisées par l'équipe.

L'équipe est en contact avec les associations du machinisme agricole comme « Tracteurs en Weppes » de Beaucamp sur Ligny (Nord) afin de documenter le matériel accessible lors du concours agricole de Pomacle, auquel participe l'équipe⁷⁰⁶.

Le 10 août 1998, une nouvelle partie du musée est ouverte au public, dans laquelle l'adhérent de la première heure, Bruno Conte, réalise une forge. La première exposition dans le nouveau bâtiment s'intitule « semis, semences, semoirs. » Elle reflète la pratique professionnelle de ces agriculteurs conservateurs.

Deux malheurs n'arrivant jamais seuls, le troisième drame se déroule le 26 décembre 1999. La « tempête du siècle », balaye d'ouest en est le nord de la France. Le coup de vent emmène le toit de la halle, un an et demi seulement après son ouverture au public. Le pignon mal fixé au sol tombe. Les piliers sont gorgés d'eau et perdent leur solidité. Le bâtiment est immédiatement fermé au public. L'équipe souhaite que le musée reconstruit intègre moins de composants métalliques et qu'il ressemble plus à une maison champenoise. L'association vit alors des jours difficiles, devant abriter au mieux, les collections de la météorologie et des intempéries hivernales.

Par ailleurs, le volet administratif du musée se complexifie. S'attachant au seul exercice écoulé, le 1^{er} février 2000, la Cour régionale des Comptes de Châlons-sur-Marne constate que

⁷⁰⁵ / Dominique Vidal, 14 janvier 2015.

⁷⁰⁶ / Courrier du 26 juillet 1999 de l'Association « Tracteurs en Weppes » à l'association La Bertauge.

les prestations de remise en état du matériel agricole, effectuées par le lycée agricole de Somme-Vesle au bénéfice du musée, ne sont pas rémunérées. Le conseil général de la Marne donne néanmoins un avis favorable, le 19 mai 2000 à la reconstruction du bâtiment muséal sous la maîtrise d'ouvrage de la Société d'Économie Mixte de Châlons-en-Champagne (SEMCHA), qui avait déjà opéré pour la première construction. Le musée va ainsi connaître pour la troisième fois de nouveaux bâtiments.

Ces univers patrimoniaux matériels et immatériels, placent l'agriculture au cœur d'un processus de patrimonialisation, que les musées agricoles exposent de manière spécifique. Rapidement le **Compa**, sans renier sa vocation de musée de technologie intègre de nouvelles dimensions patrimoniales à ses expositions.

I.D.1.b Compa : passions privées et reconnaissance publique

Machines et société

Les machines mobilisent l'attention des visiteurs du fait de leur taille, de leur ancienneté ou du symbole qu'elles représentent. L'intérêt persistant du grand public et la nostalgie du passé motivent la conservation des machines agricoles, en vue d'une présentation muséographique. Les machines devenues « historiques », acquièrent le statut d'objets ethnographiques, dignes d'attirer l'attention des collectionneurs ou des spécialistes du patrimoine⁷⁰⁷.

Ce matériel nécessite des compétences et du temps, pour le rénover et l'entretenir. En 1999, 2 100 heures sont nécessaires aux techniciens bénévoles de l'association des Amis du **Compa** pour restaurer un tracteur Case de 1912⁷⁰⁸. La rénovation de ce tracteur est un exemple des spécificités du **Compa** et des musées d'agriculture qui restaurent, par leurs propres soins, les matériels⁷⁰⁹.

Lors de l'ouverture du musée en 1990, le **Compa** compte 520 objets inscrits à l'inventaire⁷¹⁰. Plusieurs inventaires successifs sont réalisés⁷¹¹. Le musée reçoit dès son ouverture des dizaines de dons et de propositions de ventes, qui proviennent de la région Centre, mais aussi de la France entière, spécialement de sa partie septentrionale.

⁷⁰⁷ / François Mairesse, Serge Chaumier, 2011.

⁷⁰⁸ / Conservatoire de l'agriculture. Comité technique. Compte rendu. 11 octobre 1999.

⁷⁰⁹ / Art aujourd'hui info. Musées. *À l'occasion du Salon de l'agriculture, la directrice du Compa nous présente le tracteur Case 1912, le plus ancien de sa collection.* [en ligne]. [Consulté le 21/11/2014]. Disponible à l'adresse : Mireille Bonnebas. <http://www.artaujourd'hui.info/q1610-mireille-bonnebas-conservatoire-de-l-agriculture-de-chartres.html>

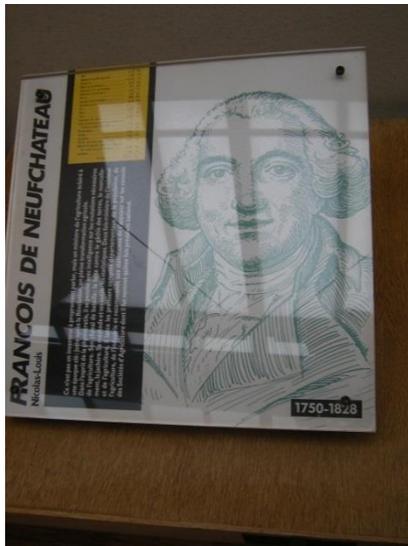
⁷¹⁰ / Le **Compa**. *Le roman d'un monde. Dossier de presse. Les collections du Compa.* 2013, p. 18.

⁷¹¹ / Courrier du vice-président du Compa à monsieur le maire de la Ville de Chartres, concernant l'inventaire du matériel du **Compa**, Chartres, le 14 août 1992.

Initialement, exclusivement orientée sur les machines agricoles, la collection est élargie aux métiers et aux débouchés de l'agriculture (bourrellerie, maréchalerie, charronnage, alimentation,...). Des objets, des œuvres d'art exposés représentant le monde rural (estampes, affiches, photographies,...) entrent plus systématiquement dans la collection.

Contracter une police d'assurance pour la collection contraint de procéder à un inventaire détaillé de celle-ci. Les sociétés d'assurances qui assurent les objets agricoles, assurent également le patrimoine industriel⁷¹², comme les silos⁷¹³. La collection permanente du **Compa** est assurée⁷¹⁴. Les affiches agricoles de la collection revêtent la valeur assurance d'environ 150 euros pièce.

L'exposition permanente relate la relation Terres-Hommes-Techniques et traite principalement des questions du fonctionnement des machines. Elle fait le trait d'union entre l'agriculture d'hier et celle de demain et investit la grande galerie, « salle des machines » où sont exposés par ordre chronologique les tracteurs et les charrues. La plupart des autres matériels sont présentés par ordre logique, ceux de la préparation du sol précèdent ceux des semis. Les machines utilisées à l'occasion de travaux ponctuels complexes ou nécessitant des technologies très élaborées sont aussi exposées par types d'opérations, comme le moissonnage battage.



Cliché Richard Dupuis

Figure 72 : **Le Compa**, galerie des inventeurs, François de Neufchâteau

⁷¹² / Bureau d'études Bétons armés Hennebique, fondé en 1894, disparaît en 1967. 6 novembre 1995.

⁷¹³ / Courrier du Compa à Gan assurance. Police d'assurance, pour l'emprunt du fonds Hennebique. 13 novembre 1995.

⁷¹⁴ / Courrier de Mireille Bonnebas du **Compa** à Chantal Coupe. Liste des objets constituant la collection permanente du Compa mise à jour au 31 novembre 2005. 20 janvier 2006.

Des synthèses multimédias, où le texte domine, figurent dans la galerie des inventeurs du monde agricole. Cette forme de présentation, classique dans les musées de technologie, mesure 80 mètres de long⁷¹⁵. Elle comporte 14 dioramas interactifs⁷¹⁶. En 1992, Xavier de Richemont, artiste et muséographe, y intègre treize pièces électromécaniques originales⁷¹⁷.

La frise chronologique réhabilite la figure de l'inventeur, à travers la présentation des personnalités qui, par leur science ou leur ingéniosité améliorent techniques, productions et produits agricoles. Elle propose aux jeunes visiteurs d'identifier et de comprendre ceux qui sont à l'origine de ce « savoir des mains⁷¹⁸ ».

Le processus de patrimonialisation à l'œuvre pour l'agriculture, caractéristique du développement des collections du **Compa**, absorbe des séries d'objets qui ne relèvent pas du machinisme agricole, en tant que tel : maquettes, jouets, documents, mais aussi dessins et gravures. La médiation autour de ces objets contribue à familiariser le public, en particulier scolaire, à l'agriculture et à leur donner une nouvelle valeur culturelle. Un spectacle audiovisuel met en perspective l'histoire agricole⁷¹⁹.

En 1993, Le **Compa** ouvre une nouvelle section d'exposition permanente consacrée aux aliments et aux pratiques alimentaires. Le musée réalise chaque année, de petites expositions temporaires, sur des surfaces de 100 à 200 m², pour des durées assez courtes et de grandes expositions, sur environ 600 m², qui représentent le tiers de la surface consacrée aux expositions.

Les années 1994-1995 sont prolifiques. L'équipe en crée deux ou trois chaque année. Elles se diversifient et répondent aux nouvelles questions de l'agriculture, dans une optique de valorisation des territoires au XXI^e siècle. La fréquentation s'élève à 40 000 visiteurs en 1991, 1992. Elle atteint 46 000 personnes, chaque année, entre 1993 et 1997.

Le **Compa**, à l'instar des écomusées, implique les particuliers dans le montage des expositions, comme cet habitant de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir) qui prête du matériel ferroviaire⁷²⁰. Les prêts peuvent être de grande valeur, comme celui de 121 affiches agricoles, dont l'ensemble est estimé à 400 000 francs. Du 5 novembre 1992 au 15 février 1993, un particulier de Roncquerolles (Val-d'Oise) prête 20 pièces pour l'exposition « du grain au

⁷¹⁵ / Maison de la radio et de la télévision. « 25 mai 2012 : Voici la Galerie des Inventeurs. » [en ligne].

[Consulté le 9/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.maisonradiotelevision.fr/20120525_inventeurs.htm

⁷¹⁶ / Conservatoire de l'agriculture. Le **Compa**, dépliant de présentation, 1994.

⁷¹⁷ / Xavier de Richemont. Peintre vidéo. *Compa. Galerie des inventeurs*. [en ligne]. [Consulté le 21/11/2014].

Disponible à l'adresse : <http://www.xavier-de-richemont.com/peinture-sculpture/compa.html>

⁷¹⁸ / Le **Compa**. Dossier de presse. Le parcours de l'exposition. Un musée technique ?, 2013, p. 5.

⁷¹⁹ / Le **Compa**. PSC, 2012, p. 1.

⁷²⁰ / Le **Compa**. Prêt d'objet ou de document. Bordereau de réception. 2 mai 1995.

pain »⁷²¹. Pour l'exposition « le temps des vendanges » le **Compa** emprunte une plane⁷²², un vilebrequin à Dammarie en Eure-et-Loir, des objets alimentaires pour le salon du Mitcar⁷²³. C'est une des particularités du **Compa** et des musées d'agriculture de solliciter et de recevoir des objets de la part de particuliers.

Les musées de la Région Centre possèdent pour la plupart des collections, qui répondent aux problématiques agricoles beauceronnes. Ils sont sollicités, comme le **Musée de Vendôme** (Loir-et-Cher), lorsque la thématique locale de la Beauce, est mise en exposition⁷²⁴.

L'investissement des particuliers et des musées géographiquement proches, concourt à la patrimonialisation de l'agriculture grâce à leurs nombreux prêts d'objets.

Le **Compa** signe également des conventions de prêts ponctuels de charrues, ainsi avec l'association de sauvegarde du patrimoine agricole des Weppes « TEW Tracteurs en Weppes » (Nord), association née en mai 1997⁷²⁵ ... Les statuts des emprunteurs sont également disparates. Ainsi, le McDonald's de Chartres, qui cherche avant tout l'insolite et la décoration, sollicite le **Compa** pour un prêt d'objets, contribue à la familiarisation de l'agriculture auprès d'un public urbain⁷²⁶.

Les domaines d'intérêt muséographique sont variés et se déploient autour des problématiques agricoles locales ou des thèmes globaux, dans lesquels le monde agricole local est partie prenante.

Un musée du conseil général

L'année 1997 représente un tournant institutionnel. L'association du Compa, déclarée en préfecture, le 10 mars 1981, présidée par Louis Perrin est dissoute le 1^{er} février 1997, Elle renaît sous de nouveaux statuts.

⁷²¹ / Le **Compa**. Liste d'objets empruntés pour l'exposition du grain au pain à monsieur Brulfert. 5 décembre 1992.

⁷²² / Prêt de madame Silly au Compa d'une plane à manche bois et d'un vilebrequin pour l'exposition « La saison des Vendanges » du 6 février au 18 septembre 1995.

⁷²³ / Prêt de monsieur Labrette au Compa d'un moulin à café et d'un vilebrequin pour l'exposition « La saison des Vendanges » du 2 décembre 1993 au 31 mars 1994.

⁷²⁴ / Fiche de prêt d'une Houe pour l'exposition *Pays, Paysages, voyages en Transbeauce* de la part du musée de Vendôme, du 10 janvier 1996. Fiche de prêt d'un soc d'araire pour l'exposition *Pays, Paysages, voyages en Transbeauce* de la part du musée de Vendôme, du 10 janvier 1996.

⁷²⁵ / Tracteurs en Weppes. [en ligne]. [Consulté le 20/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://tracteursenweppes.chez.com/>

⁷²⁶ / Le **Compa**. Bordereau de prêt à la société Mc Donald's Chartres. 11 octobre 1994.

La nouvelle association du **Compa** signe une convention avec le conseil général d'Eure-et-Loir. Ce document fixe les droits et les devoirs de chacun⁷²⁷. Le musée du **Compa** change lui-même de statut. Il intègre les services culturels du conseil général d'Eure-et-Loir, tandis que l'association reste propriétaire des collections et les met à disposition du Département, en vue de leur présentation au **Compa**. L'ensemble des personnels (une vingtaine de personnes) passe sous la tutelle du conseil général par convention du 23 octobre 1997⁷²⁸.

Cette démarche d'intégration à la collectivité territoriale marque l'intérêt du département au musée, à ceux qui le font vivre et à ceux dont il parle, les agriculteurs. Cette rupture déterminante pérennise la structure et identifie, culturellement, le département d'Eure-et-Loir à son agriculture. La boutique est gérée par le département suite à la dissolution de la SEM le 9 décembre 1996⁷²⁹.

Une évolution importante s'effectue ainsi avec l'entrée dans le service public territorial du premier véritable musée d'agriculture. Un département, une ville, un espace agricole national représentent l'agriculture, démarche inverse de celle du **MNATP** qui expose l'agriculture à travers la diversité du domaine français. L'agriculture, en particulier la céréaliculture et le machinisme agricole, entre officiellement dans le processus de patrimonialisation, deux ans après que le **Compa** se soit ouvert aux thématiques des musées de société.

I.D.2 L'agriculture dans le monde de la culture

Pour le visiteur et le financeur, le musée agricole permet une réappropriation de l'histoire locale agricole qui lie patrimoine et environnement. La préservation du patrimoine rural n'obéit pas seulement à une visée conservatrice. Elle témoigne d'une relation qui se noue avec ce qui, plus qu'un passé, constitue un monde⁷³⁰.

Le dispositif législatif d'utilité publique reconnaît et labellise l'intérêt patrimonial d'un bien au titre de sa rareté, de son exemplarité et de son intégrité⁷³¹. Ce constat permet d'envisager pour le futur musée agricole **La Bertaugé** un programme de transmission du patrimoine

⁷²⁷ / Convention entre le département d'Eure-et-Loir et l'association du Compa, ayant pour objet la définition des relations entre le Département, gestionnaire du Conservatoire de l'Agriculture et l'Association, propriétaire des collections, le 23 octobre 1997.

⁷²⁸ / *Ibid.*

⁷²⁹ / Le **Compa**. Convention pour la gestion de la boutique. 14 janvier 1994.

⁷³⁰ / Christian Dupavillon, 1992, p. 16.

⁷³¹ / Ministère de la Culture et de la Communication. 1913-2013. *La protection monuments historiques*. [en ligne]. [Consulté le 16/10/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/En-pratique/Protections-labels-et-appellations/La-protection-Monument-historique>

culturel, scientifique et technique de la région champenoise. Cette réflexion s'inscrit dans la proposition de la Mission à l'ethnologie et à la culture scientifique, technique et industrielle de Champagne-Ardenne.

I.D.2.a La Bertauge, le musée, territoire de la culture

Mémoire et machines locales

La Bertauge conserve principalement le patrimoine du travail agricole céréalier utilisé en Champagne crayeuse avant et au début de la motorisation, dont quelques objets fabriqués dans les bourgs avoisinants et non recensé dans d'autres musées. Il comprend également les objets liés à la vie quotidienne agricole champenoise, comme une cabane de berger d'avant les grands défrichements, témoin du long passé d'élevage ovin champenois.



Cliché Richard Dupuis

Figure 73 : **La Bertauge**, cabane de berger

Le patrimoine agricole comprend, non seulement les outils, les matériels, mais aussi les bâtiments et les terrains mis en culture. L'identification des caractéristiques agricoles des espaces sur lesquels les sites muséaux sont établis, contribue à la patrimonialisation des territoires de l'agriculture. Cette identification fonde le caractère mémoriel des démarches de conservation.

Le souvenir et la mémoire de l'agriculture motivent les adhérents de L'association La Bertauge. Le musée est perçu comme une marque de respect, pour les anciens agriculteurs champenois, qui ont souffert du froid et de la chaleur et qui n'ont jamais pris de vacances pour que les générations nouvelles d'agriculteurs obtiennent un certain niveau de vie et une certaine liberté⁷³².

⁷³² / *La Croix*, 26 septembre 1980.

Par ailleurs, la reconnaissance du patrimoine agricole est le résultat d'un compromis entre acteurs, tout autant que le produit d'une politique imposée par le haut⁷³³.

Intermédiaires savants locaux

À **La Bertaug**, le processus de patrimonialisation change de sens, de « collecte du haut », celle réalisée par les professionnels des musées, il est orienté par la « collecte du bas », celle des amateurs. Cet aspect de la collecte différencie les patrimoines, et en particulier, le patrimoine ethnologique des patrimoines reconnus, comme celui des beaux-arts, et même du patrimoine industriel. Il est plus fréquent, pour les donateurs particuliers, de disposer de tracteurs ou de machines agricoles, que de marteaux-pilons.

Le **Centre Historique Minier** de Lewarde (Houillères du Bassin Nord Pas-de-Calais) connaît deux périodes distinctes, celle qui va jusqu'à 1990, de création du site grâce à l'action du patronat, à l'instar d'autres pays européens. Puis, après 1990, avec la fermeture de la dernière fosse, la législation et la protection juridique ouvrent la voie aux interventions de l'État et des régions. Le puissant mouvement associatif intervient, essentiellement, comme renfort des actions décrites.

Dès les années 1970, la patrimonialisation de l'agriculture observable au musée s'inscrit dans le cadre favorable de la croissance du nombre des acteurs et des institutions du patrimoine. Cependant, cette conjoncture favorable ne se confirme pas dans l'immédiat à L'association La Bertaug. Cette fin de siècle, période peu médiatique qui correspond à la fermeture de la structure muséale ne connaît pas d'afflux d'adhérents. L'association est toujours essentiellement composée d'exploitants agricoles, utilisateurs et passionnés de matériel agricole. Elle séduit peu de nouveaux amateurs, et encore moins issus d'autres secteurs professionnels. L'entre soi des adhérents agriculteurs ne facilite pas la participation aux activités et commissions de nouveaux membres extérieurs au monde agricole⁷³⁴.

À la fin du XX^e siècle, dans la Marne, **La Bertaug** est toujours le seul musée, créé, dirigé et animé par des agriculteurs. Ces professionnels connaissent sur le bout des doigts les matériels qu'ils présentent, lorsque les week-ends, ils réalisent les visites guidées de l'exposition. Effectivement, ils ont utilisé et réparé les machines présentées.

Par ailleurs, ils connaissent le contexte humain du métier et les transformations physiques de la Champagne crayeuse. Ces agriculteurs sont fiers de transmettre la passion de leur métier,

⁷³³ / Michel Vernières, op. cit., p. 12.

⁷³⁴ / François Laplantine, 1999, cité par Serge Chaumier, *in* : *Musées en quête d'identités*. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003, p. 18.

des traditions, de la mémoire et de contribuer à réévaluer la vie rurale et agricole champenoise. Les agriculteurs locaux, voisins de **La Bertaugé**, ou assistant aux fêtes des moissons organisées par l'association, ont le sentiment que donner et exposer ses vieux outils au musée, sert plus aux générations futures que céder ceux-ci aux brocanteurs⁷³⁵. Ce geste représente également une marque de soutien au musée, voire à la profession.

La Bertaugé est inaugurée sur son nouvel emplacement de Somme-Vesle le 4 juillet 1998, après onze longues années d'interruption de la présentation de ses collections.

Le 26 décembre 1999, le musée est détruit partiellement. Heureusement, c'est un dimanche, où il ne reçoit pas de public. Le musée ferme à nouveau. Il n'a été ouvert que 18 mois. Cette période n'est pas assez longue pour être significative. Cependant, fruit de 22 ans de réflexion, elle mérite d'être étudiée, car elle anticipe la forme actuelle du musée. La muséographie de **La Bertaugé** tient compte des caractéristiques des machines exposées et des travaux agricoles qu'elles impliquent. Les objets sont présentés en fonction de cycles de production ou des saisons, dans l'esprit de la galerie culturelle du **MNATP**.

Les nombreuses tâches nécessaires pour le fonctionnement d'un musée requièrent compétences et engagement. Les agriculteurs disposent de connaissances limitées dans le domaine de la muséographie.

Bien que l'agriculture relève de plusieurs domaines scientifiques, techniques, épistémologiques et culturels, les intermédiaires savants, scientifiques de différentes disciplines relaient les agriculteurs. Leurs actions permettent de concevoir et de pérenniser les musées. Ils jouent un rôle déterminant pour rendre crédible, orienter et organiser le projet du musée, soit au titre de leur institution d'appartenance, soit en leur nom propre. Certains résident à proximité et s'investissent dans l'activité du musée. Ils sont passionnés et disposent de connaissances précises sur l'agriculture. Ils disposent de réseaux culturels et de crédibilité institutionnelle.

Les sociétés savantes d'ethnologie, parfois en relation avec les musées des arts et traditions populaires, lorsqu'ils s'en trouvent localement, participent et font connaître les expositions et animations muséales. Les associations savantes champenoises occupent peu ce terrain, dans la mesure du faible nombre de musées en rapport avec leurs intérêts et de leurs moyens humains limités. En revanche, le musée participe à l'élaboration de la documentation préalable à la recherche, comme l'atteste Gilbert Roy qui précise que le numéro 93 de *Folklore*

⁷³⁵ / *La Croix*, 26 septembre 1980.

de Champagne « Le grain source d'énergie », ne peut se réaliser, que grâce aux collections du **Musée agricole** de L'Épine⁷³⁶.

Un certain monde religieux accompagne le musée, celui des abbés, qui consacrent encore de leur temps à la culture. À ce titre, figures de l'héritage culturel ancestral des campagnes, les abbés, en raison de leur présence durable et nombreuse sur le territoire rural, et de la connaissance approfondie de leurs fidèles, du terrain et de la culture locale, participent de manière efficace et désintéressée aux travaux et activités des musées agricoles.

Personnages de l'érudition du XIX^e siècle, les curés assurent alors de multiples travaux et études dans les domaines de l'histoire locale, l'archéologie, le folklore. Ils disposent de temps, de contacts et de la culture nécessaire pour réaliser ces tâches. Ils initient et participent à de nombreuses sociétés savantes.

L'abbé, représente le personnage « clé », pour connaître les rouages fins de la culture populaire rurale locale⁷³⁷. Les grandes figures d'ecclésiastiques, telles celle de l'abbé franc-comtois Jean Garneret, ne doivent pas faire oublier que ces intermédiaires culturels sont nombreux dans la France rurale, jusque dans les années 1990. Ils incarnent le type de personnalités locales qui relaient, sollicitent ou alimentent les recherches, préfigurant la création de musées.

Les ecclésiastiques marnais occupent une place de choix, dans la prise en compte du patrimoine culturel, comme l'abbé Pierre Marcel Favret (1875-1950) pour l'archéologie⁷³⁸. Ces abbés ruraux, par leur présence active sur le territoire et leurs qualités d'amateurs éclairés en archéologie ou en ethnologie sont d'infatigables prosélytes des musées d'agriculture. Plusieurs abbés apportent leur concours à l'œuvre muséale de l'association La Bertaugé.

L'abbé Jean Faguier, curé de la basilique Notre-Dame de L'Épine et auteur en 1977 d'un livre sur la basilique, met à disposition, la « salle des pèlerins » à L'Épine.

L'abbé Jean Viart, très présent pendant plus d'une vingtaine d'années aux réunions de l'équipe, diffuse régulièrement à l'issue de l'assemblée générale de l'association les documents culturels qu'il réalise concernant la Champagne : « Bâtiments de nos régions qui nous sont si chères », « Scènes de la vie rurale », « Maisons et moulins de Champagne et scènes de la vie rurale d'antan », « Maisons à pans de bois de style champenois », « les fresques rurales », « le

⁷³⁶ / *Folklore de Champagne*. Le grain source d'énergie. N°93, 1985, p. 1.

⁷³⁷ / *Courrier de Pierre Bourgin*. 19 juillet 2012.

⁷³⁸ / Raymond Lantier, 1949, p. 102.

travail de la craie ». Il anime les débats à la suite des projections⁷³⁹. Il est parfois assisté d'un membre du bureau, comme l'agriculteur Bruno Conte, lorsqu'il présente un diaporama sur le « matériel entreposé dans les campagnes et au Musée ». Enfin, à l'assemblée générale du 3 juin 2000 au lycée agricole de Châlons-en-Champagne, il présente un reportage, à vif, sur la tempête qui a détruit la halle muséale toute neuve.

Un de ses confrères, l'abbé Robert Pannet prend parfois la parole. Il évoque le « rite de la roue » avec des projections sur une église retrouvée dans le cadre de fouilles archéologiques à Mesnil-lès-Hurlus, village marnais détruit lors de la Première Guerre mondiale. Robert Pannet est un écrivain reconnu, spécialiste de questions religieuses, attaché à décrire la paroisse de demain et le catholicisme populaire⁷⁴⁰.

L'abbé Albert Mathieu, recteur après l'abbé Faguiet de la basilique de L'Épine, est également très présent au musée et donne la messe aux fêtes des moissons.

L'abbé Mirault organise la première documentation des objets collectés par l'équipe. Il participe à l'activité du musée jusqu'à son plus grand âge et est élu régulièrement au bureau du musée. Fils de charron, il collecte lui-même de nombreux objets⁷⁴¹. En 1997, l'abbé Mirault remplace même, suite à son décès, le vice-président Heymann⁷⁴².

Une page d'histoire culturelle se tourne, à l'association La Bertaue et dans une France rurale, avec le déclin de l'activité religieuse catholique et la disparition, en relation avec la démographie ecclésiastique, des curés de campagne, chevilles ouvrières de la culture populaire locale.

L'association recourt aux techniciens des musées et aux universitaires, lorsque le projet prend une dimension qui nécessite des compétences scientifiques, en particulier celles permettant de définir un programme muséologique et de convaincre les pouvoirs publics.

L'ethnologue de l'ORCCA, ainsi que François Sigaut et Piero Grasso, à l'origine du **Compa**, interviennent dans le montage du projet de **La Bertaue**, lorsque ses promoteurs cherchent à le faire reconnaître par les pouvoirs publics. Ainsi le 24 février 1990, à l'occasion de l'assemblée générale, François Sigaut, président de l'AFMA propose une réflexion sur le sens de la muséographie agricole. Peut-on utiliser le passé pour comprendre le présent ? Le rôle du musée est envisagé comme critique, mais non comme guide.

⁷³⁹ / Association La Bertaue. Assemblée générale. Courrier de convocation. Débat conduit par l'abbé Jean Viart de la paroisse de Sarry. 1978.

⁷⁴⁰ / Robert Pannet. 1974.

⁷⁴¹ / Abbé Mirault. Entretien téléphonique. Décembre 2014.

⁷⁴² / Association La Bertaue. Courrier du bureau au Préfet de la Marne du 22 mai 1997.

Les assemblées générales, ainsi celle du 13 février 1993, sont l'occasion d'inviter et d'échanger avec des spécialistes, comme Gilbert Roy ethnologue et président de la SAFAC. Il contribue aux muséographies régionales, en particulier à celle de l'**Écomusée de la forêt d'Orient** à Brienne-la-Vieille (Aube). Il conseille également depuis le début de l'aventure l'équipe⁷⁴³.

Lors de l'assemblée générale du 19 février 1994, Georges Clause, Professeur des universités et historien châlonnais, se met à la disposition de l'association pour aider à réaliser des conférences et éditer avec Bruno Conte, agriculteur et membre du bureau, un bulletin de liaison pour les adhérents.

Personnalité locale, le scientifique est un homme-clé de la culture en région châlonnaise, vice-président de l'office de tourisme de Châlons-en-Champagne de 1983 à 1989, président de 1989 à 1992, il participe à la rédaction de plaquettes et de dépliants touristiques. Vice-président de l'Union départementale des Offices de Tourisme de la Marne de 1989 à 1992, il agit cependant peu pour le musée.

Le projet du musée de **La Bertaugé** se revitalise difficilement et rencontre peu d'écho sans la caution de nouveaux acteurs, intermédiaires savants. À côté des érudits : médecins, religieux, avocats, héritiers des figures scientifiques emblématiques du XIX^e : historiens, géographes, ethnologues, tous spécialistes des sciences humaines impliqués dans la vie du musée depuis le Front populaire, c'est au tour des techniciens des musées de prendre en charge les problématiques de muséalisation de nouveaux patrimoines comme ceux de l'agriculture.

Le rôle d'intermédiaires savants, précieux dans les musées, jusqu'à la mise en place des politiques territoriales des années 1980, s'affaiblit en raison de l'arrivée de professionnels des musées.

Le socle culturel et scientifique de **La Bertaugé** repose, en grande partie, sur le livre de Suzanne Hébert-Barrat, édité par le Comité du Folklore champenois en 1980, *Évolution des traditions agricoles en Champagne pouilleuse 1750-1914. Cantons de Châlons-sur-Marne, Ecury-sur-Coole, Marson*. L'ouvrage traite des modes culturels pratiqués dans les villages de Champagne pouilleuse environnant Saint-Jean-sur-Moivre (Marne) où l'auteure vécut enfant⁷⁴⁴.

⁷⁴³ / Association La Bertaugé. Assemblée générale. 1993.

⁷⁴⁴ / *L'Union*, 3 octobre 2009.

La Bertauga, distante d'une soixantaine de kilomètres de l'université la plus proche, celle de Reims, ne développe pas de collaboration scientifique avec l'université de Reims. Cette dernière ne dispose, par ailleurs, d'aucun département d'ethnologie, ni de sociologie. L'histoire de la ruralité, en particulier champenoise, ne constitue pas un axe de recherche caractéristique du département d'histoire, même si celle-ci est bien entendu enseignée, dans les matières attachées aux périodes historiques.

L'élévation du niveau de formation générale et technologique accroît la demande culturelle nationale, à laquelle les pouvoirs publics ne peuvent faire face seuls. De nouveaux patrimoines ne peuvent être d'emblée pris en charge par les pouvoirs publics. Pour le monde agricole, la passion des amateurs et la technicité des agriculteurs suppléent cette carence. Ils constituent d'incontournables agents de développement des musées⁷⁴⁵.

En premier lieu, les agriculteurs s'investissent et contribuent à patrimonialiser leurs outils. Les musées agricoles sont, avant tout, le fait des agriculteurs ou des professionnels travaillant avec des agriculteurs : fournisseurs, transformateurs.

Agronomes, techniciens du machinisme agricole, conservateurs spécialisés dans l'ethnologie, que la réforme des statuts des Conservateurs reconnaît et consacre, sont également à pied d'œuvre dans les musées d'agriculture.

La catastrophe naturelle du coup de vent du 26 décembre 1999, met à terre le bâtiment, le moral et nécessite de solliciter des subventions complémentaires⁷⁴⁶. La situation financière de l'association est bénéficiaire en 2001. Elle possède en cette première année du XXI^e siècle 3 945 euros. Elle accroît notablement son nombre d'adhérents à 154, et enregistre 48 nouvelles adhésions.

Il reste à relever les murs et remettre sur pieds exposition permanente et animations. Au **Compa**, le tracteur règne en roi du machinisme agricole.

I.D.2.b Au Compa, la terre et la société

Le tracteur, vedette

En cette fin de siècle, la collection de tracteurs, en relation avec celle de charrues, structure toujours l'exposition permanente autour de la thématique de la terre et de son travail. Les matériels nombreux, courants et très populaires sont présentés chronologiquement.

⁷⁴⁵ / Pierre Bourdieu, Alain Darbel, 1966.

⁷⁴⁶ / Association La Bertauga. Courrier au conseil général de la Marne. Demande de subvention complémentaire. 28 octobre 1999.

Les tracteurs anciens rénovés, constituent le fil rouge de l'exposition permanente. Ils sont régulièrement mis à l'honneur dans le cadre de manifestations attendues, comme les Journées Portes ouvertes, qui dès 1996 permettent de mettre certains modèles en vedette, dans une l'opération « Invitation au musée », initiative nationale⁷⁴⁷.

Matériel phare, pièce maîtresse des collections, présent depuis le début de la révolution agricole, le tracteur constitue un sujet d'un intérêt constant au musée. D'une part, le tracteur est un matériel évolutif, présent en plusieurs exemplaires dans toutes les exploitations, que tout agriculteur maîtrise et peut donc comparer au sien, d'autre part il compte de nombreux collectionneurs, souvent organisés en clubs de marques. C'est d'ailleurs le matériel motorisé le plus collectionné par les particuliers, passionnés de matériels agricoles.

Attraction dans les campagnes des années 1950, aussi familier que le cheval quelques décennies plus tôt, il constitue lors de son achat, un investissement que les agriculteurs n'oublient pas. Les anciens se souviennent toujours et témoignent de l'arrivée d'un nouveau tracteur dans le pays, dont ils aiment entendre le bruit du moteur.

Machine plébiscitée par les visiteurs, du fait de sa visibilité dans les champs et sur les routes, par toutes saisons, il attire le regard et l'attention des enfants et amateurs de mécanique, par ses couleurs et ses formes, de plus en plus volumineuses.

La notoriété de certaines marques dépasse le cercle étroit des professionnels, des amateurs et des collectionneurs, pour rencontrer l'engouement du grand public, comme en témoignent les manifestations annuelles de rondes de tracteurs et les collections de maquettes et modèles réduits.

Le tracteur, matériel clé des collections du **Compa**, bénéficie de manifestations dédiées, souvent en relation avec les marques de fabricant. Le rôle des associations d'amateurs se révèle indispensable, comme relais et ressource pour la réussite des manifestations. Rituels et retrouvailles de passionnés, ces démonstrations de tracteurs renforcent l'attractivité du musée et son image, en prise avec les goûts des visiteurs.

Les premiers clubs d'amateurs de tracteurs anciens sont fondés dans les années 1990. Le club Lanz, est le premier club de collectionneurs en France créé en 1993, par des passionnés, en vue de se fournir en pièces détachées et en tracteurs. Le but est de partager les savoir-faire et fédérer les collectionneurs.

⁷⁴⁷ / Le **Compa**. Journée portes ouvertes. Des tracteurs au musée. 3 novembre 1996.

« Le noyau du club se situe à Bonneval en Eure-et-Loir, (président, secrétaire, trésorier) ainsi qu'une vingtaine de membres, ce qui nous permet de se voir régulièrement pour concrétiser nos projets⁷⁴⁸. »

En 1998, en association avec le club « Lanz Bulldog France », le **Compa** organise la première concentration nationale de tracteurs anciens à Chartreexpo. Les marques les plus réputées sont présentes, parmi la centaine de tracteurs exposés⁷⁴⁹. Les machines sont mises en route et défilent. Des démonstrations sont proposées⁷⁵⁰.

Le **Compa** poursuit sa politique d'acquisition et de rénovation de tracteurs, afin d'exposer les modèles les plus représentatifs de l'histoire de ces matériels.

En 2000, le **Compa** expose « l'Europe des tracteurs », dans le cadre de l'opération nationale « Le Printemps des musées », autour de la marque Case et du fleuron de cette marque, le modèle 20/40, de six tonnes, fabriqué aux USA en 1912. Cet exemplaire unique en Europe est le plus ancien modèle de la marque⁷⁵¹.



Photo : le **Compa**.

Figure 74 : **Le Compa**, tracteur Case, 1912.

Les premiers tracteurs de série sont tous américains. Certains modèles plus récents, comme le tracteur Renault, équipé de chenilles, sont prêtés spécialement par le fabricant. Le tracteur constitue toujours un enjeu commercial, aussi les constructeurs sont souvent volontaires, pour s'associer aux démarches patrimoniales liées à cette machine.

Les modèles, récemment restaurés sont présentés dans le cadre d'une opération muséographique complète : modèles exceptionnels exposés, très anciens ou très volumineux, comme le Russel de 1898, aux bonnes performances, et le Mogull de 1907, qui a ouvert la voie

⁷⁴⁸ / Entretien avec Laurent Touche, président du club Lanz France. 2014.

⁷⁴⁹ / Le club Lanz. [en ligne]. [Consulté le 21/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lanzbulldogfrance.com/>

⁷⁵⁰ / Le **Compa**. *Retour sur les fêtes des tracteurs au Compa*. [en ligne]. [Consulté le 21/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/dossier-web/passion-lanz-100-ans-du-premier-tracteur-lanz/retour-sur-les-fetes-des-tracteurs-au-compa>

⁷⁵¹ / Le **Compa**. L'Europe des tracteurs. 2 avril 2000.

à la construction en série. Leur présentation est suivie d'une mise en marche et d'échanges avec les restaurateurs⁷⁵².

La muséalisation du tracteur est caractéristique de la patrimonialisation de l'agriculture au musée. Ce processus se généralise à partir des années 2000, grâce à l'extension en nombre des manifestations et de machines exposées.

La remise en état et la sauvegarde des matériels, en particulier des tracteurs, constituent des événements structurants dans la vie du musée. Celle du tracteur McCormick 10/20 de 1925, s'achève grâce au concours des élèves du Lycée Agricole de la Saussaye, à raison de trois heures par semaine. Ce travail nécessite 263 heures. La collaboration établissement scolaire / musée est une réussite. Ce type de partenariat, s'efface progressivement. Chacune des institutions, musée et école, reste souvent sur ses propres projets et contraintes, comme à **La Bertaugue**, mais aussi au musée régional du machinisme agricole de la Ferté-Milon.

Ces restaurations permanentes, concernent potentiellement tous les matériels du musée, en fonction des choix du comité technique, mais aussi des besoins (expositions, prêts à l'extérieur). On restaure alors tous types de matériels, fut-il, encombrants, comme la moissonneuse-batteuse Guillotin de 1948, le tracteur Le Percheron⁷⁵³.

Hommes et expositions

Pascal Ory, historien « culturaliste », adjoint à la vie culturelle depuis 1995, sous le mandat du socialiste Georges Lemoine, échoue à conquérir la mairie de Chartres aux élections de 2001. Le nouveau maire, divers droites, Jean-Pierre Gorges ne renforce pas la position du **Compa**. Le **Compa** perdure, malgré les changements politiques locaux.

Les initiateurs du **Compa**, industriels du machinisme agricole, estiment que la participation active de tous les professionnels au musée donne la possibilité de confronter une culture technique concrète avec des usages et des pratiques d'un autre temps⁷⁵⁴. Au **Compa**, la patrimonialisation de l'agriculture s'effectue dans le cadre, original, de l'ouverture au monde des musées d'art et de société. Les nouveaux choix muséographiques, d'exposer l'agriculture dans sa diversité, nécessitent de traiter de thèmes et de questions qui sont à l'interface de l'alimentation, de l'environnement et des questions sociétales. Le **Compa** aborde ces sujets qui figurent au cœur des questions posées pour l'avenir des campagnes : aménagement du territoire, produits labellisés, paysan paysagiste,...

⁷⁵² / Le **Compa**. Fiche. Deux monstres américains en vedette.

⁷⁵³ / Le **Compa**. Assemblée générale. 2002.

⁷⁵⁴ / Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Plaquette de présentation. Chartres. 1986.

Les pouvoirs publics agricoles, tournés vers la productivité restent ambivalents, envers cette patrimonialisation qui évoque une image passéiste de l'agriculture, d'autant que l'engouement populaire des années 1970-1980 pour les matériels de l'agriculture semble faiblir. Le mouvement est cependant paradoxal, le nombre de collectionneurs de matériel agricole, bien souvent agriculteurs, s'accroît, tandis que l'offre d'objets disponibles sur les brocantes et ventes de particuliers à particuliers explose. Les générations d'hommes nés avant la Seconde Guerre mondiale, ou juste après, ont pratiquement toutes des souvenirs du travail des champs et des outils utilisés⁷⁵⁵.

C'est sur ce terreau humain que se développe l'association d'Amis du musée du Compa, que ne possède pas **La Bertaugé**, qui se confond avec une association.

Depuis 1981, l'association, propriétaire des collections, collecte, inventorie, conserve, entretient, sauvegarde les machines grâce à son expertise en restauration mécanique. Elle permet à l'équipe salariée du musée, d'être épaulée dans le choix des objets à acquérir et de répondre aux demandes d'expertise sur les objets agricoles peu documentés, comme une trieuse à grains⁷⁵⁶. Parmi les modifications successives apportées à ses statuts (1988, 1995, 1997), celles de 1997, lui permettent de gérer directement la boutique du musée. Gérer une boutique dans un musée ouvre celui-ci au monde de la marchandisation. Reproduire et diffuser des modèles réduits, maquettes, livres, jeux concourent au processus de patrimonialisation de l'agriculture.

L'association regroupe les pouvoirs publics agricoles, les industriels du machinisme agricole, les amateurs de machinisme et des particuliers intéressés par le monde agricole et les musées. L'association du Compa assiste l'équipe dans ses démarches professionnelles⁷⁵⁷. Elle compte dans ses rangs, environ 250 adhérents. Plusieurs de ceux-ci, réunis autour d'une passion commune pour le machinisme agricole, retraités de ce domaine d'activité, assurent bénévolement l'essentiel de la restauration des collections, en collaboration avec un mécanicien et avec un agent technique comptant dans les effectifs du **Compa**.

Les cotisations, les subventions accordées par le conseil général, la DRAC, la région Centre et des partenaires privés contribuent à alimenter son budget et à permettre son activité patrimoniale et associative. Les recettes de l'association rémunèrent deux restaurateurs

⁷⁵⁵ / Association de Préfiguration du conservatoire national des machines et des pratiques agricoles. 1984.

⁷⁵⁶ / Courrier du Chef du bureau du cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir au directeur de la Sem du Conservatoire du machinisme agricole. 26 janvier 1990.

⁷⁵⁷ / Association des Amis du Compa, statuts.

mécaniciens professionnels, à temps partiel, dans les ateliers mécaniques de Mainvilliers⁷⁵⁸. L'association du Compa organise pour les adhérents, des programmes événementiels et des voyages annuels. Elle prend en charge les manifestations autour des collections. Enfin, elle intervient dans les comités scientifiques des expositions.

En cette fin de XX^e siècle, l'activité du **Compa** est multiple. Le musée propose une programmation variée, qui s'appuie sur les collaborations et des partenariats riches. Le secteur animation organise de nombreuses activités en direction des différents publics, et en particulier scolaires qui valorisent les propositions d'expositions.

Les thèmes, proches des attentes du grand public, intègrent des réponses très variées et la prestation de nombreux intervenants compétents. Les animations et les expositions temporaires font connaître et partager le patrimoine. Elles constituent les temps forts de la réflexion muséale annuelle. Les expositions temporaires font date, elles sont innovantes et uniques. Elles permettent au **Compa** de rayonner au-delà du territoire beauceron et de faire l'actualité. Elles s'appuient sur des collections, souvent rares ou originales. L'exposition « Jardin/jardinage » est constituée, en grande partie, par la collection de Guillaume Pellerin, propriétaire du jardin botanique de Vaudeville (Manche). Pour l'exposition « les clés du sol », Michel Aubineau professeur émérite de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (INAPG), favorise le prêt de 90 maquettes agricoles de l'école de Grignon.

Le **Compa** fait référence pour le travail de la terre et le machinisme agricole. En 1998, il prête des machines à huit manifestations culturelles autour de l'agriculture. C'est également un centre d'expertise, à qui le conseil régional de la région Centre, commande une étude sur le devenir des 6 200 machines, outils et objets de la collection de Serge Dufour⁷⁵⁹. L'expertise du musée et de son équipe concerne également les aspects scientifiques de la culture à l'œuvre dans les musées, qui se traduit par des expositions temporaires, spécialisées, et des colloques professionnels.

Le **Compa** organise 28 expositions temporaires pendant ces onze années, à raison d'environ trois par an, ce qui représente un volume important de travail et de propositions culturelles. Les thématiques retenues, sont en prise avec l'agriculture sur des registres arts et traditions populaires, artistiques, techniques, centrées sur les spécificités locales. Les artistes présentés ont tous une renommée nationale, voire internationale, même lorsqu'ils sont beaucerons.

⁷⁵⁸ / Conservatoire du machinisme et des pratiques agricole. Statuts AGE 21 février 1995, Statuts AGE 10 juin 1997.

⁷⁵⁹ / Rapport d'activité du **Musée Beauceron du Grand Bréau**, 2006-7, inventaire, p. 4.

Certaines expositions sont orientées arts et traditions populaires, comme « quadrilles et jupons » en 1997.

L'art, partie prenant des expositions, fait du **Compa** un musée de synthèse sur l'agriculture. En 1995, « L'arbre de Gabriel », peintures de Gabriel Loire, première grande exposition artistique fait date, à l'époque de la refonte du projet du musée. Elle se déroule au moment même, où le **Compa** redéfinit ses choix et s'ouvre aux dimensions muséographiques des musées de société, pour exposer l'agriculture. De nombreuses expositions suivent, avec le concours d'artistes : Guy Arno, Blaise, Cravan, Sauvage en 1992 ; Depardon en 1996 ; Christophe Malon, en 1998.

L'art s'expose dorénavant dans les musées d'agriculture à l'inverse de celui observé dans les musées d'art, qui dès le XIX^e siècle, exposent l'agriculture.

Les produits issus de l'agriculture, aussi répandus et symboliques, que le pain et le vin donnent aussi matière à en dresser un portrait historique, géographique, mais aussi alimentaire. « Du grain au pain » en 1992 ; « chocolat » en 1993 ; « cafés, cafés » en 1994 ; « le coton qui habille, le coton qui se mange » en 1994 ; « la saison des vendanges » et « la vigne et le vin au Moyen-Âge » en 1994, sont de cette veine.

Les animaux de la ferme sont exposés, en 1998 « Veaux, vaches, cochons » ; en 2001 « Quand le cheval fait la foire » et « La belle histoire du cheval » mettent en relation les collections du musée, les métiers équin avec des interventions d'artistes contemporains, comme le plasticien et cavalier Jean-Louis Sauvat, ou le sculpteur dessinateur Christian Hirley,...

Les moulins, en particulier euréliens, sont exposés à trois reprises : « les images de mon moulin » en 1992, « comme dans un moulin », « L'eau, l'Eure-et-Loir et ses moulins » en 1999.

L'exposition sur la viticulture et la viniculture est caractéristique de l'interdisciplinarité, mise en œuvre dans les expositions. La région chartraine est présentée sous l'aspect inattendu d'une région viticole. Effectivement, avant la crise phylloxérique de la fin du XIX^e siècle, la vigne pousse à Chartres, comme ailleurs en France.

De septembre 1994 à janvier 1995 diverses manifestations lui sont consacrées ; La vigne et le vin au Moyen Âge, la saison des vendanges : le boire ; les vigneron de Chartres, par l'historien Benoît Garnot au XVIII^e siècle⁷⁶⁰ ; l'art du tonnelier⁷⁶¹ ; la vinification blanc et

⁷⁶⁰ / Le **Compa**. Dossier de presse. Benoit Garrot. Les vigneron de Chartres au XVIII^e. Siècle. 1994.

⁷⁶¹ / Le **Compa**. Fiche de présentation. L'art du tonnelier. Démonstration d'Olivier Gaudron. 1994.

rouge⁷⁶² ; vigne et vin à la cathédrale de Chartres XII-XIII^e siècle⁷⁶³ ; culture de la vigne céramique : histoire d'une technique⁷⁶⁴ ; beaujolais nouveau est arrivé⁷⁶⁵ ; pressoirs anciens de l'Antiquité au XIX^e siècle par Claudien Billot⁷⁶⁶ ; la vigne à Chartres par Jean-Jacques François ; laboureurs et vigneron du Pays chartrain à l'heure de la Révolution⁷⁶⁷ ; vigne et vin au Moyen Âge⁷⁶⁸.

En 1995, l'exposition « Terroirs et territoires » de l'INRA présente les terroirs sous trois volets : « Les lieux communs » ; « les lieux-dits » et les « lieux d'innovation. » La démarche s'inscrit dans la défense agricole de la Beauce et du Perche et intègre les impératifs de maîtrise de la production agricole, les phénomènes de déprise agricole et l'impact des directives européennes relatives à la protection de l'environnement. L'usage des terroirs et des territoires est reconsidéré.

Le musée renforce ses choix muséographiques vers la pluralité des thèmes, générés par l'agriculture, plutôt que sur les moyens techniques dont celle-ci dispose, comme le machinisme agricole. Les propositions ne concernent plus seulement avec quoi travailler les sols, mais avec qui, pourquoi et comment le faire, dans le cadre d'une définition plus large de l'agriculture. En cela, le **Compa** fait rupture avec les **Ruralies**, où les présentations technologiques dominent.

Le colloque du **Compa** les 08-9 décembre 1994 « Le rural et ses musées » donne l'occasion de faire le point sur la multiplicité des projets muséographiques, en milieu rural, des vingt dernières années. L'ouverture d'un jardin école, établi sur neuf parcelles de douze m², permet de travailler au plus près des publics scolaires, grâce à la mise en place de classes de jardinage⁷⁶⁹.

La forêt d'Orléans, au sud de Chartres, est suffisamment proche et familière aux visiteurs euréliens du **Compa**, pour justifier de manifestations muséographiques. Celle-ci ne représente que 12 % du territoire eurélien, privée à 84 %, elle est au centre des débats. La parole est donnée à ses acteurs, le Centre Régional de la Propriété Forestière, des sylviculteurs privés, l'Office national des Eaux et Forêts et le public⁷⁷⁰.

⁷⁶² / Le **Compa**. Fiche. La vinification en blanc et en rouge. Conférence de Pascal Buron. 16 octobre 1994.

⁷⁶³ / Le **Compa**. Fiche. La vigne et le vin à la cathédrale. Visite commentées de l'exposition « La vigne et le vin au moyen-âge. »

⁷⁶⁴ / Le **Compa**. Fiche. La culture et la vigne.

⁷⁶⁵ / Le **Compa**. Fiche Conférence. De la pomme au cidre. Venez presser les pommes.

⁷⁶⁶ / Le **Compa**. Fiche. Conférence. Le Beaujolais est arrivé. Par Yves Royé.

⁷⁶⁷ / Le **Compa**. Fiche. Conférence. La vigne et le vin à Chartres aux XVIII^e et XIX^e siècles par Jean-Jacques François.

⁷⁶⁸ / Le **Compa**. Fiche. La vigne et le vin. Vues sur la cathédrale de Chartres. Exposition du 5 septembre 1994 au 29 janvier 1995.

⁷⁶⁹ / Rapport d'activité 1998, p. 6.

⁷⁷⁰ / Le **Compa**. Fiche. Les forêts d'Eure-et-Loir. 18 juin 1995.

Frédéric Checa, spécialiste du monde forestier, présente des collections botaniques d'arbres et d'arbustes du monde entier, ainsi que des essences forestières et les métiers du bois⁷⁷¹. Comme dans un écomusée, le secteur animation propose des ateliers sur la réalisation de haies vives.

Les thèmes abordés, sous forme de conférences, sont très diversifiés, depuis la déforestation tropicale⁷⁷² ; « Forêts des hommes » par Charles Dereix ; « Le chêne roi de la forêt » par Marc Courtois⁷⁷³ ; « L'homme et la forêt au Moyen Âge » avec l'archéologue Bruno Penna ; « Forêt et bois en Gaule romaine » par l'historien Alain Ferdière⁷⁷⁴ ; Denis Bouillier présente « Nous n'irons plus au bois.⁷⁷⁵ » ; la forêt de Brotonne et la présentation du fameux coutumier d'Hector de Chartres (1398-1402) sur les pratiques forestières⁷⁷⁶, complètent de nombreuses activités pédagogiques⁷⁷⁷. Chaque exposition donne lieu à une pluralité de manifestations autour du thème proposé.

En 1996, l'exposition « Paysages et paysans, le désert français et ses derniers habitants » présente 31 photos de Raymond Depardon.

En 1997, le **Compa** expose l'apiculture. Confrontée à la dramatique baisse démographique des abeilles, l'apiculture reste une activité populaire et appréciée, ainsi en Eure-et-Loir, 900 personnes élèvent des abeilles et font du miel pour leur consommation personnelle ou pour la vente⁷⁷⁸. Le **Compa** lui rend hommage : « Oursons les miels d'antan⁷⁷⁹. » Yvette Pomier, apicultrice, présente son film « L'homme au camail⁷⁸⁰. » Réalisées dans le cadre de l'exposition « Terroirs, territoires », ces expositions et animations sur le miel, la pomme et le lait présentent le département sous un jour méconnu.

En 1998, de nombreuses expositions temporaires événementielles mettent en scène l'agriculture sous des aspects nouveaux : « vaches en fête », « on dirait une vache », « comme un moulin », « en avant les charrues », « jardin et jardinages », « Gens d'ici » avec les photos

⁷⁷¹ / Le **Compa**. La saison des animations. Février-mars 1995. Les principales essences forestières indigènes d'Eure-et-Loir ; Arboretum National des Barres : collection botanique d'arbres et d'arbustes du monde entier.

⁷⁷² / Le **Compa**. Fiche. Conférence. La déforestation tropicale n'est pas une fatalité. Patrice Mengin-Lecreux, chef de service de l'ONF.

⁷⁷³ / Le **Compa**. Fiche. Conférence. Le chêne-roi de la forêt. Marc courtois.

⁷⁷⁴ / Le **Compa**. Fiche. Conférence. La forêt des Gaulois. Marc Ferdière.

⁷⁷⁵ / Le **Compa**. Fiche. Conférence. Nous n'irons plus au bois. La forêt d'Orléans du XVII^e siècle au début du XX^e siècle. Denis Bouillier.

⁷⁷⁶ / Le **Compa**. Fiche. Conférence. L'homme et la forêt au moyen-âge. Conférence. Bruno Penna.

⁷⁷⁷ / Le **Compa**. Fiche. Activités pédagogique 1995. Les machines agricoles. La ferme à destination des écoles maternelles et primaires.

⁷⁷⁸ / Le **Compa**. Fiche. « Miels à gogo : de l'or sur la tartine. » 22 octobre 1995.

⁷⁷⁹ / Le **Compa**. Fiche. « Oursons les miels d'antan. » Fabrication de pains d'épices devant le public. 18 octobre 1995.

⁷⁸⁰ / Le **Compa**. Fiche. « L'homme au camail »

de Christian Malon, professeur d'éducation culturelle au Lycée agricole en Normandie. Il conserve la mémoire des gens qui vivaient en harmonie avec la nature.

En 1999, se déroule le colloque « les enfants et le musée. » Lors du printemps des musées, manifestation nationale, organisée par le ministère de la Culture : « semailles, herbiers, les plantes légumières rares ou méconnues » ; « aromates et plantes officinales » ; premier Salon du livre ancien ; exposition « girouettes de tous les temps », sixième salon de la miniature agricole ; quatrième salon de la carte postale « cafés-épiciers-boulangeries de village ». Le **Compa**, à l'échelle d'une ville de province, de seulement 40 000 habitants, réalise des manifestations d'ampleur nationale.

Le musée fête ses dix ans en 2000. En février, se déroule le troisième salon de la basse-cour. Précurseur, le **Compa** s'affirme dans le choix, parfois controversé, de sujets d'exposition et interroge la qualité de l'alimentation, à l'occasion de l'exposition temporaire la « Malbouffe ». Des conférences présentent les préférences et les tendances alimentaires d'actualité. En mars, les auteurs locaux Gérald Macé, Guillaume de Morant animent le Salon du livre ancien.

L'exposition en mai, consacrée à « un siècle de tracteurs », est une des seules à faire lien, avec la collection de machinisme agricole.

Pour la cinquième année consécutive, le Salon de la carte postale « cartobulle » consacré au thème du paysage se déroule au **Compa**. Le passage du siècle de 2000 à 2001 se fait alors que l'exposition : « Plaine terre » est accrochée.

En novembre 2001, artistes et artisans collaborent dans « On n'est pas loin du Perche ». La manifestation rassemble 1 000 visiteurs.

Le **Compa** joue un rôle unique de vigie, concernant les questions d'actualité de l'agriculture, en organisant des manifestations qui sollicitent les meilleurs spécialistes. À l'issue de ces 20 années d'existence dans ses bâtiments muséaux, le **Compa** représente un musée unique où les questions de sciences et techniques agricoles sont formulées à partir de questions de société.

De nouveaux cadres à l'expression muséale affectent collections et musées d'agriculture au XXI^e siècle. Ainsi, les statuts de l'ICOM, amendés par la 20^e assemblée générale de l'ICOM à Barcelone (Espagne), le 6 juillet 2001 élargissent la définition du musée.

Le terme englobe de nombreuses institutions ayant vocation à exposer l'agriculture⁷⁸¹. Au niveau national, la « loi relative aux musées de France » de 2002 se substitue à l'ordonnance du 13 juillet 1945, rénove les statuts et codifie les contraintes des musées labellisés⁷⁸².

Si le **Compa** bénéficie de la labellisation « Musée de France » dès la première vague en 2002, parmi les tout premiers musées de la région Centre, la question ne se pose pas pour **La Bertaugé**, qui ne présente ni les ressources humaines, ni les caractéristiques matérielles et administratives pour revendiquer ce label.

⁷⁸¹ / Annexe B, p. 481.

⁷⁸² / Guy Gaudron. 1947, p. 268.

II. Nouveaux enjeux de la valorisation du patrimoine culturel agricole de 2002 à 2015

Le nouveau siècle s'ouvre sur la reconnaissance accrue du patrimoine par l'État, dont témoigne « l'Opération patrimoine rural », mise en place par le ministère de l'Agriculture. La patrimonialisation croissante de l'agriculture s'accompagne, dans la Marne et dans l'Eure-et-Loir, de nouveaux impératifs, ceux de la valorisation culturelle et touristique. Les deux musées d'agriculture, forts de l'image de ruralité, de technicité et de mise en perspective des questions sociétales liées à la gestion des ressources naturelles qu'ils exposent, s'intègrent dans les politiques culturelles et de valorisation de leurs territoires.

Le folklore, la mémoire de l'agriculture et l'histoire des technologies sont encore prégnants à **La Bertaugue** et dans une moindre mesure au **Compa**.

De nouveaux enjeux liés à la gestion de la culture et de l'agriculture, favorisent des réponses singulières de chacun des deux établissements : actualité des présentations ; adaptation d'une muséologie de la mémoire, à celle de la mise en évidence des passés dans le présent ; organisation et intégration du musée au système touristique local dans une optique de rentabilité économique. L'extension du champ patrimonial que la loi et les actions concrètes suscitent ouvre la muséographie aux problématiques soulevées par l'agriculture.

La promulgation de la « loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France » provoque un nouveau développement de la patrimonialisation de l'agriculture au **Compa**, sur trois axes fondamentaux.

Si **La Bertaugue** n'en bénéficie pas, l'appellation « Musée de France », accordée au **Compa** fait entrer l'établissement et l'agriculture dans la sphère patrimonialisée de la culture reconnue par l'État. Le **Compa** intègre le club des musées labellisés. La loi contraint le monde muséal, candidat à la labellisation, à définir un programme scientifique, dans lequel la collection devient encore plus fondamentale.

Ensuite, le rôle économique attendu des musées, dans un contexte de développement local et de pression budgétaire représente une contrainte de maintien ou d'augmentation de la fréquentation et d'amélioration qualitative de l'offre culturelle pour les structures.

Enfin, la valorisation des musées ruraux dans le cadre de l'affirmation des territoires implique, les musées sur le plan touristique.

En 2004, deux ans après la « loi relative aux musées de France » et après l'installation du Haut conseil des musées qui statue sur l'attribution du label⁷⁸³, seuls 169 des 1 947 musées et collections agricoles répertoriés sont labellisés « Musées de France », (soit 11,50 %)⁷⁸⁴. Ce faible pourcentage s'explique par le fait que peu de ces structures sont en position institutionnelle d'être labellisés, du fait de leur statut, à l'instar des catégories de musées ne relevant pas des beaux-arts⁷⁸⁵.

Dans les années qui suivent les Trente Glorieuses, la place du patrimoine devient déterminante dans les processus d'identification des territoires, en tant qu'élément fédérateur de la volonté d'une population de vivre ensemble⁷⁸⁶. Le patrimoine, de plus en plus évoqué comme facteur d'ajustement économique, et comme source de valorisation des territoires, donne sens à l'environnement dans lequel il est intégré, par l'entremise d'une lecture globale de l'histoire⁷⁸⁷.

Le musée d'agriculture cristallise l'héritage culturel d'un territoire autour des objets témoins du passé rural⁷⁸⁸. **La Bertaugé** et **Le Compa** sont inscrits dans cette dynamique. De 2003 à 2007, 75 musées d'agriculture ouvrent leurs portes⁷⁸⁹. La crise économique qui commence en 2008, touche le monde de la culture et des musées. Les musées les moins fréquentés, souvent établis sur des espaces marginalisés et peu valorisés par le tourisme, sont remis en cause.

L'extension du champ patrimonial, des bâtiments muséaux aux extérieurs, aux biens immatériels et aux caractéristiques du terroir, observable au **Compa** et par les fêtes des moissons à **La Bertaugé**, s'intègre dans la valorisation touristique du territoire.

Avec des missions et des activités qui se différencient, **La Bertaugé** et le **Compa** connaissent des destins contrastés, tant professionnels, qu'en prise avec la valorisation économique, dans l'évolution de leur muséologie et leur intégration de nouveaux domaines patrimoniaux.

Nous analysons l'histoire de ces deux musées dans leur territoire de 2002 jusqu'à 2015.

⁷⁸³ / Ministère de la Culture et de la Communication. Installation du Haut Conseil des musées de France. Communiqué de presse. 23 mai 2003.

⁷⁸⁴ / AFMA, 2006.

⁷⁸⁵ / Michel Colardelle, in : Noémie Drouguet, 2015, p. 7.

⁷⁸⁶ / Michel Vernières, op. cit., p. 11.

⁷⁸⁷ / Jean-Yves Andrieux, 1997, p. 69.

⁷⁸⁸ / Ministère de la Culture et de la Communication. Inventaire Général du patrimoine. [en ligne]. [Consulté le 17/10/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.inventaire.culture.gouv.fr/Chemin_Patind1.htm

⁷⁸⁹ / AFMA, 2006.

II.A. 2002-2008 Une patrimonialisation de plus en plus différenciée

Si le nombre d'agriculteurs diminue en France, le monde rural n'a jamais été aussi présent dans les esprits⁷⁹⁰. Depuis « l'opération patrimoine rural » de l'année 2000, le patrimoine rural et agricole bénéficie des attentions conjuguées des ministères de la Culture et de la Communication et de l'Agriculture. Grâce à l'information et la formation au patrimoine, le dispositif génère une nouvelle prise en compte des objets et biens du passé rural.

Entre 2002 et 2005, la ruralité est adjointe à l'agriculture dans l'intitulé de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, sous les ministres Hervé Gaymard (2002-2004) et Dominique Bussereau (2004-2005).

La raréfaction des aides publiques fragilise les structures muséales les moins institutionnalisées. Le **Compa** et **La Bertaugue** n'en souffrent pas. La loi du 1^{er} août 2003, portée par Jean-Jacques Aillagon, ministre de la Culture, sur le mécénat offre des déductions fiscales importantes (jusqu'à 90 %), pour les « trésors nationaux », qui doivent être conservés en France. Cette loi intéresse les musées les plus reconnus. Le budget affecté au patrimoine perd 100 millions d'euros, en 2008.

Au lendemain de « la loi relative aux musées de France », le **Compa** poursuit son arrimage au monde muséal eurélien, expose et patrimonialise nombre d'objets qui évoquent l'agriculture nationale. Il vit sa douzième année dans la rotonde rénovée, tandis que **La Bertaugue**, fermée pour cause de tempête, ouvre trois ans plus tard en juin 2005, dans sa vaste halle, qui fait fonction de salle d'exposition permanente.

Le monde agricole, durablement installé dans l'ère de la mondialisation vit au rythme des soubresauts de l'économie, des crises géopolitiques et sanitaires.

En 2001, se déroule la seconde crise de la vache folle. La loi d'orientation agricole du 22 décembre 2005 ne privilégie plus le productivisme et met l'accent sur le développement.

En 2006, la réforme de la PAC, qui libéralise les échanges agricoles entre en vigueur. Beauce et Champagne sont relativement préservées des contraintes et peuvent se concentrer sur la production, sans remise en cause fondamentale des moyens et méthodes.

Cependant, la mise en avant et la diffusion des productions locales gastronomiques, constitue un moyen de valoriser également et d'une manière culturelle, le territoire et ses producteurs. Cette course au « caractère » et à la typicité, s'observe dans les manifestations culturelles agricoles, toujours aussi présentes.

⁷⁹⁰ / Le **Compa**. Le roman d'un monde. Dossier de presse. La fin des paysans ? 2013, p. 13.

Les logos et labels permettent de reconnaître les aspects qualitatifs des productions locales et de se démarquer des autres territoires. **La Bertaugue** et le **Compa**, s'en font l'écho à des degrés divers.

II.A.1 Loi de 2002 et évolution des muséographies agricoles

Les dispositions prévues par la « loi relative aux musées de France » ouvrent de nouvelles perspectives de rénovation des musées labellisés. Elles marginalisent les structures non labellisées, les écartant de fait des aides étatiques diverses, délivrées par les DRAC, qu'elles soient financières, de conseil ou d'ingénierie culturelle. Les musées labellisés, mieux identifiés, renforcent l'image et l'attractivité des territoires. La patrimonialisation de l'agriculture au musée entre alors dans une nouvelle époque, celle de la reconnaissance institutionnelle partielle. Les musées d'agriculture labellisés voient leur collection devenir « Trésor national. »

La loi apporte trois grandes avancées. D'une part, elle concerne tous les musées, quel que soit leur rattachement administratif. Ensuite, elle ordonne l'inaliénabilité des collections, qui était jusqu'alors un usage sans fondement législatif réel. Enfin, elle accorde une réelle place au public⁷⁹¹.

La nouvelle loi semble ouvrir des opportunités aux musées d'agriculture car le concept de musée s'élargit à

« toute collection permanente composée de biens dont la conservation et la présentation revêtent un intérêt public et organisée en vue de la connaissance, de l'éducation et du plaisir du public⁷⁹². »

Les DRAC et leurs conseillers pour les musées, sont en charge d'accompagner les musées, en regard de la nouvelle loi. La loi n'a pas d'incidence sur les politiques régionales en faveur des musées, sauf à conforter les musées labellisés. La loi ne modifie pas l'institutionnalisation des musées d'agriculture, ni n'accroît leur reconnaissance.

Comme le souligne Dominique Poulot,

« La nouvelle loi musées sanctionne probablement la fin d'un cycle muséal français, qui semble refuser le jacobinisme centralisateur des mises en dépôt sous contrôle du musée central, émanciper les musées de région, reconfigurer le corps des professionnels de l'institution. »

L'État et la Région Champagne-Ardenne qui n'ont pas favorisé la création de **La Bertaugue**, n'amplifient pas leurs aides aux rares structures culturelles rurales.

⁷⁹¹ / Christophe Vital, 2011, p. 16.

⁷⁹² / « Loi musée », Art. Premier.

La Région Centre, ne semble pas disposer de politique culturelle régionale déterminée, malgré sa superficie (cinquième région de France), en matière de connaissance et de mise en valeur du patrimoine rural et ethnologique⁷⁹³.

En 2005, sur le territoire métropolitain, onze musées disposent d'une appellation en relation avec le machinisme agricole.

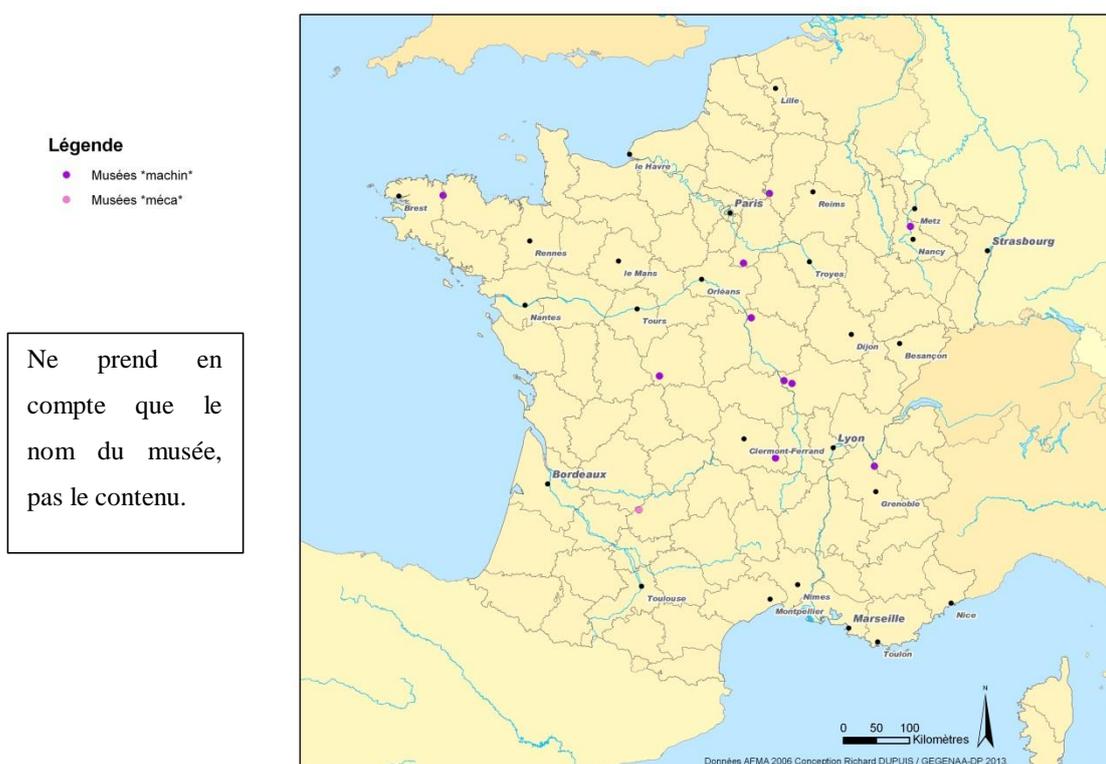


Figure 75 : Musées ayant « machin » et « méca » dans leur intitulé, 2006 (carte)

Ni **La Bertaugé**, ni le **Compa** ne figurent sur cette carte, bien qu'exposant le machinisme. La répartition des musées de machinisme agricole est diffuse et peu observable, avec les catégories usuelles des descriptions des musées. Il existe plutôt des collections d'agriculture que des musées d'agriculture.

⁷⁹³ / Christian Chenault, *in* : AFMA, 2002, p. 127.

II.A.1.a La Bertaube, musée de proximité, sans label

Un label sans intérêt

La Bertaube, est ancrée dans un territoire, sans aménités touristiques, où les grandes cultures sont pérennes et rentables⁷⁹⁴. Dans cet environnement stable, l'association support de musée, est potentiellement concernée par « loi relative aux musées de France ». L'équipe de bénévoles peu formée à la gestion administrative ne cherche pas à bénéficier de la labellisation « Musée de France ».

Par ailleurs, la candidature au label « Musée de France » impose des contraintes légales auxquelles le musée, fermé depuis plus de trois ans à l'époque de la première labellisation, ne peut faire face. D'une part, la collection est dispersée sur plusieurs sites, n'est pas inventoriée et ne bénéficie de ce fait d'aucun récolement. D'autre part, les locaux muséaux ne sont pas remis en état.

La proximité pour atout

Sur le registre de la proximité, le conseil général finance la campagne publicitaire des fêtes des moissons, par le biais de son opérateur le comité départemental du tourisme de la Marne. L'association n'organise cependant pas de fêtes de cette nature, entre celle qui se déroule en 1997 à Saint-Mard-sur-Auve, et celle de 2007 à Somme-Vesle, sur le site du musée rénové. Dix années pendant lesquelles l'équipe se préoccupe de la construction et de la reconstruction des bâtiments muséaux. La muséographie et les activités liées sont donc en sommeil pendant cette décennie. La labellisation n'entre pas dans le champ de questions envisagées par l'équipe.

Le monde des entreprises prend part à la patrimonialisation de l'agriculture en participant à la remise en état du musée. Les partenaires économiques du monde agricole : la compagnie d'assurances Groupama pour les associations, le Crédit agricole apportent à nouveau leurs aides financières. La coopérative Alfaluz recouvre le sol de mâchefer⁷⁹⁵. La Chambre d'agriculture de la Marne, la vente du terrain de Courtisols initialement acquis pour la construction du musée dans les années 1990, des fonds propres à l'association ainsi que les bénéfices réalisés lors des fêtes des moissons complètent les capitaux nécessaires. La Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt, service d'État, supervise le dossier des subventions.

⁷⁹⁴ / Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Champagne-Ardenne. Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale et du Pays de Châlons-en-Champagne. Agence d'Urbanisme et de Développement de l'agglomération et du pays de Châlons-en-Champagne. 2014, 8 p.

⁷⁹⁵ / Luzeal. [En ligne]. [Consulté le 30/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.luzeal.fr/Racine/Luzeal-Internet/Presentation----/La-Cooperative/La-Cooperative-866.aspx>

Les agriculteurs fondateurs, et toujours responsables du musée, s'estiment fiers et dignes, ils prennent toujours leur bâton de pèlerin pour convaincre des valeurs liées à l'agriculture et à son histoire partagée. Peu nombreux, mais solidaires et liés par l'amitié, ils se battent pour sauver les vieux outils agricoles. **La Bertaugue** conserve des objets qui seraient perdus à jamais. L'association crée des émules qui adhèrent peu à l'association, mais sont sensibilisés à la restauration de leurs vieux matériels et les exposent alors devant leurs propriétés⁷⁹⁶. Convaincre de l'intérêt de l'agriculture au musée participe à la patrimonialisation de l'agriculture.

II.A.1.b Compa, label, légitimation professionnelle

Du contrôle au label

Depuis son ouverture en 1990, le **Compa** est classé « musée contrôlé ». En 2002, le **Compa** est labellisé Musée de France dans la première vague. Les effets de la loi sur la gestion de la collection ne sont pas constatables rapidement, car le musée dispose de plusieurs années pour répondre aux contraintes de la loi, en particulier, concernant le récolement, opération qui requiert du temps et de la disponibilité.

Le **Compa** joue un rôle de vigie sur l'évolution des musées. Le travail conceptuel se développe dans le cadre des colloques qu'il organise. Ainsi le 10 décembre 2003, les dixièmes rencontres s'intitulent « Musées en quête d'identités »⁷⁹⁷. Les colloques contribuent à la renommée scientifique du musée et alimentent les réflexions sur la politique scientifique de l'établissement ainsi que sur les spécificités de la collection.

Une légitimité scientifique, appuyée par des professionnels

L'implication d'anciens professionnels du machinisme agricole au musée, caractérise le processus de patrimonialisation de l'agriculture, de **La Bertaugue** et du **Compa**.

Ainsi, **La Bertaugue** et le **Compa** gèrent la rénovation des machines agricoles de la même manière. Cet aspect est commun à tous les musées de matériels agricoles lourds. L'association du Compa, présidée par Michel Aubineau, gère la collection et sa rénovation. Elle continue à recevoir le soutien du conseil général d'Eure-et-Loir. Depuis 2005, l'équipe dispose d'un atelier de restauration de machines agricoles. Il constitue un cas unique dans un « Musée de France ». Six personnes, dont deux anciens chefs d'atelier des Établissements Lecoq, sous

⁷⁹⁶ / Association La Bertaugue. Assemblée générale. 2005.

⁷⁹⁷ / Le **Compa**. Rencontres scientifiques du **Compa**. 2003 : « Musées en quête d'identités » [en ligne]. [Consulté le 01/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/45567#45567_anchor

la direction du responsable technique et régisseur des collections du **Compa**, restaurent les machines et usinent les pièces devenues introuvables. Chaque rénovation mobilise l'équipe pendant deux ou trois ans⁷⁹⁸. La remise en état des matériels nécessite de trouver la documentation technique, bien souvent inexistante ou peu accessible, ainsi que les pièces détachées, dans un marché mondialisé de la fourniture d'occasion. Il s'agit d'exposer des matériels en bon état de marche et non « dans leur jus ».



Cliché Richard Dupuis

Figure 76 : **Le Compa**, atelier de réparation, Mainvilliers

Bien connu du milieu de tractoristes collectionneurs et employé du **Compa** depuis le début de l'aventure, le responsable technique préside le club de tracteurs Lanz depuis 2007⁷⁹⁹. Ses compétences facilitent la conduite des opérations de remise en état.

II.A.2 Nouvelles manifestations culturelles

Les missions muséales réaffirmées dans la loi de 2002 sont globalement impossibles à atteindre dans le cas de **La Bertaugue**, et déjà atteintes par le **Compa**, en particulier sur la prise en compte des publics.

II.A.2.a La Bertaugue

L'objet avant tout

Pressée d'ouvrir le musée dès sa reconstruction, l'équipe fait le choix d'exposer des outils agricoles représentatifs de la collection. Celle-ci, est importante et compte 4 500 objets, du plus petit au plus grand, de la serpette à la moissonneuse-batteuse⁸⁰⁰.

La Bertaugue possède seulement 500 objets de moins que le **Compa**.

⁷⁹⁸ / **Le Compa**. *Présentation. Découvrez les collections !* [en ligne]. [Consulté le 24/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/collections/presentation>.

⁷⁹⁹ / Entretien avec Laurent Touche, 2014 ; **Le Compa**. Printemps 2011. Les 100 ans du premier tracteur Lanz. [en ligne]. [Consulté le 18/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/dossier-web/passion-lanz-100-ans-du-premier-tracteur-lanz/les-passionnes-temoignent>

⁸⁰⁰ / Association La Bertaugue. Assemblée générale. 2005.

Des commissions sélectives

Six commissions sont à pied d'œuvre. Elles concernent la collecte et la gestion du matériel ; sa rénovation ; la recherche ; la documentation ; la communication, le marketing, la publicité ; les animations extérieures ; le musée.

II.A.2.b Compa

Machines, toujours

Les machines sont toujours le point d'attraction favori du public. Le musée fait référence en la matière. Tous les deux ans en juin, les machines sont présentées, en fonctionnement, sur un thème choisi.

Les expositions temporaires constituent l'essentiel des présentations muséographiques du **Compa**. Elles permettent de renouveler l'intérêt pour la structure et l'agriculture. En 24 ans l'équipe propose 20 grandes expositions⁸⁰¹.

Les œuvres d'art de plus en plus présentes

La plupart des œuvres exposées représentent le paysage et évoquent le travail de la terre, comme « La plaine traversée » de Jean Angura, qui questionne le regard sur les grands espaces et les paysages de Beauce⁸⁰², les peintures d'Yves Lévêque et les photographies de la Beauce réalisées par Daniel Henri Feuillage⁸⁰³.

La Beauce constitue un sujet de prédilection dans les expositions et les différentes réalisations du **Compa**.

La patrimonialisation de l'agriculture s'observe également par la reconnaissance de la valeur du musée et de sa collection, lors d'une visite d'experts. Le 19 avril 2007, l'Académie d'Agriculture de France visite le **Compa**⁸⁰⁴. Cette vénérable institution issue de la Société d'Agriculture de la Généralité de Paris, fondée en 1761 par le roi Louis XV participe à la reconnaissance du **Compa**.

⁸⁰¹ / Le **Compa**. Principales expositions temporaires, p. 628.

⁸⁰² / Conseil général d'Eure-et-Loir. Compa-Conservatoire de l'agriculture. *Le paysage sculpture de Jean Angura*. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/expositions/le-paysage-sculpture-de-jean-anguera>

⁸⁰³ / Conseil général d'Eure-et-Loir. Compa-Conservatoire de l'agriculture. *Le parcours*. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/expositions/le-roman-d-un-monde-30-ans-d-acquisitions-et-de-donations/%28content_block%29/100366#100366_anchor

⁸⁰⁴ / Académie d'Agriculture de France. [en ligne]. [Consulté le 17/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.academie-agriculture.fr/>

II.B Musées agricoles et développement territorial

II.B.1 Une relation à des territoires qui changent peu

Le musée constitue une ressource territoriale, et répond à des objectifs culturels, qui valorisent son espace géographique d'accueil⁸⁰⁵.

La loi de décentralisation, relative aux libertés et responsabilités locales, du 13 août 2004, dite acte II de la décentralisation, prise sous le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, inscrit une nouvelle politique dans le paysage de la gestion culturelle et permet aux régions, d'obtenir la gestion de monuments de l'État.

L'Inventaire du patrimoine transféré aux régions, sous le ministre de la Culture et de la Communication Jean-Jacques Aillaguon, autorise le rapprochement des sauvegardes et des valorisations nécessaires des monuments et des biens matériels, avec les outils de connaissance locale. Pour l'association La Bertaube, cette nouvelle organisation n'a pas d'incidences observables.

Depuis la loi d'août 2004, le département, collectivité territoriale de proximité, dispose progressivement de crédits destinés à l'entretien du patrimoine rural protégé et de services culturels.

« Le ministère de la Culture a favorisé l'irrigation culturelle des départements et contribué au renforcement de leur identité⁸⁰⁶. »

Certains départements financent et développent les musées ruraux. Si nombre de départements aident les musées, la « compétence culture », n'en est pas moins facultative⁸⁰⁷. 296 musées dépendent de conservations départementales, soit près d'un quart des musées de France.

Le musée, outil de diffusion culturelle, participe aux projets de développement locaux. Les missions prescrites aux musées par les tutelles, dépassent celles traditionnelles, de conservation des collections et d'animation. Les dimensions éducatives, sociales, économiques et touristiques clairement affichées, sont valorisées.

Les écomusées, pour leur part, rayonnent sur un territoire, relevant peu des tutelles départementales. Ces structures se tournent vers le tourisme et répondent à des logiques de professionnalisation pour se développer⁸⁰⁸.

⁸⁰⁵ / Henri Gumuchian, Bernard Pecqueur, 2009, p. 5.

⁸⁰⁶ / François-Noël Simoneau, *in* : 50 ans, 2009, p. 65.

⁸⁰⁷ / Calvados (1955) ; Meuse (1956) ; Jura (1960) ; Vendée (1972). Cités par Christophe Vital, 2011, p. 43.

⁸⁰⁸ / Philippe Poirrier, 2003, p. 16.

Dans ce cadre, des thèmes et des objets identifiant le territoire prennent un nouveau sens. La volonté de sauvegarder, conserver et exposer des éléments du passé agricole local menacés, contribue à la valorisation attendue ou prescrite du territoire.

La typicité des produits locaux, exposés et à vendre dans la boutique du **Compa** fait argument au service de la visite du musée. À **La Bertauge**, quelques produits, comme le lentillon de Champagne sont accessibles à l'accueil⁸⁰⁹.

En revanche, les maisons rurales champenoise et beauceronne, ne disposent pas d'une notoriété de premier plan. Les fermes, notamment beauceronnes, présentent, elles, un caractère original.

Dans les collections, l'intérêt pour la maison se prolonge malgré tout, par la reconstitution de maisons et d'intérieurs ruraux, champenois et beaucerons, plébiscitée par le public. Un intérieur et une maquette de ferme champenoise sont présentés à **La Bertauge** dès sa réouverture. Des maquettes de fermes beauceronnes sont exposées au **Compa**.



Clichés Richard Dupuis

Figure 77 : Intérieur rural champenois. Maquette de ferme beauceronne.

II.B.1.a La Bertauge, réouverture, exposer un territoire agricole champenois

Ouvrir le musée avec les mêmes hommes

Avec le nouveau siècle, la mémoire de l'agriculture constitue moins un enjeu culturel, qu'un acquis à développer. Les céréaliculteurs, qui ont créé et gèrent le musée, ne remettent pas en cause l'agriculture intensive, dans une région agricole où l'agriculture biologique fait figure d'exception.

⁸⁰⁹ / CNDP. Le lentillon de Champagne. [en ligne]. [Consulté le 31/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.cndp.fr/crdp-reims/polegout/patrimoine_ca/lentillon.pdf

L'intérêt pour le patrimoine rural qui s'est manifesté au tournant des années 1980, comme les opérations de sauvegarde du petit patrimoine de pays, se prolonge dans les musées d'agriculture, ainsi à **La Bertauge**. Une croix de pays est installée à l'entrée du musée. Elle évoque des territoires marqués par une religion catholique, bien présente et constitue un élément de décoration, tandis que le wagonnet sur rails, placé derrière la croix, fait référence aux activités extractives de la craie à des fins industrielles à Omey (Marne) (à 24 km et 27 minutes).



Cliché Richard Dupuis

Figure 78 : **La Bertauge**, croix de pays

De son côté, la mémoire vivante se fragilise. D'une part, parce que les fondateurs, agriculteurs « défricheurs » d'après la Seconde Guerre mondiale, trouvent très peu de nouveaux adhérents dans les années 2002-2008. Le musée est fermé à plusieurs reprises et ouvre en 2005⁸¹⁰. Le nombre global d'adhérents baisse de 107 en 2002, à 90 en 2008. La nouvelle génération d'agriculteurs est plus soucieuse de production que de muséographie, même s'il s'agit de l'agriculture. D'autre part, les mêmes fondateurs vieillissent et disparaissent.

L'intérêt des visiteurs se porte sur les musées d'agriculture, en raison de leurs collections agricoles, mais aussi du lien qui unit ces structures à leur espace vécu. C'est une des raisons essentielles des visites à **La Bertauge**.

Peu de visiteurs étrangers poussent sa porte. Par ailleurs, un musée fermé pour travaux fait peu parler de lui. Il réalise peu d'activités susceptibles d'attirer l'attention et l'envie de participer à son projet.

⁸¹⁰ / Association La Bertauge. Les adhérents. p. 619.

Ainsi, le musée fermé plus de quatre ans ne suscite pas la vocation de nouveaux adhérents. L'équipe sollicite alors les bénévoles par voie de presse⁸¹¹.

En 2001, l'association doit faire vivre le projet de partenariat pédagogique, inclus dans ses statuts, avec le lycée de Somme-Vesle. L'équipe communique peu avec ce partenaire historique, indispensable pourtant afin de mener à bien la mission éducative assignée.

En 2002, le musée est fermé depuis déjà trois ans. Les travaux de réhabilitation nécessitent des expertises. Les assurances et la garantie décennale des bâtiments couvrent une grande partie des travaux à effectuer. Sollicité pour la seconde fois, Albert Vecten, le président du conseil général, en fin de mandat, donne son accord pour compléter le montant du coût de la reconstruction⁸¹².

Le 1^{er} février 2003, l'unique numéro de la gazette de l'association La Bertauge, paraît. Fruit des recherches de membres du bureau du musée, la feuille n'est pas plébiscitée et ne connaît pas de suite.

La patrimonialisation de l'agriculture n'est pas un acquis. Le bâtiment muséal est à reconstruire. Il faut mobiliser à nouveau les financeurs. René-Paul Savary, médecin (UMP), nouveau président du conseil général de la Marne, élu en juillet 2003, remplace Albert Vecten, agriculteur (Modem) qui ne se représente pas, en raison de son âge. Il prolonge l'action de la collectivité territoriale auprès de l'association.

Intégrer le musée dans le tourisme

Le conseil général prend à sa charge 465 370 euros de remise en état des bâtiments muséaux, mais souhaite que le musée s'inscrive dans la perspective d'une activité économique autour du tourisme⁸¹³.

Cette stratégie, décidée par les élus de l'assemblée départementale marnaise, semble conforter :

« l'originalité d'un territoire que l'on entend vendre sur le marché des biens touristiques⁸¹⁴ ».

Les nouveaux locaux de **La Bertauge** sont achevés en mars 2004. Ils reprennent, pour l'essentiel, la configuration de l'ancien bâtiment, sur le même emplacement.

⁸¹¹ / *L'Union*, 29 septembre 2004.

⁸¹² / Note de la direction des Affaires scolaires, culturelles, sportives et touristiques au président du conseil général de la Marne. 30 juin 2004.

⁸¹³ / *La Marne agricole*, 10 juin 2005.

⁸¹⁴ / Serge Chaumier, *in* : *Musées en quête d'identités*. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003, p. 16.

Le conseil général de la Marne remet les clés du bâtiment muséal de 1 500 m², dont 1 312 m² de surface d'exposition, à l'équipe. Le 10 mai 2004, l'assemblée départementale renouvelle, pour 20 ans, la convention d'occupation des locaux mis à disposition du musée.

En 2005, le conseil général autorise le musée à aménager la halle muséale de Somme-Vesle. L'assemblée départementale accorde à nouveau sa confiance dans le projet et les hommes qui le portent.

« Vu les statuts de l'Association La Bertaue et le souci de cette association à maintenir en état un patrimoine rural de qualité. »

Il s'agit de conserver une collection que, seuls des agriculteurs, peuvent entretenir. Les bâtiments sont cependant insuffisants pour abriter les activités de restauration de matériels agricoles lourds.

« Vu la demande présentée par l'Association au Département, concernant le stockage et la mise en exposition du matériel agricole, dont dispose l'association⁸¹⁵. »

Des hangars sont loués et permettent de libérer dans la halle, plus de 1 000 m². Les déplacements des matériels pondéreux nécessitent du matériel spécialisé, plates-formes, tracteurs et une implication importante des membres de l'association.

Le développement touristique est attendu. Le comité départemental du tourisme de la Marne, agence dépendant du conseil général, réalise les supports publicitaires sur lesquels les établissements scolaires, à l'instar du centre de formation professionnelle de L'Épine et les organismes de loisirs locaux figurent⁸¹⁶. **La Bertaue** bénéficie de ses services.

Depuis la réouverture du musée, la collection est présentée en deux grands ensembles répartis de chaque côté de l'auditorium. En partie ouest, est exposée l'agriculture avec les matériels agricoles : le travail du sol, la moisson, le battage ; ce qui relève de l'élevage et la maison d'habitation champenoise⁸¹⁷. Les métiers annexes à l'agriculture, ainsi que 25 des 45 tracteurs dont dispose l'association, des vieux outils du XVIII^e siècle aux années 1950 sont exposés dans la partie Est⁸¹⁸. Cette partie comprend également les expositions temporaires et les ensembles consacrés à la vie sociale, comme la boulangerie et la bouverie construites en

⁸¹⁵ / Convention d'occupation des locaux mis à disposition entre le Département de la Marne et l'association La Bertaue, 2004 ; Centre de formation professionnel de L'Épine. [en ligne]. [Consulté le 31/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.cfppalepine.fr/>

⁸¹⁶ / La Bertaue. Assemblée générale. 2005.

⁸¹⁷ / *Bulletin du canton de Marson*. La Bertaue musée agricole ou musée rural ? N°7, 28 août 2008.

⁸¹⁸ / *Ibid.*

2007, présentée dans de nombreux musées d'arts et traditions populaires, ainsi au **Musée du village du Der** dans le Sud marnais⁸¹⁹.

La muséologie fait la part belle à la présentation folkloriste du XIX^e siècle, héritage d'une présentation par thèmes, comme au **Museon Arlaten**⁸²⁰.



Clichés Richard Dupuis

Figure 79 : **La Bertaugue** : charrues, houes, palonniers. Laiterie

Placé sous le regard croisé des folkloristes, des ethnologues, des historiens, des géographes, des sociologues, des agronomes, le monde rural ne se confond plus avec le monde agricole⁸²¹. Ce patrimoine est plébiscité par des visiteurs en majorité marnais, résidant dans l'environnement du musée. Depuis 1976, jusqu'à la réouverture, les huit fêtes des moissons réalisées par l'équipe attirent 150 000 visiteurs.

La Bertaugue aborde le nouveau siècle en présentant toujours la Champagne céréalière, avec une équipe peu renouvelée, une intégration touristique à concevoir et une muséographie de la mémoire agricole.

Le **Compa** intègre le label « Musée France ».

II.B.1.b Le Compa : l'agriculture et les territoires dans un contexte sociétal

Expositions renouvelées, musée en évolution

Les expositions temporaires permettent au musée de faire référence aux thèmes centraux de son programme scientifique et d'interpeller la relation urbains/ruraux. Le **Compa** réalise de nouvelles expositions qui éclairent l'activité agricole dans ses multiples relations avec la société. Celles qui concernent l'animal, présentent d'abord le cheval, thème central, pour lequel des musées spécialisés existent. Le cheval, si familier et si utile dans le travail de la ferme, est

⁸¹⁹ / Annexe M, p. 503 ; Association La Bertaugue. Assemblée générale. 2007.

⁸²⁰ / Fig. 9, p. 44.

⁸²¹ / Denis Chevallier, Isac Chiva, Françoise Dubost, *in* : Denis Chevallier, 2000, p. 11.

un des animaux les plus patrimonialisés. Il est présenté de manière récurrente au musée, encore plus au **Compa** en raison de la proximité du Perche, dont le cheval percheron est l'emblème. En 2001-2002, trois expositions lui sont consacrées : « Quand le cheval fait la foire » avec Christian Malon, photographe agricole ; « Un cheval, des chevaux », « Sauvat, sculptures et dessins ». Les expositions du **Compa** font référence à une époque précise, mais également à un espace, celui du Perche.

La scène muséale eurélienne évolue. Des structures non labellisées qui présentent l'agriculture se créent, et disparaissent. À Épernon, à 30 km au nord-est de Chartres, un musée associatif, le **Conservatoire des meules et pavés** est créé en 2005.

Il expose en partie l'agriculture, dont les activités de minoterie et présente une laiterie et le travail du lait.



Cliché Richard Dupuis

Figure 80 : **Conservatoire des meules et pavés** d'Épernon

La même année, le château de Montigny-le-Gannelon convertit ses espaces muséographiques consacrés à l'agriculture, en lieu de réception et disperse sa collection de machines agricoles.

Le monde associatif muséal vit les aléas de la conjoncture tandis qu'en 2006, le **Compa** dépasse les 50 000 visiteurs. C'est le premier musée départemental et régional en termes de fréquentation. Le **Compa** est inclus dans une dynamique de développement local, au plus près de la politique culturelle du conseil général d'Eure-et-Loir.

L'intérêt durable pour les tracteurs

En 2003, événement de première importance pour un musée dont le programme initial, consacré au machinisme agricole, est toujours d'actualité, le **Compa** organise sa première

« Ronde des Tracteurs » à travers la ville de Chartres⁸²². Cette manifestation festive, appartient au folklore rural des fêtes des moissons, que ne peut pas réaliser le **Compa**, en raison de son implantation urbaine. La collection investit la ville, de manière mobile. Le public chartrain renoue avec une manifestation traditionnelle des campagnes.



© Le Compa, Chartres, 2003

Figure 81 : **Le Compa**, ronde des tracteurs, 2003

Le **Compa** lance en 2007 la « Fête des tracteurs », aidé par l'association des Amis du Compa. En 2013, elle est consacrée à la marque Ford, tandis que la marque Someca est présentée à la manifestation « Tracteurs et machines d'Europe ».

À côté des machines, le musée présente photos, maquettes, jouets et affiches agricoles. Chaque année, marques et modèles sont mis en vedette, dans le cadre de journées de présentation de tracteurs restaurés, « Tracteur de prairie et boule chaude ».

Depuis plus de sept ans, l'activité du **Compa** dépend directement du conseil général. Les réformes territoriales orientent l'avenir du musée.

II.B.2 Réformes de la territorialité et développement local

Le musée, service public local, s'inscrit dans les politiques éducatives, culturelles et économiques des collectivités territoriales.

En 2005, le statut des musées d'agriculture est pour 3 % d'entre eux départemental, 5 % intercommunal, 16 % municipal soutenu par une association et 18 % pleinement municipal⁸²³.

⁸²² / Le **Compa**. La ronde des tracteurs (2003). [en ligne]. [Consulté le 04/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/dossier-web/passion-lanz-100-ans-du-premier-tracteur-lanz/retour-sur-les-fetes-des-tracteurs-au-compa>

⁸²³ / AFMA, 2006.

Presque la moitié des musées d'agriculture dispose ainsi d'un statut lié aux collectivités territoriales. La spécificité de leurs collections et les savoir-faire des agriculteurs, professionnels et animateurs du patrimoine agricole local, concourent à l'attractivité de leur territoire d'implantation, ce qui est une force pour les collectivités territoriales.

Les deux musées relèvent d'un conseil général, **La Bertauge** pour ses bâtiments et **Le Compa**, pour l'ensemble de la structure, sauf pour sa collection.

II.B.2.a Une Bertauge rivée au département

Livraison des derniers bâtiments par le conseil général

Le département de la Marne s'identifie à sa capitale Reims et au vin de Champagne, produit phare qui constitue un argument patrimonial et touristique. La céréaliculture et le bassin de vie châlonnais, ne sont pas identifiés comme produit et territoires patrimoniaux et touristiques. Le logo départemental présente des bulles, qui évoquent le champagne, et aucun signe n'évoque les céréales.



Figure 82 : conseil général de la Marne, logo

Le musée est inauguré deux fois (1998, 2005), par deux présidents du conseil général successifs, tous deux issus du monde rural, et valorisant celui-ci. Ce soutien est indéfectible. L'équipe n'adresse pas d'autres demandes au conseil général, hormis celles qui concernent les locaux.

La réorganisation du nouveau musée absorbe les énergies de l'équipe, qui sans acharnement, n'aurait pu empêcher une bonne moitié du matériel de se perdre à jamais, suite à la tempête destructrice du bâtiment muséal. L'équipe est fatiguée des nombreux charrois et manipulations de matériel.

Le 4 juin 2005, après cinq ans de fermeture, **La Bertauge** est inaugurée, sur le même site, pour la seconde fois, par le président du conseil général. Le musée ouvre enfin au public.



Clichés Richard Dupuis

Figure 83 : **La Bertaugue**, plaques

Permanence de la pensée d'une équipe, qui reste à l'identique au fil des années, la muséographie fait encore appel à la...

« mémoire de la vie agricole d'antan [...] la Champagne rurale de 1750 à nos jours⁸²⁴. »

Dans le guide de visite, le musée restitue la vie agricole, de l'immédiat après-guerre, correspondant à l'enfance des adhérents de l'association. Les deux pages centrales constituent le plan de la collection répartie en deux pôles principaux autour de treize thèmes, dont onze sont consacrés directement à l'agriculture⁸²⁵. La fiche de présentation fait état de 300 outils et matériels. Le texte diffuse une image traditionnelle de l'agriculture tournée vers le passé⁸²⁶.

L'équipe souhaite au plus tôt la construction d'un hangar attenant au musée⁸²⁷. Le 30 juin 2005, 26 jours après l'inauguration, le musée est contraint de fermer, par la commission de sécurité, du fait de la présence de produits inflammables stockés dans l'atelier, pourtant séparé du musée par une cloison⁸²⁸.

L'association bénéficie du local reconstruit par le conseil général, sur le régime du bail emphytéotique administratif⁸²⁹.

⁸²⁴ / **Musée agricole de la Bertaugue**. *Quand les campagnes nous étaient contées*. Préface de René-Paul Savary, président du conseil général de la Marne, mai 2005, p. 2.

⁸²⁵ / Annexe M, p 503.

⁸²⁶ / Annexe L, p. 502.

⁸²⁷ / Association La Bertaugue. Assemblée générale. 2005.

⁸²⁸ / *Ibid.*

⁸²⁹ / Convention d'occupation de locaux mis à disposition par le conseil général, 10 mai 2004.

Le 17 mai 2006, le conseil général de la Marne vote une subvention forfaitaire de 20 000 euros pour la réalisation d'un hangar de stockage du matériel. Un bâtiment de 680 m² est construit. Il comprend une partie atelier, en prolongement du musée pour remiser le reste de la collection. Les réserves financières de l'association permettent d'y ajouter, un atelier de 30 m² afin d'entretenir et restaurer les machines.

Sur quatre week-ends, l'équipe vide à nouveau les granges louées à des agriculteurs dans les villages avoisinants de Sivry-Ante (25 km et 27 minutes) et de Somme-Bionne (17 km et 15 minutes), dans lesquels le matériel est entreposé. Le nouveau bâtiment permet de regrouper toute la collection dispersée. Ce rapatriement supprime ainsi la charge du coût de location⁸³⁰.

Le 23 juin 2007, le hangar est inauguré en présence du maire de Somme-Vesle et du maire de Cortisols, conseiller général du canton de Marson, ainsi que d'une quarantaine d'invités⁸³¹. L'aménagement de la partie atelier permet aux bénévoles de rénover au mieux de nombreux matériels. Le musée est ainsi entièrement consacré à l'exposition agricole, ce que souhaite le conseil général⁸³².

C'est la fin de la construction des bâtiments de **La Bertauge**. La patrimonialisation de l'agriculture en Champagne crayeuse est dans ses murs. Ces améliorations n'ont pu voir le jour qu'avec la pugnacité de l'équipe, présente depuis 30 ans. Le bâtiment est enfin fonctionnel. Il se fonde dans le paysage cultivé de la plaine champenoise.

Hangar agricole, parmi les silos, les champs et le lycée, le musée participe à l'identité culturelle de l'agriculture champenoise.

Les fêtes agricoles : l'agriculture patrimonialisée

Les extérieurs du musée permettent les manifestations culturelles agricoles : arrachage de pommes de terre, mise en culture de plantes anciennes. Dès, le 25 septembre 2005, quelques mois après sa réouverture, l'équipe organise la « Fête des traditions paysannes », avec des scènes de battage et de mouture du grain.

Malgré les changements de locaux et les fermetures du musée, les fêtes traditionnelles rurales et agricoles perdurent. Héritage de la grande vague de patrimonialisation des années 1980-1990, ces fêtes constituent la raison d'être principale du musée, et son apport majeur au tourisme marnais.

⁸³⁰ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2007.

⁸³¹ / *L'Union*, 30 juin 2007.

⁸³² / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2007.

Un appel à bénévoles est édité par voie de presse, pour la préparation de la fête des moissons et ses diverses attractions⁸³³. Le bouche-à-oreille ne suffit plus.

Malgré, la rupture occasionnée par la fermeture du musée, le public reste fidèle aux animations. Le 19 août 2007, le musée anime sa 9^{ème} fête des moissons à l'ancienne à Somme-Vesle, sur la parcelle attenante au musée. Les bénévoles et l'équipe présentent les différentes étapes de modernisation de l'agriculture. Un village est reconstruit avec une métairie et un lavoir. 3 000 personnes sont présentes. Le 28 septembre 2008, l'équipe anime la seconde fête d'automne à Somme-Vesle, sur le thème « Patates et betteraves ».



Cliché Richard Dupuis

Figure 84 : **La Bertauge**, charrue « la Bertauge », devant la halle

Les différentes animations mises en place par l'association mettent toutes en scène des productions agricoles locales, anciennes et surtout actuelles. Le musée représente une encyclopédie vivante de l'agriculture, dans la continuité du projet initial de 1977.

Les plantes sont présentées dans leurs contextes historique et agronomique. Toutes les plantes, dont le blé en particulier, sont familières des membres de l'équipe qui les connaissent, pour les avoir semées et récoltées toute leur vie professionnelle.

L'entrée est payante et permet d'accéder à des animations artisanales et rurales diverses : tressage de corde, criblage du blé, danses folkloriques, mais aussi à un marché des produits du terroir et de livres vendus par les auteurs locaux⁸³⁴.

Chaque manifestation est l'occasion de réunir collectionneurs et partenaires : voitures et motos anciennes, école cynophile, chevaux de races. Les animations autres que les fêtes de moissons organisées toujours sur le site muséal, dépendent des bâtiments, dans lesquels l'exposition permanente est mise à contribution.

⁸³³ / *L'Union*, 30 juin 2007.

⁸³⁴ / André Rouvier, écrivain, ancien instituteur à Somme-Vesle.

Outre leurs fonctions muséales, les bâtiments constituent le point de rencontre des adhérents. Réunions, commissions, réparations et manifestations culturelles se déroulent au musée. Comme aux premiers temps de l'association, les salles municipales, voire paroissiales des villages avoisinants sont encore utilisées pour les assemblées générales.

La patrimonialisation de l'agriculture à **La Bertauge** s'inscrit dans l'animation du territoire local. Au-delà de la nostalgie des reconstitutions, la participation à l'association développe une sociabilité, à côté des pratiques professionnelles. Si **La Bertauge** et le **Compa** sont des musées qui exposent leur territoire, l'un est inséré dans le tissu rural, tandis que l'autre urbain évoque le rural.

II.B.2.b Le Compa et les territoires

Le conseil général attentif à son image culturelle agricole et au Compa

L'Eure-et-Loir s'identifie à l'agriculture, activité professionnelle qui ne constitue pas, de prime abord, un argument patrimonial ou touristique. Le logo départemental rassemble les mots Eure et Loir par un épi de blé⁸³⁵. Les élus s'attachent à la protection et la valorisation du patrimoine local, des savoir-faire et de la mémoire agricole du territoire eurélien⁸³⁶.



Figure 85 : conseil général d'Eure-et-Loir, logo

Le **Compa** est une vitrine de l'engagement du conseil général d'Eure-et-Loir dans le domaine culturel, en particulier, au niveau de la diffusion de la culture scientifique, technique et historique⁸³⁷. Plusieurs expositions temporaires évoquent la Beauce.

Au niveau national, c'est toujours le seul musée d'agriculture qu'un conseil général finance en investissement et en fonctionnement. Il traite cependant de l'agriculture au-delà des frontières départementales. L'essentiel des musées sur le thème de l'agriculture est associatif et en lien avec les collectivités territoriales.

⁸³⁵ / Eurélien. Toute l'actu des euréliens et du département d'Eure-et-Loir. [en ligne]. [Consulté le 04/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.eurelien.fr/> (logo présent en bas d'écran).

⁸³⁶ / Le **Compa**. *Éditorial* [En ligne]. Chartres : conservatoire de l'agriculture. [Consulté le 03/08/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/content/view/full/42826>

⁸³⁷ / Annexe R, p. 508.

Le **Compa** dispose de nombreux relais pour présenter ses expositions temporaires sur le territoire eurélien, grâce au service culturel du conseil général. Depuis 2004, Jean-Marc Providence est à la fois directeur du **Compa** et directeur général adjoint, chargé des Cultures et de l'Éducation au conseil général. Tout d'abord, une collaboration s'établit au long cours avec les archives départementales, avec lesquelles le musée coorganise des manifestations.

Le nouveau bâtiment des Archives, ouvert au public à partir du 6 mars 2006, est situé sur l'esplanade Taugourdeau, à côté du **Compa**, ce qui facilite les échanges. Une autre collaboration se noue avec la bibliothèque départementale d'Eure-et-Loir (BDEL), premier réseau maillé à l'échelle départementale concernant la culture⁸³⁸. Ce rapprochement permet de réaliser des opérations hors les murs, à l'échelle du territoire eurélien.

Ainsi, le **Compa** ajoute une valeur culturelle et touristique, au-delà de Chartres, ville chef-lieu. Il présente le personnage ancestral du paysan « habitant du pays » et le territoire beauceron aux Euréliens⁸³⁹. Il donne du sens aux aménagements touristiques et conforte l'image agricole du territoire.

Les collectivités territoriales euréliennes mettent l'agriculture en tourisme

Les collectivités territoriales encouragent le tourisme sur les terres agricoles de la Beauce. Le conseil général prend part à deux initiatives : la « Route du Blé en Beauce » et la « Maison de la Beauce » qui participent directement à la valorisation du territoire beauceron⁸⁴⁰.

Créée en 2002, par l'agriculteur Philippe Lirochon, président de la « Maison de la Beauce », la « Route du Blé en Beauce » constitue une animation ponctuelle, un itinéraire thématique sur 500 km de découverte du patrimoine et des savoir-faire locaux.

La « Route du Blé en Beauce » associe la « Maison de la Beauce » aux Pays, institués par la loi Voynet du 25 juin 1999 sur l'aménagement du territoire. Cette loi intègre l'idée de « pays traditionnel » aux territoires de projet : les pays de Beauce, Dunois, Beauce Gâtinais en Pithiverais, chartrain et Pays Loire Beauce, ainsi que les comités départementaux du tourisme d'Eure-et-Loir et du Loiret⁸⁴¹.

La « Maison de la Beauce » établie à Orgères-en-Beauce (Eure-et-Loir) (50 km et 47 minutes) est une association également créée en 2002 à l'initiative d'agriculteurs et d'élus

⁸³⁸ / Archives départementales d'Eure-et-Loir. Un nouveau bâtiment pour les archives. [en ligne]. [Consulté le 23/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.archives28.fr/article.php?laref=42&titre=un-nouveau-batiment-pour-les-archives>

⁸³⁹ / Le **Compa**. Le roman du monde. Dossier de presse. Le paysan, habitant du territoire. 2013, p. 11.

⁸⁴⁰ / Maison de la Beauce. *La route du blé en Beauce*. [en ligne]. [Consulté le 28/12/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.lamaisondelabeauce.com/la-route-du-ble-en-beauce/>

⁸⁴¹ / Carte III, p. 583.

locaux pour promouvoir la Beauce agricole⁸⁴². Centre d'interprétation et espace culturel de la Beauce, elle dispose d'une exposition permanente sur l'agriculture, d'un fonds d'ouvrages régionaux, d'une boutique de produits locaux et d'espaces d'expositions temporaires. La Maison de la Beauce est une seconde structure financée par le conseil général pour faire connaître la Beauce et les aspects culturels de l'agriculture locale.

Philippe Lirochon précise que le département, qu'il nomme la « ferme Eure-et-Loir », réalise 90 % de son chiffre d'affaires à partir du végétal. L'Eure-et-Loir produit également du safran, des légumes et développe la marque de produits alimentaires « Terres d'Eure-et-Loir⁸⁴³. » En relation avec le poids économique du secteur agricole, le département valorise la culture rurale, les patrimoines naturels et l'agritourisme, afin d'offrir un moyen d'expression au monde agricole⁸⁴⁴.

Le **Compa** joue pleinement son rôle de service du conseil général, en animant les différents territoires euréliens, de plus il rayonne au-delà, faisant connaître ses activités au niveau national.

II.C. 2008-2015 Patrimonialisation en Champagne crayeuse et en Beauce

La patrimonialisation, s'observe dans les musées d'agriculture par la gestion de leurs collections. Des objets de statuts pluriels, fonctionnels, artistiques passent de l'usage à la conservation et à la muséalisation. Ils participent à la patrimonialisation de l'agriculture. Peu de collections agricoles bénéficient du label « Trésor national » au titre de la « loi relative aux musées de France » de 2002. De nombreuses collections privées risquent ainsi d'être dispersées, n'étant pas protégées par la clause d'inaliénabilité générée par la loi.

Les collections de **La Bertaugue** et du **Compa** sont protégées de la dispersion. Les objets sont versés au **Musée des beaux-arts et d'archéologie** de Châlons-en-Champagne, en cas de dissolution de l'association La Bertaugue, et du fait du statut de « Musée de France », ceux du **Compa** sont versés dans un autre « Musée de France. »

Au début du XXI^e siècle la patrimonialisation de l'agriculture s'observe ainsi par la pérennisation de **La Bertaugue** et du **Compa** et l'enrichissement de leurs collections.

⁸⁴² / Conseil général d'Eure-et-Loir. Histoire du département. [en ligne]. [Consulté le 27/02/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.eurelien.fr/guide/histoire-du-departement>

⁸⁴³ / Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir. Terres d'Eure-et-Loir [en ligne]. [Consulté le 22/04/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.terre-eure-et-loir.fr/>

⁸⁴⁴ / L'Écho républicain. La Route du blé prépare la moisson. [Consulté le 23/04/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lamontagne.fr/accueil/brightcove/2012/04/06/philippe-lirochon-president-de-la-chambre-d-agriculture-d-eure-et-loir_91549593239001.html

II.C.1 Extension des collections

L'association La Bertaube fait le constat qu'une collection consacrée uniquement au machinisme agricole fait moins recette. Les centres d'intérêt des jeunes générations de visiteurs différent. Les jeunes, en particulier urbains, peu présents au musée, s'intéressent moins au machinisme agricole. L'association en prend acte et modifie l'orientation et la nature de sa collection. Elle favorise la présentation d'objets de la vie rurale et sociale.

De son côté, tant par son rayonnement national, que par ses collaborations à l'échelle du département, le **Compa** développe sa collection, ses animations et sa présence dans le monde numérique.

II.C.1.a Continuité et nouvelle orientation des collections à La Bertaube

À la recherche des publics

L'installation de la collection dans les nouveaux locaux à Somme-Vesle ne favorise pas l'augmentation du nombre d'adhérents, qui varie entre 90 en 2008 et 81 en 2014.

Le nombre de visiteurs double presque, passant de 380 en 2008 à 701 en 2013 ; ce qui témoigne d'un intérêt croissant, d'autant que le musée ouvre seulement les dimanches et les jours fériés de mai à octobre, c'est-à-dire sur cinq mois, moins d'une trentaine de jours environ, par an⁸⁴⁵.

La structure peine à accroître et diversifier ses publics en direction des scolaires, des professionnels et des touristes, bien qu'elle ouvre à la demande, pour les groupes ou les amateurs. Quatre groupes seulement sont reçus en 2008, le comité de jumelage de l'Épine de France, des retraités de la FDSEA, un groupe d'inspecteurs du travail en session au lycée et deux classes du lycée agricole⁸⁴⁶. Elle peut mettre en place des visites adaptées aux différentes classes, à leurs programmes et favoriser l'arrivée de jeunes publics. L'équipe ne connaît pas suffisamment le monde de l'Éducation nationale, ni les circuits d'information et de décisions concernant les sorties scolaires pour des visites de classes régulières⁸⁴⁷.

Les familles d'agriculteurs, constituées dans la majorité des cas, de grands-parents accompagnés de leurs petits-enfants forment le public de prédilection. Celui-ci se raréfie car le musée est localement connu. L'équipe constate que lors des visites, les femmes sont nettement

⁸⁴⁵ / Entrées au **Musée de la Bertaube**, p. 167.

⁸⁴⁶ / Association La Bertaube. Assemblée générale. 2009.

⁸⁴⁷ / Richard Dupuis. *Prendre et expliquer l'agriculture et la ruralité en Champagne-Ardenne grâce aux musées*. [en ligne]. [Consulté le 27/12/2014]. Disponible à l'adresse : https://web.ac-reims.fr/datice/hist-geo/actu/musees_ruraux.pdf

moins intéressées par le matériel agricole que les hommes et décide d'élargir la collection au monde rural.

Le 20 mai 2009, à la demande de l'association, le comité départemental du tourisme de la Marne, cheville ouvrière du conseil général, se rend avec Hubert Arrouart au musée pour mener une réflexion sur les actions à mettre en place, pour préserver l'existence du musée et accroître le nombre de visiteurs⁸⁴⁸. L'étude détaillée, préconise, entre autres, le recrutement d'un professionnel des musées et l'allègement des présentations. L'équipe, figée dans une prudence budgétaire stricte et une vision mémorielle de l'agriculture n'envisage pas de recrutement.

Dès 2010, l'équipe ouvre les collections à la ruralité, celles des artisans et de la vie quotidienne, pour attirer le grand public, avec une attention nouvelle donnée aux femmes et aux enfants.

L'éducation représente pourtant une mission centrale des musées et de **La Bertauge** en particulier, en raison de la convention qui la lie au conseil général de la Marne. L'équipe est tenue de faire vivre le partenariat avec le lycée agricole. Quelques opérations communes, à discrétion des enseignants volontaires du lycée sont repérables. Courant 2008, dans le cadre de l'option « Agronomie, Territoire et Citoyenneté (ATC) », la classe de terminale S du lycée de Somme-Vesle découvre les activités du territoire, en visitant le musée.

Pour les musées du machinisme agricole, la restauration de machines agricoles représente la mission la mieux identifiée des établissements d'enseignement agricole. Depuis la réouverture du musée, des membres de l'association encadrent des élèves dans la rénovation du matériel ancien. Seule, une classe du lycée agricole de Somme-Vesle participe, chaque année, aux travaux de restauration du matériel⁸⁴⁹. Les élèves parfois peu motivés, sont relayés par des professeurs très demandeurs en matière de mécanique et qui souhaitent étendre ce partenariat aux élèves d'autres classes⁸⁵⁰.

D'autres tâches utiles et affectables, comme l'identification et la documentation des outils, ainsi que la réalisation d'une meilleure publicité, peuvent être réalisées par les scolaires. Des lycéens élaborent de manière ponctuelle des cartels de présentation des matériels et des plaquettes d'information distribuées au public.

Le musée contracte quelques partenariats avec d'autres établissements agricoles, comme le lycée professionnel et technologique de Somme-Suippes (Marne), (22 km et

⁸⁴⁸ / Cindy Feix. 2010. p. 3.

⁸⁴⁹ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2003.

⁸⁵⁰ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2002.

24 minutes) afin de restaurer, à la demande, du matériel roulant⁸⁵¹. Le centre de formation professionnelle de L'Épine utilise également le musée, à des fins pédagogiques.

La Bertaue Musée rural et artisanal présente des caractéristiques proches de celles du **Musée régional du machinisme agricole** de la Ferté-Milon (Aisne) issu du lycée agricole Château Potel, de statut éducation nationale. C'est un ancien professeur de mécanique agricole qui gère et entretient le musée.

Cet établissement propose un Bac Professionnel en Maintenance des Véhicules Industriels, avec une option « Tracteurs et Matériels Agricoles. » Le **Musée régional du machinisme agricole** perd progressivement son rôle de ressource pédagogique, avec le départ en retraite des enseignants fondateurs. Cette perte de contact s'observe par une clôture qui sépare dorénavant, musée et lycée. Par ailleurs, sans service éducatif, ni enseignant missionné pour la médiation pédagogique, la relation active avec le public scolaire ne peut s'organiser et se réaliser de manière durable. La volonté politique qui anime le musée et la mission pédagogique s'estompent.

Réorganisation de l'exposition permanente et permanence des manifestations

L'équipe rebaptise le **Musée agricole de La Bertaue** en **La Bertaue Musée rural et artisanal**. L'ensemble de la présentation conforte cette nouvelle appellation.

Suite à la rencontre avec l'office de tourisme de Châlons-en-Champagne, la muséographie de la collection permanente est aérée. Des matériels d'agriculture sont mis en réserve, dans les sections « travail du sol », « battage » et « moisson ».

L'« allègement et la présentation des objets s'effectuent par thèmes : tracteurs, fenaison⁸⁵². »

Malgré ces quelques changements, l'exposition permanente garde ses caractéristiques principales. Ainsi, la nouvelle plaquette de présentation du musée, insiste comme toujours sur « l'histoire de ces paysans qui feront des terres arides de Champagne l'une des toutes premières régions agricoles de France. » Le « voyage au cœur de la Champagne agricole de 1750 à nos jours⁸⁵³ » constitue toujours le cœur des présentations.

⁸⁵¹ / Lycée professionnel et technologique de Somme-Suippes. [en ligne]. [Consulté le 30/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lycee-somme-suipe.com/>

⁸⁵² / Association La Bertaue. Assemblée générale. 2010.

⁸⁵³ / Annexe K, p. 501.



Clichés Richard Dupuis

La Bertaube, halle, côté ouest (1)

du sommet de l'auditorium,
côté est (2)

Figure 86 : **La Bertaube**, intérieur, 2014

Côté est, expositions temporaires La betterave sucrière (premier plan), les moulins
(second plan)

En 2012, deux nouvelles réalisations enrichissent l'exposition permanente. L'équipe installe un bureau de poste des années 1930 et une mairie couplée à une salle de classe. Un grand nombre d'adhérents est mobilisé pour les mettre en place. En l'absence de professionnels spécialisés : régisseur des collections, techniciens, scénaristes, les bénévoles réalisent, à leur goût, toutes les tâches nécessaires.

Même si la ruralité est mise en avant, l'équipe continue à proposer des expositions temporaires sur l'agriculture locale, qui complètent l'exposition permanente⁸⁵⁴.

La première et la plus significative, inaugurée le 29 avril 2009, est consacrée à « la betterave à sucre de 1800 à nos jours et sa transformation en sucre, alcool et carburant. »

Grandes cultures céréalières, betteraves et luzerne constituent des marqueurs du paysage agricole, source d'une activité industrielle dynamique, comme l'atteste le pôle de compétitivité « Industries et agro-ressources » à Bazancourt⁸⁵⁵. Il s'agit d'intéresser et rendre attractives ces plantes, substrat de la prospérité agricole contemporaine. Dans l'exposition, l'agriculture rejoint l'industrie agroalimentaire.

⁸⁵⁴ / Annexe N, p. 504.

⁸⁵⁵ / Pôle IAR. Pôle de compétitivité à vocation mondiale Industries & Agro-[en ligne]. [Consulté le 01/02/2015]. Disponible à l'adresse : Ressources <http://www.iar-pole.com/>

L'exposition présente la culture de la betterave et la révolution des variétés mono germe de la fin des années 1960. L'accent est mis sur les aspects techniques. Les productions dérivées, d'actualité, comme le bioéthanol sont également présentées.



Clichés Richard Dupuis

Figure 87 : **La Bertauge**, « Betteraves », 2012 ; « Moulins », 2013

À **La Bertauge**, l'identité champardennaise passe principalement par la mémoire paysanne et artisanale et sa mutation agro-industrielle des années, qui suivent la Seconde Guerre mondiale⁸⁵⁶. La production betteravière, ainsi que sa transformation, représente les activités agricoles régionales les plus conséquentes, après celle des vins de Champagne. La plupart des agriculteurs de Champagne crayeuse, dont les agriculteurs adhérents de l'association La Bertauge, sont impliqués dans la culture betteravière et dans les structures coopératives qui font de la région, un modèle peu connu de coopérativisme agricole, datant du XIX^e siècle⁸⁵⁷.

La seconde exposition temporaire « Du grain au pain », thème de prédilection de l'équipe, présente la meunerie à l'aide d'un moulin à vent, réplique de celui historique de Valmy et un moulin à eau local, à l'échelle 1/6, ainsi que le matériel nécessaire au semis, à la récolte, au battage et au nettoyage du grain, jusqu'à sa transformation en farine.

⁸⁵⁶ / CESER, *Développer le tourisme de patrimoine. Une région d'histoire tournée vers l'avenir*. 25 octobre 2013, p. 5 et 7.

⁸⁵⁷ / Entretien avec Olivier de Bohan, président de Cristal Union. Juillet 2011.

En aval des expositions, la constitution de la collection mobilise les énergies. Les paragraphes « travail de restauration », « nos achats », « les dons », « les ventes » occupent une des feuilles du rapport d'activité 2008, comme tous les ans⁸⁵⁸. La commission de rénovation du matériel composée d'une dizaine de bénévoles, très motivés, tous anciens agriculteurs ou enseignants en machinisme agricole, choisit d'intégrer des objets de la vie quotidienne de leur jeunesse afin de replacer l'agriculture dans son contexte d'origine⁸⁵⁹. Elle planifie et réalise les réparations et rénovations les vendredis après-midi et samedis.

Depuis 2010, dix moteurs et 15 tracteurs sont remis en état. Tous les types de matériels agricoles sont révisés, qu'ils soient motorisés, volumineux ou non : batteuse, manège au sol à trois chevaux⁸⁶⁰.

Cependant, la documentation et la recherche sur les conditions sociales des transformations agricoles, dont se fait l'écho **La Bertaugé** ne sont pas réalisées. Elles sont dans le cas de certains musées d'agriculture un chantier d'échange et de recherche, en partenariat avec les mondes professionnel et universitaire. À **La Bertaugé**, comme dans la plupart des musées agricoles associatifs, la recherche en sciences humaines ne rejoint pas les réflexions sur l'évolution des collections, d'autant que nombre de ces structures ne sont pas labellisées « Musées de France. »

La réflexion sur la nature et les usages de la collection se révèle épisodique et influe peu sur l'évolution globale de la structure. Aucun universitaire ne siège au bureau depuis la constitution de l'association. Il n'y a d'ailleurs pas de comité scientifique. La documentation et la connaissance technique des matériels agricoles représentent cependant un axe déterminant dans la coopération avec le monde scolaire.

La Bertaugé constitue une ressource pédagogique de proximité, fournissant matériels, outils, compétences en vue de monter un projet avec les scolaires, cependant la bonne volonté présente des limites, la documentation et les animations méritent des approfondissements.

La présentation de l'agriculture, inscrit dans la longue durée de l'héritage de la mémoire et du folklore, continue de structurer l'activité du musée. Le 19 juillet 2009, à l'occasion de l'animation sur le fauchage à l'ancienne, le public est invité à faucher avec des faux à crochet et à la faucheuse javeleuse.

⁸⁵⁸ / Association La Bertaugé. Assemblée générale. 2009.

⁸⁵⁹ / Entretien avec madame Françoise Galichet. 2014.

⁸⁶⁰ / Association La Bertaugé. Assemblée générale. 2009.

La seconde « Fête des battages » se déroule devant le musée, le 27 septembre 2009. Une activité muséographique la complète avec l'exposition de miniatures agricoles. La troupe des Jasées est présente, comme aux premiers jours du musée.



Cliché Richard Dupuis

Figure 88 : **La Bertaugé**, « Les Jasées », 2009

Reconnue par la municipalité châlonnaise, elle continue à organiser et animer les manifestations traditionnelles, comme le carnaval annuel de la ville⁸⁶¹. Ce partenariat durable permet à l'équipe de La Bertaugé de participer à de nombreuses démonstrations aux côtés de cette troupe.

Le 12 mai 2010, une manifestation se déroule au Musée sur le thème des foins. Les animations profitent de la proximité de la parcelle cultivable, attenante au musée. L'équipe peut ainsi en réaliser deux pendant la belle saison.

En 2011, année de ses 35 ans, l'association organise sa dixième grande fête des moissons. Elle se déroule le 21 août 2011, sur l'oppidum de forme elliptique du camp de Attila, classé Monument Historique depuis 1862, à l'orée de la commune de La Cheppe (Marne), (22 km et 17 minutes). Des blés très anciens, plus que millénaires sont cultivés, en collaboration avec l'INRA. C'est un grand succès, qui fait la première page de l'édition du quotidien régional *L'Union*. Cette journée rassemble 4 500 visiteurs et un large partenariat⁸⁶². Le conseil général fournit une subvention de 1 500 euros, sans que l'association la sollicite⁸⁶³.

⁸⁶¹ / Ensemble traditionnel champenois « Les Jasées ». [en ligne]. [Consulté le 22/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://est.uaicf.asso.fr/fichesso/chalonsfolklore.htm>

⁸⁶² / Oppida, premières villes au nord des Alpes. *La Cheppe*. [en ligne]. [Consulté le 17/10/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.oppida.org/page.php?!g=fr&rub=00&id_oppidum=92

⁸⁶³ / Conseil général de la Marne. Réunion de la commission permanente du 11 avril 2014. Subventions diverses, p. 46.



Cliché Richard Dupuis

Figure 89 : **La Bertaugé**, onzième fête des moissons, La Cheppe, 2011

Le 23 septembre 2012, se déroule près du musée « La fête d'automne » avec jardin et arrachage de pommes de terre. Le 28 mai 2013, France 3 Champagne-Ardenne, réalise l'émission « Ici et pas ailleurs » au sein du musée, en présence d'une classe d'élèves de Loisy-sur-Marne (Marne).

Le 9 juin 2013, une animation se déroule au musée, avec démonstration de métiers anciens, et la participation de philatélistes de la région de Reims⁸⁶⁴. Pour cette occasion, un timbre et une carte postale à l'effigie du musée sont réalisés et mis en vente.



Source : Club philatélique Brico-corcélien.

Figure 90 : **La Bertaugé**, timbre, carte philatélique (1)

⁸⁶⁴ / Club philatélique bricocorcélien. [en ligne]. [Consulté le 26/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://passionsdominique.forumperso.com/t513-musee-rural-et-artisanal-la-bertaugé-9-juin-2013>

En mars 2013, invitée par l'office de tourisme de Châlons-en-Champagne, l'association La Bertauge est présente au salon « destination Marne à Reims ». L'équipe participe aux animations « Sarry 1900 » dans le village de Sarry (22 km, 23 minutes), limitrophe de Châlons-sur-Marne, avec une démonstration de danseurs.

Le 19 mai 2013, dans le grand parc public châlonnais, le Jard, l'équipe est présente aux 4^{èmes} rétro puces, avec un rassemblement de voitures anciennes, organisées par le club des Calandres Pétilantes de Fagnières⁸⁶⁵. Le 4 août 2013, le musée participe à la fête des moissons de Lançon (Ardennes) (55 km, 1h). En septembre 2013, le musée tient un stand sur la foire de Châlons-en-Champagne, dans l'espace « La ferme de la Chambre d'Agriculture de la Marne ».

Permanence des objets, des buts et des moyens, l'activité foisonnante et la présence assidue de l'équipe, se réalise aux mêmes rythmes et dans les mêmes lieux depuis 1977. Cette activité est le signe d'une reconnaissance culturelle de l'agriculture, à l'échelle du nord du département de la Marne.

Sous la pluie, à l'occasion de sa 11^e fête des moissons, le 10 août 2014, L'association La Bertauge investit, pour la seconde fois, l'enceinte du camp d'Attila à La Cheppe⁸⁶⁶. Un millier de visiteurs se rendent sur le site.



Source : Club philatélique Brico-corcélien

Figure 91 : **La Bertauge**, timbre, carte philatélique (2)

Pour occuper ce vaste espace, et rendre l'ensemble de la manifestation attractive, l'équipe s'allie le partenariat de nombreuses associations culturelles locales, comme « La Peuplée » de Livry-Louvercy (Marne) (28 km, 25 minutes), qui présente son étude sur les

⁸⁶⁵ / Châlons-en-Champagne. Un territoire à vivre. *L'arboretum du Petit Jard* [en ligne] [Consulté le 17/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.chalons-en-champagne.net/arboretum>

⁸⁶⁶ / Annexe O, p. 505.

fermes impériales⁸⁶⁷. La manifestation est toujours soutenue par le conseil général de la Marne⁸⁶⁸.

La réalisation d'une plaque de muselet à l'effigie du musée, réunit les deux agricultures principales champenoises : vitiviniculture et céréaliculture⁸⁶⁹. Deux grandes traditions sont ainsi accessibles aux placomusophiles, nombreux dans la région. La patrimonialisation de l'agriculture s'étend aux objets courants.



Cliché Richard DUPUIS

Figure 92 : **La Bertaube**, plaque de muselet

La Bertaube, pendant ses neuf ans de fonctionnement dans ses nouveaux bâtiments muséaux, expose l'héritage du folklore, des arts et traditions populaires et entretient contacts et participations avec les associations culturelles locales.

Bien que le musée s'oriente vers la présentation du monde social de la ruralité, il continue d'exposer, pour l'essentiel, l'agriculture. Cependant, l'équipe n'utilise pas les nouveaux bâtiments pour accroître sa participation aux diverses manifestations culturelles extérieures. Elle centre surtout ses activités sur la réparation de machines et les fêtes des moissons.

II.C.1.b Traditions et nouveautés dans les collections du Compa

Grâce au constant renouvellement des animations et l'installation d'expositions, en prise avec les questions d'actualité de l'agriculture, la fréquentation continue de croître. Avec plus

⁸⁶⁷ / La Peuplée. [en ligne]. [Consulté le 01/02/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.lapeuplee.sitew.fr/#Presentation_Realisations.A

⁸⁶⁸ / Conseil général de la Marne. Fête des moissons : onzième voyage dans le passé. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.marne.fr/actualite/fete-des-moissons-11eme-voyage-dans-le-passe>

⁸⁶⁹ / Texte imprimé sur la face interne de la plaque du muselet.

de 50 000 visiteurs par an, dont un tiers de scolaires, le **Compa**, est le musée le plus visité d'Eure-et-Loir et de la région Centre, avec le **Musée des beaux-arts** d'Orléans. Le musée accueille 52 000 visiteurs en 2010 et 931 750 depuis son ouverture en 1990. Il figure à la 43^e place des Musées de France pour le nombre de visiteurs (43 % de scolaires).

Le **Compa** fête ses 20 ans en 2010. Tandis que **La Bertauge** rénove ses présentations, le musée élargit son domaine de propositions et accentue deux évolutions muséographiques. Il fournit des repères pour comprendre les mutations du monde contemporain et la relation rural/urbain et traite du temps présent, période peu exposée dans les musées d'agriculture. Ce parti pris permet une meilleure compréhension des objets ruraux préindustriels exposés mis ainsi en continuité avec l'époque actuelle⁸⁷⁰.

La collection du **Compa** est un enjeu de la patrimonialisation de l'agriculture. Dans ce cadre, l'association des Amis du Compa joue un rôle singulier depuis le début de l'histoire du musée. Fondée en 1981, elle est à l'origine de la création du musée. Elle compte 254 adhérents en 2009, dont 53 maires euréliens. Sur 402 communes du département, ce nombre correspond à un peu plus de 10 %.

En 2011, afin de conserver la collection, de l'entretenir, de la mettre aux normes et de la rendre visible sur les réseaux numériques professionnels, l'association, modifie ses statuts au cours d'une assemblée générale extraordinaire⁸⁷¹. Jusqu'à cette date, l'association fonctionne comme un comité d'orientation du musée.

Véritable rupture, elle cède les collections du musée au conseil général d'Eure-et-Loir. Ce don global facilite les opérations professionnelles nécessitées par la demande de renouvellement de labellisation, au titre de « Musée de France ». L'association conserve toujours son rôle d'appui moral et matériel au musée. Elle ressemble désormais aux Associations de musées conventionnelles, qui organisent les manifestations pour les amateurs d'agriculture et les prosélytes du musée.

Jusqu'en 2011, le fonctionnement de l'association des Amis du Compa, est un héritage des débuts de la collection et de la création du **Compa**, qui désormais fonctionne comme la majorité des musées français.

En 2015, elle est présidée par Annie Labiche-Duret, responsable des établissements Duret, important concessionnaire agricole eurélien. Elle procède aux acquisitions, restaurations, participe aux manifestations du musée et les soutient.

⁸⁷⁰ / Édouard de Laubrie, *in* : Serge Chaumier et Aude Porcheda, 2013, p. 22.

⁸⁷¹ / Statuts adoptés à l'assemblée générale extraordinaire de l'association des Amis du Compa. 5 octobre 2011.

Elle s'occupe aussi d'organiser diverses manifestations autour du machinisme agricole, comme les cycles bisannuels consacrés aux tracteurs.

La collection agricole est intégrée aux collections des musées euréliens. Machines et objets figurent au même titre que les œuvres de beaux-arts, dans les biens patrimoniaux culturels, du département d'Eure-et-Loir. La connaissance des collections est assujettie à des inventaires et un contrôle régulier de la localisation des biens conservés.

La loi de 2002, produit son effet, dix ans après sa publication :

le récolement décennal, est une obligation pour chaque propriétaire de collections de musées labellisés « Musée de France », de l'État à la plus modeste municipalité. [...] et les musées français labellisés doivent remonter au ministère de la Culture et de la Communication leur PSC avant la fin du premier semestre 2014⁸⁷².

Le récolement imposé est une opération de longue haleine. Ce rapprochement permet de localiser et de documenter les collections. Par ailleurs, le label protège les objets de la collection devenus inaliénables. Le récolement est l'opération la plus lourde à effectuer et nécessite compétences et personnel, que ne peut assurer l'association des Amis du musée du Compa⁸⁷³. Cette contrainte est liée au statut « Musée de France » que possède le **Compa**, mais pas **La Bertauge**.

À partir de 2009, l'équipe du **Compa** entreprend le récolement. À l'issue de celui-ci, en 2010, la collection, compte 3 000 pièces datées de 1800 à 1960, dont 500 machines, 800 outils et objets, 300 photographies et 270 œuvres graphiques.

En 2010, le grand historien, Emmanuel Le Roy Ladurie, cède sa bibliothèque personnelle de 17 000 livres au conseil général d'Eure-et-Loir. 3 000 ouvrages traitent de l'histoire rurale et viennent enrichir la bibliothèque du **Compa**. Dans le projet **Compa 2**, cette donation occasionne la création d'un espace d'exposition permanent, « le cabinet d'un historien », installé dans la galerie du musée⁸⁷⁴.

⁸⁷² / Ministère de la Culture et de la Communication. *Qu'est-ce qu'un musée de France ?* [en ligne]. [Consulté le 19/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Disciplines-et-secteurs/Musees/Qu-est-ce-qu-un-musee-de-France/Le-service-des-musees-de-France-et-ses-missions>

⁸⁷³ / Ministère de la Culture et de la Communication. Joconde. *Portail des collections des Musées de France*. [en ligne]. [Consulté le 22/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.culture.gouv.fr/documentation/joconde/fr/partenaires/AIDEMUSEES/circulaire_recolement2006-006.pdf

⁸⁷⁴ / Le **Compa**. *Venez fêter les 20 ans du Compa !* Dossier de presse. 2010, p. 7.



Photo © N. Franchot – Le **Compa** -2010.

Figure 93 : **Le Compa**, bibliothèque d'Emmanuel Le Roy Ladurie

Le **Compa** présente une collection raisonnée de matériels agricoles rares et prestigieux qui évoque les permanences et les ruptures de la production agricole beauceronne et mondiale. Des matériels utilisés aux USA, mais aussi en Beauce, figurent ainsi en bonne place dans l'exposition permanente, comme la première moissonneuse McCormick (1831), les tracteurs Sawyer-Massey (1910), Moline (1916-1918) et Waterloo-Boy (1920-1921)⁸⁷⁵.

Le **Compa** se démarque de musées du machinisme agricole qui exposent des séries, des marques, ou qui gèrent leurs collections en fonction d'opportunités d'acquisitions.

La collection qui compte 1 360 objets en 2000, croît de 220 % et se diversifie. En 20 ans, elle est multipliée par 20, et couvre plusieurs registres : les équipements agricoles (tracteurs, moteurs, transport), l'artisanat rural (bourrellerie, forge, maréchalerie, saboterie, tonnellerie...), la vie domestique, les modèles réduits et maquettes, les plaques et tampons publicitaires, les œuvres graphiques et les œuvres artistiques⁸⁷⁶.

La collection comprend différents types d'objets, relevant de traditions successives : celles du folklore, des arts et traditions populaires, de la culture technique et des musées de société. Comme à **La Bertaugue**, le rural prend le pas, et élargit collections et présentations agricoles.

Le fonds « tracteurs » comprend 130 pièces, dont les modèles emblématiques des campagnes. Un second fonds, expose la vie quotidienne et l'artisanat rural. Le fonds le plus récent concerne les représentations du monde paysan. La collection de maquettes fait figure de nouveauté. Outre celles fabriquées dans des buts pédagogiques ou commerciaux, de nombreuses maquettes sont réalisées dans un but de loisir par des amateurs perfectionnistes. En 2012, des maquettes de machines figurent parmi les nouvelles pièces du musée.

⁸⁷⁵ / Fig. 5, p. 34.

⁸⁷⁶ / Conseil général de l'Eure-et-Loir. Le Compa. *Venez fêter les 20 ans du Compa !* Dossier de presse. 2010, p. 7.

Georges Champeau, ajusteur de métier reproduit au 1/10^e en bois et en métal, une soixantaine de machines agricoles d'autrefois : charrue, gerbière, trépineuse, javeluse, lieuse.

L'instituteur Charles-Marcel Robillard (1898-1985), président de l'association « Les amis de la Beauce » réalise des moulins miniatures en bois, carton, fer, sur pivot ou moulins tours, où seule la partie haute est mobile, dont de nombreux moulins euréliens, pour la plupart disparus.

Le **Compa**, conserve et expose depuis sa création des objets liés aux métiers anciens, dans une optique proche de celle des présentations des musées des arts et traditions populaires. Les « vieux métiers » constituent un point d'attraction du public pour les musées d'agriculture. Ces métiers ne sont plus exercés. Ils fascinent par leur précision et leur habileté. Par ailleurs, ils sont réévalués, dans le cadre du nouvel intérêt porté aux métiers d'arts et d'artisanat.

Après la Seconde Guerre mondiale, les musées d'arts et traditions populaires ont rénové à la suite du **MNATP** la muséographie de l'ethnologie rurale. Ce mouvement figure dans le projet du **Compa** qui fait ainsi l'historiographie de la muséographie de l'ethnologie, au moment où à Genève (Suisse), le **Musée d'ethnographie de Genève** ouvre en octobre 2014, après une rénovation de quatre ans⁸⁷⁷.

À l'occasion de l'exposition temporaire « le taillandier », Bernard Solon, forge des outils horticoles et agricoles à « taillants tranchants⁸⁷⁸ ». Il est le seul à exercer encore ce métier dans les six départements de la région Centre⁸⁷⁹. Héritage des arts et traditions populaires, le **Compa** possède dans ses collections un atelier complet de forge. Le maréchal-ferrant et ses outils permettent de témoigner d'un monde disparu. Des démonstrations présentent les métiers anciens du bois et de la forêt, ainsi que des conférences sur le folklore des gens de la forêt en Orléanais par Christian Chenault⁸⁸⁰.

Des villages entiers rénovés, comme celui d'Azannes (Meuse), présentent, dans cet esprit, chaque année à la belle saison, de nombreux métiers traditionnels dans un environnement reconstitué, proche de celui des musées de plein air. Ils rencontrent un succès populaire considérable⁸⁸¹.

⁸⁷⁷ / **Musée d'ethnographie de Genève**. [en ligne]. [Consulté le 06/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.ville-ge.ch/meg/index.php>

⁸⁷⁸ / Le **Compa**. Fiche. Bernard Solon. Démonstration commentée. L'atelier du taillandier. 22 mars 1998.

⁸⁷⁹ / Le coutographe. *Bernard Solon, le dernier taillandier de France*. [en ligne]. [Consulté le 19/08/2014].

Disponible à l'adresse : <http://dytic.over-blog.com/article-decouverte-bernard-solon-dernier-taillandier-fran-ais-59608149.html>

⁸⁸⁰ / Le **Compa**. Fiche. Les métiers anciens du bois et de la forêt. 7 juillet 1995.

⁸⁸¹ / Les vieux métiers. [en ligne]. [Consulté le 01/02/2015]. Disponible à l'adresse :

<http://www.vieuxmetiers.com/>

Le tour de force du **Compa** est de faire cohabiter des objets de statut, de nature différente, ainsi que plusieurs options muséologiques, bien souvent contradictoires ou exclusives. Il y a autant de réalisations muséologiques différentes au **Compa**, que d'expositions réalisées, dans la limite du thème du musée : l'agriculture.

La présence d'œuvres d'art, surtout celles d'art contemporain, apparentées aux collections et aux musées des beaux-arts, surprend dans un musée d'agriculture. En revanche, ces présences « incongrues », ouvrent le musée à d'autres publics, d'autres types de manifestations que ceux et celles des musées du machinisme agricole. Il en est de même des activités et ateliers, ouvrant le jeune public à des découvertes inattendues, comme celles des gestes des travaux agricoles⁸⁸².

Le **Compa** présente de manière récurrente dans ses expositions annuelles, de grands thèmes liés à l'agriculture et à la ruralité. Le thème du paysage, réalité et représentation de l'agriculture et des lieux de vie des agriculteurs en est un⁸⁸³.

Les arts, dont la photographie, sont mis à contribution. Le média photographique, adéquat pour prendre sur le vif et constituer une mémoire est privilégié afin de documenter la vie agricole et rurale. Des photographes de renom, comme Raymond Depardon, choisi par François Hollande pour réaliser le portrait officiel du président de la République, expose au **Compa** en juin 2012 « Depardon partent en campagne ».

La même année, à l'occasion de la huitième édition de la Nuit européenne des Musées, le **Compa** expose le territoire dans « Images//Paysages. Histoire des représentations du territoire. » Plus de 500 photographies sont présentées. Les photographes répondent à la commande du musée et portent des regards originaux. Ils expliquent les paysages qui nous entourent, que l'on finit par ne plus voir⁸⁸⁴. L'exposition met en avant l'histoire agricole du Perche et de la Beauce grâce à 277 clichés, tous pris en Eure-et-Loir.

⁸⁸² / *L'Écho républicain*, 31 juillet 2012.

⁸⁸³ / Le **Compa**, exposition temporaire, 2013.

⁸⁸⁴ / Propos rapportés de Jean-Marc Providence, *in* : *L'Écho républicain*. Images, histoire et paysage. 12 avril 2012.

Les extérieurs du **Compa** s'ouvrent au complément de l'exposition qui se prolonge jusqu'au 1^{er} septembre 2013⁸⁸⁵.

L'attractivité du musée est un chantier toujours en mouvement. Le musée déploie de multiples stratégies pour conquérir le public.

Les animations constituent toujours le cadre structurant qui intègre toutes disciplines et centres d'intérêt, concernant de près ou de loin l'agriculture. Tant ponctuelles que régulières, elles captent un vaste public. Le musée propose des « rendez-vous du dimanche », à tous les publics : visites guidées, ateliers, rencontres, démonstrations ou conférences spécialisées.

En vue de renouveler l'attention de ses publics, à l'occasion de ses 20 ans, le musée met en ligne « Un mois, un objet ? », sur la page d'accueil du site internet du musée. Tout au long de l'année, des objets insolites du musée sont exposés et donnent lieu à un jeu-concours. Chaque mois, un nouvel objet est présenté également dans une vitrine du musée. Les visiteurs sont invités à l'identifier et à déposer leur bulletin de participation à l'accueil du **Compa**. Un tirage au sort se déroule chaque dernier dimanche du mois⁸⁸⁶.

Sur le moteur de la base de données des animations du **Compa**, 236 occurrences du mot « agriculture », conforte l'amateur dans l'idée que le **Compa** poursuit ses missions de diffusion de la connaissance autour de l'agriculture.

Le **Compa** continue d'organiser rencontres et conférences des plus grands spécialistes du monde agricole. Le 7 octobre 2011, dans le cadre des Rencontres du **Compa** « Nouvelles ruralités, Nouvelles agricultures », il propose conférence et débat avec le sociologue Bertrand Hervieu. Le site fournit le compte rendu en ligne des interventions⁸⁸⁷.

Les Chartrains célèbres ont aussi droit de cité au **Compa**, comme Pierre-Jules Hetzel, l'éditeur de Jules Verne, sous la forme d'une exposition et d'une conférence présentant en octobre 2012, son épopée éditoriale.

Les thèmes issus du passé beauceron sont présentés, ainsi l'historien eurélien Alain Denizet, réalise en 2013 une conférence sur l'almanach « le Messenger de la Beauce et du Perche » paru annuellement de 1850 à 1914.

⁸⁸⁵ / Images // Paysages. Histoires des représentations du territoire. [en ligne]. [Consulté le 15/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/76756#76756_anchor

⁸⁸⁶ / Conseil général d'Eure-et-Loir. Compa-Conservatoire de l'agriculture. *Un mois, un objet*. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/collections/un-mois-un-objet>

⁸⁸⁷ / Conseil général d'Eure-et-Loir. Compa-Conservatoire de l'agriculture. *Les Rencontres du Compa. Nouvelles ruralités, nouvelles agricultures. Le 7 octobre 2011*. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/67154#67154_anchor

Les collections sont valorisées et exposées de diverses manières. Elles sortent de leurs réserves, cinq dimanches par an. « Le **Compa** sort ses tracteurs... du début du XX^e siècle », « Agricultures miniatures : maquettes de France et de Hongrie » ; « Le **Compa** sort ses tracteurs... des années 1930-1960 ». Le public est autorisé à visiter les coulisses du **Compa** pendant les Journées du patrimoine « Les tracteurs d'aujourd'hui et de demain ».

Effet de sa notoriété ou de sa proximité, le **Compa** reçoit des dons de natures variées comme en 2009, 79 objets de maraîchage d'un professionnel retraité de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir). Cela permet au musée de s'ouvrir à une activité agricole spécifique, en voie de déclin, du fait de la pression foncière urbaine sur cette agriculture de proximité⁸⁸⁸.

Le **Compa** est un outil flexible de patrimonialisation de l'agriculture.

Les tracteurs sont toujours à la fête.

Au début des années 2010, le **Compa** est devenu le centre de référence national pour le tracteur de collection. Cette compétence se manifeste par des restaurations exemplaires et des animations à ampleur internationale très attendues.

Les restaurations se réalisent toujours sous l'égide de l'association des Amis du Compa.

En 2013, l'équipe de réparateurs présente un Lanz Bulldog HR5 (15/30) de fabrication allemande de 1935, à moteur semi-diesel à boue chaude restauré. Il nécessite 2 000 heures de travail⁸⁸⁹. Pour la première fois au **Compa**, les 25 000 euros engagés dans la restauration de ce tracteur sont fournis par une entreprise privée, les huiles Motul, grâce à la Fondation du patrimoine, partenaire de cette entreprise depuis 2008, en plus des fonds issus de la Région et du Département⁸⁹⁰. Le Fonds régional d'aide à la restauration (FRAR) participe également⁸⁹¹.

En 2013, la même équipe, présente également un tracteur de prairie Rumely G20\40, fabriqué aux États-Unis, dans l'Indiana entre 1919 et 1922, Cette machine unique en France, pèse près de 6 500 kg et appartient au musée depuis 1995. Cette restauration nécessite six mécaniciens pour plus de 4 000 heures de travail et 2 000 heures pour le Lanz Bulldog.

⁸⁸⁸ / Cartel de l'exposition « Le roman d'un monde ».

⁸⁸⁹ / Musées de la Région Centre. Collections des musées. Le Compa. Conservatoire de l'agriculture. Notice d'œuvre. [en ligne]. [Consulté le 28/04/2014]. Disponible à l'adresse : <http://webmuseo.com/ws/compa-cg28/app/collection/record/242?expo=5&index=6>

⁸⁹⁰ / *L'Écho républicain*, 21 janvier 2013.

⁸⁹¹ / Région Centre. Soutien à la restauration des œuvres d'art. [en ligne]. [Consulté le 28/04/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.regioncentre.fr/accueil/les-services-en-ligne/la-region-centre-vous-aide/culture/arts-plastiques-et-musees.html>



Cliché Le Compa

Figure 94 : **Le Compa**, tracteur Lanz Bulldog 15/30

Ces journées d'animations autour des tracteurs associent un constructeur, un concessionnaire et des amateurs. Elles sont devenues au fil du temps très populaires, preuve de la patrimonialisation des tracteurs. De nombreux spectateurs assistent à la présentation de ces machines, comme dans les comices où sont exhibées les plus belles bêtes⁸⁹².

Depuis 2007, les cycles « passions » présentent successivement les grandes marques et modèles historiques, dans le cadre d'un projet global de découverte du monde agricole⁸⁹³. Elles s'inscrivent dans la suite des activités scientifiques et culturelles de l'établissement.

En 2007, « Passion Someca », en 2009 « passions Farmall » accueille 3 600 visiteurs⁸⁹⁴. En 2011, « Passion Lanz » fête les 100 ans de la marque et rassemble 100 tracteurs⁸⁹⁵. En 2013, 70 tracteurs participent à la journée « Ford »⁸⁹⁶. Le défilé des tracteurs de la Henry Ford & Son Company, créée en 1917, s'effectue devant des centaines d'amateurs, des stands de documentations techniques, de pièces détachées, une exposition de miniatures agricoles.

Le succès de ces journées « passion », rassemblement national des machines d'une marque bénéficie d'une très large audience, bien au-delà de la Beauce et s'accroît au fil des années. C'est un exemple de permanence de l'intérêt des visiteurs au machinisme agricole et de la participation de l'association des Amis du Compa, à l'activité du musée.

L'exposition régulière de tracteurs renforce la mission de conservation d'objets technologiques du **Compa**. C'est aussi l'occasion de mettre en perspective l'histoire du

⁸⁹² / *L'Écho républicain*, 27 mars 2013.

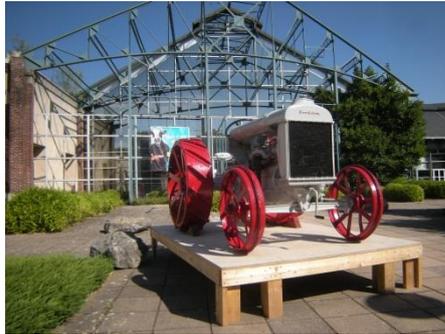
⁸⁹³ / **Le Compa**. *Tracteurs*. [en ligne]. [Consulté le 28/04/2014]. Disponible à l'adresse : www.lecompa.fr/lectures/autres-sites/%28content_block%29/44591#44591_anchor

⁸⁹⁴ / Compte-rendu du Comité Technique du 28 juin 2009.

⁸⁹⁵ / Club Lanz Bulldog de France. Chartres 2011. Passion Lanz. [en ligne]. [Consulté le 01/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.lanzbulldogfrance.com/2014/04/chartres-2011-passion-lanz.html>

⁸⁹⁶ / Tract. La fête des tracteurs Passion Ford, dimanche 26 juin 2013.

machinisme agricole. Le musée maintient la permanence de présentation dans l'exposition des matériels et patrimonialise l'agriculture de grandes cultures.



Cliché Richard Dupuis

Figure 95 : **Le Compa**, 2013

Les charrues, sont moins médiatiques et moins démonstratives que les tracteurs. Très variées dans leur conception et l'évolution de leur technologie, elles constituent cependant des objets emblématiques des musées d'agriculture. Matériels techniques et familiers, du fait de leur nombre et de leur présence dans les champs, elles rallient l'intérêt des professionnels et des scientifiques pour lesquels elles offrent les moyens, sur le temps long, de décrire et analyser les modes d'exploitation du sol.

Le **Compa** fait référence aussi pour les charrues. Des modèles rares sont exposés. La charrue Puchet, utilisée en 1829 dans les fermes du plateau de Trappes, jusqu'à l'arrivée des tracteurs dans les années 1950, est réglable en profondeur et en largeur de labour.

Le **Compa** organise des ateliers « les clés du sol », afin de vulgariser les fondements de l'agriculture et de l'agronomie⁸⁹⁷. Les collections sont l'occasion d'évoquer les questions techniques d'actualité, et de mettre en débat les pratiques culturelles, avec des objets sortis des collections, comme l'antique araire et les techniques de labour présentées à l'occasion de l'atelier « Araires, labours et non labours », en novembre 2011.

De nouveaux biens, objets de collection depuis longtemps d'amateurs et de société de collectionneurs, se patrimonialisent et entrent dans les collections du musée.

Les cartes postales anciennes, intègrent par le biais de salons et de journées les manifestations du **Compa**, en 1999, pour le salon de la carte postale « cafés-épiciers-boulangeries de village⁸⁹⁸. »

⁸⁹⁷ / Le **Compa**. Fiche. Les clés du sol. Animations scolaires ; Le **Compa**. Fiche. Les clés du sol. De l'araire à la charrue.

⁸⁹⁸ / Le **Compa**. Fiche. La saison des animations. février-septembre 1999.

Plus largement le monde de l'image s'impose au **Compa**. De 2006 à 2009, l'équipe organise les Rencontres cinématographiques, sous forme de festival. La première édition affiche la ruralité, les éditions thématiques suivantes portent des regards particuliers sur l'actualité. L'événement associe désormais plusieurs salles de cinéma du département et contribue au rayonnement du musée⁸⁹⁹.

Les septièmes rencontres cinématographiques du **Compa**, se déroulent du 23 au 27 janvier 2013, avec pour thème le cheval.

Du 14 au 16 mars 2014, le **Compa**, organise des projections sur le thème « La terre en héritage » qui illustrent les difficultés de la transmission d'exploitations aux jeunes. Plusieurs grands films classiques sont projetés. Certains, rares, sont diffusés pour la première fois. Ils sont suivis de débats, comme « Terre de père en fils ».

Dans le cadre d'un partenariat avec le lycée agricole de la Saussaye et la Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir, une projection du film « La terre en héritage » est organisée pour des élèves des lycées agricoles de la région. Un membre du comité d'orientation installation et transmission à la Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir présente ensuite les différentes étapes de la reprise d'une exploitation agricole.

Pour la septième édition nationale, le 20 janvier 2013, le **Compa** participe au festival de films d'amateurs organisé sur la région, par le conseil général d'Eure-et-Loir et Ciclic l'Agence régionale du livre, de l'image et de la culture numérique, à l'occasion du mois du documentaire.

Les collections génèrent également de nombreuses activités : prêt d'objets à d'autres musées (plus de 200 de 2007 à 2009, dont un prêt en Hongrie), des restaurations, des parutions (dans une dizaine d'ouvrages), des études (chercheurs, journalistes, miniaturistes,...) qui renforcent la notoriété nationale et internationale du musée.

Nouvelles frontières de la patrimonialisation de l'agriculture

Le **Compa** développe les trois thèmes phares de son PSC : l'alimentation, le développement durable et la relation rural/urbain. L'équipe enrichit le thème de l'alimentation, traité par les historiens, autour de la gastronomie et des produits de terroir⁹⁰⁰. L'intérêt pour l'agriculture se déplace vers les problématiques sociétales de l'alimentation, comme la faim dans le monde. Des préoccupations plus prosaïques, comme la diététique, sont abordées.

⁸⁹⁹ / Le **Compa**. PSC, 2012, p. 17.

⁹⁰⁰ / Jean-Louis Flandrin, 1999.

Le **Compa** cible une dimension à la fois quotidienne et patrimoniale. La réflexion sur l'alimentation s'ouvre à toutes les dimensions de l'acte de se nourrir. Le 16 novembre 2010, l'UNESCO déclare que le repas gastronomique français appartient au patrimoine de l'humanité⁹⁰¹.

La boutique du **Compa** est partenaire de la semaine nationale du goût. Un marché avec dégustation et vente de produits se tient au musée le 17 octobre 1999. Cette opération permet de valoriser les produits agricoles euréliens et leur qualité⁹⁰².

Le thème alimentaire fait partie des domaines patrimoniaux en extension, tant par la gastronomie que par l'attention apportée à des produits du quotidien. La pomme occupe une place privilégiée dans l'histoire et dans l'imaginaire. L'Association des croqueurs de pommes créée en 1976, compte des centaines d'adhérents qui organisent leurs propres fêtes et expositions⁹⁰³. Ce fruit est très présent dans de nombreux musées d'agriculture, en raison de son apparente familiarité et de ses vertus gustatives et diététiques⁹⁰⁴. Le Perche et la Normandie proches, terres identifiées de pomiculture, comptent nombre d'activités patrimoniales autour de ce fruit rustique⁹⁰⁵. Au **Compa**, les expositions « Pommes, pomme, pom⁹⁰⁶ », « De la pomme au cidre⁹⁰⁷ » fournissent l'occasion de réhabiliter ou simplement de faire connaître différentes variétés de pommes⁹⁰⁸.

La gastronomie représente un thème intéressant pour motiver jeunes et moins jeunes au thème de l'alimentation sous ses différents aspects culinaires et diététiques. Les préadolescents d'établissements scolaires s'initient ainsi au **Compa** à la gastronomie par l'opération « Master Chef, de la ferme à ton assiette », relayée par les ouvrages de la bibliothèque et de la boutique du musée ainsi que la série consacrée à la cuisine avec les ateliers « Master Chef Junior. »

L'objectif consiste à faire découvrir l'agriculture, les aliments et le plaisir de la bonne table. L'animation se prolonge par une sortie au Salon de l'agriculture et la participation à un concours culinaire avec un chef auvergnat. Les restaurateurs chartrains sont associés pour

⁹⁰¹ / Le Monde. Le « repas gastronomique des Français » inscrit au patrimoine de l'humanité. [en ligne]. [Consulté le 09/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/vous/article/2010/11/16/le-repas-gastronomique-des-francais-inscrit-au-patrimoine-de-l-humanite_1440921_3238.html

⁹⁰² / Le Compa. Le marché du goût. Dégustation/vente de produits fermiers. 17 octobre 1999.

⁹⁰³ / Françoise Dubost, in : Jacques Le Goff, 1998, p. 176.

⁹⁰⁴ / Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. *Le portail de l'agroalimentaire français*. [en ligne]. [Consulté le 08/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.franceagroalimentaire.com/agroalimentaire-francais/bon-appetit/fiche-technique-sur-la-pomme-francaise>

⁹⁰⁵ / AFMA, 2015.

⁹⁰⁶ / Le **Compa**. Fiche. « Pommes, Pomme, pom. » « La pomme croquée, la pomme pressée. »

⁹⁰⁷ / Le **Compa**. Fiche. De la pomme au cidre.

⁹⁰⁸ / Le **Compa**. Fiche. Exposition Terroirs/territoires. La pomme vue par un grand chef.

promouvoir la filière et les métiers⁹⁰⁹. Des ateliers et des jeux permettent de compléter les connaissances.

L'alimentation est présentée à travers les multiples manifestations nationales autour des métiers de la bouche, comme la Fête régionale du Pain, que le département d'Eure-et-Loir accueille en 2013. Cette animation récurrente à laquelle le **Compa** adhère pour la deuxième fois, se réalise en partenariat avec la Chambre patronale des boulangers d'Eure-et-Loir. Plusieurs boulangers de la région Centre présentent leurs spécialités, leur savoir-faire au **Compa** et permettent aux visiteurs de fabriquer leur pain.

Les animations en direction des scolaires prennent des formes très différentes suivant l'âge et le niveau de ceux-ci. Ainsi, « Le projet ferme » constitue le thème de l'année pour une école maternelle avec l'accueil de deux lapins, des visites au **Compa** et dans une exploitation agricole⁹¹⁰.

Le **Compa** anime jusqu'en 2014 l'opération « Du terroir dans l'assiette ? ! » Cette manifestation réunit producteurs locaux et professionnels de la restauration, du tourisme et des métiers de bouche. Cet événement, est organisé par l'association « Terres d'Eure-et-Loir » en partenariat avec les trois chambres consulaires. Elle s'appuie sur la gamme de produits de la marque « Terres d'Eure-et-Loir. » Le **Compa** est outil de promotion des produits du terroir et il fédère les professionnels du tourisme.

Le musée offre l'image d'une agriculture contemporaine qui se diversifie, dans le cadre de la polyvalence des exploitants. Le musée devient la vitrine culturelle privilégiée d'un territoire agricole, patrimoine vivant, qui ajoute à son image de céréaliculture, d'autres références, celles des produits durables et gustatifs.

L'écologie et le développement durable, apparaissent dans les vitrines et la programmation du **Compa** : le patrimoine génétique, les paysages, les sols et les plantes sont pris en compte. Ces nouveaux thèmes rejoignent les préoccupations séculaires des acteurs de la protection et de la patrimonialisation des espaces naturels.

II.C.2 Gestion des collections de machinisme agricole

Les collections s'accroissent et continuent de se diversifier. La notoriété et la concurrence des musées se manifestent dans l'espace dématérialisé de l'internet, afin d'acquérir audience et subsides. Le vaste chantier de la numérisation des collections, nécessite

⁹⁰⁹ / *L'Écho républicain*, 27 novembre 2014.

⁹¹⁰ / *L'Écho républicain*, 19 novembre 2013.

compétences, temps, moyens techniques et humains, que seuls les musées disposant de ressources peuvent se permettre.

La Bertaugue ne met pas en ligne sa collection. Le **Compa** favorisé par la richesse de sa collection et les possibilités techniques que lui offrent ses statuts de musée départemental et de Musée de France joue un rôle pilote pour la numérisation des collections d'agriculture.

II.C.2.a La Bertaugue constitue seule sa collection

Hors labellisation, peu d'aide publique

La Bertaugue n'est pas labellisée « Musée de France ». Elle ne bénéficie pas de l'appui du Fonds régional d'acquisition des musées (FRAM) pour enrichir ses collections⁹¹¹. Les moyens affectables sont consacrés à des achats de biens utiles à la gestion physique de la collection. En 2011, la Fondation du Crédit agricole donne la somme de 3 000 euros pour l'achat d'un camion afin de déplacer les machines et tracteurs. Cet investissement sert à l'activité phare de l'association, la réparation et le transport pour les animations du matériel agricole.

L'activité de traction de matériel agricole est quasi identique à celle que les adhérents de la Bertaugue effectuaient dans les champs, en tant qu'actif.

Une activité structurante pour l'association

L'essentiel de l'activité du musée est consacré à la gestion de la collection. Les rapports d'activité, présentent de nombreuses restaurations, des dons (onze matériels lourds), achats (sept), ventes (cinq) en 2008 ; dons (sept), achats (trois), vente (un), en 2009⁹¹². Le nombre de dons reste stable, au fil des années. Les particuliers sont enclins à donner surtout du petit matériel à main.

Des transactions se réalisent également avec d'autres musées ou des collectionneurs. Durant les années des fêtes des moissons, l'équipe se consacre moins à la collection.

L'activité du musée est soutenue par la participation ininterrompue des bénévoles, plus de 2 000 pour les neuf fêtes des moissons effectuées jusqu'en 2009.

⁹¹¹ / DRAC Champagne-Ardenne. Fonds régional d'acquisition pour les musées. [en ligne]. [Consulté le 08/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.culture.gouv.fr/champagne-ardenne/3documentation/nav2_fram.html

⁹¹² / Association La Bertaugue. Assemblée générale. 2008.

II.C.2.b Le Compa l'ouverture aux nouveaux patrimoines

La collection agricole nationale de référence

Depuis l'ouverture du musée en 1990, les collections, dont la plus grande partie est conservée au Lycée Agricole de la Saussaye s'accroissent régulièrement⁹¹³. Elles s'enrichissent par acquisition : dons, achats ou transferts entre personnes publiques (collectivités territoriales ou associations), en particulier d'œuvres d'art et de maquettes.

Les élections régionales de 2010 confirment que la région Poitou-Charentes, historiquement à droite (1988 à 2002 avec Jean-Pierre Raffarin, puis entre 2002 et 2004, avec Élisabeth Morin-Chartier), et basculée à gauche depuis 2004, avec Ségolène Royal ne soutient plus le **Musée des Ruralies**. Après plusieurs tentatives de relocalisation en région Poitou-Charentes, le transfert de la collection du **Musée des Ruralies** au **Compa** entérine le désengagement d'une région d'élevage, des problématiques muséales liées aux territoires et à l'agriculture. La dispersion de la collection niortaise, labellisée « Musée de France » est impossible. Aussi, Claude Roulleau, maire de Prahecq, depuis 2001, président de l'association du musée des Ruralies, avec le soutien de Marie-Françoise Gérard, conseillère musée de la DRAC Poitou-Charentes, estime que le transfert de cette collection au **Compa**, constitue une solution acceptable. En revanche, certains donateurs qui ont déposé avec émotion leurs biens au **Musée des Ruralies** sont très déçus. Effectivement, le musée est familial, souvent proche de leur lieu d'habitation et de leurs anciens intérêts professionnels.

Après 2010, suite à la fermeture d'**Agropolis Museum**, trois ans après le décès de son fondateur, Louis Malassis, une partie des collections est transférée au **Compa** à Chartres, l'autre au **MuCEM**⁹¹⁴.

En 2011, les 200 pièces rapportées au **Compa** par les missions scientifiques d'**Agropolis Museum** de Montpellier et le transfert des collections du **Musée des Ruralies** de Prahecq en 2012 font date.

Ces transferts se succèdent à un an d'intervalle et ces collections proviennent toutes deux de Musées de France ayant fermé leurs portes. Fait remarquable, il s'agit de deux des rares Musées de France exposant l'agriculture. Le **Musée des Ruralies** à Prahecq est né du même établissement d'origine que le **Compa**, le **Conservatoire national de l'agriculture et des pratiques agricoles**, issu du projet national des années 1970.

⁹¹³ / Fig. 44, p. 203.

⁹¹⁴ / *La Lettre de l'AFMA*, 10/2012 – N°13, p. 2.

En 2012, l'État s'associe au conseil régional de la Région Centre, grâce à la campagne annuelle du FRAM, pour que sept musées acquièrent des œuvres importantes. La collection du **Compa** intègre un ensemble de 67 maquettes, fidèles répliques d'outils et de machines agricoles, dont la plupart sont en état de fonctionnement. Le **Compa** acquiert 600 jouets agraires uniques (XIX^e et XX^e siècles)⁹¹⁵. Cette collection constituée par les époux Burckhardt comprend des objets du dernier tiers du XX^e siècle, ainsi que des jouets en bois. Il détient alors la collection de jouets agraires la plus grande et la plus variée de France⁹¹⁶.

La fermeture d'**Agropolis-Muséum** constitue un échec qui entérine le désinvestissement des pouvoirs publics d'une structure muséale, pourtant arrimée aux problématiques modernes de culture scientifique et technologique de l'agriculture. L'orientation de la muséographie et la constitution de collections guidées par la recherche, à l'instar de la fermeture quasi-contemporaine du **MNATP**, ne sont plus d'actualité pour constituer des collections agricoles pérennes. La réflexion sur le rôle de l'agriculture et de la recherche, en relation avec les patrimoines des pays du Sud est abandonnée.

Suite à ce transfert, le **Compa** expose en 2012-2013, une partie de la collection ramenée des quatre continents dans le cadre de missions scientifiques d'**Agropolis-Museum**, en lien avec les thèmes de l'agriculture et l'alimentation.

Ces transferts s'inscrivent dans la légitimation de structures muséales reconnues, comme le **Compa**, aptes à recevoir et conserver des matériels agricoles « Trésor national ». Pour le musée d'accueil, ces transferts sont bienvenus, si le PSC permet d'accepter ces nouveaux biens. Le PSC du **Compa**, centré sur la problématique du machinisme agricole des années 1900 à 1960, élargie aux questions sociales l'autorise.

La boutique renforce l'attractivité du musée. Les produits alimentaires proposés sont issus de la production locale, comme le cidre du Perche et les galettes au miel du Perche « Croquelou⁹¹⁷ » ou ceux labellisés de la marque « Terre d'Eure-et-Loir⁹¹⁸ ».

⁹¹⁵ / Agri coll association. *Le site des collectionneurs de miniatures agricoles*. [en ligne]. [Consulté le 30/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.agri-coll-association.com/>

⁹¹⁶ / DRAC Centre. Acquisitions 2012. [en ligne]. [Consulté le 30/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Centre/Nos-secteurs-d-activite/Musees/FRAM-Fonds-regional-d-acquisition-des-musees/Acquisitions-2012>

⁹¹⁷ / *L'Écho républicain*, 27 novembre 2013.

⁹¹⁸ / Terres d'Eure-et-Loir. Le goût des origines. [en ligne]. [Consulté le 06/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.terre-eure-et-loir.fr/>



Cliché Richard Dupuis

Figure 96 : **Le Compa**, boutique, 2013

Les objets vendus rappellent les biens exposés, comme les maquettes de tracteurs en bois, à monter soi-même. La boutique se démarque ainsi de la concurrence. Vendre des biens culturels en relation avec l’agriculture et le musée est un moyen de promouvoir le **Compa** et sa collection.

**POUR VOS CADEAUX DE NOËL,
PENSEZ À LA BOUTIQUE
DU COMPA !**

Kits de pâte à modeler animaux, cirque, fruits et légumes, peluches, puzzles et jouets en bois sur la ferme, toupies, petits animaux mécaniques sauteurs et nageurs, dominos des métiers, de la campagne, jeux d’initiation à l’origami, jeux de cartes à énigmes sur la nature et le monde végétal... motifs à tamponner, stickers, pochoirs... des livres sur la cuisine avec des ateliers «Master Junior», des recettes à dévorer, des kits complets avec les petits moules à gâteaux «Ma boîte de P’tit chef»... Des contes, des livres sur la nature, les animaux de la ferme, des agendas, crayons, gommes coccinelles... des jouets agricoles et anciens en métal, des drôles de poules et autres animaux en plastique recyclé, des aimants... Des maquettes agricoles, porte-clés tracteurs, ouvrages et revues spécialisées... des livres de recettes incontournables et authentiques d’ici et d’ailleurs... des ouvrages sur le monde rural, les jardins, les moulins, les paysans... les monographies cantonales, films amateurs anciens, les produits «Terre d’Eure-&Loir» avec le cidre du Perche, la bière «L’Eurélienne», le cola de Beauce, la limonade «La Beauceronne», les galettes au miel du Perche «Croquelou», plantes aromatiques et fleurs...

compa Parking gratuit
Le Compa est un musée du Conseil général d’Eure-et-Loir www.lecompa.fr

Figure 97 : **Le Compa**, plaquette de présentation des produits de la boutique

L’intégration de boutiques dans les musées constitue un des chantiers de rénovation et d’intégration aux circuits économiques de la culture mis en place à travers formations et

documents d'aide, par la FEMS au début du XXI^e siècle à destination de ses adhérents, dont fait partie le **Compa**. La boutique du musée se différencie et propose une alternative aux choix d'objets culturels et festifs ainsi que de nombreux souvenirs, souvent inédits. Des objets font leur apparition et contribuent à patrimonialiser les machines visibles dans le musée.

La reconnaissance de la valeur des biens exposés, est sanctionnée par leur présence dans la boutique. Ses produits, en relation avec les manifestations du musée, participent à la patrimonialisation de l'agriculture.

Jardins, l'écologie du quotidien au musée et l'animal, thème de prédilection

Les thèmes d'animation retenus font écho aux préoccupations et aux intérêts du public attentif aux nouveaux thèmes d'agriculture qui se patrimonialisent. Leurs présentations mobilisent toutes disciplines et compétences afférentes.

2 220 personnes assistent à la « Fête des jardins » au **Compa**, le 6 avril 2014, dont le thème est « Jardin durable/plantes anciennes, rares ou méconnues ». Les passionnés du jardinage rencontrent à cette occasion : paysagistes, pépiniéristes, jardiniers, horticulteurs et associations. Tous donnent des conseils pour créer, aménager ou embellir jardin, balcon ou terrasse, tout en respectant l'environnement. La manifestation permet de découvrir les innovations et d'acquérir plantes, matériels et conseils techniques.

Un spectacle « Tous les chemins mènent au jardin », est interprété par la compagnie du Théâtre des Chemins, suivi de démonstrations de fabrication d'instruments à base de végétaux, comme ceux cultivés par Nikolaus Hatzl-Resler, véritable jardinier de sons. Les visiteurs assistent à une conférence sur le thème « La crise actuelle, une formidable opportunité pour la biodiversité » donnée par Philippe Desbrosses, agriculteur et expert en agriculture biologique. Une exposition de photos sur les mauvaises herbes, des planches d'herbiers, un traité de pomologie, des ateliers pour réaliser des soupes originales à base de légumes anciens ou méconnus, des fleurs de papier et des serres miniatures sont proposés⁹¹⁹.

La question de l'animal est centrale au musée d'agriculture. Les animaux familiers appartiennent à un patrimoine du quotidien. Certains nouveaux animaux de compagnie (NAC) attirent de plus en plus le public, en lien avec un phénomène de retour à la nature⁹²⁰. Ceux-ci sont de plus en plus présents dans les catalogues et les animaleries⁹²¹. L'animal est un médiateur

⁹¹⁹ / *L'Écho républicain*, 2014.

⁹²⁰ / Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre). Service public. *Faut-il une autorisation pour détenir un « nouvel animal de compagnie. »* [en ligne]. [Consulté le 06/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F31855.xhtml>

⁹²¹ / *L'Écho républicain*, 13 novembre 2013.

entre parents et enfants. Il permet des échanges intéressants entre le public citadin et les éleveurs. Il représente également un thème culturel inépuisable au musée.

L'animal de ferme constitue un attrait indéniable, en particulier pour les enfants. En 2008, le **Compa** accueille pour la première fois la « Fête de l'animal de ferme » qui fait suite au salon de la basse-cour organisé précédemment. La 14^e édition du concours de basse-cour se déroule en même temps, avec la présentation de races rares. Les éleveurs d'Eure-et-Loir soutenus par de nombreux partenaires (l'Association Basse-Cour, la Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir, l'Écomusée du Perche, Groupama, Gamm vert, etc.) présentent les animaux de la ferme du **Compa**⁹²².

Reconduit chaque année, « Le salon de l'animal de ferme » présente l'élevage en Eure-et-Loir⁹²³. L'événement accueille le public quatre jours. Ainsi, en 2012, le quatrième salon regroupe 340 animaux de 79 races, avec de nombreuses activités : tonte de moutons, nattage de chevaux percherons, traite de vaches, découverte du métier d'apiculteur⁹²⁴.

En 2013, une exposition photographique d'hyménoptères (abeilles, frelons, guêpes et fourmis) réalisée par le naturaliste Damien Rouger se déroule en même temps dans les locaux du musée. La manifestation est l'occasion de présenter et de vendre des produits fermiers. La présentation de races sélectionnées agrémentent la manifestation⁹²⁵.

Le **Compa**, dont la collection s'accroît, investit les problématiques contemporaines de l'agriculture qui mobilisent l'homme dans ses dimensions affectives, professionnelles, économiques et culturelles. Il contribue à la patrimonialisation de l'agriculture dans ses aspects techniques, sociaux et environnementaux.

II.D Nouvelles voies pour l'agriculture au musée

La Révision générale des politiques publiques (RGPP) initiée en 2007 et la crise installée en France autour de l'année 2008, entraînent un lot de restrictions dans le monde culturel public. L'État met, cependant, en place le plan Musées en région, entre 2011 et 2013. Cinq musées d'art et histoire, « Musées de France » en bénéficient en région Champagne-Ardenne, trois en région Centre, dont aucun ne présente de collections d'agriculture⁹²⁶.

⁹²² / *L'Écho républicain*, 5 septembre 2012.

⁹²³ / Le Compa. Le programme. Le salon de l'animal de ferme. [en ligne]. [Consulté le 12/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/91369#91369_anchor

⁹²⁴ / *L'Écho républicain*, 7 septembre 2012.

⁹²⁵ / *L'Écho républicain*, 20 septembre 2013.

⁹²⁶ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Plan Musées en régions*. 2011-2013. 9 septembre 2010.

Sur le plan de l'économie agricole, Champagne crayeuse et Beauce sont toujours de grandes régions céréalières nationales. Dans les années 2010, les cultures de céréales, de légumineuses et de graines oléagineuses, très présentes autour de **La Bertaube**, constituent en termes d'emplois salariés, après le secteur de la production de vins de champagne la seconde activité agricole champardennaise. Les Industries Agroalimentaires sont spécialisées dans la transformation et la valorisation de ressources agricoles (céréales, betteraves, luzerne...).

Malgré les mauvais résultats de 2008, cinq ans plus tard, la Champagne-Ardenne est en première position des régions créatrices de richesse par l'agriculture (10,2 % de la valeur ajoutée métropolitaine du secteur)⁹²⁷. Elle est cependant la deuxième région française pour le poids des industries agroalimentaires dans son économie (4,5 %)⁹²⁸.

À Bazancourt, dans la Marne, le pôle de compétitivité « Industries et Agro-Ressources » (IAR), créé en 2005, développe la chimie du végétal et les biotechnologies industrielles. Le puissant groupe régional « Cristal Union », producteur de sucre, y est affilié. La plupart des adhérents à l'association sont en contact professionnel avec cet acteur économique ou ses confrères. L'équipe a réalisé des animations à Bazancourt, mais, il n'y a pas de relation directe et régulière, entre ces entreprises et l'association.

En 2013, la région Centre est toujours la première région céréalière de France et d'Europe. La production de blé tendre représente plus de la moitié de celle de céréales de la région. Principal département producteur de France, l'Eure-et-Loir consacre près de 60 % de sa production céréalière au blé tendre⁹²⁹. L'Eure-et-Loir occupe la deuxième place, à l'échelle nationale, en ce qui concerne la production de céréales (blé, orge, maïs grain), en surface et en volume. C'est le premier producteur de colza en France. Revers de la médaille, ce département figure en 92^e position sur 96, dans un classement recensant les départements les plus respectueux de l'environnement de France. L'agriculture contribue, en partie, à cette mauvaise position. Le **Compa**, dont un des axes du projet s'appuie sur le développement durable peut contribuer à des prises de conscience et jouer un rôle civique.

Dans ce contexte économique de variabilité relative de la réussite agricole, l'affaiblissement des financements culturels fragilise les musées les moins reconnus, en

⁹²⁷ / INSEE. La Champagne-Ardenne face à la crise - Agriculture et industrie : freins ou moteurs de la croissance ? [en ligne]. [Consulté le 05/02/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=13&ref_id=15895 Carte II. p 576.

⁹²⁸ / Hervé Loiseau, Monique Saliou. INSEE. Vingt ans d'évolution du tissu productif. La Champagne-Ardenne conserve ses spécificités. [en ligne]. [Consulté le 11/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=13&ref_id=21709

⁹²⁹ / INSEE. La région et ses départements : agriculture. [en ligne]. [Consulté le 11/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.insee.fr/fr/regions/centre/reg-dep.asp?theme=10&suite=1>

particulier ceux qui relèvent de la ruralité. Cette rétraction des aides génère un risque de déséquilibre régional. Le tourisme est proposé comme voie de développement. Certaines structures et activités liées à l'agriculture, sont désormais répertoriées culturelles.

Pour l'organisme « Observation, développement et ingénierie culturelle » (ODIT), devenu Atout France en 2009, l'agriculture relève de trois catégories d'établissements à vocation culturelle : les écomusées, musées d'arts et traditions populaires ; les muséums et musées d'histoire naturelle et dans une moindre mesure les musées des beaux-arts. L'analyse porte sur la période de 1996 à 2006. Ni **La Bertauge**, ni le **Compa**, n'y figure.

II.D.1 À la veille des réformes territoriales

Une fracture apparaît entre des musées qui disposent de moyens importants, qui font l'objet de l'attention des médias nationaux et reçoivent un public nombreux et les musées souffrant d'une absence chronique de moyens, situés majoritairement en région. L'inégale répartition des musées, actualise l'ancienne fracture territoriale, inscrite historiquement dans la césure Paris/province⁹³⁰. D'autres fractures, à des échelles plus réduites, concernent les écarts interrégionaux.

Entre 2009 et 2011, les Pôles d'Excellence Rurale (PER) permettent à quelques musées ruraux, dont certains disposent de collections agricoles, de mettre en œuvre des voies de développement, grâce aux moyens apportés par la labellisation⁹³¹.

Dans le nouveau contexte où les attentes changent, le musée d'agriculture est potentiellement investi de valeurs liées à la proximité, au développement durable et aux nouvelles modalités de production agricole.

La plupart des collections agricoles sont de statut privé, et de ce fait peu connues. La pérennité qu'offre la loi « Musée » au titre de « trésor national » ne semble pas assurée. Aussi sont-elles souvent dispersées, aux décès de leurs propriétaires. Quelques-unes sont versées par don ou par acquisition, et alors intègrent le domaine public. La question se pose de créer un musée, ou de verser les objets à un musée proche.

La Communauté de communes de la Plaine du Nord-Loiret acquiert en 2011, la collection Dufour, qui permet de comprendre l'évolution chronologique de l'agriculture beauceronne, en vue de créer une structure muséale⁹³².

⁹³⁰ / Christophe Vidal, 2011, p. 24.

⁹³¹ / Pays de la Bresse bourguignonne. [en ligne]. [Consulté le 07/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.pays-bresse-bourguignonne.com/les-poles-dexcellence-rurale/>

⁹³² / Communauté de Communes Plaine du nord Loiret. *La collection Dufour*. [en ligne]. [Consulté le 19/8/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.cc-plaine-nord-loiret.fr/dufour.php>

II.D.1.a La Bertaugue : une muséographie figée

La tradition, toujours

La tradition, issue des années 1970-1980, d'utiliser les compétences et les moyens des bénévoles, pour rénover et gérer les objets collectés, permet à **La Bertaugue** de continuer sa mission de constitution d'une collection agricole champenoise. Cependant, en 2013, l'ethnologue Gilbert Roy qui intervint à **La Bertaugue**, dans les années 1990 à plusieurs reprises, estime qu'en Champagne-Ardenne, les musées ruraux créés lors des années 1970-1980 restent au stade de l'amateurisme. Il constate qu'avec le temps et l'absence de volonté, peu de ces structures muséales survivent. Fort de son expérience de formateur de gestionnaires de collections ethnologiques, il remarque l'échec des bénévoles et amateurs à restaurer de manière professionnelle des objets agricoles et à les présenter scientifiquement au public. Selon lui, les collectionneurs et les gérants de musées ruraux et agricoles amateurs entassent, comme dans les années 1970, les objets rénovés avec les moyens du bord⁹³³.

Depuis 2005 et la réouverture du musée, **La Bertaugue** ne connaît pas d'évolutions muséographiques notables. Dans les années 2000-2015, devant le manque de formation et d'interventions professionnelles, les membres de l'équipe sont toujours aussi peu armés pour faire face aux tâches de conservation, de planification et d'exécution. Dans ces conditions, il n'est pas question de concevoir un programme muséographique dans une orientation scientifique. L'équipe ne souhaite pas s'attacher les compétences d'un professionnel. L'association La Bertaugue, à défaut de comité scientifique, est épaulée ponctuellement afin d'optimiser la présentation de sa collection. Le conseil général de la Marne, qui finance la communication et les infrastructures du musée, délègue son conseiller culturel, pour aider à la présentation de l'exposition permanente.

L'exposition permanente présente toujours le dur travail agricole ancestral, mais aussi l'humilité des ancêtres des adhérents de l'association qui, dans les années 1950 ont ouvert la porte aux nouvelles technologies agricoles. Ce discours est répété régulièrement aux assemblées générales. Le musée permet d'entendre le témoignage des agriculteurs vieillissants et de relire le passé à l'aune des attentes contemporaines. Ces anciens agriculteurs pointent l'égoïsme et l'individualisme contemporains, sources de fragilité professionnelle.

Héritiers de la terre et du savoir-faire, ils honorent la mémoire de leurs anciens en évoquant leurs labeurs quotidiens. Ce récit constitue, à leurs yeux, le seul programme muséographique envisageable.

⁹³³ / Échange avec Gilbert Roy, 2013.

« Les matériels, sont rigoureusement choisis et exposés dans ce but. Ils constituent les ancêtres des matériels d'aujourd'hui et ceux de demain, de la même manière que nos parents nous ont légué la terre et le savoir-faire de la travailler⁹³⁴. »

Le bâtiment, non chauffé, limite les possibilités d'extension de visites aux saisons froides ou humides. La collection est exposée dans ces conditions médiocres. Classée établissement recevant du public (ERP) de 4^e catégorie, type Y (musée) et L (salle de projection), la Halle est soumise à la loi du 11 février 2005 d'accessibilité aux personnes handicapées.

La muséographie expose des alignements d'objets peu intégrés dans leurs contextes. Quelques reconstitutions offrent cependant, des mises en situations intéressantes, en particulier pour les scolaires, comme celles des métiers de l'artisanat.

La collection, peu connue et non numérisée, entraîne de rares mouvements de prêts, dépôts, transferts ou dons. La collection reste cependant la seule de cette nature dans le nord du département.

Deux musées ruraux dans la Marne

Le conseil général de la Marne est également propriétaire d'un musée de la vie rurale, musée de plein air, près du lac du Der, plus grand lac artificiel d'Europe, au sud du département. L'Assemblée départementale contracte une délégation de service public avec cette autre structure muséale rurale et agricole.

Ce musée, est géré par le comité départemental du tourisme jusqu'en 1992, puis par le syndicat du Der de 1993 à 1999 qui décide de confier l'affermage de l'établissement, hors muséographie, à l'association de gestion du Pays du Der⁹³⁵. Cet établissement réalise des animations analogues à celles de **La Bertauge**, comme chaque été, la Fête de la Moisson. De telles fêtes et expositions rurales et agricoles permettent de partager, le temps d'un après-midi, un vivre ensemble et patrimonialisent l'agriculture.

Les musées ruraux marnais doivent composer, à quelques kilomètres de leur emplacement, avec un monde du vin de champagne, prestigieux, axé sur le tourisme haut de gamme et qui s'arrime à la candidature des paysages du Champagne, au patrimoine mondial de l'UNESCO, au titre des paysages culturels viticoles⁹³⁶.

⁹³⁴ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2007.

⁹³⁵ / Conseil général de la Marne. Convention de délégation de service public du **Musée du Pays du Der**. 23 décembre 2010.

⁹³⁶ / Entretien avec Pierre Cheval, 2009.

II.D.1.b Compa, patrimonialisation de l'agriculture

Une collection de référence

La collection s'accroît régulièrement, grâce à des dons de particuliers, des achats, des dépôts, mais aussi par le biais du transfert de collections, issues de la fermeture de musées agricoles. Peu d'objets quittent définitivement la collection, hormis de rares doublons.

En 2015, le musée, conserve et expose au moyen de 7 000 pièces la mémoire de l'agriculture, dont 500 machines, 800 outils, 120 machines miniatures, 300 photos, 400 œuvres iconographiques (estampes, affiches, dessins) et 4 000 ouvrages⁹³⁷.

Le **Compa** rend l'agriculture familière, voire populaire et étend significativement le paradigme de l'agriculture au musée. La collection, dans son ensemble, conserve la cohérence du choix du machinisme agricole. Sa collecte initiale, ses quarante années d'existence, son accroissement régulier, témoignent, au niveau national de la patrimonialisation et de la muséalisation de l'agriculture et au niveau international de la représentativité de celle-ci.

Pour le grand public et le monde de la recherche, elle atteste toujours de sa valeur patrimoniale et de l'intérêt qu'elle représente pour la compréhension de l'évolution du monde agricole.

Réécrire le programme scientifique permet de rénover la muséographie à partir d'une nouvelle vision de la collection. Le **Compa** conserve sa spécificité agricole, mais accroît le nombre d'objets qui ne sont pas des machines agricoles.

Héritage des musées de folklore et d'arts et traditions populaires, des permanences thématiques demeurent. Ainsi, la conservation du recueil de 47 dessins sur cartons du « Costume Beauceron », réalisé par le maître verrier Gabriel Loire, témoigne de la continuité au musée d'agriculture des thèmes folkloristes⁹³⁸.

⁹³⁷ / Le Compa. *Collection. Présentation* [en ligne]. [Consulté le 24/04/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/collections/presentation>.

⁹³⁸ / Musées de la Région Centre. *Le Costume Beauceron de Gabriel Loire*. [en ligne]. [Consulté le 08/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://webmuseo.com/ws/compa-cg28/app/collection/expo/3>



Cliché le Compa

Figure 98 : **Le Compa**, le costume beauceron, 21 compositions de Gabriel Loire

Le **Compa** continue à conserver les objets du quotidien rural, que la rupture des modes de vie des années 1950 contribue à faire disparaître, comme les outils des anciens métiers, forge et bourrellerie, en particulier.

Héritage de la création du musée, les machines agricoles ne constituent plus qu'une des catégories d'objets du musée, à côté des divers matériels agricoles. Le transfert des 150 machines du **Musée des Ruralies** à Niort, fermé en 2008, occasionne un accroissement significatif.

Le tracteur, matériel fétiche des collectionneurs, joue un rôle charnière. En 2014, le **Compa** en conserve plus de 110, dont 60 datent du début des années 1970. L'histoire de cette machine est représentée, sans rupture chronologique, dans l'exposition permanente.



Clichés Richard Dupuis

Figure 99 : **Le Compa**, exposition permanente, 2013

Les notices des 17 tracteurs emblématiques de la collection, accessibles sur la base de données du conseil général d'Eure-et-Loir, précisent que deux tracteurs Renault sont déposés, sept donnés, dont quatre par le SEDIMA, à l'issue de la collecte fondatrice et que huit sont acquis dont deux avec l'aide du FRAM.

Dès les années 2000, lorsque la génération qui a participé à la révolution agricole commence à s'éteindre, l'intérêt pour l'agriculture se déplace vers les formes de représentation et les produits culturels évoquant l'agriculture : affiches, jouets, œuvres d'art et dessins technologiques⁹³⁹. L'intégration de nombreux objets qui ne servent pas directement à la pratique professionnelle des agriculteurs, comme les œuvres d'art, les affiches permet l'augmentation et la diversification thématique de la collection.

Le fonds des représentations du monde paysan, constitué de maquettes et d'œuvres d'art s'accroît. En 2013, il correspond à 2 666 objets sur 6 913⁹⁴⁰. Ce fonds, d'une grande richesse, rapproche la gestion de la collection, de celle d'un musée des beaux-arts et permet d'attirer de nouveaux publics.

L'affiche, constitue un média efficace pour comprendre et analyser la société et son imaginaire. La collection d'affiches commence depuis l'ouverture du musée. Le musée possède 288 pièces en 2013. Elles présentent des thèmes classiques : « la belle fermière⁹⁴¹ », « le héros au travail et la mère nourricière »... et s'inscrivent dans des campagnes publicitaires qui reflètent les évolutions techniques modifiant la vie rurale et les pratiques professionnelles.

L'exposition de 2006 à 2008 « Affiches de campagnes. », fait date, grâce à l'ampleur et la diversité de la collection d'affiches de Philippe Brugnon, où les grands thèmes du genre sont présentés, complétée par l'édition d'un magnifique catalogue d'expositions⁹⁴².

Les objets qui ne relèvent pas du machinisme agricole induisent un repositionnement de l'offre culturelle du musée, vers d'autres formes que les présentations technologiques ou ethnographiques de l'agriculture.

Les objets non directement agricoles, sont plus facilement muséifiables, en raison de leur moindre volume et de leur familiarité pour le personnel des musées.

En 2012, l'entrée de la collection d'**Agropolis-Museum**, favorise la présentation de thèmes inédits. Les outils conservés, pour rudimentaires qu'ils soient, comme la houe Daba du

⁹³⁹ / Le **Compa**, PSC, 2012, p. 9.

⁹⁴⁰ / Le **Compa**. Répartition des collections en 2013, p. 633.

⁹⁴¹ / Panneau de l'exposition : « Le roman d'un monde », « la belle fermière ».

⁹⁴² / Le **Compa**. Le paysan, la ferme et le tracteur. catalogue d'exposition.[en ligne]. [Consulté le 06/02/2015].

Disponible à l'adresse :

http://www.lecompa.fr/index.php/lectures/publications/%28content_block%29/44331#44331_anchor

Togo ou la faucille Khmère, encore utilisées dans certaines parties du monde, sont placés en regard des outils numériques de positionnement pour tracteurs⁹⁴³. L'arrivée de cette collection pose la question de la pertinence de son intégration, alors que le **Musée du Quai Branly**, aurait aussi vocation à la recevoir.

La muséalisation de l'agriculture en voie d'achèvement

La qualité et la fréquentation des manifestations attestent de l'intérêt et de l'achèvement du processus de patrimonialisation de l'agriculture au musée de l'agriculture.

De nombreuses manifestations spécifiques valorisent les collections. Ainsi, à l'occasion de ses 20 ans, le **Compa** organise « Un dimanche pour redécouvrir les collections » et la sortie de ses tracteurs du début de XX^e siècle.

Le conseil général soutient, à travers le musée, la présentation de sujets comme « l'eau », « l'alimentation », en relation avec l'agriculture. Ces thèmes participent de l'éducation civique et permettent au citoyen de mieux se situer, et comprendre la société. Le musée diffuse une culture active et vivante qui s'inscrit en complément des programmes de l'Éducation nationale⁹⁴⁴.

Le **Compa** renoue, depuis la fermeture des **Ruralies** avec le projet d'un conservatoire national de l'agriculture, mais sur un seul site. La collection du **Compa** devient, de ce fait, la collection de référence de l'agriculture en France.

Visible du 13 septembre 2013 au 28 juin 2014 et prémices à la rénovation du musée, l'exposition « Le roman d'un monde » présente l'histoire du musée et le nouveau projet muséographique, depuis le début de la constitution de la collection⁹⁴⁵. Le directeur, lors du vernissage, précise n'avoir :

« ni la fièvre conservatrice, ni la nostalgie passéiste, ni l'exotisme d'un avant ou d'un ailleurs⁹⁴⁶. »

La collection raconte l'histoire des sociétés rurales, de la relation de l'homme à la terre et à la technique qui permet de l'exploiter. Elle est destinée :

« à faire récits et activer la mémoire qui fabrique l'Histoire et réactiver les mémoires minuscules⁹⁴⁷. »

⁹⁴³ / **Le Compa**. Dossier de presse. La fin des paysans, 2013, p. 13.

⁹⁴⁴ / **Le Compa**. *Éditorial d'Albéric de Montgolfier, président du conseil général d'Eure-et-Loir*. [en ligne]. [Consulté le 30/10/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/editorial>

⁹⁴⁵ / **Le Compa**. Le Roman d'un monde - 30 ans d'acquisitions et de donations. [en ligne]. [Consulté le 05/02/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/99232#99232_anchor

⁹⁴⁶ / Jean-Marc Providence, 2013.

⁹⁴⁷ / **Le Compa**. PSC, 2012.

Tous les types d'objets qui constituent la collection et qui ont été exposés, présentent sous un jour inédit l'agriculture, la place du monde agricole dans la société et sa relation au territoire :

« interroger la place du paysan dans le monde rural, c'est aussi s'intéresser au territoire dans lequel il s'inscrit⁹⁴⁸ ».

Le **Compa** oscille entre plusieurs références, même si celle de musée technique est attendue. Il est le témoin...

« des débats vifs sur l'efficacité de la démarche pédagogique, la place des chercheurs et des universitaires. Ils questionnent la réalité de la demande ou l'utilité sociale de tel musée⁹⁴⁹. »



Clichés richard Dupuis

Figure 100 : **Le Compa**, « Le roman d'un monde », œuvre de Jean-Luc Parant

Les collections vont être réorganisées en 14 grands pôles et rassemblent 2 600 pièces dont environ 824 machines, outils, objets et maquettes agricoles, 750 objets d'artisanat rural, 280 objets de la vie domestique, 446 œuvres graphiques et sculptures⁹⁵⁰. La vie quotidienne rurale en Beauce, est présentée dans des vitrines spécifiques à partir des objets domestiques.

Deux hangars, à plusieurs kilomètres de la rotonde de Mainvilliers abritent les machines les plus imposantes. Deux autres sites sont affectés aux petits objets, jouets et maquettes et aux collections d'art graphique, particulièrement sensibles aux variations de température et d'humidité⁹⁵¹. Les collections d'agriculture du **Compa**, relient arts et technologie.

⁹⁴⁸ / **Le Compa**. Cartel de l'exposition « Le roman d'un monde » : « le paysan, habitant du territoire. »

⁹⁴⁹ / **Le Compa**. Cartel de l'exposition « Le roman d'un monde » : « le paysan, habitant du territoire. »

⁹⁵⁰ / Conseil général d'Eure-et-Loir. Musées de la Région Centre. *Collections des musées. Le Compa. Conservatoire de l'agriculture. Les collections du musée*. [Consulté le 24/04/2014]. Disponible à l'adresse : <http://webmuseo.com/ws/compa-cg28/app/collection/expo/3>

⁹⁵¹ / **Le Compa**. Le roman d'un monde. Dossier de presse. 2013, p. 15.

II.D.2 Les chantiers des musées d'agriculture

L'attractivité des musées d'agriculture s'accroît grâce à l'obtention de labels. Ceux-ci indiquent la qualité et la disponibilité des services du musée. En dehors du **Compa**, peu de collections ou de musées d'agriculture bénéficient de labels nationaux, comme ceux de « Musées de France », de « Maisons des Illustres. »

L'attribution de labels culturels et touristiques aux musées d'agriculture, concourt à la reconnaissance et à la patrimonialisation de l'agriculture. En 2014, suite à la seconde vague de labellisation des « Musées de France », le **Compa** est l'un des 65 Musées de France labellisés, de six départements que compte la région Centre.

À l'échelle des départements de la Marne et de l'Eure-et-Loir, **La Bertauge** et le **Compa** occupent en 2015, des positions dissymétriques. Le musée marnais s'est éloigné de Châlons-en-Champagne, la capitale départementale, en passant de L'Épine à Somme-Vesle.

Châlons-en-Champagne est en perte de vitesse, diminuée par la reconfiguration des régions nationales, qui fondent la Champagne-Ardenne dans un vaste ensemble régional, arrimé à l'est du pays. Elle perd son statut de capitale régionale et entraîne par sa relégation dans la hiérarchie urbaine, les services et biens attachés, dont les musées font partie. Par ailleurs, elle est éloignée de Paris et n'est pas reliée à la capitale nationale par le TGV (202 km et 2 h 10).

Le **Compa**, dans une région qui ne doit pas changer de contours, bénéficie d'une centralité plus importante, proche de la capitale nationale (100 km et 1 h 26), relié aux réseaux de sociabilité intellectuelle parisiens.⁹⁵²

II.D.2.a La Bertauge, un avenir incertain

Un certain nombre de matériels, certes, souvent utilisés pour la viticulture, comme le tracteur enjambeur, ont été inventés en terres champenoises⁹⁵³. Le secteur du machinisme agricole est très dynamique et la foire agricole de Châlons-en-Champagne s'en fait l'écho, mais innerve peu la muséographie du musée⁹⁵⁴.

Une fréquentation stagnante

Du côté de l'association, l'équipe vieillissante ne se préoccupe pas encore de successeurs en capacité de renouveler projet, muséographie et activités. La structure reçoit peu de financements et gère pour le mieux le musée. Le matériel informatique est obsolète et

⁹⁵² / Alain Reynaud, 1981.

⁹⁵³ / Vincent Ballu, Épernay, 1947.

⁹⁵⁴ / Philippe Ravillon, Machinisme agricole. Tous les clignotants sont au vert. *In* : *Mag'agri Marne*. 2011, p. 8-9.

insuffisant. L'association ne décide pas de nouvel investissement et ne veut pas recruter de personnel, ne serait-ce qu'un ou des stagiaire (s) en patrimoine pour faire évoluer les aspects les plus visibles d'un retard préjudiciable à la structure.

Les membres de l'association La Bertauge consacrent une part importante de leur vie à l'animation d'une structure d'ampleur, sans le concours de professionnels. En sus de leur détermination et de leur courage, la convivialité caractérise et motive leur volonté de poursuivre l'aventure.

Les assemblées générales sont des moments d'échanges et de culture. En 2012, à Somme-Vesle, le président lit et commente un inventaire, acte notarié datant de 1780 d'un manouvrier du village voisin du musée de Saint-Rémy-sur-Bussy⁹⁵⁵. L'assemblée se clôture avec une conférence de Lise Bèsème-Pia sur les légumes anciens⁹⁵⁶. Chaque assemblée s'achève sur une manifestation culturelle. L'association est reconnue « culturelle », dans son statut et peut, de ce fait, recevoir des dons. Elle accroît ses possibilités de reconnaissance et de partenariat. Sur la durée, les comptes rendus d'assemblée générale raccourcissent. Les aspects historiques et de réflexion sur l'agriculture s'appauvrissent, en particulier depuis le décès du président fondateur. L'agriculture est présentée sous son aspect pratique, la réflexion de fond sur les enjeux du musée et sa relation avec le monde agricole contemporain s'est effacée.

Dans un contexte où, au niveau national, le monde rural compte 22 % d'habitants de la population totale et en Champagne-Ardenne⁹⁵⁷, et qu'au-delà d'une zone isochrone de 30 minutes, il est difficile de mobiliser des visiteurs, l'avenir touristique de **La Bertauge** semble fragile⁹⁵⁸. Pourtant, la ville la proche du musée, Châlons-en-Champagne avec ses 45 000 habitants représente, malgré la remise en cause de son statut de capitale régionale, un atout touristique du point de vue architectural et muséal, 10 652 personnes visitent le **Musée des Beaux-arts et d'archéologie**⁹⁵⁹.

La Foire-exposition, second temps fort national dans la vie culturelle et commerciale de l'agriculture, après le Salon international de l'agriculture parisien (SIA) attire 200 000 personnes⁹⁶⁰. 2 500 à 5 000 véhicules circulent, chaque jour, sur la RN3⁹⁶¹. De nombreux

⁹⁵⁵ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2012.

⁹⁵⁶ / Lise Bèsème-Pia, Alain Huon. 2012.

⁹⁵⁷ / Le Monde.fr. Si la France avait 100 habitants. [en ligne.] [Consulté le 27.11.2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/11/27/si-la-france-avait-100-habitants_4530531_4355770.html#xtor=RSS-3208

⁹⁵⁸ / Zone isochrone : espace géographique délimité par un périmètre de 30 km autour du musée de la Bertauge. Tout point situé sur le périmètre peut se rendre en véhicule au musée en 30 mn environ.

⁹⁵⁹ / Comité départemental du tourisme de la Marne, 2010, p. 5. Chiffres 2008.

⁹⁶⁰ / Chiffres 2008. Source INSEE, 2011.

⁹⁶¹ / Chiffres 2008. Comité départemental du tourisme de la Marne, 2010, p. 5.

touristes venus du nord de l'Europe empruntent cet axe et constituent des visiteurs potentiels. Enfin, la Première Guerre mondiale qui a bouleversé paysages, villages et hommes, dans la région, est à l'origine d'un tourisme de mémoire, localisé dans les grands sites argonnais, à l'Est vers Verdun, ou à Suippes et son centre d'interprétation « Marne 14-18 » et vers Reims et son **Musée du fort de la Pompelle**⁹⁶².

En 2009, l'association se dote d'un site internet dans de bonnes conditions financières⁹⁶³. Il n'est cependant pas régulièrement actualisé⁹⁶⁴.

Le musée ne constitue toujours pas un établissement d'intérêt régional. Il est cependant classé en premier dans le moteur de recherche le plus connu, puis en sixième position dans le site de l'offre touristique régionale, enfin en dixième position sur le site du groupement associatif argonnais et en douzième position pour le site du comité départemental du tourisme⁹⁶⁵.

⁹⁶² / Marne 14-18. Centre d'interprétation. [en ligne]. [Consulté le 05/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.marne14-18.fr/>

⁹⁶³ / Association La Bertauge. Assemblée générale. 2009.

⁹⁶⁴ / La Bertauge. [en ligne]. [Consulté le 28/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.musee-rural.com/>

⁹⁶⁵ / Conseil régional de Champagne-Ardenne. Site officiel du tourisme en Champagne-Ardenne. [en ligne]. [Consulté le 28/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.tourisme-champagne-ardenne.com/visites/patrimoine-culturel/musee-agricole-de-la-bertauge/somme-vesle/o_9099.aspx

Groupement associatif argonnais. [en ligne]. [Consulté le 28/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://groupement-/argonnais.asso-web.com/evenement-139-musee-rural-et-artisanal-de-la-bertauge.html>

La champagne. La Marne. [en ligne]. [Consulté le 28/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.tourisme-en-champagne.com/content/patrimoine/PCU0000000000055/detail/somme-vesle/musee-rural-la-bertauge>



Figure 101 : **La Bertauge**, page d'accueil, 2015

Le 11 décembre 2010, au Conseil d'administration, le déficit d'entrées est pointé par l'équipe de direction. Peu de groupes visitent la structure. L'équipe décide de cibler les groupes scolaires dans un rayon de 15 à 20 kilomètres autour du musée⁹⁶⁶. Un tract publicitaire est réalisé à cet effet. Les clubs du troisième âge sont aussi contactés par le moyen de la Fédération Famille rurale de la Marne. La participation annuelle au salon du tourisme de Reims permet la prospection des voyageurs.

Malgré les efforts des quelques enseignants du secteur agricole bénévoles de l'association, la fréquentation scolaire ne s'accroît guère. Sur l'année scolaire 2013-2014, sept classes de différentes écoles primaires de la région visitent le musée, sur la base de contacts personnels des membres de l'association⁹⁶⁷.

La Bertauge ancre, aujourd'hui comme hier, collections et animations dans un territoire, celui des marges de la Champagne crayeuse et de l'Argonne.

⁹⁶⁶ / Comité départemental du tourisme de la Marne, 2010, p. 5.

⁹⁶⁷ / **La Bertauge**. Les entrées, p. 619.



Clichés Richard Dupuis

Figure 102 : **La Bertauge**, vue de la RD3, les champs

Un territoire peu mis en tourisme

Le territoire de localisation du musée, certes riche d'un passé précédemment évoqué, n'est pas toujours identifié comme terre de tourisme. Les produits agricoles de grande consommation, avec peu de valeur ajoutée, comme la betterave, les céréales, voire la luzerne, ne participent pas à l'économie du monde viticole champenois, pourtant présent à une vingtaine de kilomètres au sud. Par ailleurs, ces produits ne sont pas transformés en produits alimentaires de renom.

En 2013, le conseil de développement du Pays de Châlons-en-Champagne, Syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) et du Pays de Châlons-en-Champagne rend compte des résultats de l'enquête réalisée sur le tourisme local dans l'environnement du musée. Le manque d'attractivité et de reconnaissance médiatique du Pays de Châlons-en-Champagne nuit aux structures et initiatives culturelles locales.

Le musée de Suippes et **La Bertauge** établis dans ce secteur rural, ne sont pas connus des Marnais ni des riverains. Malgré le succès des manifestations organisées par l'association La Bertauge, celles-ci ne sont pas citées.

De plus, le patrimoine immatériel, reconnu vecteur d'identité culturelle, est considéré comme peu présent sur le territoire. Mis à part quelques références historiques et de savoir-faire, les communes ne font pas état de légendes, folklore ou coutumes spécifiques. Seul, le petit patrimoine de pays, pourtant représenté par quelques croix de chemins et lavoirs, est identifié par les riverains.

Ce territoire souffre d'un déficit d'image, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Peu d'intermédiaires savants : érudits, historiens, guides, membres d'associations savantes, se

consacrent à la connaissance de cette région et s'expriment à propos des territoires avoisinants **La Bertauge**⁹⁶⁸.

La légitimité scientifique du musée, une quarantaine d'années après l'ouverture sur le premier site muséal de l'Épine, n'est assurée ni par un programme, ni par des recherches, ni par un personnel professionnel. Le programme muséographique fonde sa légitimité culturelle sur des textes d'histoire locale, dont celui de l'historienne Suzanne Hebert-Barrat, décédée en 2012. Cette dernière lègue les droits d'édition du livre qu'elle a consacré à l'agriculture champenoise à l'association La Bertauge⁹⁶⁹. Georges Clause, professeur à l'Université de Reims, historien de Châlons-en-Champagne, s'attache également à décrire le clergé du diocèse châlonnais⁹⁷⁰. Cependant, il n'existe pas, semble-t-il, d'autres travaux universitaires, étudiant cet espace géographique.

Même si quelques monographies s'attachent à cet espace intermédiaire, comme *Auve, un village champenois raconté par un paysan* de Dominique Delacour, les recherches convergent davantage vers les terres viticoles. Des initiatives proches, pourraient, à condition d'être mises en relation, innover culturellement et touristiquement le nord-est du département.

L'Atelier de la Main de Massiges propose, dans deux constructions neuves bâties avec des matériaux d'avant la Grande Guerre, de visiter une collection d'objets d'arts et traditions populaires, dont 51 coqs de clocher, outils, sculptures et chefs-d'œuvre d'un Meilleur Ouvrier de France⁹⁷¹.

Sur la scène de la muséographie agricole, trois structures, présentent dans la Marne un intérêt culturel et éducatif, le **Village Musée du Der**, le **Musée agricole et viticole de la ferme de Flancourt** à Faverolles-et-Coëmy, l'**Écomusée d'Oeuilly**.

Dans l'Aube, l'**Écomusée de la forêt d'Orient**, créé par une association en 1983 possède d'innombrables pièces de collection témoignant du passé agricole local. La structure, épaulée également par des bénévoles est réhabilitée entièrement et ouvre au printemps 2015.

Le développement du **Compa**, et dans une moindre mesure de **La Bertauge**, dépend de la réforme territoriale engagée en 2014 par l'État. Les compétences des Conseils généraux,

⁹⁶⁸ / Conseil de développement du Pays de Châlons-en-Champagne. Syndicat mixte du Scot et du Pays de Châlons-en-Champagne, septembre 2013, Commission 2, réunion du 10 septembre 2013, compte-rendu, p. 3.

⁹⁶⁹ / *L'Union*, 5 novembre 2009.

⁹⁷⁰ / Georges Clause, 1989.

⁹⁷¹ / **Atelier- Musée de la Main de Massiges**. [en ligne]. [Consulté le 31/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.tourisme-champagne-ardenne.com/ExtranetFichiers/Presse/464/Atelier-Musee-communique_depresse02052014.pdf

soutiens des deux musées sont en cours de redéfinition, et en particulier, celle de la prise en charge de la culture.

II.D.2.b Compa : permanence, développement et rayonnement

Nouvelles dynamiques et transfert des collections

Protéger la collection, se mettre en conformité avec la « loi musée », gérer le musée, comme un musée « classique » : sont des actions participant à la patrimonialisation de l'agriculture.

Vingt-cinq ans après son ouverture, le Conservatoire de l'agriculture conserve son ancien acronyme : le **Compa**. Cette permanence conforte la place des objets et animations du choix muséographique initial, centré sur le machinisme agricole, quelle que soit la taille des machines exposées, de la moissonneuse-batteuse aux maquettes et jouets. Ainsi, une fois par an, au mois de juillet, les machines sont présentées en fonctionnement, sur un thème choisi.

En 2010-2011, l'association des Amis du Compa, en conformité avec la « loi Musée », souhaite transférer la propriété de ses collections et la gestion de la boutique au conseil général d'Eure-et-Loir. Les élus départementaux acceptent, afin d'assurer la pérennité de la collection et d'optimiser sa conservation, restauration et enrichissement ⁹⁷². Cela est acté le 5 octobre 2011, à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire. L'« association du Compa », devient « association des Amis du Compa ».

Le transfert de biens, qui obtient l'accord du Haut Conseil des Musées de France, le 14 novembre 2011, est entériné par le ministère de la Culture le 15 janvier 2012⁹⁷³. Le 16 janvier 2012, un arrêté du ministre de la Culture et de la communication confirme que le conseil général d'Eure-et-Loir est propriétaire des collections du **Compa**.

L'association gère la boutique du 1^{er} février 1997 au 31 décembre 2010. Le conseil général en assure la gestion directe à compter du 1^{er} janvier 2011, suite à un audit sur les risques dans les associations subventionnées par la collectivité, et afin d'assurer un développement plus conséquent de ce service.

Ces deux changements de première importance, clarifient les relations entre l'association des Amis du Compa et le conseil général. Les modifications apportées à ses statuts attestent de l'évolution profonde de son objet et de son rôle vis-à-vis du musée. Les nouveaux objectifs de l'association consistent à restaurer les collections, soutenir l'équipe du musée dans la réalisation

⁹⁷² / Le **Compa**, PSC, 2012, p. 10.

⁹⁷³ / Association des Amis du Compa. Assemblée générale. Délibérations. 2012.

de l'inventaire et l'étude des collections, conseiller les acquisitions et prospections, soutenir les expositions et manifestations mettant en valeur les collections, le programme d'animations, soutenir les expertises de collections, les actions de mécénat et de partenariat, l'animation des réseaux de collectionneurs, maquetistes, concessionnaires, enfin participer éventuellement aux achats de collections⁹⁷⁴.

Le rôle historique de l'association dans la création du musée, sa fonction essentielle de mobilisation des passionnés du machinisme agricole et son expertise en matière de restauration mécanique, dont témoigne Michel Aubineau, en font un partenaire de première importance.

Suite aux transferts des collections et de la boutique à la collectivité territoriale, les missions qui lui sont fixées correspondent à celles d'une véritable association d'Amis du musée, qui aide, soutient et encourage à visiter le musée. Initiée par les instigateurs du musée, elle dynamise l'activité de la structure, sur plus de trente ans. Elle devient une association classique culturelle de soutien du musée, mais continue cependant d'orienter les choix d'objets et l'organisation des restaurations.

L'association des Amis du Compa représente un pouvoir d'entraînement du musée par ses financements et son activité en faveur de la structure. Elle est reconnue à ce titre par les pouvoirs publics. Fin 2012, elle reçoit 35 000 euros, tandis que l'Association Maison de la Beauce en reçoit 50 000, parmi les plus importantes des subventions du conseil général aux associations culturelles.

Le 22 mai 2013, Jean-Michel Raingeard, président de la Fédération française des sociétés d'amis des musées présente dans les locaux du **Compa** les grands enjeux contemporains des musées, entre bénévolat et philanthropie, en résonance avec les problématiques de l'association des Amis du Compa. Celle-ci propose un programme culturel à ses adhérents en complément des activités du musée. Elle organise des sorties afin de visiter des musées. En 2014, l'une se déroule au **Musée de l'Air et de l'Espace au Bourget**, puis au musée National de la Marine.

Devenir « Ami du Compa » permet de mieux faire connaître les activités du **Compa**, et de travailler à la sauvegarde du patrimoine rural et sa restauration.

La reformulation et la mise en œuvre du PSC déterminent l'activité du musée pour une décennie. En 2008, l'équipe du musée commence à rédiger son premier PSC, établit à cette

⁹⁷⁴ / Le **Compa**. *Association des Amis du Compa*. [en ligne]. [Consulté le 28/09/2013.] Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/association-des-amis>

occasion un bilan de ses activités et refond ses missions⁹⁷⁵. Ce document, achevé en 2012 s'appuie sur une lecture de l'histoire récente des évolutions de l'agriculture, techniques, mais également sociologiques et sociétales. En 2013, le musée expose toujours 150 années de machinisme agricole, mais aussi l'évolution universelle de l'agriculture.

L'équipe du **Compa**, dans la conception de ce document capital, à la fois bilan et projet, tient compte de trois ruptures majeures dans l'évolution du monde agricole.

La première rupture réside dans un rapport nouveau à la notion de « ressource », dorénavant mise en relation avec « l'idéologie du progrès », qu'incarne le développement du machinisme agricole.

La deuxième rupture, concerne la vision renouvelée du monde agricole, maintenant totalement intégré et dépendant des circuits de la mondialisation.

La troisième rupture, pointe la remise en cause de la spécificité du monde rural. Les frontières entre mondes rural et urbain, ainsi que les repères économiques, sociaux et culturels s'effacent au profit d'une nouvelle considération de la notion même de territoire rural⁹⁷⁶. La relation rural/urbain est explorée par différents moyens, dont « les Rencontres du **Compa** » avec pour thème en 2011, « Nouvelles ruralités, Nouvelles agricultures » qui juxtaposent des conférences-débats et des rencontres avec des acteurs impliqués.

Situées à l'interface de phénomènes techniques, environnementaux, économiques et sociaux, les problématiques agricoles et rurales déterminent les choix muséographiques mis en place, dans la redéfinition du projet, intitulé **Compa 2**.

Le musée fermé en 2014 doit rouvrir en 2015, après la remise aux normes et une nouvelle organisation des espaces d'exposition.

Le projet **Compa 2**, représente l'expression du nouveau PSC et de la rénovation du musée. Le budget consacré à la refonte du **Compa** est conséquent et s'élève en totalité à 1,35 million d'euros.

L'exposition permanente, qui a peu évolué depuis 1995 sera redistribuée autour de cinq séquences qui exposeront les machines agricoles, la technique, la vie rurale, le paysan, le monde. Les machines agricoles seront présentées en fonction de leur utilité, les semailles, les labours ou les traitements⁹⁷⁷. Les collections vont être redéployées, d'autant qu'en vingt ans, le

⁹⁷⁵ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Réaliser un projet scientifique et culturel*. [en ligne]. [Consulté le 21/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Limousin/Patrimoine-Architecture/Musees/Realiser-un-projet-scientifique-et-culturel>

⁹⁷⁶ / Le **Compa**. PSC, 2012.

⁹⁷⁷ / Jean-Marc Providence, 2014.

nombre de pièces a été multiplié par vingt. Les objets peu présentés seront exposés, en particulier les jouets et les miniatures agricoles qui occuperont une partie de la galerie du musée.



Cliché Richard Dupuis

Figure 103 : **Le Compa**, maquette d'une rotonde de locomotives à vapeur

Jouet, marque allemande Märklin au **Compa**

La fréquentation du public, en particulier jeune, est au cœur des préoccupations depuis la création du musée et encore plus depuis la « loi musée », qui insiste sur cette dimension du projet muséal.

L'esplanade du **Compa** est utilisée pour les parties extérieures des expositions du musée et de nombreuses manifestations culturelles. En 2013, le « festival des Moisson d'Ici » du spectacle vivant se tient, pour la quatrième édition, sur l'esplanade Taugourdeau.

À quelques pas de la gare, le parking géré par le conseil général d'Eure-et-Loir, sert au personnel et visiteurs du musée. Il permet également à de nombreuses voitures de se garer gratuitement durant la journée. Ces stationnements ne sont pas perçus comme une gêne par l'équipe du musée, qui estime qu'un musée doit être ouvert au public et faciliter la vie des gens. Cela permet en outre de distribuer les publicités sur les pare-brise⁹⁷⁸.

Dans le cadre de la restructuration du pôle Gare de la ville de Chartres, un projet controversé de centre culturel et sportif de 6 000 places est prévu face au **Compa**. Cette salle multifonctionnelle de 5 000 m² devrait ouvrir pendant la saison 2016-2017, à côté du pont de Mainvilliers, en face du musée du **Compa**, de l'autre côté du rond-point. Elle pourra accueillir 3 800 personnes assises lors de compétitions sportives, et lors de spectacles, 5 880 places assises et debout seront disponibles.

Le tourisme eurélien, orienté en partie vers le tourisme patrimonial et religieux, connaît depuis moins de 10 ans une augmentation de la fréquentation de 10 % et de sa capacité d'hébergement de 15,8 %. Dans ce département en plein développement touristique, le **Compa**

⁹⁷⁸ / *L'Écho Républicain*, 7 juillet 2012.

constitue une importante ressource territoriale. Avec plus de 50 000 visiteurs par an, dont un tiers de scolaires, c'est le musée le plus fréquenté d'Eure-et-Loir et des musées français consacrés à l'agriculture. Entre 2008 et 2009, le nombre de visiteurs passe de 50 110 à 51 622, soit une augmentation de 3 %.

Le musée bénéficie peu du pouvoir d'attraction de la cathédrale, car ce n'est pas le même public qui la visite. Ce sont des touristes étrangers, notamment japonais, qui découvrent cet édifice religieux majeur. Le **Compa**, lui, attire les habitants du territoire, au sens large⁹⁷⁹.

La structure bénéficie de partenariats et de participation à diverses opérations de médiatisation, comme le « Chartres pass » qui permet à un détenteur d'accéder à un bouquet de services touristiques, dont la visite du **Compa**. En 2014, le **Compa**, possède la collection publique d'agriculture et le service d'animation dédié les plus développés de France.

La renommée du directeur qui dirige de 2005 à 2008, le commissariat de l'exposition du Pavillon de la France à l'exposition internationale de Saragosse (Espagne) en 2008, concourt à la notoriété du **Compa**.

Ses activités muséographiques de grande envergure enrichissent l'équipe d'une expérience internationale de premier plan. En 2009, les partenariats engagés l'année précédente à Saragosse se concrétisent.

En 2009-2010, l'exposition temporaire « eaux », propose une relecture de l'exposition internationale de Saragosse et en utilise ses dispositifs. « Eaux », est typique des choix du **Compa** de privilégier des thèmes transversaux, qui traitent des problématiques dans lesquels l'agriculture est partie prenante.

« Eaux » La nouvelle grande exposition temporaire du **Compa** souhaite sensibiliser le public aux enjeux de développement durable attachés à la disponibilité, à la qualité et à la gouvernance de l'eau. Elle explore des aspects économiques et agricoles, des questions biologiques et climatiques, des problématiques d'usages et de pollutions, tant à un niveau local qu'à l'échelle de la planète.⁹⁸⁰ »

Le processus de patrimonialisation intègre les dimensions de l'international par le biais de partenariats, comme avec le musée national d'agriculture de Hongrie. La Hongrie est un grand pays agricole dont 52 % de la surface est consacrée à cette activité, et pour moitié de cette surface à la céréaliculture.

Dans le cadre de l'année de la Hongrie, le **Compa** organise expositions communes et prêts d'affiches avec le **Musée hongrois de l'agriculture** de Budapest, vénérable et

⁹⁷⁹ / Courriel d'Élodie Massouline, 2015.

⁹⁸⁰ / Association des Amis du Compa. Assemblée générale. 2009.

prestigieuse institution. Cette collaboration permet d'engager une réflexion croisée sur la muséologie et sur l'histoire de l'agriculture en France et en Hongrie⁹⁸¹.

Nouvelles muséographies, nouvelles voies artistiques : arts plastiques, littérature, photographie

Peu de musées d'agriculture intègrent outils et objets du passé avec ceux du présent, dans leurs propositions muséographiques. Quelques structures muséales, mêlent pourtant l'art contemporain, à côté des présentations d'arts et traditions populaires, dans l'esprit de l'esthétisme des galeries du **MNATP** et de musées privés comme le **Musée Milouti**.

Le **Compa** poursuit cette originale orientation muséographique. En 2011, l'alimentation constitue le thème de l'année, avec l'exposition « La fin de la faim, comment nourrir les hommes ? » L'artiste Jean-Luc Parant investit le musée avec ses boules de terre qui mettent en question le statut de l'aliment⁹⁸². L'art rejoint la science pour mettre en évidence les paradoxes sociaux dont l'agriculture se fait l'écho. L'œuvre est exposée dans la nouvelle muséologie du **Compa2**.

La littérature est présente à travers les conférences, mais aussi les remises de prix. Le « petit » jury du prix des Grands Espaces remet la récompense au lauréat le 6 octobre 2012 dans les locaux du **Compa**. Créé en 2002 par Maurice Dousset, alors député et président du conseil régional, le prix littéraire des Grands Espaces fête ses dix ans. Le **Compa** fait office de salle polyvalente culturelle et reçoit les manifestations culturelles régionales.

L'année 2012 est une sorte de consécration culturelle pour l'agriculture, qu'expose le **Compa**. Le Festival d'Histoire de Blois est consacré aux « Paysans⁹⁸³ ». Le **Compa** coproduit avec les archives départementales et la bibliothèque départementale une grande exposition, hors les murs « Paysans ? Le grand chambardement »⁹⁸⁴. Elle est conçue, en lien direct, avec le Comice agricole de Brou (Eure-et-Loir). Elle offre l'occasion de rencontrer les professeurs Jean-Marc Moriceau et Philippe Madeline, auteurs de l'ouvrage *Les paysans*⁹⁸⁵.

L'exposition « Paysans ? Le grand chambardement » est mobile. Elle est ainsi présentée dans l'Eure-et-Loir à la médiathèque intercommunale de l'Orée du Perche à la Ferté-Vidame,

⁹⁸¹ / Le **Compa**. Affiches de Hongrie Le partenariat. Albéric de Montgolfier. Dossier de presse, 2008, p. 4.

⁹⁸² / Fig. 100, p. 358. Le Compa. Exposition « Manger des yeux ». [en ligne]. [Consulté le 13/01/2015].

Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/expositions/manger-des-yeux>; cf. Fig.

⁹⁸³ / Festival d'histoire de Blois. *XII^{ème} édition. Les paysans. 1870-1970 : le grand chambardement. 2012*. [en ligne]. [Consulté le 12/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.rdv-histoire.com/-EDITION-2012-.html>

⁹⁸⁴ / Festival d'histoire de Blois. *XII^{ème} édition. Les paysans. 2012*. [en ligne]. [Consulté le 12/11/2014].

Disponible à l'adresse : <http://www.rdv-histoire.com/PAYSANS-1870-1970-LE-GRAND.html>

⁹⁸⁵ / Ciclic. Mémoires. Les images d'archives en région Centre. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://memoire.ciclic.fr/decouvrir/article/grand-angle/jean-moulin-brou>

à Auneau à l'espace Dagron en parallèle de « La Journée du Terroir » qui offre présentation, dégustation et vente de produits locaux à Illiers-Combray.

La maquette occupe une place croissante dans les manifestations. Comme chaque année, le 2 juin 2013, le **Compa** s'associe au rendez-vous annuel des collectionneurs de miniatures agricoles, le Salon européen de la Miniature Agricole à Chartrexp, qui après s'être déroulé plusieurs années au **Compa** se déroule au parc des expositions⁹⁸⁶. Le musée présente des maquettes issues de la collection Burckhardt et une exposition consacrée aux « tracteurs et machines d'Europe⁹⁸⁷ » mis en regard des machines du musée. Ce type de manifestations cible un public familial. En 2013, les maquettes de charrues, gerbières, trépineuses, jusqu'à un ensemble de battage, sont présentées dans un parcours commenté. Le musée propose un atelier pour construire sa propre maquette⁹⁸⁸.

En mai 2014, la 21^e édition du Salon européen de jouets et miniatures agricoles, organisée par « Agri Coll Association », se déroule également au parc des expositions de Chartres⁹⁸⁹. Une sélection de miniatures agricoles est exposée au **Compa**, en relation avec des présentations de l'exposition « Le Roman d'un Monde. »

En septembre 2014, l'exposition « Cartes et plans, l'invention du territoire » se déroule aux Archives départementales, elle est coproduite avec le **Compa**. Elle vise à donner des repères sur les modalités de représentations de l'espace et les usages de la cartographie. Elle offre de multiples animations et de nombreuses conférences sur plusieurs mois, tandis que le **Compa** est fermé pour travaux⁹⁹⁰.

L'exposition emblématique « Les Paysans, le grand chambardement ? » est présentée dans différentes communes du département. En 2014, le **Compa** réalise, pour le compte du conseil général et à titre exceptionnel, des expositions hors les murs, comme « Angel Alonso » à L'Ar [T] senal de Dreux (Eure-et-Loir), centre d'art contemporain, installé depuis 2012 dans l'ancien arsenal. Le service culture du conseil général les produit, en puisant dans les compétences techniques des agents du **Compa**.

⁹⁸⁶ / Le **Compa**. Les maquettes agricoles Rencontre / découverte. Le 02/06/2013. [en ligne]. [Consulté le 14/01/2015]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/91347#91347_anchor

⁹⁸⁷ / Musées de la Région Centre. *Le Compa. Les collections du musée*. [en ligne]. [Consulté le 08/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://webmuseo.com/ws/compa-cg28/app/collection/expo/7>

⁹⁸⁸ / La lettre de l'AFMA, mars 2012, n° 10, p. 2.

⁹⁸⁹ / Agri coll association. [en ligne]. [Consulté le 14/01/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.agri-coll-association.com/>

⁹⁹⁰ / Conseil général d'Eure-et-Loir. *Les cartes et le territoire. L'invention de l'Eure-et-Loir*. [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/67154#67154_anchor

Dans la fabrication des patrimoines, les nouvelles technologies prennent une place nouvelle. Les outils numériques constituent un élément essentiel de la diffusion des connaissances, par leur universalité, leur accessibilité. Ils relaient la visite, par une découverte préalable et un approfondissement⁹⁹¹. Les machines et les outils de **La Bertaugue** ne sont pas accessibles sous internet. Celles du **Compa** disposent d'une présence numérique. Le catalogue des livres du **Compa** est accessible à tout adhérent d'une bibliothèque informatisée. Celui-ci peut consulter en ligne le catalogue des 300 000 ouvrages des médiathèques départementales, du **Compa** et des archives du département⁹⁹².

En 2008, le musée lance son nouveau site, avec un graphisme épuré et original. Les informations défilent de gauche à droite et non de haut en bas. Cette version est rénovée et complétée quatre ans plus tard.



Source : Le Compa

Figure 104 : **Le Compa**, sites internet 2008, 2012

Il apparaît en quatrième position sur le moteur de recherche le plus connu, puis en quatorzième position sur le site du conseil régional de la région Centre⁹⁹³.

La page Facebook du musée, mise en ligne en 2009, n'est plus alimentée depuis décembre 2013. Elle est en attente de rénovation⁹⁹⁴. Par ailleurs, la présence de la structure dans les bases de données publiques est importante, ainsi 14 références sont accessibles sur la base de données bibliographique « Malraux » du ministère de la Culture et de la Communication⁹⁹⁵.

⁹⁹¹ / Nathalie Heinich, 2009.

⁹⁹² / *L'Écho républicain*, 8 février 2013.

⁹⁹³ / Musées de la Région de la Région Centre. [en ligne]. [Consulté le 28/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://webmuseo.com/ws/compa-cg28/app/report/index.html>

⁹⁹⁴ / Page Facebook **Musée du Compa- Conservatoire de l'agriculture**. [en ligne]. [Consulté le 28/11/2014]. Disponible à l'adresse : <https://www.facebook.com/lecompa/timeline>

⁹⁹⁵ / Ministère de la Culture et de la Communication. Base de données bibliographiques « Malraux. » [en ligne]. [Consulté le 05/12/2014]. Disponible à l'adresse :

http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/malraux_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD_98=AUTR&VALUE_9

Très documentés, les sites successifs conservent les archives des activités de la structure. Ils fournissent de nombreux documents sur l'agriculture en complément de la visite de la collection permanente. Un lexique illustré et des informations multimédias permettent de préparer les visites et de les exploiter au mieux⁹⁹⁶.

Le conseil régional de la Région Centre, par le biais de l'Association des Personnels Scientifiques des Musées de la Région Centre (PSMRC) met les ressources du **Compa** en ligne et à disposition de tous⁹⁹⁷.

La Bertaugé et le **Compa** sont tous deux absents sous Google Art Project (44 institutions affichent des œuvres à la requête « agriculture »). En revanche, le **Compa** est présent sur tous les sites institutionnels muséaux, comme le site culturel de la région Centre et sur le moteur « Collection » du Ministère de la Culture⁹⁹⁸, également sur le mini-site « Culture » lié à celui du conseil général d'Eure-et-Loir⁹⁹⁹. Le site régulièrement alimenté du **Compa** présente un accès intuitif aux informations, il est riche de très nombreux liens hypertextes et de documents d'explication et de présentation des manifestations, de l'histoire de la structure et des collections. À partir de 2013, Le **Compa** participe à la dynamique d'enrichissement d'« Europeana » bibliothèque numérique européenne lancée en novembre 2008 par la Commission européenne¹⁰⁰⁰. En début d'année 2014, cette base de données compte plus de 26 millions d'objets numériques. Le **Compa** y figure grâce au moissonnage des ressources mises en ligne dans le portail « Collections » du ministère de la Culture et de la communication, avec neuf autres musées de la Région Centre en intégrant : affiches agricoles, jouets agricoles, instruments et machines agricoles (201 affiches, 100 jouets et 150 pièces).

[8=%20Conservatoire%20du%20machinisme%20et%20des%20pratiques%20agricoles%20&DOM=All&REL_SPECIFIC=3](#)

⁹⁹⁶ / **Compa** [en ligne]. [Consulté le 04/12/2014]. Disponible à l'adresse :

http://www.lecompa.fr/lectures/lexique/%28content_block%29/49308#49308_anchor

⁹⁹⁷ / Musées de la Région Centre. Les expositions virtuelles. [en ligne]. [Consulté le 12/11/2014]. Disponible à l'adresse : [<http://webmuseo.com/ws/musees-regioncentre/app/collection/expo/302>

⁹⁹⁸ / Patrimoine numérique. *Catalogue des collections numérisées*. [en ligne]. [Consulté le 09/11/14]. Disponible à l'adresse : http://www.numerique.culture.fr/pub-fr/document.html?id=FR-DC-M0239_4e181e9&base=dcollection&hppage=10&totaldocs=23&pagenome=resultats.html&qid=miKl-q&from1=rechsimple

⁹⁹⁹ / Culture en Eure-et-Loir. *Le Compa*. [en ligne]. [Consulté le 21/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://culture.eurelien.fr/mot-cle/compa/>

¹⁰⁰⁰ / Moteur Collections. *Le monde rural*. [en ligne]. [Consulté le 08/11/14]. Disponible à l'adresse : http://www.histoire-image.org/site/etude_comp/etude_comp_detail.php?i=588

Dans le cadre du décret du 3 décembre 2009, le réseau des CCSTI se restructure. La ministre Claudie Haigneré dirige un nouvel établissement Universcience composé de l'Établissement public du Palais de la Découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie. Le **Compa**, de son côté, au bout de 20 ans d'existence dresse un bilan de ses activités et redéfinit sa politique globale en incorporant la dynamique impulsée par ce réseau.

Dès sa création, avec un projet muséographique dédié au machinisme agricole, le **Compa** relève de la culture scientifique et technique. Étonnamment, le **Compa** n'a pas développé de relations particulières avec le CEMAGREF. De nombreuses associations de CST contribuent à son activité, comme l'association des « Petits débrouillards » qui réalise des animations de physique et de chimie.

L'agriculture est appréhendée et exposée de manière transdisciplinaire dans les muséographies des CCSTI. Celles-ci intègrent les thématiques nouvelles en prise avec l'actualité : OGM, ressources aquifères, pollution.

Dans les années 2010, la science bénéficie d'un regain d'intérêt de la part des Français. Le **Compa**, CCSTI, répond par ses propositions muséographiques à l'attente de nombreux visiteurs potentiels. En effet, près d'un Français sur deux visite dans sa vie un musée d'histoire naturelle ou un centre de culture scientifique¹⁰⁰¹. Par ailleurs, près d'une personne sur dix fréquente un musée ou un centre de culture scientifique dans l'année¹⁰⁰².

Répondre à ce constat s'inscrit dans les missions du **Compa**. Il présente les techniques et réflexions en cours sur les labours, à partir de sa collection, en proposant dans le cadre de la journée « le **Compa** sort ses collections » en novembre 2011, « L'agriculture et ses techniques de labours... Araires, labours et non labour. » La nouvelle prise en considération par les agriculteurs de l'araire, permet au musée de présenter différentes techniques de travail de la terre, du labour à la charrue au semis direct, grâce à l'expérience d'agriculteurs qui pratiquent depuis de nombreuses années les techniques sans labour, innovantes et adaptées à l'environnement. Des séquences actives permettent aux visiteurs de comparer le travail des araires, charrues et autres instruments de travail du sol¹⁰⁰³.

¹⁰⁰¹ / CREDOC, 2013, p. 16.

¹⁰⁰² / *Ibid.*, p. 20.

¹⁰⁰³ / Le **Compa**. *Le Compa sort ses charrues*. [en ligne]. [Consulté le 23/11/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.lecompa.fr/evenements/le-programme/%28content_block%29/74318#74318_anchor

Le musée accueille la manifestation nationale « la Science en fête », bien connue du grand public et dont la première édition date de 1991. Cette manifestation constitue un des fers de lance de l'activité des CCSTI. Les thèmes des expositions temporaires font écho à des problématiques variées : « le développement durable », « Pasteur en Beauce », « La maladie du charbon. » Dans ce cadre en 2012, le **Compa** propose une animation autour des céréales « Du grain à moudre » et « De la meule aux moulins - du grain à la farine. » Jean Anguera présente « Le paysage sculpture » qui témoigne de la thématique centrale de son œuvre, paysage, uni à l'homme. Cette thématique est incarnée dans ces lieux de Beauce où l'on a l'impression qu'il ne se passe rien, explique l'artiste, que la rencontre d'un autre est très importante à l'inverse de la foule¹⁰⁰⁴.

La patrimonialisation de l'agriculture au musée intègre l'histoire globale et mondiale de l'agriculture. Les sciences contributives éclairent de manière pluridisciplinaire la muséographie. En 2010, le musée expose la protection et la valorisation du patrimoine local, des savoir-faire et de la mémoire du territoire eurélien, mais surtout il traite de problématiques d'actualité, comme la gestion de l'eau, l'alimentation. Ces thèmes prolongent des expositions qui placent l'agriculture dans toutes ses dimensions au musée.

Inaugurée en 2010, après rénovation et dotée d'un programme scientifique, la « Maison de la Beauce » expose et explique l'agriculture locale. La relation avec les sociétés savantes ne se dément pas. Certaines activités prévues pour les scolaires trouvent leur prolongement au **Compa**¹⁰⁰⁵.

L'exploration et la mise en avant de la Beauce avoisinante sont une constante du **Compa**. Plusieurs travaux sont consacrés à Chartres et à la Beauce, comme ceux de Jean-Claude Farcy, de Benoît Garnot¹⁰⁰⁶. En 2014, le directeur présente, en relation avec les archives départementales d'Eure-et-Loir, avec lesquelles le **Compa** est associé pour nombre de manifestations culturelles, la monographie éditée par Yann Bonny consacrée au canton eurélien d'Auneau. L'ouvrage rend compte de témoignages, de récits de personnes en fin de vie concernant ce canton proche de Chartres.

Après plus de quarante années d'existence, Le **Compa**, contribue et témoigne de la patrimonialisation de l'agriculture et de sa muséalisation. C'est une structure nationale de référence pour l'agriculture.

¹⁰⁰⁴ / *L'Écho républicain*, 5 mai 2012.

¹⁰⁰⁵ / Maison de la Beauce. Activités pédagogiques. Année 2011-2012.

¹⁰⁰⁶ / Jean-Claude Farcy, 1983 ; Benoît Garnot, 1991.

Parmi la dizaine de musées du machinisme agricole accessibles en 2015 sur le territoire métropolitain, **La Bertauge** et le **Compa** sont représentatifs de deux approches de la muséification de l'agriculture, celle des professionnels du sol et celle des professionnels de la culture¹⁰⁰⁷.

Les musées d'agriculture s'inscrivent dans une (re) conquête du passé par les professionnels, dans le cadre de la globalisation du patrimoine.

¹⁰⁰⁷ / Annexe V, p. 511.

Conclusion

Depuis la fin du premier conflit mondial, la patrimonialisation du monde agricole est inscrite dans l'histoire nationale, par la reconnaissance des biens matériels et immatériels de l'agriculture. La maison paysanne, les objets de l'agriculture, le machinisme agricole, jusqu'à la société agricole sont progressivement patrimonialisés et entrent au musée.

La patrimonialisation de l'agriculture s'effectue dans les deux grandes périodes qui prolongent les fondations patrimoniales posées par la Révolution française : le Front populaire et le grand mouvement d'intérêt pour le monde rural des années 1970-1990. Professions, produits, territoires et identités ont intégré ce processus de patrimonialisation singulier.

À différentes échelles territoriales, les musées issus des problématiques de reconnaissance identitaires territoriales du XIX^e siècle, ont installé des modèles et des repères muséographiques dans lesquels le folklore, puis les arts et traditions populaires font référence.

En fin de XX^e siècle, de nouveaux types de musées et de structures s'imposent, et contribuent au processus de patrimonialisation de l'agriculture : les écomusées portent un éclairage sur l'agriculture de leur territoire de référence ; les musées de plein air posent la problématique agricole sur l'espace, les paysages et les activités agricoles ; les CCSTI, exposent la technologie de l'agriculture¹⁰⁰⁸ ; les musées de société, dans lesquels les dimensions humaines du monde agricole trouvent place.

Ces musées de statuts variés, témoignent du processus de patrimonialisation de l'agriculture. Ce processus alerte et intègre progressivement, les fondements mêmes de l'agriculture, le sol, les pratiques, mais aussi les questions qu'elle soulève dans le nouveau siècle : celles du développement durable, des ressources liées au sol et à la planète, leurs gestions par les hommes.

Le processus de patrimonialisation confère une légitimité différenciée à l'agriculture, suivant les territoires, les hommes qui l'habitent et l'investissent culturellement. Ainsi, en 2015, sur le territoire métropolitain, de nombreux musées d'agriculture sont établis sur les terres viticoles¹⁰⁰⁹.

Évocateurs d'un dynamisme culturel agricole peu connu, les musées d'agriculture, présents sur les terres de grandes cultures instruisent un discours sur la place que tient l'agriculture dans la société. Le machinisme agricole, nécessaire à l'exploitation des grandes

¹⁰⁰⁸ / La réunion. Animation nationale des centres de culture scientifique technologique industrielle. [en ligne]. [Consulté le 01/01/2015]. Disponible à l'adresse :

http://www.ccsti.fr/fr/expos.html?form_search=1&form_theme=5

¹⁰⁰⁹ / Fig. 40, p. 188.

surfaces céréalières, fait partie du quotidien de ce monde agricole qui se retrouve au musée pour conserver la mémoire du travail, des outils en voie de disparition.

C'est grâce aux deux exemples contrastés des musées de **La Bertauge** et du **Compa**, que le processus de patrimonialisation de l'agriculture a été mis en évidence. Les collections de machinisme agricole, reconnues localement dans le cas de **La Bertauge** et intégrées au patrimoine national dans le cas du **Compa**, « Musée de France », constituent un puissant révélateur de la patrimonialisation d'une agriculture, peu culturellement médiatique, et pourtant économiquement vitale.

L'association La Bertauge, sur la quarantaine d'années de son existence acquiert des bâtiments muséaux, la reconnaissance des pouvoirs publics départementaux et une fréquentation locale. La moitié de la durée de l'existence du musée est consacrée à l'installation dans des bâtiments adaptés. Les derniers agriculteurs fondateurs maintiennent la mémoire agricole locale, autour d'une sociabilité festive.

Le **Compa**, évolue en trois périodes distinctes, des origines d'une collecte nationale, à un musée des techniques agricoles puis à un musée de société, miroir du monde agricole.

En 2015, **La Bertauge** va fêter sa dixième année d'ouverture dans ses locaux neufs, alors que le **Compa** est provisoirement fermé pour travaux, après avoir accueilli environ 1 million de visiteurs depuis son ouverture. Le **Compa**, vise après 25 ans d'activité, à proposer un parcours muséographique rénové, reflet de ses évolutions¹⁰¹⁰.

Ces deux musées d'agriculture mettent en perspective l'évolution des techniques et confortent les identités de leur territoire d'appartenance. Ils constituent de véritables conservatoires des faits sociaux, des techniques et des objets liés aux terroirs agricoles. Ils favorisent le plaisir d'apprendre et offrent une bonne connaissance historique des travaux agricoles les plus divers¹⁰¹¹.

Dans ce processus, **La Bertauge** et le **Compa** rendent compte des mutations sociales, techniques de l'agriculture et de la société agricole, mises en question par les turbulences économiques et sociales, à l'échelle mondiale.

Ces deux musées incarnent deux France. L'une, tournée vers le XX^e siècle. Elle est cristallisée autour d'un terroir, d'une génération d'agriculteurs marquée par la JAC, qui n'a plus ses repères identitaires ancestraux, pinèdes et troupeaux de moutons, mais qui par la force du

¹⁰¹⁰ / Le Compa. *Pour information*. [en ligne]. [Consulté le 18/8/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/>

¹⁰¹¹ / Wolfgang Jacobeit, 1984, p. 125.

défrichement et des engrais, a transformé la Champagne, crayeuse en l'une des premières régions céréalières d'Europe.

L'autre, tournée vers le XXI^e siècle qui s'adapte aux questions et problématiques du temps, dans un espace agricole identifié de longue date, « grenier de la France », au sous-sol aquifère, mais pollué.

Les deux structures muséales représentent deux réalités du monde culturel de l'agriculture, l'une tournée vers la mémoire, les traditions et la nostalgie d'un monde qui disparaît et l'autre qui, à la mémoire de l'agriculture, de ses outils, de ses pratiques ajoute les éléments de compréhension des questions cruciales qui se posent au monde agricole et plus généralement aux citoyens.

Original, spécifique et singulier dans ses différents aspects techniques, économiques, institutionnels et juridiques, le processus de patrimonialisation de l'agriculture, s'inscrit dans la richesse, la complexité et la diversité culturelle du monde agricole.

Outils d'aménagement des territoires, les musées d'agriculture, dont la plupart datent de ces vingt dernières années, contribuent aux missions de tout musée, moyen de connaissance, de recherche, de plaisir et d'évolution sociale au service d'une réflexion renouvelée sur l'agriculture.

Ils doivent en partie leur existence à la motivation des amateurs, des professionnels et des scientifiques. Cette implication passe par la reconnaissance de la culture et des techniques d'un territoire marqué par l'agriculture.

La genèse et l'histoire de ces structures constituent une aventure humaine et patrimoniale qui concerne en 2015 tout citoyen, confronté aux problématiques de l'alimentation, de la gestion de l'espace national sur une planète fragilisée, dont Paris va accueillir le 21^e sommet de la Terre.

Dans un pays, où l'État remodèle ses régions : les questions de l'histoire, de l'identité, de la place des hommes et des institutions sont reposées, dans lesquels les musées, en particulier d'agriculture, voient leur rôle, redéfini dans le développement des territoires.

Cette recherche, qui a exploré le processus de patrimonialisation et de muséalisation de l'agriculture, établit que l'agriculture, domaine technique en relation avec une culture professionnelle, évolue à l'échelle du siècle dernier et contribue à l'identité des territoires de la nation et que les biens matériels et immatériels en relation avec l'agriculture acquièrent une valeur patrimoniale inattendue.

Pourront-ils participer à l'élévation du niveau de connaissance et de compétences, afin de décrypter un monde dans lequel les ressources, sont maintenant comptées et suggérer des solutions aux problèmes vitaux du développement durable ?

Sources et bibliographie

Sources

I. Archives publiques

Archives nationales

Sous-série F²¹ : Beaux-Arts, versements des ministères et des administrations qui en dépendent : 1789-1940.

F²¹. 2441 : projet de musée de l'industrie agricole et manufacturière à Épinal en 1836.

Sous-série F²⁶ : La forêt au point de vue touristique (FT) : études d'ordre général, réglementation, correspondance, projets touristiques, équipement sportif de la montagne, monuments et souvenirs, guide du touriste en forêt, 1921-1948.

Landes, Musée forestier d'Hossegor : dossier général, 1937-1948 ; travaux, 1938-1943.

Archives des musées de France

Série U : musées nationaux, Direction musées de France. Arts et traditions populaires.

U1 : organisation et historique : création, plans et projets, personnel, budget photographiques du musées et des collections (1937-1975).

U 2 : administration générale. Création des ATP, rapports divers, commandes de fournitures, budgets, projets d'expositions, dépôts des ATP vers les musées de province, évacuations pendant la guerre, polémique Rivière-Varagnac, congrès, missions, relations extérieures, construction du nouveau musée, Contribution de Georges Henri Rivière au rapport de conjoncture de la section 20 du CNRS (ethnologie), 1965 (1930-1972).

U 5 : propositions d'acquisitions non acceptées (ou sans suite) (1937-1955).

U 6 : commandes et acquisitions (1938-1966).

U 8 : dons et legs acceptés (1934-1946).

U 10 : dons par l'état : au musée de Santa-Fé (1953).

U 11 : concessions à titre de prêts. Quelques pièces (1956 ; 1960).

Concours général agricole ; Institut français d'Ecosse.

U 11X : prêts aux expositions (France et étranger) (1932-1966).

U 12 : mutations entre musées nationaux (1942 ; 1953 ; 1957).

Dépôt au MNATP ; au Musée de Pau.

U 14 : dépôts dans les musées non nationaux (1957).

Liste des dépôts du MNATP aux musées de province depuis sa création.

U 16 : restaurations et réparations. Quelques pièces (1950-1974).

U 19 : projets divers. Quelques pièces (1941-1951).

Rattachement du Musée de l'Homme à la Direction des musées nationaux.

U 20 : articles de presse sur le musée. Quelques pièces (1936-1968).

U 21 : renseignements et documentation. 1 liasse (1941-1958).

U 23 : travaux, construction du nouveau musée. 1 liasse (1941-1967).

Voir aussi 6 HH.

Rapports, programme architectural (plans), « testament administratif » de Rivière.

U 24 : aménagements, logements, locaux. 1 liasse (1937-1957).

Grands travaux à Chaillot (engagements de dépenses), aménagements des salles d'exposition...

U 25 : manifestations et conférences. Quelques pièces (1953-1962).

U 28 : mission ethnographique en Corse. Quelques pièces (1948).

U 32 : commission des ATP et Commission d'ethnographie folklorique (1938-1943).

U 33 Société du folklore français et Confédération des groupes folkloriques français. (1941-1951).

Série H : musées nationaux parisiens. Documents issus de la répartition d'un versement du service de la DMF chargé de la supervision des travaux dans les années (1970).

HH : arts et traditions populaires.

HH 1 à 4 : catalogue des objets ; projet du nouveau siège des ATP, travaux... (1958-1977).

HH 6 : travaux pour le bâtiment du Bois de Boulogne.

Archives départementales de la Marne

Série T : enseignement, culture, sport (1789-1940).

Sous-série 4 T : dossiers de la préfecture de la Marne relatifs aux musées existant dans le département entre 1800 et 1940.

4 T 85-89 : dossiers provenant du cabinet du préfet, études et dépliants promotionnels.

4 T 1-59 : beaux-arts (an IX-1970). Monuments historiques et archéologiques. Objets d'art. Fouilles (an IX-1970).

Série W : archives postérieures à 1940.

W 1372 : DRAC Champagne-Ardenne, archives du conseiller sectoriel pour les musées, du chargé du développement culturel, action culturelle intersectorielle.

W 1398 : DRAC Champagne-Ardenne, archives du conseiller sectoriel pour les musées, du chargé du développement culturel, action culturelle intersectorielle.

W 1451 : DRAC Champagne-Ardenne, archives du conseiller sectoriel pour les musées, du chargé du développement culturel, action culturelle intersectorielle.

W 1504 : DRAC Champagne-Ardenne, archives du conseiller sectoriel pour les musées, du chargé du développement culturel, action culturelle intersectorielle.

Conseil général de la Marne : Musée agricole de La Bertauge

Cotation provisoire.

V 2 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, réunions du 14 au 18 mai 1990, séance du 17 mai 1990. Construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

V 12 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 17 mai 2006. Objet : Musée agricole de la Bertauge. Construction d'un hangar de stockage. Chapitre 903 : bâtiment culturel.

V 16 : extrait du procès-verbal des délibérations du conseil général, réunion du 9 au 20 janvier 1989, séance du 13 janvier 1989. Construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

V 32 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 17 janvier 1991. Construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

V 22 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 22 mai 1992. Construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

V 23 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 13 janvier 1993. Construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

V 27 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 19 mai 1994. Construction du musée agricole de la Bertauge à Courtisols.

II 6 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 19 mai 2000. Objet : Travaux dans les bâtiments départementaux. Chapitre 903 : bâtiment culturel.

II 7 : conseil général de la Marne. Extrait du procès-verbal des délibérations, séance du 19 mai 2000. Travaux dans les bâtiments départementaux. Chapitre 903 : bâtiment culturel.

Archives départementales d'Eure-et-Loir

Série J : documents entrés par voie extraordinaire.

Sous-série 1 J : pièces isolées et petits fonds.

1 J 1181 : projet de création d'un « Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles », dossier de candidature (1980-1985).

1 J 1181 : programme du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles (1985).

Série W : archives postérieures à 1940.

Sous-série 1586 W : conseil général d'Eure-et-Loir, direction générale adjointe des cultures, Musée du COMPA.

1586 W 1 à 14 : actes des colloques (1994-2008).

1586 W 1 : colloque 1994 : le rural et ses musées organisation, intervenants, participants, dossier presse, 1 1994-1994. Colloque 1995 : les silos à grain. Organisation, intervenants, participants, dossier presse, 1 1995-1995. Colloque 1996 : dessiner le musée. Organisation, intervenants, participants, dossier presse, 1 1996-1996.

1586 W 2 : colloque 1997 : des boutiques pour les musées organisation, intervenants, participants, dossier presse, 2 1997-1997.

1586 W 3 : colloque 1998 : le développement culturel des Territoires organisation, intervenants, participants, dossier presse, 3 1998-1998.

1586 W 4 : colloque 1999 : les enfants et les musées, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 4 1999-1999.

1586 W 5 : colloque 2000 : musées et multimédia organisation, intervenants, participants, dossier presse, 5 2000-2000.

1586 W 6 : colloque 2001 : des nouveaux musées organisation, intervenants, participants, dossier presse, 6 2001-2001.

1586 W 7 : colloque 2002 : musées, marketing, communication, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 7 2002-2002.

1586 W 8 : colloque 2002 : musées, marketing, communication, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 8 2002-2002.

1586 W 9 : colloque 2003 : musées en quête d'identité, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 9 2003-2003.

1586 W 10 : colloque 2004 : culture (s) et territoire (s), organisation, intervenants, participants, dossier presse, 10 2004-2004.

1586 W 11 : colloque 2005 : innovations et musées, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 11 2005-2005.

1586 W 12 : colloque 2006 : musées et images, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 12 2006-2006.

1586 W 13 : colloque 2007 : concevoir, étudier et fabriquer une exposition, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 13 2007-2007.

1586 W 14 : colloque 2008 : musées en mouvement, organisation, intervenants, participants, dossier presse, 14 2008-2008.

1586 W 15 : musée du Compa Site WEB (2003-2009).

1586 W 17 à 27 : historique bâtiments et muséographie.

1586 W 17 : demandes de contributions à la SEM pour être actionnaire, études, refus et accords (1986-1987).

1586 W 18 : avis d'appels de candidatures bâtiment et appel d'offres réhabilitation bâtiment (1987-1987).

1586 W 19 : appel d'offres pour le mobilier Muséographie, appel à candidatures (entreprises retenues) et études graphiques Muséographie (1989-1990).

1586 W 20 : réunions d'avant-projet - Commissions de gestion - Compte rendu de chantiers - Réunions d'entreprises - PV de réception des travaux (1987-1990).

1586 W 21 : lancement du projet, permis de construire et de démolir - Proposition d'entreprises (1985-1989).

1586 W 22 : subventions et conventions : articles de presse - Convention relative aux collections, à la gestion et au personnel (1987) - Convention de mise à disposition des terrains 1987 - Convention Association du Compa et Institut National Agronomique Paris-Grignon - Voyage à la Cité de la Science, documents, projet, maquettes logo (1982-1988).

1586 W 23 : dossier de presse (histoire du projet), étude de M. Deffontaines (statut, mise en place et fonctionnement, plan de cession du terrain, rapport, plan de masse des installations, plan Chartres-gare) - Restauration cafétéria (plan, proposition) (1987-1990).

1586 W 24 : bâtiment (Lot 1) : objet de marché - Marché public d'ingénierie et d'architecture - Description travaux TCE - Renseignements sur les entreprises retenues pour les lots (1987-1989).

1586 W 25 : divers muséographie : cahier clauses générales du contrat de maîtrise d'œuvre muséographique - engagements - programme - scénographie retenue (1987-1990).

1586 W 26 : marchés Muséographie : correspondances, contrats d'engagement - courriers divers - cahier des clauses signé et paraphé par les entrepreneurs (1987-1990).

1586 W 27 : subvention Crédit agricole : demande de subvention - dossier consultable des entreprises - réaménagement de la galerie et avant-projet détaillé (1987-1990).

Sous-série 1494 W : conseil général d'Eure-et-Loir, Direction générale adjointe des Cultures, Musée du Compa.

1494 W 16 : historique des bâtiments et muséographie : concours de projets (1987-1988).

1494 W 1 à 27 : société d'économie mixte du Compa et Compa : fonctionnement et bâtiment (1982-2003).

1619 W : conseil général d'Eure-et-Loir, Direction générale adjointe des Cultures, Musée du Compa.

1619 W 1 à 20 : expositions.

1619 W 1 à 3 : exposition « Veaux, vaches, cochons, couvées ».

1619 W 1 : les filières, propositions prêts : Périodiques, supports pédagogiques et publicitaires, photocopies manuels scolaires, correspondance (courriers et courriels), notes manuscrites (2003-2004).

1619 W 2 : comité scientifique et organismes et institutions relais 1/2 : CD, notes manuscrites, brochures, documents photocopiés (2003-2004).

1619 W 3 : comité scientifique et organismes et institutions relais 2/2 : documents photocopiés, coupures presses, notes manuscrites, brochures, documents publicitaires (2003-2004).

1619 W 4 : exposition « Eau et Météo » : support de communication, documents photocopiés (1991).

1619 W 5 à 7 : exposition « Un cheval, des chevaux ».

1619 W 5 : documents photocopiés (2001-2002).

1619 W 6 : documents photocopiés (2001-2002).

1619 W 7 : cassette, brochures, annuaire, documents photocopiés (2001-2002).

1619 W 8. Exposition « Fonds Laillet » : documents photocopiés, photographies.

1619 W 9 : exposition « Affiches de Hongrie » : documents photocopiés, photographies (2008-2008).

1619 W 10 : exposition « Quand la banque s'affiche » : CD, brochures, documents photocopiés (2007-2008).

1619 W 11 à 15 : exposition « Eau ».

1619 W 11 : listes des prestations, méduses, documents photocopiés (2008-2009).

1619 W 12 : scénographie, contenus, rapports CAO, documents photocopiés (2008-2009).

1619 W 13 : documents photocopiés, photographies, brochures (2008-2009).

1619 W 14 : documents photocopiés, photographies, CD, documents plastifiés (2008-2009).

1619 W 15 : documents photocopiés, photographies (2008-2009).

1619 W 16 à 20 : exposition « Parfum ».

1619 W 16. CD : documents photocopiés, coupures presse, livret (2004-2006).

1619 W 17 : documents photocopiés, brochures, livret (2004-2006).

1619 W 18 : CD, livre, coupures presse, documents photocopiés, diapos, photographies (2004-2006).

1619 W 19 : CD, brochures, publicité (2004-2006).

1619 W 20 : brochures, coupures presse, documents photocopiés, dossier de presse (2004-2006).

1619 W 21 : documents d'études B.A. 2, rapport de stage écomusée de la Beauce et du Perche (1982), étude de marché, proposition d'assistance technique, concours d'architecte, documents photocopiés, etc. (1982-1982).

1619 W 22 à 33 : coupures de presse.

1619 W 22 : press-book (1980-1987) ; press-book (1988-1989) ; agriculture (1989-1990), articles de presse (1980-1990).

1619 W 23 : divers (1986-1990) ; presse agriculture (1991), Articles de presse (1986-1991).

1619 W 24 : presse agriculture ; locations (1995-1997) ; articles de presse (1995-1997).

1619 W 25 : presse divers ; presse agriculture : articles de presse (1982-1987).

1619 W 26 : presse expos « Eau », « Du grain au pain », location Compa, divers presse, docs communication, articles de presse (1982-1987).

1619 W 27 : press-book (1982-1987), articles de presse (1982-1987).

1619 W 28 : ouverture du Compa et actualités, coupures de presse (1990-1991).
1619 W 29 : exposition « Eaux » coupures de presse (1990-1991).
1619 W 29 : articles presse sur CG 28 coupures de presse (1990-1991).
1619 W 30 : exposition « Du Grain au pain » : coupure de presse (1991-1992). Les moulins (dont journée Nationale) : coupures de presse (1991-1993). Événements et actualités Compa : coupures de presse (1992-1992). Exposition « Les caprices du temps » et météorologie : coupures de presse (1992-1992). Événements et actualités Compa : coupures de presse (1993-1993).
1619 W 31 : expositions « A table », « Chocolat », « Café », « Coton », « Saison des vendanges » : coupure de presse (1993-1994). Les événements du Compa : coupures de presse (1994-1995). Le Compa devient musée départemental : coupures de presse (1995-1996). Exposition « Machines agricoles » : coupures de presse (1995-1996). Maison de la Beauce : coupures de presse (1995-1996). Exposition « Pays, paysages » coupures de presse (1996 1996).
1619 W 32 : voyages Association du Compa : inscription, documentation (1996-2002).
1619 W 33 : voyages Association du Compa : inscription, documentation (2003-2010).

Archives municipales de Beaune (Côte d'Or)

V58 : André Lagrange : catalogue du musée du vin de Bourgogne, salles des travaux de la vigne et du vin et des métiers auxiliaires.
Photocopie de documents de Joseph Délissey (1948-1970).
3 Ph110 : Joseph Délissey. Musée du vin. Notes, article du *Journal de Beaune*, 29 juin 1939.
306W36 : musées, budget (1973-2000).
R III § 17 Art 1 : dossier concernant le musée du vin.
4Fi 109 : carte postale représentant l'Hôtel des Ducs.
4Fi 110 : carte postale représentant l'Hôtel des Ducs.
4Fi 174 : carte postale représentant l'Hôtel des Ducs.
4Fi 341 : carte postale représentant l'Hôtel des Ducs.
Fonds Rateau : manuscrit Duchet.

Archives municipales d'Épernay (Marne)

R278 : Musée d'Épernay.

Courrier de Jean Chatelain, ministère des Affaires culturelles, conclusion de la visite des musées, le 16 janvier 1969.

Rapport de la Conservatrice des musées du vin de Champagne et des Beaux-Arts pour la réunion de la Commission des Beaux-Arts du 28 juillet 1954.

Lettre de Jacques Dargent, délégué à la propagande du CIVC à monsieur le maire d'Épernay, le 13 août 1951.

Fascicule de présentation de la ville d'Épernay, 1950.

Lettre du maire d'Épernay à Louis Budin, président de la Commission de propagande du CIVC, le 10 janvier 1949.

Lettre de Georges Salles au maire d'Épernay, le 10 juillet 1946.

Lettre du maire d'Épernay au directeur des Musées de France sur la l'aménagement du château Perrier pour a bibliothèque et le musée, le 10 juillet 1946.

Lettre du directeur des Musées de France, Georges Salles au maire d'Épernay, pour le transfert des collections après la guerre, le 16 juin 1945.

Courrier du maire d'Épernay à Georges Salles directeur des Musées de France sur le rapatriement des collections du musée, s.d.

Conseil international des musées (ICOM)

RUGE, A. (dir). *Référentiel européen des professions muséales*. 2008 (version provisoire).

France Culture

La marche de l'histoire. Feu le musée national des Arts et Traditions populaires. 20 octobre 2014, 28 minutes.

Modes de vie, mode d'emploi. Les Français et leurs musées. 20 octobre 2014, 59 minutes.

Institut national de l'audiovisuel (INA), antenne de la Bibliothèque nationale de France (sites de Paris et de Strasbourg)

France 3 Alsace. Émission spéciale « Les trente ans de l'écomusée », 31 mai 2014, 52 minutes 46.

France 3 Alsace. « La voix est libre à l'Écomusée d'Alsace », 31 mai 2014, 28 minutes 35.

France 3 Champagne-Ardenne. « Ici et pas ailleurs », Le musée rural et artisanal de la Bertauge, 28 mai 2013.

France TV info. « Le cheval au cœur des rencontres cinématographiques », 25 janvier 2013, une minute 06.

TV28. « Les tracteurs en fête à Chartres », 7 juin 2011, 17 minutes.

France 2. « 13 h, le journal », L'écomusée Ungersheim, 21 juillet 2000, 03 minutes 01.

France Régions 3 Rennes. « Rennes soir », écomusée La Bentinais, 23 mai 1987, 02 minutes 06.

France 3 Poitou-Charentes. « Congrès de l'AFMA aux Ruralies de Prahecq », 23 octobre 1986.

France 3 Orléans. « Centre Actualités », Chartres : machines agricoles d'hier et d'aujourd'hui », 24 juin 1982, une minute 13.

Antenne 2. Émission « C'est la vie », musée du machinisme agricole à Chartres, 12 mars 1981, 2 minutes 27.

Antenne 2. Émission « C'est la vie », Jean-Philippe Lecat au SEDIMA, 8 mars 1979, 2 minutes 17.

Antenne 2. « Question de temps », plateau réunissant Jack Lang, Jacques Rigaud et Jean Philippe Lecat sur la politique de conservation et de restauration du patrimoine, 9 juillet 1978, 6 minutes 50.

France Régions 3 Dijon. « Un musée de questions : l'écomusée du Creusot », 25 février 1977, 13 minutes 13.

Office national de radiodiffusion télévision française Bordeaux. « JT Aquitaine », le musée de plein air de Marquèze, 29 juillet 1970, 6 minutes 05.

Office national de radiodiffusion télévision française Bordeaux. « JT Aquitaine Midi », Inauguration du musée en plein air de Sabres, 30 septembre 1967, une minute 12.

Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS), Collège de France (Paris)

Fonds Isa Chiva (sur autorisation personnelle, avant son décès)¹⁰¹².

Série FIC.E.S1 Documentation scientifique. Varia

Sous-série FIC.E.S1.01 : Documentation scientifique. Varia.

FIC.E.S1.02 : Sociologie, ethnologie rurale.

FIC.E.S1.03 : Sociologie, ethnologie rurale ; Le marché ; Ethnologie méditerranéenne ; La Corse.

¹⁰¹² / Archives des ethnologues. Bibliothèque d'anthropologie sociale. [en ligne]. [Consultée le 06/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://arlas.college-de-france.fr/arch/ar.aspx?archive=las&reference=FIC>

FIC.E.S1.04 : Mission du Patrimoine, musées ; Anthropologie générale, théorique.

FIC.E.S1.05 : Anthropologie générale, théorique.

FIC.E.S1.06 : correspondance.

FIC.E.S1.07 Ethnologie de la France, histoire de l'anthropologie.

Musée national des arts et traditions populaires (Paris)

Documentation générale.

II. Archives privées

Cité nature d'Arras (Nord)

Cité nature. *Plaquette de présentation*. Arras : 2008.

Conservatoire de la vie agricole et rurale de l'Oise (Oise)

Hétomesnil. Conservatoire de la vie agricole et rurale de l'Oise. Écomusée des pays de l'Oise. Beauvais : s.d.

Écomusée d'Alsace (Haut-Rhin)

Projet pour l'Écomusée d'Alsace. Ungersheim : 2009.

Écomusée de la Bresse bourguignonne (Saône-et-Loire)

RIVIÈRE, D. *Les principales réalisations de l'Écomusée de la Bresse bourguignonne en matière de promotion du patrimoine naturel (1981-1994)*. Conférence, décembre 1994.

Écomusée du Perche à Sainte-Gauburge (Orne)

Discours d'Alain MORIN, président de la Fédération des Amis du Perche, au quarantième anniversaire de l'Écomusée, 13 mai 2012.

Projet Scientifique et Culturel du musée l'Écomusée du Perche. Sainte-Gauburge : 2009.

WANDER, E. *Comment créer un lien avec le public local ? Quels outils pour un ancrage fort au cœur de la population ?*, s.d.

Rapports d'activité. Écomusée du Perche Musée départemental des ATP du Perche. Prieuré de Sainte-Gauburge (2002-2009).

L'écomusée du Perche. Au cœur du Perche. Au cœur de la mémoire rurale. Une campagne de qualité. Qualité tourisme. Dossier de presse. 2009.

Un petit séjour : « tout feu, tout flamme » dans le Perche. Présentation de week-end touristique autour de l'âtre et des fours à pain. 2005.

Organisation du comité scientifique, 2005.

Musée départemental des arts et traditions populaires du Perche. *Perche, passion paysannes : deux siècles de vie agricole. Catalogue d'exposition 3 juin-1^{er} novembre 1989*. Sainte-Gauburge.

Fédération des Écomusées et des musées de société (FEMS) (Doubs)

FEMS. Courriel de Delphine Grisot, directrice, 22 février 2010.

FEMS. *En avant la mémoire. Rencontrez d'autres musées. Les écomusées et les musées de société. Carte de localisation*. 1995.

Archives administratives (1989-2010) :

Assemblées générales, réunions de bureau, courriers avec les adhérents, congrès annuels, formations.

Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural (AFMA)

Base de données des musées d'agriculture, 2006.

Connaître, sauvegarder, valoriser le patrimoine rural. Association française des musées d'agriculture. Plaquette de présentation, (s.d).

Institut Olivier de Serres (Ardèche)

VIDAL, D. *Notes sur les Archives de l'Institut Olivier de Serres (1984-2002)*. 14 janvier 2015.

Maison du Charolais (Saône-et-Loire)

Le Charolais, grand cru de Bourgogne. Livret, 1995.

Quel avenir pour le bocage charolais ? De la réflexion à l'engagement partenarial. Livret, s.d.

Le Charolais, histoire d'une race et d'un goût, s.d.

Maison du fromage (Vosges)

La maison du fromage. Vallée de Munster. *Dossier de Presse*. Quand la tradition se vit au futur. 2011.

Musée de Beaujeu (Rhône)

Musée de Beaujeu, *Le contenu du musée*, doc. Ronéoté, s.d.

Musée cantonal folklorique de Beaujeu. Beaujeu : 1947.

Musée de la Bertauge (Marne)

Comité départemental du tourisme de la Marne. Bertauge 94. Châlons-en-Champagne (1994).
Note de la direction des Affaires scolaires, culturelles, sportives et touristiques au président du conseil général de la Marne (30 juin 2014). Conseil général de la Marne. Réunion de la commission permanente (11 avril 2014). Subventions diverses, p. 46.

Conseil de développement du Pays de Châlons-en-Champagne. Syndicat mixte du Scot et du Pays de Châlons-en-Champagne, septembre 2013, Commission 2, réunion du 10 septembre 2013, compte rendu (2013).

La Bertauge Musée rural et artisanal. Les bénévoles du Musée sont heureux de vous accueillir sur leur site. [en ligne]. [Consulté le 28/10/2013]. Disponible à l'adresse :

<http://www.musee-rural.com/historique.php>

FEIX, C. Étude de faisabilité. Musée agricole « La Bertauge. » Châlons-en-Champagne : Comité départemental du tourisme (2010).

Conseil général de la Marne. (Préf. SAVARY, R.-P., président du conseil général de la Marne). *Musée agricole de la Bertauge. Quand les campagnes nous étaient contées* (2005).

Convention d'occupation des locaux mis à disposition entre le Département de la Marne et l'association La Bertauge (2004).

Observations. Cour régionale des comptes. 2000.

Courrier de l'association La Bertauge au conseil général de la Marne. Demande de subvention complémentaire (28 octobre 1999).

Comité départemental du tourisme de la Marne. *Bertauge, réflexion pour une muséographie innovante au service d'un département agricole de pointe*. Label Marne, pays du Champagne. Châlons-sur-Marne (1997).

Courrier du bureau de l'association La Bertauge au Préfet de la Marne (22 mai 1997).

DUREPAIRE, C. État des recherches et de l'inventaire au 1^{er} juillet 1995. Somme-Vesle : Musée de la Bertauge, dactyl. (1995).

DUREPAIRE, C. Collection La Bertauge, Inventaire du matériel agricole. Somme-Vesle (1995).

DUREPAIRE, C. Valorisation d'un patrimoine rural « La Bertauge », Rapport final, état des études et des recherches ; perspectives et orientation 1996. Somme-Vesle (1995).

Comité départemental du tourisme de la Marne. *Étude 3. Poursuite d'un projet du Comité départemental du tourisme*. Châlons-en-Champagne (1994).

Courrier de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt au proviseur du lycée agricole de Somme-Vesle (23 novembre 1993).

Courrier du directeur régional aux Affaires culturelles de Champagne-Ardenne au préfet de Région pour la création d'un musée destiné à la mise en valeur et la conservation du patrimoine agricole, référence à la délibération du conseil général et arrêté du président et convention (2 mars 1993).

Courrier du préfet de la Marne au proviseur du lycée agricole de Somme-Vesle (9 novembre 1993).

HEYMANN, J.-C. Contribution à la réflexion et à la réalisation du projet du musée agricole champenois : La Bertauge. Somme-Vesle (1992).

Étude de faisabilité d'un musée agricole champenois sur le site de L'Épine (trois tomes + synthèse). Reims : Cabinet Études et Stratégies (1991).

Courrier du directeur régional aux Affaires culturelles de Champagne-Ardenne au président du conseil général de la Marne (22 février 1989).

Bertauge, réflexion pour une muséographie innovante au service d'un département agricole de pointe. Châlons-en-Champagne : Comité départemental du Tourisme de la Marne (1987).

Association La Bertauge. Avant-projet sommaire. (1981).

Assemblée générale de l'association La Bertauge (1976-2014). Rapports d'activité et financiers ; rapports moraux. Rapport d'orientation (1980).

« La Bertauge » pour un observatoire du monde rural. Comité départemental du Tourisme Marne Mission à l'ethnologie et à la culture scientifique, technique, industrielle Champagne-Ardenne, Cabinet GOUZIEN. Châlons-sur-Marne, (s.d).

Courrier du directeur Régional de la culture en Champagne-Ardenne à l'association La Bertauge (25 août 1981).

Courrier du président de La Bertauge au préfet de la Marne (2 mars 1981).

Courrier de convocation à l'assemblée générale de l'association La Bertauge (10 avril 1980).

Courrier du Fonds d'Intervention Culturelle à Christian Pommeau, secrétaire de l'association La Bertauge (20 février 1978).

Courrier de convocation à l'assemblée générale de l'association La Bertauge. Débat conduit par l'abbé Jean Viart de la paroisse de Sarry (15 novembre 1978).

Courrier de l'association La Bertauge au maire de Châlons-sur-Marne (29 novembre 1977).

Courrier de collecte de l'association La Bertauge (23 avril 1976).

Musée Calvet (Vaucluse)

MS 4670

Lettre de Frédéric Mistral à Paul Mariéton, 4 avril 1897, B. Calvet.

Musée de Châlons-en-Champagne (Marne)

Musée des beaux-arts et d'archéologie de Châlons-en-Champagne, inventaire des collections, 2008.

Musée d'Épernay (Marne)

Inventaire de la collection vitivinicole : 2014.

Courrier du directeur des Affaires culturelles de Champagne-Ardenne au maire d'Épernay, du 25 février 2014.

Avenant au PSC.

CHARPY, J.-J., DESBOIS-THIBAUT, C. *Projet scientifique et culturel du musée municipal d'Épernay*. 2012.

PITHOIS, R. *Nécrologie. Ketty VAN GENNEP*. 1966.

Catalogue du musée d'Épernay. Épernay : 1934.

Musée de plein air des Maisons comtoises à Nancray (Doubs)

Projet Scientifique et Culturel du musée des maisons comtoises. Nancray : 2009.

Musée des Maisons comtoises. Lettre de l'abbé Jean Garneret à George Henri Rivière du 27 novembre 1943.

Musée de plein air de Villeneuve d'Ascq (Nord)

Bienvenue au musée de plein air de Villeneuve d'Ascq. Guide de visite. 1994.

Musée du Compa (Eure-et-Loir)

Au début de ma recherche 2008, ses archives n'étaient pas versées aux Archives départementales d'Eure-et-Loir. Elles le sont depuis 2009, quand elles ont plus de cinq ans.

Le Compa. Dossier de presse. *Le parcours de l'exposition. Un musée technique ?* Chartres. 2013.

Le Compa. *Le roman d'un monde. Dossier de presse. Les collections du Compa*. Chartres. 2013.

Le Compa. *La fin des paysans. Dossier de presse*. Chartres. 2013.

Conseil général d'Eure-et-Loir. Fiche de poste pour recrutement au musée du Compa. Un directeur adjoint. Cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine (H/F). 2013.

Le Compa. *Programme Scientifique et Culturel*. Chartres. 2012.

Association des Amis du Compa. Procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale ordinaire. 29 juin 2012.

Convention entre le département d'Eure-et-Loir et l'association du Compa, ayant pour objet la définition des relations entre le Département, gestionnaire du Conservatoire de l'Agriculture et l'Association, propriétaire des collections. 2011.

Le Compa. *Venez fêter les 20 ans du Compa*. Dossier de presse. Chartres. 2010.

Courrier d'adhésion à l'Association du Compa. 28 janvier 2010.

Compte rendu de la réunion du Comité Technique de l'association du Compa. 28 juin 2009.

Association des Amis du Compa. Procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale ordinaire. 5 juin 2009.

Le Compa *Affiches de Hongrie*. Dossier de presse. 2008.

Compte rendu de la délibération de l'assemblée générale de l'association du Compa. 2007.

Le Compa. Collection permanente. Mise à jour au 31 décembre 2005, 20 janvier 2006.

Le Compa. *Musées en quête d'identités*. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003.

Conventions Compa/INA Paris-Grignon de dépôts de charrues. 1985, 1995 et avenant de 2000.

Conseil général de l'Eure-et-Loir. Le Compa. *Venez fêter les 20 ans du Compa*. Dossier de presse. 2000.

Compte rendu de la réunion du Comité Technique de l'association du Compa. 11 octobre 1999.

Rapport d'activité de l'association du Compa. 1998.

Convention entre le département d'Eure-et-Loir et l'association du Compa, ayant pour objet la définition des relations entre le Département, gestionnaire du Conservatoire de l'Agriculture et l'Association, propriétaire des collections. 23 octobre 1997.

Fiche de prêt d'une Houe pour l'exposition *Pays, Paysages, voyages en Transbeauce* de la part du musée de Vendôme. 10 janvier 1996.

Fiche de prêt d'un soc d'araire pour l'exposition *Pays, Paysages, voyages en Transbeauce* de la part du musée de Vendôme. 10 janvier 1996.

Anonyme. *Historique du Compa*, manuscrit, s.l., 1995, 1 p.

Le Compa. Prêt d'objet ou de document. Bordereau de réception. 2 mai 1995.

Courrier du Compa à Gan assurance. Police d'assurance, pour l'emprunt du fonds Hennebique. 13 novembre 1995.

Compa. Convention pour la gestion de la boutique. 14 janvier 1994.

Courrier du conseiller pour les arts plastiques et les musées au proviseur du lycée d'enseignement général et technologique de Somme-Vesle. 4 octobre 1994.

Le Compa. Bordereau de prêt à la société Mc Donald's Chartres. 11 octobre 1994.

Conservatoire de l'agriculture. Le Compa, dépliant de présentation. 1994.

Courrier du vice-président du Compa à monsieur le maire de la Ville de Chartres concernant l'inventaire du matériel du Compa, Chartres. 14 août 1992.

RINALDI, P. *Avant-projet sommaire réaménagement de la galerie exposition agroalimentaire pour la Sem Compa Chartres*. 11 septembre 1992.

Le Compa. Liste d'objets empruntés pour l'exposition du grain au pain à monsieur Brulfert. 5 décembre 1992.

Courrier du chef du bureau du cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir au directeur de la Sem du Conservatoire du machinisme agricole. 26 janvier 1990.

Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Chartres. *Statuts de l'association*. 1988.

Le Compa. *Programme muséologique*. Chartres : 1987.

Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. *Plaquette de présentation*. Chartres : 1986.

Compte rendu de la réunion tenue à Chartres, sous la Présidence de monsieur le Préfet, relative au Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles. 27 mars 1986.

Compte rendu de la réunion du bureau du Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. 27 mars 1986.

Compte rendu de la réunion du bureau du Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. 14 juin 1985.

SODEREC Société d'Études et de Réalisations pour les Équipements. *Conservatoire du Machinisme et des pratiques agricoles. Programme. Département d'Eure-et-Loir*. Paris : août 1985.

Le Compa. *Préprogramme pour un Centre National du Machinisme et des pratiques agricoles*. Chartres : 1985.

Courrier du préfet, commissaire de la République du département d'Eure-et-Loir au directeur des services fiscaux. 21 février 1984.

Compte rendu du conseil d'administration du Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. 5 mars 1984.

Compte-rendu de la réunion de la réunion du conseil d'administration du Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. 9 novembre 1984.

Le Compa. Liste des donations depuis 1983. Chartres : s.d.

Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. Rapport d'activité. 1982-1983.

Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. *Projet de création du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles*. Chartres. Octobre 1983.

Compte-rendu de la réunion de l'association de préfiguration du conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Ministère de la Culture : Paris, 2 juin 1983.

Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. *Projet de recherche-action*. Chartres. Mars 1983.

Compte-rendu de la réunion constitutive de l'association de préfiguration du conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Ministère de la Culture : Paris, 31 janvier 1983.

Convocation à la Direction du Patrimoine ethnologique au ministère de la Culture, 11 janvier 1983.

Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. *Rapport d'activité*. Chartres. (1982-).

Compte-rendu de la réunion du bureau de l'association du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles, 11 octobre 1982.

Fiche descriptive de matériel agricole : herse en bois, prix 800 euros. Chartres. 1982.

GRASSO, P., LEGRAND B., PROVIDENCE, J.-M. *Méthode d'inventaire et d'analyse des sources de l'histoire du machinisme et des pratiques agricoles*. Rapport destiné au Ministère de la Culture Mission du Patrimoine ethnologique. Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles de Chartres. Ferme de la Saussaye, Sours, 1982.

LAURIOT PREVOST, A. *Pour une politique écomuséale dans la Beauce et le Perche*.

Le Compa. *Esquisse d'intentions*. Chartres. 1982.

Le Compa. *Résumé du dossier et problèmes soulevés par le projet*. Chartres : s.d.

Courrier de Candidature proposée par Sylvie Douce de la Salle du Conservatoire du machinisme agricole, d'un disciple d'Henri Mendras, au ministère de la Culture (FIC). 4 août 1982.

Compte-rendu de la réunion concernant le financement FIC du Conservatoire du machinisme agricole à la Mission du développement culturel du Ministère de la Culture. 27 juillet 1982.

Préfet d'Eure-et-Loir. Rapport concernant le Conservatoire du machinisme agricole. 13 mars 1982.

Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles. *Rapport scientifique*. Chartres. 2 mars 1982.

Courrier du ministère de l'Agriculture au Préfet de la région Centre. Financement au titre du Patrimoine rural. 1^{er} mars 1982.

DEFFONTAINES, A. *Note de synthèse adressée au ministère de l'Agriculture sur la situation actuelle et l'état d'avancement du dossier du conservatoire national de la machine et des pratiques agricoles. Le conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles. Résumé du dossier et problèmes soulevés par le projet*. Chartres : dactyl. 18 janvier 1982.

Convention de création de l'association du Compa entre le département d'Eure-et-Loir et l'association du Compa présidée par Louis Perrin, le 9 mars 1981.

SEDIMA-Antenne 2. *Dossier de candidature*. Chartres. Octobre 1980.

PROVIDENCE, J.-M., LEGRAND B., GRASSO, P. *Étude préparatoire implantation du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles*. Chartres. 1977.

Musée des Ruralies (Deux-Sèvres)

Musées des Ruralies. Courriels de Sylviane Cousin, ancienne directrice, 2008, 2009.

Musée de Tivernon (Loiret)

Musée rural de Tivernon. Rapport d'activité. 2006, 2007.

Musée du Der (Marne)

Musée du Der. Convention de délégation de service public du conseil général de la Marne au musée du Pays du Der. 23 décembre 2010.

Musée du maraîchage (Gironde)

Musée du maraîchage d'Hier et d'aujourd'hui. Plaquette de présentation. Les Eysines, 2010.

Musée Fragonard (Val-de-Marne)

DEGEURCE, C. Présentation, bilan & projets. 2005.

Musées des métiers de Saint-Laurent de la Plaine (Maine-et-Loire)

GUIRAUD, N. Compte-rendu de l'analyse de l'inventaire de masse des collections du Musée des métiers. Musée des métiers de Saint-Laurent-de-Plaine. Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Loire et Mauges. 2008.

Musée régional du machinisme agricole de la Ferté-Milon (Aisne)

Musée régional du machinisme agricole. *Guide de visite*. Ronéot. 1985.

Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims (Marne)

Parc naturel Régional de la Montagne de Reims. *Charte du Parc « Objectif 2020 »*. Pourcy : Parc naturel Régional de la Montagne de Reims, 2009.

Parc naturel Régional de la Montagne de Reims. *Charte « objectifs 2006 »*. Pourcy : Parc naturel Régional de la Montagne de Reims, 1996.

Parc naturel Régional de la Montagne de Reims. *Courrier des habitants*. Pourcy : Syndicat mixte de gestion et de réalisation du Parc naturel Régional de la Montagne de Reims. 1975-1978 ; 1978-1992. Trimestriel.

Parc naturel Régional de la Montagne de Reims. *Journal du Parc*. Pourcy : Syndicat mixte de gestion et de réalisation du Parc naturel Régional de la Montagne de Reims. 1975-1978 ; 1992-2013. Trimestriel.

Terra Botanica (Maine-et-Loire)

Terra Botanica. *Dossier de presse*. Spécial Salon du végétal. Angers : 2009.

VECTEN, Albert, ancien sénateur, président du conseil général de la Marne

Coude à coude, journal trimestriel de l'action catholique rurale. Nouvelle série. 1949-1950 ; Papiers : courriers, années 1950.

PARDON, J. *Labours nouveaux... moissons nouvelles*. Jeu dramatique rural. S.d., s.l.

Entretiens, rencontres, échanges

Les thèmes principaux des entretiens sont indiqués entre crochets. + entretiens enregistrés

. ANDRÉ, Marc, ethnologue, ORCCA (51), 2010-2013 [**Musée du bûcheron de Germaine**, La Bertauge].

. ARROUART, Hubert, maire, Courtisols, conseiller général de la Marne (51), 2008-2014 [Le canton de Marson, La Bertauge].

- . AUBERTIN, Thierry, directeur Caisse régionale du Crédit agricole Nord Est (51), 2008 [agriculture champenoise, investissement, culture].
- . AVENEL, Carole, assistante principale de conservation du patrimoine, **Musée municipal de Châlons-en-Champagne** (51), 2008 [**Musée municipal de Châlons-en-Champagne** : histoire des collections de folklore et agricoles].
- . BADIA, Michèle, documentaliste, **Écomusée Communauté le Creusot-Montceau** (71), 2010 [histoire de l'**Écomusée Communauté le Creusot-Montceau**].
- . BASSUT †, Mireille, secrétaire et ancienne Présidente de la Bertauge (51), 2008 [La Bertauge].
- . BELLOT, Éliette, responsable, **Musée du fromage**, Chaource (10), 2010 [circuits de diffusion des objets agricoles, **Musée du fromage** de Chaource].
- . BERNARD, Nicolas, assistant de conservation, **Compa** (28), 2009, 2010, 2011 [collections agricoles, tracteurs, **Le Compa**].
- . BLANCHEGORGE, Éric, directeur de la Culture, Région Champagne-Ardenne (51), 2010 [musées ruraux, agricoles champardennais].
- . BLETON-RUGET, Annie, maître de conférences, Histoire moderne (70), 2010 [**Écomusée de la Bresse bourguignonne**, musée d'agriculture].
- . BOHAN, (de), Olivier, exploitant agricole, président de Cristal Union (51), 2011 [Coopérativisme agricole, culture de l'agriculture] +.
- . BONNEBAS, Mireille, conservatrice en Chef, **Compa** (28), 2010-2014 [Le **Compa**].
- . BOURG-BROC, Bruno, député, maire de Châlons-en Champagne (51), 2012 [La Bertauge, les Musées de France]
- . BOURGIN, Pierre, conservateur retraité, **Musée des Maisons comtoises**, Nancray, (25), 2010 [Jean GARNERET, **Musée des Maisons comtoises**] +.
- . BRÈS, Marcel, responsable du musée **La Ferme rustique**, Saint-Léger-près-Troyes (10), 2009 [**La Ferme rustique**, chefs d'œuvre en péril].
- . BRUGNEAUX, Michel, vice-président de La Bertauge (51), 2010 [La Bertauge, service d'animation pour les scolaires].
- . CAILLET, Jean-Pierre, responsable, **Musée de la Ferme agricole de Flancourt** (51), 2008-2014 [**Musée de la Ferme agricole de Flancourt**, AFMA].
- . CARANTINO, Georges, vice-président, AFMA, 2008 [AFMA].
- . CARDONNA, Marie-France, responsable de la documentation des Musées de France, ministère de la Culture et de la Communication, 2009 [Musées de France, musées de province].

- . CHABIN, Bertrand, médiateur culturel, Maison de la Beauce, Orgères (28), 2013 [**Compa**, Maison de la Beauce].
- . CHARPY, Jean-Jacques, conservateur, **Musée d'Épernay** (51), 2008-2014 [Monde culturel champenois, **Musée d'Épernay**].
- . CHEVALIER, Karine, directrice, **Musée de la vigne et du Vin d'Anjou**, Saint-Lambert-du-Lattay (49), 2011 [**Musée de la vigne et du Vin d'Anjou**].
- . CHEVAL, Pierre, président de l'association Paysages du Champagne (51), 2009 [Monde culturel du vin de Champagne, candidature des Paysages de Champagne à La labellisation UNESCO].
- . CONTE, Bruno, ancien Vice-président, La Bertauge (51), 2009-, [La Bertauge].
- . COUSIN, Sylviane, ancienne directrice, **Ruralies**, Niort (79), 2009 [Les **Ruralies**, Le **Compa**].
- . DARDART, Thierry, caisse régionale du Crédit agricole Nord Est (51), 2009 [culture du monde agricole champenois, financement de la culture].
- . DAUCHY, Rémi, service des Affaires culturelles, conseil général (51), 2012 [**Musée du Pays du Der**, Bertauge].
- . DEFOIN, Bernard, adhérent, La Bertauge (51), 2013 [La Bertauge].
- . DEGEURCE, Christophe, conservateur, **Musée Fragonard**, École Nationale Vétérinaire, Alfort (94), 2010 [**Musée Fragonard**].
- . DELACOUR, Pascal, président, La Bertauge (51), 2008 [La Bertauge, médiation culturelle].
- . DELCOURT, Mathilde, directrice, **Musée de la vie agricole et rurale de l'Oise** (60), 2009 [**Écomusée du Beauvaisis**, **Musée de la vie agricole et rurale de l'Oise**].
- . DELOT, Catherine, conservatrice en chef, **Musée des beaux-arts de Reims** (51), 2009 [**Musée des beaux-arts de Reims**, PNRMR].
- . DEL PORTO, Pierre, président, AFMA, 2008 [AFMA].
- . DENIS, Gilles, maître de conférences HDR, histoire et épistémologie des sciences du vivant, Université de Lille 1, 2009 [AFMA, culture du monde agricole].
- . DUREPAIRE, Catherine, ethnologue, 2010 [La Bertauge].
- . FLAMAIN, Pierre, exploitant agricole, adhérent La Bertauge, secrétaire général de la Section Nationale des Propriétaires Ruraux (51), 2008 [La Bertauge].
- . GAGNIER, Pierre-Yves, responsable des réserves, **Musée des arts et métiers** (93), 2010 [MNHN, **Musée des arts et métiers**].
- . GAILLOT, Pascale, directrice, Chambre régionale d'Agriculture de Champagne-Ardenne (51), 2008 [Monde agricole champenois].

- . GALICHET, Françoise, épouse de Jean-Marie GALICHET, fondateur de La Bertaugue et ancienne présidente (51), 2008- [Bertaugue].
- . GAUTIER, Gaëlle, conservatrice, **Musée d'Épernay** (51), 2014 [**Musée d'Épernay**].
- . GERVEREAU, Laurent, directeur, **Musée du Vivant**, Thiverval-Grignon (78), 2010 [les musées d'agriculture, **Musée du Vivant**] +.
- . GÉRARD, Raymond, adhérent, La Bertaugue (51), 2008 [Bertaugue]
- . GIRARDOT, James, fondateur de l'**Écomusée de la Barbuise** (10), 2009 [**Écomusée de la Barbuise**].
- . GOUJARD, Marc, ancien président de la FEMS, ancien directeur, **Écomusée de Fourmies** (60), 2010 [FEMS, **Écomusée de Fourmies**].
- . GOUJON, Bertrand, maître de conférences, histoire moderne, URCA, 2008.
- . GRASSO, Piero, conservateur, **Cité Nature**, Arras (60), 2009 [Histoire des musées d'agriculture, AFMA, **Cité Nature**].
- . GRISOT, Delphine, directrice, FEMS, 2010 [FEMS].
- . HOTTE, Gérard, pomiculteur, responsable du **Musée du cidre du Pays d'Othe** (10), 2010 [**Musée du cidre du Pays d'Othe**].
- . IAVICOLI, Amelia, archives municipales de Charleville-Mézières (08), 2010 [**Musée de l'Ardenne**].
- . JANIN, Laurence, ethnologue, **Écomusée de la Bresse bourguignonne**, Pierre-de-Bresse, (71), 2010 [**Écomusée de la Bresse bourguignonne**, ethnologie de la Bourgogne].
- . JOSSE, Claude, président, **Musée du Vin**, Paris (75), 2011 [**Musée du Vin**, confréries bachiques].
- . JOLYS-SHIMMELS, Élisabeth, conservatrice, **Musée Alsacien**, Strasbourg (67), 2012 [agriculture au **Musée des arts et métiers**, **Musée Alsacien**].
- . LAMBRECHTS, André, responsable du **Musée de la mémoire paysanne** d'Estissac (10), 2010 [**Musée de la mémoire paysanne**].
- . LANDELLE, Gérard, secrétaire, Association « les Amis du Musée », La-Ferté-Milon (02), 2010 [**Musée régional du machinisme agricole de La-Ferté-Milon**, machinisme agricole, relation musée d'agriculture-lycée agricole].
- . LAURIÈRE, Christine, chercheuse, Laboratoire d'Anthropologie Sociale, Collège de France, 2010 [Fonds Isac Chiva].
- . LE CHANU, Patrick, conservateur en chef, DRAC Champagne-Ardenne (51), 2009 [Musées de France champardennais].
- . LEROY, Franck, responsable, archives municipales d'Épernay (51), 2009 [Musée d'Epernay].

- . LESJEAN, Franck, service des Affaires culturelles, conseil général (51), 2012 [La Bertaugue, musées de la Marne].
- . LEUBA, Marion, conservatrice, **Musées de Beaune** (89), 2010 [Musées de Beaune, **Musée des vins de Bourgogne**].
- . LÉVÊQUE, Dominique, maire d’Ay, président du PNRMR (51), 2008 [PNRMR, musées du vin de Champagne].
- . LIESCH, Bruno, agriculteur, enseignant URCA (51), 2008-2015 [Agriculture champenoise, modélisme agricole].
- . LUSSE, Jacky, maître de conférences retraité à l’Université de Nancy, 2015 [La Bertaugue, tourisme dans le pays châlonnais].
- . MANGEART, Georges, agriculteur, fondateur du coopérativisme agricole champenois (51), 2009 [Coopérativisme agricole champenois].
- . MARIVAL, Guy, professeur d’Histoire géographique, Chambre départementale d’agriculture de l’Aisne, 2008 [culture du monde agricole, musées d’agriculture].
- . MASSARY, (de), Xavier, responsable du service de l’Inventaire du patrimoine culturel de Champagne-Ardenne (51), 2010 [Inventaire du patrimoine culturel de Champagne-Ardenne].
- . MASSOULINE, Élodie, attachée de conservation, **Compa** (28), 2013, 2014 [Le **Compa**].
- . MÉNÉTRIER, Laure, responsable, **Musées de Beaune** (21), 2011 [Musées de Beaune, **Musée du vin de Bourgogne**].
- . MIDOUX, Brigitte, ministère de l’Agriculture, de l’Agroalimentaire et de la Forêt (75), 2009 [Opération patrimoine].
- . MIRAULT, René, prêtre de la paroisse de Dommartin, Aube (51), 2014 [sa vie, La Bertaugue].
- . MODE, Denis, vice-président, La Bertaugue (51), 2008- [La Bertaugue, l’agriculture en champagne crayeuse].
- . MORELLE, Carole, conservatrice, **Musée du Feutre**, Mouzon (08), 2009 [**Musée du Feutre**, FEMS].
- . MOUNY, Marie-Claude, chargée de communication, PNRMR, 2009 [**Maison du Bûcheron**, PNRMR].
- . PERRON, Georges, président, **Musée agricole « La Gerbe »** (54), 2009 [Machinisme agricole].
- . PILLANT, Daniel, professeur des beaux-arts à Reims, retraité, 2014 [**Maison de l’outil et de la pensée ouvrière**, matériel agricole, muséographie arts et traditions populaires].
- . POQUET, Jean †, exploitant agricole retraité (51), 2009 [Agriculture champenoise].

- . PROVIDENCE, Jean-Marc, directeur, **Compa**, de la Culture au conseil général (28), 2010, 2014 [Muséologie, Le **Compa**, politique culturelle].
- . RIEDINGER, Laurence, chargé de mission tourisme, FEMS, 2010 [FEMS].
- . ROYER, Claude, président honoraire de l'AFMA, 2009 [AFMA, musées du vin, **musée du vin de Paris**].
- . ROZE, Thérèse et Claude, présidents, **Ferme d'Antan**, Mandres-la Côte (52), 2012 [arts et traditions populaires].
- . SCHNEIDER, Malou, ancienne conservatrice du **Musée Alsacien**, Strasbourg (67), 2012 [**Musée Alsacien**].
- . SCHMITT, Pascal, directeur général de l'**Écomusée d'Alsace**, Ungersheim (67), 2009 [**Écomusée d'Alsace**].
- . SERVA, Charline, directrice-médiatrice culturelle, Maison de la Beauce, Orgères (28), 2013 [Route du blé, Maison de la Beauce].
- SIGAUT, François †, agronome, ethnologue, directeur de recherche EHESS, CNAM, 2008-2012 [Musées d'agriculture, agriculture et ethnologie, machinisme agricole, ethnologie].
- . SPINELLI-FLESCHE, Marie, directrice et conservatrice, **Musée des Maisons comtoises** (25), 2009 [**Musée des Maisons comtoises**].
- . TAILLANDIER, Virginie, documentaliste, **Écomusée de Fourmies** (59), 2009 [**Écomusée de Fourmies**].
- . TENEUR, Ghislain, vice-président de l'Association Monique Teneur, Sauvegarde du Patrimoine Rural (59), 2009 [**Musée de plein air** de Villeneuve-d'Ascq, maisons du nord de la France].
- . THIERNESSE, Eugène, directeur, **Domaine d'Hotteme**, Belgique, 2012 [**Domaine d'Hotteme**, musées d'agriculture en Belgique].
- . TOUCHE, Laurent, responsable technique et régisseur des collections, **Compa**, président du club Lanz (28), 2014 [tracteurs Lantz, Le **Compa**].
- . TRUCHON, Françoise, agricultrice, Société des Agriculteurs de France (51), 2009 [Syndicalisme agricole, agriculture champenoise].
- . VALERY, Gabriel, agriculteur, ancien président de La Bertauge (51), 2009 [La Bertauge]
- . VARÉON, Cécile, responsable, **Musée de Saint-Dizier** (51), 2009 [Musées d'ethnologie de l'Ain].
- . VAUTRIN, Germain, président de l'ASPRA, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Rural et Artisanal, gestionnaire, **Écomusée de la Forêt d'Orient** (10), 2010 [**Écomusée de la Forêt d'Orient**].

- . VECTEN, Albert, ancien maire de Muizon, président du conseil général et sénateur de la Marne (51), 2009 [Politique culturelle de la Marne, La Bertauge, JAC].
- . VIDAL, Dominique, Institut Olivier de Serres, Le Pradel, Mirabel (07), 2015 [Le Pradel, Olivier de SERRES].
- . WALBAUM, Francis, président, Fondation Alfred Gérard (51), 2008 [industries agroalimentaires champenoises, Fondation Alfred Gérard].
- . WANDER, Évelyne, directrice, **Écomusée du Perche** (61), 2009 [Perche, AFMA, FEMS].
- . ZONABEND, Françoise, chercheuse, Laboratoire d'Anthropologie sociale (75), 2010 [Claude LÉVY-STRAUSS, ethnologie, méthodes].

Je m'excuse auprès des personnes que j'aurais oubliées de citer.

Bibliographie générale

Ouvrages imprimés

Outils de travail

ALLAIN, Y.-M. *Une histoire des jardins botaniques-Entre science et art paysager*. Versailles : Quae, 2012.

AUDRERIE, D. *La notion et la protection du patrimoine*. Paris : Presse Universitaire de France, 1997.

BALLÉ, C., POULOT, D., MAZOYER, M.-A. *Musées en Europe : une mutation inachevée*. Paris : La Documentation Française, 2004

BASTIEN, H. *La France contemporaine XIX-XX^e siècle. Méthode pratique pour la recherche historique*. Paris : Masson, 1994.

BONTE, P., IZARD, M. (dir.). *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris : PUF, 1992.

BOURCELOT, H. *Atlas linguistique et ethnographique de la Champagne et de la Brie (4 tomes)*. Paris : Coédition du CTHS et Dominique Guéniot, 2012.

BRACONNIER, R. GLANDARD, J. (dir). *Nouveau Larousse agricole*. Paris : Larousse, 1952.

BRAUDEL, F. LABROUSSE, E. *Histoire économique et sociale de la France. L'ère industrielle et la société d'aujourd'hui (1880-1980). Le temps des guerres mondiales et de la grande crise de 1914 à 1950*. Paris : PUF, 1980.

BRUN, P. *Grand atlas de la France rurale*. Paris : INRA, 1989.

BRUNET, P. *Atlas des paysages ruraux de France*. Paris : Jean-Pierre de Monza, 1992.

BURGUIÈRE, A. *Dictionnaire des sciences historiques*. Paris : PUF, 1986.

CABANNE, P. *Le nouveau guide des musées de France*. Paris : Larousse, 1984.

CABU, BOËGLIN, J. M. *Ouvrez le Massacre*. Paris : Sagittaire, 1977.

CARBONELLE, C. *Les grandes dates du XX^e siècle*. Paris : PUF, 1994.

CEMAGREF. *Les matériels pour les travaux de mise en état du sol, de labour et de préparation du sol, de fertilisation, de semis, de plantation et de binage*. Paris : Cemagref, 1981.

CHANCRIN, E., DUMONT, R. *Larousse agricole*. Paris : Larousse, 1921-1922, 2 vol.

CHARMASSON, T., LELORRAIN, A.-M., SONNET, M. *Chronologie de l'histoire de France*. Paris : PUF, 1994.

CHEZE, B. (dir.) *Lexique illustré du machinisme et des équipements agricoles*. Paris : Cemagref Éditions, 1991.

COHEN, E., GOETSCHER, P, MARTIN, L. ORY, P. et MAUREL, C. *Dix ans d'histoire culturelle*. Paris : Presses de l'Enssib, 2011.

Coll. *Le guide de l'Argonne*. Lyon : la manufacture, 1987.

Commission supérieure de codification. *Code du patrimoine Parties législative et réglementaire*. Paris : éd. des journaux officiels, 2011.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS. *Catalogue officiel des collections du Conservatoire national des arts et métiers. Volume U : machines et outillages agricoles*. Paris : n.p., 1945.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS. *Catalogue officiel des collections du Conservatoire national des arts et métiers. Sixième fascicule : art des constructions et génie civil appliqué aux métiers, économie domestique, hygiène, statistique, agriculture et génie rural*. Paris : Geisler, imprimeur-éditeur, 1910.

COPANS, J. *Introduction à l'ethnologie et à l'anthropologie*. Paris : Armand Colin, 2008.

CORNU, M., NEGRI, V. (dir.). *Code du patrimoine 2010 : et d'autres textes relatifs aux biens culturels*. Paris : Litec, 2010.

CORNU, M., CUENCA, C., FROMAGEAU, J. *Les collections scientifiques, de l'outil de connaissance à l'objet de patrimoine. Aspects juridiques et pratiques professionnelles et institutionnelles*. Paris : L'Harmattan, 2010.

CÔTÉ, M. Les musées entre patrimoine et avenir. In : *Apprendre à éduquer. Conférence du 1 mars 2005*. Lyon : Muséum d'Histoire naturelle et Grand Lyon, direction prospective et stratégie d'agglomération, p. 39-45.

COUSIN, S., ROYER, C., SIGAUT, F., CUISENIER, J. (Intro.). *Le guide du patrimoine rural en France. 400 musées d'agriculture*. La manufacture : Lyon, 1991.

COUSIN, S., ROYER, C., SIGAUT, F., CUISENIER, J. (Intro.). *Le guide du patrimoine rural en France. 400 musées d'agriculture*. Lyon : La manufacture, 1988.

CRUBELIER, M., DEMOUY, P. et alii. *Champagne. Ardennes, Aube, Haute-Marne, Marne*. Le Puy-en-Velay : Christine Bonneton, 1981.

CUENCA, C., THOMAS, Y., et BALLÉ C. *Le patrimoine scientifique et technique contemporain : Un programme de sauvegarde en Pays de la Loire*. Paris : L'Harmattan, 2005.

- CUISENIER, J. *L'architecture rurale, corpus des genres, des types et des variantes*. (27 vol. dont quatre à paraître). Paris : Berger-Levrault, 1977-1980.
- DAUMAS, M. *Histoire générale des techniques*. Paris : Presse Universitaire de France, 1996.
- DAUMAS, M. *L'archéologie industrielle en France*. Paris : Robert Laffont, 1980.
- DELACROIX, C., DOSSE, F., GARCIA, P. *Les courants historiques en France. XIX^e-XX^e siècles*. Paris : Gallimard, 2007.
- DELPierre, N., HIRAUX, F., MIRGUET, F. (dir.). *Les chantiers du numérique. Dématérialisation des archives et métiers de l'archiviste*. Louvain-la-Neuve : Publications des Archives de l'Université catholique de Louvain, 2012.
- DESCAMPS, F. *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.
- DESVALLÉES, A., MAIRESSE, F. (dir.). *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*. Paris : Armand Colin, 2011.
- DIDEROT, D. *L'encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*. (CD-ROM). Redon : Paris, 2000.
- DI GIOIA, L., CHAUMIER, S. *Actualité du patrimoine : dispositifs et réglementations en matière de patrimoine en France*. Dijon : éd. universitaire de Dijon, 2008.
- DINKEL, R. *Encyclopédie du patrimoine : monuments historiques, patrimoine bâti et naturel, protection, restauration, réglementation : doctrines-techniques*. Paris : Encyclopédies du patrimoine, 1997.
- DOREL-FERRÉ, G. (dir.). *Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne : les racines de la modernité*. Reims : CRDP, 2005.
- DUMAS, G. *Guide des archives de la Marne*. Châlons-sur-Marne : Imprimerie Paquez, 1987.
- DUPLEX, J. *Atlas de la France rurale*. Paris : Armand Colin, 1968.
- FAVIER, J. *Les archives*. Paris : Puf, 2001.
- FÉNELON, P. *Dictionnaire d'histoire et de géographie agraires*. Paris : 1991.
- FOCILLON, H. « Introduction », *Art populaire, Travaux artistiques et scientifiques du 1^{er} Congrès international des arts populaires, Prague, 1928, T.1 et 2, Paris 1931*, p. VII-XVI.
- FRANZ, G. *Die Geschichte der Landtechnik im XX^e Jahrhundert*. Francfort-sur-le-Main : DLG-Verlag, 1969.
- GARNIER, F. *Thésaurus iconographique : système descriptif des représentations*. Paris : Le léopard doré, 1984.
- GARNOT, B. *Un Déclin : Chartres au XVIII^e siècle*. Paris : éd. du CTHS, 1991.

- GENET-DELACROIX, M.-C. *Journal de recherche. Compte-rendu du travail effectué par l'étudiant dans le cadre du Master*. Reims : URCA (doc. ronéo.), 2013.
- GUILLOT, P., C.-A. *Droit du patrimoine culturel et naturel*. Paris : Ellipse, 2006.
- HIDELSHEIMER, F., FAVIER, J. (Préf.). *Les archives... Pourquoi, comment ? La recherche aujourd'hui dans les archives en France*. Paris : L'Érudit, 1984.
- HIRAUX, F., MIRGUET, F. (dir.). *La valorisation des archives. Une mission, des motivations, des modalités, des collaborations. Enjeux et pratiques actuels*. Louvain-la-Neuve : Publications des Archives de l'Université catholique de Louvain, 2012.
- KLATZAM, G. *Géographie agricole de la France*. Paris : PUF, 1979.
- LACHIVER, M. *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*. Paris : Arthème Fayard, 1997.
- LALLEMENT, M. *L'Âge du faire : Hacking, travail, anarchie*. Paris : Seuil, 2015.
- LE GOFF, J. *Patrimoine et passions identitaires. Actes des entretiens du Patrimoine*. Paris : Fayard, éd. du Patrimoine, 1998.
- LE GOFF, J. *Histoire et mémoire*. Paris : Gallimard, 1988.
- Légifrance. *Code de l'environnement, Livre III - Espaces naturels*. Version en vigueur au 31/03/2013. [en ligne]. [Consulté le 28/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D4BC0798BD3EF3F4E90C3A2E25808A6A.tpdjo04v_1?cidTexte=LEGITEXT000006074220&dateTexte=20140825
- Légifrance. *Code du Patrimoine*. [En ligne]. [Consulté le 25/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006074236
- LÉVY-DUMOULIN., O. Histoire (Histoire et historien) sources et méthodes de l'histoire. *Encyclopaedia Universalis* [hors ligne]. [Consulté le 12/04/2013]. Disponible sur www.universalis-edu.com/encyclopedie/histoire-et-historiens-sources-et-methodes-del-histoire/
- Manufacture d'armes et de cycles de St Etienne. *Catalogue*. Saint-Etienne.
- MAZOYER, M. (dir.). *Larousse agricole*. [en ligne.] [Consulté le 25/08/2013]. Disponible à l'adresse : www.gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k12005078/f1.image.r=inondations%201910.langFR
- MICHELET, J. *Tableau de la France. Géographie, politique, physique et morale*. Paris : Lacroix & Cie, 1876.

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. *Les résultats du recensement agricole 2010*. [en ligne]. [Consulté le 25/08/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2010>

MONNIER, S., FOREY, E. *Le droit de la culture*. Paris : Gualino, 2009.

Musées de Basse-Normandie. *Le dico des musées*. [en ligne]. [Consulté le 27/08/2013]. Disponible à l'adresse :

www.musees-basse-normandie.fr/musees-normandie-musees/musees-musees-normandie-dico.php

NOVA RINO, A. *Dictionnaire des métiers oubliés de la ville et de la campagne*. Paris : Omnibus, 2006.

Observatoire développement ingénierie touristique de France (ODIT). *La fréquentation des sites et manifestations touristiques de France. Actualisation des données à 2007. En France métropolitaine depuis 1991*. N°16

PASQUIER, R., GUIGNER, S., COLE, A. *Dictionnaire des politiques territoriales*. Paris : PUF, 2011.

PETTER, F. *Les Animaux domestiques et leurs ancêtres*. Paris : Bordas, 1973.

PFLIEGER, S., GREFFE, X. *La politique culturelle en France*. Paris : la Documentation française, 2009.

POILÂT, G., REY-FREUDENREICH, E. *Les archives des musées nationaux. Guide de recherche*. Paris : Direction des musées de France, 2005.

POULAIN, D. *Histoires et chronologies de l'agriculture française*. – Paris : Ellipses, 2004.

PROST, A. *Douze leçons d'histoire*. Paris : Le Seuil, 1993.

ROYER, C. (dir.). *Le guide du patrimoine rural en France, 600 musées et collections d'agriculture*. – Tournai : La Renaissance du Livre, 2002.

WENDEL, C., H. *Encyclopedia of American Farm Tractors*. 1251 North Jefferson Avenue, Sarasota, Florida 33577, États-Unis : Crestline Publ. Co., 1979.

WORONOFF, D. *L'archéologie industrielle en France : un nouveau chantier, Histoire, économie et société*. Paris : Seuil, 1995.

Ouvrages généraux et études spécialisées

ABDESSELAMA, M. *Histoire de l'École Nationale vétérinaire de Toulouse dans ses relations avec l'urbanisme toulousain*. Thèse d'exercice, Médecine vétérinaire, Toulouse 3, 2011.

ACOT, P. *Histoire du climat. Du big-bang aux catastrophes climatiques*. Perrin : Paris, 2003.

ADORNO, T., W. *Prisme-Critique de la culture et société*. Paris : Payot, 1986.

ADOUMIÉ, V. (dir.). *Les régions françaises*. Paris : Hachette, 2013.

AGNUS, J.-M., ZADORA, E. *Repères sur les monuments historiques protégés*. Paris : la Documentation française : 1987.

ALEIL, P.-F., SABATIER, P. *Le musée de Riom*. Clermont-Ferrand : Centre régional de recherche et de documentation pédagogiques, 1973.

AUDE, A., BROCHIER, S. *Référentiel métier du conservateur et attaché de conservation*. Lyon : Fage, 2004.

AUDRERIE, D. *Questions sur le patrimoine*. Bordeaux : Confluences, 2003.

AUDREDIE, D., SOUCHER, R., VILAR, L. *Le patrimoine mondial*. Paris : PUF, 1998.

AUGUSTIN THIERRY, J., N. *Lettres sur l'Histoire de France*. Paris : Furne, 1851.

AGROPOLIS-MUSEUM, AGROPOLIS-INTERNATIONAL. *Hommage à Louis Malassis*. Montpellier, s.n. : 2008.

AGULHON, M., BODIGUEL, M. *Les associations au village*. Le Paradou : Actes Sud, 1999.

AGULHON, M. *La République au village Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*. Paris : Plon, 1970.

ALEXANDRE, B. *Le Horsain, vivre et survivre en Pays de Caux*. Paris : Plon, 1988.

ALPHANDÉRY, P., BITOUN, P., DUPONT, Y. *Les Champs du départ : une France rurale sans paysans ?* Paris : La Découverte, 1989.

ANDERSON, B., L'HÔTE, É. (Trad.) *Les bannières de la révolte. Anarchisme, littérature et imaginaire anticolonial ; la naissance d'une autre mondialisation*. Paris : La Découverte, 2009.

ANDRÉ, M. *L'homme et la forêt en Montagne de Reims*. Lyon : Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims, La Manufacture, 1985.

ANDRIEUX, J.-Y. *Patrimoine et société*. Rennes : Presse Universitaire de Rennes, 1998.

ANDRIEUX, J.-Y. *Patrimoine et histoire*. Paris : Belin, 1997.

ANDRIEUX, J.-Y. *Le patrimoine industriel*. Paris : PUF, 1992.

ARLAND, M. *Les paysans français à travers la littérature*. Paris : Stock, 1941.

ARMBRUSTER, C. *Musées des techniques et cultures comtoises. Bilan de saison 1995. Analyse et bilan de l'opération inter-musées 1996*. Salins-les-Bains : Musées des techniques et cultures comtoises, 1996.

Association Drailles et musée Dauphinois. *De Crau en Vercors, une grande transhumance ovine*. Die : éd. A-Die, 1991.

AUDE, A., BROCHIER, S. *Référentiel métier du conservateur et attaché de conservation*. Lyon : Fage, 2004.

AUDUC, A. *Quand les monuments construisaient la nation, le service des monuments historiques de 1830 à 1940*. Comité d'histoire du ministère de la Culture, Paris, 2008.

AUGÉ, M. *Les formes de l'oubli*. Paris : Payot et Rivages, 2001.

AUGÉ, M. *Le sens des autres. Actualité de l'Anthropologie*. Paris : Fayard, 1994.

AUGÉ, M. (dir.). *Territoires de la Mémoire*. Les collections du patrimoine ethnologique dans les écomusées. Thonon-les-Bains : L'Albaron, 1992.

AUGÉ-LARIBÉ, M. *La révolution agricole*. Paris : Albin Michel, 1955.

AUGÉ-LARIBÉ, M. *Le paysan français après la guerre*. Paris : Garnier frères, 1923.

BABELON, J.-P., BACKOUCHE, I., DUCLERT, V., JAMES-SARRAZIN, A. (dir.). *Quel musée d'histoire pour la France*. Paris : Armand Colin, 2011.

BABELON, J.-P., CHASTEL A. *La notion de patrimoine*. Paris : Liana Levi, 1994.

BACHA, M. (dir.). *Les Expositions universelles à Paris, 1855-1937*. Paris : Action artistique de la Ville de Paris, 2005.

BACHELARD, G. *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*. Paris : J. Vrin, 1947.

BACHELET, M. *Réflexion pour une rénovation du musée du CNAM*. Carton chaire Agriculture, 1845-1938, archives du CNAM.

BADET, C, COUTANCIER, B, MAY, R. *Musées et patrimoine*. Paris : CNFPT, 1999.

BALDWIN, N., MORLAND, A. *Tracteurs de A à Z*. Boulogne-Billancourt : E-T-A-I, 2007.

BAILLY, J.-C. *Le dépaysement. Voyages en France*. Paris : Seuil, 2011.

BALLÉ, C., CUENCA, C., THOULOZE, D. *Patrimoine scientifique et technique : un projet contemporain*. Paris : la Documentation française, Paris, 2010.

BALLÉ, C., POULOT, D. *Musées en Europe. Une mutation inachevée*. Paris : la Documentation française, 2004.

BALLU, T. *Le machinisme agricole*. Paris : PUF, 1951.

BARBE, N., BERT, J.-F. *Penser le concret. André Leroi-Gourhan, André-Georges Haudricourt, Charles Parain*. Paris : Créaphis Éditions, 2011.

BARBE, N., LASSUS, F. (dir.). *Jean Garneret et l'ethnologie régionale*. Nancray : éd. du Folklore Comtois, 2008.

BARBE, N. (dir.). ROYER, C., BOURGIN, P. *Travaux agricoles en Franche-Comté. Catalogue raisonné de collections d'instruments de labour attelé*. Besançon : éd. du Folklore Comtois, 1987.

Barbizier, revue régionale d'ethnologie franc-comtoise. Hommage à l'abbé Jean Garneret. Bulletin de liaison de Folklore franc-comtois, n°26 spécial, nouvelle série année 2002.

BARBOFF, M. *Pains d'hier et d'aujourd'hui*. Paris : Hoëbeke, 2006.

BARON, E., COLLETTE, F., LAUBRIE, É. de. *Petit guide souvenir illustré du Musée des Pays de Seine-et-Marne*. Saint-Cyr-sur-Morin : Musée des Pays de Seine-et-Marne, 1995.

BARONE, S., TROUPEL, A. (dir.). *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*. Paris : L'Harmattan, 2010.

BARRAL, P. *Les sociétés rurales au XX^e siècle*. Paris : Armand Colin, 1978.

BARRAL, P. *Les Agrariens français de Méline à Pisani*. Paris : Armand Colin, 1968.

BARRÈRE, C., BATHÉLEMY, D., NIEDDU, M., VIVIEN, F-D. *Réinventer le patrimoine : de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?* Paris : L'Harmattan : 2005.

BARRÈS, M. *La grande pitié des églises de France*. Paris : Émile Paul, 1914.

BARRÈS, M. *La colline inspirée*. Paris : Émile Paul, 1913.

BARROSO, É, VAILLANT, É. (dir.). *Musées et sociétés*. Actes du colloque de Mulhouse-Ungersheim 1991. Paris : Direction des musées de France, 1993.

BASSET, LASSIRA, K. *Pierre Martel et le mouvement Alpes de lumière. (L'invention d'un territoire (1953-1983))*. La tour d'Aigues : L'Aube, Alpes de Lumière, 2009.

BARTHOLOTTO, C. *Le patrimoine culturel immatériel : enjeux d'une nouvelle catégorie*. Paris : éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2011.

BARY, M.-O. (de), TOBELEM, J.-M. (dir.), BARROT, J. (Préf). *Manuel de muséographie. Petit guide à l'usage des responsables de musée*. Biarritz : Séguier, 1998.

BASTIEN, H. *La France contemporaine XIX- XX^e siècle. Méthode pratique pour la recherche historique*. Paris : Masson, 1994.

BATTESTI, J. (dir.). *Que reste-t-il du présent ? Collecter le contemporain dans les musées de société ?* Coédition Musée Basque et de l'histoire de Bayonne / Société des Amis du Musée Basque / Fédération des écomusées et musées de société /Éd. Le Festin, 2012.

BAUDRILLART, J. *Le système des objets*. Paris : Gallimard, 1968.

BAUJARD, C. *Du musée conservateur au musée virtuel. Patrimoine et institution*. Paris : Lavoisier, 2012.

BAUSINGER, H. *Volkskunde ou l'ethnologie allemande*. Paris : Maison des sciences de l'Homme, 1993.

BAYART, J.-F. *L'illusion identitaire*. Paris : Fayard, 1996.

BEAUD, S., WEBER F. *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte, 1998.

- BEDEL, M. *Géographie de mille hectares*. Paris : Grasset, 1937.
- BEDEL, P., ÉCOLE-BOIVIN, C. *Testament d'un paysan en voie de disparition*. Paris : J'ai lu, 2012.
- BÉGHAIN, P. *Le Patrimoine : culture et lien social*. Paris : Presses de Sciences Po, 1998.
- BELMONT, N. *Aux sources de l'ethnologie française. L'Académie celtique*. Paris : éd. du C.T.H.S., 1995.
- BELMONT, N. L'Académie celtique. In : CUISENIER, J. *Hier pour demain, Arts, Traditions, Patrimoine. Exposition, Paris, Grand Palais, 13 juin-1^{er} septembre 1980*. Paris : Ministère de la culture et de la communication, p. 54-60.
- BENHAMOU, F. *Économie du patrimoine culturel*. Paris : La découverte, 2012.
- BENOIST, L. *Musées et muséologie*. Paris : PUF, 1960.
- BENOIT, F. *L'Outillage rural et artisanal*. Marseille : Laffitte-Reprints, 1982.
- BENOIT, F. *Le Museon Arlaten*. Paris : Henri Laurens, 1945.
- BENOIT, F. *Revue de folklore français et de folklore colonial*. Les vieux Métiers du Terroir au Museon Arlaten, Paris, Libr. Larose, 1940, n°4.
- BENOIT, I. Repenser les musées de la nation. Le musée de l'Europe. In : ROLLAND, A. S., MARAUSKAYA. H. *De nouveaux modèles de musées ? Formes et enjeux des créations et rénovations de musées en Europe au XIX^e et XX^e siècles*. Paris : L'Harmattan, 2008.
- BÉRARD, P., MARCHENAY, P. *Les produits de terroir, entre culture et règlements*. Paris : CNRS Éd., 2004.
- BERCÉ, R. *Des Monuments historiques au Patrimoine, du XVIII^e siècle à nos jours, ou « Les égarements du cœur et de l'esprit »*. Paris : Flammarion, 2000.
- BERGUES, M. *L'outil. La société paysanne lotoise 1880-1940*.- Salviac-sur-Célé : conseil général du Lot, 2009.
- BERTAUX, J.-J. *Journal de route. 1946-1956, Michel de Bröuard*. Caen : Musée de Normandie, 2009.
- BESÈME-PIA, L., HUON, A. *Légumes anciens des potagers de la Champagne-Ardenne et de l'Aisne*. Montauban : Guéniot, 2012.
- BETEILLE, R., MONTAGNÉ-VILLETTE, S. *Le rural profond français*. Paris : SEDES, 1995
- BLANCHARD, Vincent. *Inventaire du patrimoine culturel de l'École Vétérinaire de Toulouse : les objets d'art*. Thèse d'exercice, Médecine vétérinaire : Toulouse 3, 2011.

BLETON-RUGET, A. L'Écomusée de la Bresse bourguignonne, l'identité locale et le patrimoine rural. In : POIRRIER, P. *L'invention du patrimoine en Bourgogne*. Dijon : éd. universitaires de Dijon, 2004, p. 19-34.

BLETON-RUGET, A. Vingt années d'expérimentation : l'exemple de l'Écomusée de la Bresse bourguignonne. In : POIRRIER, P. & P, VADELORGE (dir.). *Pour une histoire des politiques du patrimoine*. Paris : CTHS/Fondation des sciences de l'homme, 2003.

BLETON-RUGET, A. La France et ses paysans : 130 ans d'histoire nationale. In : SYLVESTRE, J.-P. (dir.). *Agriculteurs, ruraux et citadins. Les mutations des campagnes françaises*. Dijon : CNDP/Educagri, 2002, p. 19-34 ou 27-37.

BLETON-RUGET, A. La France et ses paysans : 130 ans d'histoire nationale. In : BLETON-RUGET, A., BODINEAU, P., SYLVESTRE, J.-P. « Pays » et territoires. *De Vidal de la Blache aux lois d'aménagement et de développement du territoire*. Dijon : éd. universitaires de Dijon, 2002, p. 27-37.

BLETON-RUGET, A. Agrarianisme républicain, ethnographie folkloriste et régionalisme. In : PONSOT, P. *La Bresse, Les Bresses II. Ain, Jura, Saône-et-Loire* Dijon : Saint-Just, Bonavitiacola, 1998, p. 225-234.

BLOCH, M., LEROY LADURIE, É. (Préf.). *La terre et le paysan : agriculture et vie rurale aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris : Armand Colin, 1999.

BLOCH, M. *Les caractères originaux de l'histoire rurale française. Supplément établi d'après les travaux de l'auteur*. Paris : Armand Colin, 1956 (1^{ère} éd. 1931).

BLOCH, M. Aux visiteurs. In : BRUN, R., VAN MOÉ, É., PARAIN, C. *Les Travaux et les jours dans l'ancienne France. IV^e centenaire d'Olivier de Serres (1539-1939)*. Catalogue d'exposition à la Bibliothèque nationale. Paris : Bibliothèque nationale, 1939, p. 1-10.

BLOCH, M. *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris : Armand Colin, 1931.

BODIGUEL, J.-L. *L'implantation du ministère de la Culture en région*. Paris : la Documentation française, 2001.

BODIGUEL, M., LOWE, P. *Campagne française, campagne britannique*. Paris : L'Harmatan, 1990.

BODIGUEL, M. *Les paysans face au progrès*. Paris : Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975.

BODINIER, B. TEYSSIER, É., MORICEAU, J.-M. (Préf.). *L'événement le plus important de la Révolution, la vente des biens nationaux*. Paris, Société des études robespierristes et Comité des travaux historiques et scientifiques : 2000.

- Comité de folklore champenois. *Du folklore à l'ethnologie*. Paris : éd. de la Maison des Sciences, 2009.
- Boisjugan, de la ferme au musée*. Association des amis des Musées Municipaux de Saint-Lô, 2005.
- BONNAIN-DULON, R., CLOAREC, J., DUBOST, F. *Patrimoines et sociétés*. Paris : L'Harmattan, 2011.
- BONNEMAISON, J, CAMBRÉZY, L, QUITHY-BOURGEOIS, L. *La nation et le territoire : le territoire, lien ou frontière ?* Paris : L'Harmattan, 1999.
- BONNEUIL, C., DENIS, .G., MAYAUD, J.-L. *Pour une histoire des acteurs et des institutions des sciences et techniques de l'agriculture et de l'alimentation*. Paris : Harmattan et Quae, 2008/3, p. 5-44.
- BONNOT, T. *L'attachement aux choses*. Paris : CNRS Edits : Paris, 2014.
- BONNOT, T. *La vie des objets. D'ustensiles banals à objets de collection*. Paris : éd. de la maison des Sciences de l'Homme, 2002.
- BONTRON, J-C. L'agriculture française à la croisée des chemins : quatre scénarios pour l'avenir. In : Hommes et Terres du Nord, 200/4, Agriculture et territoire, p. 193-200.
- BORIAS, G., R. Une création désirable : le Musée communal. *L'Effort*, n°1095, 22 décembre 1943, p. 2.
- BOÛARD (de), M. *Journal de route 1946-1956*. Caen : Musée d'ethnographie et d'histoire de Normandie, 2009.
- BOUILLER, R. Les recherches ethnologiques conduites à partir du musée Alice Taverne. In : journée d'étude Comité des Travaux Historiques et Scientifiques (CTHS). « Langues, communautés et territoires en France aujourd'hui. Recherches en ethnologies et en linguistique. » 12 et 13 octobre 2009.
- BOUILLER, R. *Le musée Alice Taverne : reflets du monde rural*. Romagnat : de Boré, 2003.
- BOUILLON, D. (dir.), CHEVALLIER, D., ROUARD, J.-C. [et al.]. *Guide de valorisation du patrimoine rural*. Paris : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2001.
- BOULET, M., LELORRAIN, A.-M., VIVIER, N. *1848, le printemps de l'enseignement agricole*. Dijon : Educagri éditions, 1998.
- BOURDIEU, P. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit, 1980.
- BOURDIEU, P., DARBEL, A. *L'Amour de l'art : les musées d'art européens et leur public*. Paris : éd. de Minuit, 1966.
- BOURDIN, A. *Le patrimoine réinventé*. Paris : PUF, 1984.

- BOURDIN, G. Aspects de la piété populaire dans l'Orne (1940-1944). *In* : *Cahier des Annales de Normandie*, n°24, 1992. Recueil d'études offert à Gabriel Désert. p. 481-496.
- BOURG, D., RAYSSAC, G-L. *Le développement durable. Maintenant ou jamais*. Paris : Gallimard, 2006.
- BOURRIGAUD, R., SIGAUT, F. (dir.). *Techniques de travail de la terre, hier et aujourd'hui, ici et là-bas*. Nantes : Centre d'Histoire du Travail, 2008.
- BOURRIGAUD, R., SIGAUT, F. (dir.). *Nous labourons. Actes du colloque Techniques de travail de la terre, hier et aujourd'hui, ici et là-bas, 25-28 octobre 2006*. [DVD]. Nantes, Nozay, Châteaubriant : Centre d'Histoire du Travail de Nantes, 2008.
- BOUSQUET, M. *Les musées du patrimoine rural dans l'économie touristique française*. Paris : Agence française de l'Ingénierie touristique (AFIT), 1996.
- BOUSSARD-DECARIS, I. *Vichy et la Corporation paysanne*. Paris : Presses de Sciences Po, 1980.
- BOUTET, G. *Saisons paysannes : images coutumières des campagnes de jadis*. Paris : J. Godefroy, 1996.
- BOVÉ, J., DUFOUR, F. *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*. Paris : la Découverte, 2003.
- BRASSART, L., JESSENNE, J.-P., VIVIER, N. *Clochemerle ou république villageoise ? La conduite municipale des affaires villageoises en Europe, XVIII^e-XX^e siècle*. Presses universitaires du Septentrion, 2012.
- BRAUDEL, F. *L'identité de la France*. Paris : Arthaud, 1986.
- Brésil Ministério da agricultura, indústria e comércio. *Musée agricole et commercial [Texte imprimé] : fiches de la section de propagande des produits brésiliens : agriculture / Ministère de l'agriculture, industrie et commerce*. Rio de Janeiro : Ministère de l'agriculture, industrie et commerce, 1928.
- BRIAIS, B. *Objets de nos campagnes*. Romagnat : De Borée, 2007.
- BROCH, H. *Les somnambules*. Paris : Gallimard, 1990.
- BROCHU, D. *Manuel pratique d'informatisation. Des collections à la base de données*. Paris : Somogy, 2004.
- BROMBERGER, C., MOREL, (dir.). *Limites floues, frontières vives. Mission du Patrimoine ethnologique, Cahier n°17*, Paris : éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2001.
- BROMBERGER, C., CHEVALLIER, D. *Carrières d'objets, innovations et relances. Cahier n°13*, Paris : éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1999.

- BROUSSARD, I. *Vichy et la Corporation paysanne*. Paris : Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980.
- BRUN, J.-P. *Techniques et sociétés en Méditerranée : nouveaux regards sur l'histoire des techniques en Méditerranée*. Paris : Maisonneuve et Larose, 2001.
- BRUNET, R. *Atlas régional Champagne-Ardenne*. Paris : la Documentation française : 1979.
- BRUNETEAU, B. *Les paysans dans l'État. Le gaullisme et le syndicalisme agricole sous la V^e République*. Paris : L'Harmattan, 1994.
- BURGUIERE, A. *Paysages et paysans. Les campagnes européennes du X au XX^e siècle*. Paris : Nathan, 1991.
- BURIDANT, J., BERCE, Y.-M. (Préf.), CORVOL, A. (Avant-propos). *Espaces forestiers et industrie verrière, XVII^e-XIX^e siècle*. Paris, Budapest, Torino : L'Harmattan, 2005.
- BURIDANT, J. Duhamel du Monceau et la crise forestière du XVIII^e siècle. In : CORVOL, A. (dir.). *Duhamel du Monceau : un européen des Lumières*. Orléans : Académie d'Orléans, 2001, p. 41-54.
- CADÉ, M. Le mythe du ruralisme dans le cinéma français. In : CANAL J., PÉCOUT, G., in : RIDOLFI, M. (dir.). *Sociétés rurales du XX^e siècle, France, Italie, Espagne*. École française de Rome, 2004,
- CALLU, A. *La réunion des musées nationaux : 1870-1940, genèse et fonctionnement*. Paris : école des chartes, 1994.
- CANDIDO, N, JACOBI, D. (dir.). *Expérience de visite et registres de la réception. L'exposition, la différence et ses publics*. Avignon : 2001.
- CARIÈS, F., GAILLARDE, R. *Le livre officiel du salon de l'agriculture. La plus grande ferme de France*. Neuilly-sur-Seine : Michel Lafon, 2008.
- CARTIER, C. La transmission par l'institutionnalisation : l'exemple de la DMF. In : Fédération des Écomusées et des musées de société. *Transmission, trans-missions. Écomusées et musées de société entre rupture et continuité. 2^{ème} rencontres professionnelles*. Besançon : FEMS, 2006, p. 36-42.
- CASANELLES, E. Archéologie protoindustrielle en Catalogne. In : ANDRIEU, J.-Y. *Architectures du travail*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1992, p. 166-176.
- CASTAGNET-LARS, V. *De la recherche scientifique aux pratiques pédagogiques. L'éducation au patrimoine*. Villeneuve d'Ascq : Presse Universitaire du Septentrion, 2013.
- CERTEAU, M. de, JULIA, D., REVEL, J. *Une politique de la langue La Révolution française et les patois, l'enquête de Grégoire*. Paris : Gallimard, 2002.
- CERTEAU, M. de. *La culture au pluriel*. Paris : Seuil, 1993.

- CERTEAU, M., de. L'opération historique. *In* : LE GOFF, J., NORA, P. *Faire de l'histoire. I. Nouveaux problèmes*. Paris : Gallimard, 1974, p. 19-68.
- CETTOLO, H. *Action culturelle et développement local en milieu rural. Le cas de trois projets culturels en Midi-Pyrénées*. Thèse de doctorat : sociologie, Université de Toulouse-Mirail : 2000.
- CHABENAT, M. *Le musée départemental des arts et traditions populaires du Perche (Saint-Cyr-La-Rosière, Orne) entre identité culturelle et développement local (1972-2002)*. Mémoire de maîtrise d'Histoire. Reims : URCA, 2004.
- CHABIN, B. *Le musée militant*. Mémoire de Master 2^{ème} année, 2 tomes, Université d'Orléans, 2010.
- CHALINE, J.-P. *Les sociétés savantes*. Paris : Aubier Montaigne, 1999.
- CHANET, J.-F. *L'école républicaine et les petites patries*. Paris : Aubier, 1996.
- CHANOIR, Y., PIOT, C. (dir.). *Figures paysannes en France. Mythes, regards et sociétés*. Nérac : éd. d'Albret, 2012.
- CHAPPÉ, F., CABANTOUS, A. *Histoire, mémoire, patrimoine. Du discours idéologique à l'éthique humaniste*. Presses Universitaires de Rennes : Rennes, 2010.
- CHAPISEAU, H. *Le folklore de la Beauce et du Perche*. Vendôme : éd. du cherche-lune, 1983.
- CHAPUIS, R. *Les ruraux français*. Paris : Masson, 1986.
- CHARLES-BRUN, J. *Olivier de Serres, gentilhomme de la terre*. Paris : Renard, J., 1943.
- CHARLES-BRUN, J. *Le régionalisme*. Paris : Bloud et Cie, 1911.
- CHARMASSON, T., DUVIGNEAU, M., LELORRAIN, A.-M., LE NAOU H. *L'enseignement agricole : 150 ans d'histoire, évolution historique et atlas contemporain*. Dijon : Educagri, 1999.
- CHARTIER, R. Séminaire du Collège de France. [en ligne]. [Consulté le 04/02/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.college-de-france.fr/site/roger-chartier/seminar-2014-2015.htm>
- CHARTIER, R. *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétudes*. Paris : Albin Michel, 2009.
- CHASTAGNER, C. et alii. *Patrimoine et territoires*. Paris : L'Harmattan, 2012.
- CHASTEL, A. L'invention de l'Inventaire. *In* : *Les Affaires culturelles au temps de Malraux 1959-1969, actes des journées d'étude des 30 octobre-1^{er} décembre 1989*. Paris : Comité d'histoire du ministère de la Culture, la Documentation française, 1996, p. 85-93.
- CHASTEL, A. La notion de patrimoine. *In* : NORA, P. *Les lieux de mémoire*. Paris : Gallimard, 1984-1992.

CHATELAIN, A. *Patrimoine rural*. Paris : Rempart, Desclée de Brouwer, 1998.

CHATELAIN, J. *Droit et administration des musées*. Paris : la Documentation française, 1993.

CHATELAIN, J. *Administration et gestion des musées*. Paris : la Documentation française, 1987.

CHAUMIER, S. *Muséographie. Muséologie*. [en ligne]. [Consulté le 26/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.formation-museographie-museologie.com/>

CHAUMIER, S. [en ligne]. [Consulté le 09/11/2014]. Disponible à l'adresse : <http://sergechaumier.blogspot.fr/>

CHAUMIER, S. *Traité d'expologie : Les écritures de l'exposition*. La Documentation Française, 2012.

CHAUMIER, S., PORCEDDA, A. *Musées et développement durable*. Paris : la Documentation française, 2011.

CHAUMIER, S., ROY J.-B., DROUGUET, N., et al. *Du musée au parc d'attractions*. Arles : Actes Sud, 2005.

CHAUMIER, S. *Des musées en quête d'identité. Écomusées versus technomusée*. Paris : L'Harmattan, 2003.

CHEVALLIER, D., FANLO, A. *Métamorphose des musées de société*. Paris : la Documentation française, 2013.

CHEVALLIER, D. *Guide de valorisation du patrimoine rural*. Paris : ministère de l'agriculture et de la pêche, 2001.

CHEVALLIER, D. (dir.). *Vives campagnes : le patrimoine rural, projet de société*. Paris : Autrement, 2000.

CHEVALLIER, D. *Quand le patrimoine fait vivre les territoires*. Paris : CNFPT, 1996.

CHIVA, I. Le musée : quels enjeux ? Réponses et questions à Serge MOSCOVICI. In : BUSQUIN, F., KALAMPALIKIS, N. *Penser la vie, le social, la nature*. Paris : éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001.

CHIVA, I. Conclusion. In : *Réinventer un musée : le Musée national des arts et traditions populaires, centre d'ethnologie française. Colloque 25 et 26/03/1997*. Paris : Musée national des arts et traditions populaires, Centre d'ethnologie française, École du Louvre, 1999, p. 225-233.

- CHIVA, I., UTZ, J. *Ethnologies en miroir : la France et les pays de langue allemande*. Paris : éd. de la MSH : 1994.
- CHIVA, I. Le patrimoine ethnologique : l'exemple de la France. *In* : *Encyclopaedia Universalis*. Paris : 1990, p. 229-241.
- CHIVA, I. L'espace rural : création de l'homme. *In* : *Les Journées nationales d'études sur les Parcs naturels régionaux (Lurs-en-Provence, septembre 1966)*. Paris : la Documentation française, 1967, p 64-70.
- CHOAY, F. *Le patrimoine en questions. Anthologie pour un combat*. Paris : Seuil, 2009.
- CHOAY, F. *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil, 1992.
- CHOMBART DE LAUWE, J. *L'aventure agricole de la France de 1945 à nos jours*. Paris : PUF, 1979.
- CHOSSON, J.-F. *Les Générations du développement rural : 1945-1990*. Paris : LGDJ, 1990.
- CHOUQUER, G. *L'étude des paysages : essais sur leurs formes et histoire*. Errance : Paris, 2008.
- CHRISTOPHE, J., BOËLL, D.-M., MEYRAN, R. ; CHIVA, I., COLARDELLE, M. *Du folklore à l'ethnologie*. Maison des sciences de l'homme : Paris, 2009.
- CLAIR, J. *Malaise dans les musées*. Paris : Flammarion, 2007.
- CLARKE, A., MAILLARD, J.-L., VEILLARD, J.-Y. *L'Écomusée du Pays de Rennes*. Rennes : éd. Ouest-France, 1991.
- CLAVILLIER, C., ROCHE, D., (dir.), RABREAU, D. *Cérès et le laboureur*. Paris : éd. du patrimoine, 2009.
- COHEN, É., GOETCHEL, P., MARTIN, L., ORY, P. *Dix ans d'histoire culturelle. État de l'art*. Paris : Presse de l'ENSSIB, 2011.
- Coll. *Léon Lhermitte et la Paye des moissonneurs*. Les dossiers du Musée d'Orsay. Paris : RMN, 1991.
- Coll. *Les musées de France acteurs et leviers de développement dans la recomposition des territoires*. Paris : Ministère de la Culture et Direction des musées de France, 2006.
- Coll. *Eure-et-Loir. Chartres*. Paris : Gallimard, 2011.
- Coll. *Grignon. De l'Institution royale ... à l'INA-PG, deux siècles d'agronomie*. Paris : Editagro.
- COLARDELLE, M. *Programme Scientifique et Culturel*. Marseille : MuCEM, 2003.
- COLARDELLE, M. (dir). *Réinventer un musée : Le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille*. Paris : RMN, CNRS, Seuil, 2002.

COLARDELLE, M. *Le musée et le Centre Interdisciplinaire d'études des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. Étude préalable pour un projet de « délocalisation » du MNATP-CEF de Paris à Marseille (site d'Euroméditerranée)*. Ministère de la Culture et de la Communication, Paris : 1999.

Coll. *La muséographie selon Georges Henri Rivière*. Paris : Bordas, 1989.

COLLAERT, J.-P. *La plus grande saga que le monde ait vécue*. Paris : Eds. Rue de l'Échiquier, 2013.

COLLET, I. Le monde rural aux expositions universelles. In : coll. *Muséologie et ethnologie*. Paris : Réunion des musées nationaux, 1987/2, p. 68-100.

COLSON, R. *La JAC et la modernisation de l'agriculture*. Paris : L'épi, 1976.

COLUMELLE. (Trad. SABOUREUX de la BONNETTERIE (C.-F.) *De l'agriculture*. Paris : réédition Errance, 2002.

Comité d'histoire du ministère de la Culture. *Le fil de l'esprit. Augustin Girard*. Paris : la Documentation française, 2011.

Comité de la Conférence de Varsovie. *Charte de Cracovie, Principes pour la conservation et la restauration du patrimoine bâti*. Cracovie : 2000.

COMPÈRE-MOREL, T, JOLY, M.-H. *Des Musées d'histoire pour l'avenir*. Paris : Noésis, 1998.

COMTE, H. *Des outils et des hommes*. Paris : J-C, GODEFROY, 1997.

COPANS, J. *L'enquête ethnologique de terrain*. Paris : Armand Colin, 2011.

CORBIN, A. Paris-Province. In : *Les Lieux de Mémoire*. NORA, P. Paris, Gallimard, 1992, T. 3 *Les France*, vol. 1 « conflits et partages », p. 777-823.

CORBIN, A. *Les cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIX^e siècle*. Paris : Albin Michel, 1994.

CORNET, P. *Un précurseur. Olivier de Serres*. Imprimeur Services : Aubenas, 1989.

CORNU, M., FROMAGEAU, J., HOTTIN, C. *Droit et patrimoine culturel immatériel*. Paris : L'Harmattan, 2013.

CORVOL, A. *L'arbre en Occident*. Paris : Fayard, 2009.

CÔTÉ, M. (dir.). *La fabrique du musée de science et sociétés. Actes des journées d'étude. L'exposition de sciences et sociétés, particularités, tendances et enjeux*. Lyon, 26-27/11/2008]. Paris : la Documentation française, 2011.

COUDARD, A., PION, P. *Archéologie de la France rurale*. Paris : Belin, 1986.

COURTET, C., BERLAN-DARQUE, M., DEMARNE, Y. (dir.). *Un point sur... agriculture et société*. Paris : Association Descartes/INRA, 1993.

CREDOC, Universcience *La curiosité scientifique des Français*. Paris : CREDOC, 2013.

CRÉGUT, E, GUÉRIN, C. *Marc Deydier, 1845-1920*. Périgueux : éd. Patrilube, 2005.

CROCHET, B. *Cent cinquante ans de machinisme agricole*. Paris : Lodi, 2006.

CRUBELLIER, M. *Histoire culturelle des Français. XIX^e-XX^e siècles*. Paris : A. Colin, 1974.

CRUBELLIER, M. *Histoire de la Champagne*. Paris : PUF, 1969.

CUISENIER, J. *L'héritage de nos pères : un patrimoine pour demain ?* Paris : La Martinière, 2006.

CUISENIER, J. *La tradition populaire*. Paris : PUF, 1995.

CUISENIER, J. *L'art populaire en France*. Paris : Arthaud, 1987.

CUISENIER J., TRICORNOT, M.-C. de. *Musée national des arts et traditions populaires. Guide*. Paris : RMN, 1987, p. 33-38.

CUISENIER, J., SEGALEN, M. *Ethnologie de la France*. Paris : PUF, 1986.

DAGONNET, F. *Le musée sans fin*. Paris : Champ Vallon, 1984.

DALISSON, R. ORY, O (Préf.). *Les fêtes du Maréchal, Propagande festive et imaginaire national dans la France de Vichy*. Paris : Tallandier, 2008,

DAMIEN, M.-M., DORVILLÉ, C. (dir.). *Le patrimoine de nos régions : ruine ou richesse future ? Exemples de dynamiques territoriales*. Paris : L'Harmattan, 2011.

DAUCE, P. *Agriculture et monde agricole*. Paris : la Documentation française, 2003.

DAUZAT, A. *Le village et le paysan de France*. Paris : Gallimard, 1941.

DAUZAT, A. *Essais de géographie linguistique*. Paris : E. Champion, 1914.

DAVALLON, J. *Le don du patrimoine : une approche communicationnelle de la patrimonialisation*. Paris : Hermès science publications, 2006.

DAVALLON, J. *L'exposition à l'œuvre : stratégies de communication et médiation symbolique*. Paris : L'Harmattan, 2000.

DAVALLON, J, SCHIELE, B, GRANDMONT, G. *L'environnement entre au musée*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1992.

DAVALLON, J. (dir.). *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers : la mise en exposition*. Paris : Centre Georges Pompidou, Centre de création industrielle, 1986.

DAVALLON, J., MICOUD, A., TARDY, C. Vers une évolution de la notion de patrimoine ? Réflexions sur le patrimoine rural. In : GRANGE, D., J., POULOT, D. *L'esprit des lieux. Le patrimoine et la cité*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1997, p. 195-205.

DAVIS, P. *Ecomuseums. A sense of place. Leicester museum studies*. New-York, London, Leicester University Press, 1999.

DAYRIES, J-J., DAYRIES, M. *La Régionalisation*. Paris : PUF, 1986.

- DEBATISSE, M., BLOCH-LAINE, F. (Préf.). *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*. Paris : Calmann-Lévy, 1963.
- DEBARY, O. *La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes*. Paris : éd. du CTHS, 2002.
- DEBROUX, J. *Les ruralistes et les études rurales*. Paris : L'Harmattan, 2009.
- DELACOUR, D. *Auve, un village champenois raconté par un paysan*. Vouziers : imprimerie Félix, 2012.
- DELBOS, G. *La transmission des savoirs*. Paris : Maison des sciences de l'homme, 1990.
- DELFOSSE, C. *Géographie rurale, culture et patrimoine*. Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches en géographie, Université Lille 1 : 2003, 2 vol.
- DELMAS, J., DESIRAT, G., VERNHES, G. *Musée du charroi rural*. Salmiech, dact., 1987.
- DELOCHE, B. *Mythologie du musée. De l'uchronie à l'utopie*. Paris : Le cavalier bleu, 2010.
- DELOCHE, B. *Le musée virtuel*. Paris : PUF, 2001.
- DELORME, J.-C., GENET-DELACROIX, M.-C., LENIAUD, J.-M. *Historicisme et modernité du patrimoine européen. Reconstruction, restauration, mise en valeur aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris : L'Harmattan, 2007.
- DELVAINQUIÈRE, J.-C., TUGORES, F., LAROCHE, N., JOURDAN, B. *Les dépenses culturelles des collectivités territoriales en 2010 : 7, 6 milliards d'euros pour la culture*- Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 2014.
- DEMANGEON, A. La France économique et humaine (tome VI, 2^e et 3^e volumes). In : VIDAL de la BLACHE, P. et GALLOIS, P. (dir.). *Géographie universelle*. Paris : Armand Colin, 1946 et 1948. (posthume).
- DEMANGEON, A. *Essai d'une classification des maisons rurales*. Travaux du premier congrès international de folklore. Paris : 1937, 1938, p. 230-235.
- DEMARD, J.-C. *Des gens et des choses ... Albert et Félicie Demard, une passion haut-saônoise, livret de l'exposition, 4 décembre 2003-17 avril 2004*. Vesoul : Archives départementales, 2003.
- DEMOUY, P., VULLIEZ C. *Vivre au village en Champagne à travers les siècles*. Reims : Presses Universitaires de Reims, 2000.
- DENIS, G. In : ROBIN, P., AESCHLIMANN, J.-P., FELLER, C. (dir.). *Histoire et agronomie. Entre ruptures et durée*. Paris : IRD Édition, 2007, p. 61-91.
- DENIS, G. *Les maladies des plantes, 1750-1800, controverses et dominances*. Thèse Paris I, 1994.
- DENIZEAU, G. *Le patrimoine mondial. Un héritage à préserver*. Paris : Larousse, 2008.

DEPS (Département des études et de la prospective). Les musées de France en 2003. *Les notes et statistiques du DEPS*, vol. 1, n°17, ministère de la Culture et de la communication, 2006.

DE ROUX, E., FESSY, G. *Le patrimoine industriel*. Paris : Scala, 2007.

DESRIERS, M. *L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique. L'agriculture, nouveaux défis*. INSEE-Références : 2007, p. 17-30.

DESVALLÉES, A., MAIRESSE, F. *L'écomusée : rêve ou réalité*. Lyon : Presse universitaire de Lyon, 2002.

DESVALLÉES, A. L'expologie de Georges Henri Rivière : des collectes systématiques aux unités écologiques. La question du contexte. *In* : *Du Folklore à l'ethnologie : institutions, musées, idées en France et en Europe de 1936 à 1945*, colloque du 19-21/03/2003. Paris : MNATP/Centre d'Ethnologie Française, 2003, résumé des communications, page unique.

DESVALLÉES, A., DE BARY, M.-O. de BARY, WASSERMAN, F. *Vagues. Une anthologie de la nouvelle muséologie. Recueil de textes*. Mâcon : éd. W, vol. 1, 1992 ; vol. 2, 1994.

DE VARINE, H. *Les racines du futur*. Lusigny-sur-Ouche : ASDIC, 2003.

DIAS, N. *Le musée d'ethnographie du Trocadéro (1878-1908). Anthologie et muséologie en France*. Paris : éd. du CNRS, 1991.

DIBIE, P. *Le village métamorphosé. Révolution dans la France profonde*. Paris : Plon, 2006.

DIDEROT, D. *L'Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une Société de gens de lettres*. Paris : Flammarion, 1986.

DIEZ, M. (dir.). *Le jardin des plantes. Museum Nationale d'Histoire Naturelle*. Paris : éd. Nicolas Chaudun, MHNH, 2006.

DION, R. *Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIX^e siècle*. Paris : CNRS éd., 2010.

DION, R. *Essai sur la formation du paysage rural français*. Paris : Flammarion, 1991.

Direction des musées de France. *Musées et société, Actes du colloque national, Mulhouse-Ungersheim, juin 1991*. Paris : Direction des musées de France, 1993.

DOLIGÉ, R., JOLY, P., RENAUD, J. *Grignon, de l'Institution Royale à l'INA-PG – Deux siècles d'agronomie*. Paris : Editagro, 1995.

DOMBASLE (de), (M.). *Mémoire sur la charrue considérée principalement sous le rapport de la présence de l'avant-train*. Nancy : Huzard, 1821.

- DONNAT, O. *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique*. Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 2009.
- DONZEL, C. *Nouveaux Musées*. Paris : Telleri, 1998.
- DOREL-FERRÉ, G. *Le patrimoine industriel de l'agroalimentaire*. Cahier de l'APIC, n°1, CRDP de Champagne-Ardenne/APIC, 2002.
- DORÉ, T., RÉCHAUDIÈRE, O. *La question agricole mondiale. Enjeux économiques, sociaux et environnementaux*. Paris : la Documentation française, 2010.
- DOREL-FERRÉ, G., MASSARY, de, X. *Le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne. Diversité et destinées. L'inventaire en perspective*. Cahiers de l'APIC n°8. Reims : Scéren, 2012.
- DOSSE, F. *Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire*. Raison présente, 09/1998, p. 5-24.
- DOUCE de la SALLE, S. *Au pays des musées d'Auvergne*. Paris : Textuel, 1996.
- DRÉER, F. *Tracteurs de notre enfance*. Paris : Terres Éditions, 2009.
- DROIN, J.-M. *L'écologie et son histoire. Réinventer la nature*. Paris : Flammarion, 1993.
- DROUGUET, N., COLARDELLE, M. (Préf.) *Le musée de société. De l'exposition de folklore aux enjeux contemporains*. Paris : Armand colin, 2015.
- DROUGUET, N., GOB, A. *La Muséologie : histoire enjeux, développements actuels*. Paris : Armand Colin, 2002.
- DUBOIS, V. *La politique culturelle. - Genèse d'une catégorie d'intervention publique*. Paris : Belin, 2012.
- DUBOST, F. *Vert patrimoine. La constitution d'un nouveau domaine patrimonial*. Paris : éd. de la Maison des sciences de l'Homme, 1994.
- DUBOUCHET, G. *Le Musée des campagnes. Mon folklore éternel*. Saint-Didier-en-Velay : Les Amis du musée du Haut-Cantal de Saint-Didier-en-Velay, 2007.
- DUBY, G., WALLON, A. (dir.). *Histoire de la France rurale*. Paris : Le Seuil, 1992.
- DUCLOS, J.-C. *Aires culturelles et pasteurs transhumants*. Grenoble : Musée Dauphinois, 1987.
- DUFOUR, S. *En Beauce...* . Paris : Éditions Publi-Team, 1982.
- DUHAMEL du MONCEAU, H.-L. *Éléments d'agriculture*. Paris : Guérin et Delatour, 1762.
- DUMONT, R. *Voyage en France d'un agronome*. Paris : éd. Génin, 1951.
- DUMONT, R., de RAVIGNAN, F. *Nouveaux voyages dans les campagnes françaises*. Paris : Le Seuil, 1977.
- DUPAVILLON, C. *Regards sur le patrimoine*. Paris : R.M.N., 1992.

DUPUIS, R. Musées et associations professionnelles. In : HERTZOG, A. *Culture et réseaux*. Paris : L'Harmattan, (à paraître en 2016).

DUPUIS, R. *De l'agriculture dans les musées aux musées d'agriculture de 1920 à 1970*. In : MAZÉ, C., POULARD, F., VENTURA, C. (dir.). *Les musées d'ethnologie. Quel héritage pour quelles reconversions ?* Paris : éd. du CTHS, 03/2013, p. 129-154.

DUPUIS, R. Paysages objets de musées et musées sujets de paysage. In : *Analyse culturelle du paysage : penser le paysage*, p. 115-124. Actes du 135^e congrès du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), Neuchatel (Suisse), mars 2013.

DUPUIS, R. Structures muséales et reterritorialisation de la culture. In : *XLVI^e colloque de l'Association de Sciences Régionales De Langue Française (ASRDLF), Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie*. Clermont-Ferrand, [63], 07/07/2009, 17 p.

DURY, É., KOERNER, W. DUMENIL, C., BAZIN, M. Représenter la Champagne-Ardenne au XX^e siècle : de la carte au modèle. In : d'ORGEIX, É., WARMOES, I. *Terres de Champagne-Ardenne*. Paris : Somogy, 2005, p. 79-85.

DUVIGNEAU, M., LELORRAIN, A.-M., Le NAOU, H. *L'Enseignement agricole. 150 ans d'histoire*. Dijon : éd. Éducatrice, 1999.

Écomusées et musées de société. Dire l'histoire et gérer la mémoire au présent. POUR, revue du GREP, 03/1997, n°53.

EIDELMAN, J., ROUSTAN, M., GOLDSTEIN, B. *La Place des publics. De l'usage des études et recherches par les musées*. Paris : la Documentation Française, 2008.

EL-ABIAD, J. *Le patrimoine culturel immatériel*. Paris : L'Harmattan, 2014.

ERIXON, S. *Skansens Kulturhistoriska Avdelning* [Section culturelle historique de Skansen]. Stockholm : Nordiska Museets Förlag, 1927.

ESTIENNE, C., LIÉBAULT, J. *L'agriculture, et maison rustique*. Paris : Jacques Du Puy, libraire : 1572.

FABRE, D., IUSO, A. *Les monuments sont habités*. Paris : Maison de la science de l'homme, 2010.

FABRE, D. Le manuel de folklore français. In : NORA, P. *Les lieux de mémoire*. Paris : Gallimard, 1997.

FAGUIER, J. (dir.), RAVAUX, J.-P., PANNET, R. *La basilique Notre-Dame de L'Épine*. L'Épine : Jean Faguiier, 1977.

FALCOU-RIVIÈRE, J. *Le musée forestier d'Hossegor*. Mont-de-Marsan : Atelier Des Brisants, 2004.

- FARCY, J.-C., LE ROY LADURIE, É., PROVIDENCE, J.-M. et al. *Le paysan, la ferme et le tracteur. Le rural et ses images, un siècle d'affiches agricoles 1860-1960*. Paris : Somogy, 2006.
- FARCY, J.-C., *Le monde rural en Eure-et-Loir de 1789 à 1914*. Chartres : C.D.D.P., s.d, 2 fascicules.
- FARINELLI, B. *Vivre à la campagne. Guide pratique*. Paris : Rustica, 2006.
- FARINELLI, B. *Pour la campagne*. Paris : Sang de la terre, 2000.
- FATTORI, Y. *L'olivier en terre varoise*. Aix-en-Provence : Edisud, 2000.
- FAURE, C. *Le projet culturel de Vichy : folklore et Révolution nationale. (1940-1944)*. Lyon : Presse Universitaire de Lyon, 1989.
- FAURE, C. Paysans et artisans, objets de musée 1940-1944. In : *L'environnement matériel paysan*. Lyon : Université de Lyon 2, CNRS, Université de Lodz, 1987.
- FAURE, M. *Du produit agricole à l'objet culturel : les processus de patrimonialisation des productions fromagères dans les Alpes du Nord*. Thèse de sociologie et d'anthropologie. Lyon 2 : 2000, 1 vol.
- FAURE, M. *Les Paysans dans la société française*. Paris : Armand colin, 1966.
- FAVRET-SADAA, J. *Les Mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le bocage*. Paris : Gallimard, 1977.
- Fédération des Parcs Naturels Régionaux et Ministère de la culture. *Quand le patrimoine fait vivre les territoires*. Paris : éd. du CNFPT, 1996.
- Fédération des écomusées et des musées de société (FEMS). *Écomusées et musées de société, pour quoi faire : actes du colloque des octobre-novembre 2002*. Besançon : FEMS, 2003.
- Fédération des écomusées et des musées de société (FEMS). *Écomusées en France, Actes des Premières Rencontres nationales des Écomusées*. L'Isle d'Abeau : FEMS, 1987.
- Fédération des Écomusées et des musées de société. *Transmission, trans-missions. Écomusées et musées de société entre rupture et continuité. 2^{ème} rencontres professionnelles*. Besançon : FEMS, 2006.
- FELLER, P., TOURRET, F. *L'outil : dialogue de l'homme avec la matière*. A. de Visscher : Bruxelles, 1969.
- FERRAULT, C., LE CHATELIER, D. *Une histoire des agriculteurs*. Paris : France Agricole, 2012.
- FILLIPETTI, H. *Symboles et décors des maisons villageoises : marques sociales, protections magiques*. Paris : Rustica, 1997.
- FLANDRIN, J.-L. *Histoire et ethnologie du repas*. Paris : Odile Jacob, 1999.

FLEURY, P. *L'Écomusée et ses partenaires*. Avignon : Institut d'Études politiques, 1987.

FLORY, T. *Le Mouvement régionaliste français*. Paris : PUF, 1966.

FOCQUELMONT, de G.-M., BLEIN, O., FONTANON, C. *Guide du patrimoine industriel, scientifique et technique*. Paris : la Manufacture, 1990.

FOLLAIN, A. *Le village sous l'Ancien Régime*. Paris : Fayard, 2008.

Folklore de Champagne. Revue des arts et traditions populaires de la région Champagne-Ardenne. Le grain, source d'énergie. Méry-sur-Seine : SAFAC, n°93, 06/1985.

FONT, E., ROUZIER, J. *Les activités non agricoles dans la recomposition de l'espace rural*. Paris : L'Harmattan, 2001.

FONTANEL, B. *L'Odyssée des musées*. Paris : La Martinière, 2007.

FORTIER-KRIEGEL, A. *L'avenir des paysages de France*. Paris : Fayard, 2005.

FORTIN-DEBART, C., GIRANLT, Y. (Préf.). *Le partenariat école-musée : Pour une éducation à l'environnement*. Paris : L'Harmattan, 2004.

FOTTORINO, E. *L'homme de terre*. Paris : Fayard, 1993.

FOUCHER, F., RONNÉ, H. *Beau comme un tracteur*. Rennes : éd. Ouest-France : 2013.

FOURÈS, A., GRISOT, D., LOCHOT, S. (dir.). *Le rôle social du musée. Agir ensemble et créer des solidarités*. Dijon : OCIM, 2011.

FRAYSSIGNES, J. *Les AOC dans le développement territorial. Une analyse en termes d'ancrage appliquée au cas français des filières fromagères*. Thèse de doctorat : géographie, Université Toulouse 2-Le Mirail : 2005, 2 vol.

FREEMAN, T. *Interpreting our heritage*. Chapel Hill : University of North Caroline : Carolina Press, 1957.

FRIER, P.-L. *Droit du patrimoine culturel*. Paris : PUF, 1997.

FUMAROLI, M. *L'État culturel, une religion moderne*. Paris : LGF, 1999.

GABUS, J. *L'objet témoin, les références d'une civilisation par l'objet*. Neuchâtel : Ides et Calendes, 1975.

GALARD, J. (dir.). *L'avenir des musées*. Paris : Réunion des musées nationaux, 2001.

GAMBETTA, L. *Discours et plaidoyers politiques*. Paris : G. Charpentier éditeur, 1884.

GAMBINO, M., LAISNEY, C., VERT, J., (Coord.) *Le monde agricole en tendance. Un portrait social prospectif des agriculteurs*. Paris : la Documentation française, 2012.

GARNIER, F. *Comment valoriser un patrimoine rural et technique. Le projet « Les trois Albert »*. Master 2^{ème} année, Université Paul Valéry : Montpellier III, 2008.

GAUGUE, A. *Les États africains et leurs musées. La mise en scène de la nation*. Paris : L'Harmattan, 1997.

GAVIGNAUD-FONTAINE, G. *Villageois sans agriculture Observations sur les mutations rurales de notre temps*. Montpellier : Presses universitaires de la Méditerranée, 2007.

GAVIGNAUD-FONTAINE, G. *La révolution rurale dans la France contemporaine (du XVIII^e siècle à nos jours)*. Paris : L'Harmattan, 1996.

GAVIGNAUD, G. *Les campagnes en France au XX^e siècle ; 1914-1989*. Gap : Orphys, 1990.

GENET-DELACROIX, M.-C. *In* : BEAULANDE-BARRAUD, V., ROUX, B. Mélanges offerts à BOULANGER, J.-F. *Deux prêtres et le patrimoine national : Charles de Talleyrand et Henri Grégoire (1789-1795)*. Reims : Épure, 2015.

GENET-DELACROIX, M.-C. Politiques artistiques et politiques du patrimoine de 1913 à 1940. *In* : POIRIER, P., VADELORGE, L. *Pour une histoire des Politiques du Patrimoine, XIX^e-XX^e siècles*. Paris : la Documentation française, 2004.

GENET-DELACROIX, M.-C. *Art et État sous la III^e République. Le système des beaux-arts 1870-1940*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1992.

GENET-DELACROIX, M.-C. *Art et État sous la III^e République. Le système des beaux-arts 1870-1940*. Paris : thèse de doctorat d'État, Paris : 1988.

GERVEREAU, L. *Vous avez dit musées ? Tout savoir sur la crise culturelle*. Paris : CNRS éd., 2006.

GERVEREAU, L. *Musées et politique*. Québec : Musée de la Civilisation, 1999.

GIBELIN, M. *Les métiers paysans d'autrefois*. Riom : De Borée, 2007.

GIEDON, de, S. *La Mécanisation au pouvoir*. Paris : Centre Pompidou et Denoël, 1980.

GINZBURG, C. *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier au XVI^e siècle*. Paris : Flammarion, 1980.

GINSBURG, V. A., THROSBY, D. *Handbook of the Economics of Art and Culture*. Vol. 1, North-Holland, 2006. "Chapter 29 : The Economics of Museums", p. 1018-1047.

GIONO, J. *Provence*. Paris : Gallimard, 1993.

GLEVAREC, H., SAEZ, G. *Le patrimoine saisi par les associations*. Paris : la Documentation française, 2002.

GOB, A. *Le musée, une institution dépassée ?* Paris : Armand colin, 2010.

GOB, A. *Des musées au-dessus de tout soupçon*. Paris : Armand Colin, 2007.

GOB, A., DROUGUET, N. *La muséographie. Histoire, développement, enjeux actuels*. Paris : Armand Colin, 2004.

GONCERUT-BERTOLA, C. *Musées de lac, entre sciences et sociétés. Étude de cas : le Musée du Léman*. Thèse de muséologie. Muséum national d'histoire naturelle de Paris : 2005, 1 Vol.

- GORGUS, N. (Préf. : CHIVA, I., COLARDELLE, M.). *Le magicien des vitrines, le musicologue Georges Henri Rivière*. Paris : MSH, 1999.
- GOTTESDIENER, H., DAVALLON, J. *La muséologie : 20 ans de recherche*. Avignon : Actes Sud, 2013.
- GOTTESDIENER, H. *Évaluer l'exposition : définitions, méthodes et bibliographie commentée d'études d'évaluations*. Paris : la Documentation française, 1987.
- GOUBERT, P. *Les paysans français au XVII^e*. Hachette : Paris, 1998.
- GOURE, C., PISANI, E. (Préf.). *Michel Debatisse ou la révolution paysanne*. Paris : DDB, 2008.
- GRAIONI, U. *I musei di agroltura*. Roma : Tip, dell'Orso, 1974.
- Grand Palais, Paris. *Hier pour demain. Arts, traditions et patrimoine. Catalogue d'exposition aux Galeries nationales du Grand Palais, 13 juin-01^{er} septembre 1980*. Paris : Réunion des musées nationaux, 1980.
- GRANGE, D., J., POULOT, D. *L'esprit des lieux. Le patrimoine et la cité*. Presses Universitaires de Grenoble : Grenoble, 1997.
- GRANNIER, R. *La Mémoire des Gestes/Usages et Savoir-Faire d'Autrefois* La Talbotière : éd. de l'étrave.
- GRAVIER, J.-F. *Économie et organisation régionale*. Paris : Masson, 1971.
- GRAVIER, J.-F. *Paris et le désert français, décentralisation, équipement, population*. Paris : Le Portulan, 1947.
- GREFFE, X., PFIEGER, S. *La politique culturelle en France*. Paris : la Documentation française, 2009.
- GRÉGOIRE, H. *Essai historique sur l'état de l'agriculture en Europe, au XVI^e siècle*. Paris : impr. de Mme Huzard (Paris), 1803.
- GRODWOHL, M. *L'Écomusée d'Alsace*. La Nuée bleue/DNA : Strasbourg, 1994.
- GROULT, E. *Propagande patriotique cantonale. La France des musées cantonaux*. Caen : Imprim. C. Valin, 1904.
- GROULT, E. *Principales différences entre les musées cantonaux et les musées scolaires*. Caen : Le Blanc Hardel, 1886.
- GROULT, E. *Institution des musées cantonaux. Lettres à Messieurs les délégués des sociétés savantes à la Sorbonne*. Paris : impr. Motteroz, 1877.
- Groupe de Recherche sur les Musées et le Patrimoine (GRMP). *Patrimoine et mondialisation*. Paris : L'Harmattan, 2008.

- GROUSSARD, R., COLOMEL, J.-F. *Vive l'agriculture. La politique, les hommes, le vivant*. Paris : France Agricole, 2001.
- GUELLIOT, O. *Musée d'antiquité et d'ethnographie scandinave : opportunité de la création d'un musée ethnographique de la Champagne*. Reims : Académie de Reims, 1898.
- GUI, I. *Le Musée d'Ethnographie du Trocadéro : la section française*. Marseille : MuCEM, 2009.
- GUIBAL, J. Les musées de société à la recherche de leur devenir. In : TOBELEM, J.-M. (dir.). *Musées, gérer autrement. Un regard international*. Paris : la Documentation française, 1996, p. 283-291.
- GUIBAL, J. *Propositions pour le renouveau du Musée national des arts et traditions populaires : des arts et traditions populaires aux cultures et sociétés de la France*. Paris : MNATP, 1992.
- GUIEU, J.-M. Régionalisme et idée européenne dans la première moitié du XX^e siècle : le cas de Jean-Charles-Brun (1870-1946). In : BITSCH, M.-T. (dir.). *Le fait régional et la construction européenne*. Bruxelles : Bruylant, 2003, p. 31-44.
- GUILLAUME, M. *La politique du patrimoine*. Paris : éd. Galilée, 1980.
- GUILLOT, P. C.-A. *Droit du patrimoine culturel et naturel*. Paris : Ellipse, 2006.
- GUMUCHIAN, H., PECQUEUR, B. (dir.). *La ressource territoriale*. Paris : Ed. Economica, 2007.
- HAINARD, J., AUGÉ, M. *Temps perdu, temps retrouvé. Voir les choses du présent au passé*. Neufchâtel : musée d'ethnographie, 1985.
- HALLEUX, R. *L'histoire et le patrimoine dans la culture scientifique, technique et industrielle. Conférence aux deuxièmes journées Hubert Curien de la culture scientifique, technique et industrielle*. Liège, 01/2008.
- HAMY, E., T. *Les origines du Musée d'Ethnographie. Histoire et documents*. Paris : E. Leroux, 1890.
- HARLAN, J. R. *Les Plantes cultivées et l'homme*. Paris : P.U.F., 1987.
- HARTOG, F. *Régimes d'historicité – Présentisme et expériences du temps*. Paris : Seuil 2003.
- HAUDRICOURT, A.-G., JEAN-BRUNHES DELAMARE, M. ; DEFFONTAINES, P. de, LEROI-GOURHAN, A. (Préf.). *L'homme et la charrue à travers le monde*. Paris : Renaissance du Livre, 2000.
- HAUG, H. *Les musées de Strasbourg 1900-1950*. Strasbourg : 1950.
- LOGNETTE, L. *La vigne et le vin*. Lyon : la Manufacture, 1988.

- HAUDRICOURT, A.-G. *La technologie science humaine : recherches d'histoire et d'ethnologie des techniques*. Paris : éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1988.
- HEBERT-BARRAT, S. *Évolution des traditions agricoles en champagne pouilleuse 1750-1914. Cantons de Châlons-sur-Marne, Ecury-sur-Coole, Marson*. Châlons-sur-Marne : Travaux du comité du Folklore champenois, vol. 9. 1980.
- HEINICH, N. *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuiller*. Paris : éd. de la MSH, 2009.
- HÉRITIER, A. DOCKÈS, N. (Préf.) *Genèse de la notion juridique de patrimoine culturel. 1750-1816*. Paris : L'Harmattan, 2003.
- HERTZOG, A. *Là où le passé demeure. Les musées de Picardie, étude géographique. Une contribution à l'étude des lieux géographiques de mémoire*. Thèse de géographie. Paris : Université Paris 7 Diderot, non publiée, 2004.
- HERVIEU, B., VIARD, J. *L'Archipel paysan : la fin de la république agricole*. La Tour-d'Aigues : L'Aube, 2005.
- HERVIEU B. *Les agriculteurs*. Paris : PUF, 1997.
- HERVIEU, B., VIARD, J. *Au bonheur des campagnes. (et des provinces)* La Tour-d'Aigues : L'Aube, 1996.
- HERVIEU, B. (dir.). *L'aménagement de l'espace rural*. Paris : ENA/La Documentation française, 1992.
- HEUZÉ, G. *La Pratique de l'agriculture*. (2 vol.). Paris : Librairie agricole de la maison Rustique, 1889.
- HOOPER-GREENHILL, E. *Museum and education : purpose, pedagogy, performance*. London : Routledge, 1992.
- HOUSSEL, J.-B. (dir.). *Histoire des paysans français du XVII^e siècle à nos jours*. Roanne : Horvath, 1976.
- HUBERT, F., JOUBEAU, H., VEILLARD, J.-Y. *Découvrir les écomusées*. Rennes : Musée de Bretagne, 1984.
- HUBSCHER, R. – *Cinéaste en campagne*. Paris : éd. du Cerf-Volant, 2011.
- HUBSCHER, R. *L'immigration dans les campagnes françaises : XIX^e-XX^e siècles*. Paris : Odile Jacob, 2005.
- HUBSCHER, R., FARCY, J.-C. *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*. Créaphis : Grâne, 1996.
- HUGO, V. *Guerre aux démolisseurs !* Montpellier : L'archange Minotaure, 2002.

IDJERAOUI-RAVEZ, L. *Le témoignage médiatisé : le cas du musée*. Thèse doctorat : Sciences de l'Information et de la Communication : Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 2006.

IFRI, P., GUENEAU, M., MAUBANT, P. *Écomusées et musées de société. Dire l'histoire et gérer la mémoire au présent*. Paris : L'Harmattan, 1997.

Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France. MALRAUX, A. (Préf.). *L'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France*. Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 1978.

JACOMY, B., LETTE, M. *Histoire des techniques : l'histoire à la lumière du présent*. Paris : la Documentation française, 2005.

JACOMY, B., D'ORMESSON, D. *Le Musée des arts et métiers. L'album*. Paris : Musée National des techniques, 1990.

JADE, M. *Patrimoine immatériel. Perspectives d'interprétation du concept de patrimoine*. Paris : L'Harmattan, 2006.

JASSAUD, P., BRYGOO, E.-R. *Du jardin au musée en 516 biographies*. Paris : Biotope, 2004.

JEAN-BRUNHES DELAMARE M. *La Vie agricole et pastorale dans le monde, techniques et outils traditionnels*. Paris : Joël Cuénot, 1985.

JEAN-BRUNHES DELAMARE, M., HENNINGER, R. *Transports ruraux. Guides ethnologiques*. Paris : éd. de la RMN, 1972.

JEAN-BRUNHES DELAMARE, M. *Techniques de production : l'élevage. Guides de la galerie d'étude* Paris : éd. de la RMN, 1975.

JEAN-BRUNHES DELAMARE, M., HAIRY, H. *Techniques de production : l'agriculture. Guides ethnologiques 4/5*. Paris : éd. de la RMN, 1971.

JEANTON, G. *L'art populaire en France*. Strasbourg : Istra, 1931.

JESSENNE, J.-P. *Les campagnes françaises entre mythe et histoire : XVIII^e-XXI^e siècle*. Paris : A. Colin, 2006.

JEUDY, H.-P. *La machinerie patrimoniale*. Paris : Sens & Tonka, 2001.

JEUDY, H.-P. *Patrimoine en folie*. Paris : éd. de la MSH, 1990.

JEZEQUEL, L., SERRES, M. (Préf.). *Écoutons les agriculteurs raisonner*. Paris : Aube, 2007.

JOLAS, T., PINGAUD, M.-C., VERDIER, Y., ZONABEND, F. *Une campagne voisine*. Paris : éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1990.

JOLLIVET, M., MENDRAS, H. (dir.). *Les collectivités rurales françaises ; étude comparative de changement social, sociétés paysannes ou lutte de classes au village ?* Paris : Armand Colin, 1974.

JOLYS-SHIMMELS, É. *La collection d'agriculture du Musée des arts et métiers. Compte rendu de travail scientifique.* Paris : Institut National du Patrimoine, 2011.

JOURDIER, A. *Le matériel agricole.* Paris : L. Hachette et Cie, 1856.

JOUYET, J.-P., LÉVY, M. *L'économie de l'immatériel.* Paris : la Documentation française, 2006.

KAPLAN, S., L. *Le retour du bon pain.* Paris : Perrin, 2002.

KAYSER, B. *La Renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental.* Paris : Armand Colin, 1989.

KEILLING, J., MARTIN, M. *Techniques agricoles.* Paris : éd. Techniques, 1965.

KELIN, R. *La forme et l'intelligible.* Paris : Gallimard, 1970.

KLEM, F. *Histoire des techniques.* Paris : Payot, 1966.

KOLLAR, F., LYNCH, É. *Nous étions des paysans.* Lyon : La Martinière, 2010.

L'Agriculture en terre vendéenne, de l'Empire à la Seconde Guerre mondiale (1800-1945). Paris : Somogy Éditions, conseil général de la Vendée, 2011.

LABORIER, P., TROM, D. *Historicités de l'action publique.* Paris : PUF, 2003.

LACHIVER, M. *Par les champs et par les vignes.* Paris : Librairie Arthème Fayard, 1998.

LAGIER, R. *Il y a un siècle ... la France paysanne.* Rennes : Ouest-France, 2006.

LAGRANGE, M.-S. *Analyse sémiologique et histoire de l'art.* Paris : Klincksieck, 1973.

LAGRANGE, A. *Musée du vin de Bourgogne à Beaune. Catalogue.* G.-P. Maisonneuve et Larose : Paris, 1965.

LAHIRE, B. *La culture des individus. Dissonances culturelle et distinction de soi.* Paris : la Découverte, 2006.

LAISSUS, Y. *Le Muséum national d'histoire naturelle.* Paris : Gallimard, 1995.

LAMBERT, B. *Les paysans dans la lutte des classes.* Nantes : CHT, 1970.

LANDRIN, A, SÉBILLOT, P. *Instructions sommaires relatives aux collections provinciales d'objets ethnographiques. La Tradition en Poitou et Charente, congrès de Niort : 1896.* Paris-Niort, 1897.

LANTELME, S. *Les médiateurs de la terre. Regard sur la polyculture en moyenne-montagne en Rhône-Alpes.* Bourg-en-Bresse : conseil général de l'Ain, 2007.

LAPLANTINE, F. *Je, nous et les autres. Être humain au-delà des appartenances.* Paris : Le Pommier-Fayard, 1999.

- LATARJET, B. *L'aménagement culturel du territoire*. Paris : la Documentation française, 1992.
- LAUBRIE (de), É. La muséographie des techniques dans l'ancien Musée national des arts et traditions populaires (MNATP). *In* : BARBE, N., BERT, J.-F. *Penser le concret. André Leroi-Gourhan, André-Georges Haudricourt, Charles Parain*. Paris : Créaphis éd., 2011, p. 165-173.
- LAUBRIE (de), É. CHANONAT, A. *La gerle mystérieuse : découverte des savoir-faire des fromages de Cantal, Salers et Laguiole*. Paris : AFMA-MuCEM, 2009.
- LAUBRIE (de), É., DOUTRELEAU, V. *Savoir-faire en forêt d'hier à aujourd'hui : la forêt des Landes de Gascogne, une forêt artificielle*. Paris : AFMA-MuCEM, 2009.
- LAUBRIE (de), É. Que faire des collections agricoles des musées ? *In* : *Tout un fromage*. Catalogue d'exposition. Riom : Musée de Riom, 2008.
- LAUBRIE (de), É. *Véhicules agricoles des régions de France : matériaux pour une ethnologie historique*. Paris : Musée national des arts et traditions populaires, 1994.
- LAURENT, J. *L'Argonne et ses bordures*. Thèse de 1948. Université de Paris : Imprimerie des Arts et Manufactures, 1951.
- LAURENTIN, É. *La France et ses paysans*. Montrouge : Bayard, 2012.
- Le Paysan, la ferme et le tracteur ... : le rural et ses images, un siècle d'affiches agricoles, 1860-1960*. Paris/Chartres : Somogy/Conservatoire de l'agriculture/Le Compa, 2006.
- LAURIÈRE, C. *Présentation du fonds Isac Chiva*. Paris : Laboratoire d'Anthropologie sociale, 2009.
- LAURIÈRE, C. *Paul Rivet (1876-1958), le savant et le politique*. Thèse de doctorat : Anthropologie sociale et ethnologie. Paris : École des hautes études en sciences sociales, 2006.
- LECAT, J.-M., TOULET, M. *Paysans de France 1770-1790. Deux siècles d'histoire de nos campagnes*. Paris : Flammarion, 2009.
- LE MAREC, J. *Publics et musées : la confiance éprouvée*. Paris : L'Harmattan, 2007.
- LEMIEUX, G. *La Vie paysanne 1860-1900*. Sudbury, Ontario P3E 4R2, Canada, CP 550 : éd. Prise de Parole, 1982.
- LE ROY LADURIE, É. *Histoire des paysans français. De la peste noire à la Révolution*. Paris : Le Seuil, 2002.
- LE ROY LADURIE, É. (dir.). *Paysages, paysans : l'art et la terre en Europe du Moyen Âge au XX^e siècle*. Paris : [exposition, Paris, 25 mars-26 juin 1994], Bibliothèque nationale de France. Paris : Bibliothèque nationale de France : Réunion des musées nationaux, 1994.

LE ROY LADURIE, É. *Les Paysans de Languedoc*. Paris : Flammarion, 1969

LE PELLEY FONTENY, M. *Léon Augustin Lhermitte (1844-192)*. *Catalogue raisonné*. Paris : Edition Cercle d'Art, 1991.

LECAT, J.-M. *Paysans de France un siècle d'histoire rurale : 1850-1950*. Paris : EDL, 2005.

LECAT, J.-M., TOULET, M. *Paysans de France deux siècles d'histoire rurale : 1750-1950*. Paris : Flammarion, 2009.

LECLERC, G. *La mondialisation culturelle Les civilisations à l'épreuve*. Paris : PUF, 2000

LEFÉBURE, C., BARATON, A. *Les outils et le travail de la ferme*. Paris : La maison Rustique/Flammarion, 2002, 160 p.

LEMÉTAYER, J.-M. *Qu'est-ce que la FNSEA ?* Paris, L'archipel : 2003.

LENIAUD, J.-M. Vingt-cinq ans d'histoire du patrimoine. In : POIRRIER, P. et VADELORGE, L. (dir.). *Pour une histoire des politiques du patrimoine*. Paris : la Documentation française, 2003, p. 33-44.

LENIAUD, J.-M. *Les archipels du passé, Le patrimoine et son histoire*. Paris : Fayard, 2002.

LENIAUD, J.-M. *L'Utopie française. Essai sur le patrimoine*. Paris : Mengès, 1992.

LEPROUX, M, RIVIÈRE, G., H. (Préf.). *Dévotions et saints guérisseurs*. Paris : PUF, 1957.

LEROI-GOURHAN, A. *Milieu et technique : évolution et technique. (Tome 2)*. Paris : Albin Michel, 2010.

LETURCQ, S. *Un village, la terre et ses hommes*. Paris : éd. du CTHS, 2007.

LEVINE, Lawrence, W. (CHARTIER, R., Préf.) *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence des hiérarchies culturelles aux États-Unis*. Paris : La découverte, 2010.

LÉVY, J. *Réinventer la France*. Paris : Fayard, 2013.

LIMOUZIN, J. (dir.). *Regards sur le patrimoine*. Montpellier : CRDP de Montpellier, 2008.

LINDET, T., LINDET, A. *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver dans toute l'étendue de la république, tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement*. Paris : 1794.

LOYAT, J. *Agriculture du monde. Les nouveaux défis mondiaux*. Paris : éd. France Agricole, 2013.

LUCAS, R. *L'invention de l'écomusée. Genèse du parc d'Armorique (1957-1997)*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012.

LUCAS R., COUTANCIER B. (dir.). *Collections d'objets, collections de regards. La muséographie des anciens musées d'ethnographie régionale, à travers les exemples du Museon Arlaten, du Musée Alsacien et du Musée Départemental breton*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2002.

- LULLIN de CHÂTEAUVIEUX. *Les voyages agronomiques en France* (2 vol.). Paris : Librairie agricole de la Maison Rustique, 1843.
- LYNCH, É. *Jacquou le votant. Sociétés paysannes et politiques : engagements partisans, mobilisations collectives et représentations dans la France du XX^e siècle*. Lyon : Habilitation à diriger des Recherches, 2011.
- LYNCH, É. L'agriculture au Centre rural de l'Exposition internationale de 1937 : entre agrarisme, folklore et modernisation. In : BOËLL, D.-M., CHRISTOPHE, J., MEYRAN, R. *Du folklore à l'ethnologie*. Éd. de la maison des sciences de l'Homme : Paris, 2009.
- LYNCH, É. *Moissons rouges : les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)*. Villeneuve-D'ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2002.
- MORICEAU, J.-M. *Secrets de campagne. Figures et familles paysannes au XX^e siècle*. Paris : Perrin, 2014.
- MADELINE, P., MORICEAU, J.-M. *Les paysans. Récits, témoignages et archives de la France agricole (1870-1970)*. Paris : Les Arènes, 2012.
- MADELINE, P. *Bâtir dans les campagnes. Les enjeux de la construction de la Protohistoire au XXI^e siècle*. Caen : Presses Universitaire de Caen, 2007.
- MAGYAR Nemzeti Galéria. *Mezőgazdasági Múzeum- Magyar képzőművészek szövetsége [Budapest] : Mezőgazdaság, a képzőművészetben kiállítása, Mezőgazdasági Múzeum. L'Agriculture dans les beaux-arts : [Exposition]. Musée d'agriculture, Budapest, 1958 [20 août et jours suivants]*. Budapest : Magyar nemzeti Galéria, 1959.
- MAIRESSE, F. (dir.). *Le musée hybride*. Paris : la Documentation française, 2012.
- MAIRESSE, F. (dir.). *L'inaliénabilité des collections de musée en question*. Mariemont : Musée royal de Mariemont, 2010.
- MAIRESSE, F., DESVALLÉES, A. *Vers une redéfinition du musée ?* Paris : L'Harmattan, 2007.
- MAIROT, P. *Musées et société. Quelles ethnologies ? France et Europe 1971-1997*. Paris : PUF, 1997.
- MALECOT, Y. *Culture technique et aménagement du territoire*. Paris : la Documentation française, 1981.
- MALRAUX, A. *L'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France*. Paris : Ministère de la culture et de la communication, 1978
- MALRAUX, A. *Le musée imaginaire*. Paris : Albert Skira, 1967.
- MARBACH, A. *Catalogue et étude des faux et outils agricoles de coupe à lame et à manche entiers en Gaule*. Archaeopress, Hadrian Books Ltd : Oxford, 2012.

- MARCHAND, A. *Les changements engendrés par les lois Pisani*. Paris : L'Harmattan, 2011.
- MARCHANDIAU, J.-N., LE ROY LADURIE, E. *Outillage agricole de la Provence d'autrefois*. Aix-en-Provence : Edisud, 2000.
- MARESCA, B, KREBS, A. (dir.). *Le Renouveau des musées*. Paris : la Documentation française, 2005.
- MARESCA, S. *Les dirigeants paysans*. Paris : Minuit, 1983.
- MARIGNAN, E. *Instructions pour la récolte des objets d'ethnographie du pays arlésien*. Arles : Jouve, 1896.
- MARTIN, J.-C., SUAUD, C. *Le Puy du Fou en Vendée. L'Histoire mise en scène*. Paris : L'Harmattan, 1996.
- MASPETIOL, R. *L'ordre éternel des champs, essai sur l'histoire, l'économie et les valeurs de la paysannerie*. Librairie Médicis : Paris, 1946.
- MASSARY, X. *Principes, méthodes et conduite de l'Inventaire général*. Paris : éd. Du Patrimoine : Centre des monuments nationaux, 2001.
- MASSIN. *La Beauce des années cinquante*. Paris : éd. Jacques Marseille, 2003.
- MATHEZ, I., GAIGNEBET, C. (Préf.) *La France en fêtes*. Paris : Arthaud, 1996.
- MATIOLI, M.-A., MURO, O., PRUM, M. « *L'identité nationale* » à l'épreuve des identités culturelles en Allemagne, en France, au Royaume-Uni. *Une approche critique*. Paris : L'Harmattan, 2013.
- MAYAUD, J.-L., RAPHAEL, L. *Histoire de l'Europe rurale et contemporaine ; du village à l'État*. Paris : Armand Colin, 2006.
- MAYAUD, J.-L. *Gens de l'agriculture. La France rurale 1940-1950*. Paris : Chêne-Hachette Livre, 2005.
- MAYAUD, J.-L. *Gens de la terre. La France rurale, 1880-1940*. Paris : Chêne-Hachette Livre, 2002.
- MAYAUD, J.-L. *150 ans d'excellence agricole en France. Histoire du Concours général agricole*. Paris : Belfond, 1991.
- MAZEYRAT, O. *De l'acquisition à la valorisation : la vie d'un objet dans un musée de France*. Master 2^{ème} année, Université d'Orléans : 2012.
- MAZÉ, C., POULARD, F., VENTURA, C. (dir.). *Les musées d'ethnologie. Quel héritage pour quelles reconversions ?* Paris : éd. du CTHS, 03/2013.
- MAZOYER, M., ROUDART, L. *Histoire des agricultures du monde ; du néolithique à la crise contemporaine*. Paris : Seuil, 2002.
- MEINERS, U. *Die Kornfege in Mitteleuropa*. Munich : F. Coppenrath, 1983.

MELLOUËT, P. *Le paysan et la vache. Cinquante ans d'élevage laitier en Bretagne*. Roudou, 2007.

MELOT, M. *Mirabilia. Essai sur l'Inventaire général du patrimoine culturel*. Paris : Gallimard, 2013.

MENDRAS, H. *La Seconde Révolution française. 1965-1984*. Paris : Gallimard, 1988.

MENDRAS, H. *Sociétés paysannes*. Paris : Armand Colin, 1976.

MENDRAS, H. *La fin des paysans Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*. Paris : Armand Colin, 1970.

MENDRAS, H. *La fin des paysans*. Paris : SEDEIS, 1967.

MENON, P.-L., LECOTTÉ. *Au village de France. La vie traditionnelle des paysans : Étrépilly*. C. de Bartillat, 1993 (1^{ère} éd. 1945).

MERCIER, A. *Un conservatoire pour les arts et métiers*. Paris : Gallimard, 1994.

MERCUZOT, A. *Guide des outils domestiques*. Rennes : éd. Apogée, 1997.

MICHEL, G., J. *L'Écomusée de Fougerolles*. SALSA : Écomusée du Petit-Fahys, 1988.

MICOUD, A. La patrimonialisation : redire ce qui nous relie ? *In* : BARRÈRE, C., BARTHÉLÉMY, D., NIEDDU, M., F-D. VIVIEN, F.-D. *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine*. Paris : L'Harmattan, 2004, p. 81-97.

MICOUD, A., RAUTENBERG, M., BÉRARD, L., et MARCHENAY, P. *Campagne de tous nos désirs ; patrimoine et nouveaux usages*. Paris : éd. MSH, 2000.

MIQUEL P. *La France et ses paysans : Une histoire du monde rural au XX^e siècle*. Paris : L'Archipel, 2004.

MIRONER, L. *Cent musées à la rencontre des publics*. Paris : France Éditions, 2001.

Mission 2000 en France. *Guide de valorisation du patrimoine rural*. Paris : ministère de l'Agriculture et de la pêche, 2001.

Mission 2000 en France. *Guide d'observation du patrimoine rural*. Paris : ministère de l'Agriculture et de la pêche, 1999.

MOHEN, J.-P. *Le nouveau Musée de l'Homme*. Paris : Odile Jacob, 2004.

MOHEN, J.-P. *Les sciences du patrimoine. Identifier, conserver, restaurer*. Paris : Odile Jacob, 1998.

MORICEAU, J.-M., MADELINE, P. *Un paysan et son univers de la Guerre au Marché commun*. Paris : Belin, 2010.

MORICEAU, J.-M., MADELINE, P., BOURDON, J.-P. *Chroniques paysannes. Du Moyen-Âge au XX^e siècle*. Paris : Champ libre, 2010.

MORICEAU, J.-M. *Histoire du méchant loup : 3 000 attaques sur l'homme (XV-XX^e siècle)*. Paris : Fayard, 2007.

MORICEAU, J.-M. *Terres mouvantes, les campagnes françaises du féodalisme à la mondialisation, XII^e-XIX^e*. Paris : Fayard, 2002.

MORIN, E. *Terre-patrie*. Paris : le Seuil, 1999.

MORIN, E. *Commune en France : la métamorphose de Plodémet*. Paris : Fayard, 1967.

MOSELLY, É. *Des grenouilles dans la mare*. Paris : Albin Michel, 1920.

MOULIN, A. *Les paysans dans la société française de la Révolution à nos jours*. Paris : Seuil, 1988.

MOULINIER, P. *Politique culturelle et décentralisation*. Paris : L'Harmattan, 2002.

MOULINIER, P. *Les politiques publiques de la culture en France*. Paris : P.U.F, 1999.

MOULINIER, P. *L'évaluation au service des politiques culturelles*. Paris : la Documentation française, 1994.

MOURET, J.-N. *Les outils de nos ancêtres*. Paris : Hatier, 2001

MOYNET, A. *Outillage de précision et fournitures générales établissements A. Moynet*. Paris : A. Moynet, s. d.

MOYSEN, C.-H. *Traité et description d'instruments aratoires*. Paris : Librairie Bouchard-Huzard, 1851.

MÜLLER, P. *Le technocrate et le paysan. Essai sur la politique française, de la modernisation de l'agriculture, de 1945 à nos jours*. Paris : l'Atelier, 1984.

Musée cantonal folklorique de Beaujeu. *Catalogue*. Villefranche : éd. du Cuvier, 1947.

Musée d'Aquitaine Histoire et ethnographie régionale. *L'Aquitaine de 1715 à nos jours*. Bordeaux : Musée d'Aquitaine, 1986.

MNATP. Petits guides des grands musées : du blé au pain, n°101, 02/1986 ; le vin et le grain, n°121, 06/1988 ; le maréchal forgeron de village, n°119, 12/1988.

Musée national des techniques. *Guide des collections*. Paris : Cnam, 1960.

Musées, écomusées et territoires. *Géographie et cultures*. Paris : L'Harmattan, 1995, n°1.

Muséologie et ethnologie. Paris : Ministère de la culture et de la communication, Réunion des musées nationaux, 1987.

Muséum de Lyon. *La vache folle au Muséum, un choix stratégique. Exposition : la vache folle. Du 23 novembre 2000 au 25/02/2001* [en ligne]. [Consulté le 30/12/2013]
 Disponible à l'adresse : http://www.museum-lyon.org/expo_temporaires/archives_00/dss3t1/s3t1p11.htm

MUSSET, D. Lavandes et plantes aromatiques en Haute-Provence : une exposition au cœur de projets de développement local. *In* : Fédération des Écomusées et des musées de société. *Transmission, trans-missions. Écomusées et musées de société entre rupture et continuité. 2^{ème} rencontres professionnelles*. Besançon : FEMS, 2006, p. 91-95.

NALLET, H. *L'Europe gardera-t-elle ses paysans ?* Paris : Fondation Jean Jaurès, 2010.

NAUDIN, J.-B, VILLERS, C. *La France paysanne*. Paris : SCALA, 2001.

NÉMERY, J.-C., RAUTENBERG, M., THURIOT, F. *Stratégies identitaires de conservation du patrimoine*. Paris : L'Harmattan, 2008.

NESTELHUT, S. *Le musée forestier d'Hossegor et Pierre Toulgouat (1938-1947)*. Mémoire de DEA, Université Michel-de-Montaigne Bordeaux III, 05/2001.

NIEDDU, M. *Dynamiques de longue période dans l'agriculture productiviste et mutations du système agro-industriel français contemporain*. Thèse en économie de doctorat : Reims, 1998.

NOËL, M.-F. Du musée d'ethnographie du Trocadéro au Musée national des arts et traditions populaire. *In* : *Muséographie et ethnologie*. Paris : RMN, 1987, p. 140-151.

NORA, P. (dir.). *Les lieux de mémoire*. Trois volumes. Paris : Gallimard, 1984-1992.

Nordiska Museet under 125 ar. Stockholm : Nordiska Museet förlag, 1998.

NOULIN, J. *Moissonneuses-batteuses françaises : 1905-1985*. Antony : ETAI, 2006.

NOURISSIER, F. *Le Musée de l'Homme*. Paris : Gallimard, 2002.

Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques (OPCST). *Jardins botaniques 2010. Enquête 2011 et données 2010*. Dijon : 2012, Office de coopération et d'information muséales.

Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques (OPCST). *Muséums 2010. Plateforme OCIM-Muséums. Données 2010*. Dijon : 2012, Office de coopération et d'information muséales.

Observation, développement et ingénierie touristique (ODIT). *Réussir son projet de développement touristique en espace rural. Questions clés et illustration par 17 portraits clés de territoires*. Paris : la Documentation française, 2008.

Office Régional Culturel de Champagne-Ardenne (ORCCA) *Animer et valoriser le patrimoine*. Épernay : ORCCA, 2007.

ORGOGOZO, C. *Le musée d'Aquitaine à Bordeaux*. Musées et monuments de France et Fondation Paribas, Ville de Bordeaux : Albin Michel, 1992.

ORIGET du CLUZEAU, C., TOBELEM, J.-M., KNAFOU, R. *Culture, tourisme et développement. Les voies du rapprochement*. Paris : L'Harmattan, 2009.

ORIGET du CLUZEAU, C. *Le tourisme culturel*. Paris : Puf, 2007.

- ORY, P. *L'Histoire culturelle*. Paris : Presses universitaires de France, 2004.
- ORY, P. *La belle illusion, culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*. Paris : Plon, 1994.
- ORY, P. *L'aventure culturelle française* Paris : Flammarion, 1989.
- ORY, P. *L'entre-deux-Mai, Histoire culturelle de la France, mai 1968-mai 1981*. Paris : éd. du Seuil, 1983.
- PAILLET, A. *Archéologie de l'agriculture moderne*. Paris : Errance, 2005.
- PANNET, R. *Le catholicisme populaire*. Paris : le Centurion, 1974.
- PARAIN, C. *La Méditerranée. Les hommes et leurs travaux*. Paris : Gallimard, 1936.
- Patrimoine et passions identitaires : actes des entretiens du patrimoine, Théâtre national de Chaillot, Paris, 6-08/01/1997*. Paris : Fayard, Caisse nationale des monuments historiques et des sites/Éd. du Patrimoine, 1998.
- PASTOUREAU, M., COFFE, J.-P. (Préf.). *Le cochon*. Paris : Gallimard, 2013.
- Patrimoine et paysage. Actes des rencontres départementales du patrimoine de Seine-et-Marne*. Lyon : éd. Lieux-Dits, 2009.
- PASQUIER, R. *Réussir la Région au service du citoyen, de la croissance et de la République*. Paris : Institut de la gouvernance territoriale, 2014.
- PAUTARD, J. *Les Disparités régionales dans la croissance de l'agriculture française*. Paris : Gauthier-Villars, 1965.
- PAXTON, R. *La France de Vichy, 1940-1944*. Paris : Le Seuil, 1973.
- PAYET, A. *Archéologie de l'agriculture en Bourbonnais. Paysages, outillages et travaux agricoles de la fin du Moyen Âge à l'époque industrielle*. Paris : Créer, 1996.
- PELLETIER, G. *La Mise en réseau des musées. Étude de cas : le réseau des musées associés de la conservation du patrimoine de l'Isère*. DESS : Direction de projets culturels. Formation des cadres culturels territoriaux. Grenoble : Institut d'Études politiques, Université Pierre Mendès France Grenoble 2, 2001.
- PEDELMAS, P., MICHELET, C. *Paysans*. Toulouse : Privat, 2006.
- PEREZ-VITORIA, S. *Les paysans sont de retour*. Arles : Actes Sud, 2005.
- PÉRICARD, M., BÉRIOT, M. *La France défigurée*. Paris : Stock, 1973.
- PERRIER-CORNET, P. *Repenser les campagnes*. La Tour-d'Aigues : l'Aube, 2002.
- PLINE l'Ancien. *Histoire naturelle*. Paris : Ernout et al., 1947.
- PIERCY, P. *La France, le fait régional*. Paris : Hachette, 2014.
- PINGAUD, M.-C. *Paysans en Bourgogne. Les gens de Minot*. Flammarion : Paris, 1978.
- PITIÉ, J. *L'exode rural*. Paris : PUF, 1979.

- PITTE, J.-R. *Histoire du paysage français. De la préhistoire à nos jours*. Paris : Taillandier, 2006.
- PIZZORNI, F. *Lumières sur le Musée national des arts et traditions populaires*. Paris : MNATP, 2005.
- POIRRIER, P. (Textes réunis et présentés par) *La politique culturelle en débat. Anthologie, 1955-2012*. Paris : la Documentation française, 2013.
- POIRRIER, P. (dir.). *Politiques et pratiques de la culture*. Paris : la Documentation française, 2010.
- POIRRIER, P. (dir.). *L'État et la culture en France au XX^e siècle*. Paris : Librairie générale française, 2009.
- POIRRIER, P. Le patrimoine : un objet pour l'histoire culturelle du contemporain ? Jalons pour une perspective historiographique In : BOUDIA, S., RASMUSSEN, A., SOUBIRAN, S. (dir.). *Patrimoine et communautés savantes*. Rennes, Pur, 2009, p. 47-59.
- POIRRIER, P. (dir.), CHARTIER, R. (Postface). *L'histoire culturelle : « un tournant mondial » dans l'historiographie ?* Dijon : éd. Universitaires de Dijon, 2008.
- POIRRIER, P. *Les Enjeux de l'histoire culturelle*. Paris : Seuil, 2004.
- POIRRIER, P., VADELORGE, L. (dir.). *Pour une histoire des politiques de patrimoine*. Paris : Comité d'Histoire du ministère de la Culture, 2003.
- POIRRIER, P. *Les politiques culturelles en France*. Paris : la Documentation française, 2002.
- POIRRIER, P., RIOUX, J.-P. (dir.). *Affaires culturelles et territoires*. Paris : la Documentation française, 2000.
- POIRRIER, P. *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles. France (XIX^e-XX^e siècles)*. Paris : la Documentation française, 1999.
- POLÈSE, M., SHEARMUR, R., TERRA L. *La France avantagée. Paris et la nouvelle économie des régions*. Paris : Odile Jacob, 2014.
- POMIAN, K. *Collectionneurs, amateurs et curieux. Paris Venise : XVII^e-XVIII^e siècle*. Paris : Gallimard, 1997
- POULAIN, M. *Histoire des bibliothèques françaises. [IV], Les bibliothèques au XX^e siècle (1914-1990)*. Paris : Promodis-Éd. du Cercle de la librairie, 1992
- POULARD, F. TOBELEM, J.-M. *Les conservateurs de musées. Atouts et faiblesses d'une profession*. Paris : la documentation française, 2014.
- POULARD, F. POIRRIER, P. (Préf.) *Conservateurs de musées et politiques culturelles. L'impulsion territoriale*. Paris : la Documentation française. 2010.

- POULARD, F. *Les musées de collectivités, les conservateurs et la mise en œuvre des politiques culturelles*. Thèse de sociologie. Paris : Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2005.
- POULOT, D. *Musée et muséologie*. Paris : La Découverte, 2009.
- POULOT, D. *Une histoire du patrimoine en Occident XVIII-XXI^e siècle. Du monument aux valeurs*. Paris : PUF, 2006.
- POULOT, D. *Une histoire des musées de France. XIII^e-XX^e siècle*. Paris : La Découverte, 2005.
- POULOT, D. Quelle place pour la 'question du public' dans le domaine des musées ? *In* : DONNAT, O., TOLILA, P. (dir.). *Le(s) public(s) de la culture*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003, p. 103-123.
- POULOT, D. La question des publics. *In* : *Colloque Les publics, politiques publiques et équipements culturels. Auditorium du Louvre, 28, 29 et 30 novembre 2002*. Paris : DEP, OFCE-Sciences Po.
- POULOT, D. *Patrimoine et musées : l'institution de la culture*. Paris : Hachette, 2001.
- POULOT, D. (dir.). *Patrimoine et modernité*. Paris : L'Harmattan, 1998.
- POULOT, D. *Musée, nation, patrimoine (1789-1815)*. Paris : Gallimard, 1997.
- POULOT, D. *Bibliographie des musées de France*. Paris : CTHS, 1994.
- PRIVAT, J.-M. *Chroniques de folklore d'Arnold Van Gennep, recueil de textes parus dans le Mercure de France 1905-1949*. Paris : éd. du CTHS, 2001.
- Quels musées pour quelles fins aujourd'hui ?* Paris : la Documentation française, 1983.
- PUPIN, V. *Les approches patrimoniales au regard de la question de la prise en charge du monde*. Thèse de doctorat : Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement, 2008, Un vol.
- QUENTIN, C. *Musées et tourisme. Clefs pour un partenariat à l'usage des professionnels*. Paris : Ministère de la Culture et de la Francophonie, DMF, 1994.
- QUICHELBERG, S. *Inscriptiones vel tituli theatri amplissimi*. Munich : s.n, 1565.
- RAICHVARG, D. *Sciences pour tous*. Paris : Gallimard, 2005.
- RAICHVARG, D., JACQUES, J. *Savants et ignorants. Une histoire de la vulgarisation des sciences*. Seuil : Paris, 1991.
- RASSE P, NECKER, É. *Techniques et cultures au musée. Enjeux, ingénierie et communication des musées de société*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1997.
- RASSE, P. *Les Musées à la lumière de l'espace public. Histoire, évolution, enjeux*. Paris : L'Harmattan, 1999.

- RAUTENBERG, M. Évaluation et mise en valeur des patrimoines de l'agriculture dans les projets de développement : quels patrimoines pour quel développement ? *In* : *À propos du patrimoine agricole rhônalpin*. Lyon : DRAF/DRAC, Rhône-Alpes, 1998, p 21-23.
- RECHT, R. *Penser le patrimoine : mise en scène et mise en ordre de l'art*. Paris : Hazan, 2007.
- RECHT, R. *Le patrimoine : culture et lien social*. Paris : Presses de Sciences Po, 1998.
- REIGNIEZ, P. *L'outil agricole en France au Moyen-Âge*. Paris : Errance, 2002.
- Réinventer un musée : le Musée des arts et traditions populaires*. Centre d'Ethnologie française : éd. de l'École du Louvre, MNATP-CEF, 1999.
- REGOURD, M. (dir.). *Musées en mutation. Un espace public à revisiter*. Paris : L'Harmattan, 2012.
- RÉMY, J. *Qui est agriculteur ? Identité statistique, identité sociale et politique agricole. Les agriculteurs et la politique depuis 1971. Colloque*. Paris : Association française de science politique, 1987.
- RENAHY, N. *Le gars du coin : enquête sur une jeunesse rurale*. Paris : La Découverte, 2005.
- RENAN, E. *Œuvres complètes, T1*. Paris : Calmann-Lévy, 1947.
- RENAUT, J. *Un siècle de tracteurs agricoles. De la vapeur à l'électronique*. Paris : Terres agricoles, 2003.
- REPERANT, D., TROCHET, J.-P. *Maisons paysannes et petit patrimoine*. Paris : Chêne, 2006.
- Revue du Vivarais*. Actes du Colloque Olivier de Serres toujours actuel. Le Pradel, 18-20, 2009. Tome CXIV, n°1, 01-03/2010.
- REYNAUD, A. *Société, espace, justice*. Paris : PUF, 1981.
- RICHARD, B. *Le Conservatoire de l'agriculture : un musée de l'évolution des sociétés rurales Étude de l'évolution de la politique des expositions au Conservatoire de l'agriculture*. Master 2^{ème} année. Gestion Locale du Patrimoine Culturel. Orléans : IUP Orléans, 2008.
- RICCEUR, P. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : le Seuil, 2000.
- RICCEUR, P. L'écriture de l'histoire et la représentation du passé, *Le Monde*, 14 juin 2000.
- RIEG, A. *Le culte moderne des monuments : son essence et sa genèse*. Paris : Le Seuil, 1903.
- RIOUX, J.-P., SIRINELLI, J.-F. (dir.). *Pour une histoire culturelle*. Paris : Seuil, 1998.
- RIOUX, J.-P. *La vie culturelle sous Vichy*. Paris : Complexe, 1990.
- RISSE, J. *Histoire de l'élevage français*. Paris : L'Harmattan, 1994.

- RIVALS, C., (Préf. LE GOFF, J.) *Le moulin et le meunier. Mille ans de meunerie en France et en Europe*. Vol. 1 : *Une technique et un métier*. Vol. 2 : *Une symbolique sociale*. Roques sur Garonne : Empreinte Éditions, 2000.
- RIVET, G., CROCHET, B. *Travaux des champs. Les quatre saisons*. Antony : ETAI, 2008.
- RIVIÈRE, D., HELFRICH, C. *Écomusée de la Bresse bourguignonne. Guide de découverte*. Pierre-de-Bresse : Écomusée de la Bresse bourguignonne, 1993.
- RIVIÈRE, G., H. Nature et fonctionnement des chantiers intellectuels. In : *Musée d'art et d'Histoire de la ville Saint-Denis, Vingt dessins de Jean Amblard ; 6 octobre-2 décembre 1982*, [Catalogue] : Saint-Denis, 1982.
- RIVIÈRE, G., H. Musées et autres collections publiques d'ethnographie. In : POIRIER, J. *Ethnologie générale*. Paris : Encyclopédie de la Pléiade, 1968, p. 472-316.
- RIVIÈRE, G., H. Musée des arts et traditions populaires. In : *Musées nationaux : nouvelles acquisitions : 2 septembre 1939-02 septembre 1945*. Paris : Musées nationaux, 1945, p. 99-103.
- RIVIÈRE, G., H. *Le folklore paysan : notes et doctrine d'action*. 1942.
- RISSE, J. *Histoire de l'élevage français*. Paris : L'Harmattan, 1994.
- RIZZARDO, R. *La coopération entre les collectivités publiques*. In : *Institutions et vie culturelle*. Paris : la Documentation française, 1996.
- ROBERT, M. *Petit patrimoine et patrimoine culturel : guide d'étude et de valorisation*. RM consultant : La Béchadie 87800 Jourgnac, 1999.
- ROLLAND, A.-S., MARAUSKAYA, H. (dir.). *De nouveaux modèles de musées ? Formes et enjeux des créations et rénovations de musées en Europe XIX^e-XXI^e siècles.-* Paris : L'Harmattan, 2009.
- ROTHLISBERGER, F. (Préf. ESTROSI, C.) *Patrimoine et territoire, organiser de nouvelles coopérations, l'exemple des écomusées et musées de société*. Clermont-Ferrand : Sources, 2006.
- ROUPNEL, G. *Histoire de la campagne française*. Paris : Grasset, 1932.
- ROUSSET, C. *Objets de la ferme*. Sayat (63) : éd. De Borée, 2011.
- ROUVIER, A. *1870-1914-1940 Chroniques de trois invasions. Somme-Vesle, village de « Champagne pouilleuse »*. Somme-Vesle : s.e. : s.d.
- ROUVIER, A. *Le relais de la Poste aux chevaux. Pont-de-Somme-Vesle. La Ferme de la Poste. Le lycée agricole de Somme-Vesle. Un même lieu au vent de l'histoire*. Somme-Vesle : s.e. : s.d.
- ROUX, d'E., CARTIER, C., FESSY, G. (Phot.). *Patrimoine industriel*. Paris : Scala/Éditions du patrimoine, 2000.

- ROYAL, S. *Pays, paysans, paysage. La réconciliation est-elle possible ?* Paris : Robert Laffont, 1993.
- ROYER, C. *Architecture rurale française : corpus des genres, des types et des variantes : Champagne-Ardenne.* Dié : À Dié, 2001.
- ROYER, C. *Vignoble et vigneron d'Arbois d'après les objets du musée de la vigne et du vin.* Besançon : CDDP, 1980.
- RUDEL, M. *La campagne autrefois.* Paris : Hoëbeke 2005.
- RUDEL, M. *Le village autrefois.* Paris : Hoëbeke, 2005.
- SADORGE, J.-L., CHEVALLIER, D., MORVAN, G., GAUCHET, S. *Quand le patrimoine fait vivre les territoires.* Paris : CNFPT, 1996.
- SAEZ, G. *Institutions et vie culturelles.* Paris : la Documentation française, 2004.
- SAIN, J. *Musée-laboratoire rétrospectif du groupe VII : Agriculture, à l'Exposition universelle internationale de 1900 à Paris.* Saint-Cloud : Belin frères, 1900.
- SAINT PULGENT, M. de. (dir.). *Jack Lang, batailles pour la culture. Dix ans de politiques culturelles.* Paris : la Documentation française, 2013.
- SAINT PULGENT, M. de. *Le Gouvernement de la culture.* Paris : Gallimard, 1999.
- SALLES, G. *Le regard.* Paris : Plon, 1939.
- SALLOIS, J. *Les musées de France.* Paris : PUF, 2008.
- SALMONA, M. *Les paysans français. Le travail, les métiers, la transmission des savoirs.* Paris : L'Harmattan, 1994.
- SALMONA, M. *Souffrances et résistances des paysans français.* Paris : L'Harmattan, 1994.
- SAUTY, F. *Écomusées et Musées de Société au service du Développement local, utopie ou réalité ?* Besançon : Fédération des Écomusées et des Musées de Société, 2001.
- SCHÄER, R. *L'invention des musées.* Paris : Gallimard, 1993.
- SCHÄRER, M., R. *L'invention des musées.* Paris : Gallimard/Réunion des musées nationaux, 2007.
- SAUVY, A. *Histoire économique de la France entre les deux guerres (Trois tomes).* Paris : Fayard, 1965 à 1975.
- SCHLEBECKER, J., T., PETERSON, G., E. *Living historical farms handbook.* Washington, D.C. : Smithsonian Institution Press, 1972.
- SCHNEIDER, M. *Le Musée Alsacien de Strasbourg.* Strasbourg : Musées de la ville de Strasbourg, 2007.

- SCHNITZLER, B. *Des collections entre France et Allemagne. Histoire des musées de Strasbourg*. Strasbourg : Musée de la Ville de Strasbourg, 2009.
- SÉBILLOT, P. *Le folklore de France*. Paris : Maisonneuve et Larose, 1968
- SÉBILLOT, P. L'ethnographie traditionnelle et les musées cantonaux. In : *Annuaire des musées cantonaux*. Paris : s.e, 1885.
- SEBILLOTTE, P. *Les mondes de l'agriculture. Une recherche pour demain*. Paris : INRA éd., 1996.
- SEGALEN, M. *Vie d'un musée 1937-2005*. Paris : Stock, 2005.
- SÉRÉNA-ALLIER, D. Histoire de musées. *Histoires de vie*. Arles : Museon Arlaten, 2002.
- SERRES, (De), O. *Le théâtre d'agriculture et mesnage des champs*. Paris : 1600.
- SERREAU, C. *Agir globalement ; penser localement*. Paris : Grignon, 2010.
- SHERLAN, D., J. *Museums and difference*. Daniel J. Editor, 2010
- SIGAUT, F. [en ligne]. [Consulté le 25/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.francois-sigaut.com/>
- SIGAUT, F. *Comment Homo devint faber*. Paris : CNRS éd., 2012./
- SIGAUT, F. Les techniques et l'histoire ; d'où vient l'incompatibilité ? In : BEAUNE (de), A. (dir.). *Écrire le passé, la fabrique de la préhistoire et de l'histoire à travers les siècles*. Paris : CNRS éd., 2010, p. 251-260.
- SIGAUT, F. Le labour, qu'est-ce que c'est ? In : BOURRIGAUD, R., SIGAUT, F. *Nous labourons*. Nantes : Centre d'histoire du travail, 2007, p. 21-27.
- SIGAUT, F., DUPLAN, J.-M., BOCHET, N. *Les bœufs au travail. Journée d'étude de la société d'Ethnozootechnie. Paris École des hautes études en sciences sociales, 17 octobre 1977*. Clermont-Ferrand : Société d'ethnozootechnie, 1997.
- SIGAUT, F. *Les Réserves de grains à long terme*. Paris : éd. de la M.S.H., 1978.
- SIGAUT, F. *L'agriculture et le feu*. Paris : Mouton, 1975.
- SIMARD, C. *Économuséologie : comment rentabiliser une entreprise culturelle*. Thèse de doctorat en ethnologie. Université de Laval. Laval : 1986.
- SION, J. *La France méditerranéenne*. Paris : Armand Colin, 1934.
- SIRE, A.-M. *La France du patrimoine : les choix de la mémoire*. Paris : Gallimard, 1996.
- SILVÈRE, A., HELIAZ, P.-J. (Préf.). *Le cri d'un enfant auvergnat. La rudesse d'une enfance paysanne à la Belle Époque*. Paris : Plon, 1993.
- SIRINELLI, J.-F. *Comprendre le XX^e siècle français*. Paris : Fayard, 2005.
- SOUCHON, R., D. MITTERAND, D. (Préf.). *Le défi rural*. Paris : Nathan, 1985.
- SOULET, J. G. *L'histoire immédiate*. Paris : PUF, 1994.

STEPHAN, B. *Paysans, mémoires vives : récits d'un monde disparu, 1900-2000. Récits d'un monde disparu*. Paris : Autrement, 2006.

SZTEINSZNAIDER C., GENET-DELACROIX M.-C. (Directeur de stage). *Rapport de stage, Museon Arlaten (9 juin-9 septembre 1997)*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1996, 1997.

Techniques de production : *l'élevage*, guides ethnologiques 4/5, éd. des Musées nationaux, Paris, 1971.

Techniques de production : *l'agriculture*, guides ethnologiques 4/5, éd. des Musées nationaux : Paris, 1971.

TENEUR-VAN DAELE, M., Musée de plein air de Lille-Métropole. *Patrimoine rural et métiers traditionnels du Nord de la France*. Tournai : La Renaissance du Livre, 2004.

Territoires de la mémoire. Les collections du patrimoine ethnologique dans les écomusées. Actes du colloque : écomusées et musées de société : pour quoi faire ? Besançon : éd. Fédération des Écomusées et des Musées de Société, 1992.

TERRISSE, M. *Le musée dans tous ses états*. Paris : éd. Complicités, 2013.

Textes et documents pour la classe (TDC). *Les paysans en France*. 15 09/2012. n°1040.

THÉRON de MONTAGNE, L. *L'agriculture et les classes rurales dans le pays toulousain depuis le milieu du XVIII^e siècle*. Paris-Toulouse : 1869.

THIESSE, A.-M. *Faire les Français. Quelle identité nationale ?* Paris : Stock, 2010.

THIESSE, A.-M. *La création des identités nationales en Europe XVIII-XX^e siècle*. Paris : Seuil, 2001.

THIESSE, A.-M. *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*. Paris : éd. de la MSH, 1997.

THIESSE, A.-M, CUISENIER, J. *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*. Paris : PUF, 1991.

THURIOT, F. *L'offre artistique et patrimoniale en région. Proximité et rayonnement culturels*. Paris : L'Harmattan, 2004.

THURIOT, F. *Culture et territoire. Les voies de la coopération*. Paris : L'Harmattan, 1999.

THURIOT, F. *Décentralisation culturelle et territoires*. Thèse de droit public. Reims : Université de Reims Champagne-Ardenne : 1998.

TOBELEM, J.-M. *Le Nouvel âge des musées. Les institutions culturelles au défi de la gestion*. Paris : Armand Colin, 2010

TODD, O. *André Malraux : une vie*. Paris : Gallimard, 2001.

- TRICAUD, A. Mouvements de culture populaire, éducation populaire et création du musée des arts et traditions populaires. *In* : Coll. *Du Folklore à l'ethnologie : institutions, musées, idées en France et en Europe de 1936 à 1945. Colloque du 19-21/03/2003*. Paris : MNATP/Centre d'ethnologie française, 2003. Résumés des communications, page unique.
- TROCHET, J.-R., PÉRU, J.-J., ROY, J.-M. *Jardinages en région parisienne du XVII^e au XX^e siècle*. Grane : Creaphys, 2003.
- TROCHET, J.-R. *Géographie historique de la France*. Paris : PUF, 1997.
- TROCHET, J.-R. *Aux origines de la France rurale, outils, pays et paysages*. Paris : CNRS éd., 1993.
- TROCHET, J.-R. *Catalogue des collections agricoles araires et autres instruments aratoires attelés symétriques. Musée national des arts et traditions populaires*. Paris : Réunion des musées Nationaux, 1987.
- TROCHET, J.-R. *Du blé au pain*. Musée national des arts et traditions populaires : Paris, 1986.
- TRONQUOY, P. *Les politiques culturelles*. Paris : la Documentation française, 2009.
- VADELORGE, L. Le patrimoine comme objet politique. *In* : *Pour une histoire des politiques du patrimoine*. Paris : la Documentation française, 2003, p. 11-24
- VALLAUD, D. *Les Paysans. Vivre à la campagne*. Paris : Taillandier, 2007.
- VALLERANT, J. Rivière Georges-Henri (1897-1985). *Encyclopedia Universalis* [en ligne]. [Consulté le 29/09/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.universalis-edu.com/encycopedie/georges-henri-riviere/>
- VASCHALDE, H. *Olivier De Serres, seigneur du Pradel, sa vie et ses travaux*. s.n : Uhlan presse, 1886.
- VERNIÈRES, M. *Patrimoine et développement. Études pluridisciplinaires*. Paris : éd. Karthala, 2011.
- VIGREUX, J. *Le Clos du Maréchal Pétain*. Paris : PUF, 2012.
- VIRASSAMY, C., MOSBAH, K. *Les pôles d'économie du patrimoine*. Paris : la Documentation française, 2002.
- VIVIER, N. *Élites et Progrès agricole, XVI^e-XX^e siècle*. Rennes : PUR, 2009.
- VUE, B. *Histoire des paysages*. Paris : éd. Errance, 2012.
- WEBER, E. *La France de nos aïeux*. Paris : Fayard, 2005.
- WEBER, E. *Peasants into Frenchmen : the modernization of rural France (1880-1914)*. Stanford University Press : 1976.

Rapports et documents techniques

Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES *Rapport d'évaluation du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)*). Paris : 03/2011.

Association Générale des Conservateurs. Le livre blanc des musées de France, Musées et collections publiques. *Revue Musées et collections publiques de France*, vol. 3, n°260, 2001.

BADY, J.-P. *Patrimoine et décentralisation*. Paris : Rapport au ministère de la Culture et de la Communication, 2002.

BENHAMOU F., THESMAR D. *Valoriser le patrimoine culturel de la France. Rapport*. Paris : Conseil d'Analyse Économique, 2011.

BENZAID, R. *Rapport sur l'ethnologie de la France : besoins et projets, octobre 1979*. Paris : la Documentation française, 1980.

BLANDIN, M.-C. *Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication n°678 (2013-2014)*. Sénat : Paris, 02/07/2014.

BOSSEBOEUF, C. *Les musées territoriaux un enjeu de structuration et de développement des territoires*. [en ligne]. [Consulté le 17/10/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.asrdlf2013.org/IMG/pdf/C_-_Bosseboeuf_-_Les_musees_territoriaux_un_enjeu_de_structuration_et_de_developpement_des_territoires.pdf

BROCHOT, A., DELFOSSE, C., ETCHEVARRIA, O., PILLEBOUE J. *Culture régionale : territorialité, dynamiques, enjeux. Dynamique sociale et recomposition des espaces. Rapport au ministère de la Culture et de la Communication*. Paris : Ladys, 2001.

Cellule « Inventaire scientifique des collections ethnographiques ». *Plaquette de présentation*. Mission du Patrimoine ethnologie : Paris, 1994.

Conseil économique, social et environnemental (CESER) *Développer le tourisme de patrimoine en Champagne-Ardenne*. Châlons-en-Champagne : CESER, 2013.

CHEVALLIER, D. (Coord.). *Tradition 96. Programme*. Paris : Mission du patrimoine ethnologique, s.d.

CHIVA, I. *Une politique pour le patrimoine culturel rural. Rapport présenté à M. Jacques TOUBON, Ministre de la Culture et de la Francophonie*. Paris : la Documentation française, 1994.

CHIVA, I. « Le patrimoine ethnologique : l'exemple de la France. » *In* : *Encyclopaedia Universalis*, [Symposium]. Paris : 1990, p. 229-249.

CHIVA, I. Un prototype, un constat, les musées d'ethnologie. In : *Constituer aujourd'hui la mémoire de demain*. Actes du colloque de Rennes (décembre 1984). Musée de Bretagne et MNES, p. 9-13.

Conseil de l'Europe. *Le patrimoine et au-delà*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 12/2010.

Conseil de l'Europe. Quelles politiques pour le patrimoine industriel ? Patrimoine architectural, *Rapports et études*, n°6, Conseil de l'Europe, ICOMOS, Strasbourg, 1987.

Conseil international des musées (ICOM). *Statuts, code de déontologie professionnelle*. -Paris : Conseil international des musées, 1990.

Constituer aujourd'hui la mémoire de demain. Actes du colloque de Rennes. Rennes : Musée et Bretagne et MNES, 1988.

Cour des comptes. *Les musées nationaux après une décennie de transformations 2000-2010*. Rapport public du 30 mars 2011.

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Champagne-Ardenne. Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale et du Pays de Châlons-en-Champagne. Agence d'Urbanisme et de Développement de l'agglomération et du pays de Châlons-en-Champagne. *Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Châlons-en-Champagne : un territoire essentiellement tourné vers les grandes cultures*. 2014, 8 p.

Direction de l'administration générale. Sous-direction des affaires juridiques. *Protection des trésors nationaux. Recueil des travaux préparatoires de la loi n°2000-643 de juillet 2000 relative à la protection des trésors nationaux*. Paris : Centre de documentation juridique et administrative. Octobre 2000.

DUPERRAY, E. ; CHASTEL, S., ARAMEL, P. [et al.]. *Petit Guide à l'usage des propriétaires ou affectataires pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine mobilier rural*. Arles, Actes Sud ; Département du Vaucluse, 2014.

GRAVARI-BARBAS, M. *Nouveaux défis pour le patrimoine culturel. Rapport final. Synthèse des travaux du Consortium PA.TER.MONDI*. Paris : Université Paris1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

GRÉGOIRE (abbé). *Rapport et projet de décret, sur les moyens d'améliorer l'agriculture en France, par l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département, présentés à la séance du 13 de premier mois de l'an deuxième de la République française, au nom des comités d'aliénation et d'instruction publique*. Paris : An II, imprimerie nationale.

GRÉGOIRE (abbé). *Décret instituant le conservatoire national des arts et métiers*. Convention nationale. Addition à la séance du 19 vendémiaire An III. Le Moniteur, tome XXII.

HAUSER, H. *Notre agriculture : s'industrialiser ou mourir. Rapport général d'une grande enquête sur la production française*. Paris : s.e, 1917.

HÉNIN (S.). *Rapport*. Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, Paris : 1982.

HÉRITIER-AUGÉ, F. (dir.). *Les musées de l'Éducation nationale, Mission d'étude et réflexion, rapport au ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale*. Paris : la Documentation française, 1991.

HUDSON, K. *Musée et patrimoine européen, trésor ou outil ? Rapport au Conseil de l'Europe*. Salzbourg, 1990.

HUGOT (J.-P.). *Conditions de création d'une fondation du patrimoine français : rapport au ministre de la Culture et de la Francophonie*. Paris : ministère de la Culture et de la francophonie, 1994.

KANCEL, S., DURIEUX, B., ITTY, J., WEILL, M. – *L'apport de la culture à l'économie en France. Rapport*. Paris : Inspection générale des finances, Inspection générale de la Culture, 2013.

LACROIX, C. *Statistiques de la culture : chiffres clés. Édition 2012*. Paris : ministère de la Culture et de la Communication, 2013.

MEYRAN, R. *Folklore, « genres de vie » et Révolution nationale. Les revues d'ethnologie et l'ethnologie dans les revues sous le Régime de Vichy (1940-1944)*. Rapport pour la mission du patrimoine ethnologique. Avril 2002.

Ministère de la Culture et de la communication. *10 ans de récolement. Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art*. Paris : la Documentation française, 2009.

Ministère de la Culture. *Le patrimoine*. Paris : la Documentation française, 1992.

Ministère de la Culture et de la Communication. *Muséologie et ethnologie*. Paris : Réunion des musées nationaux, 1987.

Ministère de la Culture. Direction des musées de France. *Faire un musée, comment conduire une opération muséographique ?* Paris : la Documentation Française, 1986.

Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative. *Programme de Terminale ES, L. Regards historiques sur le monde actuel. Thème 1- Le rapport des sociétés à leur passé. Problématiques générales du thème*. Paris : éduscol, 2012.

MONGOLFIER, (de), A. *Rapport à monsieur le président de la République sur la valorisation du patrimoine culturel*. Paris : Sénat, 8 octobre 2010.

Musée du Vin de Bourgogne. *Plan de récolement décennal*. 2012.

Musées en quête d'identités. Actes des rencontres du Compa. 10 décembre 2003.

NICOUX, R., BAILLY, G. *L'avenir des campagnes. Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective. N°271 (2012-2013), 22/01/2013.*

NEUFCHÂTEAU, F. *Premier rapport fait à la société sur le perfectionnement des charrues ... Mémoires d'Agriculture, d'économie rurale et domestique, publiés par la société impériale d'Agriculture du département de la Seine. 1802 (An X), 3 p. 400-401.*

OLIVIER, M., LELEUX, J.-P. *Rapport au nom de L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur faire connaître et partager les cultures scientifiques, technique et industrielle : un impératif. Sénat : Paris, 2014.*

PITTE, J.-R. *Rapport d'étape préalable à la restructuration du Musée national des arts et traditions populaires en vue de la création d'un Musée des Français. Paris : MNATP, 1995.*

Plan pour le tourisme rural présenté au CIDAR le 18/02/1993. Annexe technique « patrimoine culturel de la civilisation paysanne ».

PONCELET, J.-F., BELOT, C. *Le nouvel espace rural français. Rapport d'information au Sénat. Paris : Sénat, 2008.*

Programme d'aide à la recherche en muséologie des sciences et techniques REMUS. *La muséologie des sciences et des techniques. [Actes du colloque des 12 et 13 décembre 1991, Paris]. Dijon : OCIM, 1992.*

Quelles politiques pour le patrimoine industriel ? Rapports et études du Conseil de l'Europe n°6, Strasbourg, 1987.

Plan pour le tourisme rural présenté au CIDAR, Annexe technique « patrimoine culturel de la civilisation paysanne. » 18 février 1993.

Rapport de monsieur le professeur d'agriculture, concernant les champs de démonstration, d'expériences et de recherches établis dans la Marne en 1887 et l'installation du laboratoire et du musée agricole. Châlons-sur-Marne, 1888.

RECOURS, A. *Rapport d'information sur les musées. Paris : Assemblée nationale, 25 mai 2000.*

RIBOUD, A. *Modernisation mode d'emploi : rapport au Premier ministre. Paris : Union générale d'éditions 1987.*

RIVIERE, G., H. *Le folklore français. Notes de doctrine et d'action. Paris : Études agricoles d'économie corporative, 1942.*

SCHMITT, P. *Projet pour l'Écomusée d'Alsace. Ungersheim, 2009.*

VITAL, C. *Le Livre Blanc des Musées de France, État des lieux et propositions. Rapport. Paris : Association Générale des Conservateurs des Collections Publiques de France (AGCCPF). 2011.*

WANDER, É. *Projet scientifique et culturel pour l'Écomusée du Perche*. Sainte-Gauburge, 2010.

Périodiques

Archéologie Industrielle en France. N°28, juin 1996.

Agrimuse. Le courrier des musées d'agriculture et du patrimoine rural. Paris : Association Française des musées d'agriculture et du patrimoine rural (AFMA), n°1 (janvier-mars/2006). Trimestriel, Paris, AFMA. Suite de la *Lettre de l'AFMA*. Paris : Association française des musées d'agriculture, 1983-2005.

Bulletin de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (SACSAM), n°26, 2009.

Barbizier, Folklore comtois. Besançon : Folklore comtois, 1947-.

Betteravier français. SEDA (Société d'Édition et de Documentation Agricole), 1946-.

Courrier des habitants, Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims (PNRMR), 1978-1991, trimestriel, Syndicat mixte de gestion du PNRMR.

Folklore de Champagne. 140 numéros. Société des Amateurs de Folklore et Arts champenois (SAFAC), Troyes, 1958-1996.

Folklore paysan. Assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture. Paris, mensuelle, 1938-1939.

Historia. (1909-) Terroir. Chroniques millénaires de nos campagnes. Mars 2013, n°795.

Fédération régionaliste française. *L'Action régionaliste : organe de la Fédération régionaliste française*. Paris : F.F.R., 1902-1968, mensuel, trimestriel.

In situ n°5, 2004, le patrimoine rural.

L'Écho républicain (1888 : *La Dépêche*, 1922 : *l'Écho Républicain de la Beauce et du Perche*).

La France agricole. Paris : Groupe France agricole. Hebdomadaire, 1946-.

La Lettre de l'OCIM. Office de coopération et d'information muséographiques. 2000, n°1 1988.

La Lettre du comité français de l'ICOM, Paris, Conseil International des Musées, 1946.

La Lettre de l'AFMA [diffusion en ligne], Paris : Association Française des musées d'agriculture et du patrimoine rural (AFMA), 2010-2014.

La Revue de l'Art. Centre national de la recherche scientifique, éd. Ophrys Paris : Flammarion, 1968-1985.

La Marne agricole. Groupe FDSEA 51, groupe Réussir : Reims, Hebdomadaire.

La revue des musées de France, revue du Louvre. Musée National du Louvre, Conseil des musées nationaux : Paris (2004-). Bimensuelle. En particulier : Marseille, ouverture du MuCEM, 06/2013, n°3.

L'Effort : le quotidien socialiste de la reconstruction nationale. Lyon, 1940-1944.

L'Union (1945-). Marne. Comité départemental de Libération Nationale. (1944-), quotidien.

La vie à la campagne. Mensuel, bimensuel, 1906-1966.

Le Folklore de France, actuellement réédité sous le titre *Croyances, mythes et légendes des pays de France*, établi par Francis Lacassin, éd. Omnibus, 2002.

Les cahiers du centre français du patrimoine immatériel. Maison des cultures du monde, 2013-
Mag'info. Le Mag'agri Marne. Marne, la révolution verte. Dossier spécial, 2011.

Maisons paysannes de France. Châtelain-Montligeon. 1971-. Trimestriel. Suite de *Maisons paysannes de France, résidences secondaires*, 1970-1971, suite de *Bulletin de l'Association Maisons paysannes de France*, 1966-1969.

Maisons paysannes de France, Patrimoine rural, Paris : Association Maisons Paysannes de France, n°105, 1992.

Marianne. Région par région, ville par ville ... Ces produits qui font la France. N°922-923. 19 décembre 2014-01 janvier 2015.

Mouseion, revue internationale de muséographie. 56 numéros. Office international des musées ; Institut international de coopération intellectuelle. Paris : Institut international de coopération intellectuelle, 1927-1947.

Musées de société. *Espaces* (revue). *Espaces*. 1996, n°142.

Joconde. Portail des collections des musées de France. Lettre d'information. [en ligne]. [Consulté le 15/03/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/joconde/fr/apropos/joconde-info-12.pdf>

Catalogue Joconde créé en 1975 regroupe les collections des Musées de France qui devient une base de données issue de la fusion de Joconde, Archéologie, ethnologie (recense les collections d'ethnologie, d'histoire et de sciences et techniques, en 2010, 437.000 notices).

Musées et collections publiques de France, Association Générale des Conservateurs des Collections Publiques de France. Paris : Person, 1954.

Tools and tillage (D, UK). Edited by Axel Steenberg, A. Fenton and G. Lerche, Copenhagen : GEC. Gad, 1968. International Secretariat of Research on the History of Agricultural Implements.

Tractorama, revue du patrimoine agricole. Chatenay-Malabry, Armada Concept, Bimensuel, 2006.

Vieilles maisons françaises, n°248, 03/2013, 1958-.

Articles

ABOU EL MAATY NAGWA, N. La fabrique des instruments agricoles de la ferme-école des Trois-Croix. *Histoire & Sociétés Rurales*, 2004, vol. 21, n°1, p. 115-132.

ALPHANDÉRY, P., BERGUES, M. Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot. *Ethnologie Française*. 2004, vol. 34, n°1, p. 5-12.

Musées des Granges de Servette. Association Arts & culture. *L'art en pleine nature*. s.d, s.l.

BABELON, J.-P, CHASTEL, A. La notion de patrimoine. *La Revue de l'Art*, 1980, n°49, p. 5-32.

BALASSA, I. Agriculture traditionnelle et histoire de l'agriculture dans les musées. *Museum Musées et agriculture*, 1972, vol. XXIV, n°3, p. 138-144.

BALLÉ, C. Les sciences et techniques, une tradition muséale. *La Revue. Musée des Arts et métiers*, 2010, n°51-52, p. 126-133.

BARDY, B. Connaissance et protection du patrimoine. *Bull.C.E.R.de Mende*, 1983, n°7. p. 44-55.

BARRAL, P. Depuis quand les paysans se sentent-ils français ? *Ruralia* [En ligne], 1998. [Consulté le 06/02/2012]. Disponible à l'adresse : <http://ruralia.revues.org/53>

BARRAL, P. Les agrariens français de Méline à Pisani. *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, 1968, n°164, p. 41-66.

BARRES, D. L'exposition de la maison rurale. Une expérience itinérante et militante 1947-1950. *Bulletin d'information de l'AFMA*, 1984, n°3, p. 4-18.

BEAUNE, de, S. Hommage à François Sigaut. *Carnets de la Maison de l'Archéologie et ethnologie René-Ginouvès*. [en ligne]. [Consulté le 15/03/2013]. Disponible à l'adresse : <http://mae.hypotheses.org/358>

BELAËN, F. Les expositions d'immersion. *La lettre de l'OCIM*. 2003, n°8, p. 27-31.

BERGER, Martine, GILLET, Chantal et ROBIC, Marie-Claire. L'étude des espaces ruraux en France à travers trois quarts de siècle de recherche géographique, *Strates* [En ligne], 9, 1997, [en ligne]. [Consulté le 23/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://strates.revues.org/634>

BERGER, D. Le groupe Lecoq mise sur l'avenir. *Matériel agricole*. 11/2008, p. 24-25.

Le Betteravier français. Vers une Agropole dans la Marne. N°561, 22 mars 1990.

- BLETON-RUGET, A. Quand l'ethnographie française passait par la Bourgogne. Le musée du terroir de Romanay et le Musée du Vin de Bourgogne à Beaune. *Cahiers d'histoire de la vigne et du vin Centre d'histoire de la vigne et du vin*. 2006, n°6, p. 65-89.
- BLETON-RUGET, A. La crise des années 1930 et les nouveaux usages du territoire : folklore et productions emblématiques. *Les Cahiers, Territoires contemporains, Producteurs de territoires. Conjonctures, acteurs, institutions XIX^e-XX^e siècles*, 2003, n°7, p. 73-84.
- BLOCH, M. *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Paris : Armand Colin, 1960 [1^{ère} édition 1949].
- BLOCH, M. Exposition en l'honneur du quatrième centenaire d'Olivier de Serres, Bibliothèque Nationale. *Annales d'histoire sociale*, [en ligne]. 1939, vol. 1, n°4, p. 447-448. 2 [en ligne]. [Consulté le 03/10/2012]. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_1243-2563_1939_num_1_4_3027_t1_0447_0000_
- BLOCH, M. Musées ruraux, musées techniques. *Les Annales d'histoire économique et sociale*, 1930, n°2, p. 248-251.
- BLOCH, M. Musées, expositions, iconographie économique. *Les Annales d'histoire économique et sociale*. 1930, vol 2, n°6, p 248-251.
- BONTRON, J-C. L'agriculture française à la croisée des chemins : quatre scénarios pour l'avenir. In : DELFOSSE, C., VAUDOIS, J. *Agriculture et territoire. Hommes et Terres du Nord*. 2000, n°4, p 193-200.
- BORIAS, G.-R. Une création désirable : le musée communal. *L'Effort : le quotidien socialiste de la reconstruction nationale*. 22 décembre 1943, n°1095, p. 2.
- BOURDIEU, P. Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France. Entretien avec Raphaël Lutz. *Actes de la recherche en sciences sociales*. Mars 1995, n°106-107.
- BOURDIEU, P. Les musées et leurs publics. *L'Expansion de la recherche scientifique*. 1964, n°21, p. 26-28.
- BOURGIN, P. L'abbé Garneret. L'hommage d'un disciple. *Barbizier*. 2002, n°26 spécial, p. 8-41.
- BOURSIER, J.-Y. La mémoire comme trace des possibles. *Socio-anthropologie*. 2002, n°12, 10 p. [En ligne]. [Consulté le 25/04/2013]. Disponible à l'adresse : <http://socio-anthropologie.revues.org/index145.html>
- BRAUDEL, F. Histoire et Sciences sociales : La longue durée. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 13^e année, 1958, n°4, p. 725-753.

BROMBERGER, C, MEYER, M. Cultures régionales en débat. *Ethnologie française*. 2003, vol. 33, n°3, p. 347-471.

BROMBERGER, C, MEYER, M. L'idée de région dans la France d'aujourd'hui. *Ethnologie Française*. 2003, vol. 33, n°3, p. 459-464. [en ligne]. [Consulté le 6/4/2013]. Disponible à l'adresse : www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2003-3-page-459.htm

Bulletin du canton de Marson. La Bertaugé musée agricole ou musée rural ? N°7, 28/08/2008.

CHARNIER, J.-F. Le panthéon du docteur Burckel. *Agrimuse*, 2006, n°2, p. 9.

CHARTIER, R. Le monde comme représentation, *Annales ESC*, novembre-décembre 1989, n°6, p 1505-1520.

CHAUMIER, S. L'identité, un concept embarrassant, constitutif de l'idée de musée. *Culture et Musées*. 2005, vol. 6, n°6, p. 21-42.

CHAUMIER, S. La passion patrimoniale dans les communes rurales. In : KREBS, A. *Problèmes politiques et sociaux* n°910. Le renouveau des musées. 2005, p. 64.

CHEVALIER, A. Une nouvelle conception des Musées d'Agriculture : le Musée agricole tchécoslovaque de Prague. D'après MOSCHELES, J. In : *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*. 11^e année, mai 1931, bulletin n°117, p. 305-309.

CHEVALIER, M., CORNET, P. L'Ardèche. Témoignage d'un élu. *Revue de géographie alpine*. 1986, Vol. 74, n°3, p. 351-354.

CHEVALIER, Y. Métamorphose de la Champagne crayeuse. Déboisement et équilibre biologique. *Nature, loisir et forêt*. Vol. XXIV, n°4, 1972. P.303-310.

CHEVALLIER, D., MOREL A. Identité culturelle et appartenance régionale. *Terrain*. 1985, n°5, p. 3-6.

CHIVA, I. Entretien avec Claude Lévi-Strauss : qu'est-ce qu'un musée des arts et traditions populaires, *Débat*, 1992, n°70, 05-08, p. 156-163.

CHIVA, I. Georges Henri Rivière : un demi-siècle d'ethnologie de la France. *Terrain*, 1985, n°5, p. 76-83.

CHOAY, F. Branly : un nouveau Luna Park était-il nécessaire ? *Urbanisme*. Septembre-octobre 2006, n°350, p. 57-64.

CLAUDE, G. (dir.) *Histoire du diocèse de Châlons*. Paris : Beauchêne, 1989.

COLARDELLE, M. Du folklore à l'ethnologie. Institutions, musées, idées en France et en Europe, 1936-1945. *Ruralia*. 2001-09, [En ligne]. [Consulté le 06/09/2008]. Disponible à l'adresse : <http://ruralia.revues.org/260>;

Collectionneurs et chineurs. Les Fiches. Métiers et vie rurale à Somme-Vesle 51. N°62, 19 juin 2009.

- COLLOMB, G. Les fêtes de battage et la production d'une image du travail paysan dans la France d'aujourd'hui. *Museum*, 1984, vol. XXXVI, n°3, p. 156-158.
- CONDETTE, J.-F. Les loisirs dirigés dans les collèges et les lycées (1937-1939). Stimuler l'innovation pédagogique locale en attendant la réforme éducative. *Histoire de l'éducation*, 2011/1, n°129, p. 5-38.
- CORNU. M., Statut des Musées de France. *Encyclopædia Universalis* [en ligne]. [Consulté le 15/12/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/statut-des-musees-de-france/>
- COUSSERAND, I. Musées d'entreprise : un genre composite. *Communication et organisation* 2009, n°35. [En ligne]. [Consulté le 06/04/2013]. Disponible à l'adresse : <<http://communicationorganisation.revues.org/829>>
- COUTELLE. M. Silence on ferme. *Agrimuse*, n°14, 2014, p. 10.
- COUTIN, P. Problèmes agricoles français. *Revue économique*. 1963, vol. 14, n°5. p. 625-633.
- CUISENIER, J. Que faire des arts et traditions populaires ? *Le Débat*. n°65, p. 150-164.
- CUISENIER, J., LANDAIS, H., LEVI-STRAUSS, C., DUCLOS, J.-C. *Ethnologie française*. Hommage à Georges Henri Rivière. Avril-juin 1986, T. 16, n°2, p 123-136.
- DAVALLON, J. Le musée est-il vraiment un média ? *Publics et musées*. Décembre 1992, n°2, p. 99-129.
- DEGEURCE, C. La rénovation du musée de l'École nationale vétérinaire de Maisons-Alfort. *Lettre de l'OCIM*. Janvier-février 2009, n°121, p. 5-11.
- DEGEURCE, C. Le patrimoine équestre des écoles nationales vétérinaires. *In Situ, la revue des patrimoines*. 2012, n°18, 8 p. [En ligne]. [Consulté le 6/4/2013]. Disponible à l'adresse : <http://insitu.revues.org/9645>
- DE JONG, A., SKOUGAARD, M. Les premiers musées de plein air. La tradition des musées consacrés aux traditions populaires. *Museum International*. 1992, n°175, vol. XLIV, n°3, p. 151-157.
- DE LAUBRIE, É. Exposer l'agriculture dans le nouveau MuCEM à Marseille. *Agrimuse*, n°14, 2014, p. 14.
- DELEAGE, A. Habitants, professionnels et élus, le partage du pouvoir dans les écomusées et musées communautaires. Une contribution à la 3^e rencontre internationale des écomusées et des musées communautaires, Santa Cruz, Rio de Janeiro, 13-17 septembre 2004. *Interaction-Online.com* [en ligne]. [Consulté le 03/11/2008]. Disponible à l'adresse : <http://www.interactions-online.com>.

DELFOSSÉ, C. L'appellation d'origine du Maroilles. Comment définir l'aire de production d'un fromage en liaison avec celle du pays ? *Ruralia* [en ligne]. 2004-15. [Consulté le 10/11/2009]. Disponible à l'adresse : <http://ruralia.revues.org/document1033.html>.

DELLEENBAC, P., LEGROS, J.-P. *Données historiques sur le développement du machinisme agricole en France*. Montpellier, Académie des sciences et lettres de Montpellier. Séance du 19 novembre 2001, conférence n°3763.

DEMANGEON, A. Maisons rurales de France et musées de plein air. *Folklore paysan*. 1939, n°2, p. 78-79.

DÉROCHE, G. La seconde bataille de Valmy. *Horizons d'Argonne*, juin 2014, n°91, p. 89.

DUCLOS, J.-C., MALLÉN, M. Transhumance et biodiversité : du passé au présent. *Revue de géographie alpine*. 1998, n°86/4, p. 99.

DUCLOS, J.-C. Images, mémoires et connaissances : à propos d'une collecte en Vercors. *Revue de géographie alpine*. 1990, Tome 78, n°4, p. 100-109.

DUFFAUD, F. Les musées d'agriculture et du patrimoine rural. *Agrimuse, le courrier des musées d'agriculture et du patrimoine rural*, juillet 2007-février 2008, p. 10-11.

DUMAS, G. L'enseignement primaire à Châlons-sur-Marne au XIX^e siècle, *Études marnaises*. 1981, p. 183-236.

DUPUIS, R. La patrimonialisation du monde rural : l'exemple du Compa, le Conservatoire de l'agriculture à Chartres. In : *Historiens Géographes*. (à paraître en 2016).

DUPUIS, R. Innovation muséographique et musées d'agriculture. In : *La lettre de l'OCIM* (à paraître en 2015).

DUPUIS, R. Innovation muséographique et musées d'agriculture. In : *La lettre de l'OCIM* Développement durable - Muséums et jardins botaniques au cœur des politiques territoriales, mai-juin 2015, n°159. <http://www.ocim.fr/lettre/developpement-durable-museums-et-jardins-botaniques-au-coeur-des-politiques-territoriales/>

DUPUIS, R. Note de lecture : CHANOIR, Y., PIOT, C. (dir.). Figures paysannes en France. Mythes, regards et sociétés. *Agrimuse* À paraître, 2014.

DUPUIS, R. Comprendre et expliquer la ruralité et l'agriculture, grâce au musée de La Bertaube en Champagne-Ardenne. In : *Historiens Géographes*. Juin 2011, n°414, p. 39-40.

DUPUIS, R. Comprendre et expliquer l'agriculture et la ruralité en Champagne-Ardenne grâce aux musées. [en ligne]. [Consulté le 07/01/2013]. Disponible à l'adresse : http://wheb.ac-reims.fr/ressourcesdatice/DATICE/hist_geo_ed_civ/musees_archives/musees_ruraux.pdf

- DUPUIS, R. Paysages objets de musées et musées sujets de paysage. In : BOUILLON, D. (dir.). *Analyse culturelle du paysage : penser le paysage*. Paris : CTHS, 2013
- DUPUIS, R. *Le phare de Verzenay. Un nouveau musée de la vigne en Champagne*. [en ligne]. [Consulté le 08/04/2013]. Disponible à l'adresse : http://www.ac-reims.fr/datice/bul_acad/hist-geo/bul20/verzen.htm
- EL GHAWAS, M., H. Le Musée de l'Agriculture, Dokki. *Muséum*. 1972, n°24, (3), p. 174-176.
- FABRE, C. Peut-on sauver l'Écomusée d'Alsace ? *Le Monde*, 28 septembre 2006.
- FARCY J.-C. Le monde rural face au changement technique : le cas de la Beauce au XIX^e siècle. *Histoire, économie et société*. 1983, 2^e année, n°1. Le changement technique contemporain : approches historiques, p. 161-184.
- FEBVRE, L. Réflexions sur l'histoire des techniques. In : *Vivre l'histoire*. Paris : Laffont, 2009.
- FEUILLEUX, F. Les tracteurs sont devenus intelligents. Interview d'Hubert Lecoq. *L'écho républicain*. 20 février 2011, 1 p.
- France agricole*. Monuments agricoles, les silos marquent le paysage. Ils intéressent aussi les historiens, les architectes et les artistes. 15 novembre 1995. P. 74.
- GABUS, J. L'objet témoin. *Muséum*, XVIII, 1965.
- GALICHET, J.-M. *Folklore de Champagne*. 1985, p. 3.
- GARNOTEL, J. Le développement de l'agriculture en Champagne crayeuse de 1945 à nos jours. *Économie rurale*, 1981, n°142, p. 36.
- GASQUET, H. Un musée de Village. *Revue du Touring-club de France*. 1942, p. 37.
- GAUDRON, G. Réorganisation des Musées de province. *Bulletin de la Société préhistorique française*. 1947, tome 44, n°11- 12, p. 368-372.
- GAZIELLO, C., MILLOT, P. Les modèles d'instruments agricoles au Musée national d'histoire naturelle. *Annales d'histoire des enseignements agricoles*. 1987, n°2, p. 3-15.
- GEORGEL, C. L'État et ses musées de province. *Le mouvement social*. Juillet-septembre 1992, n°160/3, p. 65-78.
- GUERMONT, Y. Identité territoriale. In : Hypergé. Mis à jour, le 13/07/2008. [en ligne]. [Consulté le 09/07/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article425#>
- GORGUS, N., CHABAUD, V. L'Heimatmuseum, l'écomusée et Georges Henri Rivière. In : *Publics et Musées*. L'écomusée : rêve ou réalité. 2000, n°17-18, p. 57-69.

- GRATIER SAINT-LOUIS, R, de. Du fléau à la batteuse : battre le blé dans les campagnes lyonnaises (XIX^e et XX^e siècles). *Ruralia*, 2000-06. [En ligne]. [Consulté le 06/09/2008]. Disponible à l'adresse : <http://ruralia.revues.org/139>
- GRODWHOL, M. Mémoires de l'Écomusée d'Alsace. In : <http://www.marc-grodwohl.com/> Meyenheimd : Marc Grodwohl, 2007-12. [en ligne]. [Consulté le 02/05/2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.marc-grodwohl.com/m%C3%A9moires-de-1%E2%80%99ecomus%C3%A9e-d%E2%80%99alsace/une-mus%C3%A9ographie-vivante-de-lagriculture-1986-2006>
- GRODWHOL, M. Ungersheim. *Barbizier*. 2002, n°26 spécial, p. 111-115.
- GRODWHOL, M. L'Écomusée de Haute-Alsace. *Terrain*. 1987, n°9, p. 100-109.
- GUILLAUME, M. La politique du patrimoine ... vingt ans après. *Labyrinthe*, 2000, 7, p. 11-20.
- GUILLAUMIN, A., CHAUDIN, V. La collection des modèles réduits d'instruments agricoles et horticoles du Museum. A propos d'une lettre inédite de A. Thouïn. *Bulletin du MNHN*, 2^e série, 1944, 16, p. 137-141.
- GUYONNET, M.-H. Une Provence « éternelle » : les musées félibréens ». *Ethnologie Française*. 2003. XXXIII, p. 391-397.
- GUIYOT-CORTEVILLE, J. L'Écomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines, acteur ou témoin de la ville nouvelle ? *Ethnologie Française*, 2003, n°93, p 69-80.
- HEINICH, N. L'inflation patrimoniale. *Terrain* [En ligne]. p. 15-38. [en ligne]. [Consulté le 07/07/2013]. Disponible à l'adresse : <http://terrain.revues.org/13855>
- HERZOG, A. Quand les géographes visitent les musées, ils y voient des objets de ... recherche. *L'Espace géographique*. 2004, tome 33, 2004/4, p.363-368.
- HIGGS, J., DRAKE, J. L'amélioration des ressources alimentaires : un rôle pour les musées. *Museum Musées et agriculture*, 1972, vol. XXIV, n°3, p. 138 -144.
- HUBERT, F. Du réseau de musées à l'écomusée. *Ethnologie française*. 1987, n°17, p. 67-74.
- HUBERT, F. Les Écomusées en France, contradictions et déviations. *Muséum*, 1985, n°148, p 186-190.
- JACOBÉIT, J. L'agriculture dans les musées. Hommage à Georges Henri Rivière. *Museum*. Les musées et l'agriculture dans les années 1980. 1984, vol. XXXVI, n°3, p. 124-125.
- JEWELL, A., CEASEY, J. La situation actuelle des musées ou des sections de musées consacrés à l'agriculture. Résultats d'une enquête internationale. *Muséum International*. 1972, Vol. XXIV, n°3, p. 150-162.

JEWELL A. Le Musée de la Vie rurale anglaise, Reading *Muséum International*. 1972, vol. XXIV, n°3, p 168-173.

KLERSCH, J. Un nouveau type de musée. La maison du Pays rhénan. » *Mouseion*, vol.35-36, p.7-46.

La Charente libre. Le musée des matériels agricoles aux oubliettes. 30 novembre 2011.

La Croix. La convivialité de la fête est une réplique à la fracture sociale. 15-16 août 1996.

La Croix. Des cultivateurs y préservent le patrimoine rural. Le musée agricole de Châlons-sur-Marne. 26 septembre 1980.

La Marne agricole. La Bertaugue : le musée agricole renaît. 10 juin 2005.

La Marne agricole. À L'Épine un musée du vieux matériel agricole de la Champagne et de l'Argonne. Juin 1977.

LACROIX, C. Fréquentation des établissements publics sous tutelle du ministère de la Culture et de la Communication 34 millions d'entrées en 2009. *Chiffres. Pratiques et publics*, 2010-5, p. 5.

LAGRANGE, A. Musée du Vin de Bourgogne à Beaune, salle des travaux de la vigne et du vin et des métiers auxiliaires : catalogue. In : COLOMBET, A. Le folklore de la vigne et du vin en Côte-d'Or. *Arts et traditions populaires*. 1965, vol. XIII, n°2, p. 107-216.

LAISNEY, C. Les agriculteurs dans la société française. *Analyse*. Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche. Centre d'études et de prospective. [en ligne]. Avril 2010, n°14 [Consulté le 07/02/2015]. Disponible à l'adresse : http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_analyse141004.pdf

LANDRIN, A. Les musées d'ethnographie. *Revue des Traditions populaires*. Mai 1888, vol. III, n°5, p. 241-246.

LANTIER, R. Le Chanoine Pierre-Marcel Favret (1875-1950). *Gallia*. Tome 7 fascicule 1, 1949, p. 102.

L'Écho républicain. Plantes rares, anciennes ou méconnues au Compa. 2014.

L'Écho républicain. Master chef de la ferme à ton assiette. 27 novembre 2014.

L'Écho républicain. Il faut que les gens aient une alternative pour les fêtes. 27 novembre 2013

L'Écho républicain. Le troc des enfants marche très fort. 19 novembre 2013.

L'Écho républicain. La poule nouvel animal de compagnie. 13 novembre 2013.

L'Écho républicain. Quatre jours de fête en famille au Compa. 20 septembre 2013.

L'Écho républicain. Une équipe de passionnés à remis en état de vieux modèles. 27 mars 2013.

L'Écho républicain. Toute la bibliothèque en ligne. 8 février 2013.

L'Écho républicain. Le Compa a présenté le Lanz bulldog après sa restauration. 21 janvier 2013.

L'Écho républicain. La fête de l'animal de ferme a commencé hier. 7 septembre 2012.

L'Écho républicain. De nombreuses animations programmées demain. 5 septembre 2012.

L'Écho républicain. Les gestes et travaux agricoles à travers la musique. 31 juillet 2012.

L'Écho Républicain. Les grands parkings gratuits de l'agglomération phagocytés par des automobilistes économes. 7 juillet 2012.

L'Écho républicain. Les œuvres de Jean Anguera au Compa. 5 mai 2012

L'Écho républicain. Images, histoire et paysage. 12 avril 2012.

LEFEBRE, B. Qui sont les « ethnologues du domaine français ? *Journal des anthropologues* [En ligne]. 2003, n°94-95 [consulté le 26/02/2013]. Disponible à l'adresse : <http://jda.revues.org/1936>

Le Figaro. Faut-il brûler les ATP ? Juillet 1990.

LELORRAIN, A-M. Le rôle de l'école laïque et des instituteurs dans la formation agricole, 1870-1970. *Histoire de l'éducation*. 1995, n°65, p. 51-69.

Le Monde. *Portraits : ils ont quitté la ville pour aller vivre à la ferme*. [en ligne]. [Consulté le 26/02/2013]. Disponible à l'adresse : [http://www.lemonde.fr/economie/visuel/2013/02/22/portraits-ils-ont-quitte-la-ville-pour-vivre-a-la-ferme_1834997_3234.html#xtor=EPR-32280229-\[NL_Titresdujour\]-20130223-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/economie/visuel/2013/02/22/portraits-ils-ont-quitte-la-ville-pour-vivre-a-la-ferme_1834997_3234.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20130223-[titres])

Le Monde. BOVÉ, J. « Culturellement, l'agriculture française n'existe plus. » Propos recueillis par CHABAS, C. 31 janvier 2012.

Le Monde. Le dégel des musées de province. 20 décembre 1976.

LÉVY, J., ROMANY, T., MAITRE, O. *La France recomposée*. École polytechnique fédérale de Lausanne. Laboratoire Chôros. [en ligne]. [Consulté le 22/11/2014]. Disponible à l'adresse : <file:///C:/Users/Richard/Desktop/La%20France%20recompos%C3%A9e%20%20Ch%C3%B4ros.htm>

LIÉVAUX, P. Pour une connaissance partagée du patrimoine rural. *In Situ*. n°5, 2004, p. 1-5. [en ligne]. [Consulté le 14/04/2013]. Disponible à l'adresse : <http://insitu.revues.org/2295>

LOYER, F. La notion de patrimoine a-t-elle encore un sens ? *Vieilles maisons françaises*, juillet-août 2010.

L'Union. La bible de la Bertaube, les souvenirs d'une centenaire : Le Musée de la Bertaube rend hommage à Suzanne Hebert-Barrat. 5 novembre 2009.

L'Union. Les souvenirs d'une centenaire. 3 octobre 2009.

L'Union. Somme-Vesle. Un bâtiment inauguré au musée. 30 juin 2007.

L'Union. Le Musée de la machine agricole La Bertauge a besoin de bras. 29 septembre 2004.

L'Union. Les tracteurs vont se transformer en vitraux. 10 mai 2000.

L'Union. Musée de la Bertauge : l'heure de la réflexion. 26 novembre 1995.

L'Union. Comment la pouilleuse devint le grenier de la France. Un livre de madame Hébert-Barrat sur l'évolution des traditions agricoles entre 1750 et 1914. 1981.

L'Union. Les travaux du conseil municipal. Un musée agricole au complexe Gérard Philippe. 16 septembre 1980.

L'Union. Dans l'ancien complexe Gérard Philippe. Chaque association devrait y trouver son bonheur. 22 novembre 1979.

L'Union. Le musée agricole de L'Épine entame sa troisième saison. 15 mai 1979.

L'Union. Machinisme. Grâce au SEDIMA et à A2. Le musée national du machinisme agricole va voir le jour. 9 janvier 1979.

L'Union. Une ferme d'hier au musée de L'Épine. L'évolution de la charrue à travers les âges. 20 juin 1978.

L'Union. Face au succès de leur musée à L'Épine. Les responsables de La Bertauge recherchent un corps de ferme ... et des bénévoles. 26 juillet 1978.

L'Union. Dans une ancienne grange de L'Épine. La collection d'instruments agricole de la Bertauge compte déjà près de 400 pièces. 20 décembre 1977.

L'Union. Le musée agricole de L'Épine reste ouvert jusqu'à dimanche. 12 octobre 1977.

L'Union. La Bertauge, musée agricole. 23 avril 1976.

MAGET, M. À propos du Musée des arts et traditions populaires de sa création à la Libération (1935-1944). *Genèses*. 10, 1993, p. 90-107.

MAIRESSE, F. La belle histoire, aux origines de la nouvelle muséologie. *Publics et Musées*. [en ligne]. 2000, n°17-18, p. 35-55. [Consulté le 05/04/2012]. Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1154

MAIROT, P. Les Écomusées. Nouvelles technologies, nouvelles pratiques, nouveaux lieux. *Brisés*. 1987, n°10, p. 90-96.

MATHIAS, M., DECHEZ-LEPRETRE, T. Entretien avec l'abbé Choux. *Pays lorrain. 150 ans pour faire l'histoire*. 1998, p. 63-66.

MATHIAS, M. Anciennes muséographies et perspectives nouvelles au Musée Lorrain.- *Pays lorrain. 150 ans pour faire l'histoire*. 1998, p. 67-76.

- MATOLESI, J. Le musée hongrois d'agriculture, Budapest. *Museum*. 1962, vol. XV, n°4, p. 224-225.
- MAURE, M. Nation, paysan et musée. *Terrain La mort*. 03/1993, n°20. [En ligne. [Consulté le 24/04/2012)]. Disponible à l'adresse : <http://terrain.revues.org/3065>
- MAYAUD, J.-L. D'une crise à l'autre : l'agriculture française au XX^e siècle. *Cahiers français, Histoire économique de la France au XX^e siècle*. Mars avril 1992, p. 64-70.
- MEYRAN, R. Écrits, pratiques et faits : l'ethnologie sous le régime de Vichy. *L'Homme*. 1999, n°150, p. 203-212.
- MICOUD, A. Des patrimoines aux territoires durables, Ethnologie et Écologie dans les campagnes françaises. *Ethnologie Française*. 2004/1 vol. 34, p. 13-22.
- MICOUD, A. Le patrimoine agricole, celui d'une profession, de spécialistes, d'un territoire ou de tout le monde ? À propos du patrimoine agricole rhônalpin. CRIPT-RA, 1998, p 91-93.
- MOULIAS, J. Pour une politique de préservation du patrimoine rural. *Paysans*, n°307, 01-02/2008.
- MOULIAS, J. L'opération patrimoine rural [en ligne]. [Consulté le 20/08/2014]. Disponible à l'adresse : http://www.archiagri.fr/contributions/contexte_et_enjeux/patrimoine_architectural_agricole/JeanMouliasPATRIMOINERural.pdf
- NOTTEGHEM, P. À quoi servent les écomusées ? *Médiascope*. 1992, n°3, p. 61-65.
- ORY, P. L'histoire culturelle de la France contemporaine : question et questionnement. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 1987, vol. 16, n°16, p. 67-82.
- ORY, P. Georges Henri Rivière militant culturel du Front Populaire ? *Ethnologie française*. 1987, n°1, p. 23-28.
- PAGÈS, A. Musée de Grosbois. Hommes et chevaux réunis dans une même saga, celle du Trot ; *In Situ* [En ligne]<http://insitu.revues.org/9688> ; DOI : 10.4000/insitu.9688
- PAPY, F. Agriculture. Agriculture et industrialisation. *Encyclopædia Universalis* [en ligne], [consulté le 18/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/agriculture-agriculture-et-industrialisation/>
- PEER, S. Les provinces à Paris : le Centre régional à l'Exposition internationale de 1937. *Le Mouvement social*. Janvier-mars 1999, n°186, p 23-45.
- PELEN, J.-N. Le pays d'Arles : sentiment d'appartenance et représentations de l'identité. *Terrain*. 1985, n°5, p. 37-45.

- POIRRIER, P. Musées et politique culturelles en France. *Lettre de l'OCIM*. 2004, n°96, p. 13-18.
- PORTET, Musées des territoires : des musées d'ethnographie aux musées de société. *Musées & collections publiques de France*. Mars 2004, n° 243, p. 75-92.
- POULOT, D. Les Musées, nouveaux lieux de recherche, au sein de la société de la connaissance. *Journal des Arts*, mars 2014, n°410, p. 22-23.
- POULOT, D. Gloires et opprobres au musée. *Publics et Musées*. Sociétés et représentations. 2003, n°26, p. 197-217.
- PRADO, P. L'ethnologie française au musée ? Ou un nouveau musée de l'ethnologie de la France. *Terrain*. 1995, n°25, p. 147-157.
- REGOURD, M. L'institution muséale saisie par le droit : une empreinte spécifiquement publique. *Publics et musées*. 1999, n°15, p. 45-61.
- REICHEN, B. Conservation, muséification et développement. *Musées, collections publiques de France*. Mars 1994, n°202, p. 11-17.
- RICHARD, P., BIEAU, C., PELLET, J. et al. Étude sur l'implantation du Parc des Cévennes. *Cévennes et mont Lozère*. 1972, n°18. p. 9-30.
- RITTER, R. de. La vieille France, projet de cité pour une exposition. *L'Illustration*, 26 août 1933, n°4721, p. 562.
- RIVIÈRE, G., H. Définition évolutive de l'écomusée. *Museum International*. 1985, vol. XXXVII, n°148, p. 182-183.
- RIVIÈRE, G., H. *L'écomusée, histoire et actualité*. 22/01/1980, 9 p.
- RIVIÈRE, G., H. Rôle du musée d'art et du musée des sciences humaines et sociales. *Museum International*. 1973, vol. XXV, n°1/2, p. 26-44.
- RIVIÈRE, G., H., CUISENIER, J. Le Musée des arts et traditions populaires, Paris. *Museum International*. Musées et agriculture, 1972, vol. XXIV, n°3, p. 181-184.
- RIVIÈRE, G., H. Une expérience muséologique de l'environnement, le Musée des Landes de Gascogne. *Ethnologie Française*. 1971, I, n°1, p. 87-95.
- RIVIÈRE, G., H. Les musées de folklore à l'étranger et le futur musée français des arts et traditions populaires. *Revue de folklore français et colonial*, 1936, p. 58-71.
- ROGERS, S., C. L'anthropologie en France. *Terrain*. 09/2002, n°39, 20 p. [en ligne]. [Consulté le 13/09/2012]. Disponible à l'adresse : <http://terrain.revues.org/1476>
- ROYAL, S. La reconquête des paysages. *Études rurales*. 1992, n°121-124, p 213-124.

SCHLEBECKER, J., T. Le rôle social des fermes historiques vivantes aux États-Unis d'Amérique. *Museum International*. Les musées et l'agriculture dans les années 1980, 1984, vol. XXXVI, n°3, p. 146-150.

SEGALEN, M. Un regard sur le Centre d'ethnologie française. *La revue pour l'histoire du CNRS* 2005, n°13. [En ligne]. [Consulté le 15/10/2010]. Disponible à l'adresse : <http://histoire-cnrs.revues.org/1683>

SÉRÉNA-ALLIER, D. Le Museon Arlaten face à l'Histoire. *Le monde alpin et rhodanien*. 1^{er}-3^e trimestres 2001, p. 145-157.

SÉRÉNA-ALLIER, D. Mistral et la renaissance de la Provence : l'invention du Museon Arlaten. *La pensée du midi*. Le temps bricolé. 2000, n°1, p. 32-39.

Le Musée agricole. Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Clermont-Oise. Société d'agriculture de l'arrondissement de Clermont-Oise [s.n.], 1841-1913.

SIGAUT, F., Éditorial. *Lettre électronique*. AIMA, n°1, été 2012, p. 1.

SIGAUT, F. Folie, réel et technologie. À propos de Philippe Bernardet, Les Dossiers noirs de l'internement psychiatrique, Paris, Fayard, 1989. *Travailler*. 2004/02, n°12, p. 117-130.

SIGAUT, F. Agricultural Museums in France: settings, series and processes. *ALHFAM*, Santa Fe, New-Mexico. 1995, vol XVII, p 22-24.

SIGAUT, F., BACHELET, M. Passé, présent et futur des musées d'agriculture en France. Musée national des techniques, EHESS, 1984.

SIGAUT, F. L'Association Internationale des Musées d'Agriculture (AIMA), 1983, note non publiée, datée de mars 1983.

SIGAUT, F. Pourquoi les géographes s'intéressent-ils à peu près à tout sauf aux techniques ? *L'espace géographique*. 1981, vol. 10, n°4, p 291-293.

THIESSE, A.-M. L'invention du régionalisme à la Belle Époque. *Le mouvement social*. Juillet-septembre 1992, n°160/3, p. 11-32.

TORNATORE, J.-L. La difficile politisation du patrimoine ethnologique. *Terrain*. 2004, n°42, p. 149-160.

TROCHET, J.-R. Musées d'agriculture et recherches sur les anciennes techniques rurales en France. Rapport de recherche. *Bulletin d'histoire de la culture matérielle* ; automne 1989. n°30, p. 47-50.

TUCOO-CHALA, J. Envies de musées. *Le festin*. Revues des patrimoines, des paysages et de la Création en Aquitaine. Printemps 2002, n°41, p. 24-31.

UNESCO. *Museum International*. *Les Musées et l'Internet (1 & 2)*. Paris, n°204, vol.51, n°4, 1999, n°205, vol.52, n°1, 2000.

- UNESCO. *Museum International*. Une visite guidée de notre passé. 2001. Vol. 53, n°4.
- UNESCO. *Museum International*. Les musées et l'agriculture dans les années. 1980, 1984, vol. XXXVI, n°3, p. 114-173.
- UNESCO. *Museum International*. Musées et agriculture, 1972, vol. XXIV, n°3, p. 121-193.
- VELAY-VALLENTIN, C. Le congrès International de folklore de 1937. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 1999, n°2, p. 481-506.
- VESCHAMBRE, V. Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace. *In* : *Café géographique* [en ligne]. [Consulté le 09/03/2013]. Disponible à l'adresse : www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1180
- VIVANT, E. Du musée conservateur au musée entrepreneur. *In* : *Teoros. Nouveaux musées, nouveaux tourisms* (dossier), 2008, p. 43-50.
- WANDER, É. L'écomusée d'Alsace Ungersheim dans la tourmente, *Agrimuse*, n°2, avril-juin 2006, p. 8-9.
- WEBER, F. Les études rurales dans la France des années trente : un apogée oublié. *Recherches sociologiques*. 4998, 20-3, p. 367-381.
- ZACHRISSON, S. Musées d'agriculture : genèse et propagation d'une idée. *Museum International*. Les musées et l'agriculture dans les années 1980, 1984, vol. XXXVI, n°3, p. 121-124.

Témoignages, récits et romans.

- BILLAUD, J. *Mon père forgeron, maréchal-ferrant*. Paris : Geste, 2007.
- CARLES, É. *Une soupe aux herbes sauvages*. Paris : 2D ; Jean-Claude Simoëns, 1977.
- DEBATISSE, M. *Le projet paysan*. Paris : Le Seuil, 1983.
- BAZIN, R. *Les Oberlé*. Paris : Calmann-Lévy, 1901.
- BOVÉ, J., LUNEAU, G. *Nous paysans*. Paris : Hazan, 2000.
- BRUNO, G. *Le tour de France par 2 enfants*. Paris : Belin, 1877.
- DEPARDON, R. *La terre des paysans*. Paris : Seuil, 2008.
- DENIZET, A., FARCY, J.-C. (Préf.). *Au cœur de la Beauce, enquête sur un paysan sans histoire, le monde d'Aubin Denizet (1798-1854)*. Luisant : éd. Centrelivres, 2007.
- DIBIE, P. *Le village retrouvé*. Paris : Grasset, 1979.
- ERCKMANN-CHATRIAN. *La vie d'un paysan. 1789-1815*. Paris : J. Hetzel, 1886.
- FOURMENT, H., VECTEN, A., LAPIE, G., YVERNEAU, J., MANGEART, G. *En Champagne-Ardenne, une agriculture forte de ses hommes et de ses innovations*. Reims : Farman communication, 2012.

GARNERET, J. *Vie et mort du paysan*. Paris : L'Harmattan, 1993.

GENEVOIX, M. *Raboliot*. Paris : LGF, 1989.

GOETHE, J., W. von *Des sammeln und die Seinigen, Le collectionneur et les siens*. Paris : Maison des sciences de l'homme, 1999.

GRENADOU, E., PREVOST, A.- *Grenadou, paysan français*. Paris : Seuil, 1966.

GUILLAUMIN, É. *Les paysans par eux-mêmes*. Paris : Stock, 1953.

GUILLAUMIN, É. *La vie d'un simple*. Paris : Librairie Générale Française, 1904.

HALÉVY, D. *Visite aux paysans du Centre, 1907-1934*. Paris : Grasset, 1935.

HERBIET, C. *Le grand pas des paysans. Quand bœufs et chevaux passèrent le relais*. Éd. Claude Herbiet, 2008.

JAKEZ HÉLIAS, P. *Le cheval d'orgueil, mémoire d'un Breton du pays bigouden*. Paris : Plon, 1975.

LAGRANGE, A. (Préf. RIVIÈRE, G., H.) *Moi, je suis vigneron*. Villefranche-en-Beaujolais : éd. du Cuvier, 1960.

LEMAIRE, B. *Jours de pouvoir*. Paris : Gallimard, 2013.

LE ROY, E. *Jacquou le Croquant*. Paris : Hachette, 2006.

MALASSIS, L. *La longue marche des paysans français*. Paris : Fayard, 2001.

MANGEART, R. *Au soir de ma vie. Souvenirs et réflexions*. Lavannes : La Providence agricole, 1982.

MARQUET, G. *Les harnais de l'oubli. Témoignage*. Précy-sous-Thil : éd. De l'Armançon, 1992.

MERLIN, C. *Miroirs. Images comtoises*. Lons-le-Saulnier :éd. Aréopage, 2009.

MICHELET, C. *Des grives aux loups*. Paris : Robert Laffont, 1979.

MISTRAL, F. *Mes origines, mémoires et récits*. Paris : Plon, 1906

MODE, D. *Randonnée de soixante-dix années*. s.l : 2004.

MOUSSET, J.-L. *La dernière moisson. L'Esprit de la terre*. Nantes : éd. Ouest-France, 2007.

PAMUK, O. *L'innocence des objets*. Paris : Gallimard, 2012.

PAMUK, O. *Musée de l'innocence*. Paris : Gallimard, 2011.

PARANT, J.-L. *Manger des yeux*. Chartres : Le Compa - Conservatoire de l'agriculture, 2010.

PÉROCHON, E. *Les gardiennes*. Paris : Yago, 1933.

PÉROCHON, E. *Nêne*. Paris : Plon, 1914.

PISANI, E. *Un vieil homme et la terre*. Paris : Seuil, 2004.

PITAUD, H. *Paysan et militant. Mes chemins sauvages. Souvenirs 1921-1940*. Beauvoir-sur-Mer : L'Étrave, 2001.

POURAT, H. *Gaspard des montagnes*. Paris : Albin Michel, 2006.

RABHI, P., MENUHIN, Y. (Préf.) *Parole de terre. Une initiation africaine*. Albin Michel : Paris, 1996.

RÉTIF de la BRETONNE, N.-E. *La vie de mon père. Un village au XVIII^e siècle*. Paris : Garnier, 1970.

RIMBAUD, A. *Une saison en enfer*. Bruxelles : Alliance typographique, 1873.

ROBIN, J. *Au nom de la terre. La foi d'un paysan*. Paris : Presses de la Renaissance, 2001.

ROBINET, J. *Les paysans parlent*. Paris : Flammarion, 1970.

ROBINET, J. *Compagnons de labour, roman d'un paysan et de ses chevaux*. Paris : Flammarion, 1946.

SYLVÈRE, A. *Toinou. Le cri d'un paysan auvergnat*. Paris : Plon, 1980.

THEURIET, A. *La vie rustique*. Taillandier : Lille, 1887.

VAUDE, M.-G. *J'avais 20 ans dans les années 1960*. Chaumont : éd. Castor et Pollux, 2009.

WYLIE, L. *Chanzeaux, village d'Anjou*. Paris : Gallimard, 1966.

WYLIE, L. *Un village du Vaucluse*. Paris : Gallimard, 1968.

ZOLA, É. *La terre*. Paris : Charpentier, 1887.

Films, documentaires

BECKER, J. *Goupi Mains-Rouges*. [VHS], Paris : René Château vidéo, 1995.

BERRI, C. *Jean de Florette*. [VHS], Paris : AMLF, 1986.

BONJOUR, K., PEREZ, G. *La vie d'ici : les paysans*. (3 épisodes). Paris : France Télévisions, Histoire, Treize au Sud Productions, 2009.

CHABROL, C. *Le cheval d'orgueil*. France, film, 1981.

CRESSON, É. *Interview*. Paris : CVCE, [Prod.], 29 janvier 2008.

DEPARDON, R. *Profils paysans : L'Approche*, 2001 ; *Le Quotidien*, 2004 ; *La Vie moderne*. Arte Vidéo, 2009.

Des hommes, une voie. De la providence agricole à Champagne Céréales. S.l., s.d.

DOUBLET, A. *Les terriens*. 2000.

FRANJU, G. *Le sang des bêtes*. France, 1949.

GRAS, É. *Bovines*. 2012.

JAUD, J.-P. *Nos enfants nous accuseront* Film, France, J+B Séquences, 2010.

MAUGER, R. *Paul dans sa vie*. 2005.

- PAGNOL, M. *Angèle*. Paris : Les Films Pagnol, 1934.
- PHILIBERT, N. *Être et avoir*. Paris : France Télévisions Distribution, 2003.
- ROUAUD, C. *Tous au Larzac*. Paris : Elzévir Films, 2011.
- ROUQUIER, G. *Biquefarre*. Film, France, 1983, 2001.
- ROUQUIER, G. *Farrebique ou les quatre saisons*. [DVD]- Paris : Les films Etienne Lallier cinématographiques, 1946, 1983.
- ROUQUIER, G. *Le charron*. Paris : Les films Etienne Lallier cinématographiques, 1943.
- ROUQUIER, G. *Le tonnelier*. Paris : Les films Etienne Lallier cinématographiques, 1941.
- VALLÉE, J. *La terre qui meurt*. D'après le roman de René BAZIN, 1936.
- VARDA, A. *Les Glaneurs et la Glaneuse*. Film, France, 2000.
- VIGNE, D., LEROY LADURIE, E. *Inventaire des campagnes*. Neuilly-sur-Seine : Gaumont, 1979.
- WANDER, É. *Le Perche images parlées*. Château-Renault : CICLIC Pôle Patrimoine, 2010.

Annexes

A. Présence des musées d'agriculture dans les instruments de recherche et de documentation professionnels

. La base de données « Joconde » catalogue collectif des Musées de France recense plus de 500 000 notices d'objets de toute nature (archéologie, beaux-arts, ethnologie, histoire, sciences et techniques...) en 2015.

Elle recense 1 245 objets identifiés « agriculture-élevage » sur 500 000 notices (0, 25 %) en 2012 ; 1 315 en 2013 et 1 440 en 2015¹⁰¹³.

. Sous Joconde, dans la catégorie « domaine par type de fonction », seuls sont accessibles les termes « agriculture-élevage ».

. La base de données « JocondeLab », moteur de recherche sémantique (300 000 notices illustrées de « Joconde »), « lie » des données culturelles au terme recherché. Le moteur fournit environ 1 200 résultats à la requête sur le mot-clé « agriculture »¹⁰¹⁴.

. La recherche « texte libre » du mot « agriculture » sur la base de données iconographique « Phocem », du **MuCEM**, renvoie 2 630 photos en 2012, 2 760 photos en 2013 et 2760 photos, en 2015, sur les 500 000 photographies qu'elle contient¹⁰¹⁵.

. Le catalogue du musée du **Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)** renferme les références de 1 273 objets agricoles¹⁰¹⁶.

. La base de données PATSEC est riche en agronomie* avec 548 références d'instruments scientifiques didactiques consacrés à « Amélioration des plantes », « Phytobactériologie », « Viticulture »¹⁰¹⁷.

. La base de données des émissions de FR3 Régions de l'INA fournit 65 références de documents en août 2012 qui répondent à la requête « musées d'agriculture » et 2 189 à la requête « écomusée »¹⁰¹⁸.

¹⁰¹³ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Joconde*. [en ligne]. [Consulté le 04/03/2012, le 26/08/2013 ; le 23/01/2015 :]. Disponible à l'adresse :

<http://www.culture.gouv.fr/documentation/joconde/fr/pres.htm>

(en pied de page) Fonction « recherche avancée » sur la base de données « Joconde », champ « domaine » avec le mot clé : « agriculture – élevage » le 03/02/2015.

¹⁰¹⁴ / Ministère de la Culture et de la Communication. JocondeLab. [en ligne]. [Consulté le 22/01/2015].

Disponible à l'adresse : [http://jocondelab.iri-](http://jocondelab.iri-research.org/jocondelab/search/?dbpedia_uri=http%3A//fr.dbpedia.org/resource/Agriculture&thesaurus=REPR)

[research.org/jocondelab/search/?dbpedia_uri=http%3A//fr.dbpedia.org/resource/Agriculture&thesaurus=REPR](http://jocondelab.iri-research.org/jocondelab/search/?dbpedia_uri=http%3A//fr.dbpedia.org/resource/Agriculture&thesaurus=REPR)

¹⁰¹⁵ / Ministère de la Culture et de la Communication. *Phocem*. [en ligne]. [Consulté le 04/03/2012, puis le 26/08/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.culture.gouv.fr/documentation/phocem/accueil.htm>

¹⁰¹⁶ / Recherche dans la collection « Objet » du musée du CNAM avec le thème « Agriculture ».

<http://www.arts-et-metiers.net/> (Page « Ressources »)

¹⁰¹⁷ / Mission nationale de sauvegarde du patrimoine scientifique et technique contemporain, [en ligne]. [Consulté le 26/01/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.patstec.fr/PSETT>

¹⁰¹⁸ / Institut national de l'audiovisuel (INA). [en ligne]. [Consulté le 13/05/2014]. Disponible à l'adresse :

<http://www.institut-national-audiovisuel.fr/regions/index.html>

. La documentation en ligne de l'Office de Coopération et d'Information Muséales (OCIM)* dispose de 53 catégories descriptives des musées et aucune ne s'intitule « musée d'agriculture », alors même que figurent « musée de plein air », « musée de territoire » et « musée de civilisation. »

« C'est ainsi qu'une enquête conduite par le **Musée des arts et métiers** en 2010 a permis de recenser 574 musées techniques accessibles au public (mais dont seulement 36% bénéficient de l'appellation Musée de France). 363 d'entre eux se retrouvent d'ailleurs au sein du réseau RéMuT. Il en serait de même des multiples musées d'agriculture¹⁰¹⁹. »

¹⁰¹⁹ / OCIM. [en ligne]. [Consulté le 03/02/2015]. Disponible à l'adresse : www.ocim.fr/observations/donnees-chiffres

B. Évolution de la définition du musée selon les statuts de l'ICOM, 2007-1946

Cette liste a été établie en fonction des documents conservés au Centre d'information UNESCO - ICOM. Les dates des traductions ne concordent pas toujours avec la version anglaise.

2007

Article 3 - Définition des termes :

Section 1. Musée. Le musée est une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation.

(Statuts de l'ICOM, adoptés par la 22^e Assemblée générale de l'ICOM (Vienne, Autriche, 24 août 2007)

2001

Article 2 - Définitions :

1. Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'étude, d'éducation et de délectation.

a. La définition du musée donnée ci-dessus doit être appliquée sans aucune limitation résultant de la nature de l'autorité de tutelle, du statut territorial, du système de fonctionnement ou de l'orientation des collections de l'institution concernée.

b. Outre les « musées » désignés comme tels sont admis comme répondant à cette définition :

i. les sites et monuments naturels, archéologiques et ethnographiques et les sites et monuments historiques ayant la nature d'un musée pour leurs activités d'acquisition, de conservation et de communication des témoins matériels des peuples et de leur environnement ;

ii. les institutions qui conservent des collections et présentent des spécimens vivants de végétaux et d'animaux telles que les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums ;

iii. les centres scientifiques et les planétariums ;

iv. les galeries d'art à but non lucratif ;

- v. les réserves naturelles, les instituts de conservation et galeries d'exposition dépendant des bibliothèques et des centres d'archives ; les parcs naturels ;
- vi. les organisations nationales, régionales ou locales de musée, les administrations publiques de tutelle des musées tels qu'ils sont définis plus haut ;
- vii. les institutions ou organisations à but non lucratif qui mènent des activités de recherche en matière de conservation, d'éducation, de formation, de documentation et d'autres liées aux musées et à la muséographie ;
- viii. les centres culturels et autres institutions ayant pour mission d'aider à la préservation, la continuité et la gestion des ressources patrimoniales tangibles et intangibles (patrimoine vivant et activité créative numérique) ;
- ix. toute autre institution que le Conseil exécutif, sur avis du Comité consultatif, considère comme ayant certaines ou toutes les caractéristiques d'un musée, ou donnant à des musées et à des professionnels de musée les moyens de faire des recherches dans les domaines de la muséographie, de l'éducation ou de la formation.

(Statuts de l'ICOM, amendés par la 20^e Assemblée générale de l'ICOM (Barcelone, Espagne, 6 juillet 2001)

1995

Article 2 - Définitions :

1. Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là ; les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation.
 - a. La définition du musée donnée ci-dessus doit être appliquée sans aucune limitation résultant de la nature de l'autorité de tutelle, du statut territorial, du système de fonctionnement ou de l'orientation des collections de l'institution concernée.
 - b. Outre les « musées » désignés comme tels sont admis comme répondant à cette définition :
 - i. les sites et monuments naturels, archéologiques et ethnographiques et les sites et monuments historiques ayant la nature d'un musée pour leurs activités d'acquisition, de conservation et de communication des témoins matériels des peuples et de leur environnement ;
 - ii. les institutions qui conservent des collections et présentent des spécimens vivants de végétaux et d'animaux telles que les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums ;

- iii. les centres scientifiques et les planétariums ;
- iv. les instituts de conservation et galeries d'exposition dépendant des bibliothèques et des centres d'archives ;
- v. les parcs naturels ;
- vi. les organisations nationales, régionales ou locales de musée, les administrations publiques de tutelle des musées tels qu'ils sont définis plus haut ;
- vii. les institutions ou organisations à but non lucratif qui mènent des activités de recherche, d'éducation, de formation, de documentation et d'autres liées aux musées et à la muséographie ;
- viii. toute autre institution que le Conseil exécutif, sur avis du Comité consultatif, considère comme ayant certaines ou toutes les caractéristiques d'un musée, ou donnant à des musées et à des professionnels de musée les moyens de faire des recherches dans les domaines de la muséographie, de l'éducation ou de la formation.

(Statuts de l'ICOM, adoptés par la 16^e Assemblée générale de l'ICOM (La Haye, Pays-Bas, 5 septembre 1989) et amendés par la 16^e Assemblée générale de l'ICOM (Stavanger, Norvège 1995)

1989

Article 2 – Définitions :

1. Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation.
 - a. La définition du musée donnée ci-dessus doit être appliquée sans aucune limitation résultant de la nature de l'autorité de tutelle, du statut territorial, du système de fonctionnement ou de l'orientation des collections de l'institution concernée.
 - b. Outre les « musées » désignés comme tels, sont admis comme répondant à cette définition :
 - i. les sites et monuments naturels, archéologiques et ethnographiques et les sites et monuments historiques ayant la nature d'un musée pour leurs activités d'acquisition, de conservation et de communication des témoins matériels des peuples et de leur environnement ;
 - ii. les institutions qui conservent des collections et présentent des spécimens vivants de végétaux et d'animaux telles que les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums ;

- iii. les centres scientifiques et les planétariums ;
- iv. les instituts de conservation et galeries d'exposition dépendant des bibliothèques et des centres d'archives ;
- v. les parcs naturels ;
- vi. toute autre institution que le Conseil exécutif, sur avis du Comité consultatif, considère comme ayant certaines ou toutes les caractéristiques d'un musée, ou donnant à des musées et à des professionnels de musée les moyens de faire des recherches dans les domaines de la muséographie, de l'éducation ou de la formation.

(Statuts de l'ICOM, adoptés par la 16e Assemblée générale de l'ICOM (La Haye, Pays-Bas, 5 septembre 1989)

1974

Titre II – Définition :

Article 3

Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation.

Article 4

L'ICOM admet comme répondant à cette définition, outre les musées désignés comme tels :

- a. les instituts de conservation et galeries d'exposition dépendant des bibliothèques et des centres d'archives ;
- b. les sites et monuments archéologiques, ethnographiques et naturels et les sites et monuments historiques ayant la nature d'un musée pour leurs activités d'acquisition de conservation et de communication ;
- c. les institutions qui présentent des spécimens vivants, tels que les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums, etc.

(Statuts de l'ICOM, adoptés lors de la 11^e Assemblée générale, Copenhague, Danemark, 14 juin 1974)

1961

Titre II - Définition du musée :

Article 3

L'ICOM reconnaît la qualité de musée à toute institution qui présente des ensembles de biens culturels à des fins de conservation, d'étude, d'éducation et de délectation.

Article 4

Rentrent dans cette définition :

- a. Dans la limite de leurs activités de présentation : les bibliothèques et les centres d'archives,
- b. S'ils sont soumis à la visite réglementée du public : les monuments historiques, les parties où dépendances de ceux-ci (tels les « trésors » d'établissements religieux), les sites archéologiques ou historiques, les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums et autres organisations qui présentent des spécimens vivants, les sites ou parcs naturels.

(Statuts de l'ICOM, novembre 1961 ; doc. 67-73)

1951

Article II – Définition :

1. Le mot « musée » désigne ici tout établissement permanent, administré dans l'intérêt général en vue de conserver, étudier, mettre en valeur par des moyens divers et essentiellement exposer pour la délectation et l'éducation du public un ensemble d'éléments de valeur culturelle : collections d'objets artistiques, historiques scientifiques et techniques, jardins botaniques et zoologiques, aquariums.
2. Seront assimilés à des musées les bibliothèques publiques et les centres d'archives qui entretiennent en permanence des salles d'exposition.

(Statuts de l'ICOM, juillet 1951)

1946

Article II - Section 2

Le mot « musée » désigne toutes les collections de documents artistiques, techniques, scientifiques, historiques ou archéologiques ouvertes au public, y compris les jardins zoologiques et botaniques, mais à l'exclusion des bibliothèques, exception faite de celles qui entretiennent en permanence des salles d'exposition.

(Statuts de l'ICOM, 1946)

C. Charte des écomusées

Instruction du 4 mars 1981 du ministre de la Culture et de la Communication

Idée lancée par Georges Henri RIVIÈRE au début des années 50, expérimentée à partir de 1968 dans les parcs naturels régionaux, en 1971 au Creusot, l'écomusée est devenu depuis lors un phénomène culturel d'ampleur nationale.

Il répond sans aucun doute au désir de plus en plus vif des français de s'approprier pleinement leur patrimoine ethnographique et de rechercher ainsi le sens profond du territoire sur lequel ils vivent, dans tous ses dimensions spatiales et temporelles.

Laboratoire, école, conservatoire, l'écomusée englobe et dépasse le concept classique de musée : la diversité de ses missions donne à cette institution une vocation pluridisciplinaire et suppose une organisation interne particulière pour assurer la participation de toutes les intervenants, scientifiques, gestionnaires, populations.

Cette spécificité ne pourra s'exprimer durablement que si parallèlement des garanties juridiques et scientifiques solides sont assurées au statut et à la conservation des collections, à la mise en œuvre des programmes de recherche, d'inventaire, d'animation.

Face aux entreprises de plus en plus nombreuses, d'intérêt très divers, face à des demandes d'aides renouvelées, le ministère de la Culture se devait donc de préciser le cadre de son intervention.

Le but de ce texte n'est pas de figer ni de s'approprier cette institution, mais de dégager les principes fondamentaux de son organisation, de son fonctionnement et de préciser les conditions dans lesquelles le ministère de la Culture pourrait apporter son aide à ces initiatives.

Jean-Philippe LECAT
(diffusé par voie administrative)

Définition

Article I - L'écomusée est une institution culturelle assurant, d'une manière permanente, sur un territoire donné, avec la participation de la population, les fonctions de recherche, conservation, présentation, mise en valeur d'un ensemble de biens naturels et culturels, représentatifs d'un milieu et des modes de vie qui s'y succèdent.

Objectifs

Article II - Les missions définies à l'article I sont réalisées par la mise en œuvre notamment des actions suivantes:

Etablissement de l'inventaire du patrimoine mobilier et immobilier de l'écomusée.

Conservation physique et présentation des collections d'objets et de documents relatifs à ce territoire.

Organisation d'expositions, animations et autres manifestations.

Enrichissement des collections sous forme d'achats, dons ou legs, mise en œuvre de collectes, conclusion de conventions, après avis de la direction des musées de France avec les personnes possédant une fraction de ce patrimoine.

Etude, en liaison avec les services régionaux de l'Inventaire général, des éléments significatifs du patrimoine local, mobilier, immobilier, situés sur l'aire de rayonnement de l'écomusée.

Proposition aux instances compétentes des mesures de protection nécessaires pour des biens in situ qu'il n'est pas envisagé d'acquérir.

Définition et mise en œuvre de programmes de recherche, conduites avec l'aide des organismes d'enseignement et de recherche, si possible à l'échelon régional, dans le cadre de l'écomusée, sur les pratiques, les savoirs, l'organisation sociale des habitants.

Formation de spécialistes (conservateurs, enseignants, chercheurs, techniciens) en coopération avec les organismes d'enseignement et de recherche.

Conservation et communication des données de la recherche.

Elaboration et mise en œuvre avec l'aide des établissements scolaires et universitaires d'actions de sensibilisation et de diffusion.

Présentation pédagogique du territoire sur lequel est installé l'écomusée.

Statut de l'écomusée

Article III - La maîtrise d'ouvrage d'un écomusée peut-être assurée par une collectivité locale, un établissement public, un syndicat mixte, une association, une fondation.

Statut des collections

Article IV - Le patrimoine naturel et culturel de l'écomusée se compose de biens mobiliers et immobiliers fongibles et immatériels.

Il est aliénable et imprescriptible. Pour les biens fongibles ces caractères s'attachent à l'espèce ou la race dont ils sont représentants. Pour les biens mobiliers qui témoignent du monde industriel, ils s'attachent à la série dont ils se présentent comme exemplaire.

Les acquisitions, l'acceptation définitive d'un don ou d'un legs par un écomusée, doivent être précédées d'un avis du ministère de la Culture après consultation du conseil artistique de la Réunion des musées nationaux.

En cas de fermeture définitive de l'écomusée ou de dissolution de l'organisme propriétaire, ses biens sont attribués, après avis de la direction des musées de France, à un organisme ayant des fins, un statut analogue et situé sur le même territoire.

Fonctionnement de l'écomusée

Article V - Le fonctionnement de l'écomusée est déterminé par les règles qui régissent la gestion des établissements qui en ont la charge.

Toutefois, la spécificité des écomusées se traduira par la mise en place de trois comités devant garantir la qualité scientifique de l'entreprise et assurer la participation effective de tous les intervenants.

Selon la nature juridique de l'écomusée, selon son importance, le système des trois comités pourra recevoir une formalisation plus ou moins poussée.

Article VI - les trois comités évoqués ci-dessus sont les suivants :

Le comité scientifique

Reflète de l'interdisciplinarité propre aux écomusées, il se compose des spécialistes de disciplines fondamentales et appliquées utiles à l'action de l'écomusée, telles que l'agronomie, l'archéologie, biologie, écologie, économie, ethnologie, géologie, histoire, histoire de l'art, sociologie, etc ;

Il élabore le programme scientifique de l'écomusée, assiste le directeur de l'écomusée dans la mise en œuvre des actions arrêtées, il veille à la rigueur scientifique des propositions émanant du comité des usagers.

Le comité des usagers

Expression de la participation de la population à l'écomusée, il se compose des représentants des associations, et autres organismes qui font un usage régulier de l'écomusée et acceptent de collaborer à ses activités.

Il propose un programme d'actions, procède à l'évaluation et à l'appréciation des résultats obtenus.

Le comité de gestion

Il se compose de représentants des organismes qui financent l'écomusée, mettent à sa disposition des services, ont passé avec lui une convention portant concession de biens (départements ministériels, collectivités locales, secteur privé et autres organismes publics).

Sur le rapport du directeur, le comité examine le budget de l'écomusée, en contrôle l'administration et la gestion.

Article VII - Dans le cas de statut associatif le conseil d'administration est composé de représentants des trois comités ci-dessus.

Le directeur de l'écomusée

Article VIII - Il dirige l'écomusée, veille à l'étude, la conservation, la mise en valeur de son patrimoine assure la préparation et l'exécution du budget. Il assiste, avec voix consultative, aux réunions des trois comités.

Il est recruté sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur de musées contrôlés dans les conditions fixées par le décret du 31 août 1945.

Il est choisi par l'organisme propriétaire de l'écomusée selon les procédures prévues par le statut de cet organisme.

Il peut être assisté d'un adjoint scientifique recruté selon les mêmes conditions.

Les autres personnels relèvent entièrement de l'écomusée et sont sous sa seule autorité. Leur statut obéit au droit commun de l'organisme employeur.

L'intervention du ministère de la Culture

Article IX - Elle est assurée conjointement par la direction des Musées de France et la direction du Patrimoine représentées localement par le directeur régional des Affaires culturelles. Elle peut prendre en particulier les formes suivantes :

La direction des Musées de France assure le contrôle scientifique de la conservation et de la présentation des biens de l'écomusée, apporte son aide scientifique et financière pour la réalisation des activités muséographiques suivantes : expositions, animations, restauration, acquisitions, catalographies. Elle peut également accorder des crédits d'investissement pour les travaux de gros œuvre ou d'aménagement intérieur entrepris par l'écomusée (rénovation, réaménagement de bâtiments existants, extensions, construction). En revanche, elle ne peut apporter d'aide pour le fonctionnement courant de l'écomusée (dépenses de personnel en particulier) ;

- La direction du patrimoine, sur proposition du Conseil du patrimoine ethnologique en liaison avec la direction des musées de France, apporte son concours scientifique et financier aux programmes d'actions de recherche et de sensibilisation entrepris dans le territoire de l'écomusée sur les pratiques, savoirs, organisations sociales et devenirs de ses habitants.

- La direction du Patrimoine instruit les mesures de protection et conservation insitu.

Parallèlement à l'action de ces deux directions, la Mission de développement culturel peut participer au montage administratif et financier d'opérations particulières.

L'aide de l'Etat en faveur des écomusées sera également mise en œuvre dans le cadre de procédures interministérielles pouvant associer d'autres départements ministériels (industrie, environnement, universités, agriculture, éducation, Datar et le fond d'intervention culturelle-FIC, etc.).

D. Programme idéologique du MNATP, 1969-2005

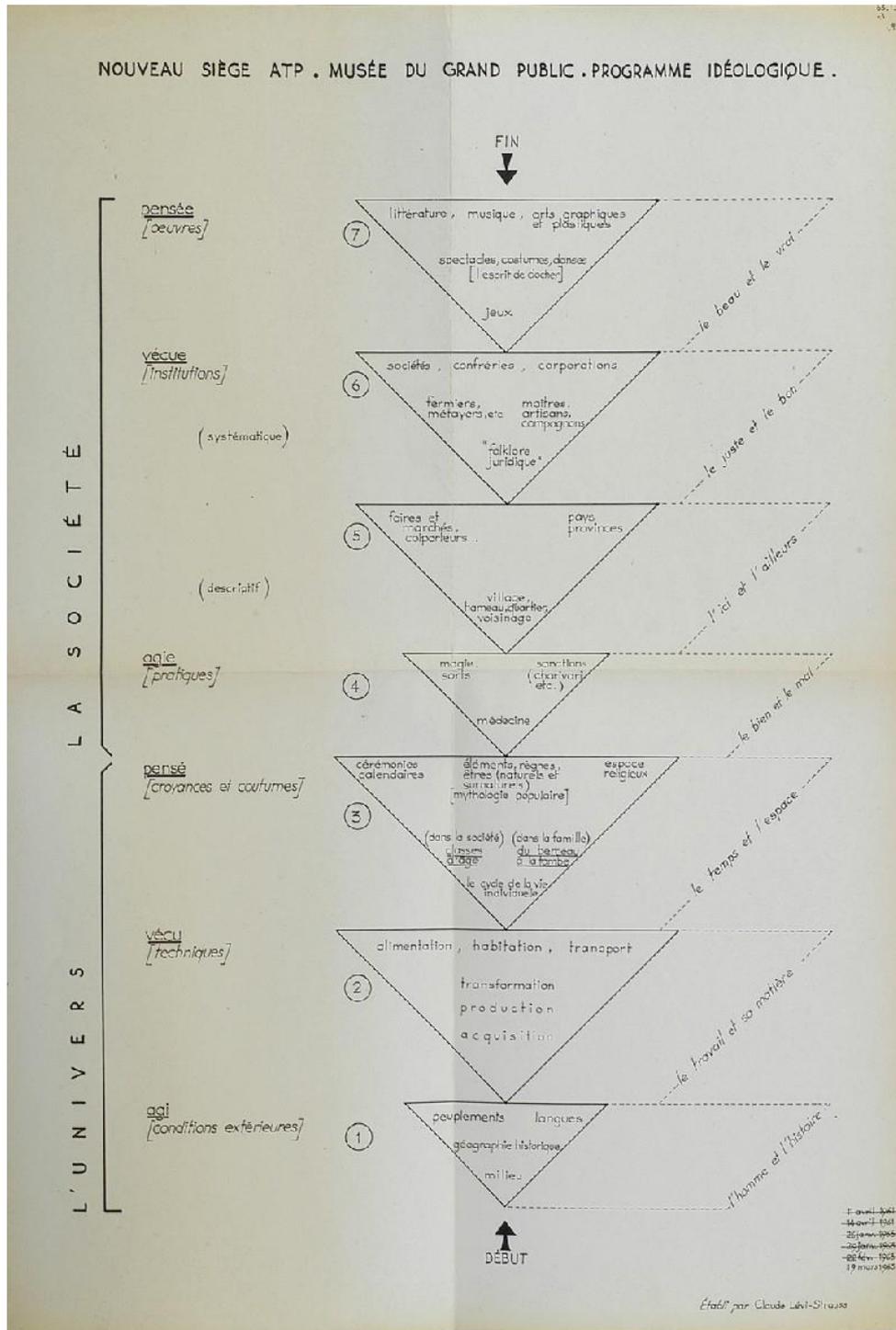


Schéma élaboré par Claude Lévi-Strauss (CA.1963.1.2)

E. Convention Culture / Agriculture, 17 septembre 1990

PRÉAMBULE

Conscients de leur responsabilité à l'égard des habitants du milieu rural, soucieux d'accompagner les mutations difficiles de l'activité agricole et rurale, le Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire et le Ministre de l'agriculture et de la forêt décident par la présente convention de redéfinir les modalités de la coopération qui avait été mise en œuvre par le protocole d'accord du 25 septembre 1984.

En effet, les inégalités devant la culture demeurent. S'attaquer à ces inégalités nécessite des efforts particuliers et exige l'élaboration d'un processus culturel original qui garantisse d'une part l'expression culturelle du milieu rural et lui offre d'autre part les services culturels auxquels ils ont droit.

Il s'agit de rassembler les conditions et les partenaires qui favorisent un développement culturel adapté à chaque situation.

ARTICLE 1 : les objectifs de la convention

La convention a deux objectifs essentiels :

- a) Favoriser la création, la diffusion, la pratique culturelle et artistique en milieu rural selon des modalités adaptées en ayant recours à l'éventail des moyens disponibles (sensibilisation, information, formation, réseaux associatifs, diffusion, utilisation coordonnée des ressources par les deux ministères).
- b) Donner aux populations rurales les moyens de maîtriser et de s'approprier les bénéfices de la mise en valeur de leur patrimoine naturel, culturel, immobilier, archéologique, ainsi que les retombées économiques et symboliques qui y sont liées.

ARTICLE 2 : une coopération des services centraux et déconcentrés des deux Ministères La coopération entre les deux ministères se traduit concrètement par :

- a) Une collaboration étroite entre les services centraux, les directions régionales et départementales de l'Agriculture et de la Forêt et les directions régionales des Affaires culturelles.
- b) L'élaboration de programmes d'actions communs ou coordonnés, au niveau local, départemental, régional et national. Ces programmes seront réalisés avec les partenaires institutionnels et associatifs concernés, et assureront l'implication nécessaire des populations intéressées.

ARTICLE 3 : des programmes d'action conjoints ou coordonnés

La présente convention ne prétend pas être un répertoire des actions menées avec l'aide des deux ministères pour le développement culturel du monde rural.

Tout en constituant un engagement ferme pour maintenir et amplifier les activités déjà réalisées, elle souhaite mettre l'accent sur quelques axes d'intervention où la coopération des deux ministères est particulièrement nécessaire.

A - Les enseignements artistiques et la sensibilisation culturelle

Dans le cadre de la loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques et des possibilités offertes par la loi d'orientation de l'Enseignement Agricole, notamment éducation culturelle, un programme d'éducation artistique et culturelle sera mis en œuvre dans les établissements d'enseignement agricole à travers :

- 1) l'aide à des projets culturels d'établissement, des projets pilotes ou autres initiatives culturelles dans les établissements,
- 2) l'encouragement à la participation des professionnels de la culture à ces enseignements et activités,
- 3) l'appui au développement des Centres de documentation et d'information et à leur ouverture sur l'environnement,
- 4) l'encouragement à des jumelages et à des coopérations entre les établissements d'enseignement agricole et les institutions culturelles,
- 5) la formation culturelle initiale et continue des enseignants de l'enseignement agricole, notamment les professeurs d'éducation culturelle.

B - L'animation rurale et le développement culturel :

Dans le cadre de l'application de la mission d'animation rurale :

- 1) Une ouverture accrue des établissements à leur environnement en tant que centres de ressources culturelles, pour la diffusion, la création, la formation et l'information culturelle et artistique en milieu rural, notamment dans le domaine de la culture scientifique et technique. La création de réseaux inter établissements de diffusion et d'action culturelle sera favorisée.
- 2) L'aménagement et la construction d'équipements culturels dans les établissements agricoles, qui constituent les moyens de cette ouverture : salles de spectacles, lieux d'expositions, centres de rencontres, avec la participation des collectivités locales.
- 3) Des programmes d'action culturelle locale, impliquant partenaires institutionnels et associatifs locaux et plus particulièrement les associations à vocation rurale ou culturelle.
- 4) Une politique active de soutien à la lecture et au livre et de lutte contre l'illettrisme, menée en coopération avec les collectivités locales, et incluant les bibliothèques centrales de prêt, les bibliothèques municipales et les associations concernées.

5) Le soutien à des projets innovants en faveur de la création et de la diffusion culturelle en milieu rural, notamment aux projets menés par de jeunes créateurs. Plus largement, le développement des pratiques, de la formation et de la sensibilisation artistique et culturelle.

6) La mise en place d'opérations de formation associant des professionnels des secteurs artistiques et culturels et les partenaires éducatifs du développement culturel en milieu rural, notamment ceux des établissements d'enseignement agricole.

C- Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel :

Dans le respect des textes concernant la décentralisation et notamment l'inclusion des crédits d'aménagement rural dans les Dotations Globales d'Équipement des départements et des communes, les deux ministères inciteront à entreprendre des actions conjointes ou coordonnées dans des démarches de développement local, particulièrement dans les secteurs d'intervention suivants les sites naturels, les paysages : la forêt et la filière bois, les jardins et arboretums, le patrimoine domanial, le foncier, les cours d'eau..

- le patrimoine archéologique et immobilier ; édifices remarquables, bâtiments liés à l'activité agricole.

- les arts et traditions populaires et le patrimoine mobilier machinisme agricole, forestier, artisanal, relatif aux industries agricoles et alimentaires ; le patrimoine gastronomique.

Par-delà les questions relevant du recensement, de la protection juridique, de la conservation et de la restauration du patrimoine, l'accent sera mis sur deux axes de travail essentiels

1) la valorisation culturelle et artistique du patrimoine en vue de :

- privilégier des opérations de réutilisation culturelle et artistique du bâti et des édifices ruraux de qualité ;

- restituer au public des objets et des œuvres du patrimoine rural, à travers une politique de musées et d'écomusées, mais aussi d'expositions et d'animations ;

- assurer la présence de la création contemporaine en milieu rural, notamment dans les monuments et les lieux patrimoniaux.

2) le développement du tourisme culturel en milieu rural :

Permettre de développer la dimension culturelle du tourisme dans les zones rurales, en liaison avec les professionnels du tourisme, en vue de :

- développer la dimension culturelle dans le cadre des contrats de pays d'accueil,

- favoriser, en liaison avec les collectivités locales, l'existence des musées et écomusées axés sur la découverte des ressources culturelles naturelles et artistiques locales ; développer le tourisme de découverte du patrimoine et des savoirs,

- introduire la dimension culturelle dans les formations liées au tourisme en milieu rural.

ARTICLE 4 : modalités d'application :

Les services extérieurs des deux ministères sont chargés de l'application de la présente convention. À cette fin, dans chaque région, la direction régionale des Affaires culturelles, la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt et les Directions départementales de l'agriculture et de la forêt se rencontreront au moins deux fois l'an pour :

- arrêter les grandes lignes d'une politique régionale et définir les moyens nécessaires à sa mise en œuvre,

- sélectionner des projets communs, en assurer le suivi, l'évaluation et la valorisation.

Au niveau national, un groupe de coordination permanent est créé, en vue d'assurer

- l'élaboration de circulaires d'application, en tant que de besoin,

- le suivi national et le bilan des programmes et des actions,

- l'organisation de rencontres nationales entre les représentants des services extérieurs des deux ministères.

Le groupe de coordination est composé de :

- un représentant de chaque ministre,

- deux coordonnateurs techniques de chaque ministère,

- deux représentants des services extérieurs de chaque ministère.

Le groupe de coordination se réunit au moins deux fois l'an.

Il peut réunir des commissions de travail ou des groupes techniques particuliers en s'adjoignant les experts susceptibles de les aider à élaborer des projets spécifiques.

Paris, le 17 juillet 1990

ont signé :

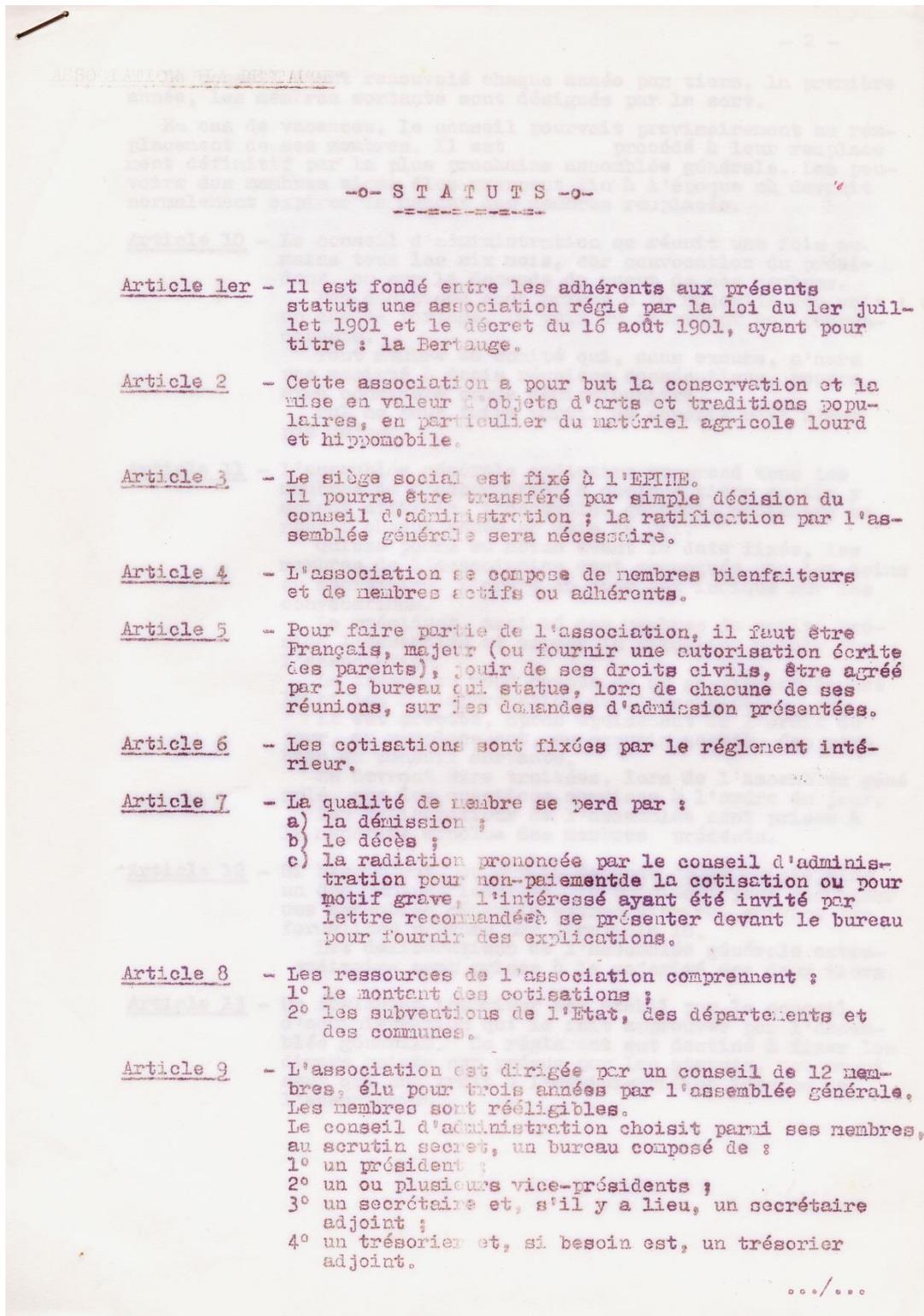
Le Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire

Jack LANG

Le Ministre de l'agriculture et de la forêt

Henri NALLET

F. Statuts de l'association La Bertauga



Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.
Tout membre du Comité qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut faire partie du conseil s'il n'est pas majeur.

Article 11 - L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils y soient affiliés. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au mois de mai. Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Le président, assisté des membres du comité, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement, au scrutin secret, des membres du conseil sortants.

Ne devront être traitées, lors de l'assemblée générale, que les questions soumises à l'ordre du jour.

Les délibérations de l'assemblée sont prises à la majorité absolue des membres présents.

L'assemblée générale a seule pouvoir de modifier les statuts, sur proposition du conseil adoptée à la majorité des deux tiers. La délibération de l'assemblée est prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

Article 12 - Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les formalités prévues par l'article 10.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers.

Article 13 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Article 14 - En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale extraordinaire, trois liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, les collections étant dévolues au Musée municipal de CHALONS-SUR-MARNE, à charge pour lui de les répartir éventuellement entre les différents musées régionaux susceptibles d'en assurer la conservation.

Article 14 - En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale extraordinaire, trois liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, les collections étant dévolues au Musée municipal de CHALONS-SUR-MARNE, à charge pour lui de les répartir éventuellement entre les différents musées régionaux susceptibles d'en assurer la conservation.

G. Lettre de collecte pour l'association La Bertauge (1/2)

Association "LA BERTAUGE"
17, rue des Martyrs de
la Résistance
51000 - CHALONS-SUR-MARNE

Châlons-sur-Marne, le (date de la Poste)

Siège à l'EPINE.

M

Il vous est peut-être arrivé de déplorer l'état de délabrement ou la destruction d'outils de travail de la terre d'autrefois et d'apprécier les initiatives de mise en valeur de ces mêmes objets par des particuliers ou à l'occasion d'expositions.

L'intérêt porté par nous-mêmes à ces témoins du passé nous a précisément amenés à créer l'association "La Bertauge".

Conserver et mettre en valeur, notamment l'ancien matériel agricole de la Champagne et de l'Argonne, tels sont les buts de LA BERTAUGE.

Conserver ce matériel, cela signifie l'abriter et l'entretenir ; le mettre en valeur c'est l'exposer pour en faire une "leçon de choses" aussi vivante que possible à l'intention des générations futures.

Du matériel nous est offert et nous avons trouvé un local pour le regrouper et le présenter. Il nous faut faire face maintenant à la location du local et à la remise en état du matériel donné et à recevoir.

Nous nous permettons donc de vous solliciter en attendant d'avoir le plaisir de vous inviter à notre exposition saisonnière l'année prochaine.

Persuadés que vous aurez à cœur de nous soutenir dans la réalisation d'un projet auquel tout agriculteur, tout amoureux du passé ne sauraient rester insensibles,

Nous vous prions d'agréer, M _____, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Secrétaire,
Ch. POMMEAU

Le Vice-président,
R. du PONTAVICE

Le Président,
J.-M. GALICHET

P.S. : - Vous pouvez nous adresser vos dons :

- Soit par chèque postal à : LA BERTAUGE, C.C.P. CHALONS 1612-37 H.
- Soit par chèque bancaire à l'adresse ci-dessus.

- Les offres de matériel seront également les bienvenues. Se reporter à la note ci-jointe.

H. Lettre de collecte pour l'association La Bertaugue (2/2)

LA BERTAUGE - 17, rue des Martyrs de la Résistance - 51000 CHALONS-SUR-MARNE

C.C.P. CHALONS 1612-37 H

Siège à l'EPINE. Déclarée à la Préfecture de la Marne sous le n° 9507.

LA BERTAUGE a pour but "la conservation et la mise en valeur d'objets d'arts et traditions populaires, en particulier du matériel lourd et hippomobile. (Art. 2 des statuts).

Dans la pratique, ses collections pourront comprendre des objets à usages divers :

AGRICULTURE :

- . matériel se rapportant au TRAVAIL DE LA TERRE : charrues, brabant, herses, semoirs batteuses, vans, trieurs, botteleuses, hache-paille, câbles, faux, etc...
- . VEHICULES HIPPOMOBILES et A TRACTION BOVINE : chariots, voitures à moisson
- . PIECES D'ATTELAGE : jougs, harnais, etc...

ARTISANAT : outils, machines.

OBJETS se rapportant à la LAITERIE, à la préparation du PAIN, à l'exploitation de la FORET et au travail de la VIGNE.

Cette liste n'est pas limitative.

D'autre part, les collections sont constituées d'objets ayant servi en CHAMPAGNE et en ARGONNE sans que ce soit toutefois une exclusivité.

A détacher et

A retourner à : LA BERTAUGE - 17, rue des Martyrs de la Résistance - 51000 CHALONS-SUR-MARNE.

- OFFRE DE MATERIEL -

N. Mme. Melle Nom et Prénom

Adresse (complète)

Téléphone :

offre à l'association "La Bertaugue" les objets suivants :

.
.

A , le
(Signature)

I. La Bertaugue : inventaire Mirault, début années 1980

MATERIEL	ETAT	ENCOMBREMENT	EPOQUE	N°
Chariot		L : 6. ^m I : 2. ^m H : 1.80.....		1
PROVENANCE	DON	PRET	LOGEMENT	
	x CAQUE Bon LEPINE		Musée	
OBSERVATIONS				
de la 150 "LA BERTAUGE"				

J. Messe de la septième fête des moissons, 21 août 1994

SOMME-VESELE: 21 AOUT 1994



Chant d'entrée: "Au cœur de ce monde" A 238-1 (couplets 1, 2 et 3)
AU COEUR DE CE MONDE, LE SOUFFLE DE L'ESPRIT
FAIT RETENTIR LE CRI DE LA BONNE NOUVELLE!
AU COEUR DE CE MONDE, LE SOUFFLE DE L'ESPRIT
MET À L'OEUVRE AUJOURD'UI DES ENERGIES NOUVELLES!

1. Voyez! les pauvres sont heureux: Ils sont premiers dans le Royaume! Voyez! les artisans de Paix: Ils démolissent leurs frontières! Voyez! les hommes au cœur pur: Ils trouvent Dieu en toute chose!	2. Voyez! les affamés de Dieu: Ils font régner toute justice! Voyez! les amoureux de Dieu: Ils sont amis de tous les hommes! Voyez! ceux qui ont foi en Dieu: Ils font que dansent les montagnes!	3. Voyez! le peuple est dans la joie: L'amour l'emporte sur la haine! Voyez! les faibles sont choisis: Les orgueilleux n'ont plus de trône! Voyez! les doux qui sont vainqueurs! Ils ont la force des colombes!
---	--	--

Chant de pénitence: "Jésus, Berger de toute humanité" G 310-1

1. Jésus, Berger de toute humanité, tu es venu chercher ceux qui étaient perdus,
Prends pitié de nous, fais-nous revenir, fais-nous revenir à toi! Prends pitié de nous!
2. Jésus, Berger de toute humanité, tu es venu guérir ceux qui étaient malades,
Prends pitié de nous, fais-nous revenir, fais-nous revenir à toi! Prends pitié de nous!
3. Jésus, Berger de toute humanité, tu es venu sauver ceux qui étaient pécheurs,
Prends pitié de nous, fais-nous revenir, fais-nous revenir à toi! Prends pitié de nous!

GLOIRE A DIEU
GLOIRE A DIEU, PAIX SUR LA TERRE, GLOIRE A DIEU AU PLUS HAUT DES CIEUX. (bis)

Nous te louons, nous te bénissons, nous te glorifions, Seigneur Dieu, Roi du ciel, Dieu le Père tout puissant. (refrain)

Seigneur Dieu, fils unique Jésus-Christ, seigneur Dieu, agneau de Dieu le fils du Père toi qui enlèves le péché du monde prends pitié de nous. (refrain)

toi qui enlèves le péché du monde reçois notre prière, toi qui es assis à la droite du Père, prends pitié de nous. (refrain)

Car toi seul es saint, toi seul es seigneur, toi seul es le très haut, Jésus-Christ, avec le saint-esprit dans la gloire de Dieu le Père. a----men. a----men. a----men.

Acclamation à l'évangile: "Louez Dieu, tous les peuples C 201 Alleluia Irlandais
AL-LE-LU--IA! AL-LE--LU--IA! AL-LE-LU--IA! AL-LE--LU--IA!

1. Chantez le seigneur par des hymnes, car il a fait des merveilles, chantez le seigneur, terre entière!
4. Que toute la terre l'acclame! Qu'elle proclame sa gloire! Que tout l'univers soit en fête!

LE CREDO DU PAYSAN

1. L'immensité, les cieux, les monts, la plaine,
l'astre du jour qui répand sa chaleur,
les sapins verts dont la montagne est pleine
sont ton ouvrage, ô divin créateur!
Humble mortel devant l'oeuvre sublime
à l'horizon quand le soleil descend
Ma faible voix s'élève de l'abîme
Monte vers toi, vers toi Dieu tout puissant.
Je crois en toi, maître de la nature
semant partout la vie et la fécondité
Dieu tout puissant qui fis la créature
Je crois en ta grandeur, je crois en ta bonté!
Je crois en ta grandeur, je crois en ta bonté!
2. Dans les sillons creusés par la charrue
Quand vient le temps je jette à large main
le pur froment qui pousse en herbe drue
L'épi bientôt va sortir de ce grain.
Et si parfois la grêle ou la tempête
sur ma moisson s'abat comme un fléau
Contre le ciel loin de lever la tête
le front courbé j'implore le très haut!
Je crois en toi,
3. Mon dur labeur fait sortir de la terre
De quoi nourrir ma femme et mes enfants
Mieux qu'un palais j'adore ma chaumière
à ses splendeurs je préfère mes champs
Et le dimanche au repas de famille
lorsque le soir vient tous nous réunir
Entre mes fils, et ma femme et ma fille
le cœur content j'espère en l'avenir.
Je crois en toi. etc.

K. Musée agricole La Bertaube Fiche de présentation, 1998

Chaque année, une petite partie de la collection est dévoilée à travers une exposition thématique

“La Marne hier et aujourd’hui”

- ◆ une collection de plus de 100 outils et matériels
- ◆ un auditorium et un choix de cassettes vidéo de 10 à 45 minutes
- ◆ une exposition pédagogique (réalisation CDDP)
 - le contexte géographique, démographique ...
 - les machines : de l'homme au tracteur en passant par le cheval.
 - les productions, l'agronomie, la protection des cultures.
 - l'évolution des techniques dans le respect de l'environnement.
 - la technologie de demain.
- ◆ possibilité de réservation de guide-accompagnateur (durée de la visite 2 heures)
- ◆ possibilité de visite guidée jumelant musée et ferme du lycée agricole (demi-journée)



HORAIRES ET TARIFS

En saison : (de mai à septembre)
Tous les dimanches et jours fériés de 14h30 à 18h30

Tarif : 25,00 F
Gratuit -12 ans
20,00 F par personne en groupe (20 personnes)

Groupes hors-saison : (sur rendez-vous)
Groupes (20 personnes) : 20,00 F par personne
Forfait scolaire : 100,00 F par classe



Musée agricole “La Bertaube”
Complexe du lycée agricole
RN3 - 51460 Somme-Vesle
Tél. : 03 26 66 64 97



MUSEE AGRICOLE CHAMPENOIS

“LA BERTAUBE”




Musée agricole “La Bertaube”
Complexe du lycée agricole
RN3 - 51460 Somme-Vesle
Tél. : 03 26 66 64 97

Outils d’hier ...



La bertaube est la première charrue recensée en Champagne dès 1723. Construite à ses débuts tout en bois, elle deviendra progressivement entièrement métallique. Selon la nature du terrain, elle est tirée par un, deux ou même trois chevaux. C'est elle qui donnera bien plus tard son nom à l'association de conservation du patrimoine rural gérant le musée.

Scène de battage : la locomobile et la batteuse





Depuis les débuts de l'agriculture, et jusqu'après la révolution de 1789, l'homme réalise une grande partie de ses travaux à la main. Le semis se fait à la volée avec un semoir-tablier.



Le battage au fléau disparaît au début du XX^{ème} siècle.

Vers le milieu du XIX^{ème} siècle, la locomobile-dérivée des locomotives à vapeur- marque le début de l'énergie mécanique. Elle est principalement utilisée pour animer les batteuses à poste fixe.

Un triplot



La mécanisation, fruit des astuces des agriculteurs, permet d'importants gains de productivité. Le tapis roulant du triplot, actionné par le cheval, est ainsi très vite remplacé par le tracteur. A l'image des automobiles, celui-ci se modernise tant en puissance, qu'en technologie ou en confort.

Quelques uns des tracteurs de l'association



“La Champagne agricole, de 1750 à nos jours”

L. Musée agricole La Bertauge

Fiche de présentation, 2005

...vie rurale



Nous vous invitons à venir découvrir ces évolutions du monde agricole et partager la vie d'autrefois au travers d'une collection de plus de 300 outils et matériels, d'un auditorium et d'expositions pédagogiques.



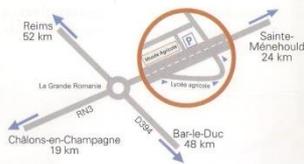
...et artisanat

Horaires et tarifs

En saison : du 1^{er} mai au 30 septembre
Tous les dimanches et jours fériés
de 14 h 30 à 18 h 30

Tarifs :
- 4,50 €
- Gratuit pour les moins de 12 ans
- Groupes (20 personnes) : 4 € par personne

Groupes hors saison : sur rendez-vous
Forfait scolaire : 20 € par classe



MUSÉE AGRICOLE "LA BERTAUGE"
Complexe du lycée agricole
RN3 - 51460 Somme-Vesle
Tél. 03 26 66 64 97



Plaquette réalisée avec le concours des étudiants en Spécialisation d'Initiative Locale Aménagement et Développement des Territoires (SIT) de l'INRA de l'École

MUSÉE AGRICOLE LA BERTAUGE



*Quand les campagnes
d'hier nous sont contées...*



MUSÉE AGRICOLE "LA BERTAUGE"
Complexe du lycée agricole
RN3 - 51460 Somme-Vesle
Tél. 03 26 66 64 97

Outils d'autrefois...



La Bertauge est la première charrue recensée en Champagne dès 1723. Elle donne son nom à l'association de conservation du patrimoine rural à l'origine du musée. Soucieux de transmettre la mémoire d'un métier, les fondateurs ont eu à cœur de préserver les outils d'antan.

*Scène de battage :
la locomobile
et la batteuse*



Depuis les débuts de l'agriculture et jusqu'après la Révolution de 1789, l'homme réalise une grande partie de ses travaux à la main, tel le battage au fléau.



Vers le milieu du XIX^e siècle, la locomobile dérivée des locomotives à vapeur, marque le début de l'ère de l'énergie mécanique.

Le tripot



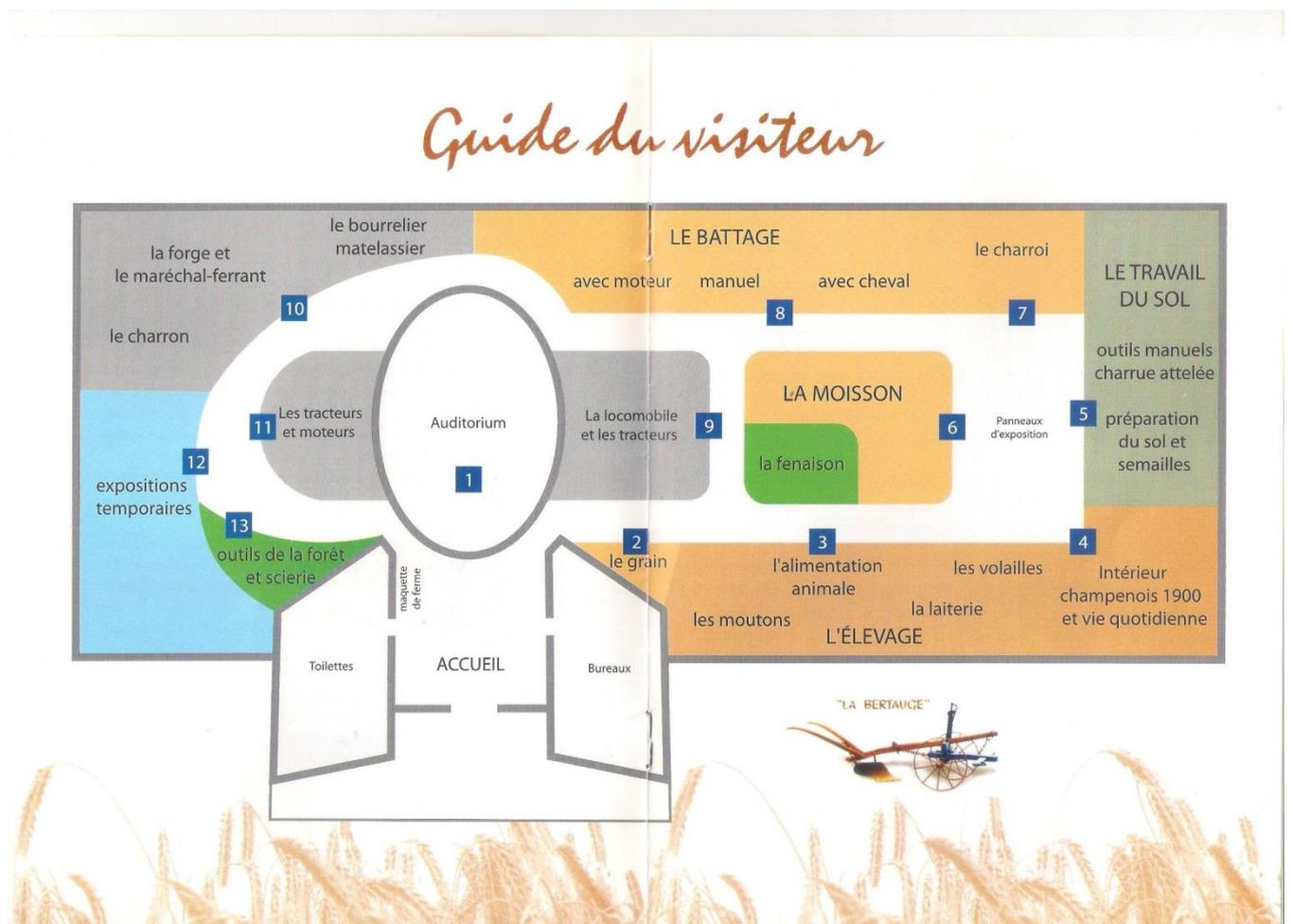
La mécanisation, fruit des astuces des agriculteurs, permet d'importants gains de productivité. Le tapis roulant du tripot, actionné par le cheval, est ainsi très vite remplacé par le tracteur.

*Quelques uns des tracteurs
de l'association*



*"La champagne rurale
de 1750 à nos jours"*

M. Guide du visiteur « Musée agricole La Bertaue », 2005



Quand les campagnes d'hier nous sont contées. Mai 2005

N. Musée rural et artisanal La Bertaube, 2011

Histoire et savoir

Un musée pour petits et grands



En 1976, le président fondateur du musée, Jean-Marie Galichet, crée, avec quelques bénévoles amoureux de la terre et férus d'histoire, l'association «La Bertaube». Ces passionnés vont peu à peu réunir une impressionnante collection d'objets, outils et matériels agricoles, vestiges de la vie paysanne d'autrefois. Pour accueillir cet ensemble, le musée est construit. Il ouvre ses portes en 1998.



Le saviez-vous ?
L'association et le musée tiennent leur nom de la première charrue recensée en Champagne dès 1723. Construite à ses débuts tout en bois, la Bertaube est tirée par un ou deux chevaux, selon la nature du terrain. Elle deviendra au fil du temps entièrement mécanique.

Infos pratiques

Horaires
• Du 1^{er} mai au 31 octobre, tous les dimanches et jours fériés de 14h30 à 18h30
• Groupes et scolaires : toute l'année, sur rendez-vous

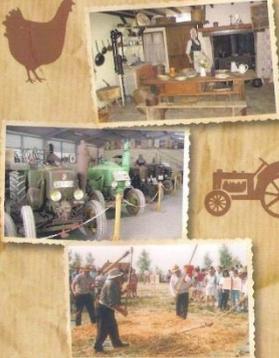
Tarifs
• **individuel :**
- 4 €, gratuit pour les moins de 12 ans
• **groupes :**
- 20 personnes : 3 € par personne
- forfait scolaire : 20 € par classe

Plan d'accès



Musée rural et artisanal LA BERTAUBE
Complexe du lycée agricole
RD3 - 51460 Somme-Vesle
Tél. : 03 26 66 64 97
Mail : labertaube@musee-rural.com
www.musee-rural.com

Musée rural et artisanal LA BERTAUBE

Plus de 3 000 outils racontent l'histoire des campagnes champenoises de 1750 à nos jours






Musée rural et artisanal LA BERTAUBE

Voyage au cœur de la Champagne rurale de 1750 à nos jours

1 500 m² dédiés à la vie rurale

Installé à l'emplacement d'un ancien relais de poste, le musée abrite, sur près de 1 500 m², plus de 3 000 objets, outils et matériels de la vie rurale champenoise, patiemment collectés et remis en état par une équipe de bénévoles passionnés.



Au fil de la visite, cette collection originale, retrace la vie quotidienne dans nos campagnes de 1750 à nos jours. Scènes de la vie courante, outils de la ferme, machines agricoles... racontent avec authenticité l'histoire de ces paysans qui feront des terres arides de Champagne l'une des toutes premières régions agricoles de France.

Outils et scènes de la vie quotidienne

Dans le hall, une charrue du XVII^e siècle vous accueille ainsi que la maquette d'une ferme d'Argonne. En poursuivant votre visite, vous découvrirez les différents ateliers que l'on rencontrait couramment dans nos villages :

- le maréchal ferrant,
- le bourrelier,
- le bouilleur de cru,
- le boulanger,
- le laitier.



La reconstitution d'un intérieur champenois du XIX^e siècle évoque les us et coutumes de l'époque. Une importante collection de tracteurs, une locomobile et de vieux outils utilisés à la ferme témoignent de l'évolution des techniques agricoles.



La vie du musée

L'auditorium
Une salle de projection vous permet de découvrir, à travers films et photographies, la fête des moissons qui accueille chaque année des centaines de visiteurs.

Les expositions et animations
Des expositions temporaires agrémentent la visite. Elles retracent l'évolution des techniques agricoles et les progrès de la mécanisation. Les animations suivent le rythme des saisons : la fenaison en mai/juin, la fête des moissons fin août, l'arrachage des betteraves et des pommes de terre à l'automne.



Les visites scolaires
Des visites scolaires commentées sont organisées sur rendez-vous. La visite se veut ludique et les enfants sont invités, grâce à un questionnaire, à retrouver objets et matériels emblématiques de la vie agricole et rurale champenoise.

O. Onzième fête des moissons à La Chappe, 2014

11^e
Fête
des
Moissons
La Chappe
(51)
Encinte du camp d'Atilla

dimanche
10 août
2014

Entrée 1€
Gratuit -12 ans
Parking gratuit

artisanat et produits
du terroir

maquette de fleurs
et vases de l'époque

de
10h30

**Messe avec
cors de chasse**
10h30

à
20h30

Bal musette
18 heures

Atelier de pique-nique
3 points de restauration chaude ou froide
Cuisson du pain au four à bois

animaux
de la ferme

Jours pour enfants
et balades en calèche

spécialité
d'art équestre

Manifestation organisée par le musée rural Le Bertauger
avec le soutien du Conseil général de la Marne

Le Bertauger
MUSEE RURAL

La Marne
Conseil Général

P. Comité scientifique du Compa, mars 1982

ANNEXE -

Liste des membres du comité scientifique -

AUBINEAU Michel, I.N.A. machinisme
AUGUSTINS Georges, C.N.R.S., ethnologue
BACHELET Michèle, C.N.A.M., Musée
BEUTLER Corinne, E.H.E.S.S., Historienne
CAGNAC Marie-Louise, C.N.R.A. Versailles
CHABERT Jean-Paul, I.N.R.A. Economie
CHARLET, I.N.A. zootechnie
DALLEINE Eugène, CEMAGREF
EIZNER Nicole, C.N.R.S. sociologie
FARCY Jean-Claude, C.D.R.P. historien
MAZOYER Marcel, I.N.A. agriculture comparée
REBIFFE Jean, Président honoraire du Syndicat agricole
d'Eure et Loir
SIGAULT François, E.H.E.S.S. historien
SIMONI-AUREMBOU Marie-Rose, C.N.R.S.; Linguiste

Liste des personnes du C.N.M.P.A. -

AUBIN Marie-Christine
BERTHONNEAU Eliane
COUTELLE Michel
DOUCE de la SALLE Sylvie
LEGRAND Bernadette
PROVIDENCE Jean-Marc.

Q. Conservatoire national du machinisme agricole, 1984

21 février 1984

21,10

TRES SIGNALE - TRES URGENT

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR

à

MONSIEUR LE DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX.

OBJET. - Conservatoire National du Machinisme Agricole.

P. J. - 1 plan.

La S.N.C.F. m'a signalé qu'elle envisageait l'aliénation de trois parcelles sises à MAINVILLIERS et CHARTRES, ces terrains correspondant à priori à la zone d'implantation du futur Conservatoire du Machinisme Agricole.

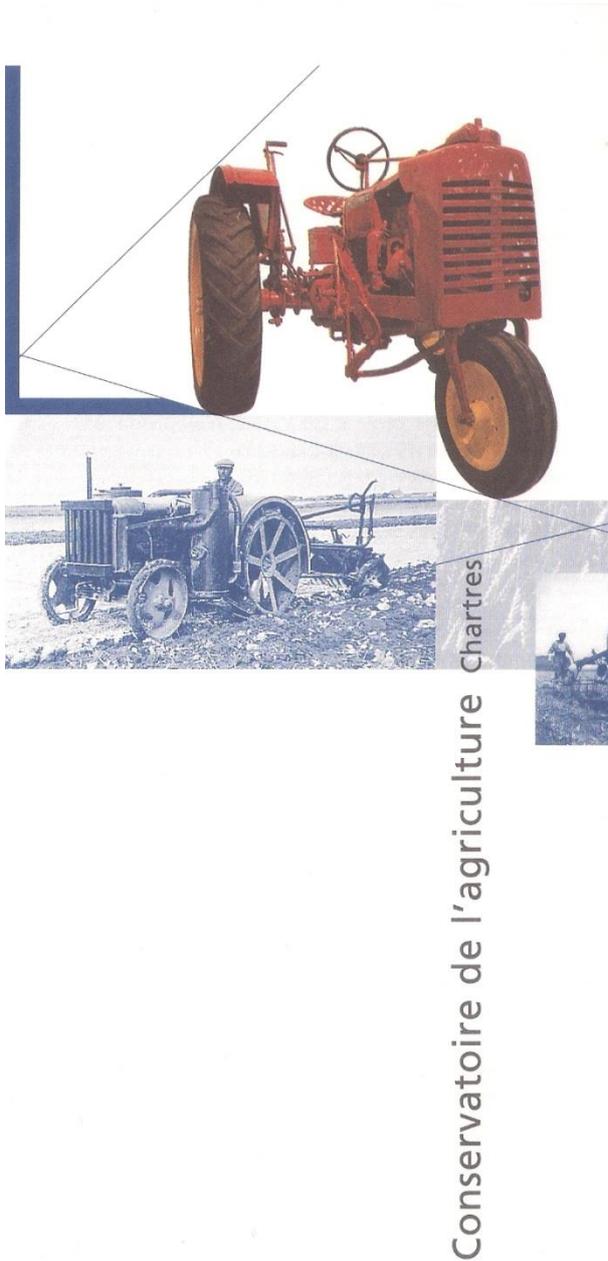
Je vous saurais gré de bien vouloir m'indiquer par retour du courrier la valeur vénale des parcelles matérialisées sur le plan ci-joint par les numéros 1 et 2, représentant une surface approximative de 17.000 m².

Je tiens à vous préciser que, dans l'ensemble que désire vendre la S.N.C.F., ces deux parcelles me paraissent être les plus grevées de frais de démolition et de remise en état ainsi que des servitudes de bruit dues à la proximité de la gare et du pont de Mainvilliers.

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

PATRICK BUTOR

R. Fiche de présentation du Compa, début des années 2000



Dans un jardin paysager près de la gare et à proximité de la cathédrale, le Conservatoire de l'agriculture est installé dans une ancienne rotonde à machines à vapeur du début du siècle.

Premier musée d'histoire et de société, des sciences et des techniques consacré à l'agriculture, il présente sur 3000 m² de très belles machines souvent uniques, témoins des pratiques rurales passées et présentes.

Les collections et les expositions : tracteurs, charrues, batteuses, moissonneuses, locomobile..., de nombreuses maquettes animées, des jeux interactifs, des vidéos, des manipulations aident à mieux comprendre les mutations de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire, l'histoire de la table, l'art culinaire, l'arbre et la forêt...

Horaires : Fermé le lundi. Ouvert de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h, les samedis, dimanches et jours fériés, jusqu'à 19 h.

Visites guidées : Individuels : 11 h, 15 h et 17 h

Groupes : sur rendez-vous, visite en anglais ou allemand.

Prix d'entrée : 25 F, tarifs réduits : 20 F, enfants : 10 F, - de 6 ans : gratuit.

In a landscaped garden near the railway station and the Cathedral, the Agriculture Conservatory is located in a former steam engine shed dating from the beginning of this century.

It is the first historical, social, scientific and technical museum in France devoted to agriculture, and in its 3000 m² premises it presents some wonderful – often unique – machines, bearing witness to past and present rural practices.

The collections and exhibitions of tractors, ploughs, threshing machines, harvesters, a locomobile, etc., numerous animated models, interactive games, videos and manipulations make it easier to better understand the changes that have taken place in agriculture as well as in the agri-foodstuffs industry, the history of the table, culinary art, the tree and the forest ...

Opening hours: Closed on Monday.

Tuesday – Friday: 10.00 a.m. – 12.30 p.m. and 1.30 – 6.00 p.m.

Saturday, Sunday and public holidays: open until 7.00 p.m.

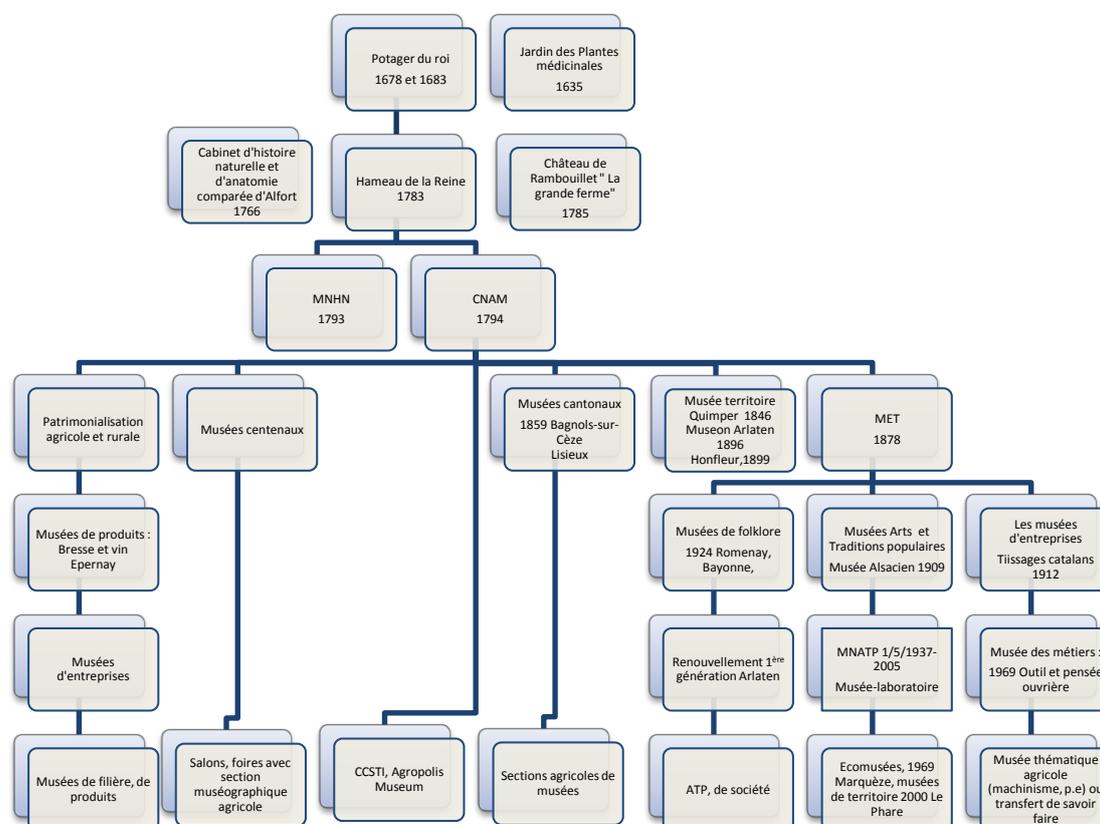
Guided tours: Individual: 11.00 a.m., 3.00 p.m. and 5.00 p.m.

Groups: by appointment, tour in English and German.

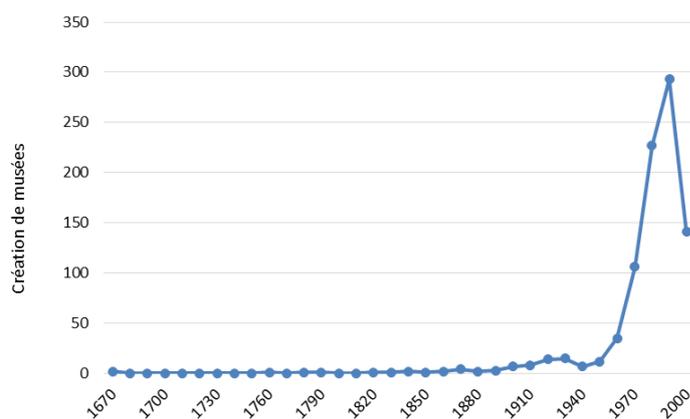
Admission: FF 25; reduced rates: FF 20; children: FF 10; younger than 6 years: free.

**Conservatoire de l'agriculture
Pont de Mainvilliers
28 000 Chartres
Information: (16) 37 36 11 30**

S. Arbre généalogique des musées d'agriculture



T. Création de collections et de musées d'agriculture, 1670-2000



Données AFMA, 2006.

U. Typologie des musées d'agriculture, 1920 à nos jours

Types de musée	Musée de folklore ATP	Musée d'ethnologie	Musée Parc	Musée du machinisme agricole	Musée en prise avec l'économie de marché
Évolution actuelle	musées de terroir musées de plein air	musées de société écomusée	musées de plein air	collections privées CCSTI Conservatoires	Maisons écomusées entreprises marques produits
Manifestations	animations multidisciplinaire en prise avec le terroir Fête des moissons	expositions temporaires de référence conférences	activités thématiques habitat nature	ronde des tracteurs, concours des labours fête des moissons	manifestations autour des produits, des métiers
Acteurs	intermédiaires savants locaux, scientifiques	scientifiques	PNR, producteurs associations sauvegarde	scientifiques, agriculteurs mécaniciens	entreprises, pouvoirs publics agricoles, producteurs
Musées de référence	Museon Arlaten	MNATP	MNHN Écomusée d'Alsace	CNAM	Musée du Vin de Bourgogne
Musées après 1970		Compa	Musée de Salagon	Bertauge Compa	Écomusée du pays de la cerise,

La plupart des musées présentent des caractéristiques dominantes dans un de ces types, tout en relevant pour certains aspects minoritaires, en particulier dus à leur histoire, d'autres types.

V. Chronologie comparée de la Bertaugue et du Compa

Années	La Bertaugue	Le Compa
1976	Constat disparition machines et du monde agricole des ancêtres	Constat disparition machines
	Volonté individuelle	Conjonction de la Culture et des industriels
1977	Association d'agriculteurs locale puissante, qui se documente et collecte	« Association des Amis du Compa » avec comité scientifique, réponse à un appel d'offres
	Ecclesiastiques	Ethnologues, muséographe
	Participation des habitants, locaux	Participants de toute la France pour une collecte
	Collecte locale	Collecte nationale
		Média : télévision
		Appuis ministériels
	Appui conseil général	Appui conseil général
1987	Site fermé	2 antennes d'un même conservatoire
1990		Ouvre après 16 ans d'études.
		Centre-ville, près de la cathédrale
	Intégration aux manifestations culturelles locales	Intégration aux circuits de la culture et des musées
1995-6	Études préalables par des cabinets extérieurs.	Études muséographiques
	Musée du machinisme	Musée du machinisme et musée de société
	Pré-Inventaire	Dépôt de l'école l'INA-Grignon
1998	Réouverture à Somme-Vesle. Proche du lycée agricole, de la basilique de L'Épine	
1999	Tempête et fermeture du musée	Cybercompa
2000		Le Compa fête ses dix ans 50 000 visiteurs par an
2002		Labellisé « Musée de France »
2005	Inauguration du musée rénové	
2008		Nouveau PSC
2010		Le Compa fête ses 20 ans
2011	10 ^{ème} Fête de la Moisson au camp d'Attila	
2014		Fermeture pour rénovation : Compa 2

Glossaires

Biographies

Alègre, Léon (1813-1884 : 71 ans)

Historien régionaliste, érudit et collectionneur qui fonde le premier musée cantonal français à Bagnols-sur-Cèze (Gard) en 1859 avec ses collections personnelles.

Apparu, Benoist (1969-)

En 2002, chef de cabinet de Xavier Darcos, délégué à l'enseignement scolaire puis à la coopération entre 2005 et 2007. Il est conseiller, puis directeur adjoint du ministre délégué à la cohésion sociale Catherine Vautrin. Élu en 2007 aux élections législatives dans la 4^{ème} circonscription de la Marne au second tour avec 59 % des suffrages exprimés, il démissionne en 2009. Il est rapporteur de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) sur l'autonomie des universités en 2007. Membre du gouvernement le 23 juin 2009, Union pour un Mouvement Populaire (UMP), secrétaire d'État chargé du Logement sous le ministre Jean-Louis Borloo. Maire de Châlons-en-Champagne depuis 2014.

Arrouart, Hubert (1950-)

Maire de Courtisols, conseiller général du canton de Marson (arrondissement de Châlons-en-Champagne) depuis 2001. Dans ce canton figure la commune de Somme-Vesle, village d'implantation du Musée de la **Bertaugé**. Vice-président du conseil général de la Marne, chargé du budget, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'université, du pôle Industrie et agro-ressources (IAR) et des ressources humaines (avril 2008-).

Audin, Marius (1871-1951 : 80 ans)

Imprimeur beaujolais, botaniste et fondateur du **Musée des Traditions populaires** de Beaujeu (Rhône) en 1938.

Barrès, Maurice (1862-1923 : 61 ans)

Député boulangiste à vingt-sept ans, écrivain du *Culte du moi*, antidreyfusard et chantre du nationalisme. Il fait paraître en 1913 *La colline inspirée*, qui magnifie la colline de Sion-Vaudémont en Meurthe-et-Moselle et *La grande pitié des églises de France* en 1914.

Berl, Emmanuel (1882-1976 : 88 ans)

Il prépare les discours de Philippe Pétain, président du Conseil et rédige ceux des 23 et 25 juin 1940 où figurent : « Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal » et « La terre, elle, ne ment pas. »

Bloch, Marc (1886-1944 : 58 ans)

Historien, Résistant, il soutient sa thèse de doctorat sur l'étude des populations rurales en Île-de-France à l'époque du servage, publiée sous le titre de *Rois et serfs* en 1920. Il rédige plusieurs ouvrages devenus des classiques de l'historiographie : *Les rois thaumaturges* en 1924, *L'étrange défaite* en 1946. Il utilise la méthode comparatiste issue des linguistes et initie les premières études sur les mentalités collectives. Ruraliste, il publie en 1931 à Oslo *les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Il est également le fondateur avec Lucien Febvre en 1929 de la revue de référence *Annales d'histoire économique et sociale*. C'est un des précurseurs de l'histoire sociale.

Bourg-Broc, Bruno (1945-)

Maire de Châlons-sur-Marne (UMP) élu en 1995, réélu en 2001 et en 2008, il est présent dans de nombreux cabinets ministériels (Messmer, Chirac, Barre entre 1973-1981). Il est : Conseiller général de la Marne de 1973 à 1988 ; député de 1981 à 2012, avec comme assistants parlementaires dans les années 1980-1990, Éric Raoult et Benoist Apparu. Il fait rebaptiser, le 3 janvier 1998, Châlons-sur-Marne en Châlons-en-Champagne.

Bourgelat, Claude (1712-1779 : 67 ans)

Créateur des écoles vétérinaires, il fonde la première à Lyon en 1761, puis la seconde à Alfort en 1766. C'est le père de l'hippiatrique. Il rédige les articles se rapportant au « cheval » dans l'Encyclopédie. Tout vétérinaire français fait le serment de Bourgelat.

Brunhes, Jean (1869-1930 : 61 ans)

Professeur de géographie humaine au Collège de France à partir de 1912. Père de l'ethnologue Mariel Jean-Brunhes Delamarre.

Chaboudé, Robert (1921 -2011 : 90 ans)

Négociant dans le domaine agricole, il est élu maire de Courtisols pendant 30 ans (Rassemblement pour la République), village où la **Bertaugé** devait s'installer en 1991, (prédécesseur d'Hubert Arrouart, actuel maire), Conseiller général de 1976-1994 du canton de Marson et Conseiller régional de 1985-1997.

Charles-Brun, Jean (1870-1946 : 76 ans)

Félibre et animateur du mouvement régionaliste dans la première moitié du XX^e siècle. Il fonde la Fédération Régionaliste française en 1900 et la dirige jusqu'à sa mort. Son intérêt ethnographique s'est porté sur les costumes des provinces françaises et sur le grand agronome Olivier De Serres.

Chauvet, Horace (1873-1962 : 89 ans)

Journaliste perpignanais radical-socialiste, il écrit dans plusieurs organes de presse : *La Démocratie* et dans *L'indépendant* des Pyrénées-Orientales. Passionné par l'histoire et le folklore du Roussillon. En 1899, il publie « Légendes du Roussillon. » Avec un groupe d'amis passionnés de langue et culture catalanes, il crée en 1921 l'association La Colla del Rosselló et dirige de nombreuses revues régionalistes et de folklore. C'est l'initiateur du **Musée de Perpignan**.

Chevallier, Denis (1951-)

Ethnologue du domaine français, professeur à l'école du Louvre. Il a notamment été chargé de mission pour le patrimoine rural et responsable au **MNATP** de la préfiguration du **MuCEM** dont il est actuellement le directeur adjoint.

Chiva, Isac (1925-2012 : 87 ans)

Ethnologue ruraliste d'origine roumaine, arrivé en France en 1947, il reste jusqu'en 1959 au laboratoire d'ethnographie française du **MNATP**. À la demande de Fernand Braudel, il organise en 1958 un important colloque sur l'assolement triennal. Il entre en 1960 au Laboratoire d'Anthropologie Sociale (LAS) aux côtés de Claude Lévi-Strauss qu'il seconde. La même année, il fonde avec l'historien Georges Duby et le géographe Daniel Faucher, la revue pluridisciplinaire *Études rurales* et réalise de nombreux chantiers ethnologiques. Auteur du rapport *Une politique du patrimoine culturel rural* présenté à Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie en 1994, il est l'instigateur de la création des missions ethnologiques en région et à Paris et dirige le séminaire « ethnologie des sociétés paysannes » à l'École Pratique des Hautes Études.

Convert, Prosper (1852-1933 : 81 ans)

Chansonnier et sculpteur il se consacre à la recherche et à la diffusion du patrimoine bressan avec le soutien du syndicat d'initiative pour la réalisation du premier spectacle folklorique avec sa troupe « Les ébeaudes bressanes. »

Cuisenier, Jean (1927-)

Professeur de philosophie et ethnologue, il succède à la tête du **MNATP** et au Centre d'ethnologie française à Georges Henri Rivière et dirige la revue *Ethnologie française*.

Il est président fondateur de l'Association française des musées d'agriculture (AFMA). Il rédige l'introduction du *Guide du patrimoine* de l'AFMA.

Daumas, Maurice (1910-1984 : 74 ans)

Chimiste et historien français des techniques. Pionnier, il consacre ses travaux à l'archéologie des techniques et au patrimoine industriel français.

Dauzat, Albert (1877-1955 : 78 ans)

Linguiste et dialectologue pionnier dans le domaine de la toponymie et de la patronymie. Il a donné son nom au prix éponyme de la société française d'onomastique pour récompenser un travail dans le monde francophone. Il publie ses chroniques de 1932 à 1950 dans *la Revue des études anciennes* et vulgarise les données de l'onomastique. Il publie en 1941 *Le village et le paysan de France*, vibrant plaidoyer pour la France rurale. Il encourage le développement culturel des campagnes.

Debatisse, Michel (1929-1997 : 68 ans)

Syndicaliste chrétien, fondateur de la JAC et du CNJA, secrétaire d'État aux Industries alimentaires sous le gouvernement de Raymond Barre, il est le promoteur de la modernisation des campagnes et un des inspirateurs de la Loi d'Orientation Agricole de 1962.

Demangeon, Albert (1872-1940 : 68 ans)

Géographe, il occupe la chaire de géographie humaine à la Sorbonne à partir de 1912. Disciple de Paul Vidal de la Blache, il fait sa thèse sur la Picardie. Il contribue par des enquêtes de terrain concernant le patrimoine bâti à la classification régionale des habitats. Les musées de plein air français sont redevables de ses travaux.

De Boüiard, Michel (1909-1989 : 80 ans)

Archéologue médiéviste, historien et folkloriste, il fonde, avec l'aide de Georges Henri Rivière le **musée de Normandie** au château de Caen en 1946. Président de la Société d'ethnographie française de 1947 à 1952, il est le fondateur de la revue *Archéologie médiévale* en 1971.

De Courson, Charles Amédée (1952- :)

Maire de Vanault-les-Dames, Conseiller général de la Marne (et Vice-Président) depuis 1986, député de la 5^{ème} circonscription de la Marne depuis 1993. Ex-directeur du cabinet d'Alain Madelin il est coauteur du programme de François Bayrou. Son grand-père maternel, député du Doubs, Léonel de Moustier est l'un des 80 parlementaires à avoir refusé les pleins pouvoirs à Philippe Pétain en 1940.

De Dombasle, Mathieu (1777-1843 : 66 ans)

Agronome et enseignant, il est surnommé le « meilleur laboureur de France. » Il fonde une « ferme exemplaire » à Roville-sur-Bayon (Meurthe-et-Moselle) et une fabrique d'instruments aratoires qui fit son succès. Il perfectionne la charrue économique et populaire avec versoir, mais sans avant-train, comme l'araire, utilisée avec une faible traction à partir de l'étude de différents modèles étrangers. Il met en service une usine de production de sucre de betterave et utilise des instruments aratoires issus de Suisse, Belgique, Angleterre pour ses champs de betterave. Il crée une école d'agriculture, en 1820 qui est copiée à Grand-Jouan Nozay (Loire-Atlantique) et Grignon. Il publie de nombreux textes agronomiques sur la cristallisation du sucre, la fabrication de l'eau-de-vie de pomme de terre et le *Calendrier du bon cultivateur* (1821).

De La Brosse, Guy (1586-1641 : 55 ans)

Botaniste et médecin français, il crée à Paris un jardin de simples, nommé le « Jardin du roi », pour remplacer celui de Montpellier voulu par Henri IV. Ce lieu est destiné à la culture de végétaux utiles à la médecine. Il ouvre au public en 1650 et devient à partir de 1793 le MNHN.

De Montgolfier, Albéric (1964-)

Élu en 1992 au Conseil municipal de Terminiers (Eure-et-Loir), cet avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation depuis 1995, est élu Conseiller général du canton d'Orgères-en-Beauce (Eure-et-Loir). vice-président puis président du conseil général d'Eure-et-Loir, depuis 2001, il succède au docteur Martial Taugourdeau élu en 1986, tué dans un accident de la route. Depuis 2001 il est également président de la communauté de communes de la Beauce d'Orgères-en-Beauce. Sénateur UMP d'Eure-et-Loir depuis 2008, il est vice-président de la commission des finances et président du **Compa**. Il est rédacteur en 2010, du rapport *Valorisation du patrimoine culturel* pour le président de la République.

De Serres, Olivier (1539-1619 : 80 ans)

Agronome français protestant, il transforme son domaine du Pradel en exploitation agricole modèle. Il publie en 1600 *le théâtre d'Agriculture et Mesnage des champs*, premier traité d'agronomie moderne. C'est un précurseur pour les techniques de drainage et d'irrigation, de la gestion de la jachère, de la pomiculture et du houblon et de l'éducation du ver à soie. En 1939, le MNATP organise une exposition pour son IV^e centenaire.

De Varine, Hugues (1935- : 79 ans)

Archéologue, il fonde l'**Écomusée du Creusot-Montceau**. Il succède à Georges Henri Rivière à la direction de l'ICOM de 1967 à 1974.

Demard, Albert (1919-1980 : 61 ans)

C'est grâce à un travail de prospection continu, lié à une véritable passion pour son terroir, la Haute-Saône et le bourg de Champlitte, qu'Albert et Félicie Demard se lancent dans la collection d'objets et mobiliers, témoins de l'histoire de la France rurale des années 1880-1915.

Dion, Roger (1896-1981 : 85 ans)

Professeur de géographie au Collège de France de 1948 à 1968, il étudie le terroir en tant que construction historique et non géologique. Il est l'auteur en 1959 de *l'Histoire de la vigne et du vin en France des origines à nos jours*.

Duhamel, Jacques (1924-1977 : 53 ans)

Ministre des Affaires culturelles du 7 janvier 1971 au 28 juin 1973. Il crée le fonds d'intervention culturelle (FIC) en 1971, pour aider les initiatives et expériences originales. Ce fonds ouverture bénéficie aux musées.

Duhamel Monceau, Henri Louis (1700-1782 : 82 ans)

Agronome, botaniste, chimiste rédacteur de la *Description des Arts et Métiers faites ou approuvées par Messieurs de l'Académie royale et des sciences* en 1761.

Faure, Joseph (1875-1944 : 69 ans)

Sénateur de la Corrèze de 1921 à 1939. Investi dans la Défense paysanne, il est le père de la loi du 3 janvier 1924 instituant les chambres d'agriculture.

Fouchier, Jacques (1913-1994 : 81 ans)

Homme des Deux-Sèvres, vétérinaire, membre historique du Centre National des Indépendants et Paysans, il intègre les instances dirigeantes en 1966 et devient vice-président

en 1973. Député en 1958, 1965, 1973 de la seconde circonscription des Deux-Sèvres, il s'exprime fréquemment sur les questions agricoles. Apparenté UDF, il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture dans le troisième gouvernement Barre par décret du 6 avril 1978 jusqu'à l'élection de François Mitterrand en 1981.

Galichet, Jean-Marie (1940-1997 : 57 ans)

Président fondateur de l'association **La Bertauge** de Châlons-en-Champagne dans la Marne, il est agriculteur à Auve. Patient et tenace, il est l'acteur principal des Fêtes des moissons initiées par La Bertauge. Son épouse Françoise préside l'association à son décès.

Gautron du Coudray, Victor (1868-1957 : 89 ans)

Érudit original (chercheur d'or, écrivain, archéologue), il fonde en 1922 à Clamecy un premier musée, puis il crée en 1938 le **Musée de Marzy** également dans la Nièvre autour des traditions viticoles de la commune.

Garneret, Jean (1907-2002 : 95 ans)

En 1983, l'abbé réalise le projet de sa vie : l'ouverture du **Musée de plein air des maisons comtoises à Nancray**. Diverses maisons en provenance de la Franche-Comté et du Sud de l'Alsace sont démontées et remontées à Nancray.

Gorges, Jean-Pierre (1951-)

Maire (UMP) de Chartres depuis 2001 ; député de la 1^{ère} circonscription de d'Eure-et-Loir depuis 2002, puis réélu en 2008 et 2012,

Glavany, Jean (1949)

Ministre de l'Agriculture et de la pêche, il initie « l'Opération Patrimoine » en 2000.

Gougis Albert (1860-1930 : 70 ans)

Industriel eurélien, il est un des propagateurs de la mécanisation de l'agriculture en France. En 1905, il s'aperçoit que l'ensemble tracteur-outil doit être conçu comme un tout. Il utilise alors le moteur du tracteur pour entraîner les machines tractées et invente ainsi la prise de force indépendante. Brevetée en 1907, celle-ci n'est industrialisée qu'un demi-siècle plus tard.

Grégoire, Henri dit l'Abbé (1750-1831 : 81 ans)

Illustre révolutionnaire français, prêtre en 1775, il correspond avec toute l'Europe savante. Évêque réfractaire de Blois jusqu'en 1802, passionné par l'agriculture, il rédige en 1804 un essai historique sur l'État d'Agriculture en Europe au XVI^e siècle. Il contribue à la fondation

de l'Institut de France, du bureau des longitudes et du **Musée des arts et métiers** pour « perfectionner l'industrie nationale »¹⁰²⁰.

Groult, Edmond

Avocat à Lisieux, dont la devise est « voir c'est savoir », il met en place à la fin du XIX^e siècle une cinquantaine de musées cantonaux sur le territoire national. Ces structures présentent, en appui aux programmes scolaires, les spécificités des cantons. L'agriculture y est exposée.

Guibal, Jean

Conservateur au **MNATP** entre 1976 et 1981, puis Directeur du **Musée dauphinois de Grenoble**, il remet un rapport concernant la restructuration du **MNATP** en avril 1992. Il souhaite passer des « Arts et Traditions populaires » aux « cultures et sociétés de la France, dans leur dimension historique et contemporaine. » « Aujourd'hui le patrimoine n'est plus simplement dans les collections de musée, ni dans les expositions, il est partout sur les sites, sur le territoire¹⁰²¹. »

Guillaumin, Émile (1873-1951 : 78 ans)

Paysan et écrivain d'Ygrande dans l'Allier, il crée le premier syndicat paysan de défense des métayers. Il écrit de nombreux romans dont *La vie d'un simple* édité en 1904, qui assure son succès. Il est réédité par Daniel Halévy en 1942. Sa maison d'Ygrande est transformée en musée.

Guy, Michel (1927-1990 : 63 ans)

Responsable culturel en 1974, il est secrétaire d'État à la culture dans le premier gouvernement Chirac. Il développe la politique de lecture publique, jusque-là confiée à l'Éducation nationale et met en place des chartes culturelles en vue de collaborer avec les collectivités territoriales. Il initie le projet du **Musée d'Orsay**, symbole du développement des musées des années 1980.

Hamy, Ernest (1842-1908 : 66 ans)

Médecin, anthropologue et ethnologue. Externe dans le service du Docteur Jean-Martin Charcot, il s'intéresse à l'anthropologie physique et contribue à l'identification de l'homme de « Cro-Magnon », puis de « Neandertal. » Il étudie les musées d'ethnographie européens, en particulier dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni. Il contribue à fonder l'ethnographie

¹⁰²⁰ / Marie-Claude Genet-Delacroix, 2015.

¹⁰²¹ / France 3 Lyon *Pousse café*, 29 octobre 1997.

en France et crée le **Musée d'ethnographie du Trocadéro (MET)** dont l'arrêté de création est signé par Jules Ferry en 1880.

Haudricourt, André-Georges (1911-1996 : 85 ans)

Linguiste, botaniste, ethnologue et anthropologue des techniques. Ses travaux initient le renouvellement de la muséographie des techniques dans les années 1980. Il publie avec Mariel Jean-Brunhes Delamarre en 1955 *L'homme et la charrue à travers le monde*.

Huisman, Georges (1889-1957 : 88 ans)

Archiviste paléographe, directeur des beaux-arts le 4 février 1934, il crée le festival de films de Cannes en 1939. Il supervise le départ des objets et œuvres d'art des musées parisiens vers la province lors de l'évacuation en 1940. C'est un proche de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des beaux-arts, qui crée le **MNATP** et encourage les bibliobus.

Huwart, François (1947-)

Maire de Nogent-le-Rotrou (Orne) depuis 1989, Parti Républicain de Gauche, fils de Robert Huwart. Haut fonctionnaire, député (1997-1999, 2003-2007), secrétaire d'État au commerce extérieur (1999-2002).

Huwart, Robert (1947-)

Maire socialiste, puis Radical de gauche de Nogent-le-Rotrou. Il est président du conseil général d'Eure-et-Loir (1979-1986).

Jardel, Pierre-Yves

Maire d'Orbais-l'Abbaye (1979-2014) (Marne), Conseiller général de la Marne (1997) et vice-président du Conseil régional de Champagne-Ardenne.

Jeanton, Gabriel (1881-1943 : 62 ans)

Juriste érudit et historien, il défend le projet régionaliste. Membre de l'Académie de Mâcon-sur-Saône (Saône-et-Loire) dès 1908, puis Président, il crée « l'Office départemental pour l'utilisation de la pierre en Saône-et-Loire » en 1938 afin de relancer l'activité de carrière avec les professionnels. Folkloriste, il recense en 1923 les cheminées sarrasines bressanes. C'est également un ethnographe des limites du droit écrit et du droit coutumier de la Bresse louhannaise.

Jean-Brunhes Delamarre, Mariel (1905-2001 : 96 ans)

Géographe et ethnologue, elle participe aux travaux du **MNATP** dès 1958 et réalise de nombreuses études, collectes (Aubrac, ...), expositions (la 18^e exposition du **MNATP**, « Bergers de France », en juillet-novembre 1962 est la plus réussie) et rédige de nombreux ouvrages fondamentaux sur l'agriculture dans le monde. Elle constitue un inventaire des instruments agricoles anciens en France. Elle reçoit le titre de membre d'honneur décerné par l'Association internationale des Musées d'agriculture, lors de son 6^e Congrès (Stockholm, septembre 1982).

Joxe, Pierre (1934-)

Son grand-père Daniel Halévy écrit *Visites aux paysans du Centre* en 1934. Son père Louis Joxe est ministre du général de Gaulle. Lui-même est ministre socialiste de l'Intérieur, puis de la Défense. Il préside le Conseil régional de Bourgogne de 1979 à 1982 et l'**Écomusée de la Bresse bourguignonne** depuis sa création. Il possède une résidence secondaire à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), dans le fief du député socialiste Arnaud Montebourg, où se déroule depuis quarante ans la traditionnelle fête de la rose.

Lagrange, André (1909-1959 : 50 ans)

Issu d'une famille de vignerons, agrégé de lettres et ethnologue bourguignon, fin connaisseur de la viticulture et du folklore bourguignon, disciple de Gabriel Jeanton. Georges Henri Rivière l'associe à la création du **Musée du vin de Bourgogne**. Il réalise également la muséographie du **Musée de terroir de Romenay** à l'exposition internationale de Paris en 1937. Folkloriste, il anime de nombreuses manifestations traditionnelles en Bourgogne. Il est chargé de mission pour le **MNATP**.

Lang, Jack (1939-)

Ministre socialiste de la Culture sous les deux présidences de François Mitterrand, de 1981 à 1986, puis de 1988 à 1993. Il est en charge également de la Communication (1988-1992), des Grands Travaux (1988-1991), du Bicentenaire (1988-1989), enfin de l'Éducation (1992-1993) dans le gouvernement Bérégovoy. Il favorise le mouvement des écomusées et la création de la Fédération des écomusées et des musées de société (FEMS). Il soutient et participe au projet du **Compa**, dont il assure l'inauguration avec Henri Nallet, alors ministre de l'Agriculture, en 1981.

Lavoisier, Antoine (1743-1794 : 51 ans)

Chimiste, fermier-général, propriétaire d'un vaste domaine agricole, il fait partie du Comité d'agriculture de 1785 à 1787 et rédige des mémoires sur le parcage des bêtes à laine, les fumiers, le trèfle. Il étudie l'insalubrité de la Sologne. Le 15 mars 1791, il présente à la Constituante un mémoire sur la richesse territoriale de la France calculée sur les potentialités agricoles de la nation.

Lecat, Jean-Philippe (1935-2011 : 76 ans)

Ministre de la Culture et de la communication du 5 avril 1978 au 4 mars 1981, à la fin du mandat Présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing, il met en place la Mission au Développement Culturel (MDC) et prépare la mise en place des Directions Régionales aux Affaires Culturelles (DRAC). Il concentre son action sur la défense du patrimoine architectural et crée la Mission au patrimoine ethnologique en avril 1980. Il faut que les dirigeants des collectivités locales et les patrons des entreprises regardent d'abord le patrimoine local¹⁰²². Il valide la charte des écomusées, organise l'année du patrimoine en 1980, encadre et soutient deux grands projets élyséens : la mise en place du **Musée d'Orsay** et la création de la **Cité des Sciences et de l'Industrie** de la Villette. Il préside l'École nationale du patrimoine de 1990 à 1999.

Lecoq, Jean (1926-)

Napoléon Lecoq, Compagnon du Tour de France, Champenois d'origine, s'installe à Boisville-la-Saint-Père (Eure-et-Loir), en 1858, en pleine Beauce pour y construire des matériels agricoles (batteuses, trépineuses à cheval et autres outils). Les matériels Lecoq sont exposés à l'Exposition universelle de Paris. En 1952, à la fin de l'explosion du marché du machinisme agricole généré par le plan Marshall, son petit-fils, Jean Lecoq reprend l'entreprise. Il préside le **Compa** dès son ouverture.

Lecoq, Raymond (1896-1988 : 94 ans)

Membre du comité de patronage pour la création du **Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles** au début des années 1980.

Léotard, François (1942-)

Ministre de la Culture du 20 mars 1986 au 10 avril 1988, avec Philippe de Villiers comme ministre délégué, il tente d'encourager les initiatives locales dans un contexte de rigueur

¹⁰²² / *France-Soir*, 18 septembre 1979.

gouvernementale. Il fait promulguer une loi-programme sur le patrimoine, le 21 avril 1988 qui vise à l'inscrire dans le territoire.

Lemoine, Georges (1934-)

Maire de Chartres de 1977 à 1998. Secrétaire d'État de mai 1981 à mai 1986.

Leroi-Gourhan, André (1911-1986 : 75 ans)

Ethnologue, archéologue, préhistorien et anthropologue des techniques. Ses recherches nourrissent le renouvellement des muséographies du monde agricole des années 1980. Il inspire les travaux de la revue *Technique et culture* fondée en 1983. Professeur au Collège de France, il forme plusieurs générations d'archéologues.

Lévi-Strauss, Claude (1908–2009 : 101 ans)

Anthropologue structuraliste et académicien, professeur au Collège de France, auteur de *Tristes tropiques* en 1955 il est proche du monde des musées d'agriculture par ses fonctions de directeur adjoint du **Musée de l'Homme** mais aussi par les conseils et plans qu'il fournit à son ami Georges Henri Rivière pour l'édification du **MNATP** sur le site du bois de Boulogne.

Lirochon, Philippe (1950-)

Maire de Villeau (Eure-et-Loir), président de la Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir (Trois mandats jusque 2013)

Machet, Jacques (1923-)

Agriculteur, maire de Jonchery-sur-Suippes (Marne) et Conseiller général de Suippes (Marne) (1973-1998), sénateur (1983-2001). Il est membre du groupe centriste.

Maget, Marcel (1914-1994 : 80 ans)

Travaille depuis 1935 avec André Varagnac à la Commission des recherches collectives. Collaborateur, puis adjoint du **MNATP**, il participe à différentes missions comme celle de Barbentane en 1937. Il dirige depuis la même année le « service de folklore paysan » rattaché à l'assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture (APPCA), puis à la Corporation paysanne. Il enseigne au **Musée de l'Homme**, dont il dirige le Laboratoire d'Ethnographie française. Conservateur, puis directeur du **MNATP** (1946-1962) et au **Musée dauphinois** de Grenoble en 1970. Professeur à l'École du Louvre, à la chaire d'ethnologie française (1944-1962) et à l'Institut d'ethnologie (1944-1975), il achève sa carrière comme professeur de psychologie sociale à Dijon.

Mallasis, Louis (1918-2007 : 89 ans)

Professeur d'agronomie à Montpellier, issu d'une famille paysanne, il est un grand acteur régional de la promotion de l'agriculture, dans la tradition des prestigieux professeurs d'agronomie : René Dumont, Marc Dufumier, ... Il fonde Agropolis International, vaste campus dédié aux formations et à la recherche en agriculture en 1986 et **Agropolis Museum** à Montpellier (Hérault) en 1992. Ce musée des agricultures et des nourritures du monde valorise la recherche agricole. Il rend compte du « combat inachevé des paysans pour se nourrir et nourrir la planète. »

Mamère, Noël (1948-)

Journaliste, élu du parti « Europe Écologie Les Verts », il est maire de Bègles (Gironde) depuis 1989, conseiller régional d'Aquitaine et député de la Gironde depuis 1997.

Marignan, Émile (1847-1937 : 90 ans)

Médecin spécialiste de la préhistoire et de l'ethnographie à Marsillargues (Hérault). Il collabore avec Armand Landrin à la réalisation des salles françaises du **Musée du Trocadéro** dans les années 1880 et à la collecte des objets d'ethnographie de la section « Provence et Languedoc ». Il est « l'homme né pour réussir le **Musée félibréen** », d'après Frédéric Mistral. Il rédige en 1896 *Les instructions pour la récolte des objets ethnographiques du pays arlésien* qui décrivent les méthodes utilisées au **musée du Trocadéro** puis au **Museon Arlaten**. Il définit les objets et documents qui restituent la réalité d'une société rurale et les collecte avec l'aide de la population. Les objets à collecter sont classés en huit groupes. L'agriculture occupe le second groupe qui comprend l'alimentation, l'agriculture, l'élevage des bestiaux, la chasse et la pêche.

Maumené, Albert (1874-1936 : 62 ans)

Professeur d'horticulture, il écrit de nombreux ouvrages et articles en particulier dans la revue *Nature*. C'est un spécialiste des bonsaïs qui rédige le premier ouvrage sur cette plante. Il anime la revue *La Vie à la campagne* et conçoit de nombreux jardins. Il est élu président de la Société française des architectes de jardins en 1933.

Méline, Jules (1838-1925 : 87 ans)

Ministre de l'agriculture du 21 février 1883 au 6 avril 1885 ; du 29 avril 1896 au 28 juin 1898 ; du 29 octobre 1915 au 12 décembre 1916. Il crée le « Mérite agricole » en 1884. Chef du mouvement protectionniste à la chambre, il fait instituer en 1892 le double tarif douanier. Il publie en 1905 *Le retour à la terre* et *Le salut par la terre* en 1919.

Mirault, René (1922-)

Fils de charron, abbé de la paroisse de Dommartin et d'Auve (Marne), participe aux collectes, donne de rares tarières et réalise l'inventaire de la collection de la Bertaube en 1976. Membre du bureau de la Bertaube jusque dans les années 2010. Aide matériellement et spirituellement l'équipe.

Mistral, Frédéric (1830-1914 : 84 ans)

Poète du peuple provençal, né à Maillane (Bouches-du-Rhône), d'une famille de paysans aisés, il fonde en 1854, avec six autres poètes : Roumanille, Aubanel, Brunet, Giera, Mathieu et Tavan *le Félibrige*, académie poétique provençale. Auteur de *Mireille* et du *Poème du Rhône* en 1875, il étend son influence au-delà des cercles provençaux et inspire de nombreux courants régionalistes.

Il crée à Arles le musée ethnographique **Museon Arlaten**, inauguré en 1899, appelé aussi « Panthéon de la Provence. » Il y reprend les dispositifs de présentation : dioramas, reconstitutions de scènes avec mannequins, popularisés par le promoteur du **Nordiska Museet**, le docteur suédois, Artur Hazelius lors de l'Exposition universelle de 1878 à Paris. En 1904, il obtient le Prix Nobel de littérature (partagé avec le poète et dramaturge espagnol José Echegaray). L'argent permet le transfert des collections dans un bâtiment plus vaste. Le musée est inauguré en 1909 dans ses nouveaux locaux. Dès son ouverture, le **Museon Arlaten** est une référence et inspire par sa muséographie de nombreux musées de province.

Monnet, Georges (1898-1980 : 82 ans)

Député socialiste du Soissonnais, ministre de l'Agriculture sous le Front populaire, il crée l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB) le 15 août 1936 pour stabiliser le marché de cette céréale essentielle et garantir des revenus aux producteurs par une politique dirigiste des prix. Connaisseur des milieux culturels, il est au cours de sa carrière parlementaire, rapporteur du budget des beaux-arts.

Nivière, Césaire (1799-1879 : 80 ans)

Fondateur de l'École régionale d'agriculture de la Saulsaie dans les Dombes (Ain). Pionnier du drainage et de l'aménagement des zones marécageuses, il étudie les réalisations agronomiques et agricoles en Prusse en 1839 et en Angleterre en 1852 et 1853. Il crée en 1842, avec l'appui du ministre de l'Agriculture et du commerce Laurent Cunin-Gridaine, l'institut de la Saulsaie dont il est le premier directeur. L'Institut est un échec sur le plan de la production agricole et ferme ses portes en 1869 tandis que l'État ouvre l'école de Montpellier à la Gaillarde.

Ory, Pascal (1949-)

Fondateur du courant de l'Histoire culturelle en France, Professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne et à l'École des hautes études en sciences sociales il s'installe à Chartres en 1990. En 1995, il devient adjoint à la vie culturelle de la ville de Chartres. En 2001, il se présente en tête de liste PS aux municipales.

Parain, Charles (1883-1984: 91 ans)

Ruraliste, agrégé de grammaire, égyptologue, il participe aux recherches du MNATP et aux grandes enquêtes pluridisciplinaires comme celle de l'Aubrac à partir de 1964. Ethno-historien il rédige en 1941, à la demande de Marc Bloch dans *The Cambridge economic History of Europe*, les notices qui concernent les techniques agricoles. Il s'intéresse à la « communauté villageoise ».

Pasteur, Louis (1822-1895 : 73 ans)

Illustre scientifique français à qui l'on doit des découvertes fondamentales sur le vin. Ses recherches sont souvent citées dans les travaux sur l'agriculture dans les musées. Quatre musées lui sont consacrés : Le **Musée des Applications de la Recherche**, dans le Pavillon des Cent-Gardes à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) ; la **Maison de Louis Pasteur** à Dole (Jura) ; la **Maison de Louis Pasteur** à Arbois (Jura) et le **Musée Pasteur** dans le 15^e arrondissement de Paris.

Pérardel, Jean-Paul

Maire de L'Épine, pendant 24 ans de 1971 à 1995. Négociant en vins et responsable 42 ans du restaurant les « Armes de Champagne, étoilé Michelin 30 ans » à L'Épine. Il est coprésident des Amis de la Basilique de L'Épine.

Perrin de Puycousin, Maurice (1856-1949 : 93 ans)

Avocat, admirateur des félibres provençaux, il se dévoue à la culture traditionnelle bourguignonne et veut « restaurer l'âme bourguignonne. ». Il collectionne un vaste ensemble d'objets populaires à travers ses multiples pérégrinations dans la campagne bourguignonne. Il donne sa maison de famille du XVII^e siècle à Tournus (Saône-et-Loire) pour en faire un musée où il fait revivre des scènes traditionnelles du mâconnais ou de la vie de la Bresse bourguignonne. Entre 1935 et 1938, il installe à Dijon ses collections dans l'hôtel Aubriot qui est inauguré en 1938. Ce musée ferme en 1970 pour travaux. La collection, qui présente, sous l'angle du pittoresque, la ruralité bourguignonne est exposée depuis 1985 dans le cloître des Bernardins à Dijon au sein du **Musée de la Vie bourguignonne Perrin de Puycousin**.

Pfister, Christian (1857-1933 : 76 ans)

Disciple de Fustel de Coulanges, historien et enseignant, il rédige une œuvre d'histoire régionale conséquente, en particulier sur Nancy. Patriote, il achève sa carrière en occupant le poste de son maître Fustel de Coulanges.

Pisani, Edgar (1918-)

Ministre de l'agriculture de 1961 à 1966, sous les cabinets Michel Debré et Georges Pompidou, il joue un grand rôle dans la définition de la politique agricole commune (PAC). Il met en place la loi d'orientation agricole (LOA). Il est également l'artisan de la cogestion agricole qui associe FNSEA et État dans la gestion de l'agriculture nationale. Artisan du productivisme dans les années 1960, il le rejette actuellement : « J'ai été, quant à moi, productiviste... hier. Ce qui se passe, aujourd'hui, m'inspire plus d'inquiétude que d'espoir. À vouloir forcer la terre, nous prenons, en effet, le risque de la voir se dérober. À vouloir mondialiser le marché, nous faisons fi du besoin que tous les peuples ont de vivre à leur manière du travail de leurs terres. À industrialiser le travail agricole, nous chassons des paysans dont les villes et les usines ne savent plus que faire.¹⁰²³ »

Pline l'Ancien (23-79 : 56 ans)

Chevalier romain, il écrit de nombreux ouvrages dont seul subsiste *l'Histoire naturelle* où il décrit les animaux, les végétaux et la culture, parmi d'autres thèmes. Seul auteur romain avec Palladius (V^e siècle) à décrire la charrue inversée gauloise le « vallis ».

Pompon, François (1855-1933 : 78 ans)

Sculpteur né à Saulieu, chef d'atelier de nombreux grands sculpteurs : Auguste Rodin, René-Paul de Saint-Marceaux. Il se spécialise dans la sculpture animalière en 1906 et prend pour modèle les animaux domestiques l'été à la ferme. Il se rend au Jardin des Plantes à Paris pour sculpter les animaux sauvages.

Poujade, Robert (1928-)

Gaulliste bourguignon, il exerce les premières fonctions ministérielles françaises liées à l'environnement. Il est nommé en janvier 1971 ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, dans les gouvernements Chaban-Delmas (janvier 1971-juillet 1972) et Messmer (juillet 1972-mars 1973), puis ministre de la

¹⁰²³ / Edgar Pisani, 2004, p. 69.

protection de la nature et de l'environnement (Gouvernement Messmer, avril 1973-février 1974).

Pourrat, Henri (1887-1959 : 81 ans)

Il obtient le prix Goncourt en 1941 pour *Vents de mars*, ode à la vie rurale en Auvergne.

PrévotEAU, Maurice (1908-1994 : 86 ans)

Agriculteur, maire de Bazancourt, président du conseil général de la Marne de 1973 à 1982, il est conseiller régional de 1973 à 1974, sénateur, Membre du Groupe de l'Union Centriste des Démocrates de Progrès.

PrévotEAU, Michel

Maire de Bazancourt dans la Marne, mort en exercice 1977-1991, son frère Bernard lui succède.

Providence, Jean-Marc (1953-)

Muséologue français, directeur de l'écomusée de la Forêt d'Orléans, ancien chef du département des expositions à la Cité des Sciences et d'Industrie, il intègre l'équipe de préfiguration du **Compa** le 1^{er} avril 1982. Il dirige le **Compa** suite à la mission que lui confie Jack Lang. Il transforme alors le **Compa** musée du machinisme agricole en musée de société consacré aux questions environnementales. En 2002, Catherine Trautmann le sollicite pour concevoir le contenu de l'exposition internationale qui devait être organisée en Seine-Saint-Denis. Le projet est abandonné sous le gouvernement Raffarin. Il l'intègre dans le dispositif de l'exposition du pavillon de la France à l'exposition internationale d'Aichi au Japon en 2005. Jacques Chirac, Président, le félicite le 27 mars 2005.

« Notre Pavillon français qui est superbe et en particulier l'extraordinaire film sur la dégradation de la nature qui a été fait par Monsieur Jean-Marc Providence et qui est véritablement une œuvre d'une très grande qualité¹⁰²⁴. »

Il réalise également le pavillon de la France à l'exposition internationale de Saragosse, sur le thème de l'eau et le Parc d'Aventures Scientifiques et de société (PASS) à Frameries en Belgique (Wallonie) sur le site d'un ancien charbonnage du Borinage, dont l'architecte est Jean Nouvel. Il est Directeur Général adjoint chargé de la Culture, au conseil général d'Eure-et-Loir.

¹⁰²⁴ / Présidence de la République. Point de presse du Président de la République lors de la visite du pavillon français et du pavillon allemand à l'exposition universelle d'Aïchi. 27/03/2005. [en ligne]. [Consulté le 04/02/2015]. Disponible à l'adresse : www.jacqueschirac-asso.fr/archives-elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/conferences_et_points_de_presse/2005/mars/fi001136.html

Queuille, Henri (1884-1970 : 86 ans)

« Le petit père Queuille » est un médecin, ministre sous la Troisième République, en particulier de l'Agriculture en 1924-25, 26-28, 1930, 32-34, 38-40. Dès son arrivée à Londres en avril 1943, il lance un appel aux paysans sur la BBC pour les inciter à résister. Il réalise la première tentative d'homologation de pesticides, un soutien à la mécanisation agricole, au reboisement et à l'électrification rurale. Il crée le Génie rural et la cinémathèque du ministère de l'Agriculture.

Ravaux, Jean-Pierre (1942-2008 : 64 ans)

Médiéviste français. Premier Conservateur de 1970 à 2002 des musées de Châlons-en-Champagne. Il fait intégrer un article sur la dévolution des collections de **La Bertaugue** au musée de Châlons-sur-Marne en cas de dissolution de l'association. Il préside de 1982 à 1984 la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne.

Rieffel, Jules (1806-1886 : 80 ans)

Ingénieur agronome, Il défriche le domaine de Grand-Jouan (Loire-Atlantique) où il crée la première école d'agriculture française qu'il dirige de 1830 à 1881. « Cette école primaire d'agriculture » servira de modèles aux fermes-modèles. Il fonde la revue *Agriculture de l'Ouest de la France* en 1841. C'est un des inspirateurs de la loi de 1848 sur l'agriculture.

Rivet, Paul (1876-1958 : 82 ans)

Spécialiste de l'Amérique latine, ce médecin militaire contribue à fonder l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris en 1925 où il professe. En 1928 il devient titulaire de la chaire d'ethnographie du **Museum** et dirige le **Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET)**, rattaché au **Muséum**. En 1937, le **MET** devient **Musée de l'Homme** dans les nouveaux locaux du Palais de Chaillot, construit à l'occasion de l'exposition internationale de Paris. Il le dirige avec son adjoint Georges Henri Rivière. Il fonde plusieurs institutions comme la Maison de l'Amérique latine et l'Institut des Hautes Études latines. Il joue également un rôle politique de premier plan et participe à la fondation du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes le 5 mars 1934. Il entre en Résistance et adhère au groupe de résistance « réseau du Musée de l'Homme. »

Reyssier, Jean (1922-2003 : 81 ans)

Maire communiste de Châlons-sur-Marne en 1977, il conserve ce mandat jusqu'en 1995 (3 mandats, 18 ans). Conseiller général de 1970 à 1994. Député de 1986 à 1989. Il favorise la réconciliation franco-allemande grâce à un jumelage avec la ville de Neuss. Il crée le **Musée le Schiller et Goethe** (fermé en 2008).

Rivière, Georges Henri (1897-1985 : 88 ans)

« Personnage charismatique, à l'aise avec les paysans et les intellectuels¹⁰²⁵. »

Ethnologue, muséographe et pianiste, il prône « L'éveil du regard ethnographique contemporain sur la France et son expression avant tout muséographique¹⁰²⁶. » Il porte le musée au cœur de la vie sociale et populaire. Présent dès 1928 aux côtés de Paul Rivet à la tête du **MET**, il est à l'origine de multiples institutions et initiatives dès le Front populaire : **MNATP**, **Musée du vin de Bourgogne**, musées régionaux. Premier directeur du Conseil International des Musées (ICOM) de 1948 à 1964, puis conseiller permanent, il conjugue le regard ethnographique à la muséologie, la recherche et le souci constant du développement institutionnel des musées d'arts et traditions populaires. Initiateur des grandes enquêtes ethnologiques nationales dès les années 1930, il participe amplement à la conception de la politique publique du patrimoine ethnologique nationale récente, comme la création des parcs naturels régionaux et des écomusées. Il donne des cours à l'École du Louvre dans les années 1930 et 1940, puis aux universités de Paris I et Paris IV de 1970 à 1982.

C'est le père conceptuel des écomusées.

Roupnel, Gaston (1871-1946 : 75 ans)

Romancier et historien universitaire bourguignon. Il publie avec succès l'*Histoire de la campagne française* chez Grasset en 1932.

Rouquier, Georges (1909-1989 : 80 ans)

Réalisateur et scénariste de cinéma, il tourne des courts-métrages dans lesquels le monde rural et agricole occupe souvent la première place : *Vendanges* en 1929 ; *Le tonnelier* en 1941, sous l'État français, reçoit le Grand-Prix au Congrès du Film Documentaire ; *Le charron* en 1943, puis plusieurs longs métrages dont les mythiques *Farrebique* en 1944 qui reçoit de nombreux prix et *Biquefarre* en 1983.

¹⁰²⁵ / Martine Ségalen, *France Inter*, octobre 2014.

¹⁰²⁶ / Isac Chiva, 1985, p. 1.

Sadoul, Charles (1872-1930 : 58 ans)

Juriste et historien, conservateur du **Musée Lorrain de Nancy**, créateur de la section arts et traditions populaires au sein de celui-ci, il est conseiller général du canton de Raon-L'Étape (Vosges). Il crée les revues *Pays lorrain* et *Revue lorraine* consacrées aux contes et au folklore. Il milite dans la Fédération régionaliste de Jean Charles-Brun.

Salleron, Louis (1905-1989 : 84 ans)

Journaliste et syndicaliste paysan de droite, à l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA). Les bases de la théorie corporatiste agricole sont issues en grande partie de sa thèse *Un régime corporatiste pour l'agriculture*, publiée en 1937. Il est délégué général de la Commission d'organisation corporative paysanne, chargé des questions économiques et sociales en 1941 et dirige l'école des cadres de la Corporation paysanne à partir de novembre 1942.

Salles, Georges (1889-1966 : 77 ans)

Petit-fils de Gustave Eiffel, professeur à l'École du Louvre dès 1926, Conservateur du département des Arts asiatiques au musée du Louvre, il est le premier directeur des Musées de France de 1945 à 1957. À la Libération, il réorganise les musées de France. Il donne aux musées de province un nouveau statut et les stimule par ses nombreuses visites. Il contribue à fonder l'ICOM. Il dirige avec André Malraux la collection « L'Univers des formes » chez Gallimard.

Sauvage, Édouard (1850-1937 : 87 ans)

Polytechnicien, du corps des mines. Ingénieur des Chemins de fer, il est détaché au **Musée des arts et métiers** en 1903. Il enseigne comme professeur à l'École des mines de Paris. Il est nommé inspecteur général des mines en 1912.

Savary, René-Paul (1953-)

Médecin, membre de l'UMP, conseiller régional ; conseiller municipal de Sézanne ; conseiller général du canton de Sézanne (Marne) élu en 1985, réélu en 1992, 1998, 2004 ; président du conseil général de la Marne depuis 2003, sénateur élu le 25 septembre 2011.

Sébillot, Paul (1843-1918 : 75 ans)

Ethnologue, écrivain et peintre français. Il atteint la notoriété grâce la publication en 1875 de l'essai à succès *La république, c'est la tranquillité*. Inspiré par sa région d'origine la Bretagne, il préside les « Dîners celtiques » qu'il fonde à Paris en 1878. Ce cercle est fréquenté par de nombreuses notoriétés passionnées par la « matière celtique », comme Ernest Renan.

Il contribue également à fonder la société des Traditions populaires en 1882 qui organise les « Dîners de Ma Mère l'Oye », réunion de folkloristes. Il dirige la revue du même nom. Il est nommé chef de cabinet au Ministère des Travaux publics. Il publie sa grande œuvre, le *Folklore de France*, en quatre volumes. Il est nommé Président de la société d'anthropologie. Il est à l'initiative de deux revues, *la Revue des Traditions Populaires* créée en 1886 et *Folklore de France* en 1904.

Sigaut, François (1940-2012)

Fondateur de l'AFMA, président de l'AIMA, cet agronome, ethnologue, historien des techniques agricoles, soutient sa thèse en 1975 sur l'agriculture sur le feu. Chercheur central de l'ethnologie des technologies et de la patrimonialisation de l'agriculture.

Thouin, André (1747-1824 : 77 ans)

Botaniste et agronome français, fils du jardinier en chef du Jardin du roi, il étudie la botanique auprès de Bernard de Jussieu. Il collabore à l'Encyclopédie. En 1793, il est nommé professeur administrateur du **MNHN** où il est également grand maître des collections du Muséum. Il met en place, au sein du **MNHN**, entre 1800 et 1806, une école d'arboriculture et une école d'agriculture pratique qui connaissent un certain succès. Il fait l'inventaire des jardins botaniques possédés par les nobles et dignitaires déchus des environs de Paris.

Stasi, Bernard (1930-2011)

Maire d'Épernay pendant 24 ans, député de la Marne, Président du conseil régional de Champagne-Ardenne de 1981 à 1988.

Van Gennep, Arnold (1873-1957 : 84 ans)

Polyglotte et créateur de l'ethnographie française, auteur de nombreux travaux méthodiques, il n'a jamais été reconnu officiellement par l'Université française. Il écrit *Les rites de passage* en 1909 et se consacre à partir de 1922 à ses travaux sur le folklore de France en particulier en localisant les coutumes. Il étudie l'ethnographie des populations rurales de l'Europe. Il intervient au **Musée d'Épernay** dans la Marne, dans lequel sa fille Kitty travaille de nombreuses années comme bibliothécaire et fait fonction de conservateur.

Van Gennep, Kitty (1903-1966 : 63 ans)

Bibliothécaire de la Sorbonne, elle est nommée le 1^{er} février 1941 à la bibliothèque municipale d'Épernay, transférée en 1948 au Château Perrier. Elle doit gérer les 100 000 volumes de la bibliothèque et les **Musées du Vin de Champagne et des beaux-arts**. Elle publie une bibliographie complète des œuvres de son père. Elle reçoit les Palmes académiques.

Varagnac, André (1894-1983 : 89 ans)

Spécialiste de l'archéologie, diplômé d'études supérieures de philosophie, ethnologue, il est Conservateur adjoint du **MNATP** à partir de 1937 et collaborateur direct de Georges Henri Rivière.

Vaylet, Joseph (1894-1982 : 88 ans)

Écrivain et poète, disciple de Frédéric Mistral, il collectionne toute sa vie de nombreux objets du Haut-Rouergue. Majoral du Félibrige, il crée le **Musée d'Espalion** (Aveyron).

Vecten, Albert (1926-)

Agriculteur et maire UMP, puis Union Centriste, de Muizon (Marne) de 1953 à 1989. Il est conseiller général de Ville-en-Tardenois (Marne), puis président du conseil général de la Marne de 1982 à 2003, après Maurice PrévotEAU (Centre des Démocrates Sociaux 1976-1995), sénateur de la Marne (1983-2001), il suit le budget de l'enseignement agricole. Il crée le district de Gueux. Il soutient la création de l'Europol'Agro, pôle d'excellence d'enseignement supérieur et de recherche agricole et viticole. Il fait voter le prix de la vignette automobile la moins chère de France.

Verneau, René (1852-1938 : 86 ans)

Anthropologue français, spécialiste des îles Canaries, professeur au **MNHN**, succède durant quatre années à Ernest Hamy à la tête du **MET** en tant que Conservateur.

Vidal de la Blache, Paul (1845-1918 : 73 ans)

Géographe français, fondateur des *Annales de géographie*, éditeur de manuels et de cartes murales, il présente son célèbre *Tableau de la géographie de la France* en 1903. Il rédige dès 1910 *la Géographie universelle* publié de 1927 à 1948. Il crée l'approche géographique régionaliste en France. Il est l'instigateur de nombreux concepts géographiques.

Définitions**Agrariens, pensée agrarienne**

Sous l'Ancien Régime et sous la Révolution française, les Agrariens sont partisans des lois agraires, du partage des terres entre ceux qui les cultivent. Au XX^e siècle, ce mouvement vise à développer l'exploitation intensive du sol au moyen de la modernisation de l'outil de production. Michel Debatisse, agriculteur agrarien incarne la Révolution agricole française des années 1950.

Agriculture

« Terme introduit depuis la fin du XIII^e siècle dans la langue française ; issu du mot latin *agricultura* : culture du sol, ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et des animaux utiles à l'homme.¹⁰²⁷ »

Agronomie

Particulièrement en vogue au XVIII^e siècle dans les milieux aristocratiques, cette science, étudie depuis l'Antiquité l'art et les techniques d'amélioration des productions agricoles.

Arts populaires

Terme qui apparaît au XVIII^e siècle en Europe, lorsque la notion de peuple surgit de l'histoire avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les biens et pratiques qui relèvent des Arts populaires proviennent du travail ou de la sociabilité collective populaire. Ces objets ont trait aux us et coutumes rurales et urbaines (vêtements, objets du travail de l'agriculture, ...). Au XIX^e siècle, de grandes collectes d'objets sont concomitantes de la constitution des musées de folklore.

L'expression « arts et traditions populaires » est créée en 1886. Le domaine couvert par les arts et traditions populaires comprend les productions et expressions matérielles et immatérielles propres au peuple, créées et utilisées par lui, et correspondant à des doctrines et des pratiques transmises de génération en génération¹⁰²⁸. »

Centre d'interprétation du patrimoine

Concept formalisé en 1957 par le journaliste nord-américain Tilden Freeman dans son ouvrage *Interpreting our heritage*. Le centre d'interprétation a pour ambition de fournir au public des clés de lecture d'un patrimoine naturel ou culturel. Outil de valorisation du patrimoine, il nécessite des médiations et des aménagements particuliers pour une interprétation documentée. Ce concept développe cinq grands principes qui interrogent les motivations des visiteurs de patrimoine : se demander pourquoi les visiteurs viennent, offrir la compréhension d'un tout plutôt que d'une partie, ancrer une révélation dans la personnalité des visiteurs, couler la matière brute dans des formes artistiques, se garder de tout excès.

¹⁰²⁷ / Petit Robert, 2003, p. 52.

¹⁰²⁸ / Noémie Drouguet, 2015, p. 27.

Classe patrimoine

Classe transplantée sur un site patrimonial. Dispositif créé en 1982.

Collection

Introduit d'après le terme latin *collection* en 1371 :

« Action de réunir. Il s'agit d'une réunion d'objets ayant un intérêt esthétique, scientifique, historique, géographique, une valeur provenant de leur rareté, ou rassemblés par goût de l'accumulation¹⁰²⁹. »

« Ensemble d'objets matériels ou immatériels qu'un individu ou un établissement a pris soin de rassembler, de classer, de sélectionner, de conserver dans un contexte sécurisé et le plus souvent de communiquer à un public plus ou moins large, selon qu'elle soit publique ou privée¹⁰³⁰. »

Collectionnisme

Dans l'Antiquité, action d'accumuler du butin pris à l'ennemi et de l'exposer sous forme de trophée. La collection se confond au Moyen-Âge avec le trésor ecclésiastique ou princier.

« Psychologie. Manie, tendance morbide qui consiste à rassembler et accumuler des objets, le plus souvent hétéroclites et sans valeur¹⁰³¹. »

Conservatoire

« Lieu où l'on maintient quelque chose, hors de toute altération, ce qui permet de conserver. »

« Établissement généralement public, destiné à conserver, sauvegarder certaines valeurs culturelles (musique, théâtre, mécanique, etc.) et à en promouvoir l'enseignement¹⁰³². »

Culture

« Au figuré : fructification des dons naturels permettant à l'homme de s'élever au-dessus de sa condition initiale et d'accéder individuellement ou collectivement à un état supérieur. Ensemble des moyens mis en œuvre par l'homme pour augmenter ses connaissances, développer et améliorer les facultés de son esprit, notamment le jugement et le goût¹⁰³³. »

« Phénomène de société, [...]. Assignant à la culture le rôle de formation de la conscience collective qui revenait auparavant à la religion, l'État moderne laïc met parallèlement en place des politiques éducatives et des politiques de patrimonialisation des œuvres d'art tout en développant un système d'aide qui accompagne la

¹⁰²⁹ / Petit Robert, 2003, p. 471.

¹⁰³⁰ / André Desvallées, François Mairesse, 2011, p. 26.

¹⁰³¹ / Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL). « collectionnisme. » [en ligne]. CNRTL : Nancy, 2012. [Consulté le 06/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/collectionnisme>

¹⁰³² / Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL). « Conservatoire. » [en ligne]. CNRTL : Nancy, 2012. [Consulté le 06/07/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.cnrtl.fr/definition/conservatoire>

¹⁰³³ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL). « Culture. » [en ligne]. CNRTL : Nancy, 2012. [Consulté le 06/07/2014]. Disponible à l'adresse : www.cnrtl.fr/lexicographie/culture

professionnalisation des activités de création. Ce système, qui prendra le nom de « politique culturelle », participe de la légitimation d'une catégorie de biens culturels, au sens restreint¹⁰³⁴. »

Développement culturel

« Une politique destinée à mettre la culture au cœur de la vie des gens, répondant aussi à l'obligation de l'État d'assurer à chacun l'exercice de son droit à la culture. Cette approche a pour corollaire de lier étroitement la culture aux autres domaines d'intervention de l'État, ce qu'illustre la création du Fonds d'intervention culturelle qui, jusqu'en 1985, recueille les crédits de différents ministères pour le soutien à des actions innovantes¹⁰³⁵. »

Exposition

« Mot issu du latin qui signifie : exposé, explication. Signifie aussi bien le résultat de l'action d'exposer que l'ensemble de ce qui est exposé et le lieu où on l'expose¹⁰³⁶. »

Folklore

Le mot folklore vient du terme anglais folk-lore introduit en 1846, « science, savoir du peuple » par William Thoms et désigne les traditions, usages et arts populaires d'une communauté.

« Le folklore recueille et compare les restes des anciens peuples, les superstitions et histoires qui survivent, les idées qui vivent dans notre temps mais ne sont pas de notre temps¹⁰³⁷. »

Discipline née en France au début du XIX^e siècle avec la fondation en 1804 de l'Académie celtique qui projette de recueillir la « mémoire du peuple ». À partir de la moitié du XX^e siècle, l'ethnologie étudie les matériaux que la science folklorique a identifiés.

Histoire culturelle

« Une modalité d'histoire sociale qui circonscrit son enquête aux phénomènes symboliques ou, pour le dire plus simplement, comme une histoire sociale des représentations. » Elle s'inscrit en continuité des historiens français des mentalités (Georges Duby, Robert Mandrou, ...) et l'histoire de la civilisation développée outre-Rhin. Les travaux ont été initiés par le rémois Maurice Crubellier. C'est une histoire sociale qui s'intéresse aux effets des représentations sur la réalité. Le système de production et de circulation des biens culturels est l'objet de l'analyse¹⁰³⁸. »

¹⁰³⁴ / Gisèle Sapiro, Culture. Prise de vue. Encyclopédie Universalis, 2014.

¹⁰³⁵ / Ministère de la Culture et de la Communication. Développement culturel. [en ligne]. [Consulté le 26/09/2013]. Disponible à l'adresse : www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/accueil.htm

¹⁰³⁶ / André Desvallées, François Mairesse, 2011, p. 36.

¹⁰³⁷ / Nadine Belmont, « Folklore », *in* : Pierre Bonte et Michel Izard (dir.), 1992.

¹⁰³⁸ / Pascal Ory, *in* : Encyclopédie Universalis, 2014.

Miniature

Utilisée en concurrence avec les termes maquette, modèle réduit¹⁰³⁹. Ces trois termes évoquent la réduction, à l'échelle des modèles à taille réelle. La maquette est une « reproduction fidèle, à une échelle choisie, de quelque chose qui existe¹⁰⁴⁰. », tandis que le modèle réduit est « une déclinaison de la maquette, mais qui s'éloigne de la réalité, laisse part à l'invention¹⁰⁴¹. »

Monument historique

Un monument historique est un monument protégé par un arrêté qui fixe son statut juridique. Il peut être « classé », ou « inscrit » au titre des monuments historiques. Ces dispositions relèvent de la loi du 31 décembre 1913 et du code du patrimoine (titre II du livre VI) et de la loi du 25 février 1943. Ce n'est que sous le ministère d'André Malraux que la protection s'étend à l'architecture civile et vernaculaire. Quelques musées agricoles sont logés dans des monuments historiques. Cela concourt à la patrimonialisation de leurs collections. Citons l'**Écomusée du Perche**, le **Musée départemental ethnologique de Haute-Provence** de Salagon, ...

Muséal

Néologisme.

« Sert à qualifier tout ce qui est relatif au musée pour le distinguer d'autres domaines : ex. le monde muséal pour désigner le monde des musées. Comme substantif, le muséal désigne le champ de référence dans lequel se déroulent non seulement la création, le développement et le fonctionnement de l'institution musée, mais aussi la réflexion sur ses fondements et ses enjeux¹⁰⁴². »

Muséalisation

« Selon le sens commun, la muséalisation désigne la mise au musée ou, de manière plus générale, la transformation en une sorte de musée d'un foyer de vie : centre d'activités humaines ou site naturel. Le terme de patrimonialisation décrit sans doute mieux ce principe qui repose essentiellement sur l'idée de préservation d'un objet ou d'un lieu, mais ne porte pas sur l'ensemble du processus muséal¹⁰⁴³. »

¹⁰³⁹ / Le Compa. « Miniature. » [en ligne]. [Consulté le 29/01/2015]. Disponible à l'adresse suivante : www.lecompa.fr/lectures/lexique/%28content_block%29/52593#52593_anchor

¹⁰⁴⁰ / Le Compa. « Maquette. » [en ligne]. [Consulté le 29/01/2015]. Disponible à l'adresse suivante : www.lecompa.fr/lectures/lexique/%28content_block%29/52591#52591_anchor

¹⁰⁴¹ / Le Compa. « Maquette. » [en ligne]. [Consulté le 29/01/2015]. Disponible à l'adresse suivante : www.lecompa.fr/lectures/lexique/%28content_block%29/52591#52591_anchor

¹⁰⁴² / André Desvallées, François Mairesse, 2011, p. 46.

¹⁰⁴³ / François Mairesse, 2011, p. 25.

Objet (de musée) ou muséologie

Terme venant du latin : *objectum* qui signifie « Tout ce qui, animé ou inanimé, affecte les sens, principalement la vue¹⁰⁴⁴. »

Patrimoine

Mot issu du latin *Pater, patris* signifiant « père », « fondateur », « vieillard », « Dieu ». Terme de respect désignant le chef de famille représentant de la lignée. Les descendants de la famille gréco-latine, enrichie par le français, s'articulent autour de la valeur sociale du père : *ad patres*. « Héritage du père », biens que l'on a hérités des ascendants et plus précisément « depuis 1829 : ce qui est considéré comme une propriété transmise par les ancêtres¹⁰⁴⁵. » Le *code du patrimoine* définit le patrimoine en son article L1, comme : « l'ensemble des biens, immobiliers ou mobiliers, relevant de la propriété publique ou privée, qui présentent un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique. »

Patrimoine matériel agricole

Cet ensemble de biens comprend les outils, machines et objets relevant du travail, de la vie domestique et sociale agricole mais inclut également le sol, les plantes, les animaux exploités à des fins agricoles, de même que les biens nécessaires à la transformation de produits agricoles et ceux issus de celle-ci.

Patrimonialisation

« La patrimonialisation d'un bien ou d'un savoir (ou d'un ensemble de biens ou de savoirs) réside dans le fait de lui (ou de leur) donner du « sens » en relation avec le temps, comme vecteur de mémoire, l'espace identifiant un territoire, et un groupe ou une société comme marqueur d'appartenance.¹⁰⁴⁶ »

« Le terme de patrimonialisation décrit ... ce principe (la muséalisation) qui repose essentiellement sur l'idée de préservation d'un objet ou d'un lieu.¹⁰⁴⁷ »

Physiocratie, physiocrates

Économistes français du XVIII^e siècle réunis autour de François Quesnay qui en 1758 publie le *Tableau économique* et l'article « grains » dans *l'Encyclopédie* de D'Alembert et Diderot. Cette école prône le « Gouvernement de la nature » et rassemble de nombreux théoriciens tels Mirabeau, Pierre Dupont de Nemours. Les physiocrates sacralisent la terre dans

¹⁰⁴⁴ / Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL). « Objet. » [en ligne]. [Consulté le 6/7/2014]. Disponible à l'adresse : www.cnrtl.fr/lexicographie/objet

¹⁰⁴⁵ / Petit Robert, 2003, p. 1872.

¹⁰⁴⁶ / Didier Bouillon, 2001, p. 4.

¹⁰⁴⁷ / André Desvallées, François Mairesse, 2011, p. 48.

le cadre d'une conception quantitative de l'économie. Selon eux, la terre restitue aux hommes une matière plus abondante qu'elle n'en reçoit. Turgot, en applique certains principes lors de son passage au pouvoir (1774-1776). L'agriculture n'est plus considérée seulement comme pourvoyeuse de biens sur les marchés mais répond à des besoins et des problèmes spécifiques.¹⁰⁴⁸

Ruralité

La ruralité est ce « qui appartient aux champs, qui concerne les champs, la campagne¹⁰⁴⁹. »

Société

Mot qui provient du latin *societas*, introduit en 1165 :

« Réunion, communauté, société ». Relation entre des personnes qui ont ou qui mettent en commun quelque chose. État particulier à certains êtres, qui vivent en groupes plus ou moins nombreux et organisés. Ensemble des individus entre lesquels existent des rapports durables et organisés, le plus souvent établis en institutions et garantis par des sanctions. Groupe organisé et permanent, institué pour un but précis¹⁰⁵⁰. »

« Groupe humain, ensemble plus ou moins cohérent dans lequel s'établissent des systèmes de relations et d'échanges. La société à laquelle s'adresse le musée peut être définie comme une communauté d'individus organisée autour d'institutions, dont le musée fait partie et avec lesquelles il construit son activité¹⁰⁵¹. »

Territoire

Entré dans la langue en 1380, rare avant le XVII^e siècle, le mot « territoire » renvoie à une étendue de pays sur laquelle s'exercent une autorité, une juridiction, qui jouit d'une personnalité propre, mais ne constitue pas un État souverain.

« Étendue de terre, plus ou moins nettement délimitée, qui présente généralement une certaine unité, un caractère particulier¹⁰⁵². »

Trésor national

Les biens classés « trésors nationaux » relèvent de l'article L 111-1 du code du patrimoine et de l'ordonnance du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du

¹⁰⁴⁸ / Abel Poitrineau, *in* : Encyclopédie Universalis.

¹⁰⁴⁹ / Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL). « Ruralité. » [en ligne]. [Consulté le 06/07/2014]. Disponible à l'adresse : www.cnrtl.fr/definition/ruralit%C3%A9

¹⁰⁵⁰ / Petit Robert, 2003, p. 2 438.

¹⁰⁵¹ / André Desvallées, François Mairesse, 2011, p. 79.

¹⁰⁵² / Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL). Territoire. [en ligne]. [Consulté le 06/07/2014]. Disponible à l'adresse suivante : www.cnrtl.fr/lexicographie/territoire

patrimoine, au titre de la protection des biens culturels. Les objets les plus nombreux classés « trésor national » appartiennent aux collections publiques.

Institutions et organisations

Académie Celtique

La séance inaugurale de l'Académie celtique se tient le 9 germinal an XIII (30 mars 1805). Il s'agit de la première institution centralisée chargée de recueillir traditions, coutumes et parlers vernaculaires menacés de disparition. Elle réalise et diffuse un questionnaire envoyé aux « personnes les plus éclairées » de chaque département afin de retrouver la langue celtique présente dans deux dialectes, le breton et le gallois pratiqués sur le territoire de la Gaule. Elle est remplacée en 1817 par la Société des Antiquaires¹⁰⁵³.

Agro-sylvo-pastoralisme

Technique agricole de gestion sylvicole qui intègre productions agricoles et élevage pastoral.

AGROPARISTECH

« Institution prestigieuse en prise directe avec le monde rural et agricole, elle regroupe un ensemble de grandes écoles d'ingénieurs. Cette grande école européenne d'ingénieurs et de dirigeants dans le domaine du vivant et de l'environnement, est créée le 1^{er} janvier 2007, du rapprochement de l'ENGREF, de l'ENSIA et de l'INA Paris-Grignon.¹⁰⁵⁴ »

L'ENGREF est l'ancienne École Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts née en 1965 de la fusion de l'école des Eaux et Forêts de Nancy créée en 1824 et de l'École Nationale du Génie rural, fondée à Paris en 1919.

École royale forestière à Nancy créée par l'Ordonnance du 26 août 1824, elle devient en 1882 école d'application de l'Institut National Agronomique (INA). Elle devient École nationale du Génie Rural de 1919 à 1965 puis École nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF) sous l'action du ministre de l'agriculture Edgar Pisani, tandis que la gestion des forêts est confiée à un nouvel établissement autonome : l'Office National des Forêts (ONF).

L'INA Paris-Grignon est issu de la fusion en 1971 de l'École Nationale Supérieure d'Agriculture de Grignon, ancienne **Institution Royale Agronomique de Grignon** créée en 1826 par Charles X et de l'Institut National Agronomique créé à Versailles en 1848 puis installé à Paris en 1876.

¹⁰⁵³ / Garaé Ethnopôle. *Académie celtique (1804-1812). Aux origines de l'ethnologie française*. [En ligne]. [Consulté le 12/01/2013]. Disponible à l'adresse : www.garae.fr/spip.php?article227

¹⁰⁵⁴ / AgroParisTech. [en ligne]. [Consulté le 14/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.agroparistech.fr/

Antenne 2

Chaîne publique généraliste, elle succède à la deuxième chaîne née, le 27 février 1974, lors de l'éclatement de l'Office de Radiotélévision Française (ORTF), préparé par le ministre de l'information Jean-Philippe Lecat. Elle est la seconde chaîne française en termes d'audience. Antenne 2 diffuse des émissions innovantes comme *C'est la vie* de Noël Mamère. Ferme en 2002.

Appellation d'Origine contrôlée (AOC)

L'appellation d'origine contrôlée est un label officiel français de protection d'un produit lié à son origine géographique et à certaines caractéristiques de fabrication. Il garantit l'origine de produits alimentaires traditionnels, issus d'un terroir et d'un savoir-faire particulier. Le décret-loi du 30 juillet 1935 permet la fondation d'un « Comité National des Appellations d'origine des vins et des eaux-de-vie » qui devient par décret du 16 juillet 1947 l'Institut National des Appellations d'Origine des vins et des eaux-de-vie¹⁰⁵⁵. Par la Loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité met en œuvre la politique française relative aux produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité : appellation d'origine ; Indication Géographique Protégée ; label rouge ; Spécialités Traditionnelles Garanties et agriculture biologique.

Appellation d'Origine Protégée (AOP)

Signe d'identification européen, créé en 1992. Ce label protège :

« La dénomination d'un produit dont la production, la transformation et l'élaboration doivent avoir lieu dans une aire géographique déterminée avec un savoir-faire reconnu et constaté. »

Le produit labellisé est issu d'un terroir particulier et identifié. Le règlement européen N°510/2006 du 20 mars 2006 vise en priorité à établir un régime communautaire de protection garantissant des conditions de concurrence égales entre les producteurs de produits portant ces mentions.

Association européenne des musées de plein air européens Association of European Open Air Museums (AEOM)

Des conférences réunissent les musées de plein air depuis 1966. Une association, affiliée à l'ICOM, est créée en 1970. Elle a pour mission de veiller aux échanges scientifiques,

¹⁰⁵⁵ / Institut National de l'Origine et de la Qualité. *Qui sommes-nous ?* [en ligne]. [Consulté le 18/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.inao.gouv.fr/public/home.php?pageFromIndex=textesPages/Qui_sommes-nous377.php~mnu=377

techniques, culturels et organisationnels de ces vastes structures. Actuellement elle est composée en majorité d'institutions d'Europe de l'Est, scandinave et anglaise.

Association française des musées d'agriculture AFMA, (1982-2005), puis Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural, 2005-

Fondée à Niort, sous le double patronage des ministères de l'Agriculture et de la Culture, l'AFMA a pour buts la préservation et la mise en valeur du patrimoine rural et agricole, sous tous ses aspects. Elle réunit principalement des adhérents de structures muséales, des experts et des passionnés. Elle développe de nombreuses actions : expertise, débats, site internet et un partenariat varié avec les sociétés savantes et les pouvoirs publics concernés. Ses présidents alternent entre chercheurs, comme Jean Cuisenier le premier président, Claude Royer, François Sigaut et des praticiens. Elle diffuse la revue depuis 2005 *Agrimuse*, intitulée auparavant *la lettre de l'Afma*.

Association Générale des Conservateurs des Collections Publiques de France (AGCCPF)

Créée en 1922, elle regroupe dans ses rangs les professionnels des métiers de la conservation. L'association défend la profession et oriente les décisions la concernant. Elle contribue à faire connaître et défendre les collections et les professionnels des musées¹⁰⁵⁶.

Association internationale des musées d'agriculture (AIMA)

Créée en 1966, elle rassemble des professionnels des musées d'agriculture du monde entier. Elle publie, le bulletin *Acta museorum agricultura*. Tous les trois ans, l'AIMA organise un congrès international sur des thèmes spécifiques. Elle a été longtemps présidée par des professionnels des musées de l'Europe de l'Est, bénéficiant d'une grande expérience de musées d'agriculture et de musées de plein air. Après une mise en sommeil due à la difficile évolution des pays de l'Est suite à la chute du mur de Berlin, sa réactivation se réalise, sous la présidence de François Sigaut, directeur d'études à l'EHESS († 2012).

Association Viticole Champenoise (AVC)

L'AVC est créée le 1^{er} mars 1898 à Reims par 23 maisons de Champagne pour lutter contre le phylloxéra. L'invasion phylloxérique est constatée le 8 juillet 1888 dans l'Aube à Villeneuve-sur-Chemin et à Coursan¹⁰⁵⁷. L'AVC rassemble en 2015 tous les producteurs de Champagne dans le cadre du Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne (CIVC).

¹⁰⁵⁶ / Association générale des conservateurs des collections publiques de France. [en ligne]. [Consulté le 14/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.agccpf.com/

¹⁰⁵⁷ / Grandes marques et maisons de Champagne. XX^e. *Le phylloxéra*. [en ligne]. [Consulté le 13/01/2013]. Disponible à l'adresse : www.maisons-champagne.com/bonal/pages/05/01

Elle édite la revue le *Vigneron champenois*. Elle contribue à la diffusion technologique auprès des viticulteurs.

Branche professionnelle

La branche professionnelle agricole est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) de vin et d'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles¹⁰⁵⁸.

Cabinet du roi

Installé par Louis XIII en 1633 sur l'emplacement de l'actuel Jardin des plantes, le jardin des plantes médicinales dispose d'un Cabinet de Curiosités : le Cabinet du roi créé en 1729. Le Cabinet est à l'origine des anciennes collections du **Musée de l'Homme**.

Centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI)

Ces structures œuvrent à présenter au public les sciences et les techniques, leurs histoires, méthodes, résultats, interrogations et places dans la société.

Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)

Établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1984, il a pour vocation la recherche agronomique en régions chaudes. Il dispose de centres de recherche à Montpellier.

Centre d'interprétation du patrimoine

Concept défini en 1957 par le journaliste Tilden Freeman :

« L'interprétation est une activité éducative qui veut dévoiler la signification des choses et leurs relations par l'utilisation des objets d'origine, l'expérience personnelle et des exemples plutôt que par la seule communication de renseignements concrets¹⁰⁵⁹. »

Interpréter signifie donner du sens. Les structures inspirées de ce concept sont nombreuses en Amérique du Nord.

¹⁰⁵⁸ / INSEE. *L'agriculture en 2011 en France et en Europe*. [en ligne]. [Consulté le 14/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=3662®_id=0&page=sdb

¹⁰⁵⁹ / Tilden Freeman, 1997.

Cercle National des Jeunes Agriculteurs (CNJA)

Né le 13 novembre 1947 de la volonté de la Confédération Générale de l'Agriculture (CGA) de se doter d'une section jeunesse. Il devient un syndicat en 1961 et participe à la rédaction des lois, en particulier la Loi d'Orientation Agricole entre 1960 et 1962 par l'intermédiaire de son leader, Michel Debatisse.

Code du patrimoine

Le code du patrimoine est un code à « droit constant », c'est-à-dire qu'il classe et rend accessibles des textes épars déjà existants. Le livre IV concerne les musées. Il est promulgué dans sa totalité (avec partie réglementaire), le 24 mai 2011.

Comices agricoles

Assemblées de propriétaires et de fermiers d'une région organisées dans le but d'améliorer les procédés agricoles. Dès avant la Révolution française, il existe des « Sociétés d'Agriculture, des Sciences, des Arts et Belles Lettres. » Inspiré par Jean-Jacques Rousseau, prosélyte de la société agreste, Louis XVI organise un grand prix avec remise officielle au lauréat du prix par le roi. Les premiers comices agricoles sont organisés dans la généralité de Paris. Ils sont supprimés en 1793, devant la défiance des rassemblements. François de Neufchâteau, agronome vosgien (1750-1828), leur redonne l'esprit novateur de leurs débuts.

Les Sociétés d'Agriculture refleurissent avec le retour à la terre des notables légitimistes écartés de la vie parisienne par la Révolution de Juillet. Sous le règne de Louis-Philippe (1830-1848), les concours de charrues sont organisés, les fermes modèles apparaissent, des Inspecteurs Généraux de l'agriculture sont nommés. Le 31 mai 1833, le règlement destiné à créer à nouveau des comices agricoles est adopté. Le premier comice est organisé dans la Nièvre.

Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne (CIVC)

Organisme dont le siège est situé dans la capitale du champagne, Épernay. Il regroupe l'ensemble de la profession viti-vinicole de Champagne. Il est créé en 1941 pour gérer les intérêts des vignerons et négociants du vin de Champagne, valoriser le vignoble et le vin et veiller au bon équilibre économique du vignoble.

Conseil international des musées (ICOM)

Cette organisation est créée en 1946 par des professionnels des musées. Plusieurs Français dirigent l'ICOM : Georges Salles entre 1953 et 1959, Hubert Landais entre 1977 et 1983, Jacques Perot entre 1998 et 2004. Entre 1977 et 1989, l'ICOM se préoccupe de l'utilité sociale des musées.

Dans les années 1970, les musées d'agriculture sont sollicités pour contribuer au développement agricole des pays du « Tiers Monde »¹⁰⁶⁰. L'ICOM participe à la protection du patrimoine immatériel. 30 000 musées et professionnels sont membres de l'ICOM en 2012.

Conseil International des sites et monuments (ICOMOS)

Créé en 1965 en Pologne, l'ICOMOS se consacre à la conservation et à la protection des monuments, des ensembles et des sites du patrimoine culturel. La charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, dite Charte de Venise, adoptée en 1964 ; constitue son texte de référence. Cette Organisation Non Gouvernementale promeut la théorie, la méthode et la technique appliquées à la conservation, la protection et la mise en valeur des monuments et des sites.

Conservateur des Musées de France

Professionnel scientifique du musée, il met au point la thématique muséale et dirige la gestion des collections. Il est responsable du Projet Scientifique et Culturel du musée depuis la loi de 2002.

Culture scientifique, technique et industrielle (CSTI)

« La culture relève de plusieurs registres de diffusion, dont le registre muséal, dans la plus large extension et diversification de ses formes, constitue de manière tout à fait privilégiée le cadre d'expression, de visibilité, de la structuration institutionnelle de la CSTI. Le musée en est l'élément fondateur¹⁰⁶¹. »

Direction des Musées de France (DMF)

Administration du ministère de la Culture et de la communication qui fixe les règles de gestion des musées du point de vue administratif, technique et scientifique. Elle gère les musées nationaux (Réunions des Musées Nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées).

Depuis sa création, les directeurs des musées de France développent une action croissante en lien avec les politiques de régionalisation et de déconcentration en faveur des

¹⁰⁶⁰ / *Museum*, vol. XXIV, n° 3, 1972.

¹⁰⁶¹ / OCIM. *Chronologie Quelques repères chronologiques sur la structuration muséale de la culture scientifique et technique en France*. [en ligne]. [Consulté le 09/12/2013]. Disponible à l'adresse : www.ocim.fr/cles-de-lecture/chronologie/#des-cabinets-de-curiosits-aux-musums

musées de province, puis des musées en région : Georges Salles (1944-1957) permet la réouverture et le développement des musées de province ; Edmond Sidet (1957-1960) ; Henri Seyrig (1960-1964) ; Jean Châtelain (1964-1975) fonde l'Académie du Morvan en 1967 ; Emmanuel Jacquin de Margerie (1975-1977) ; Hubert Landais (1977-1987) adjoint aux directeurs des musées de France de 1962 à 1977 préside l'ICOM de 1977 à 1983 ; Olivier Chevrillon (1987-1990) obtient un meilleur statut pour les conservateurs sous le gouvernement Balladur ; Jacques Sallois (1990-1994) ; Françoise Cachin (1994-2001) contribue à élaborer la loi des musées de France de 2002 ; Francine Mariani-Ducray (2001-2008) et Marie-Christine Labourdette (2008).

École nationale supérieure agronomique de Rennes,

Fondée par l'agronome Jules Rieffel en 1849 à Grand-Jouan, en Bretagne, l'école régionale d'agriculture, qui prend le nom d'école nationale d'agriculture en 1873, est transférée à Rennes en 1896.

Écomusée

Le concept et la réalité des écomusées sont à mettre en relation avec le développement des musées de folklore de la seconde moitié du XIX^e siècle, érigés pour une large part en réaction à la disparition de l'habitat, des traditions et des savoir-faire ancestraux propres aux populations rurales. La définition originelle élaborée par Georges Henri Rivière et Hugues de Varine est adoptée en 1971 lors de la Neuvième conférence du Conseil International des Musées (ICOM) :

« Musée éclaté, interdisciplinaire, démontrant l'homme dans le temps et dans l'espace, dans son environnement naturel et culturel, invitant la totalité d'une population à participer à son propre développement par divers moyens d'expression basés essentiellement sur la réalité des sites, des édifices, des objets, choses réelles plus parlantes que les mots ou les images qui envahissent notre vie. »

C'est l'expérience fondatrice de l'**Écomusée de Creusot-Montceau** en Saône-et-Loire dans le début des années 1970 (création parue au journal officiel du 15 avril 1974) qui sert de référence, sachant qu'il s'agit avant tout d'un site industriel. L'Instruction du 4 mars 1981 du ministre de la Culture et de la Communication Jean-Philippe Lecat institutionnalise les écomusées qui représentent en 2012, plus de 180 structures adhérentes à Fédération des Écomusées et des musées de société (FEMS), créée en 1989.

Entreprise du patrimoine vivant

Le label Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV) est une marque de reconnaissance de l'État mise en place en 2005, pour distinguer des entreprises françaises aux savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence¹⁰⁶².

Ethnologie française

Revue française de la société d'ethnographie (puis d'ethnologie) française, fondée en 1971 par Jean Cuisenier, directeur du MNATP ; domiciliée au **MNATP**, puis à l'université de Paris X-Nanterre, où elle est dirigée par Martine Segalen. Elle succède aux revues *Le folklore vivant*, *Folklore paysan*, *Arts et Traditions populaires*.

Fédération des Écomusées et des Musées de Société (FEMS)

Association régie par la loi de 1901, dont le siège est depuis 1989 à Besançon (Doubs), elle coordonne et donne une visibilité au mouvement écomuséal. La FEMS entre fidélité aux concepts de Georges Henri Rivière et les nécessaires adaptations, autorise l'ouverture de nombreux écomusées.

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)

Créée le 14 mars 1946, deux jours après la loi sur le rétablissement de la liberté syndicale en France. Eugène Forget, son premier président fait voter à mains levées le serment de l'unité paysanne. Le protocole de 1951 entre FNSEA, la Confédération Générale de l'Agriculture et les chambres d'Agriculture stipule que les pouvoirs publics ne prennent pas de décisions sans avoir consulté auparavant les fédérations d'exploitants. La FNSEA participe à « l'action civique » de 1951 visant à influencer le Gouvernement en faisant élire des agriculteurs à l'Assemblée nationale. Devant la crise du revenu agricole, la FNSEA se désengage jusqu'à l'adoption de la loi d'orientation inspirée par le CNJA en 1960 et 1962. La culture devient un de ses centres d'intérêt avec les nouveaux enjeux du monde agricole : diversification, attractivité et densification des espaces ruraux.

Félibrige

Le 21 mai 1854, le poète Frédéric Mistral, prix Nobel de littérature et six jeunes poètes provençaux (Félibres) fondent le Cercle littéraire poétique de défense de la langue d'oc et de la culture provençale au château de Fort-Ségugne à Châteauneuf-de-Gadagne (Vaucluse). Le nom de Félibrige vient d'une vieille chanson provençale *l'Oraison de St Anselme*. Le Félibrige

¹⁰⁶² / Entreprises du patrimoine vivant. [en ligne]. [Consulté le 28/02/2014]. Disponible l'adresse : www.patrimoine-vivant.com/

s'adresse au peuple pour lui ré-inculquer les valeurs de la langue provençale. Il est organisé en régions administratives, appelées « Maintenances. » Il est dirigé par un Majoral, dont le premier est Frédéric Mistral.

Folklore paysan

Revue publiée en annexe du *Bulletin des Chambres d'Agriculture*. À partir de 1939, la revue est éditée conjointement par l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture et par le département des arts et traditions populaires. Parmi les contributeurs figurent des artisans et cultivateurs. Les premiers numéros intègrent des enquêtes sur la vigne et les procédés de battage du blé. Les meilleurs spécialistes rédigent des articles, comme Charles Parain sur le battage du blé, Pierre Coutin sur la technique de labour dans la Limagne bourbonnaise.

Grandes cultures

Production végétale de céréales, oléagineux, protéagineux et légumes sur de vastes surfaces.

Institution Royale Agronomique de Grignon, puis École d'agriculture de Grignon, 1826, devenue AgroParisTech en 2007

La plus ancienne école d'agriculture et d'agronomie française est fondée en 1826 par Ambroise-Polycarpe de La Rochefoucauld, duc de Doudeauville et de l'Institut national agronomique, créée à Versailles en 1848. Les écoles nationales d'agriculture du XIX^e siècle sont créées par l'État pour professionnaliser l'enseignement agricole.

Jardin botanique

« Les jardins (botaniques) sont des institutions à vocation scientifique, destinées à faire découvrir le monde des plantes dans sa diversité et sa complexité, dans des lieux comme les serres, les arboretums, les alpiniums. Leurs missions sont de trois ordres : scientifique, conservation, éducative.¹⁰⁶³ »

Jeunesse agricole chrétienne (JAC)

Mouvement d'action catholique, dont le modèle est la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC) arrivée de Belgique en France en 1926. La JAC est créée en novembre 1929 par des jeunes catholiques et des prêtres. Elle favorise la prise de responsabilité. En 1965, elle devient le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC) et continue de former de très nombreux cadres de la vie publique française. Ses adhérents estiment que le paysan doit travailler pour le bien-être de la collectivité. La JAC prescrit la méthode d'action « voir-juger-agir »

¹⁰⁶³ / Florence Belaën, *in* : *Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques* (OPCST), 2012, p. 21.

Ses participants s'investissent dans de nombreux chantiers de conservation et de rénovation du patrimoine, même pendant la seconde Guerre mondiale.

Machinisme agricole

Le machinisme agricole désigne l'ensemble des machines et instruments destinés à remplacer la main d'œuvre ou à augmenter sa productivité dans la réalisation des différentes tâches agricoles.

Musées cantonaux

À la fin du XIX^e et début du XX^e siècle, ces musées aux locaux modestes, sont mis en place par l'avocat levoisien Edmond Groult. Sa devise est « voir, c'est savoir. » Supplétifs à la pédagogie de l'école primaire républicaine, ils sont bien souvent administrés par des instituteurs. Ceux-ci s'en servent pour organiser des conférences et des visites guidées auprès des publics scolaires.

Musées centennaux

Musées placés à l'entrée des pavillons de l'Exposition Universelle de Paris de 1900. Ils servent d'introduction pédagogique à la présentation des métiers et des productions. Alfred Picard, commissaire général de l'Exposition organise le pavillon de la matière première au produit fini. Les grandes marques s'y associent, comme le chocolat Suchard. Les machines agricoles nécessitent de l'espace. Elles sont localisées sur le site de Vincennes.

Musée d'application agricole

Musée hébergé et souvent créé par une école d'agriculture, quel que soit son statut, Toulouse (XIX^e), La Ferté-Milon (XX^e siècle). Le musée permet des exercices d'application, en particulier concernant le machinisme agricole. Ces activités sont souvent difficiles à faire perdurer dans le temps, du fait de la rotation des enseignants sur les postes.

Musée d'Ethnographie du Trocadéro, Museum ethnographique des missions scientifiques MET, 1878-1935

Il est créé en 1878 par le ministre de l'Instruction publique Agénor Bardoux dans le Palais du Trocadéro à Paris, suite au succès des présentations ethnographiques à l'Exposition universelle de Paris en 1878. Il ouvre au public en 1879. Il est dirigé par le docteur Ernest Hamy jusqu'en 1908, date de sa mort. Paul Rivet lui succède et rattache le musée à la chaire d'anthropologie du MNHN. Georges Henri Rivière modernise la muséographie. Le MET est démoli en 1935, car trop exigü et peu fréquenté. En 1937, une partie de ses collections intègre sur le même emplacement le nouveau **Musée de l'Homme** ; une autre partie, le **MNATP**, situé

sur le même lieu. Trois directeurs se succèdent à sa tête : Ernest Hamy, René Verneau et Paul Rivet.

Musées d'ethnologie

Musées qui succèdent dès les années 1930 aux musées de folklore et d'ethnographie avec la reconnaissance institutionnelle de l'ethnologie. Ils intègrent les différentes dimensions de l'homme en société.

Musée de France

Label officiel du ministère de la Culture accordé aux musées, au titre de la « loi Musée » du 4 janvier 2002 Les musées labellisés sont soumis au contrôle scientifique et technique de l'État et sont liés à l'État, par une convention au titre de laquelle, l'État leur apporte conseil et expertise. Ces musées relèvent de statuts variés : nationaux, publics ou encore privés, mais à but non lucratif. Ils sont tenus de conserver, restaurer, étudier et enrichir leurs collections, les rendre accessibles à tous, mettre en place des services de diffusion et d'éducation et d'encourager la recherche autour de leurs œuvres. Les œuvres du domaine public appartiennent au Trésor national et sont inaliénables. 1315 musées de France sont recensés dans 888 communes en 2014 ; 17 écomusées ruraux ou musées ayant des collections d'agriculture bénéficient du label en 2007.

Musée de l'Homme

Créé par Paul Rivet après l'Exposition universelle de 1937, ses collections sont constituées des objets provenant de cabinets de curiosités et du Cabinet du roi. Musée national qui présente l'Humanité dans sa diversité, il est installé depuis sa création dans le Palais de Chaillot à la place du **MET**. Il conserve les collections nationales liées à l'espèce humaine, jusqu'à l'ouverture du **Musée des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques** du quai Branly inauguré le 20 juin 2006. Il constitue un département du **MNHN**. Il doit rouvrir, après travaux, en 2015.

Musées de plein air

Dans les pays scandinaves, la disparition rapide du monde agricole et rural devant l'industrialisation, suscite dans la seconde moitié du XIX^e siècle la création de musées de plein air. Ils sont appréciés en tant que « réserves de campagne traditionnelle » figées dans le même passé, dont le modèle est le **Nordiska Museum** de Stockholm créé en 1873 par le docteur Arthur Hazelius. Ce mouvement se développe dans les pays de l'Europe de l'Est sous l'ère communiste. Le concept et les réalisations des écomusées français s'inscrivent en partie dans

cette continuité. Quatre musées de plein air sont accessibles en France : **l'Écomusée d'Alsace** le plus vaste et le plus visité, le **Musée du Quercy à Cuzals** restructuré dans la fin des années 2000, les **Maisons comtoises de Nancray** et le plus récent celui de **Villeneuve d'Ascq**.

Musées de province

Au XIX^e siècle, l'État contribue à l'édification de musées situés sur le territoire national, hors de la région parisienne. Ces musées, très nombreux, connaissent une expansion importante depuis les années 1970. La loi de programme du 11 juillet 1978 consacre 1 400 millions de francs sur 5 ans, dont 287 millions pour les musées classés et contrôlés. Cet investissement permet un mouvement de création sans précédent. De plus, la création de musées en province est soutenue par les succès mondiaux des grandes institutions muséales et des opérations nationales parisiennes : **Louvre**, **Orsay**, et depuis 2006 **Musée des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques** du quai Branly. Les bâtiments muséaux deviennent un symbole culturel fort et un enjeu touristique de la ville d'accueil.

Musées de société

Concept forgé en juin 1991 par Éliane Baroso et Émilie Vaillant à l'occasion du colloque « Musée et société » de Mulhouse-Ungersheim. Cette catégorie de musées regroupe des structures très différentes qui relèvent principalement de l'ethnologie, des arts et Traditions populaires et pour partie de leurs collections de l'agriculture. Le concept de musée de société relie le musée avec une de ses fonctions primordiales, l'évocation d'une société au regard des œuvres qu'elle produit. Les musées de société ne prennent en charge ni les discours qui concernent la nature et son étude, ni les beaux-arts.

Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM)

Le **MuCEM** est situé à Marseille sur le site du Fort-Saint-Jean et du môle J4 au port de la Joliette. Il ouvre ses portes en 2013, année où la ville est capitale européenne pour la culture. En forme de cube de 15 000 m², le musée reprend les missions et collections liées à l'ethnologie du **MNATP**, ainsi qu'une partie de celles du **Musée de l'Homme** consacrées à l'Europe. Ses missions sont étendues au monde méditerranéen. Il administre la base de données photographiques « Phocée ».

Musée National des Arts et traditions populaires MNATP

Ce musée national ouvre le 1^{er} mai 1937, sous le Front populaire. Il reprend les 7 334 objets des collections françaises du **Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET)**. Dès 1939, il dispose d'un laboratoire de recherches, le Centre d'Ethnologie française dont les ethnologues

réalisent des enquêtes de terrain. Celles-ci se poursuivent, en particulier pendant l'État français, sous forme de chantiers nationaux sur des thèmes variés : mobilier traditionnel, architecture rurale et techniques de l'artisanat.

En 1969, l'ensemble bénéficie de nouveaux bâtiments au bois de Boulogne à Paris, mais souffre rapidement d'une localisation relativement éloignée du centre de la capitale. Le 1^{er} février 1972, la galerie d'étude est inaugurée.

Le 10 juin 1975, la galerie culturelle est inaugurée à son tour. Georges Henri Rivière y met en vitrine le monde agricole, dans la section « technique », sous les thèmes : « du blé au pain », « de la vigne au vin. » Les métiers annexes, comme le maréchal ferrant de village, figurent. Cette galerie évoque la civilisation rurale française. Elle est prévue pour vivre et évoluer grâce à un réseau de musées et des correspondants locaux qui ne fonctionne pas de manière formelle, à l'exception peut-être des activités mises en place au **Dépôt des Arts Traditions Populaires** de l'abbaye de Saint-Riquier qui ouvre en 1977.

Le cinquantenaire du **MNATP** est fêté en 1987. L'histoire du **MNATP** reflète l'histoire de l'ethnologie française, confrontée à la difficile définition de l'identité française et l'élaboration de la notion de patrimoine ethnographique du domaine français.

Dans les années 1990-2000, le **MNATP**, absorbé dans des problèmes financiers et scientifiques, ne joue plus le rôle attendu d'animateur national. Il connaît deux directeurs : Georges Henri Rivière dès sa fondation, puis Jean Cuisenier, le 1^{er} mars 1967. Répondant en 1992 à la question « Qu'est-ce qu'un **musée des Arts et Traditions populaires** ? », Claude Lévi-Strauss tient à distinguer celui-ci des musées de société, nouveaux venus. Il ferme en 2005.

Muséum national d'histoire naturelle MHNH

Il est issu du Jardin royal des plantes médicinales, appelé « **Le Jardin du roi** », créé en 1635 sous Louis XIII. Sous l'Ancien Régime, il bénéficie des travaux des plus grands naturalistes. Inauguré le 10 juin 1793, il est situé au Jardin des plantes de Paris. Ses collections comprennent des animaux, des plantes, des minéraux et des objets ethnographiques.

Musées nationaux, musées classés et musées contrôlés

Déjà préfigurés par la loi du 10 août 1944, ces trois grands statuts de musées ont cours, depuis l'ordonnance de 1945, jusqu'à la « loi Musée », de 2002.

Cette loi distingue les statuts administratifs des musées nationaux qui appartiennent à l'État, des musées classés qui appartiennent aux collectivités locales mais qui sont dirigés par des Conservateurs d'État et des musées contrôlés qui appartiennent aux collectivités locales mais contrôlés techniquement par la direction des Musées de France.

Musées scientifiques

Ces musées dédiés aux sciences et techniques se distinguent des muséums consacrés à l'histoire naturelle. La technologie y prend une place croissante. Issus des cabinets de curiosité du XVIII^e siècle, ils se développent dès les premières expositions universelles. Le plus connu est le **Science museum** de Londres, musée historique des sciences. En France, les musées scientifiques sont regroupés sous l'appellation de Centres de culture scientifique, technologique et industrielle (CCSTI) depuis la création du premier CCSTI à Grenoble en 1979 et l'ouverture de la **Cité des Sciences** à Paris en 1986. En 2008, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a décerné le label « science et culture, innovation » à 26 CCSTI pour quatre années. Deux structures emblématiques, le **Palais de la Découverte** et la **Cité des Sciences et d'Industrie de la Villette** sont réunies depuis 2011 en un seul établissement public « Univers Science » présidé par l'ancienne ministre de la recherche Claudie Haigneré.

Muséotente

Chapiteau d'exposition en milieu rural expérimenté par le **Musée Daupinois** dès le début des années 1980 autour de Grenoble. « Structure mobile d'exposition pour faire voir. »

Muséums (d'Histoire naturelle ou de sciences naturelles)

Ces musées sont dédiés aux sciences de la Nature et conservent des collections de sciences naturelles. Leurs collections comportent également des objets relevant des Sciences humaines comme l'Archéologie et l'Ethnologie. L'appellation « Muséums » n'est pas déposée. Avant la loi de 2002, certains musées étaient mixtes car ils possédaient à la fois des collections d'art et d'Histoire naturelle, dans des proportions suffisamment importantes. Ils dépendaient par conséquent d'une double tutelle : ministères de Culture et ministère de l'Éducation nationale.

Office de Coopération et d'Information Muséographiques (OCIM)

« Créé en 1985 et financé par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, l'OCIM est un service général de l'Université de Bourgogne. ... L'OCIM est un centre coopératif d'information et de ressources professionnelles dans les champs du Patrimoine et de la Culture scientifiques et techniques (muséologie/muséographie, médiation, conservation, restauration, recherche...) et du secteur Sciences et Société¹⁰⁶⁴. »

¹⁰⁶⁴ / Université de Bourgogne. *Office de Coopération et d'Informations Muséales (OCIM)*. [en ligne]. [Consulté le 14/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.u-bourgogne.fr/-Office-de-Cooperation-et-d-.html

L'OCIM a officiellement en charge l'Observatoire du Patrimoine et de la Culture Scientifiques et Techniques (OPCST), créé en 2009. Cet observatoire national est chargé de produire et de diffuser des informations et des connaissances, en lien avec le patrimoine et la culture scientifiques et techniques.

Office Régional pour la Culture en Champagne-Ardenne (ORCCA)

Créé en 1986, à la suite des lois de régionalisation, l'Office Régional Culturel de Champagne-Ardenne met en œuvre la politique culturelle de la Région. Celle-ci consiste à soutenir la création, favoriser l'accès de tous à la culture, préserver le patrimoine. « À un travail de repérage initial et d'animation du territoire régional, succède un souci d'accompagnement des porteurs de projet, de coordination, de veille et de prospective autour des politiques culturelles¹⁰⁶⁵. »

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

C'est une organisation spécialisée du système des Nations unies, créée en 1945 à Québec. Son siège est à Rome depuis 1951. La FAO regroupe 191 membres (190 États plus l'Union européenne). Son objectif est « Aider à construire un monde libéré de la faim », sa devise, inscrite sur son logotype, est « Fiat panis » (expression latine signifiant : qu'il y ait du pain (pour tous). »

Pays d'accueil touristique (PAT)

Ces structures locales de dynamisation touristiques sont créées en 1976 dans le Programme d'action prioritaire intitulé « Valorisation des zones rurales » du VII^e Plan. Organisés en fédération nationale des pays touristiques (FNPAT) depuis 1988, ils sont 142 à bénéficier de ce label en 2010. L'**Écomusée de la Bresse bourguignonne** est maître d'œuvre dès 1985 dans la réalisation d'un PAT.

¹⁰⁶⁵ / ORCCA. *Ses missions*. [en ligne]. [Consulté le 14/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.orcca.fr/fr/pages/837-ses-missions

Parc national (PN)

Ils sont créés par la loi du 22 juillet 1960 et réorganisés par la loi du 14 avril 2006. La France dispose en 2014 de dix PN, qui couvrent plus de 8% du territoire national. En 1963, les deux premiers, Vanoise et Port Cros ouvrent¹⁰⁶⁶.

Parc naturel régional (PNR)

Le ministre de l'Agriculture Edgar Pisani et la DATAR organisent à Lurs-en-Provence du 25 au 30 septembre 1966 un séminaire où une centaine de personnalités pensent et définissent les futurs parcs naturels régionaux. Le 1^{er} mars 1967 le Général de Gaulle signe le décret instituant les PNR. Les PNR s'étendent sur des territoires à caractère patrimonial et sont régis par une charte renouvelable. Les premiers écomusées sont créés dans les territoires de parcs : **Écomusée d'Ouessant** et l'**Écomusée de Marquèze**. Il existe 51 PNR, dont le dernier créé, est celui des Baronnies provençales, en 2015.

Réunion des Musées nationaux (RMN)

Cet établissement public à caractère industriel et commercial est créé par la loi de finances du 16 avril 1895 par Raymond Poincaré et Gaston Leygues pour acquérir des œuvres d'art en vue d'enrichir les collections nationales. La **Réunion des musées nationaux (RMN)** gère depuis 1930 l'organisation des expositions temporaires créées dans les musées nationaux (environ une vingtaine par an). Les Musées nationaux appartiennent depuis la Révolution à la **RMN**, requalifiée **RMN-GP (Grand Palais)** en 2011. En 2014, la **RMN-GP** compte 34 musées nationaux et reçoit 2, 7 millions de visiteurs en 2013.

Rotonde ferroviaire

Bâtiment de réparation de locomotives à vapeur dans les dépôts de gares, de forme circulaire ou semi-circulaire. Il sert également au remisage des locomotives.

Salle de France

Le 18 avril 1884, la Salle de France, dédiée aux provinces françaises est inaugurée, à l'occasion du Congrès des Sociétés savantes. Cette petite salle de 130 m² au premier étage du **Musée d'ethnographie du Trocadéro** abrite « la section française » qui expose des mannequins et des objets régionaux. Les poupées revêtues de modèles de costumes français sont acquises à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878. Armand Landrin, conservateur

¹⁰⁶⁶ / Parcs nationaux de France. [en ligne]. [Consulté le 15/05/2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.parcsnationaux.fr/>

de la salle, affirme en 1888, que la série bretonne est une des plus riches. En 1928, la Salle de France est fermée au public du fait de sa vétusté et du manque de moyens pour la rénover.

Service des musées de France (SMF)

Au ministère de la Culture, le SMF succède en 2009 à la direction des musées de France (DMF). Ce service fixe les règles de gestion des musées afin de faciliter sécurité, conservation et étude des œuvres. Il joue un rôle de coordination scientifique et pédagogique auprès des musées français. Il contrôle les musées labellisés « Musées de France. »

Site Remarquable du Goût

Il s'agit d'un label français de reconnaissance touristique et gastronomique décerné à des communes, lieux-dits ou établissements agroalimentaires traditionnels depuis 1995 par les ministères chargés de l'Environnement, de la Culture, du Tourisme et de l'Agriculture. Dans le cadre du projet « Equal Depart », la Fédération des Parcs naturels régionaux et la Fédération des écomusées s'accordent sur les places et rôles de maisons de parcs, écomusées et musées de société et vitrines des sites Remarquables de Goût. Une vingtaine de sites remarquables du goût concernent les produits de la terre.

Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne (SACSAM)

Cette ancestrale société savante, fondée en 1798, devenue Association a pour objet l'étude et l'histoire de la Marne. Son siège réside à Châlons-en-Champagne.

Société d'économie mixte (SEM)

Société Anonyme dont le capital est majoritairement détenu par une ou plusieurs personnes publiques (à savoir l'État, une Collectivité territoriale, ou tout autre Établissement public). Le recours à la SEM garantit à la collectivité publique actionnaire et cocontractante la prise en compte effective de l'intérêt général dans les objectifs de l'entreprise et la souplesse de la société de droit privé.

Société des Amateurs de Folklore et Arts Champenois (SAFAC)

Cette société savante est créée en 1958. Elle s'intitule alors Société des Amateurs et Animateurs de Folklore Aubeois (SAAFA). Ses adhérents étudient le patrimoine folklorique sud-champenois, en particulier celui immatériel des danses et chansons.

« Elle recueille la mémoire des anciens, rassemblant de très nombreux témoignages et collectant de multiples documents, photos ou objets d'une culture essentiellement rurale. Jusqu'en 1996, elle a publié la revue Folklore

de Champagne témoignage de la vie traditionnelle en Champagne au travers de 140 numéros et édité cinq disques de musique¹⁰⁶⁷. »

Société des Observateurs de l'Homme

Société fondée en frimaire de l'an VIII (décembre 1799) par Louis-François Jauffret qui a pour projet de réaliser un Muséum.

Société des traditions populaires

Société fondée par le folkloriste Paul Sébillot en 1886 :

« Le moment est venu de former en France, en dehors de toute coterie, même scientifique, une société largement ouverte à tous ceux qui s'intéressent à l'étude si complexe des traditions populaires. »

Les sociétaires organisent des repas intitulés « Ma Mère l'Oye, réunion des folkloristes » au cours desquels sont élaborés réflexions et présentations d'objets traditionnels avant qu'ils ne soient déposés au **MET**.

Syndicat National des Entreprises de Service et de Distribution du Machinisme Agricole (SEDIMA)

Syndicat impliqué dans les années 1970 dans la patrimonialisation du matériel agricole par la constitution et la valorisation de sa collection de machinisme agricole. Les dirigeants Pierre Stévignon et Jean Lecoq contribuent à la création du **Compa**.

Syndicats agricoles

Ces organisations « d'étude et de défense des intérêts » cherchent à répondre au problème principal des agriculteurs : l'instabilité des marchés agricoles.

Touring Club de France (T.C.F)

Créé en 1890 à Neuilly-sur-Seine dans le « but de développer le tourisme sous toutes ses formes », pionnier dans de nombreuses réalisations, il développe la signalisation routière en 1914 en couvrant la France de 30 000 panneaux de signalisation. Il équipe l'ancienne ligne de front de bornes Vauthier et compte 700 000 adhérents avant la seconde Guerre mondiale. Il crée des campings, en particulier le camping international du bois de Boulogne en 1951.

UPCP-Métive

C'est une union d'associations qui a pour but la promotion et la défense de la culture régionale en Poitou-Charentes. Créée en 1969 par André Pacher et Michel Valière, elle collecte

¹⁰⁶⁷ / Société des Amateurs de Folklore et Arts Champenois (SAFAC). *Bienvenue sur le site Folklore de Champagne*. [en ligne]. [Consulté le 14/08/2014]. Disponible à l'adresse : www.folkloredechampagne.fr/web/2-accueil.php

des savoirs transmis oralement de génération en génération. Elle anime et crée de nombreux spectacles et dispose de deux maisons d'édition : *Geste éditions* et *Geste Scénique*. Installée à la maison des Cultures de Parthenay depuis 1993, elle quitte les « Ruralies. »

Documentation

Musée La Bertauge

Chronologie du Musée de la Bertauge

En **1974** Charles Pommeau fait prendre conscience à l'agriculteur Jean-Marie Galichet de créer un musée en Champagne crayeuse, près de son domicile d'Auve (Marne). Le **23 avril 1976** la lettre constitutive de l'association La **Bertauge** accompagnée d'une lettre de collecte est rédigée et diffusée. L'association La **Bertauge** est créée le **13 mai 1976** et le **15 juin 1976** déclarée au Journal Officiel. Son objet consiste en la « conservation et mise en valeur des objets arts et tradition populaire, matériel lourd hippomobile. » Le **6 octobre 1976**, madame Giscard d'Estaing, Première dame de France, visite le lycée agricole de Somme-Vesle où du matériel de la **Bertauge** est présenté. Le **16 novembre 1976**, l'association des « Jasées » dont le but est la conservation et la renaissance des us et coutumes d'autrefois de la région de Châlons-sur-Marne, avec qui la **Bertauge** collabore régulièrement, se constitue.

En **1977**, l'objet de l'association est modifié en prenant en compte « l'étude des objets ». Le **14 mai 1977**, le musée est inauguré et ouvert sur le thème « le grain, source d'énergie ». Une seconde exposition présente « le matériel d'une ferme champenoise entre les deux guerres ». C'est un musée privé sans aucun contrôle de l'État. Il est localisé dans la Marne, route nationale 3, près de la basilique flamboyante Notre-Dame de L'Épine, dans un hangar de 350 m². Il reste 21 ans à cet emplacement. Les assemblées générales se déroulent dans la salle paroissiale « l'abri du Pèlerin ».

En **1978**, l'association étudie la muséographie qu'elle souhaite adopter à l'aide des planches de l'encyclopédie. Le vernissage de la seconde exposition : « voitures, laiterie, forêt » se déroule le **20 mai 1978**.

En **1979**, l'équipe envisage le déménagement de la collection à Châlons-sur-Marne dans l'ancien parc militaire à fourrage, au sien du complexe Gérard Philippe. La **Bertauge** participe à une exposition d'arts et traditions populaires à la Maison de la Culture de Reims, dans le cadre de la « semaine verte ».

Le **13 septembre 1981**, la **Bertauge** organise sa première Fête moisson à L'Épine où est localisé le musée. On assiste au transport et au battage des blés. Le **25 juin 1981**, la DRAC adresse un courrier qui obère le développement de la **Bertauge**.

Le **15 août 1982** 2^{ème} Fête des moissons Baconnes, dans la Marne.

21 août 1983, organisation de la 3^{ème} Fête des moissons à Pomacle et finale départementale de labours.

31 mai 1984, fête de la fenaison. **15 août 1984** : inauguration de l'exposition sur la chemise avec la SAFAC. **7 octobre 1984** Exposition de calèches et de voitures anciennes.

22 juin 1985 Vernissage de l'exposition « grain, source d'énergie » organisée par Gilbert Roy directeur de la SAFAC. Le 25 août 1985, 4^{ème} Fête de la moisson à Auve. Succès considérable, avec plus de 10 000 participants.

Le **23 juin 1986**, demande de la DRAC d'avertir la direction des musées de France sur la composition des collections.

1986-1987 Fermeture musée à L'Épine en vue d'une nouvelle implantation. Débats sur la mission et les objectifs du futur musée avec Marc André de l'ORCCA. De nombreuses pistes sont évoquées, comme celle de créer un musée itinérant, ou de réaliser des vitrines dans plusieurs villages.

1987 : création d'un fichier de 1 200 entrées descriptives des objets du musée et réalisation de l'étude « **Bertaue**, réflexion pour une muséographie innovante au service d'un département agricole de pointe. » Le **5 mai 1987** réunion au siège du Comité Régional du Tourisme : le musée peut-il s'inscrire dans le schéma régional du tourisme ?

6 février 1988 l'Assemblée générale de la **Bertaue** décide l'acquisition d'un terrain de quatre hectares 23 à Courtisols, plus long village de France. Le musée est obligé de quitter les locaux de L'Épine, du fait de l'échéance du bail. **21 août 1988**, 5^{ème} Fête des moissons et vieux métiers à Auve.

9 janvier 1989, le conseil général de la Marne élabore un rapport de faisabilité donnant lieu à un projet d'architectes, assure de son soutien et s'engage à contribuer au projet muséal. Le projet s'appuie sur l'achat d'un terrain de deux hectares 78 à Courtisols distant de 700 m du musée actuel. Le **22 février 1989**, la DRAC Champagne-Ardenne fait parvenir un courrier indiquant qu'il ne soutient pas financièrement le musée. Le **1^{er} mars 1989**, le préfet de la Marne, confirme le non engagement de l'État, suite à l'avis négatif de la DRAC. Il y a 1 200 donateurs à ce jour. La délibération du conseil général du 13 novembre 1989 s'engage pour la réalisation d'un musée à hauteur de 7.8 MF et la constitution d'une société anonyme « Agropole » au capital de 275.000 francs chargée d'assumer la gestion du musée agricole « La **Bertaue** ».

Le **17 mai 1990**, le conseil général rejette par 10 sur 18 voix un amendement pour l'organisation d'un concours d'architectes (100 000 francs). Le **26 août 1990**, 6^{ème} Fête des moissons à Valmy au moulin.

1991, l'association relance un projet d'implantation du musée, moins ambitieux et moins coûteux, et confie l'étude de faisabilité au Cabinet Études et Stratégies de Reims.

Les conclusions de l'étude privilégient l'implantation du musée sur le site du lycée de Somme-Vesle. La deuxième partie de l'étude concerne la recherche de partenaires. Les options pédagogiques et l'éducation socio-culturelle dispensées au lycée permettent d'offrir des prestations à l'association « la **Bertaug** », comme la réparation de matériel. Délibération du conseil général du **17 janvier**, rejet du projet élaboré par quatre architectes.

Le **1^{er} mai 1992** Journée Portes Ouvertes au lycée de Somme-Vesle dans la Marne et animation autour de la tradition du cheval. Six commissions se mettent en place : rénovation du matériel, recherche, documentation, communication, marketing et publicité. Le **22 mai 1992**, un projet d'implantation sur l'aire autoroutière Reims Champagne Sud-Mont de Billy sur le tronçon commun A26 et A4 est étudié. Un crédit de 100 000 francs pour réaliser les études de la construction d'un hangar destiné au stockage du matériel au lycée de Somme-Vesle est débloqué. En **novembre 1992**, l'emplacement géographique actuel est réservé sur la parcelle dite pédagogique, après échange de parcelle ou bail emphytéotique entre le conseil général et le conseil régional.

En **1993**, le Comité Départemental du Tourisme, la DRAF, la DRAC et l'ORCCA reprécisent les orientations souhaitables du Musée. Lors des réunions du **4 au 15 janvier 1993** du conseil général de la Marne, délibération du **13 janvier** le lycée agricole de Somme-Vesle est retenu, le coût de l'investissement est estimé à 10, 67 millions de francs.

Le **13 janvier 1993**, la 5^{ème} commission du conseil général décide de construire le musée de la **Bertaug** près du lycée de Somme-Vesle. Le **2 mars 1993**, Le ministère de l'Éducation nationale et le directeur des Affaires culturelles confirment au préfet de la Marne que la création du musée est subordonnée au respect des règles budgétaires, que le projet de musée ne réunit pas. Le **1^{er} septembre 1993**, le lycée agricole de Somme-Vesle confirme qu'il est candidat pour accueillir le musée. Le courrier du Préfet du **9 novembre 1993** précise que le fonctionnement du musée est géré par le lycée.

À l'assemblée générale du **19 février 1994**, les membres de l'association contribuent à soutenir le projet de La **Bertaug**, d'autant que le Président Galichet estime que ce sera « son dernier essai. » Le **1^{er} avril 1994**, Albert Vecten est élu président du conseil général, il symbolise la ruralité et les projets structurants. Dans sa délibération du **19 mai 1994** du Président de Région donne son avis favorable pour l'implantation de la Halle d'exposition au lycée agricole de Somme-Vesle. Les objectifs sont « conservation du patrimoine, valorisation de la collection, maintien d'une culture rurale et des traditions agricoles, prise en compte des besoins culturels, pédagogie. Le **21 août 1994**, la 7^{ème} Fête des moissons à Somme-Vesle, réuni

8 000 spectateurs et mobilise 500 bénévoles. Le conseil général vote 4 millions de francs et 300 000 francs pour une étude de faisabilité et un inventaire.

1^{er} juillet 1995, l'ethnologue Catherine Durepaire, financée par le conseil général, remet une étude de « valorisation d'un patrimoine rural, la **Bertaug** » ainsi qu'un inventaire détaillé de la collection.

En **février 1997**, le conseil général vote le financement de la construction d'un hangar de 3 500 m² pour un montant de 3,5 millions de francs. Les sommes réunies pour le premier projet de musée à Courtisols Agropole sont reversées au nouveau projet de musée. L'échange de parcelle entre le département et l'État est en partie achevé. L'architecte Taron de Sainte-Menehould est retenu pour la construction du musée. Le **4 mai 1997** le proviseur du lycée de Somme-Vesle Jean-Claude Heyman, proviseur se tue en voiture. Onze jours plus tard, le **15 mai 1997**, Jean-Marie Galichet, président depuis sa création de l'association la **Bertaug** décède à son tour. Le **6 juin 1997**, l'arrêté d'ouverture des locaux est publié. Malgré cela, le **7 septembre 1997**, la 8^{ème} Fête des moissons à Saint-Mard-sur-Auve est organisée avec la participation de 6 000 spectateurs. Albert Vecten est président d'honneur de la journée.

Le **4 juillet 1998**, le musée est inauguré par le président du conseil général Albert Vecten et de la nouvelle présidente Mireille Bassut. La première exposition est « semis-semences, semoirs ». Le bâtiment est un hangar métallique de 1 500 m² adossé au Lycée d'Enseignement Technologique Agricole LEGTA de Somme-Vesle. Le vernissage de l'exposition permanente « L'agriculture marnaise, hier et aujourd'hui. Le **7 juillet 1998**, la construction du musée est achevée. La collection s'est enrichie de matériels : tracteurs, semoirs, presse, chariot et une batteuse. Le **10 août 1998**, une nouvelle partie du musée est ouverte au public, dans laquelle Bruno Comte a réalisé une forge.

16-19 septembre 1999, 46^e Championnat (concours) du Monde de Labour, à Pomacle organisé par l'association Terre Attitude, financée par la région Champagne-Ardenne (financé 1MF). Treize agriculteurs sont en compétition. Jacques Chirac et Lionel Jospin s'y déplacent et prononcent deux discours le **17 septembre 1999** devant 30.000 participants. Le **26 décembre 1999**, la tempête emmène le toit du nouveau musée de la **Bertaug**, après 1,5 an seulement d'ouverture au public.

Le conseil général donne son avis favorable le **19 mai 2000** à la reconstruction avec maîtrise d'ouvrage de la SEMCHA. La Cour des Comptes régionale, le **1^{er} février 2000**, émet des remarques liées à la non rémunération des prestations du Lycée au musée.

En **2001**, la **Bertaug** renaît avec un projet de partenariat pédagogique avec le lycée.

Le **1^{er} février 2003**, le numéro 2 de la gazette de la **Bertaug le Sillon**, paraît.

Remise des clés du bâtiment de 1 500 m² en **03/2004**. Le **10 mai 2004**, le conseil général signe une convention d'occupation des locaux mis à disposition par le conseil général au musée de la **Bertaue** pour 20 ans. Le musée ouvre à nouveau ses portes le **4 juin 2005**, après cinq ans de fermeture. Il coûte 450 370 euros de remise en état.

Le **31 mai 2005**, la demande d'autorisation d'aménager une salle d'exposition du musée par l'association reçoit un avis défavorable. Le **4 juin 2005** inauguration du musée rénové, d'un coût de 465 370 euros. Le **25 septembre 2005** se déroule la Fête des traditions paysannes.

Le **17 mai 2006**, le musée reçoit une subvention de 20 000 euros de la part du conseil général, pour la réalisation d'un hangar de stockage et d'un atelier. Il en jouit par bail emphytéotique.

Le **23 juin 2007**, le nouveau bâtiment de stockage du matériel en prolongement du musée avec une partie atelier est inauguré par le maire de Somme-Vesle, Michel Arnould et le Conseiller général Hubert Arrouart. Le **19 août 2007**, le musée de la **Bertaue** anime la 9^{ème} Fête des moissons à l'ancienne à Somme-Vesle. Il expose ainsi toutes les étapes de la modernisation de l'agriculture. Un village est reconstruit avec métairie, lavoir. 3 000 personnes sont présentes.

Le **28 septembre 2008**, 2^{ème} fête d'automne à Somme-Vesle, sur le thème « Patates et betteraves. » L'association la **Bertaue** change le nom du musée qui, d'« agricole » devient « rural. » L'ensemble de la présentation des objets ou outils dans le musée peut nous faire dire aujourd'hui que le musée **la Bertaue** est devenu un musée rural¹⁰⁶⁸.

Le **29 avril 2009**, s'ouvre l'exposition sur la betterave. Le **19 juillet**, animation sur le fauchage à l'ancienne. Le public est invité à faucher avec des faux à crochet, à la faucheuse javieuse. **27 septembre 2009**, fête du battage au Musée de la **Bertaue**. À Somme-Vesle. Les Jasées sont présents. Des miniatures agricoles sont exposées.

12 mai 2010 thème « Les foins » au musée.

21 août 2011 10^{ème} fête de la Moisson au camp d'Attila à l'oppidum de la Cheppe avec un partenariat important et 4 500 visiteurs. 35^{ème} anniversaire de La **Bertaue**. Un atelier sur la betterave à sucre de 1800 à nos jours, et sa transformation, en sucre, alcool et carburant est installé.

2012 : Deux nouvelles réalisations enrichissent la collection du musée : une salle de classe ainsi qu'un bureau de poste des années 30. Une nouvelle exposition « du grain au pain » présente un moulin à vent et un moulin à eau (à l'échelle 1/6) ainsi que le matériel nécessaire

¹⁰⁶⁸ / *Bulletin du canton de Marson* N°7, 28 août 2008.

au semis, à la récolte, au battage et au nettoyage du grain jusqu'à sa transformation en farine.
23 septembre 2012 : fête d'automne avec jardin et arrachage de pomme de terre. Don de la Fondation du Crédit agricole de 3 000 euros pour l'achat d'un camion.

2013 : Les 15/16 et 17/03, trois jours au salon « destination Marne à Reims », invité par l'office de tourisme de Chalons. Le **5 mai**, participation à Sarry 1900. Le **19 mai**, au Jard de Châlons-en-Champagne, 4^{ème} rétro puces, avec rassemblement de voitures anciennes, organisé par le club des Calandres Pétillantes de Fagnières. Le **28 mai**, France 3 Reims, tourne l'émission « Ici et pas ailleurs » au sein du musée, en présence d'une classe d'élèves de Loisy-sur-Marne. **9 juin**, animation au musée, démonstration de métiers anciens, avec la participation d'un philatéliste de la région de Reims qui, pour cette occasion, réalise un timbre à l'effigie du musée. Une belle démonstration des danseurs de Sarry 1900. **4 août** participation à une Fête des moissons à Lançon (Ardennes). Le musée tient un stand sur la foire de Chalons, dans l'espace « ferme de la Chambre d'Agriculture de la Marne ». Sept classes de différentes écoles de la région visitent le musée.

27 mai 2014 : l'école de Brimont visite le musée. **10 août 2014** : la 11^{ème} Fête des moissons dans l'enceinte du camp d'Attila sur la commune de La Cheppe (Marne).

Les présidents

Agriculteurs locaux ou épouse d'agriculteur : Jean-Marie Galichet (1976-1997), Olivier Morand (1997) de Suippes, Mireille Bassut, présidente (1998-2004), Gabriel Valléry (2005-2010), Dominique Delacour (2011-).

Expositions temporaires

2006 : la moisson ; 2007 : la laiterie ; 2009 : le boulanger ; 2010 : la betterave ; 2011 : la poste et la mairie ; 2012 : le moulin ; 2014 : du grain au pain.

Les onze fêtes de moissons

1978 L'Épine ; 1982 Baconnes ; 1983 Pomacle ; 1985 Auve ; 1988 Auve ; 1990 Valmy ; 1994 Somme-Vesle ; 1997 Saint-Mard ; 2007 Somme-Vesle ; 2011 La Cheppe ; 2014 La Cheppe.

Fête des battages 25 septembre 2005 ; 27 septembre 2009 : Somme-Vesle

Le budget

1994 : 157 900 francs	2004 (2003) : 7 440 euros 4 000 terrain Net : 3 440	2006 (2005) : 22 200	2009 (2008) 18 800	2012 (2011) 60 000	2014 (2013) 26 700
1995 : 150 000	2005 (2004) : 14 169 3 900 vente de la parcelle Restent 6 100 euros	2008 (2007) 16 100	2010 (2009) 18 000	2013 (2012) 31 200	

Les adhérents

1979 : 29	1988 : 176	1996 : 133	2003 : 94	2010 : 84
1980 : 18	1989 : 154	1997 : 148	2004 : 95	2011 : 85
1981 : 13	1990 : 199	1998 : 144	2005 : 90	2012 : 90
1984 : 46	1991 : 152	1999 : 149	2006 : 84	2013 : 78
1985 : 130	1993 : 125	2000 : 116	2007 : 88	2014 : 81
1986 : 109	1994 : 118	2001 : 107	2008 : 90	
1987 : 109	1995 : 119	2002 : 107	2009 : 100	

Les entrées

1978 : 200	1988 : 681	2009 : 420
1982 : 850	1998 : 681	2010 : 488
1985 : 1473	2006 : 685	2011 : 519
1986 : 1417	2007 : avec fête 2000	2012 : 619
1987 : 970	2008 : 380	2013 : 701

Le musée est fermé 10 ans entre 1988 et 1998 et à nouveau 6 ans, de 1999 à 2005, soit 16 ans sur 38 ans, soit 42, 11 % du temps depuis sa création.

Sites internet

La **Bertaue** Musée rural et artisanal. [en ligne]. [Consulté le 20/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.musee-rural.com/>

Comité Départemental du Tourisme de la Marne (CDT Marne). *Musée rural « La Bertaue »*. [en ligne]. [Consulté le 20/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.tourisme-en-champagne.com/fr/62/13/0/PCU0000000000055/sit/detail/patrimoine-champagne/musee-rural-la-bertaue>

Association Pays d'Argonne (Marne, Meuse, Ardennes). *Musée rural et artisanal de la Bertaue*. [en ligne]. [Consulté le 22/08/2014]. Disponible à l'adresse : <http://groupement-argonnois.asso-web.com/evenement-139-musee-rural-et-artisanal-de-la-bertaue.html>

Musée du Compa

Le Conservatoire des machines et pratiques agricoles, Conservatoire de l'Agriculture est situé au Pont de Mainvilliers, commune limitrophe de Chartres. Mainvilliers, dans l'Eure-et-Loir, est une commune de 10 000 habitants, dirigée par les maires socialistes 1959-1979, René Foucart, membre du Parti Socialiste Unifié (PSU), puis de 1979-2001 par Jean Charpentier et jusqu'à ce jour Jean-Jacques Châtel.

Il est créé à l'initiative du SEDIMA qui organise la collecte des matériels agricoles de 1860 à 1950.

Une centaine de pièces exposées, souvent rares, raconte le cycle des opérations agricoles : une série de charrues, des moissonneuses-batteuses, une trépineuse à tapis roulant, une batteuse Merlin, une locomobile à vapeur de Vierzon ; la première moissonneuse de Mc Cormick de 1831, les premiers tracteurs américains de 1910 à 1912, uniques en Europe (Case, Sawyer Massey), ceux du plan Marshall et des années 1950 (Farmall, Ford Ferguson, Société Française), ceux de la Première Guerre mondiale (Moline, Waterloo-Boy) et les premiers Renault des années 1920. Il élargit ses collections aux patrimoines immatériels.

Missions : agriculture, environnement, alimentation

Dès **1981**, l'Association du **Compa** soutient le projet d'ouverture du futur Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles. Elle compte alors plus de 250 adhérents. De la « Fête des tracteurs » (« Passion Someca » en 2007, « Passion Farmall » en 2009, « Passion Lanz » en 2011 et « Passion Ford » en 2013) à l'exposition « Les 3 Albert » (2008) en passant par l'organisation de colloques et de conférences, l'association des Amis du **Compa** initie de multiples manifestations, en collaboration avec le musée. L'équipe du **Compa** anime 15 rencontres scientifiques de 1995 à 2008.

Chronologie du Musée du Compa

En **1974**, au sein du **Musée des beaux-arts et Traditions populaires de Chartres** figure un important secteur arts et tradition populaire. Par ailleurs, une série d'expositions ayant pour thème la ruralité se déroule sur les sabotiers, les scènes agricoles dans la peinture française, les scènes agricoles en Beauce autour des années 1900, la figuration de l'élevage, ...

En **1977**, le Syndicat National des Entreprises de Service et de Distribution du Machinisme Agricole (SEDIMA) entreprend de « sauver et montrer les machines et les outils d'une société rurale en pleine mutation » en collectant matériels et machines agricoles datant de la révolution agricole de 1860 à 1950. En novembre 1977, Antenne 2 et le SEDIMA qui

possède plus de 200 machines, dont une quarantaine entreposée à Chartres, décident de promouvoir la création d'un Musée National du Machinisme agricole.

En **1978** : « Antenne 2 s'associe à l'opération et organise la collecte des vieilles machines. Un appel national à collecte est lancé, relayé par les concessionnaires du SEDIMA, chez qui peuvent être déposés prêts, dons ou legs de particuliers ou d'entreprises.¹⁰⁶⁹ »

Au cours des années **1979-1980-1981**, l'association du **Compa** mène une vaste campagne de sensibilisation à la conservation de vieilles machines, sous la forme d'un musée itinérant qui se déplace à Nantes, Avignon, Beaune, Tours, Montpellier, Tarbes, Bordeaux, Bourges, dans les Vosges,

Du **4 au 11 mars 1979** à l'occasion du 50^{ème} Salon International du Machinisme Agricole (SIMA), Antenne 2 et le SEDIMA présentent plus de 100 machines dans le premier musée national du Machinisme agricole installé pour l'occasion sur le salon. Une partie du produit de la collecte de vieux matériel est ensuite exposé sur le plateau Beaubourg à Paris devant environ 100 000 visiteurs.

En **mai 1980**, le SEDIMA et Antenne 2 lancent un appel d'offres au niveau national en vue de recueillir les candidatures des villes intéressées par la création d'un musée du machinisme agricole sur leurs sites. L'association des Amis du musée de Chartres et des arts et traditions populaires présidée par le maire de Chartres Georges Lemoine présente un dossier encouragé par Sylvie Douce de la Salle, conservateur du musée de Chartres.

En **1980**, au SIMA un concours national de maquettes et de modèles réduits agricoles avec plus de 50 modèles anciens, est organisé. En **octobre 1980**, l'Association des amis du musée de Chartres et des Arts et Traditions populaire ainsi qu'un groupe de travail présidé par Louis Perrin, confient l'élaboration du programme d'installation du musée à Henri-Charles Barnèdes, urbaniste-programmateur.

En novembre **1980**, un document est adressé au SEDIMA qui présente l'idée d'un Conservatoire. Un comité de soutien présidé par Louis Perrin est constitué.

L'association du Conservatoire est déclarée le **9 mars 1981** à la Préfecture d'Eure-et-Loir. Sa réalisation avec les pouvoirs publics s'effectue grâce à une Société d'Économie Mixte dont le conseil général détient la majorité du capital. Le siège social est fixé à l'Hôtel du département d'Eure-et-Loir, 31, rue Sainte-Même, à Chartres, jusqu'à l'ouverture. Martial Taugourdeau, Président du conseil général, est le Président Directeur général de la SEM du Conservatoire du

¹⁰⁶⁹ / Compa. Conservatoire de l'agriculture. [En ligne]. Chartres : Le Compa, Conservatoire de l'agriculture. [Consulté le 29/08/2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.lecompa.fr/une-histoire>

machinisme et des pratiques agricoles d'Eure-et-Loir. La SEM a pour but la collecte et l'inventaire (en propriété ou en dépôt), la conservation, l'entretien et la sauvegarde des collections ainsi que le dépôt des recherches documents, conseils pour l'exposition permanente.

Le **12 mars 1981**, les villes de Niort et Chartres sont retenues par le jury du concours, pour prendre en charge la nouvelle institution du Conservatoire national de l'agriculture. Niort accueille « les Ruralies » consacrées à la polyculture et à l'élevage, Chartres le « Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles » qui expose les thématiques de la grande culture céréalière et de la mécanisation de l'agriculture. Le décès de Jacques Permillieux, Secrétaire général du SEDIMA, et initiateur du concept n'entrave pas la marche en avant du projet. L'architecte Henri-Charles Barnèdes est désigné pour coordonner les études.

C'est encore au SIMA, en mai **1981**, que les sites de Chartres, sous la présidence Louis Perrin Président de l'Assemblée Permanente de la Chambre d'Agriculture pour la prise en charge du matériel céréalière de grande culture et Niort, sous la présidence de monsieur Boutteau président Chambre Régionale d'Agriculture de Poitou-Charentes pour la polyculture, l'élevage et la viticulture sont officialisées, après consultation nationale.

La dénomination définitivement retenue est alors celle de Conservatoire National du Machinisme agricole et des pratiques agricoles.

En **1982**, Jack Lang, ministre de la culture, favorable aux écomusées s'intéresse au projet. Sous ses auspices, l'association de préfiguration du Conservatoire national est créée, dans laquelle est partie prenante, les ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et de la recherche. Le **2 mars 1982**, l'association du conservatoire est créée. Elle est présidée par Louis Perrin, président de la Chambre d'Agriculture, assisté de Georges Lemoine, maire de Chartres, secrétaire d'État et Robert Huwart, président du conseil général d'Eure-et-Loir, secrétaire Sylvie Douce de la Salle étant secrétaire.

Le **13 mars 1982** le rapport du Préfet d'Eure-et-Loir organise la réalisation de deux études programmées, dont un concours d'architecte.

La première assemblée générale de l'AFMA se tient à Chartres le **19 juin 1982**, l'essentiel de la discussion porte sur les statuts de l'association.

En **1983**, plus de 200 machines intègrent la collection initiée en 1979. C'est un succès. L'association de préfiguration du Conservatoire national participe au 54^{ème} SIMA en tant que Conservatoire. Elle organise des démonstrations de tracteurs, de machines anciennes et présente une exposition sur les « Comices agricoles d'antan » et leur rôle dans la diffusion des innovations. Montage audiovisuel présente l'utilisation d'anciens matériels.

Les Ruralies s'installent sur leur site et le **Compa** dans l'**écomusée de la Beauce** à la ferme de la Saussaye à six kilomètres de Chartres. Le **Compa** mène ses premières actions et fait circuler sa première exposition à l'intitulé évocateur « Histoire de labours et de laboureurs », puis « Paysan, la Terre et leurs images. ». L'école d'agronomie de Grignon fait un don de charrues rares en **1983**, tandis qu'en mars **1983** le premier *Bulletin d'information* de l'AFMA paraît.

Le **5 avril 1983** connaît la création de l'association de préfiguration du Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles. En mai **1983**, Antenne 2 réalise des reportages sur l'infrastructure de Vouillé-Aiffres sur l'autoroute A10 à cinq kilomètres de Niort où les **Ruralies** s'installent. En juillet **1983**, l'Association de préfiguration de l'Antenne de Niort présente le site. Du **10 au 31 décembre 1983**, le **Compa** présente l'exposition « histoires de labour et de laboureurs ». L'association fait l'inventaire des collections à Niort et Chartres et du SEDIMA.

En **1984** L'association acquiert 40 pièces qu'elle remet en état. Une bande dessinée est réalisée. Le site de Chartres présente l'exposition « Moissons et battages ». Le **21 février 1984**, le préfet alerte de la disponibilité de la rotonde SNCF à Mainvilliers. Le rapport d'activité de l'Association présente en mars **1984** une orientation très fine du projet scientifique. Sur les années **1984-1985**, le conseil général d'Eure-et-Loir se porte maître d'ouvrage de l'opération de création du musée sur le site de Mainvilliers. Pour l'implantation du **Compa**, le conseil général d'Eure-et-Loir acquiert, en mars **1985**, l'ancienne rotonde de réparation des locomotives à vapeur qui date de 1905. De multiples études techniques sont lancées pour ce site.

Pour sa part, l'antenne de Niort du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles ouvre en avril **1985** sur une emprise de dix hectares qui comprend un restaurant régional, une vitrine de produits régionaux, un centre d'exposition des Arts et Traditions Populaires de Poitou-Charentes, la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres. Paris-Grignon prête en 1985 des charrues. Le **Compa** détient 84 charrues anciennes, dont 43 prêtées au titre de la convention du **1^{er} juillet 1985** et 41 stockées à Grignon.

En **1986**, le site de Chartres présente les expositions « le paysan, la terre et leurs images » et pour le centenaire d'Émile Zola « La Terre ». L'ouverture du site de Chartres est prévue en 04-05/1986.

En **1987**, un nouveau statut celui de Société d'Économie Mixte porte le projet du Conservatoire. La SEM du Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles (SEM **Compa**) se constitue avec ses 15 actionnaires. Le conseil général d'Eure-et-Loir qui préside est

l'un des principaux investisseurs à côté des organismes bancaires et agricoles, les syndicats de constructeurs (SYGMA) et de distributeurs de machines agricoles (SEDIMA), des entreprises privées et une personne physique. La constitution de cette structure souple aura nécessité 15 ans. Elle est destinée à aménager et gérer la nouvelle structure.

La rotonde est réhabilitée pendant un an et demi. Les architectes parisiens Reichen et Robert préservent les structures métalliques. Les abords (un hectare consacré aux jardins et au parking) sont créés, grâce au financement dans le cadre de l'opération nationale « Banlieue 89 ». Cette agence créée en 1973, est spécialiste des reconversions industrielles, comme la grande halle de La Villette, Pavillon de l'Arsenal à Paris, la Halle Tony Garnier mais aussi l'usine de chocolat Menier à Noisiel.

En **1988**, une convention signée entre le Département d'Eure-et-Loir et la SEM **Compa** afin que celle-ci exploite la rotonde à la condition de sa mise en valeur. Le chantier de réhabilitation de la rotonde commence en **1989**. Les abords, d'un hectare de jardins et parkings s'inscrivent dans l'opération « Banlieue 89 ».

Le Compa ouvre le **1^{er} avril 1990**. Le **17 juillet 1990**, Jack Lang, ministre de la Culture et Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, entourés de 700 personnes inaugurent le **Compa**, musée de 3 000 m² consacré au machinisme. Une soixantaine de machines sont exposées. Le musée est contrôlé par la Direction des Musées de France.

En **1991**, la conservatrice, Mireille Bonnebas est nommée directrice.

En **1993**, le **Compa** élargit son exposition à l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. L'approche est novatrice car pluridisciplinaire. Les thématiques concernent le sauvetage et la transmission.

Le **Compa**, devient en **1995** musée de société. Son intitulé évolue en « *Conservatoire de l'agriculture au lieu de Conservatoire de Machinisme et des Pratiques Agricoles.* », musée pluriel de société, des sciences et techniques.

Il expose des modèles réduits du **31 mai** au **7 juin** et intègre de nouvelles thématiques à ses expositions avec l'art, du **13** au **18 septembre 1995** « L'arbre de Gabriel » (peintures de Gabriel Loire). L'art entre au musée d'agriculture. Le prêt de **1985** de charrues de l'école Paris Grignon, se transforme dix ans plus tard en dépôt (la convention de prêt de **1985** fait office de convention de dépôt en **1995**). Un autre dépôt est effectué en **1995**.

En **1996** : l'exposition « Paysages et paysans, le désert français et ses derniers habitants. » du **15 juin** au **30 septembre 1996** avec 31 photos de Depardon, fait écho au livre fameux de Jean-François Gravier.

Le **1^{er} février 1997**, le **Compa** change de statut et devient un musée du conseil général d'Eure-et-Loir. L'association du **Compa** et le conseil général signent une convention qui reconnaît les droits et les devoirs de chacun : le **Compa** devient un service du conseil général, l'association reste propriétaire des collections.

En **1998** : expositions temporaires événementielles « vaches en fête », on dirait une vache », « comme un moulin », « en avant les charrues », « jardin et jardinages ». Dimanche **14 juin 1998**, les jardins familiaux dans la ville avec visite guidée ; « Gens d'ici » photos de Christian Malon, professeur d'éducation culturelle au Lycée agricole en Normandie. Il conserve la mémoire de ces gens qui vivaient en harmonie avec la nature. « Les vieux paysans les traits durs et rudes » Emmanuel Leroy-Ladurie préface le livre « Gens du Pays.

En **1999**, le Cybercompa, Espace Culture Multimédia de 20 ordinateurs, ouvre ses portes sur la mezzanine du musée. Une programmation dédiée propose aux visiteurs initiations à Internet, créations artistiques et multimédia ...

L'exposition la « Malbouffe » (exposition de 1999 à 2000) est l'occasion de poser les jalons d'expositions sans complexes. Lors des printemps des musées : le temps des semailles manifestation nationale organisée par le ministère de la Culture : semailles, herbiers, les plantes légumières rares ou méconnues ; aromates et plantes officinales ; premier salon du livre ancien ; exposition « girouettes de tous les temps » sixième salon de la miniature agricole. 4^{ème} salon de la carte postale « cafés-épiciers-boulangeries de village ».

En **2000**, le musée fête ses dix ans. Les **4, 5 et 6 février**, troisième salon de la basse-cour. Exposition : « La Malbouffe », « Terre » d'Yves Lévêque.

Dans les années 2000 pour la première fois, le **Compa** dépasse les 50 000 visiteurs par an. Le colloque annuel s'intitule « multimédia, réseaux, musées. **4 mars 2000** : conférences sur les préférences et les tendances alimentaires par Jean-Pierre Corbeau (cadre la Malbouffe). Le **12 mars**, salon du livre ancien avec des auteurs locaux : Gérard Masé, Guillaume de Morant. Exposition du **7 au 21 mai 2000** « un siècle de tracteurs » 8 au 25 juin exposition travaux d'enfants. 5^{ème} année consécutive Salon de la carte postale « cartobulle » sur le thème du paysage. **2000-2001** : Exposition : « Pleine terre ».

En **2001**, « La belle histoire du cheval » est une exposition qui met en lien les collections du musée sur les métiers équinés (maréchal-ferrant, bourrelier,...) et des interventions d'artistes contemporains (Sauvat, Hirlay,...). Novembre **2001** artistes et artisans (1000 visiteurs), le cheval dans la philatélie, colloque « des nouveaux musées ». Le **Compa** joue un rôle de vigie sur les nouveaux thèmes.

En **2002**, le **Compa** est labellisé Musée de France dans la première vague.

Les expositions : « un cheval des chevaux », Jean-Louis Sauvat, sculptures et dessins (spécialiste du cheval en mouvement). Le colloque annuel est consacré à « musées et communication.

En **2003**, le **Compa** organise sa première Ronde des Tracteurs à travers la ville de Chartres, sous le regard curieux des passants.

En **2004** Le **Compa** réalise une exposition originale « Parfums... Le pouvoir des odeurs », en lien avec une activité économique peu connue du département, celle de la « Cosmetic Valley » qui met en évidence un autre débouché de l'agriculture. Le **Compa** développe ses relations avec le local, l'industrie.

En **2006** le **Compa** dépasse les 50 000 visiteurs. C'est le premier musée départemental et régional en termes de fréquentation.

En **2007**, l'Académie d'Agriculture visite le **Compa**. Axé sur les thèmes « Agriculture, environnement et alimentation », il présente 200 charrues, 30 batteuses dont la plus grande partie est conservée au Lycée Agricole de la Saussaie aux portes de Chartres. Il dispose d'un atelier de restauration afin d'exposer des matériels en bon état de marche. Chaque année en juillet, les machines sont présentées en fonctionnement sur un thème choisi.

2008, le **Compa** rédige son nouveau projet scientifique et culturel (PSC). Ce document rendu obligatoire pour les musées de France depuis 2002 permet d'établir un bilan des activités et de redéfinir une politique muséale.

En **2009** le **Compa** concrétise des partenariats engagés depuis Saragosse (Espagne) en 2008. L'exposition du Pavillon de la France représente une opportunité, pour le **Compa**, de bénéficier d'une expérience internationale. L'exposition temporaire « eaux » propose une relecture de la problématique abordée par l'exposition de Saragosse. Dans le cadre de l'année de la Hongrie. Le **Compa** organise expositions communes et prêts d'affiches avec le **Musée de l'agriculture de Budapest**. C'est le récolement des collections, obligatoire dans la labellisation Musée de France.

En **2010**, le **Compa** fête ses 20 ans et fait son bilan. Il expose la protection et la valorisation du patrimoine local, des savoir-faire et de la mémoire du territoire eurélien. Il soutient à travers lui, la présentation de sujets comme l'eau, l'alimentation, l'agriculture qui aide chacun à mieux se situer, se référer, décrypter et comprendre la société dans laquelle nous vivons.

En **2011**, l'alimentation est le thème de l'année. « La fin de la faim, comment nourrir les hommes ? » L'artiste Jean-Luc Parant investit le musée avec ses boules de terre, ainsi que douze planches d'herbiers.

En **2012**, 980 000 visiteurs ont visité le **Compa**, 43^{ème} dans le classement des musées de France et 14^{ème} pour l'accueil des publics. 48 % des visiteurs sont des scolaires. 4 000 personnes se rendent au **Compa** par mois. Il organise les Rencontres cinématographiques autour du cinéma rural en janvier, la Fête des tracteurs en juin et la Fête de l'animal de ferme en septembre.

En **2013**, le musée expose toujours l'agriculture de 1820 à 1970 (150 ans). Sa collection comprend 5 000 pièces, dont 500 machines, 800 outils, 120 machines miniatures, 300 photos, 400 œuvres iconographiques (estampes, affiches, dessins) et 4 000 ouvrages.

Le **22 mai 2013**, le **Compa** accueille le Président de la Fédération française des sociétés d'amis des musées Jean-Michel Raingard. Il présente les grands enjeux des musées, bénévolat et philanthropie.

Le **2 juin 2013**, le **Compa** s'associe au Salon européen de la Miniature Agricole à Chartrexpô pour présenter des objets issus de la collection Burckhardt (Dinky toys, ERTL, SIKU, Quiralu etc...) et proposer une exposition.

« Tracteurs et machines d'Europe » En 2013, c'est la Fête des tracteurs SOMECA. À côté des machines, le musée présente photos, maquettes, jouets et affiches agricoles. Avec plus de 50 000 visiteurs par an dont un tiers de scolaires, le **Compa**, est le musée le plus fréquenté d'Eure-et-Loir. Michel Aubineau, Président de l'association du **Compa** est ancien professeur à l'INAPG,

« Le **Compa** incarne mieux que tout autre équipement culturel du département l'engagement déjà ancien du conseil général d'Eure-et-Loir dans le domaine culturel. Collectivité de proximité, le département aide à la diffusion d'une culture scientifique, technique et historique. Il s'attache également à la protection et la valorisation du patrimoine local, des savoir-faire et de la mémoire du territoire eurélien ... Il soutient, à travers lui, la présentation de sujets comme l'eau, l'alimentation, l'agriculture qui aide chacun à mieux se situer, se référer, se décrypter et comprendre la société dans laquelle nous vivons. Ce qui est en jeu à chaque fois, c'est le pari de l'intelligence d'un monde en mouvement, en mutation, rapide. C'est le partage d'une culture active et vivante. ... »
Albéric de Montgolfier ; président du conseil général d'Eure-et-Loir¹⁰⁷⁰

Principales expositions temporaires

mars 1991 - novembre 1991 *Et l'eau*

janvier 1992 - juillet 1992 *Les caprices du temps*

février 1992 - octobre 1992 *Les images de mon moulin* – Guy Arno

¹⁰⁷⁰ / Albéric de Montgolfier. *Éditorial*. [En ligne]. [Consulté le 29/09/2013]. Disponible à l'adresse : www.lecompa.fr/editorial.

octobre 1992 - *Les artistes au musée, Blaise, Cravan, Sauvage*
octobre 1992 - octobre 1993 *Du grain au pain*
avril 1993 - juillet 1993 *À table*
novembre 1993 - *Chocolat*
décembre 1993 - mars 1994 *Cafés, cafés*
avril 1994 - juin 1993 *Le coton qui habille, le coton qui se mange*
juillet 1994 - janvier 1995 *La saison des vendanges*
septembre 1994 - janvier 1995 *La vigne et le vin au Moyen Age*
janvier 1995 - septembre 1995 *L'arbre de Gabriel*
septembre 1995 - décembre 1995 *Terroirs, territoire*
janvier 1996 - septembre 1996 *Pays, Paysages*
juin 1996 - septembre 1996 *Depardon part en campagne*
octobre 1996 - février 1997 *Les plantes de la découverte*
8 mars 1997 - 31 aout 1997 *Les clés du sol*
23 septembre 1997 - 22 février 1998 *Veaux, vaches, cochons...*
20 novembre - 2 décembre 1997 *Quadrille et jupons (Ronde de Chartres)*
12 mars 1998 - 6 novembre 1998 *Jardins et jardinages*
17 septembre - 4 octobre 1998 *Les gens d'ici (Christian Malon)*
21 octobre 1998 - 31 aout 1999 *Comme dans un moulin*
5 mars 1999 - 16 mai 1999 *L'eau, l'Eure et Loir et ses moulins*
17 septembre - 1999 - 7 novembre 1999 *Comme une fleur*
20 novembre 1999 - 27 aout 2000 *La Malbouffe*
3 mars 2000 - 24 avril 2000 *Rondeurs et couleurs*
30 septembre 2000 - 22 avril 2001 *Plaine terre*
29 septembre - 15 novembre 2001 *Quand le cheval fait la foire (Christian Malon)*
29 juin 2001 - 28 aout 2002 *Un cheval, des chevaux*
3 mai 2002 - 28 aout 2002 *Sauvat, sculptures et dessins*
3 décembre 2002 - 2 février 2003 *Poules et cochons en Normandie (Christian Malon)*
14 mars - 20 avril 2003 *La Nantaise dans tous ses états (Philippe Deschamps)*
19 février 2003 - avril 2004 *Veaux, vaches, cochons, couvées... Qu'est qu'on mange ?*
26 juin - 19 septembre 2004 *Boutiques et devantures (Philippe Schlienger)*
21 septembre 2004 - 31 aout 2006 *Parfums... le pouvoir des odeurs*
Février - mai 2006 *Les flacons de la séduction*

25 septembre 2005 - 5 mars 2006 « *L'homme agricole ou l'agriculture au quotidien, en Eure-et-Loir et dans la nouvelle Europe* »

2 mai - 31 juillet 2006 *La campagne rêvée*

17 octobre 2006 - 19 octobre 2008 *Affiches de campagnes, le rural et ses images*

26 mai - 25 novembre 2007 *Au fil de l'air au fil du temps (Service de l'archéologie)*

12 octobre 2007 - 28 octobre 2007 *Jean Hélon*

8 novembre 2007 - 13 avril 2008 *Quand la banque s'affiche*

12 juin 2008 - 14 décembre 2008 *Affiches de Hongrie 1950-1970 : publicités et/ou propagandes ?*

9 octobre 2008 - 14 décembre 2008 *Les 3 Albert – Hommes et machines en Eure-et-Loir de 1858 à 2008.*

13 septembre - 28 septembre 2008 *Mémoires de quartiers, mémoire en chantier*

3 octobre 2008 - 1^{er} février 2009 *Odyssée Blanche*

20 septembre 2008 - 3 octobre 2008 *Châteaux d'eau*

19 février 2009 - prlg. Fin d'été 2010 *Eaux*

19 février 2009 - 29 novembre 2010 *Tant va la cruche à l'eau... (Les Vitrines du **Compa**)*

2 avril 2009 - 30 juin 2009 *L'Eure-et-Loir d'un photographe, Robert Laillet (1844 – 1944)*

3 avril 2009 - 3 mai 2009 *À pied d'œuvre : lumières*

25 juin 2009 - 31 octobre 2009 *Tilt : Des-Equilibres*

3 septembre 2009 - 25 octobre 2009 *Hell'Eau (Direction de la Culture)*

19 septembre 2009 - 18 octobre 2009 *Mémoires de quartiers, Objets de mémoire*

19 décembre 2009 - 28 mars 2010 *Du collectionneur au conservateur, Fonds Richard (Les Vitrines du **Compa**)*

1^{er} avril 2010 - 29 août 2010 *Eco-diversité*

22 avril 2010 - 30 juin 2010 *L'hygiène à travers l'histoire (Les Vitrines du **Compa**)*

5 juin 2010 - 12 décembre 2010 *Agricultures miniatures*

9 juillet 2010 - 27 septembre 2010 *Du jardin au marché : outils de maraichage à Nogent-le-Roi, Fonds Chapet (Les Vitrines du **Compa**)*

fin septembre 2010 - 28 mars 2011 *Graines et grainetiers, Fonds Roger (Les Vitrines du **Compa**)*

10 novembre 2010 - 28 mars 2011 *J.-L. Parant (Les Vitrines du **Compa**)*

5 novembre 2010 - prlg. 30 décembre 2011 *La fin de la faim // Comment nourrir les hommes ?*

9 octobre 2010 - prlg. 11 décembre 2011 *Manger des yeux, J.-L. Parant.*

3 avril 2011 - prlg.11 décembre 2011 *Carte blanche à J.-L. Parant : Jacqueline Salmon (Les Vitrines du Compa)*.

12 janvier 2012 - 28 février 2012 *Fonds Chapet (Les Vitrines du Compa)*

23 mars 2012 - 15 août 2012 *Les maquettes agricoles : la collection Champeau (Les Vitrines du Compa)*

13 avril 2012 - prlg. 30 juin 2013 *Images//Paysages – Histoire des représentations du territoire*

30 mars 2012 - prlg. 30 décembre 2012 *Le Paysage sculpture, Jean Anguera*

19 mai 2012 - 31 août 2012 *Un Entre-deux, Alain Bujak*

10 juillet 2012 - 30 décembre 2012 (à l'extérieur) *Sur les pas de J.-F. Millet... Christian Malon.*

1^{er} septembre 2012 - 14 avril 2013 *Les collections agricoles d'Agropolis-Museum (Les Vitrines du Compa)*

6 octobre 2012 - 30 décembre 2012 *Pierre-Jules Hetzel*

10 octobre 2012 - 10 novembre 2012 *Paysans ? Le grand chambardement (espace 41 à Blois)*

7 décembre 2012 - 17 mars 2013 *Paysans ? Le grand chambardement (Archives départementales)*

11 décembre 2013 - 30 décembre 2013 *Les enfants s'exposent*

2 juin 2012 - 29 décembre 2013 *Tracteurs et machines d'Europe – 50 jouets agricoles de la collection Burckhardt (Les Vitrines du Compa)*.

19 septembre 2013 - 23 février 2014 – *Le roman d'un monde.*

Évènements (liste non exhaustive)

Les salons

- Salon des plantes
- Salon de la basse-cour
- Journées des produits du terroir.
- Journée du commerce équitable
- Salon de l'éco-habitat
- Salon de l'animal de ferme...

Les évènements « machines »

- 2003. La grande ronde des tracteurs
- 2005. Tournez moteurs
- 2006. 25 ans de collections
- 2007. Passion Someca

- 2009. Passion Farmall
- 2010. Les 20 ans du Compa : manifestations mettant en valeur les collections
- 2011. Passion Lanz
- 2013 Passion Ford
- 2015 Passion Renault

Le spectacle vivant (2008/2011)

- Tracteur cheval (compagnie La Petite Rue des contes)
- Théâtre en campagne (compagnie Sub Théâtre)
- Au moins ça ne prouve pas le contraire (compagnie Du vent dans les toiles)
- Visites contées autour des mythes et légendes
- Danse au cœur
- Festival baroque en Eure-et-Loir
- Fête de la musique
- Moissons d'Ici
- Spectacle Bateau Vert (conteuse Gabrielle Jolly)
- Festival du Légendaire
- Spectacle de danse contemporaine (compagnie A Corps)
- Visites théâtralisées
- Spectacle pour enfants autour de l'alimentation

Les conférences (2009/2011)

- Janvier 2009 – L'archipel paysan /Jean Viard
- Mars 2009 – Changements climatiques / Hervé Le Treut
- Juin 2009 – Consommation en eau des pays industrialisés / M. de Ferrière le Vayer
- Janvier 2010 – L'eau dans l'univers / Jacques Crovisier
- Février 2010 – L'eau et les animaux marins / Jean-Baptiste de Panafieu et Jacqueline

Goy

- Mars 2010 – L'eau, un trésor en partage / Ghislain de Marsily
- Avril 2010 – Agricultures et paysages / CAUE d'Eure-et-Loir
- Septembre 2010 – Histoire des hommes et de leurs ordures / Catherine de Silguy
- Octobre 2011 – Nouvelles ruralités, nouvelles agricultures
- Décembre 2011 – Nouvelles précarités, nouvelles solidarités

Les rencontres cinématographiques

- 2006. Festival cinéma. Cent ans d'histoire rurale

- 2007. Festival cinéma. Violences et colères paysannes
- 2008. Festival cinéma. Mythe rural et rêve américain
- 2009. Festival cinéma. Cinéma d'eaux
- 2010. Festival cinéma. L'amour à la campagne
- 2011. Festival cinéma. L'étranger en milieu rural

Les colloques professionnels

- 2001. Colloque. Nouveaux musées
- 2002. Colloque. Musées, marketing et communication
- 2003. Colloque. Musées en quête d'identité
- 2004. Colloque. Cultures et territoires
- 2005. Colloque. Innovations et musées
- 2006. Colloque. Musées et images
- 2007. Colloque. Concevoir, étudier et fabriquer une exposition
- 2008. Colloque. Musées en mouvements. Statuts et financements
- 2011. Journée professionnelle. Les Eco expositions

Les entrées 1991-2009

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
31 051	27 460	28 827	35 335	32 750	33 381	38 345	44 800	44 300	50 131

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
50 290	47 800	51 000	47 000	47 200	39 997	54 700	50 110	51 527

Source : Compa

Répartition des collections en 2013

Répartition des collections	Nombre
Tracteurs	110
Moteurs et motoculteurs	73
Charrues, araires et instruments de travail du sol	290
Semoirs, pulvérisateurs et instruments pour les plantations ou la fertilisation	90
Machines de récolte, moisson et battage	239
Machines pour la manutention et le transport, instruments (jougs)	50
Outils à main et divers	680
Sous-total	1532
Outils concernant l'artisanat rural (maréchalerie, bourrellerie, etc.)	1386
Instruments et ustensiles pour la transformation des produits (barattes, pressoirs, etc.), céramiques, objets de la vie domestique (contenants alimentaires, ustensiles de cuisine, lessive, etc.)	1250
Ruches et objets relatifs à l'apiculture	79
Sous-total	2715
Dessins	142
Estampes	87
Affiches	288
Photographies	240
Sculptures, œuvres composites, installations d'art contemporain	50
Maquettes, miniatures et jouets	1630
Plaques émaillées et objets publicitaires	163
Médailles et plaques de concours	67
Sous-total	2666
TOTAL	6913

Source Compa

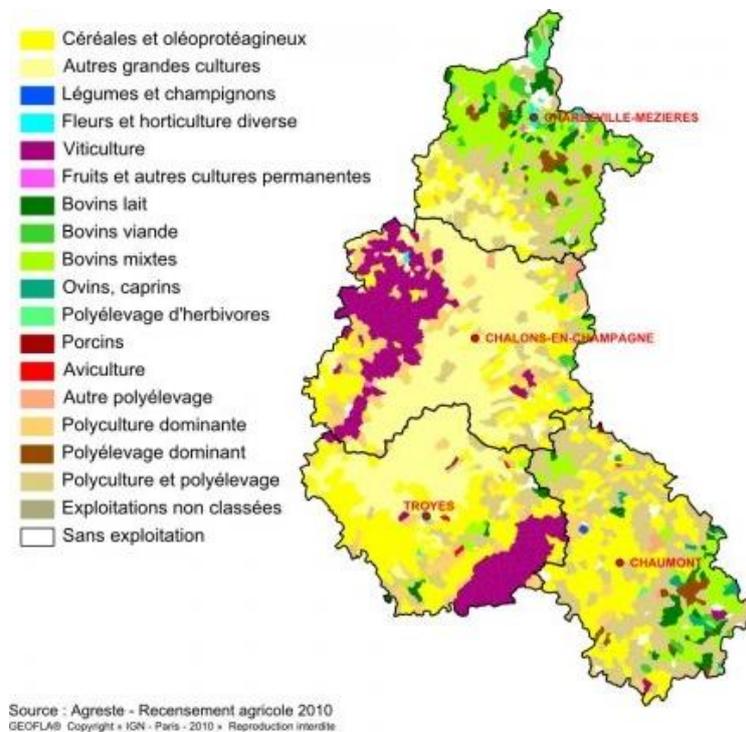
Cartes

I. Localisation du musée de la Bertauge



Échelle 1 : 216 672 (source Géoportail). Le musée de la **Bertauge** situé, depuis 1198, à 1km à l'ouest de Thillois-Bellay sur la D3, anime sur un rayon de 40 kilomètres de son siège l'espace rural.

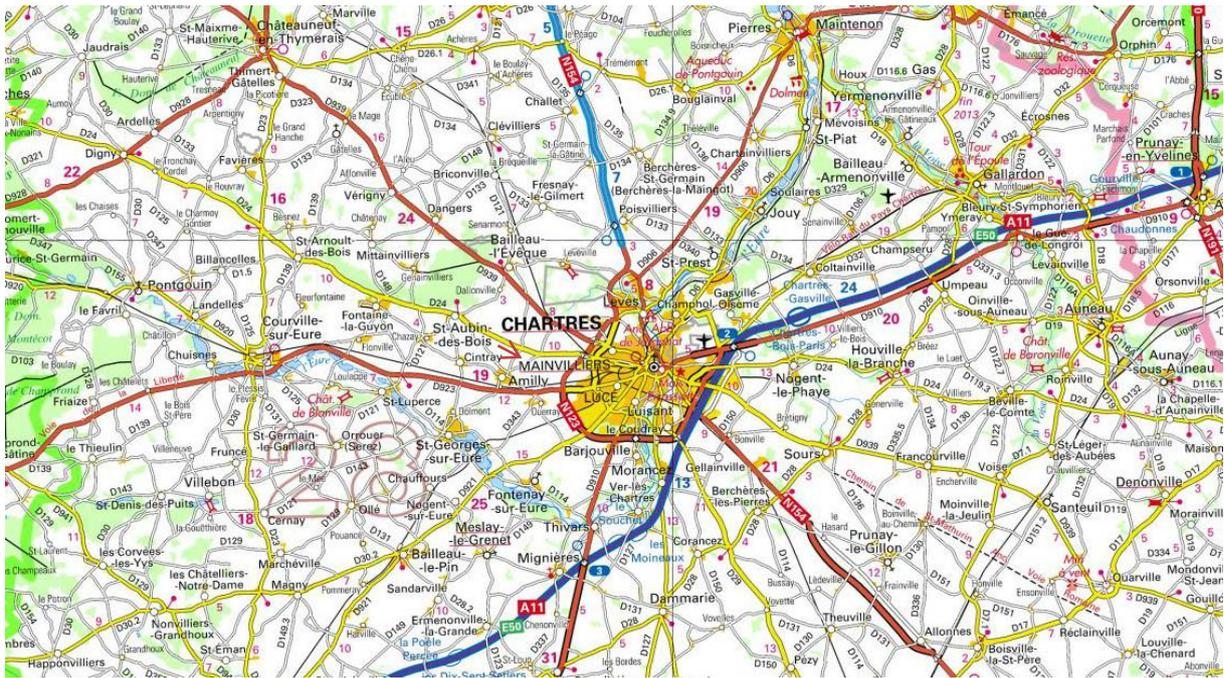
II. Région Champagne-Ardenne



Source : Agreste - Recensement agricole 2010
GEOFLA® Copyright © IGN - Paris - 2010 - Reproduction interdite

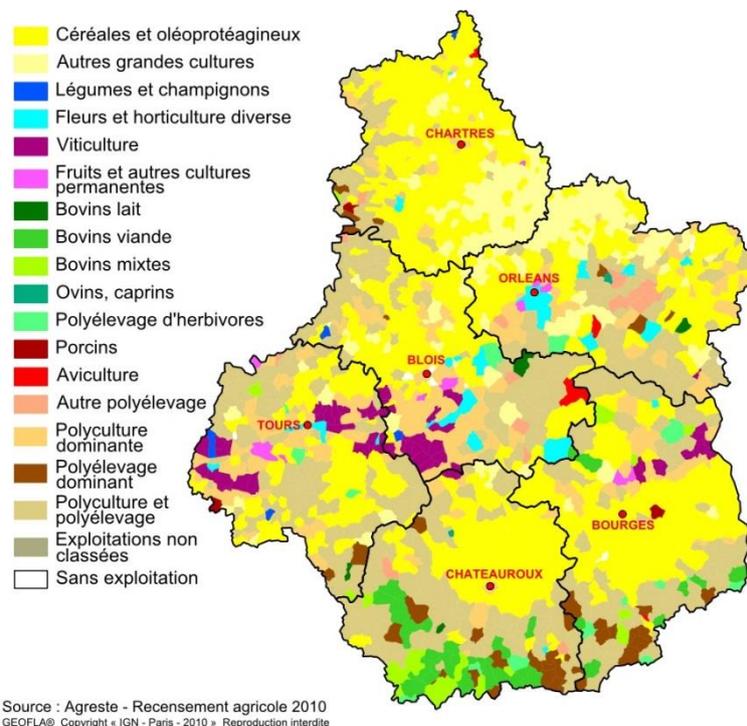
La **Bertauge** située au nord-est de Châlons-en-Champagne, en zone de grandes cultures participe à des animations dans la Marne, sauf en région viticole.

III. Localisation du musée du Compa



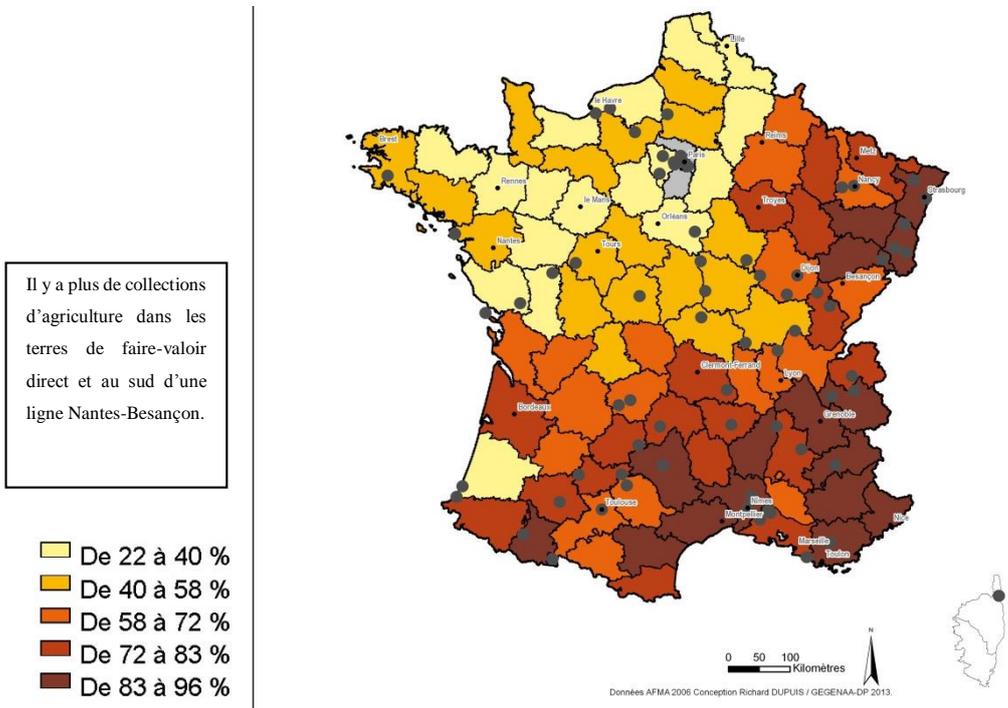
Échelle 1 : 216 672 (Source Géoportail). Le musée du **Compa** est situé à la limite de Chartres sur la commune de Mainvilliers, séparé de Chartres par le pont de chemin de fer. Le musée abrité dans l'ancienne rotonde juxte le faisceau ferroviaire.

IV. Région Centre

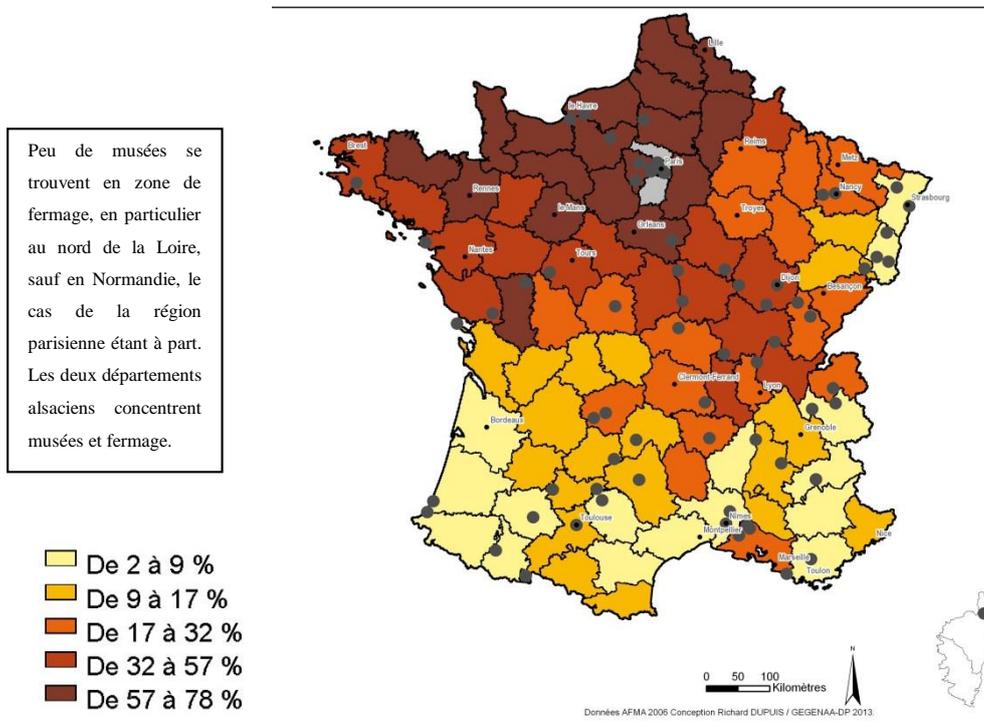


Le musée du **Compa** est localisé au nord de la région Centre, au cœur de la Beauce chartraine, dans la zone historique de grande culture céréalière.

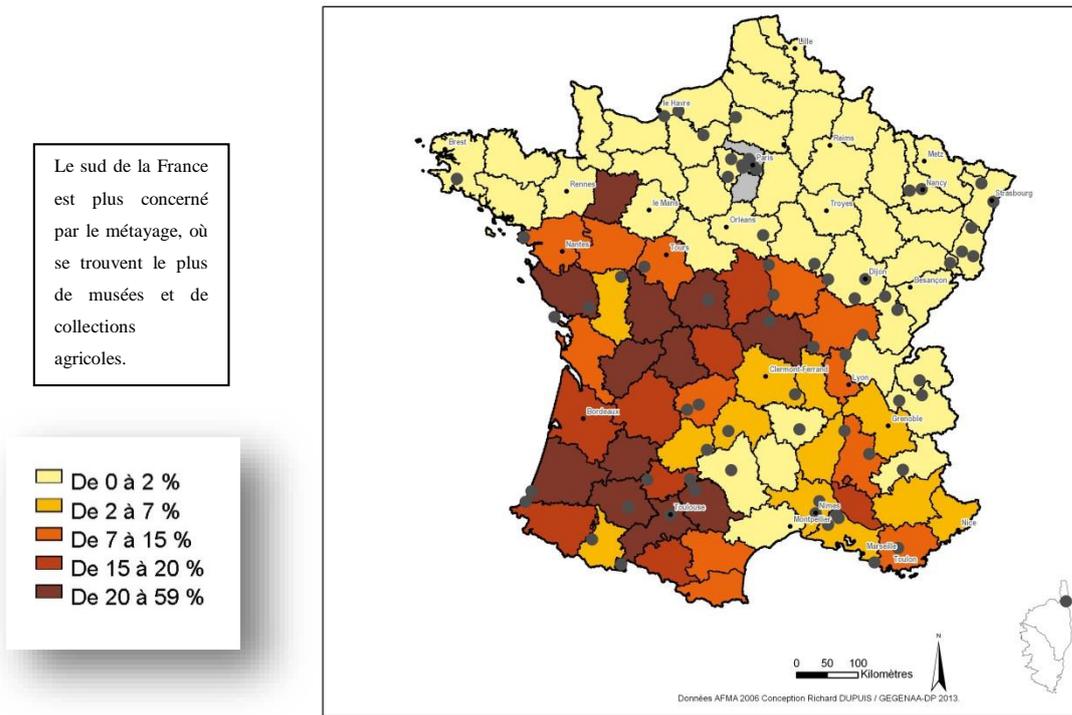
V. Musées d'agriculture, parts des surfaces exploitées en faire valoir direct, 1942



VI. Musées d'agriculture, parts des surfaces exploitées en fermage, 1942

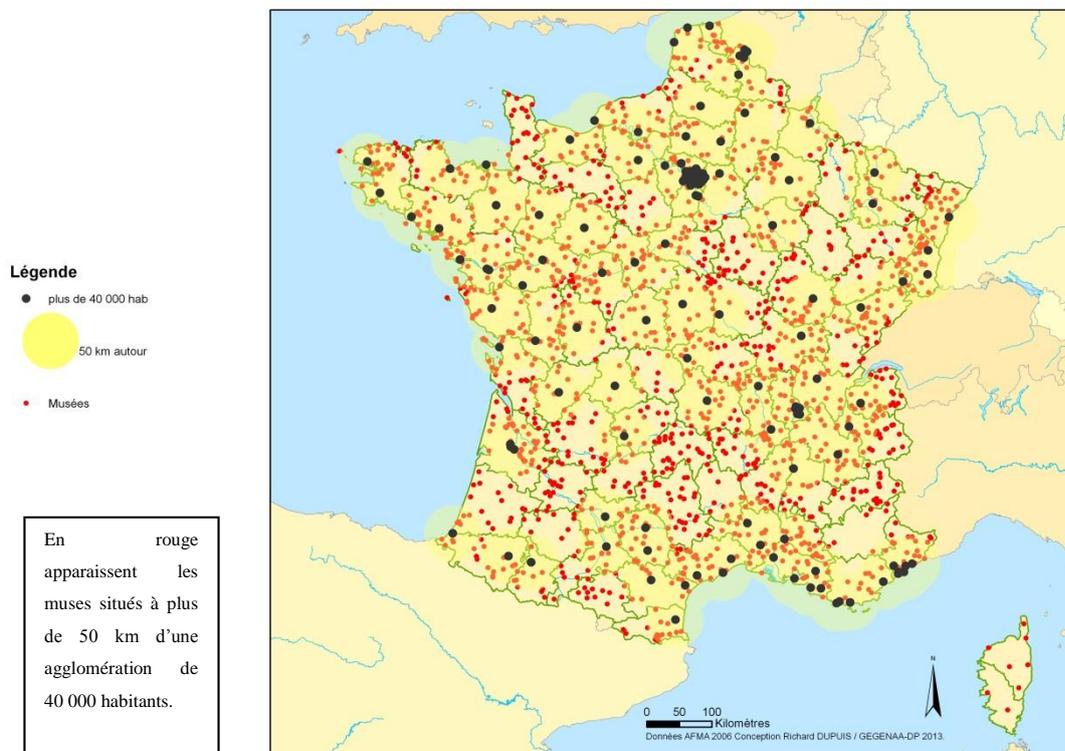


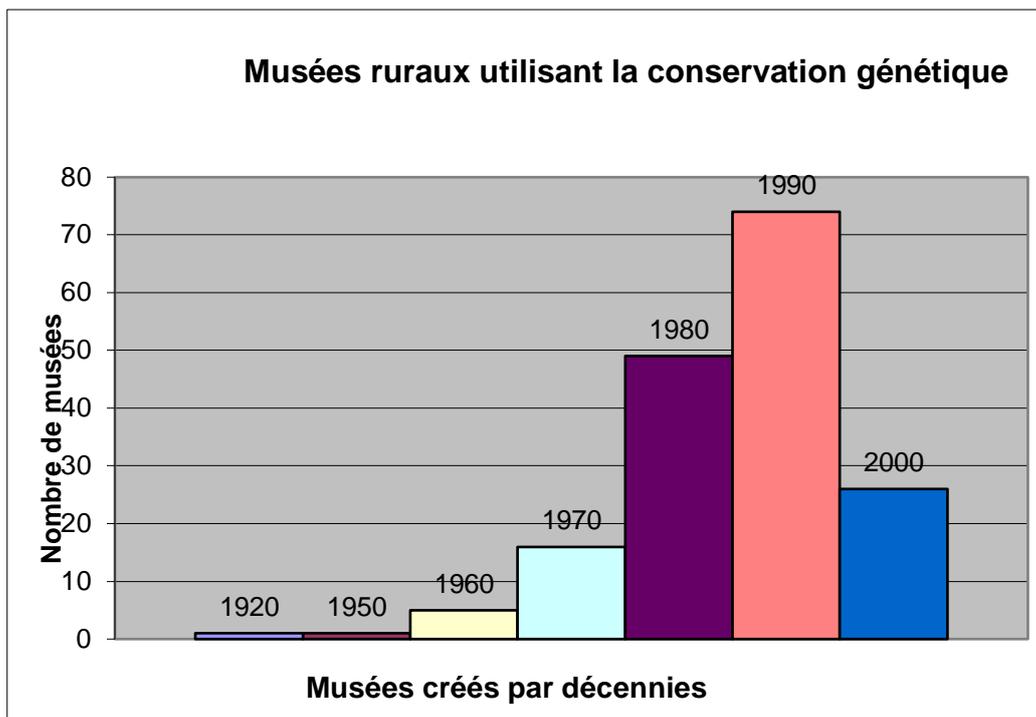
VII. Musées d'agriculture, parts des surfaces exploitées en métayage, 1942



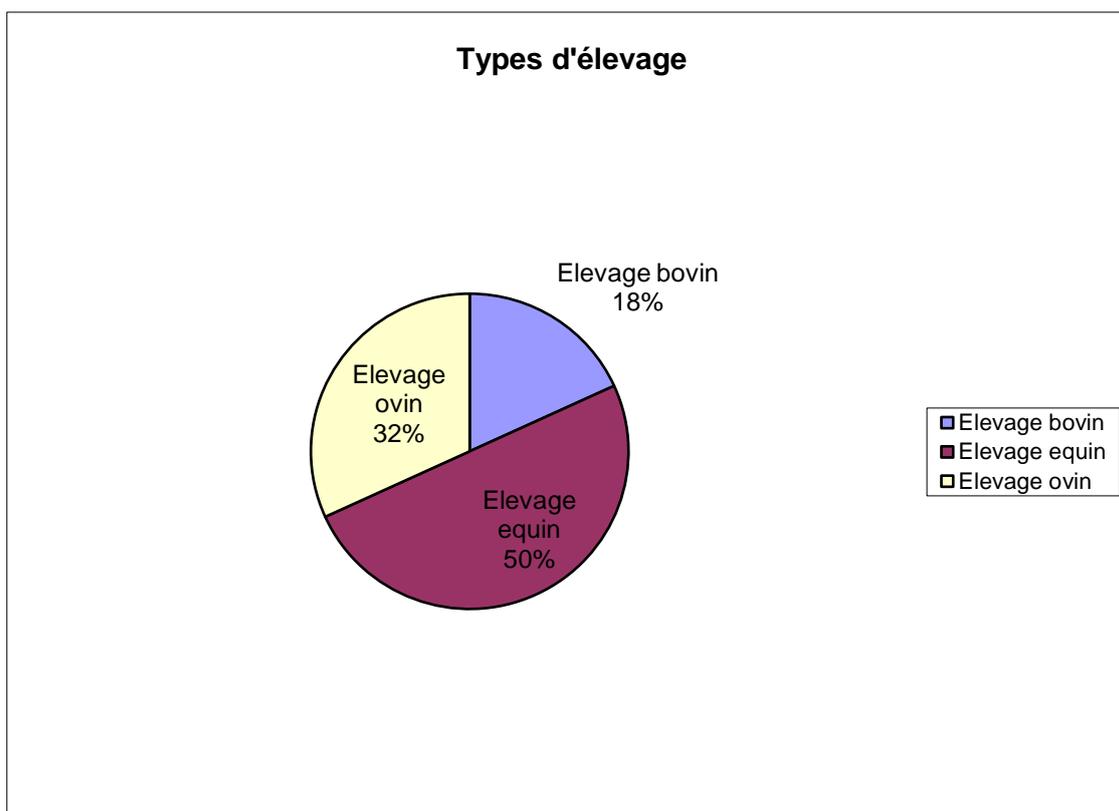
Source : Terres d'Europe-Scarf d'après Henri de FARCY.

VIII. Musées agricoles et distance aux villes de plus de 40 000 habitants

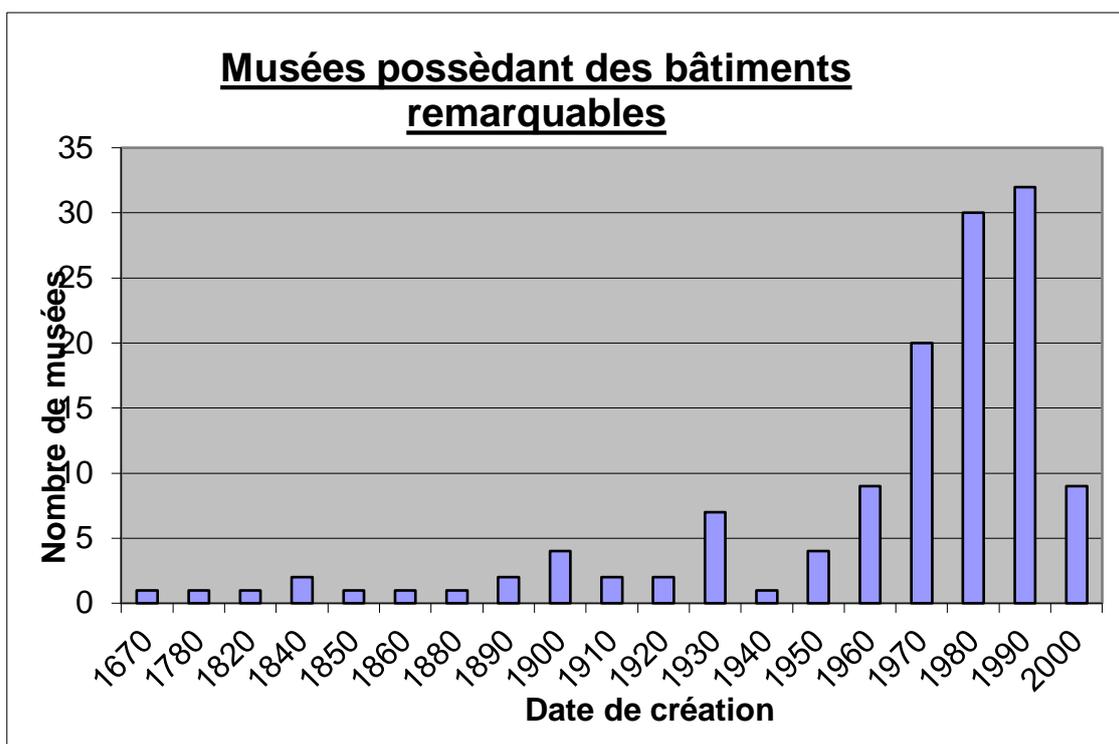




Données : AFMA, 2006.



Données : AFMA, 2006.



Données : AFMA, 2006.

Années de création des musées avec espace forestier

Années	Nombre de créations
1950-1960	2
1960-1970	3
1970-1980	17
1980-1990	21
1990-2000	28
2000-2010	7

Données : AFMA, 2006.

Lois et textes réglementaires

- . Loi du 3 octobre 1848, transforme l'Institut agricole de la Saulsaie et les écoles de Paris Grignon et Grand-Jouan (Rennes) en écoles régionales d'agriculture.
- . Circulaire de 1880, favorise la création de musées cantonaux.
- . Circulaire ministérielle du 26 avril 1881, favorise le recours au musée en pédagogie.
- . Loi du 30 mars 1887 loi visant à classer les meubles ou immeubles, ayant du point de vue de l'histoire ou de l'art un « intérêt national » appartenant à des personnes publiques ou privées par le ministre de l'Instruction publique et des beaux-Arts.
- . Loi du 20 février 1892, fixe un concours commun entre les 3 écoles nationales d'agriculture de Montpellier, de Grandjouan (Rennes) et de Grignon.
- . Loi sur les associations du 1^{er} juillet 1901.
- . Loi du 21 avril 1906, relative à la protection des Monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.
- . Loi du 21 août 1912 réorganise l'enseignement agricole en supprimant les chaires départementales et en instituant dans chaque département une « Direction de services agricoles » et des « chaires agricoles » à circonscriptions variables
- . Lois des 31 décembre 1913 et 10 juillet 1914, de protection des Monuments historiques.
- . Loi sur l'enseignement agricole du 2 août 1918 sur l'enseignement agricole. Base juridique de l'enseignement féminin.
- . Loi du 3 janvier 1924, institue dans chaque département une Chambre d'agriculture élue au suffrage universel.
- . Décret d'application du 18 mars 1924, porte application des lois de 1913 et 1914 sur la protection des Monuments historiques. L'État peut se substituer au propriétaire pour restaurer des monuments par le moyen de la procédure du classement d'office.
- . Loi du 2 août 1918, reprend et prolonge le décret de 1848 sur les 3 niveaux de l'enseignement agricole prévoit un institut agronomique pour les cadres, des écoles régionales et un large réseau de fermes-écoles.
- . Décret d'application du 18 mars 1913 de la loi du 31 décembre 1913, sur la protection des monuments historiques.
- . 1927 : institution de l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques.
- . Loi du 2 mai 1930, relative à la protection des Monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dans la continuité de la loi du 21 avril 1906 « de protection des Monuments naturels et des sites ».

- . Décret du 1^{er} mai 1937, de création aux musées nationaux un département des arts et traditions populaires. Ce département comprend un musée installé dans le Palais du Trocadéro et des musées en plein air qui seront organisés dans des domaines de l'État sur divers points du territoire.
- . Loi du 2 décembre 1940, mise en place de la Corporation paysanne.
- . Loi du 10 août 1941 relative aux Musées des beaux-arts, considère comme Musée toute collection, permanente et ouverte au public, d'œuvres présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique et définit les catégories de musées nationaux, classés, non supérieurs à 20 et les musées contrôlés. Les conservateurs deviennent fonctionnaires. Les conservateurs des musées nationaux et les inspecteurs des monuments historiques dirigent l'ensemble.
- . Loi du 25 février 1943, de protection des Monuments historiques.
- . Loi du 10 août 1944.
- . L'ordonnance du 17 avril 1945, confirme l'organisation provisoire des musées nationaux, 3 grands statuts pour les musées. Cette ordonnance est valide jusque la loi Musées de 2002 (soit 57 ans).
- . Ordonnance n° 45-1546, du 13 juillet 1945, portant organisation provisoire des musées des beaux-arts.
- . Décret du 16 juillet 1947 de création de l'Institut National des Appellations d'Origine des vins et des eaux-de-vie.
- . Décret 48-734 du 27 avril 1948 relatif à l'organisation du service national de muséologie des sciences naturelles.
- . Loi du 22 juillet 1960 de création des Parcs naturels nationaux* (PNN).
- . Loi du 8 août 1962 d'orientation agricole, mise en place de la PAC.
- . Circulaire du 23 février 1963, d'André Malraux relative aux conditions de coordination administrative pour la préparation et la mise en œuvre des programmes de caractère culturel se rattachant au plan d'équipement qui institue auprès de chaque préfet coordinateur, un Comité régional des Affaires culturelles (CRAC).
- . Décret du 1^{er} mars 1967 de création des Parcs régionaux.
- . Loi du 5 juillet 1972 d'installation les Parcs Naturels Régionaux.
- . Convention de l'UNESCO du 16 novembre 1972 pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de l'UNESCO (ratifiée par 185 États en novembre 2007).
- . Convention du 17 novembre 1975 de l'UNESCO pour la protection du patrimoine mondial. .
- Journée internationale des musées instituée par l'ICOM en 1977.

- . Loi du 10 juillet 1976 qui définit le cadre juridique de la protection de la nature et des réserves naturelles.
- . Loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture.
- . Loi de programme du 11 juillet 1978 sur les musées.
- . Charte des jardins historiques de Florence 1981, adoptée en par l'ICOMOS, en additif de la charte de Florence.
- . Loi d'orientation de la recherche du 16 juillet 1982 : art. 7 et 24... les métiers de la recherche doivent assurer « la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique dans toute la population. »
- . Lois de décentralisation des 07 janvier et 22 juillet 1983. L'article 62 (1983) rappelle que « les musées des communes, des départements et des régions sont organisés et financés par ceux-ci. »
- . Loi Rocard de 1984 assigne aux établissements une mission d'animation en milieu rural par la présence d'un enseignement « éducation socio-culturelle. »
- . Loi « Montagne » de 1985.
- . Loi « Littoral » de 1986.
- . Loi du 2 mars 1986, les départements deviennent compétents en matière de culture.
- . Loi-programme sur le patrimoine du 21 avril 1988, qui l'inscrit dans le territoire.
- . Loi du 16 mai 1990, sur le statut des Conservateurs.
- . Convention du 17 juillet 1990 entre les ministères de la Culture et de l'Agriculture et de la Pêche.
- . Loi, dans ses articles 71 et suivants, du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (création des communautés de communes).
- . Loi du 31 décembre 1992 de protection du patrimoine, définition de la notion de trésor national (issue du Traité de Rome).
- . Plan pour le Tourisme rural du 18 février 1993 présenté par les ministres de l'Agriculture et du Développement rural et du Tourisme.
- . Loi Voynet du 25 juin 1999 sur l'aménagement du territoire redéfinit la notion de pays comme territoire de projet, initialisée par le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) en 1971.
- . Charte du 17 avril 2001 des CCSTI entre la Réunion des CCSTI et le ministère de la Recherche. Un CCSTI répond à quatre missions : médiation scientifique, production et diffusion de ressources ; coordination et animation de réseaux.

- . La Conférence Permanente du Tourisme rural, est créée le 23 mai 2001 par les ministres de l'Agriculture, de l'Aménagement du Territoire et de l'Écologie.
- . Loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France.
- . Loi du 4 février 2002 relative aux nouveaux établissements publics de coopération culturelle (EPCC).
- . Circulaire DESCO du 22 avril 2002 « Charte pour une éducation au patrimoine. »
- . Loi de 2003 relative au mécénat et aux fondations.
- . Loi de 2004 de transfert de la gestion de l'inventaire du patrimoine aux régions.
- . Loi du 13 août 2004 de transfert de monuments historiques appartenant à l'État aux collectivités territoriales sur leur demande.
- . Loi du 11 février 2005 d'accessibilité aux personnes handicapées.
- . Convention Alimentation-Agri-Culture du 23 septembre 2011 entre le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire et le ministère de la Culture et de la Communication (MCC).
- . Projet de loi du 8 octobre 2013 : de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- . Loi du 22 juillet 2013 dite « Fioraso » transfère l'établissement public Universcience aux régions, à compter du 1^{er} janvier 2014, de la gestion des crédits de soutien aux « initiatives territoriales visant à développer et diffuser la culture scientifique, technique et industrielle, notamment auprès des jeunes publics », pour un montant total de 3,6 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2014.
- . Loi de 2014 modifiant les départements. Le conseil général devient « conseil départemental », les élections cantonales « élections départementales. » Le gouvernement procède à un redécoupage des cantons dont la carte est rejetée le 25 janvier par l'assemblée départementale d'Eure-et-Loir.

Chronologies

Agricole, culturelle, muséographique et culturelle

Chronologie essentielle

1919 : **Musée des Alpilles** à Saint-Rémy-de-Provence

1920 : **Musée de Grasse**

1921 : **Musée pyrénéen** de Lourdes

1922 : création du premier SIMA (biennal)

1922 : **Musée vendéen** de Fontenay-le-Comte (donation de 1875)

1922 : le Pradel, domaine historique des expérimentations d'Olivier de SERRES, sur la commune de Mirabel (Ardèche), devient patrimoine d'État

1923 : ouverture du **Musée municipal** de Lourdes

1924 : **Musée basque et de la tradition bayonnaise** de Bayonne

1925 : la « semaine de l'Agriculture » s'installe au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, dont elle inaugure les bâtiments

1925 : **Musée de l'Orléanais** à Beaugency Musée du Terroir de Loches

1926 : le Potager du Roi est classé Monument historique

1926 : installation de l'OIM (Office international des Musées) à Genève sur l'initiative de l'historien de l'art Henri Focillon. L'OIM a pour ambition de susciter la coopération internationale entre les musées, par le biais d'expositions transnationales, d'échanges d'œuvres d'art et, surtout, par la diffusion

1928 : après 44 ans de durée de vie à Paris, fermeture de la **Salle de France** au **MET**.

1931 : restructuration du **Musée d'Épernay** limite la présentation des collections à deux thèmes : le vin (dont les collections sont toutes entrées avant 1931) et l'archéologie, qui offrent aux visiteurs une vision générale, depuis la préhistoire jusqu'au début du Moyen-Âge

1^{er} juillet 1934 : Épernay, inauguration du **Musée viticole et vinicole**

1935 : donation Perrin de Puycousin à la ville de Dijon

1936 : ouverture à Paris du **MNATP** dirigé par Georges Henri Rivière

1937 : création de l'association populaire d'amis des musées (APAM) par Paul Rivet, secrétaire général Georges Henri Rivière, animatrice principale Madeleine Rousseau

Création du **Musée de l'Homme** à l'occasion de l'Exposition universelle au nouveau palais de Chaillot

Musée de Terroir (Musée de Romenay) et Centre rural dans l'exposition universelle. Le musée est consacré aux Volailles de Bresse. Il est couronné par un grand prix.

La commune de Seignosse donne un hectare aux Eaux et Forêts pour réaliser un **Musée de la Forêt** (Hossegor)

1938 : création de la commission nationale des Arts et Traditions Populaires Avec 3 commissions présidées par : Lucien Febvre, Albert Demangeon, Jean Charles-Brun.

Ouverture du **Musée municipal de la vie bourguignonne** de Dijon à partir de la collection de Perrin de Puycousin

Musée municipal du vin de Bourgogne de Beaune, fondé par Georges-Henri Rivière

1941 : ouverture de **Cas Pairal Musée catalan des Arts et Traditions Populaires** de Perpignan. **Musée Joseph Vaylet**, Majoral du Félibrige fondateur du musée, les collections constituent un véritable patrimoine rouergat

Exposition « La France européenne » avec reconstitution d'une ferme normande par Georges Henri Rivière

1942 : Chantier 1425 : 40 inspecteurs de sites (architectes qui éviteront le STO) sont chargés de procéder au « recensement esthétique du pays » : relevé architectural et typologique des bâtiments ruraux ; chantier 909 mobilier traditionnel ; chantier 1810 arts et traditions populaires de la paysannerie

1943 : l'abbé Jean Garneret acquiert l'ancienne abbaye cistercienne de Corcelles (Doubs) pour en faire un laboratoire de recherches ethnographiques

17 avril 1945 : ordonnance qui définit l'organisation provisoire des musées nationaux. 13 juillet

1945 : ordonnance sur l'organisation provisoire des musées de beaux-arts (concerne les musées nationaux, classés dont les conservateurs sont fonctionnaires d'État et les musées contrôlés) et le statut des collections des musées contrôlés, crée la direction des musées de France et y rattache 800 musées de province

1946 : **Musée de Caen**, établissement tête de réseau des musées régionaux

1946 : création du Conseil International des musées, ICOM, organisation non gouvernementale (ONG) en relation formelle d'association avec l'UNESCO

05 juin 1947-30 juin 1952 : plan Marshall, Programme de rétablissement européen, en anglais *European Recovery Program* ou *ERP*

1^{er} septembre 1947-01 décembre 1950 : exposition itinérante de la Maison rurale organisée par la JAC sur 24 départements de l'ouest de la France

1948 : Jean Garneret est désigné pour organiser un musée d'histoire et d'ethnologie régionale à Besançon

27 avril 1948 : les musées d'histoire naturelle sont régis par le service national de muséologie des sciences naturelles

1949 : **Musée Paul Pastres** de Marsillagues

1950 : séries ethnologiques au **Musée du Berry** à Bourges. Ouverture du **Musée comtois** à Besançon

1951 : **Musée Alice Tavernier** vie quotidienne et traditions du **Roannais et du Forez**

1952 : l'abbé Jean Garneret ouvre un musée privé : le **Musée paysan** de Corcelles

1957 : **Musée départemental d'Histoire et de Folklore Albert Demard** au château de Champlitte

1959 : Les musées ne dépendent plus du Ministère de l'Éducation nationale arts et lettres mais de la direction des musées de France

24 juillet 1959 : décret de création du ministère de la Culture et de la Communication : André Malraux, ministre. L'administration des monuments historiques placée sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale passe au nouveau ministère des Affaires culturelles, au sein de la direction générale de l'architecture

1960 : le **Musée de Bretagne** rassemble sous ce nom les collections ethnologiques Rennaises

1960 : le **Musée comtois d'arts et traditions populaires** s'installe dans la prestigieuse Citadelle Vauban de Besançon

1961 : **Musée municipal d'Arts et Traditions de la Brie** de Jouarre

1962 : le **Musée d'Aquitaine de Bordeaux** est transformé par Georges Henri Rivière en musée régional d'Histoire

17 septembre 1963 : décret n°63-973 créant un corps de la Conservation des musées de France et fixant son statut

4 avril 1964 : arrêté André Malraux et André Chastel, mise en place l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France (avec un secteur rural et ethnologie)

9 mars 1964 : Le premier Salon International de l'Agriculture (SIAC) ouvre ses portes

1965 : le **Musée alsacien de Strasbourg** ouvre une seconde salle consacrée aux vallées vosgiennes

1966 : naissance de l'AIMA à Prague-Liblice (Tchécoslovaquie), sur l'initiative des musées de l'agriculture tchèques et hongrois, organisme affilié à l'ICOM

1969 : ouverture du **Musée régional d'Auvergne de Riom**

1970 : création de l'**Écomusée de la Grande Lande** à Marquèze-Sabres

1972 : loi d'installation des Parcs Naturels Régionaux, ouverture du **Musée ATP du Perche** à Saint-Gauburge (Orne), galerie d'étude **MNATP**

15 avril 1974 : parution au journal officiel de la création de l'**Écomusée du Creusot-Montceau**

1975 : dépôt Arts Traditions Populaires à l'abbaye de Saint-Riquier. Ouverture du **MNATP** de Paris au public

1976 : création de la **Bertauge**

1980 : création de l'**Écomusée de Fourmies**. 9 écomusées français

Printemps 1980 : ouverture du musée départemental du **Compa** (Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles) à Chartres et du **Musée des Racines et du Temps aux Ruralies** à Niort

8 novembre 1980 : inauguré par Jean-Philippe Lecat Ministre de la Culture et de la Communication, le Musée Départemental d'Histoire et de Folklore devient le **Musée Départemental Albert Demard**

4 juillet 1981 : **Écomusée de la Bresse bourguignonne**

4 mars 1981 : instruction de Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, dite « Charte des écomusées »

1982 : création sous la présidence d'Hubert Curien, de l'Association des musées et centres de culture scientifique, technique et industrielle. (AMCSTI). Elle regroupe des structures culturelles qui œuvrent pour présenter au public les sciences et leur place dans la société

23 octobre 1981 au 19 avril 1982, Le **MNATP** organise l'exposition « l'abeille, l'homme, le miel et la cire. »

1^{er} janvier 1983 : **Musée des arts et traditions populaires de Moyenne Provence** de Draguignan.

7 janvier et 22 juillet 1983 : lois de décentralisation (répartition des compétences entre communes, départements, régions, État) réservent un chapitre à la protection et à la gestion du patrimoine

1984 : **Écomusée d'Ungersheim** en Alsace. **Écomusée du Mont Lozère**, le Pont de Montvert. **Écomusée de Margeride** à Ruynes en Margeride. **09/1984** : VII^e Congrès international de AIMA à Paris et à Saint-Riquier, sur le rôle des populations rurales dans le développement de l'agriculture et la préservation de l'environnement depuis le XVIII^{ème} siècle.

1985 : création de l'Office de Coopération et d'Information Muséographiques (OCIM), service général de l'Université de Bourgogne. Le conseil général de l'Orne prend en charge l'**Écomusée du Perche**. **Musée de plein air du Quercy-Cuzals**.

1986 : rencontres nationales des musées d'agriculture par Sylvia Cousin au **Conservatoire du machinisme agricole des Ruralies** du Prahecq, avec l'AFMA.

1987 : ouverture de l'**Écomusée du pays de Rennes**, dédié à l'agriculture, dans la ferme de la Bintinais, en proche périphérie rennais. **Musée d'Aquitaine** à Bordeaux.

14 janvier 1988 : ouverture par François Léotard du 1^{er} Salon des Musées et des Expositions (SIME). Ouverture du **Musée des maisons comtoises de Nancray**

17 juillet 1990 : ouverture du **Conservatoire de la vie agricole et rurale de l'Oise** et du **Compa**, Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles de Chartes (Avril). 60 écomusées français.

1991 : Emilia VAILLANT forge le terme « musée de société. »

1992 : **Écomusée du pays de la Cerise** de Fougerolles (Haute-Saône).

1993 : **Agropolis Muséum**. Premier musée de science et de société. Traite de l'agriculture et de l'alimentation

1999 : **Lactopôle** d'André Besnier à Laval (Mayenne)

2002 : **Musée Fragonard** rénové.

06 septembre 2005 : fermeture du **MNATP**.

2006 : l'**Écomusée d'Alsace** fusionne avec le Bioscope pour des raisons d'économie.

2007 : décret fixant les modalités du transfert définitif aux régions des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel, convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée en 2005 et entrée en vigueur le 18 mars 2007.

2008 : fermeture des **Ruralies** à Niort pour insuffisance de fréquentation et de la **Maison du Bûcheron** de Germaine (Marne).

2013 : ouverture à Marseille du **MuCEM**. Fermeture et mise en réserve des salles ATP à l'abbaye de Saint-Riquier.

Chronologie détaillée

L'agriculture	La vie culturelle autour de l'agriculture	L'institution culturelle	Ouverture de musées de folklore, ATP, de terroirs, agricole
1918 : 3, 7 millions de soldats mobilisés, 673 000 morts et 500 000 blessés sont paysans	1918 : lois sur l'enseignement agricole. base juridique à l'enseignement ménager et féminin.		
			1919 : Musée des Alpilles à Saint-Rémy-de-Provence.
1920 : loi de consolidation du Crédit agricole, office national.			1920 : Musée de Grasse.
1920 : l'État lance un programme d'électrification des campagnes.			
1921 : création de l'Institut de Recherche Agricole (IRA).		1921 : création de l'association des conservateurs de France.	1921 : Musée pyrénéen de Lourdes.
		31 décembre 1921 : loi fixant les limites des transactions des œuvres d'art (droit de préemption de l'État sur toute vente publique).	
28/Janvier-05 février 1922 : création du premier SIMA (biennal).			

1922 : invasion de doryphores sur les pommes de terre	1922 : le Pradel, domaine historique des expérimentations d'Olivier de SERRES, sur la commune de Mirabel (Ardèche), devient patrimoine d'État.		1922 : Musée vendéen de Fontenay-le-Comte. (donation de 1875).
			1923 : ouverture du Musée municipal de Lourdes .
3 janvier 1924 : loi qui institue dans chaque département une chambre d'Agriculture élue au suffrage universel.	1924 : création de l'association de la Demeure Historique par Joachim Carvalho avec ses amis, Boni de Castellane et Henri de Luynes.	1924 : vote du décret d'application de la loi de 1913.	1924 : Musée basque et de la tradition bayonnaise de Bayonne .
	1925 : la « semaine de l'Agriculture » s'installe au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, dont elle inaugure les bâtiments.	01 avril 1925 : d'avril à octobre, l'exposition internationale des Arts décoratifs et industriels modernes est installée à Paris.	1925 : Musée de l'Orléanais à Beaugency Musée du Terroir de Loches.
1926 : création de la Caisse nationale du Crédit Agricole.	15 mars 1926 : le Potager du Roi est classé Monument historique.		
			1926 : installation de l'OIM (Office international des Musées) à Genève
1927 : installation des chambres d'agriculture élues.		1927 : l'inventaire supplémentaire change de nature.	1927 : création de la revue <i>Mouseion</i> de l'OIM.

<p>05 décembre 1927 : session constituante de l'Office international des Vins.</p>			
			<p>1928 : après 44 ans de durée de vie à Paris, fermeture de la Salle de France au MET.</p>
<p>02 mars 1928 : création de l'apprentissage agricole. Fondation des Comités de défense paysanne.</p>			
<p>29 novembre 1929 : fondation de la JAC : Jeunesse Agricole Catholique Création par Édouard Barthe, député de l'Hérault, de l'Office International de la Vigne et du Vin.</p>			
<p>Confédération générale des paysans travailleurs créée en 1929 par les leaders communistes Maurice Vazeilles et Renaud Jean à partir des expériences menées dans le cadre de la Fédération des paysans travailleurs de Corrèze et de la Fédération de défense paysanne du Lot-et-Garonne.</p>			

		<p>2 mai 1930 : loi de protection des monuments naturels et des sites, par classement ou par inscription (labellisation).</p> <p>Complète la loi de 1913, qui protège les paysages faisant écran aux monuments.</p>	
<p>1931 : publication par Marc Bloch, suite à une série de conférences à Oslo de son ouvrage : <i>Les caractères originaux de l'histoire rurale française</i>.</p>			<p>1931 : restructuration du Musée d'Épernay</p>
<p>1932 : la crise agricole devient une crise paysanne.</p>			
<p>1933 : André Besnier collecte ses 33 premiers litres de lait (Lactalys).</p>			
<p>1933 : création de la Jeunesse Agricole Catholique Féminine (JACF).</p>			
<p>1933 : fondation de la confédération nationale des paysans, d'inspiration socialiste, à Limoges.</p>			

<p>1933 : création du Comité National de Propagande en faveur du Vin et statut de la Viticulture.</p>			
<p>20 juillet 1934 : organisation du mouvement agrarien créée à l'initiative de Fleurant Agricola, président du PAPF, Parti agraire et paysan français.</p>			
<p>1934 : la société des agriculteurs de France transformée en Union des Syndicats Agricoles (1,2 M adhérents).</p>			<p>1^{er} juillet 1934 : Épernay, inauguration du Musée viticole et vinicole.</p>
<p>1934 : Henri d'Halluin, directeur depuis 1925 du Progrès agricole de l'Ouest créé les Chemises vertes « comités de défense paysanne » 400 000 membres en 1939.</p>			
<p>1935 : création de la confédération nationale des groupes folkloriques français qui a pour but de rassembler toutes les Associations,</p>			<p>1935 : donation Perrin de Puycousin à la ville de Dijon.</p>
<p>1936 : grèves rurales et agricoles en Beauce.</p>	<p>1936 : la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France est reconnue d'utilité publique.</p>	<p>1936 : fondation de la revue <i>Monuments historiques de la France</i> par la CNMHS.</p>	<p>1936 : ouverture à Paris du MNATP dirigé par Georges Henri Rivière.</p>

		1936-1945 : période décisive pour le développement de l'ethnologie et du folklore français.	
4 juin 1936 : Front populaire. Léon Blum nommé président du Conseil.			
15 août 1936 : la loi crée l'Office National Interprofessionnel du Blé (ONIB) sur proposition de Georges Monnet.			
1937 : création du journal <i>La Terre</i> , du PCF.			1937 : création de l'association populaire d'amis des musées (APAM) par Paul Rivet.
			1937 : Création du Musée de l'Homme .
			1937 : mise en place d'un réseau de partenaires locaux et de musées de « terroir » par Georges Henri.

<p>1937 : Accord interprofessionnel sur le sucre.</p>	<p>1937 : création de l'association Les Maisons Familiales Rurales. Elle forme chaque année plus de 70 000 jeunes et adultes.</p>	<p>1937 : le philosophe Henri Bergson a l'idée d'étendre la notion de patrimoine culturel lors de la naissance de la Commission internationale de la coopération intellectuelle, ancêtre de l'UNESCO.</p>	<p>1937 : Musée de Terroir (Musée de Romenay) et Centre rural dans l'exposition universelle.</p>
	<p>19 juin 1937 : Inauguration de l'exposition « La maison rurale en France »</p>	<p>01/5/1937 : décret de création d'un département des arts et traditions populaires au sein des musées nationaux.</p>	<p>2 mai 1937 : réalisation d'un Musée de la Forêt (Hossegor).</p>
		<p>23-28 août 1937 : 1^{er} congrès de Folklore organisé par Rivière et Varagnac.</p>	<p>25/05-25 novembre 1937 : exposition des « Arts et techniques dans la Vie moderne » à Paris.</p>
		<p>1938 : Inauguration du Musée de l'Agriculture du Caire.</p>	<p>Mai 1938 : Jean Zay, institue la commission nationale des arts et traditions populaires. Ouverture du Musée municipal de la vie bourguignonne de Dijon.</p> <p>Musée municipal du vin de Bourgogne de Beaune, fondé par Georges Henri Rivière.</p>
			<p>27 juin 1938 : Musée de l'Homme.</p>

	1939 : congrès JAC à Paris avec 25 000 jeunes.	Août 1939 : création du Comité d'Action Folklorique.	
1940 : sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, la MSA est confirmée officiellement.			
25 juin 1940 : discours de Philippe Pétain « La terre, elle, ne ment pas. »			
10 juillet 1940-1944 : révision de la Constitution qui attribue les pleins pouvoirs à Pétain, président du Conseil.			
2 décembre 1940 : loi relative à l'organisation corporative de l'agriculture : charte paysanne. Mise en place de la Corporation paysanne.			
	1941 : Organisation des feux de la Saint-Jean par le mouvement « Jeunesse de France et d'Outre-mer ».		1941 : création d'un service de la civilisation paysanne par la Corporation Nationale Paysanne.
	1941 : Henri Pourat, prix Goncourt pour <i>Vent de mars</i> .		1941 : ouverture de Cas Pairal Musée catalan des Arts et Traditions Populaires de Perpignan. Musée Joseph Vaylet .

	1^{er} juin 1941 : Exposition « La France européenne » avec reconstitution d'une ferme normande par Georges Henri Rivière.		
5 juillet 1941 : loi enseignement agricole.		23 juin 1941 : loi qui limite l'exportation des œuvres d'art.	
		10 août 1941 : loi relative aux musées des beaux-arts.	
	31 août 1941 : la Légion organise à Vichy la fête des provinces en l'honneur du Maréchal Pétain et du premier anniversaire de la Légion.		
-	30 août 1942 : au plateau de Gergovie célébration de l'anniversaire de la Légion.	1942 : Chantier 1425 : « recensement esthétique du pays » : relevé architectural et typologique des bâtiments ruraux ; chantier 909 mobilier traditionnel ; chantier 1810 arts et traditions populaires de la paysannerie.	1942 : Musée municipal des traditions populaires
Décembre 1942 et mars 1943 : instauration de la Corporation paysanne.			

1943 : Pierre Laval impose le service du Travail obligatoire aux agriculteurs (STO).			1943 : Sainte-Gauburge, une fête organisée par la jeunesse rurale du Perche (JAC).
		1943 : Première chaire d'ethnologie générale confiée à Marcel Griaule.	1943 : l'abbé Jean Garneret acquiert l'ancienne abbaye cistercienne de Corcelles (Doubs
		25 février 1943 : loi de protection des abords des monuments historiques,	Juillet 1943 : Musée historique du Papier Feuille Blanche inauguré au Moulin à papier Richard de Bas.
			3 décembre 1943 : création du groupe pour la renaissance du costume « La Capello d'Arles » à l'occasion de la venue du Maréchal.
15 mars 1944 : programme agraire du C.N.R. (Conseil national de la Résistance).	1944 : fondation par Jean Giraudoux et Jean Dautry de la Ligue urbaine et rurale : LUR.		
12 octobre 1944 : suppression de la Corporation paysanne.			
	1945-1957 : séances du Service cinématographique du ministère de l'Agriculture.		

Mars 1945 : congrès de l'unité paysanne de la CGA, animée et contrôlée par les socialistes, radicaux et communistes à l'Hôtel de Ville de Paris.			17 avril 1945 : ordonnance qui définit l'organisation provisoire des musées nationaux.
	28 décembre 1945 : naissance de la fédération nationale des Foyers Ruraux (FNFR).		13 juillet 1945 : ordonnance sur l'organisation provisoire des musées de beaux-arts (concerne musées nationaux, classés
		1946 : création du Conseil International des musées, ICOM, organisation non gouvernementale (ONG) en relation formelle d'association avec l'UNESCO.	1946 : Musée de Caen , établissement tête de réseau des musées régionaux.
1946-1949 : rétablissement des cartes de ravitaillement.			
15 mars 1946 : congrès constitutif de la fédération nationale des syndicats d'exploitants Agricoles (FNSEA).		1946 : protection des collections scientifiques.	
13 avril 1946 : loi sur le statut du fermage et du métayage apporte des garanties nouvelles.			

<p>18 mai 1946 : création de l'institut national de la recherche agronomique (INRA). Loi Premier plan d'encouragement du productivisme agricole.</p>			
<p>1946 : Premier centre d'insémination artificiel à La Loupe (Eure-et-Loir).</p>			
<p>05 juin 1947-30 juin 1952 : plan Marshall, Programme de rétablissement européen, en anglais <i>European Recovery Program</i> ou <i>ERP</i>.</p>			
<p>16 juillet 1947 : décret de création de l'Institut National des Appellations d'Origine des vins et des eaux-de-vie.</p>			
	<p>1^{er} septembre 1947-1^{er} décembre 1950 : exposition itinérante de la Maison rurale organisée par la JAC sur 24 départements de l'ouest de la France.</p>		
<p>13 novembre 1947 : création du Cercle National des Jeunes Agriculteurs (CNJA).</p>			

<p>13 novembre 1947 : Confédération Générale de l'Agriculture (CGA) se dote d'une « section » jeune, le Cercle National des Jeunes Agriculteurs.</p>			
<p>1948 : création des Chambres d'Agriculture.</p>		<p>27 avril 1948 : les musées d'histoire naturelle sont régis par le service national de muséologie des sciences naturelles</p>	<p>1948 : Jean Garneret est désigné pour organiser un musée d'histoire et d'ethnologie régionale à Besançon</p>
<p>30 novembre 1949 : le haut-commissariat au Ravitaillement est supprimé.</p>			<p>1949 : Musée Paul Pastres de Marsillagues.</p>
<p>1950 : Pierre Pfmilin propose la constitution d'un pôle vert, comme la CECA limite au blé sucre, vin et lait.</p>			<p>1950 : séries ethnologiques au Musée du Berry à Bourges. Ouverture du Musée comtois à Besançon.</p>
	<p>12-14 mai 1950 : la JAC organise à Paris, la venue de 70 000 jeunes aux Parc des Princes à Paris.</p>		
<p>1951 : création d'une amicale parlementaire agricole et nomination de Paul Antier, ministre de l'Agriculture (FNSEA).</p>			<p>1951 : Musée Alice Taverne vie quotidienne et traditions du Roannais et du Forez.</p>
<p>1952 : grande épidémie de fièvre aphteuse.</p>			<p>1952 : l'abbé Jean Garneret ouvre un musée privé : le Musée paysan de Corcelles.</p>

	13 novembre 1952 : World Plouning Organisation (WPO) est créé en Ecosse.		1952 : Musée Alsacien de Strasbourg ouvre une salle d'agriculture en 1952-1953
1953 : la Confédération Générale Agricole (CGA) est supprimée officiellement.	1953 : première rencontre internationale au Canada à Coburg (Ontario) du concours de labourage.		
1953 : manifestation des paysans contre la chute des prix.			
		14 mai 1954 : convention de l'UNESCO de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.	
		1954 : signature de la convention culturelle à Paris	
1955 : la France est autosuffisante en blé.			
1956 : création du « Cercle »: FNSEA+JAC.			
			1957 : création du concept de centre d'interprétation par Freeman Tilden, <i>Interpreting our heritage.</i>

<p>25 mars 1957 : signature des traités de Rome (marché commun). L'article 39 stipule d'accroître la productivité et assurer un niveau de vie équitable à la population agricole. Indexation des prix agricoles sur les prix industriels.</p>			<p>1957 : Musée départemental d'Histoire et de Folklore Albert Demard au château de Champlitte.</p>
		<p>1^{er} juillet 1957 : loi instituant les réserves naturelles : celles-ci conservent les espaces naturels de haute valeur écologique et les espèces.</p>	
<p>1958 : Conférence de Stresa qui affirme « la volonté unanime de sauver le caractère familial des exploitations ».</p>	<p>1958 : les droits à la culture et à l'éducation sont inscrits dans le préambule de la Constitution de la V^{ème} république. Ils étaient inscrits dans le programme de la Libération.</p>		
	<p>1958 : création de l'association des « Vieilles maisons françaises » par Anne de Amodio.</p>		

<p>1959 : mouvement de défense des Exploitations familiales (comité de Guéret). Suppression indexation des prix agricoles sur ceux industriels.</p>		<p>24 juillet 1959 : décret de création du ministère de la Culture et de la Communication.</p>	<p>1959 : Les musées ne dépendent plus du Ministère de l'Éducation nationale arts et lettres mais de la direction des musées de France.</p>
			<p>1960 : le Musée de Bretagne rassemble sous ce nom les collections ethnologiques rennaises.</p>
<p>06 avril 1960 : loi d'orientation agricole d'Edgar Pisani. Création du Fonds d'Orientation et de Régulation des marchés agricoles.</p>		<p>22 juillet 1960 : loi qui permet la préservation de régions entières par la création des Parcs nationaux.</p>	<p>1960 : le Musée comtois d'arts et traditions populaires s'installe dans la prestigieuse Citadelle Vauban de Besançon.</p>
<p>02 août 1960 : loi de réforme de l'enseignement agricole.</p>			
<p>1961 : grandes manifestations paysannes.</p>	<p>1961 : Concours de labour en France à Grignon.</p>	<p>1961 : Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, (IVe Plan 1961-1965).</p>	<p>1961 : Musée municipal d'Arts et Traditions de la Brie de Jouarre</p>
		<p>28 août 1961 : inauguration de la 1^{ère} maison de la Culture du Havre par André Malraux.</p>	

1962 : Edgar Pisani mène une politique hardie de décentralisation de l'INRA.			1962 : le Musée d'Aquitaine de Bordeaux est transformé par Georges Henri Rivière en musée régional d'Histoire.
30 juillet 1962 : lancement de la PAC : unicité des marchés, préférence communautaire et solidarité financière.		4 août 1962 : loi qui protège des secteurs sauvegardés et la restauration immobilière.	
08 août 1962 : institution des GEAC : groupement d'exploitations agricoles en commun.			
	1963 : l'association des Vieilles maisons françaises est reconnue d'utilité publique.	1963 : première déconcentration des services du ministère de la Culture.	
		13 février 1963 : création de la DATAR.	20 février 1963 : célébration de la fin de la pose de la charpente du futur MNATP à Paris.
			17 septembre 1963 : décret n° 63-973 créant un corps de la Conservation des musées de France et fixant son statut.
	09 mars 1964 : premier Salon International de l'Agriculture (SIAC) ouvre ses portes	4 avril 1964 : arrêté André Malraux et André Chastel, mise en place l'Inventaire général des monuments	

		et richesses artistiques de la France (avec un secteur rural et ethnologie).	
1964 : la JAC devient le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC).		31 mai 1964 : adoption par l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites) de la charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, dite « Charte de Venise. ».	
			1965 : le Musée alsacien de Strasbourg ouvre une seconde salle consacrée aux vallées vosgiennes.
	1965 : mouvement des fermes historiques vivantes (living historical farms). Création de l'Association Maisons Paysannes de France.		1965 : création du concours de recrutement des conservateurs des musées de France.
	1965 : la JAC se fond dans le nouveau MRJC (mouvement rural de jeunesse chrétienne).	30 juin 1965 : décrets : la Caisse nationale des monuments historiques, préhistoriques et naturels et des sites s'appelle Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS).	

			1966 : naissance de l'AIMA à Prague-Liblice.
1966 : loi sur l'élevage qui favorise la sélection et l'amélioration génétique des productions animales.	25-30 septembre 1966 : réunis à Lurs-en-Provence sur l'initiative de la DATAR, d'une centaine d'experts : création des « Parcs naturels régionaux »	30 décembre 1966 : loi qui permet à l'État d'entreprendre des travaux d'office sur les monuments.	
26 septembre 1967 : plans d'aménagement rural	1967 : fondation de la fédération nationale des Associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux (FNASSEM) par Henry de Ségogne.	1^{er} mars 1967 : décret de définition des Parcs naturels régionaux.	1967 : Jean Cuisenier succède à GHR à la tête du MNATP.
		30 septembre 1967 : mise en place d'outils de planification : SDAU, POS.	
		31 décembre 1968 : loi, à l'occasion d'un héritage, les bénéficiaires peuvent donner à l'État une œuvre d'art en contrepartie des droits à payer.	Juillet 1968 : Maison des techniques et traditions ouessantines sur l'île d'Ouessant.

			1969 : Maison du village d'Offwiller ; Musée Émile Guillaumin à Ygrande ; Musée associatif des Vallées cévenoles à Saint-Jean-du Gard
			1969 : ouverture du Musée régional d'Auvergne de Riom.
1970-1980 : arrivée des néo-ruraux en Ardèche, Ariège et plus globalement dans les départements français au sud de la Loire.			
	1970 : le Conseil de l'Europe lance la 1 ^{ère} Année européenne pour la conservation de la nature.		
	1970 : les premières fêtes des battages à l'ancienne font leur apparition en France.	1970 : convention sur l'interdiction et la prévention des importations, exportations et transferts des biens culturels.	1970 : création de l'Écomusée de la Grande Lande à Marquèze-Sabres.
années 1970 : l'Europe est autosuffisante sur le plan alimentaire et le revenu des agriculteurs s'est nettement amélioré.			

	27 août 1970 : la Ligue urbaine et rurale (LUR) pour l'aménagement du cadre de la vie française est reconnue comme organisme d'utilité publique.		
		1971 : démolition des Halles de Paris.	1971 : Hughes Devarine utilise pour la première fois le mot « écomusée ». La notion d'écomusée est établie par l'ICOM.
7 janvier 1971 : Robert Poujade, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement		1971 : Jacques Duhamel, dans la ligne d'une recommandation du VI ^e plan, crée le Fonds d'intervention culturelle (FIC).	
			1972 : colloque de Lourmarin.
			1972 : ouverture de Musée ATP du Perche à Saint-Gauburge dans (Orne). 01 février 1972 : galerie d'étude MNATP .
23 mai 1972 : interception de camions de lait « la grève du lait. »		5 juillet 1972 : loi d'installation des Parcs Naturels Régionaux	

		<p>16 novembre 1972 : lors de la 17^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO, convention dite de Paris, qui oblige les États signataires à protéger leurs biens culturels et naturels et collaborer entre eux.</p>	
		<p>17 décembre 1975 : entrée en vigueur de la Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.</p>	
			<p>1973 : création de la Fédération française des sociétés des amis de musées.</p>
		<p>1974 : élargissement du classement des monuments historiques contemporains.</p>	<p>1974 : Écomusée de la Brotonne.</p>
			<p>15 avril 1974 : parution au journal officiel de la création de l'Écomusée du Creusot-Montceau.</p>
	<p>1975-80 : aux États-Unis et au Royaume-Uni, la protection des races rares est organisée.</p>		<p>1975 : dépôt Arts Traditions Populaires à l'abbaye de Saint-Riquier. Ouverture du MNATP de Paris au public.</p>

		10 juillet 1975 : loi de création du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.	
		10 juillet 1976 : loi qui définit le cadre juridique de la protection de la nature et des réserves naturelles.	1976 : Michel Guy, ministre de la Culture obtient un effort financier en faveur des musées.
	1977 : le SEDIMA lance l'idée d'un musée national du machinisme agricole et commence la collecte.	1977 : Journée internationale des musées par l'ICOM.	1977 : des locaux de l'abbaye de Saint-Riquier partiellement consacrés aux réserves du MNATP .
		1977 : Direction du patrimoine au ministère de la Culture.	
		1^{er} mars 1977 : loi qui stipule que l'architecture est une expression de la culture d'intérêt public.	
		1978 : premier directeur de la DRAC Champagne-Ardenne.	
		1978 : création de la Direction du Patrimoine au ministère de la Culture.	
		Loi de programme du 11 juillet 1978 (1 400 millions de francs sur	

		<p>cinq ans, dont 287 millions pour les musées classés et contrôlés).</p>	
		<p>1979 : l'architecte des bâtiments de France devient chef des services départementaux de l'architecture et du patrimoine.</p>	
		<p>1979 : protection des Archives.</p>	
		<p>29 septembre 1979 : loi sur l'organisation des dispositifs de publicité.</p>	
		<p>1980 : création de la mission au Patrimoine ethnologique au sein de la Direction du Patrimoine du ministère de la Culture.</p>	<p>1980 : création de l'Écomusée de Fourmies. 9 écomusées français.</p>
			<p>Printemps 1980 : ouverture du musée départemental du Compa (Conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles) à Chartres et du Musée des Racines et du Temps aux Ruralies à Niort.</p>

	23 octobre 1980 : 1 ^{er} festival du film rural au MNATP .	15 juillet 1980 : loi prévoit le régime de protection lié aux fouilles.	8 novembre 1980 : inauguré par Jean-Philippe Lecat Ministre de la Culture et de la Communication, le Musée Départemental d'Histoire et de Folklore devient le Musée Départemental Albert Demard .
1981 : création du CRÉMAGE , centre national du machinisme agricole. Développe le machinisme agricole et le génie rural et sylvicole.	1981 : Charte des Jardins historiques, adoptée par l'ICOMOS réuni à Florence.	1981 : ligne budgétaire « patrimoine rural non protégé » ministère de la Culture pour pallier la lourdeur des servitudes de la loi de 1913 sur les MH, en 1985, elle s'est étendue aux éléments tels croix, fontaines, lavoirs, peut couvrir 10 à 20 % travaux.	
			4 juillet 1981 : Écomusée de la Bresse bourguignonne .
	1981 : à l'occasion de la campagne électorale présidentielle, François Mitterrand s'affiche sur fond de village.		4 mars 1981 : instruction de Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, du 4 mars 1981 dite « Charte des écomusées ».
		1982 : création des classes culturelles et des classes du patrimoine.	1982 : création sous la présidence d'Hubert Curien, de l'Association des musées et centres de

			culture scientifique, technique et industrielle. (AMCSTI).
			19 août 1982 : création à Chartres de l'Association française des musées d'Agriculture et du Patrimoine rural (AFMA) Création de l'Écomusée de l'Avesnois .
			1982 : L'exposition « l'abeille, l'homme, le miel et la cire » organisée par le MNATP à Paris du 23 octobre 1981 au 19 avril 1982 .
23 mars 1982 : 120 agriculteurs manifestent à Paris.			
3 août 1982 : décret d'obligation de constitution de chambre régionale agricole.			
1983 : Politique Agricole Commune (PAC), coûts des mesures de soutien écrasants : le Royaume-Uni de Margareth Thatcher refuse de payer.			

	1^{er} janvier 1983 : le Sénat ouvre une ligne budgétaire pour subventionner le « patrimoine rural non protégé. »		1^{er} janvier 1983 : Musée des arts et traditions populaires de Moyenne Provence de Draguignan.
		7 janvier et 22 juillet 1983 : lois de décentralisation (répartition des compétences entre communes, départements, régions, État).	
		23 octobre 1983 : liquidation des biens de l'association du Touring Club de France.	
2 avril 1984 : mise en place des quotas laitiers par l'Union européenne.			
		1984 : Premières journées portes ouvertes dans les monuments historiques.	1984 : Saint-Riquier (Somme) : remontage de deux granges dans le jardin de l'abbaye (construction en pan de bois et torchis.)
		1984 : réforme de la compétence en premier ressort de protection grâce à l'institution de la Commission régionale du patrimoine archéologique, ethnologique, et historique (Corephae),	1984 : Écomusée d'Ungersheim en Alsace. Écomusée du Libournais-Musée du Paysan-vigneron.

		arrêtés d'inscription pris (ISMH) par le préfet de région.	
		1984 : le premier contrat de plan État-Région est signé pour cinq ans. Création du Centre Régional Culture Ethnologique et Technique (CRECET) en Basse-Normandie.	1984 : Écomusée du Mont Lozère le Pont de Montvert. Écomusée de Margeride à Ruynes en Margeride.
Lois 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement public agricole et du 31 décembre 1984 portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés.		Novembre 1984 : colloque célébrant le 150 ^{ème} anniversaire de la création de l'Inspection générale des Monuments historiques.	Septembre 1984 : VII ^e Congrès international de AIMA à Paris et à Saint-Riquier.
			1985 : création de l'Office de Coopération et d'Information Muséographiques (OCIM), Le conseil général de l'Orne prend en charge l' Écomusée du Perche . Musée de plein air du Quercy-Cuzals .

		1985 : le ministère de la Culture et de la Communication crée label « Ville ou Pays d'art et d'histoire. »	1985 : Écomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines.
	1985 : l'Arboretum national des Barres est ouvert au grand public. L'association Maisons paysannes de France, reconnue d'utilité publique.	1985 : colloque de Lyon, ICOMOS et Conseil de l'Europe ; le patrimoine industriel fait officiellement partie du patrimoine culturel en Europe.	
		9 janvier 1985 : loi sur la montagne.	
	21 juin 1985 : loi portant rénovation de l'enseignement agricole.	13 mars 1985 : loi sur le mécénat privé.	
		1986 : loi littorale avec intégration au code de l'urbanisme des principes de protection. La Région devient collectivité locale à part entière	1986 : création au sein des DRAC des postes de conseillers « musées ».
			1986 : ouverture de la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris.
			1986 : rencontres nationales des musées d'agriculture par Sylvia Cousin au Conservatoire du machinisme agricole des Ruralies du Prahecq, avec l'AFMA.

			1986 : Musée du Revermont. Musée de la bière à Stenay (Meuse).
		5 février 1986 : modifie le code de l'urbanisme et étend les zones de protection des paysages naturels ou urbains et les perspectives aux vestiges archéologiques.	
		1987 : programme Itinéraires culturels du conseil de l'Europe pour explorer les chemins où s'est forgée l'identité européenne.	1987 : association nationale pour les pays publie une vaste enquête « patrimoine, un outil de développement local ».
1987 : création d'un nouveau syndicat : la Confédération paysanne.			1987 : ouverture de l'Écomusée du pays de Rennes.
			9 janvier 1987 : Musée d'Aquitaine à Bordeaux.
		13 juillet 1987 : loi sur le mécénat privé.	
		Article 5 de la loi du 5 janvier 1988 institue la possibilité d'une exonération totale des droits de mutation à titre gratuit grevant les monuments.	14 janvier 1988 : ouverture par François Léotard du 1 ^{er} Salon des Musées et des Expositions (SIME). Ouverture du Musée des maisons comtoises de Nancray

	20 décembre 1988 : fondation de la Fédération des écomusées et des musées de société (FEMS), association régie par la loi du 1 ^{er} juillet 1901, basée à Besançon (28 écomusées fondateurs).		1988 : ouverture du Musée du feutre à Mouzon (Ardennes).
	1989 : exposition à la CSI « la vigne et le vin » dont le succès est considérable : dépôt à Beaune.		
	1989 : L'AFMA recense 420 musées d'agriculture en France dont la moitié naît après 1980.		1989 : Musée agricole et industriel Stella Matutina à Piton - Saint-Leu de la Réunion.
		Loi du 16 mai 1990 : le statut des Conservateurs en un corps unique. Création de l'École nationale du Patrimoine.	
		Note du 29 juin 1990 relative aux services régionaux de l'inventaire.	

		4 juillet 1990 : loi permettant la création de fondations d'entreprise.	17 juillet 1990 : ouverture du Conservatoire de la vie agricole et rurale de l'Oise et du Compa.
		14 novembre 1990 : décret établissant l'existence d'Établissements publics à caractère industriel et commercial.	
	1991 : conseil national des arts culinaires identifie les sites remarquables du goût.	1991 : Cracovie, déclaration finale de la réunion consacrée au patrimoine culture par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).	
	1991 : Le Potager du roi , classé en 1926 monument historique est ouvert à la visite.		1991 : Emilia VAILLANT forge le terme « musée de société. »
Septembre 1991 : « Dimanche des terres de France » 300 000 manifestants à Paris.			21 octobre 1991 : Musée de l'étang de Thau à Bouzigues.
7 février 1992 : signature du Traité de MAASTRICHT sur l'Union européenne. Article 128 : la culture			1992 : Musée breton des champs-Ségal : 3 000 m ² d'objets introduits dans les fermes du Finistère.

devient une compétence communautaire.			
			1992 : Écomusée du pays de la Cerise de Fougerolles (Haute-Saône).
3-14 juin 1992 : Sommet de la Terre à <i>Rio</i> de Janeiro, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.		31 décembre 1992 : loi de protection du patrimoine : notion de trésor national définie.	1992 : ouverture du Musée de la Fraise et du patrimoine de Plougastel-Daoulas
08 juillet 1992 : la PAC institue : jachère obligatoire, niveau des prix baissé, gel des terres en fonction du surplus.			
	1993 : la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal lance le label « Paysage de reconquête ».		1993 : Agropolis Muséum. Premier musée de science et de société. Traite de l'agriculture et de l'alimentation
	1993 : plan pour le tourisme rural. Ministres de l'Agriculture et du Développement rural.	08 janvier 1993 : loi sur le Paysage.	
			1994 : ouverture de la Ferme musée d'Hotte (Aube) dans le pays cidricole de l'Othe.
		2 mars 1994 : décret portant création de directions régionales dans chaque région.	

		Septembre 1994 : Décret sur les 5 missions des Parcs Naturels Régionaux.	
	1995 : création des Pôles d'économie du patrimoine (PEP) par la DATAR.		
	1995 : création dans le Vaucluse de la Fête de la vigne et du vin (dimension nationale).		1995 : Musée du Bugey-Valromey.
4 février 1995 : loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) dite loi PASQUA, créé les pays.			
	1995 : loi créant les Pays, espaces de projets.		
17 janvier 1995 : loi consacre les Chambres régionales d'Agriculture, membres à part entière de l'APCA.			
16 décembre 1995 : Conseil de Madrid : adoption de l'Euro. Affaire de la vache folle.			
1996 : Crédit Agricole met en place le Fonds d'Aide au			

Développement Économique Régional.			
	2 juillet 1996 : loi instituant la Fondation du Patrimoine.	30 décembre 1996 : loi sur l'Air.	
	1997 : fête des Jardins instituée par le ministère de la Culture et de la communication.	1997 : la notion de patrimoine oral et immatériel de l'humanité est définie par l'Unesco.	
		27 février 1997 : loi qui institue les commissions régionales du patrimoine et des sites (CRPS).	Juin 1997 : Musée régional d'anthropologie de la Corse à Corte.
		1998 : lancement de la première journée du Patrimoine de Pays.	
1999 : Schéma de Développement de l'espace communautaire « nécessité de conservation et de développement de l'héritage naturels de ces espaces. »			1999 : Lactopôle d'André Besnier à Laval (Mayenne)
09 juillet 1999 : l'article 1 de la loi d'orientation agricole affirme le rôle de l'agriculture dans le développement des territoires ruraux. Zones agricoles protégées.		12 juillet 1999 : loi Chevènement sur la coopération intercommunale : les EPCI, CU, CA, communautés de communes.	

	16-19 septembre 1999 : 46 ^{ème} finale du mondial de l'agriculture à Pomacle (Marne).		
		1999 : Charte de protection du patrimoine vernaculaire ICOMOS	
12 août 1999 : démontage de l'établissement MC Donald's de Millau.			
	2000 : opération « Patrimoine rural » du ministère de l'Agriculture.		
25 et 26 mars 2000 : adoption de l'Agenda 2000 au sommet de Berlin par les chefs d'État ou de Gouvernement de l'UE (renouvellement de la PAC).		13 décembre 2000 : loi dite Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU).	21 avril 2000 : décret de mise en place du Centre des monuments nationaux à la place de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS).
03 avril 2001 : l'Accord crée l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (O.I.V) qui se substitue à l'Office international de la Vigne et du Vin.		23 mai 2001 : décret interministériel des Ministères de l'Agriculture, du Tourisme, de l'Aménagement du Territoire et de l'Écologie création de la Conférence permanente du Tourisme rural.	

<p>2001 : seconde crise de la vache folle.</p>			
		<p>12 juillet 2001 : création par décret de l'Institut national d'histoire de l'art (INHA).</p>	
			<p>2002 : fermeture du Musée des champs, à l'entrée du bourg de Saint-Ségal.</p>
		<p>4 janvier 2002 : loi qui introduit l'appellation « musée de France ».</p>	<p>2002 : Musée Fragonard rénové.</p>
		<p>2003 : Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins.</p>	
		<p>27 mai 2003 : installation du Haut Conseil des musées de France institué par la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux « Musées de France. »</p>	
	<p>10 septembre 2003 : communication gouvernementale consacrée à la préservation de la biodiversité et à la politique du patrimoine naturel.</p>	<p>1 août 2003 : loi relative au mécénat et aux fondations.</p>	

	2004 : création du label « Jardins remarquables »		2004 : Musée du Bocage normand à Saint-Lô, (Manche).
		20 février 2004 : ordonnance instaurant le Code du patrimoine.	
		2 juin 2004 : décret fixant le nouveau statut du corps des Architectes et Urbanistes de l'État.	06 avril 2004 : arrêté portant la création de la commission des acquisitions du MNATP .
		13 août 2004 : loi de décentralisation : nouvelle politique de gestion de la culture.	
		13 août 2004 : loi sur les libertés et responsabilités locales : les régions ont la faculté d'obtenir la gestion de monuments appartenant à l'État. L'inventaire du patrimoine est transféré aux régions.	
		09 décembre 2004 : loi d'inventaire du patrimoine dispersé et sa mise en accessibilité.	
	20 janvier 2005 : arrêté ministériel : constitution du G8 Patrimoine ou Groupe Patrimoine.	2005 : deux sous-directions de la DAPA sont créées : MH et espaces protégés et Archéologie, Ethnologie, Inventaire.	2005 : Instauration de la « Nuit des Musées » par le ministère de la Culture.

		5 avril 2005 : décret instituant un conseil du patrimoine ethnologique.	
22 décembre 2005 : loi d'orientation agricole (publiée au journal officiel le 6 janvier 2006.).	24 octobre 2005 : création du prix « paysage. »	27 octobre 2005 : convention cadre du conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société.	06 septembre 2005 : fermeture du MNATP .
2006 : entrée en vigueur de la réforme de la politique agricole commune (PAC) : libéralisation des échanges agricoles.		2006 : convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Adoptée par la loi du 5/7/2006.	2006 : l' Écomusée d'Alsace fusionne avec le Bioscope pour des raisons d'économie.
		2007 : ouverture du portail « Collections » du ministère de la Culture avec des notices d'œuvres du monde rural.	
		2007 : convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée en 2005 et entrée en vigueur le 18 mars 2007.	
2007-2008 : émeutes de la faim au Sénégal, Philippines, Égypte, Haïti.			

		4 janvier 2007 : décret fixant les modalités du transfert définitif aux régions des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel.	
		2008 : ouverture du cabinet d'histoire du Jardin des Plantes.	2008 : fermeture des Ruralies à Niort pour insuffisance de fréquentation et de la Maison du Bûcheron de Germaine (Marne).
			20 janvier 2008 : rapport de Jacques Rigaud « Réflexion sur la possibilité pour les opérateurs publics d'aliéner des œuvres de leurs collections. »
			Juillet 2008 : Écomusée Montmorillonnais.

		<p>14 janvier 2009 : le président Nicolas Sarkozy : 100 millions d'euros de plus seront affectés par an pour le patrimoine chaque année dans le budget de la Culture, pendant toute la durée de sa présidence : « trois priorités »</p> <p>« nos grands monuments emblématiques, nos cathédrales et nos abbayes, et le patrimoine des petites communes. »</p> <p>Plan de relance de l'économie : 100 millions d'euros pour la culture et notamment le patrimoine.</p> <p>Mars remise du rapport élaboré le comité Balladur pour la réforme des collectivités locales.</p>	<p>23 mars 2009 : fermeture du Musée de l'Homme.</p>
		<p>16 mai 2009 : 4^{ème} nuit des musées. Placée depuis cette année sous le haut patronage du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO.</p>	

		31 juillet 2009 : extension de la gratuité des musées et des monuments nationaux à tous les jeunes qui résident dans l'Union Européenne.	
		Décret n° 2009-1491 du 3 décembre 2009 portant création de l'Établissement public du palais de la Découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie	30 novembre 2009 : Frédéric Mitterrand pose la première pierre du MuCEM à Marseille.
13 juillet 2010 : adoption de la loi de Modernisation de l'agriculture et de la pêche par le Parlement, censée assurer des revenus décents aux paysans. (4e en dix ans).	2010 : l'UNESCO déclare que le repas gastronomique français appartient au patrimoine de l'humanité.		
16 septembre 2010 : adoption en seconde lecture du projet de réforme territoriale.			
		1^{er} mars 2011, le Conseil d'analyse économique publie un rapport « Valoriser le patrimoine culturel de la France ».	21 mars 2011 : arrêté du ministre de la Culture et de la communication, le label Musée de France est retiré au Musée de la Faucillonnaie de Montreuil-sous-Pérouse.

			2013 : ouverture à Marseille du MuCEM .
2013 : fin des aides à l'exportation et forte réduction des droits de douane communautaires sur les produits agricoles importés des autres continents.		2013 : budget de la culture en diminution sous Aurélie Filipetti de 4,3%. L'aide à l'éducation artistique est en progression de 8,1%. Les 44 000 monuments classés ne bénéficient que de 322 millions d'euros. Il faudrait 700 millions d'euros par an sur 10 ans.	2013 : fermeture et mise en réserve des salles ATP à l'abbaye de Saint-Riquier.
	10-14 août 2014 : concours national de labourage, finale en Gironde.		

Données, agriculture

La population rurale en % de la population française

1901	59 %	26 millions
1931	49 %	20, 3
1960	36 %	15, 4
1970	30 %	14, 9
1999	24, 5 %	14, 3
2010	20 %	13

INSEE : depuis 1946.

Les agriculteurs en % de la population active (source INSEE)

1901	52 %
1946	35 %
1954	26 %
1968	12 %
2010	3, 3 %
2014	2, 7 %

Avec les salariés agricoles.

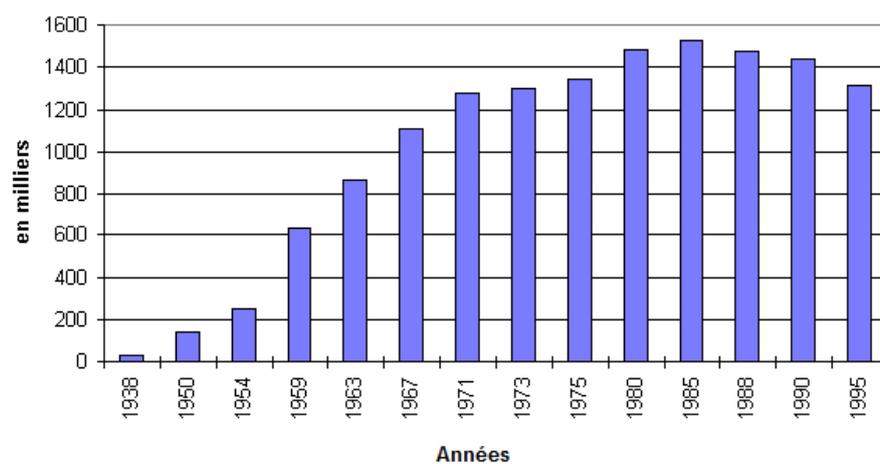
INSEE : depuis 1946.

Nombre d'exploitants agricoles (source INSEE)

1970	1,6
1980	1,350
1990	1, 190
2000	0, 80
2010	0,63

Unité : million

Évolution du parc de tracteurs



Source Agreste : <http://www.senat.fr/rap/198-129/198-12921.html>

RÉSUMÉ

Lieu d'accès aux connaissances, le musée agricole véhicule l'image du patrimoine et des enjeux culturels et professionnels de l'agriculture. Le monde agricole a été progressivement mis en scène dans l'espace du musée, puis dans l'espace paysager, au moyen d'aménagements variés : sentiers, équipements muséographiques, et enfin dans l'espace virtuel avec les musées en ligne. Les musées du monde agricole ont été voulus par les intermédiaires savants, les pouvoirs publics et « ceux qui font l'agriculture » : agriculteurs eux-mêmes, organisations professionnelles et industrielles. Ils se sont multipliés à l'image de la variété même des visages de l'agriculture. À travers la pluralité de leurs approches et de leurs collections, les musées d'agriculture ont répondu depuis 1920 à des enjeux circonstanciés, identitaires, culturels, territoriaux et symboliques, jusque dans le contexte nouveau du développement territorial de ce début de XXI^e siècle. Ils véhiculent l'image de l'agriculture que veulent donner les acteurs et partenaires des mondes agricole et culturels : tradition et modernisme. Ce processus de patrimonialisation rend légitime l'intégration du monde agricole à l'histoire culturelle de la nation. Il est question des modes et moyens par lesquels le monde agricole est représenté de 1920 à 2014 dans les structures muséales et en particulier aux musées du Compa et de la Bertauge depuis les années 1970. Dans le cadre de l'histoire culturelle, il est montré que les musées du monde agricole se sont développés dans le creuset de l'éducation et du folklore et qu'ils entrent de manière diversifiée dans l'ère de la valorisation du patrimoine jusqu'à intégrer territoires et paysages.

TITLE

The patrimonialisation of the agricultural world. The example of the museums from 1920 to the day.

SUMMARY

The agriculture museum is a place of knowledge which conveys the image of the rural heritage, as well as its cultural and professional issues. The agricultural sector has been progressively staged within the museum space, then in the landscaped scenery, with the use of various facilities: trails, museum equipment, and finally in the virtual space with online museum.

Agriculture museums have been designed by scholar intermediaries, public authorities and "those who are agriculture» such as farmers themselves, business and industrial organizations. They multiplied the image of the same variety of faces of agriculture. Through the diversity of their approaches and their collections, agriculture museums have responded since 1920 to identity, cultural, territorial and symbolic issues into the new context of territorial development of the early twenty-first century. They convey a traditional and modernist image of agriculture in tune with the wishes of the different players and partners in the agricultural and cultural worlds. This process legitimizes the integration of the agricultural heritage to the cultural history of the nation.

We examine the ways and means by which the agricultural world is shown from 1920 to 2014 in museum structures and in particular the Compa and Bertauge museums since the 1970s. Through cultural history, it is shown that agriculture museums have developed in the crucible of education and the folklore. They developed in a diversified way in the era of the development of heritage to integrate territories and landscapes.

DISCIPLINE Histoire

MOTS-CLÉS

FR : agriculture ; culture ; identité ; musée ; patrimoine ; paysans ; ruralité ; territoire

EN : agriculture ; culture identity ; museum ; heritage ; peasants ; rurality ; territory

INTITULÉ ET ADRESSE DE L'UNITÉ DE RECHERCHE

Université de Reims Champagne-Ardenne. CERHIC EA 2616 – Campus Croix-Rouge-
Bâtiment 13 Recherche – 57, rue Pierre Taittinger 51096 REIMS Cedex - Tél. : 03.26.91.36.75 -
Courriel : cerhic@univ-reims.fr